



DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Incluant le rapport financier annuel



SOMMAIRE

1

GROUPE PSA

1.1. Chiffres clés	3
1.2. Historique et faits marquants dans le développement des activités	4
1.3. Organigramme	6
1.4. Activités et stratégie	7
1.5. Facteurs de risques RFA	9
	20

2

LA RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE : LES ACTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.1. Une responsabilité sociale et environnementale pleinement intégrée à la stratégie du Groupe	31
2.2. La prise en compte des enjeux environnementaux RFA	32
2.3. Engagement sociétal en faveur du développement durable RFA	35
2.4. Les ressources humaines, moteur des transformations de PSA RFA	58
2.5. Performance extra-financière de PSA	72
2.6. Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion	95
2.7. Périmètre de reporting, méthodologie et tables de correspondance	97
	100

3

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE **RFA**

3.1. Organes de Direction et de Surveillance	105
3.2. Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques	106
3.3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de la société Peugeot S.A.	119
3.4. Rémunération des mandataires sociaux	131
	132

4

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DU GROUPE EN 2015 ET PERSPECTIVES

4.1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés RFA	145
4.2. Situation financière et trésorerie RFA	146
4.3. Résultats de la Société mère RFA	150
4.4. Contrats importants	152
4.5. Investissements et Recherche & Développement RFA	154
4.6. Événements récents et perspectives RFA	161

5

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015 **RFA**

5.1. Comptes de résultats consolidés	163
5.2. États consolidés des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	164
5.3. Bilans consolidés	166
5.4. Tableaux de flux de trésorerie consolidés	168
5.5. Variations des capitaux propres consolidés	170
5.6. Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2015	172
5.7. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	173
	260

6

COMPTES DE PEUGEOT S.A. 2015 **RFA**

6.1. Comptes de résultats au 31 décembre 2015	261
6.2. Bilans au 31 décembre 2015	262
6.3. Tableaux de flux de trésorerie	263
6.4. Notes annexes aux comptes de Peugeot S.A.	264
6.5. Tableau des cinq derniers exercices	265
6.6. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	283
6.7. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	284
	285

7

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

7.1. Renseignements concernant la Société RFA	289
7.2. Renseignements concernant le capital RFA	290
7.3. Actionariat RFA	292
7.4. Marché des instruments financiers de la Société	296
	299

8

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2016

8.1. Rapport du Directoire sur les projets de résolutions présentés à l'Assemblée Générale mixte du 27 avril 2016	303
8.2. Ordre du jour et texte des projets de résolutions	304
8.3. Rapports des Commissaires aux Comptes	316
	324

9

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

9.1. Personnes responsables du document RFA	327
9.2. Informations financières historiques	328
9.3. Documents accessibles au public	329
9.4. Responsables du contrôle des comptes RFA	329
9.5. Tables de concordance	330
	331

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

2015

INCLUANT LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL



Le présent document de référence qui contient toutes les informations du rapport de gestion, a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 24 mars 2016, conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une Note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le document contient l'ensemble des informations relatives au rapport financier annuel.

GROUPE PSA

1.1. CHIFFRES CLÉS	4	1.4. ACTIVITÉS ET STRATÉGIE	9
Compte de résultat consolidé	4	1.4.1. Principales activités du Groupe	9
Bilan consolidé	4	1.4.2. Les orientations stratégiques du Groupe	19
Tableau de flux de trésorerie consolidé	5		
1.2. HISTORIQUE ET FAITS MARQUANTS DANS LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS	6	1.5. FACTEURS DE RISQUES	20
		1.5.1. Risques opérationnels	20
		1.5.2. Risques relatifs aux marchés financiers	25
		1.5.3. Risques relatifs à Banque PSA Finance	26
1.3. ORGANIGRAMME	7	1.5.4. Risques juridiques et contractuels	27
1.3.1. Organigramme fonctionnel du Groupe	7	1.5.5. Couverture de risques – assurances	29
1.3.2. Fonctionnement du Groupe	7		
1.3.3. Relations Société mère-filiales	8		
1.3.4. Organigramme simplifié au 31 décembre 2015	8		



1.1. CHIFFRES CLÉS

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés au titre de deux exercices 2015 et 2014. L'exercice 2013 est consultable dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2014 sous le numéro D. 14-0269. Veuillez également vous référer au paragraphe 5.1 ci-après.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*), tels qu'adoptés dans l'Union Européenne au 31 décembre 2015, en date de clôture des comptes.

Les comptes du Groupe en 2014 sont retraités en application de la norme IFRS 5.

Compte de résultat consolidé*

	2015				2014			
(en millions d'euros)	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Chiffre d'affaires	54 426	267	(17)	54 676	51 310	300	(18)	51 592
Résultat opérationnel courant	2 729	4		2 733	701	96	-	797
Résultat opérationnel	1 970	6		1 976	28	96	-	124
Résultat financier	(642)			(642)	(750)	(5)	-	(755)
Impôts sur les résultats	(687)	(19)		(706)	(206)	(100)	-	(306)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	314	123		437	274	12	-	286
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat	72	65		137	9	87	-	96
Résultat net consolidé	1 027	175		1 202	(645)	90	-	(555)
Dont part du Groupe	737	162		899	(787)	86	(5)	(706)
Dont part des minoritaires	290	13		303	142	4	5	151
Résultat net – Part du Groupe – par action de 1 euro (en euros)				1,14				(1,15)

* Les résultats 2014 et 2015 comprennent les reclassements au titre des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat.

Bilan consolidé*

	31 décembre 2015				31 décembre 2014			
ACTIF	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
(en millions d'euros)								
Total des actifs non courants	20 926	1 131	(2)	22 055	20 331	279	(5)	20 605
Total des actifs courants	18 839	1 193	(608)	19 424	16 526	6 209	(704)	22 031
Total des actifs des activités destinées à être reprises en partenariat	616	7 048	(33)	7 631	167	18 529	(120)	18 576
TOTAL ACTIF	40 381	9 372	(643)	49 110	37 024	25 017	(829)	61 212

	31 décembre 2015				31 décembre 2014			
PASSIF (en millions d'euros)	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de Financement	Éliminations	Total
Total des capitaux propres				12 219				10 418
Total des passifs non courants	9 984	17		10 001	11 637	2	(1)	11 638
Total des passifs courants	20 104	3 405	(551)	22 958	18 071	13 368	(536)	30 903
Passifs transférés des activités destinées à être reprises en partenariat	401	3 623	(92)	3 932	37	8 508	(292)	8 253
TOTAL PASSIF				49 110				61 212

* Les bilans de fin décembre 2014 et fin décembre 2015 comprennent les reclassements au titre des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat.

Tableau de flux de trésorerie consolidé*

	2015				2014			
(en millions d'euros)	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de Financement	Éliminations	Total
Résultat net des activités poursuivies	955	(4)		951	(654)	(297)		(951)
Marge brute d'autofinancement	4 490	22	1	4 513	2 038	(41)		1 997
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	5 432	6 560	41	12 033	3 728	(198)	17	3 547
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(2 692)	(125)	111	(2 706)	(2 259)	(31)		(2 290)
Flux des opérations financières des activités poursuivies	(644)	(830)	142	(1 332)	703	3	334	1 040
Flux liés aux dettes non transférées des activités de financement reprises en partenariat		(8 234)	(5)	(8 239)		(1 155)	(300)	(1 455)
Flux liés aux actifs et passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat	42	938	(218)	762	47	2 179	32	2 258
Mouvement de conversion	(112)	(19)	3	(128)	47	1	(1)	47
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies et destinées à être cédées ou reprises en partenariat	2 026	(1 710)	74	390	2 266	799	82	3 147
Trésorerie nette au début de l'exercice	8 427	2 603	(128)	10 902	6 161	1 804	(210)	7 755
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	10 453	893	(54)	11 292	8 427	2 603	(128)	10 902

* Les flux 2014 et 2015 comprennent les reclassements au titre des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat.

1.2. HISTORIQUE ET FAITS MARQUANTS DANS LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS

Fondée en 1896, la Société a exercé une activité industrielle et commerciale jusqu'en 1965 au moment où, dans le cadre d'une réorganisation juridique et financière du Groupe, elle a été transformée en société holding, ses activités étant poursuivies par sa filiale Automobiles Peugeot.

En 1974, Peugeot S.A. a pris le contrôle de l'intégralité du capital de Citroën S.A., ces deux sociétés ayant ensuite fusionné en 1976.

En 1978, la société américaine Chrysler Corporation a apporté à Peugeot S.A. le contrôle de ses filiales industrielles et commerciales en Europe. L'activité de ces sociétés, poursuivie sous la marque Talbot, a été apportée, en 1980, à Automobiles Peugeot.

En 1979, ce dispositif a été complété par le rachat à Chrysler Financial Corporation de l'ensemble de ses filiales de financements commerciaux en Europe, opération qui a constitué une étape importante pour le développement des activités du Groupe dans ce domaine.

En 1987, Aciers et Outillages Peugeot et Cycles Peugeot forment Ecia et, après l'offre publique d'achat amicale sur les actions de l'équipementier Bertrand Faure en 1998, sa dénomination sociale devient Faurecia. En 2001, Faurecia a réalisé l'acquisition des activités automobiles de Sommer Allibert.

PSA Finance Holding, dont les filiales assurent le financement des ventes de Peugeot et Citroën, a été transformée en banque en 1995. Sa dénomination est désormais Banque PSA Finance.

La réorganisation de la division Automobile, intervenue fin 1998, a consisté à harmoniser les structures juridiques avec les nouveaux schémas d'organisation fonctionnelle mis en place cette même année. Les sociétés Automobiles Peugeot et Automobiles Citroën ont apporté l'ensemble de leurs activités de développement et de fabrication de véhicules automobiles à la société Peugeot Citroën Automobiles, et leurs activités de conception et de fabrication de biens industriels à la société Process Conception Ingénierie.

En février 2012, Automobiles Citroën a cédé le groupe Citer, spécialisé dans la location de véhicules, au groupe Entreprise.

Fin 2012, PSA a cédé 75 % du capital de GEFCO S.A., société mère du groupe spécialisé dans la logistique, à JSC Russian Railways (RZD).

Suite au projet d'évolution de la participation de PSA et de Renault dans le capital des filiales Française de Mécanique (Douvrin, Nord-Pas-de-Calais) et Société de Transmissions Automatiques (Ruitz, Nord-Pas-de-Calais), PSA a pris le contrôle exclusif, en décembre 2013, de la Française de Mécanique.

Fin mars 2014, le Groupe a renforcé son partenariat industriel et commercial avec Dongfeng Motor Group (DFG), suite à l'annonce des projets d'opérations majeures pour le Groupe. Suite à la signature d'un accord-cadre de partenariat européen en juillet 2014, sept sociétés communes entre Banque PSA Finance (BPF) et Santander Consumer Finance (SCF) ont démarré leurs activités. Le 24 juillet 2015, PSA et BPF ont annoncé la signature d'un accord-cadre avec Banco Santander Brazil. Pour plus de précisions, il convient de se reporter au paragraphe 1.4.1.3 ci-après.

Par ailleurs, pour accélérer le développement de Peugeot Scooters, renforcer la marque et ses produits et lui donner un avenir, PSA a signé, le 19 janvier 2015, avec le groupe Mahindra & Mahindra (M&M) un partenariat stratégique de long terme. M&M détient 51 % du capital de Peugeot Motocycles (PMT). Le 31 mars 2015, le Groupe a acquis la société Mister Auto, l'un des leaders du e-commerce des pièces de rechange toutes marques automobiles sur le marché européen.

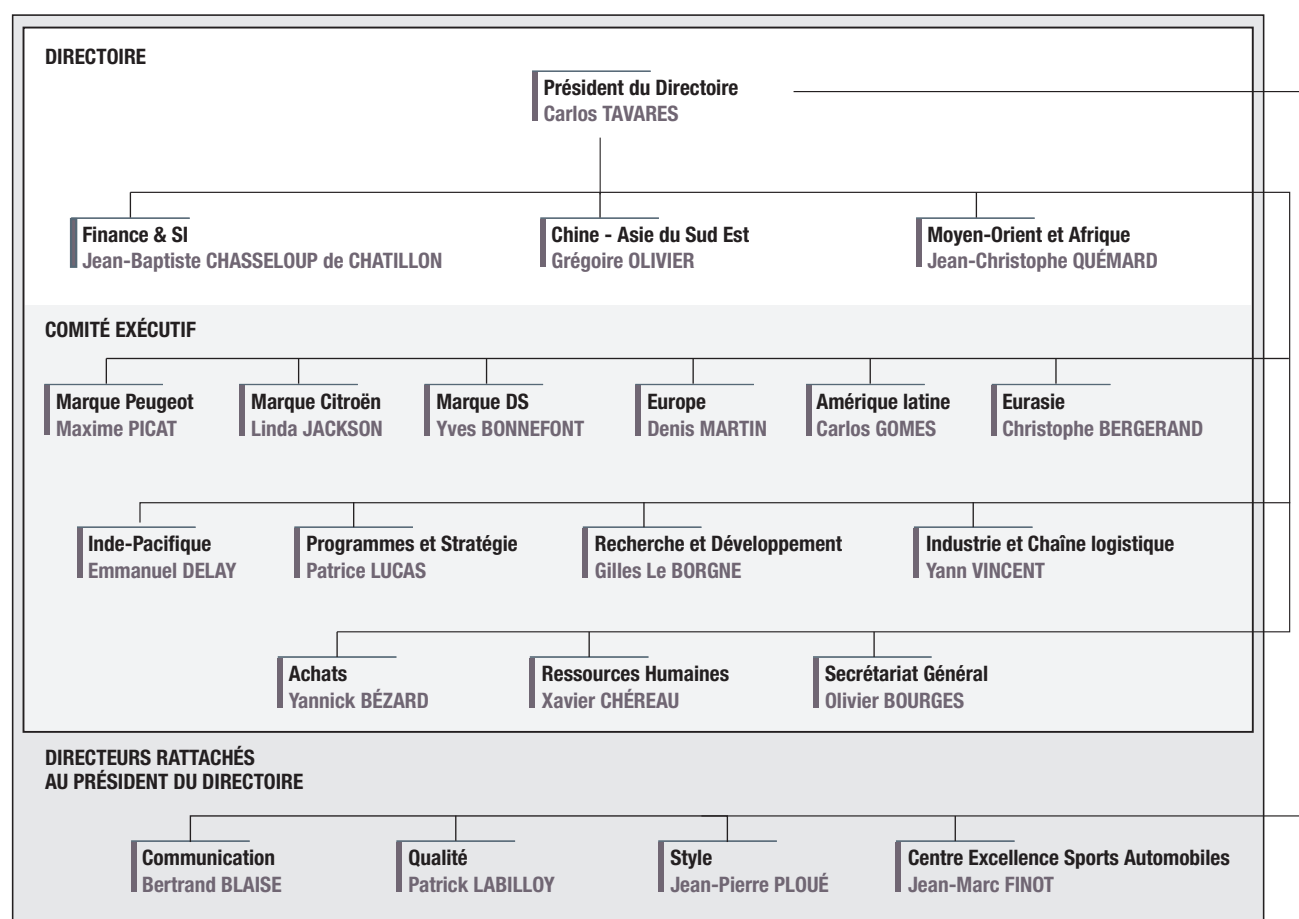
Le 17 juin 2015, PSA et le groupe Bolloré ont signé un accord de partenariat stratégique dans les domaines de la voiture électrique et de l'auto-partage. Pour plus de précisions, il convient de se reporter à la Note 1.5 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après.

Le 14 décembre 2015, Faurecia a signé avec la Compagnie Plastic Omnium un protocole portant sur la cession de son activité Extérieurs automobile. L'activité qui serait cédée comprend les pare-chocs et les modules de bloc-avant. Pour plus de précisions, il convient de se reporter à la Note 3.3 B aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après.

1.3. ORGANIGRAMME

1.3.1. Organigramme fonctionnel du Groupe

L'organigramme fonctionnel simplifié du Groupe se présente comme suit :



1.3.2. Fonctionnement du Groupe

La Direction exécutive du Groupe est assurée par le Directoire, dont la présentation détaillée figure au chapitre 3.1 ci-après.

Le Directoire assume les fonctions de direction et de gestion. Il contribue à la définition, ainsi qu'à la mise en œuvre de la stratégie établie en accord avec les grandes orientations à long terme fixées par le Conseil de Surveillance et approuvées par lui.

Le Directoire s'appuie sur le Comité exécutif. Ce dernier est organisé par marques, régions et métiers, selon un schéma matriciel. Cette

organisation a pour objectif d'assurer une croissance rentable du Groupe partout dans le monde. Chaque région est dirigée par un Directeur opérationnel, responsable du résultat économique et du management des ressources du Groupe dans la région, incluant les activités industrielles et commerciales. Cette responsabilité s'exerce en lien avec les marques et les métiers du Groupe.

Sont en outre rattachés au Président du Directoire quatre Directeurs métiers.

1.3.3. Relations Société mère-filiales

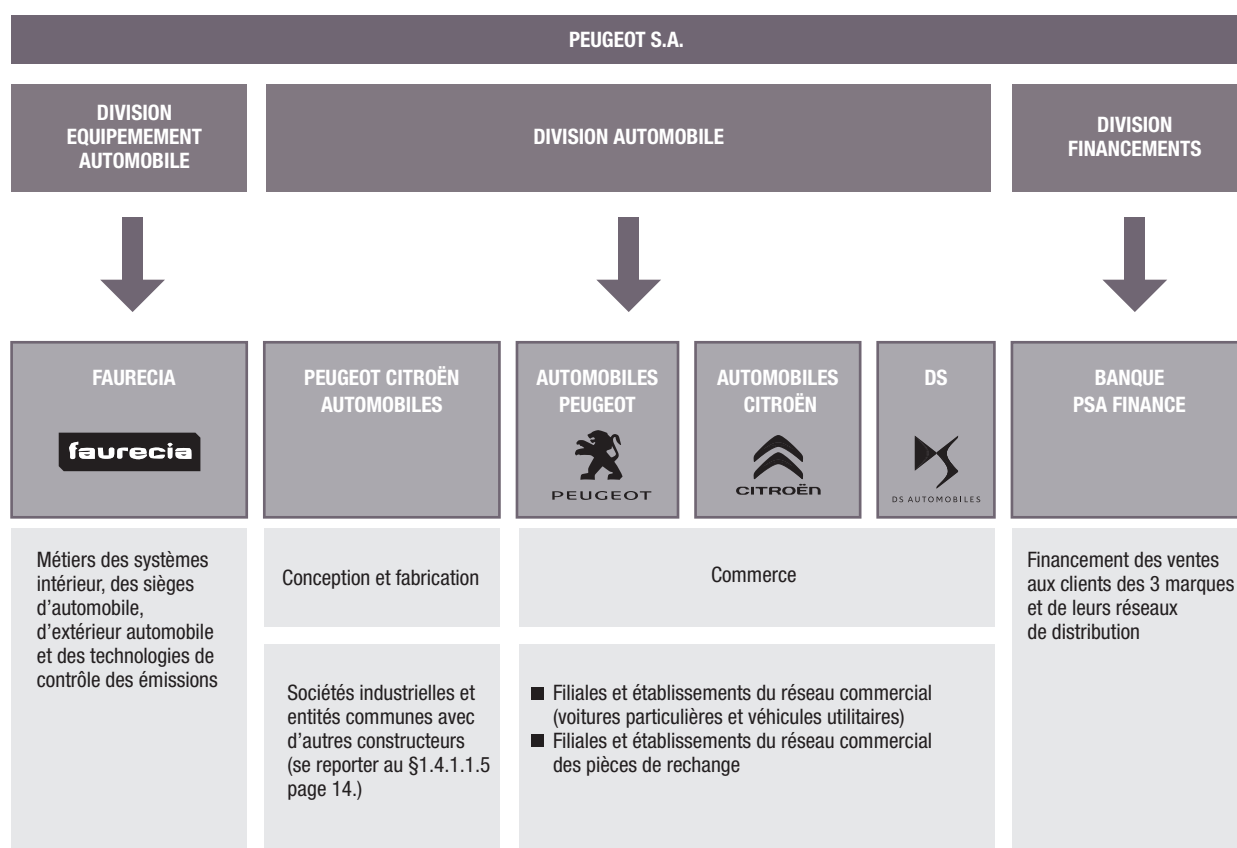
Peugeot S.A. est la holding du Groupe et n'exerce, en conséquence, pas directement d'activités opérationnelles significatives.

La société Peugeot S.A. entretient avec ses filiales des relations de type « Mère-Filles », dont les principales caractéristiques sont précisées dans les États financiers de Peugeot S.A. au chapitre 6.4. Il convient de se référer à la Note 21 aux États financiers consolidés

2015 pour le détail des transactions avec les parties liées au Groupe, notamment avec les sociétés mises en équivalence.

Pour des informations complémentaires, il convient de se reporter au rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés, chapitre 6.7 ci-après en page 285.

1.3.4. Organigramme simplifié au 31 décembre 2015



Au 31 décembre 2015, le périmètre de consolidation se compose de 402 entités. La liste complète figure aux pages 254 et suivantes du document de référence.

1.4. ACTIVITÉS ET STRATÉGIE

1.4.1. Principales activités du Groupe

Le Groupe est géré en trois secteurs d'activités principaux :

- la division Automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires des marques Peugeot, Citroën et DS ;
- la division Équipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des systèmes d'intérieur ;

des sièges d'automobile, d'extérieurs d'automobile et des technologies de contrôle des émissions ;

- la division Activités de financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance (BPF), assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot, Citroën et DS du Groupe et de ses réseaux de distributions. BPF a le statut d'établissement financier. En 2015, les partenariats qui sont devenus effectifs depuis l'accord-cadre signé en 2014 avec Santander CF ont été consolidés par mise en équivalence.

La répartition du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant par activité se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires			Résultat opérationnel courant		
	2015	2014 ⁽¹⁾	Variation	2015	2014 ⁽¹⁾	Variation
Automobile	37 514	36 085	+ 1 429	1 871	63	+ 1 808
Faurecia	18 770	16 877	+ 1 893	830	595	+ 235
Autres activités et éliminations ⁽²⁾	(1 608)	(1 370)	- 238	32	139	- 107
TOTAL	54 676	51 592	+ 3 084	2 733	797	+ 1 936
Ventes du Groupe (en milliers d'unités)	2 973	2 939	1,2 %			

(1) Après reclassement IFRS 5.

(2) Y compris les activités de Banque PSA Finance non concernées par le partenariat signé avec Santander Consumer Finance.

Concernant l'information sectorielle – les secteurs d'activité et les principaux marchés – il convient de se référer à la Note 4 aux États financiers consolidés 2015, au chapitre 5.6, ci-après, page 176.

Les informations relatives au chiffre d'affaires et au résultat des différents secteurs opérationnels sont présentées dans le chapitre 4.1 ci-après, page 146.

1.4.1.1. DIVISION AUTOMOBILE

1.4.1.1.1. Les faits marquants des activités commerciales en 2015

- PSA a vendu 2 973 000 véhicules, en hausse de 1,2 % par rapport à 2014.
- Progression des ventes en Europe, Moyen-Orient & Afrique et Inde-Pacifique.
- Ventes quasi stables en Chine sur l'année, avec un rebond au 4^e trimestre.

1.4.1.1.2. Les marchés du Groupe

Région Europe

Les ventes du Groupe sont en progression de 5,9 % avec 1 864 000 unités et enregistrent une accélération au 4^e trimestre 2015.

Les ventes de Peugeot progressent de 9,4 %, à 1 056 000 unités, grâce notamment à l'excellente performance de la Peugeot 308 (+ 31 %), épaulée par les solides résultats des modèles Peugeot 2008 (+ 11 %, en croissance pour la troisième année consécutive) et 208 (+ 10 %). 2008 et 308 sont sur le podium de leurs segments respectifs en Europe. Les hausses les plus significatives sont réalisées aux Pays-Bas (+ 25 %, soit + 10 500 ventes), en Espagne (+ 24 %, soit + 19 900 ventes), en Italie (+ 21 %, soit + 17 500 ventes) et en France (+ 7 %, soit + 23 900 ventes).

Citroën enregistre un volume de ventes au meilleur niveau depuis 2012 avec 731 000 unités et une progression annuelle de 3 % qui s'est accélérée au 2^e semestre (+ 6 %). En immatriculations, la marque affiche une croissance de 5 % sur l'année (+ 7 % au 2^e semestre). Les volumes des ventes Citroën progressent sur des marchés majeurs, comme le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Cette performance est portée tant par le succès de ses véhicules particuliers (VP) C4 Cactus (82 000 ventes), Nouvelle C1 (60 000 ventes), C4 Picasso (113 000 ventes) – que par celui de ses véhicules utilitaires (VU), avec notamment le nouveau Berlingo, leader de son segment.

Avec un 4^e trimestre qui affiche une progression des volumes de 20,7 % par rapport à la même période 2014, la marque DS enregistre 76 500 ventes sur l'année. Une dynamique portée notamment par les nouveautés lancées (Nouvelle DS 5 en juin, et Nouvelle DS 4 et DS 4 Crossback au deuxième semestre), les éditions limitées proposées sur DS 3 et le développement du réseau DS qui compte 17 DS STORE et 78 DS SALON en Europe.

Région Chine et Asie du Sud-Est

Les ventes de PSA sont quasi stables (- 0,9 %), avec 736 000 unités.

Dans un marché chinois en croissance modérée sur l'année pour les marques internationales, le Groupe voit ses ventes rebondir au 4^e trimestre (+ 8,9 % par rapport à 2014), et reste concentré sur sa rentabilité.

En Chine, les ventes de Peugeot progressent de 6 % à 408 000 unités plaçant DongFeng Peugeot parmi les marques internationales dont la croissance est la plus forte. Ces résultats sont portés notamment par le succès de la Nouvelle Peugeot 408, dont les ventes en hausse de 68 % dépassent les 107 000 unités en 2015. Ils ont aussi été favorisés par la mise en place de plates-formes novatrices de commerce en ligne, en coopération avec de grands sites de e-commerce chinois. À noter également le succès continu de la gamme SUV Peugeot (3008 et 2008), avec plus de 110 000 véhicules vendus sur l'année.

Sur la région, Citroën enregistre plus de 300 000 ventes avec notamment une reprise de plus de 10 % au 4^e trimestre. Une dynamique portée par le succès du SUV C3-XR, commercialisé depuis le début de l'année et qui dépasse déjà les objectifs, avec 67 000 ventes, alors que la Citroën C-Elysée confirme son statut de best-seller de Dongfeng Citroën avec 90 000 ventes. La Nouvelle C4 tricorps, commercialisée depuis octobre, réalise quant à elle un excellent démarrage avec déjà 8 000 ventes. Des performances qui s'appuient sur l'excellence du réseau commercial Dongfeng Citroën, 1^{er} du classement JD Power 2015 CSI pour la qualité de son service client.

Avec 21 500 ventes, la Chine représente 21 % des ventes mondiales de la marque DS. Preuve de l'engouement porté dans ce pays pour les valeurs du luxe à la française, la marque enregistre une progression de 46 % de ses livraisons.

Région Moyen-Orient et Afrique

La région Moyen-Orient & Afrique est le 3^e pilier du Groupe avec 180 200 unités soit une croissance de 6,4 %.

PSA confirme les positions fortes qu'il occupe sur plusieurs marchés (1^{er} en Tunisie, 2nd en Algérie et au Maroc).

Peugeot, avec 117 000 ventes, progresse de 2,3 %. La marque renforce ses positions en Algérie, au Maroc, en Tunisie, dans le DOM et en Israël. Ses ventes sont en hausse significative en Turquie (+ 40 %), en Israël (+ 67 %) et au Mashrek (+ 26 %) grâce notamment aux résultats des Peugeot 208, 301 et 308.

Avec 61 500 ventes, Citroën enregistre une progression de 16,1 %. La marque renforce ses positions en Algérie, en Tunisie et en Israël, et voit ses ventes progresser fortement en Turquie de (+ 43 %), en Israël (+ 79 %) et en Tunisie (+ 29 %), notamment grâce au succès de la C-Elysée, best-seller de Citroën dans ces pays.

La marque DS continue l'accélération de son développement sur la région qui se traduit notamment par l'annonce de son arrivée en Iran et des ouvertures de DS STORE à Ankara et à Tunis, le premier sur le continent africain.

Région Amérique latine et Eurasie

En Amérique latine et en Eurasie, les ventes du Groupe sont toujours pénalisées par un environnement économique fortement dégradé. Dans ces régions, le Groupe reste concentré sur la rentabilité de ses activités et sur l'intégration locale de sa production.

En Amérique latine, Peugeot a réalisé plusieurs lancements majeurs : la Peugeot 2008, lancée en cours d'année au Brésil et les nouvelles Peugeot 308 et 408 lancées en Argentine et au Brésil sur le dernier quadrimestre 2015.

À noter qu'au Mexique, les ventes de Peugeot progressent de 34 %, et qu'au Chili, les ventes augmentent de 4 %, dans un marché en baisse de 14 %.

De son côté, Citroën a vendu 56 600 unités en Amérique latine et a lancé en novembre son Nouveau C3 Aircross, petit cross-over au cœur des attentes de la clientèle locale, fabriqué au Brésil sur le site de production de Porto Real.

Région Inde-Pacifique

Sur la région Inde-Pacifique, le Groupe enregistre 23 800 ventes grâce aux contributions des Peugeot 2008, 308 et Citroën C4 Picasso. Cette croissance de 6,5 % est notamment portée par la Corée et le Japon.

1.4.1.1.3. La politique d'émissions de CO₂

PSA leader en matière de réduction des émissions de CO₂

À fin 2015, PSA est leader en Europe avec une moyenne de 104,4 g de CO₂/km* (110,3 g/km en 2014) – données issues d'AAA DATA – la moyenne du marché Européen étant de 119,8 g. Le Groupe consolide une baisse progressive de ses émissions de CO₂ de l'ordre de 35 g depuis 2008.

Le Groupe est fortement engagé dans la réduction des émissions de CO₂ et s'attache à proposer des solutions concrètes pour répondre aux enjeux de demain. Plus de 50 % du budget R&D sont investis chaque année dans le développement de technologies destinées à améliorer l'efficacité et la performance environnementale de ses véhicules.

Le Groupe doit cette performance :

- au *downsizing* de ses moteurs essence avec le déploiement de la famille de moteurs 3 cylindres PureTech : la version turbo élue moteur de l'année 2015 aux *International Engine of the Year Awards* dans la catégorie de cylindrée 1 à 1,4 litre ;
- à l'efficacité de la nouvelle génération de ses moteurs diesel BlueHDi illustrée par un record de consommation établi par la nouvelle Peugeot 208 BlueHDi 100 affichant une consommation moyenne de carburant de seulement 2,0 l/100 km sur 2 152 km parcourus.

Avec ces motorisations performantes, de nombreux modèles du Groupe sont leaders du marché dans leurs catégories en matière de CO₂, avec 27 motorisations diesel et 21 motorisations essence pour l'ensemble des trois marques. À titre d'exemples :

- Peugeot 308 1,2 L PureTech 110 à 95 g de CO₂ ;
- Citroën C4 Picasso 1,6 L BlueHDi 120 à 94 g de CO₂ ;
- DS 3 1,6 L BlueHDi 100 à 79 g de CO₂.

Les récents modèles Peugeot 308 et Citroën C4 Picasso développés sur la nouvelle plateforme *Efficient Modular Platform 2* (EMP2), ainsi que la Citroën C4 Cactus lancée en 2014, ont bénéficié d'un allègement significatif de leur masse, respectivement 140 kg pour les deux premiers modèles et 200 kg pour la Citroën C4 Cactus, qui est un facteur-clé de réduction de consommation.

* Moyenne des émissions de CO₂ mixtes homologuées en cycle NEDC des immatriculations VP de PSA au cours de l'année 2015 sur un périmètre de 22 pays de l'UE (hors Grèce, Croatie, Roumanie, Bulgarie, Chypre, Malte).

1.4.1.1.4. Quelques chiffres clés

GROUPE PSA – VENTES MONDIALES

	Région	Marque	Volume 2014	Volume 2015	%	%Var
Véhicules montés (VM)	Chine & Asie du Sud-Est	Peugeot	393 508	412 063	13,86 %	4,72 %
		Citroën	321 602	302 198	10,16 %	- 6,03 %
		DS	26 978	21 479	0,72 %	- 20,38 %
		PSA	742 088	735 740	24,75 %	- 0,86 %
	Eurasie	Peugeot	23 765	6 538	0,22 %	- 72,49 %
		Citroën	19 198	5 374	0,18 %	- 72,01 %
		DS	867	88	0,00 %	- 89,85 %
		PSA	43 830	12 000	0,40 %	- 72,62 %
	Europe	Peugeot	965 090	1 056 103	35,52 %	9,43 %
		Citroën	709 710	731 141	24,59 %	3,02 %
		DS	86 044	76 733	2,58 %	- 10,82 %
		PSA	1 760 844	1 863 977	62,70 %	5,86 %
	Inde & Pacifique	Peugeot	16 933	18 457	0,62 %	9,00 %
		Citroën	3 961	4 143	0,14 %	4,59 %
		DS	1 456	1 189	0,04 %	- 18,34 %
		PSA	22 350	23 789	0,80 %	6,44 %
	Amérique latine	Peugeot	120 857	99 261	3,34 %	- 17,87 %
		Citroën	77 827	56 613	1,90 %	- 27,26 %
		DS	1 185	1 204	0,04 %	1,60 %
		PSA	199 869	157 078	5,28 %	- 21,41 %
	Moyen-Orient et Afrique	Peugeot	114 513	117 093	3,94 %	2,25 %
		Citroën	52 936	61 472	2,07 %	16,13 %
		DS	1 942	1 642	0,06 %	- 15,45 %
		PSA	169 391	180 207	6,06 %	6,39 %
	TOTAL	Peugeot	1 634 666	1 709 515	57,50 %	4,58 %
		Citroën	1 185 234	1 160 941	39,05 %	- 2,05 %
		DS	118 472	102 335	3,44 %	- 13,62 %
		PSA	2 938 372	2 972 791	99,99 %	1,17 %
Éléments détachés (ED)	Chine & Asie du Sud-Est	Peugeot	527	208	0,01 %	- 60,53 %
		PSA	527	208	0,01 %	- 60,53 %
Véhicules montés + Éléments détachés (VM + ED)		Peugeot	1 635 193	1 709 723	57,51 %	4,56 %
		Citroën	1 185 234	1 160 941	39,05 %	- 2,05 %
		DS	118 472	102 335	3,44 %	- 13,62 %
		PSA	2 938 899	2 972 999	100,00 %	1,16 %

GROUPE PSA – VENTES MONDIALES PAR MODÈLE

Marque	Modèle	Année 2014 Volume	Année 2015 Volume
Peugeot	iOn	800	1 600
	107	21 700	100
	108	44 100	67 500
	206	26 300	7 200
	207	14 100	1 000
	208	314 700	316 500
	2008	204 600	231 900
	301	110 400	102 900
	307	5 900	300
	308	296 600	345 700
	408	78 000	115 700
	3008	153 600	140 800
	4008	7 700	6 200
	508	74 300	68 000
	5008	35 800	33 600
	807	1 700	0
	RCZ	7 000	4 600
	Bipper	18 500	18 700
	Partner	134 700	142 900
	Expert	30 200	33 200
	Boxer	54 500	60 400
	308S	0	10 600
	Autres	0	300
TOTAL		1 635 200	1 709 700

Marque	Modèle	Année 2014 Volume	Année 2015 Volume
Citroën	C-Zéro	600	1 400
	C1	62 500	62 100
	C3	182 900	162 300
	C3 Picasso	65 300	50 600
	ZX	26 100	3 900
	C-Élysée	125 700	116 800
	C3-XR	1 200	66 500
	C4 CACTUS	43 900	87 300
	C4	251 200	191 700
	C4 Picasso	124 100	121 400
	C4 Aircross	14 600	13 900
	C5	53 300	35 500
	C8	1 600	0
	Nemo	17 000	19 000
	Berlingo	139 800	145 900
	Jumpy	28 000	30 100
	Jumper	47 400	52 400
	Autres	0	100
TOTAL		1 185 200	1 160 900
DS	DS3	57 000	48 700
	DS4	21 700	18 800
	DS5	33 200	19 600
	DS6	6 600	15 200
TOTAL		118 500	102 300
PSA	Véhicules particuliers (VP)	2 562 200	2 577 900
	Véhicules utilitaires (VU)	376 700	395 100
	VP + VU dont : Essence	1 532 300	1 543 200
	GPL	5 300	2 600
	Électrique	2 300	3 600
	Diesel	1 386 600	1 417 700
	Hybride	12 400	5 800
TOTAL PSA		2 938 900	2 973 000

1.4.1.1.5. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées

La répartition géographique de la production du Groupe en 2015 est la suivante : Europe 71 % (et de l'ordre de 46,3 % en France), Amérique du Sud 4,2 % et Asie 24,8 %.

Outil industriel

Usines terminales

Sites de montage	Modèles fabriqués au 31 décembre 2015	Production 2014	Production 2015
Madrid (Espagne)	207 CC, C4 Cactus	59 900	87 300
Mangualde (Portugal)	Partner, Berlingo	53 500	46 600
Mulhouse (France)	2008, C4, DS4	246 900	255 400
Buenos Aires (Argentine)	207 HatchBack, 308, 408, C4 et C4 Lounge, Partner, Berlingo	57 600	56 900
Poissy (France)	208, C3, DS3, DS3 Cabrio	258 500	221 900
Porto Real (Brésil)	208, Novo C3, C3 Aircross, C3 Picasso	90 700	66 700
Rennes (France)	C5, C5 tourer, 508, 508 SW, 508 RXH, 508 HY	66 800	65 400
Sevelnord (France)	Expert, Jumpy	60 800	65 000
Sochaux (France)	308, 308 CC, 308 SW, 3008, 3008 HY, 5008, DS5, DS5 HY	313 900	364 700
Trnava (Slovaquie)	208, C3 Picasso	255 200	303 100
Vigo (Espagne)	301, C-Élysée, C4 Picasso, Grand C4 Picasso, Berlingo, Partner, Berlingo électrique, Partner électrique	379 100	407 100

Usines mécanique et bruts

Caen (France)	Liaisons au sol et transmissions
Charleville (France)	Fonderie d'aluminium et de fonte
Douvain Française de Mécanique (France)	Moteurs essence et diesel
Hérimoncourt (France)	Moteurs, boîtes de vitesses : assemblage petite série et rénovation
Jeppener (Argentine)	Moteurs diesel, essence et <i>flex-fuel</i> , liaisons au sol
Metz (France)	Boîtes de vitesses
Mulhouse mécanique (France)	Liaisons au sol
Mulhouse métallurgie (France)	Fonderie d'aluminium sous pression, forge acier, outillage
Porto Real (Brésil)	Moteurs <i>flex-fuel</i> et essence
Saint-Ouen (France)	Emboutissage
Sept-Fons (France)	Fonderie de fonte
Trémery (France)	Moteurs essence et moteurs diesel
Valenciennes (France)	Boîtes de vitesses

Filiales communes avec d'autres constructeurs

(situation au 31 décembre)	Production	Production annuelle 2014	Production annuelle 2015
Étranger			
Sevelsud, Società Europea Veicoli Leggeri (Italie)			
50 % Peugeot Citroën Automobiles	Peugeot Boxer	50 620	50 940
50 % Fiat	Citroën Jumper	44 830	57 320
	Total	95 450	108 260
DPCA, Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles (Wuhan, Chine)			
50 % Peugeot Citroën Automobiles			
50 % DongFeng Motors	New C-Elysée, 301 Chine, 308 Chine, Nouvelle 308 Chine, C4 Chine Restylée, C4 Lounge, 408 Chine et nouvelle 408 Chine, 508 Chine, C5 Chine, 3008 Chine, 2008 Chine	718 200	688 300
	Total	718 200	688 300
TPCA, Toyota Peugeot Citroën Automobiles (Kolin, Tchéquie)			
50 % Peugeot Citroën Automobiles	Peugeot 108	65 940	67 200
50 % Toyota Motor Corporation	Citroën C1	64 650	60 630
	Total	130 590	127 830
PCMA Rus (Kaluga, Russie)			
70 % Peugeot Citroën Automobiles			
30 % Mitsubishi Motors Company (MMC)	Citroën C4 L, Peugeot 408	13 320	4 910
	Total	13 320	4 910
CAPSA, Changan PSA Auto Company Ltd (Shenzhen, Chine)			
50 % Peugeot Citroën Automobiles	DS5	7 950	1 240
50 % Changan	DS5 LS, DS6 WR	18 360	21 120
	Total	26 310	22 360
Autres coopérations			
Okazaki (Japon)			
Coopération avec Mitsubishi Motors Company	Citroën C4 Aircross, Peugeot 4008	20 400	19 200
Mizushima (Japon)			
Coopération avec Mitsubishi Motors Company	Citroën C-Zéro, Peugeot iOn	1 170	3 360
Bursa (Turquie)			
Coopération avec Fiat et Tofas	Citroën Nemo, Peugeot Bipper	34 230	36 900
Graz (Autriche)			
Coopération avec Magna Steyr	Peugeot RCZ	6 660	4 190

Pour plus de détails sur les immobilisations corporelles, il convient de se reporter à la Note 8.2 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après.

Pièces de rechange

Au 31 décembre 2015, 24 magasins de pièces de rechange – Vesoul (France), Natolin (Pologne), Pinto⁽¹⁾ (Espagne), Pregnana (Italie), Rieste (Allemagne), Spillern (Autriche), Tile Hill (Royaume-Uni), Barueri (Brésil), Pacheco (Argentine), Santiago (Chili), Toluca (Mexique), Moscou (Russie), Kiev (Ukraine), Boufarik (Algérie), Istanbul (Turquie), Johannesburg (Afrique du Sud), Shimizu (Japon), Wuhan (Chine-DPCA), Shanghai (Chine-DPCA), Beijing (Chine-DPCA), Chengdu (Chine-DPCA), Guangzhou (Chine-DPCA), Shanghai (Chine-CAPSA) et Shenzhen (Chine-CAPSA) – gèrent 275 000 références.

Les questions environnementales pouvant influencer l'utilisation faite par PSA de ses immobilisations sont exposées au chapitre 2 ci-après.

1.4.1.2. FAURECIA

Équipementier automobile, Faurecia⁽²⁾ est concentré sur un nombre ciblé d'activités clefs de l'automobile. Dans chacun de ses métiers – sièges d'automobiles, systèmes d'intérieur, extérieurs d'automobiles et technologies de contrôle des émissions – Faurecia occupe une place parmi les trois leaders mondiaux.

À la suite de la conversion OCEANE de Faurecia, Peugeot S.A. détient, au 31 décembre 2015, 46,62 % du capital et 63,21 % des droits de vote au sein de Faurecia.

Avec 330 sites de production dans 34 pays, Faurecia est actif sur l'ensemble des continents.

Faurecia emploie 103 000 salariés dans le monde.

Faurecia réalise son chiffre d'affaires principalement sur la base des ventes de produits (livraisons de pièces et composants aux constructeurs automobiles). En outre, le Groupe génère des revenus provenant de deux autres sources. D'une part, le Groupe vend des monolithes, qui sont des composants utilisés dans les convertisseurs catalytiques pour lignes d'échappement (classés dans les Technologies de contrôle des émissions). Les monolithes sont refacturés aux constructeurs pour leur prix de revient (*pass-through basis*) et intégrés aux systèmes d'échappement par Faurecia dans le cadre de contrats globaux. D'autre part, le Groupe perçoit des revenus des ventes d'outillages, de recherche et développement et de prototypes.

Pour une information détaillée sur les résultats de Faurecia, il convient de se reporter au paragraphe 4.1.7 et à la Note 4 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après.

1.4.1.2.1. Les quatre activités clés

Sièges d'automobile

Faurecia conçoit et assemble des sièges et en fabrique les principaux composants que sont les armatures, les mécanismes de réglages, les mousses et les coiffes, les accessoires de confort et de sécurité. Architecte du siège, Faurecia oriente le design des structures de sièges autour de concepts produits et process, qui sont adaptés aux plateformes des constructeurs.

Technologies de contrôle des émissions

Faurecia, leader mondial des technologies de contrôle des émissions, développe, produit et commercialise des systèmes d'échappement complets répondant à toutes les exigences du marché. Pour satisfaire aux normes internationales, de plus en plus contraignantes, Faurecia travaille à réduire la pollution dès la phase de conception de ses produits et assiste les constructeurs dans leur recherche de nouvelles configurations moteur en ouvrant la voie de solutions technologiques innovantes comme le filtre à particules diesel.

Systèmes d'intérieur

Faurecia, leader mondial, conçoit et produit des planches de bord, des consoles centrales et des panneaux de porte répondant aux attentes et aux besoins des constructeurs automobiles. Il leur offre les solutions les plus avancées en matière de sécurité des passagers, d'aménagement de l'espace intérieur ou de réduction du poids.

Extérieurs d'automobile

Le 14 décembre 2015, Faurecia a signé avec Plastic Omnium un protocole d'accord portant sur la vente de son activité Extérieurs automobile. L'activité couverte par ce protocole comprend les pare-chocs et les modules de face avant. Pour plus d'informations sur le protocole et ses impacts, veuillez vous référer au paragraphe 4.1.7 ci-après.

1.4.1.2.2. Le dispositif de production

Faurecia travaille aujourd'hui avec la quasi-totalité des constructeurs automobiles, ce qui nécessite une implantation internationale. Les ventes produites en 2015 de Faurecia par zone géographique se répartissent comme suit : 53,7 % en Europe, 27,6 % en Amérique du Nord, 14,9 % en Asie et 2,8 % en Amérique du Sud et 1,0 % dans les autres pays.

Le Groupe adapte son dispositif de production en fonction des besoins et des attentes des constructeurs. En conséquence, si les deux tiers de ses usines sont des sites de composants, implantés de manière à optimiser les coûts de fabrication et de logistique, un tiers d'entre elles fonctionnent en mode juste-à-temps.

1.4.1.2.3. Les clients

En 2015, Faurecia a poursuivi la diversification de son portefeuille client, le groupe Volkswagen demeurant le premier client de Faurecia représentant 22,7 % des ventes produites. Ford représente 15,9 % des ventes produites, PSA 13,3 %, Renault Nissan 12,7 %, GM 7,6 %, Daimler 7,1 % et BMW 6,0 %.

1.4.1.3. BANQUE PSA FINANCE

Contrôlée directement à 100 % par des sociétés du groupe PSA et étroitement associée à la politique commerciale des marques Peugeot, Citroën et DS, Banque PSA Finance (BPF)⁽³⁾ assure dans 23 pays, directement ou avec des partenaires, la distribution d'offres de financement et de services pour favoriser les ventes des véhicules par les réseaux des trois marques.

Elle assure par ailleurs aux réseaux des marques le financement de leurs stocks de véhicules neufs et occasions, de pièces de rechange, ainsi que d'autres financements tels que le besoin de fonds de roulement.

Elle propose aux clients, particuliers ou entreprises, une gamme complète de financements, de services et de produits d'épargne.

L'organisation garantit que les décisions d'octroi de financement de Banque PSA Finance sont totalement indépendantes des trois marques et du réseau de distribution et ne peuvent être en aucun cas influencées par ces derniers.

Le plus souvent, l'offre commerciale de BPF associe aux financements des assurances et des services afin de mieux répondre aux attentes croissantes de solutions de mobilité des clients particuliers ou entreprises.

Sur ses principaux marchés, Banque PSA Finance exerce ses activités soit en les pilotant directement, soit via des sociétés communes

(1) Site fermé le 1^{er} janvier 2016, une grande partie des stocks a été transférée dans l'usine de Madrid (Villaverde) dès 2015.

(2) Pour plus d'informations concernant Faurecia, il convient de se reporter au site internet www.faurecia.fr et au document de référence 2015 de Faurecia.

(3) Pour plus d'informations concernant Banque PSA Finance, il convient de se référer au site internet www.banquespsafinance.com et au Rapport annuel 2015 de BPF.

(50/50 ou moins) avec des partenaires bancaires ou industriels, soit via d'autres formes de partenariats :

- sous forme de sociétés communes :
 - avec SCF en Europe depuis 2015 et courant 2016 : Allemagne, Autriche, Belgique/Luxembourg, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suisse,
 - en Chine avec le constructeur automobile DONGFENG et DONGFENG Peugeot Citroën AUTOMOTIVE,
 - au Brésil courant premier semestre 2016 avec BANCO SANTANDER BRASIL,
 - en Argentine avec BBVA ;
- sous forme de partenariat avec des groupes partenaires bancaires qui assurent l'essentiel du refinancement et la gestion du back-office :
 - en Turquie avec TEB/CETELM,
 - en République Tchèque, Slovaquie avec CSOB,
 - au Mexique avec BNP PARIBAS ;
- sous forme de partenariat commercial avec Santander Consumer Finance : au Portugal ;
- seule en Russie.

1.4.1.3.1. Coopération avec le Groupe Santander

En Europe

En février 2014, le Groupe PSA et Banque PSA Finance ont annoncé être entrés en négociations exclusives avec Santander Consumer Finance (SCF) pour créer un partenariat à parts égales pour développer les activités de BPF en Europe. Le 10 juillet 2014, un accord cadre a été signé afin de créer un partenariat européen dans 11 pays européens. Soumises à l'approbation des autorités de la concurrence et des autorités de régulation dans les principaux pays, les transactions ont démarré début 2015 et se poursuivent en 2016. Les nouvelles sociétés opérationnelles sont consolidées par mise en équivalence par BPF.

Le partenariat est désormais opérationnel dans 7 pays européens, représentant 79 % du périmètre cible. Les démarrages des activités des 4 derniers pays devraient être finalisés en 2016 (Allemagne, Autriche, Belgique et Pologne). En 2015, cette opération a d'ores et déjà significativement renforcé la compétitivité des marques de PSA, permettant une meilleure pénétration du marché du financement automobile. Elle permet de dynamiser et pérenniser les activités de financement du Groupe grâce à des offres compétitives réservées aux marques et à leurs clients.

La coopération est ou sera établie dans chaque pays par la mise en œuvre des opérations juridiques décrites ci-après.

Investissement de SCF via des entités existantes

- En France, l'entité est opérationnelle depuis le 2 février 2015. SCF a investi à hauteur de 50 % dans le capital de SOFIB, qui détient désormais 100 % de Crédipar. CLV continue d'être détenue à 100 % par Crédipar.
- Au Royaume-Uni, l'entité est opérationnelle depuis le 3 février 2015 ; SCF a investi à hauteur de 50 % dans le capital de la filiale anglaise existante de BPF à qui les activités de la succursale anglaise existante de BPF ont été préalablement transférées.
- En Suisse, l'entité est opérationnelle depuis le 1^{er} octobre 2015. Le capital de la filiale existante de BPF a été cédé à la JV espagnole nouvellement créée et détenue à 50 % par BPF et 50 % par SCF.
- Aux Pays-Bas, l'entité opérationnelle depuis le 1^{er} février 2016, est détenue à 50 % par BPF et à 50 % par SCF.
- En Belgique, SCF investira à hauteur de 50 % dans le capital de la filiale belge existante courant premier semestre 2016.

Investissement de SCF via des structures nouvellement créées

- Hors activité de financement, deux filiales ont démarré à Malte le 1^{er} mai 2015 en tant que compagnies d'assurance, détenues à 50 % par BPF et à 50 % par SCF.
- En Espagne, la nouvelle entité est opérationnelle depuis le 1^{er} octobre 2015 et elle a reçu par apport les activités de la succursale espagnole existante de BPF. Cette nouvelle filiale espagnole est détenue à 50 % par BPF et à 50 % par SCF.
- En Italie, la nouvelle entité opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2016 est détenue à 50 % par BPF et à 50 % par SCF. Elle a reçu par apport les activités de la succursale italienne existante de BPF.
- En Allemagne, la nouvelle entité, détenue à 50 % par BPF et à 50 % par SCF, a déjà reçu l'approbation des autorités de la concurrence et de la BCE. Elle sera opérationnelle au cours du 3^e trimestre 2016 et recevra par apport les activités de la succursale allemande de BPF existante.
- En Autriche, la nouvelle entité a déjà reçu l'approbation des autorités de la concurrence et de la BCE. Elle sera opérationnelle au cours du 3^e trimestre 2016 et recevra par apport les activités de la succursale autrichienne de BPF existante. Cette entité sera une succursale de la nouvelle entité allemande.

Coopération commerciale

Au Portugal, la succursale et la filiale portugaises existantes de BPF ont été cédées le 1^{er} août à SCF. Un contrat de coopération commerciale a été également conclu à la même date entre BPF et SCF.

Investissement de SCF en Pologne

En Pologne, SCF investira à hauteur de 50 % dans le capital de la filiale existante. La coopération entre BPF et SCF débutera au cours du 2^e semestre 2016.

En Amérique latine

Au Brésil, un accord-cadre a été signé le 24 juillet 2015 entre Banque PSA Finance et Banco Santander Brasil visant à développer un partenariat entre les deux groupes. La nouvelle entité devrait être opérationnelle au 1^{er} semestre 2016. Pour cette opération, Banco Santander Brasil rachètera des titres des sociétés financières de BPF au Brésil. Ce partenariat prendra ainsi la forme d'un établissement financier détenu à parité par Banque PSA Finance et Banco Santander Brasil.

1.4.1.3.2. Autres marchés

Turquie

Banque PSA commercialise son offre de produits de financement et d'assurances en coopération avec son partenaire TEB/CETELM, qui porte les encours. Elle a cédé le 14 décembre 2015 sa licence bancaire à FINANS BANK.

Croatie

Banque PSA Finance a signé le 18 novembre 2015 la cession de ses portefeuilles de créances sur les concessionnaires et sur la clientèle finale à Splitska Banka, filiale locale de la banque Société Générale. Cette cession est effective au 31 janvier 2016. Banque PSA Finance a engagé à cette date une procédure de liquidation de sa filiale locale.

Slovénie

Banque PSA Finance a signé le 18 novembre 2015 la cession de sa filiale locale à SKB, filiale de la Banque Société Générale. Cette cession est effective au 1^{er} mars 2016.

Chine

Début 2015, BPF et le constructeur DPCA ont renforcé leur collaboration par un transfert de parts au sein de leur JV locale DPCAFC qui a abouti à une nouvelle répartition du capital détenu à 50 % par DPCA, 25 % par le groupe DongFeng et 25 % par BPF.

1.4.1.3.3. Stratégie de refinancement

La stratégie de financement de Banque PSA Finance est définie sous l'impulsion des organes de gouvernance de Banque PSA Finance.

La mise en œuvre du partenariat BPF et Santander Consumer Finance (SCF et ses affiliés) dans 11 pays a conduit à une redéfinition de la stratégie de refinancement de BPF. BPF assure le financement des activités poursuivies (pays hors périmètre de l'accord-cadre avec SCF), ainsi que temporairement celui des activités transférées jusqu'à la mise en place des sociétés communes. À partir des dates de démarrage, le financement nécessaire aux sociétés communes n'est plus sous la responsabilité de BPF.

Dans ce contexte, BPF a procédé en 2015 à plusieurs opérations de gestion active de sa dette :

- signature d'un nouveau crédit syndiqué pour un montant de 700 millions d'euros avec une maturité de cinq ans ;
- remboursement et annulation des crédits syndiqués précédents pour un montant total de 7 245 millions d'euros ;
- rachat de plusieurs de ses émissions obligataires existantes pour un montant total de 1 893 millions d'euros dont 1 243 millions d'euros avec la garantie d'État.

La signature du nouveau crédit syndiqué a permis de revoir le contenu des covenants, avec notamment la disparition de l'obligation de bénéficier de la garantie de l'État pour de futures émissions obligataires.

La politique de refinancement de BPF vise notamment à accompagner et à sécuriser le démarrage des dernières sociétés communes entre BPF et SCF.

Banque PSA Finance s'appuie sur une structure de capital et un ratio de fonds propres conformes aux nouvelles exigences réglementaires, confortés par la qualité des actifs de la banque.

Son financement est assuré avec une large diversification des sources de liquidité, en synchronisant les maturités de ses emplois et de ses ressources et en se couvrant contre les risques de change et de taux.

Les refinancements de BPF ont des maturités qui couvrent les échéances du portefeuille de crédit détail. Au-delà des financements tirés, les lignes de crédit non tirées sont conclues auprès de syndicats de banques de tout premier plan ou en bilatéral. Par ailleurs la banque dispose également d'une réserve de liquidité de 545 millions d'euros dont un total d'actifs liquides de grande qualité (*high quality liquid assets*) de 401 millions d'euros au 31 décembre 2015, avant pondération pour le calcul du *Liquidity Coverage Ratio* (LCR).

L'acte délégué de la Commission européenne prévu par l'article 460 du règlement (UE) n° 575/2013 a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 17 janvier 2015. Celui-ci entérine l'entrée en vigueur effective de l'exigence de couverture des besoins de liquidité (« *Liquidity Coverage Ratio* ») au 1^{er} octobre 2015. Banque PSA Finance a mis en place ce calcul mensuel dès 2014. La valeur du LCR au 31/12/2015 est de 215 %.

La nouvelle organisation entraîne une forte réduction des besoins de financement de BPF et des sécurités financières associées. Ces démarrages ont permis également à BPF d'annoncer qu'elle

n'utilisera plus la garantie de l'État français pour de nouvelles émissions obligataires.

Au total, le dispositif en place permet comme les années précédentes d'assurer en permanence de couvrir au moins six mois de besoin de financement.

Au 31 décembre 2015, 20 % des financements provenaient de crédits bancaires tirés, 29 % du marché des capitaux, 18 % d'opérations de titrisations sur les marchés, 7 % de financements « autres » (aucun d'origine publique comme la BCE), et 26 % de l'activité de dépôt bancaire. Au 31 décembre 2014, ces sources avaient contribué pour respectivement 27 %, 27 %, 28 %, 8 % (dont 7 % d'origine publique) et 10 % au financement de la Banque. Le renouvellement des lignes bancaires, associé à l'activité de dépôt, de titrisation et aux émissions obligataires en vie, assurent le plan de financement de BPF sur au moins les douze prochains mois, et jusqu'au *closing* des opérations avec Santander Consumer Finance.

Pour une information détaillée sur les résultats de Banque PSA Finance, il convient de se reporter au paragraphe 4.1.6 à la Note 4 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après.

1.4.1.3.4. Activité de financement à la clientèle finale

L'activité de financement à la clientèle finale, qui recouvre le financement Corporate hors Réseau et assimilés ainsi que le financement Retail, représente, au 31 décembre 2015, 70,9 % des encours totaux de Banque PSA Finance, soit 15 119 millions d'euros contre 15 130 millions d'euros au 31 décembre 2014 au format IFRS 8 (Au format IFRS 5, les encours de cette nature s'élèvent à 331 millions d'euros soit 72 % des encours totaux).

La clientèle finale est composée de particuliers et d'entreprises auxquels Banque PSA Finance propose :

- des crédits pour l'acquisition des véhicules neufs et d'occasion ;
- du leasing opérationnel à courte et longue durée (location) ;
- du leasing financier (véhicules avec clause de rachat) ;
- des services associés tels que l'assurance, l'entretien, ou l'extension de garantie.

Animée d'une préoccupation toujours forte de fidélisation du client final aux marques Peugeot, Citroën et DS, Banque PSA Finance propose des produits de financement diversifiés, ainsi que des offres packagées permettant de constituer, conjointement avec les trois marques, une offre de mobilité complète.

En 2015 le taux de pénétration de Banque PSA Finance sur les ventes de véhicules neufs Peugeot, Citroën et DS a atteint 29,9 % contre 28,7 % en 2014.

1.4.1.3.5. Activité de financement des réseaux de distribution

Banque PSA Finance intervient principalement dans le financement des stocks de véhicules neufs, de véhicules de démonstration et de pièces de rechange des réseaux de concessionnaires Peugeot, Citroën et DS du périmètre d'implantation de BPF.

Au 31 décembre 2015, l'activité Réseaux de distribution représente 29,1 % du total des encours de Banque PSA Finance, soit 6 217 millions d'euros au format IFRS 8 (au format IFRS 5, les encours de cette nature s'élèvent à 129 millions d'euros, soit 28 % des encours totaux).

Partenaire financier des réseaux Peugeot, Citroën et DS, Banque PSA Finance s'attache également à gérer, suivre et maîtriser le risque financier des concessionnaires en adéquation avec l'évolution de la situation spécifique à chaque pays.

1.4.1.3.6. Activité assurance et services

BPF enrichit chaque année son offre commerciale en proposant à ses clients des produits d'assurance (assurance-crédit, assurance complémentaire, assurance automobile, etc.) et de services automobiles élaborés avec les marques Peugeot, Citroën et DS (extension de garantie, contrat de maintenance, assistance routière, etc.).

Fort de sa croissance sur cette activité, PSA et BPF ont créé en 2009 PSA Insurance, une Business Unit qui regroupe les compétences et expertises assurantielles nécessaires au développement et à la bonne gestion de cette activité spécifique et stratégique pour BPF et les marques Peugeot, Citroën et DS. PSA Insurance conçoit et distribue via l'ensemble des filiales et succursales de BPF une gamme complète de produits d'assurance et de services élaborés avec ses propres compagnies d'assurance ou en partenariat avec des grands groupes d'assurance.

L'accord passé entre Santander et le Groupe et Banque PSA Finance le 10 juillet 2014 prévoit la création de 2 co-entreprises d'assurance

destinées à souscrire les produits d'assurance commercialisés par les nouvelles structures de financement. Les co-entreprises Assurance (PSA Insurance Europe et PSA Life Insurance Europe) sont détenues à 50/50 et sont consolidées par mise en équivalence. Elles ont commencé leurs activités le 1^{er} mai 2015 et distribuent en Libre Prestation de Services les produits d'assurance en France, Royaume-Uni, Espagne, Portugal et Italie. Les compagnies d'assurance (PSA Insurance et PSA Life Insurance) créées en 2009 détenues à 100 % demeurent en activité jusqu'à la fin de leurs engagements contractuels.

En 2015, BPF a commercialisé 1 500 000 contrats d'assurance et/ou de services, soit en moyenne plus de 2 contrats par client financé, en forte progression de 5,2 points de pénétration par rapport à 2014. La contribution de cette activité au résultat opérationnel courant de BPF est de 157 millions d'euros au format IFRS 8 (47 millions d'euros au format IFR 5).

2015 est la 6^e année consécutive d'une progression commerciale de cette activité stratégique.

1.4.2. Les orientations stratégiques du Groupe

1.4.2.1. **BACK IN THE RACE, LE PLAN POUR ACCÉLÉRER LA RECONSTRUCTION DU GROUPE**

Le plan *Back in the Race*, la feuille de route 2014-2018 pour assurer la reconstruction du Groupe présenté en avril 2014 par Carlos Tavares, Président du Directoire comportant trois éléments de mesure : un *free cash flow* opérationnel Groupe positif et récurrent au plus tard d'ici à 2016, un *free cash flow* opérationnel Groupe cumulé de 2 milliards d'euros sur la période 2016-2018 et une marge opérationnelle de 2 % pour la division Automobile à l'horizon 2018, avec un objectif de 5 % lors du prochain plan à moyen terme, 2019-2023, a été réalisé dès 2015.

PSA a finalisé en avance son plan de reconstruction, tous les objectifs ont été dépassés. Cela s'illustre par trois chiffres :

- 6 milliards d'euros de *free cash flow* opérationnel ont été générés sur les 2 années du plan *Back in the Race* ;
- à fin 2015, le Groupe dispose de près de 5 milliards d'euros de cash net ;
- l'activité automobile dégagne une marge opérationnelle de 5 %.

Le développement d'une culture de performance au sein du Groupe, avec une approche mondiale est visible au travers des résultats des quatre objectifs opérationnels fixés dans le plan *Back in the race* :

- renforcer l'ADN des trois marques Peugeot, Citroën et DS et accroître leur valeur : stratégie long terme qui donne déjà des résultats, ainsi le *pricing power* des trois marques progresse, plus vite que prévu ;
- mettre en œuvre une stratégie produit ciblée au niveau mondial : le déploiement des véhicules mondiaux construits sur un portefeuille de technologies bien ciblé permet au Groupe de faire davantage avec chaque euro investi ;

- s'assurer une croissance rentable partout dans le monde : toutes les régions voient leur rentabilité s'améliorer significativement et l'Amérique latine, qui était un foyer de perte est devenu rentable ;

- enfin, améliorer la compétitivité du Groupe : en 2015, le seuil à partir duquel la division Automobile est rentable a été abaissé à 1,6 million de véhicules, soit 1 million de moins qu'en 2013.

Pour plus d'informations, veuillez vous référer au paragraphe 4.6 ci-après dans la partie « informations sur les tendances », page 161.

Le Groupe présentera son plan stratégique de croissance rentable « Push to pass » le 5 avril 2016.

1.4.2.2. **MISE EN ŒUVRE ET EXTENSION DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE BANQUE PSA FINANCE ET SANTANDER CONSUMER FINANCE**

Le partenariat signé en juillet 2014 entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance portant sur la création de sociétés communes ou accords commerciaux dans onze pays européens et l'accord signé le 24 juillet 2015 avec Banco Santander Brazil portant sur le Brésil permettent de renforcer la compétitivité des trois marques de PSA en Europe et au Brésil.

Au 1^{er} février 2016, sept sociétés gérées en partenariat ont démarré leurs activités dans sept pays européens, représentant 79 % du périmètre du partenariat.

Pour plus d'informations sur le partenariat, veuillez vous référer au paragraphe 1.4.1.3.1 ci-avant.

1.5. FACTEURS DE RISQUES

PSA conduit ses activités dans un environnement soumis à de profondes évolutions tant technologiques, que dans les modes de consommation et des nouvelles concurrences dans le monde automobile. Il est, dès lors, exposé à des risques dont la matérialisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. Ce chapitre présente les risques principaux auxquels le Groupe estime être exposé, à la date du présent document de référence.

L'identification des risques, leur évaluation et celle des dispositifs de contrôle associés sont menées en continu par les différentes Directions opérationnelles du Groupe (Faurecia ayant son propre dispositif), en France comme à l'étranger et font l'objet d'un reporting annuel au Comité exécutif.

En complément, le Groupe a mené une série d'interviews auprès d'observateurs extérieurs afin d'en retirer une perception réaliste et pertinente quant à son positionnement face à ces risques dans son environnement.

Toutefois, d'autres risques dont le Groupe n'a pas connaissance à la date du présent document de référence, ou dont la réalisation n'est pas considérée, à cette date, comme susceptible d'avoir un impact défavorable significatif sur le Groupe, ses activités, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent exister ou survenir.

Pour plus de détails sur le déploiement de la gestion des risques, veuillez vous reporter au paragraphe 3.2.2, du présent document de référence, page 127.

1.5.1. Risques opérationnels

1.5.1.1. RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET GÉOPOLITIQUE DU GROUPE

Facteurs de risques

En 2015, les résultats du Groupe restent encore significativement dépendants du marché européen et dans une moindre mesure du marché chinois dont la croissance s'est notablement ralentie.

Par ailleurs, les activités du Groupe en particulier sur les marchés russe, brésilien et argentin l'exposent naturellement à des risques exogènes tels que le risque de change, l'évolution défavorable des réglementations fiscales et/ou douanières, des événements géopolitiques.

Néanmoins, la stratégie d'internationalisation du Groupe s'est concrétisée cette année par un engagement fort, notamment au Maghreb et dans le bassin méditerranéen (particulièrement l'annonce d'une usine au Maroc, et la signature d'un contrat de joint-venture en vue de produire des véhicules de dernière génération en Iran).

Dispositifs de gestion et de contrôle

En 2015, la poursuite du plan « Back in the Race » qui s'articulait autour de quatre objectifs opérationnels (une différenciation claire des trois marques ; un plan produit mondial concentré, ciblé et plus pertinent ; une croissance rentable à l'international ; une modernisation au service de la compétitivité notamment en Europe) a donné des résultats notables.

L'optimisation du dispositif industriel européen, via la « variabilisation » des coûts fixes et la réduction des prix de revient de fabrication, a permis une baisse sensible du point mort sur le marché européen.

Cette même démarche est mise en œuvre en Chine pour répondre au ralentissement du marché.

Ce plan s'est décliné également dans les autres régions en prenant en compte les risques spécifiques locaux : objectifs renforcés sur l'intégration locale en Amérique latine et en Russie, sévrisation des

critères de décision de flux d'importation de véhicules montés pour les marchés Brésil et Argentine.

Dans toutes les zones où le Groupe dispose de flux significatifs, le renforcement des processus de couverture naturelle a continué à être mené par la Direction des achats et la Direction financière.

1.5.1.2. RISQUES LIÉS AU DÉVELOPPEMENT, AU LANCEMENT ET À LA VENTE DE NOUVEAUX VÉHICULES

Facteurs de risques

Les décisions de développement et de commercialisation de nouveaux modèles de véhicules ou organes résultent d'études marketing et de rentabilité réalisées plusieurs années avant leur lancement effectif. Compte tenu d'un marché automobile de plus en plus réactif, ce décalage génère un risque sur les volumes prévisionnels, qui se concrétise par un risque financier (perte de valeur des actifs immobilisés, passifs vis-à-vis de fournisseurs qui auraient investi sur la base des volumes prévisionnels).

Le développement des véhicules et des organes est exposé à l'évolution permanente des réglementations qui imposent des prescriptions de plus en plus sévères, notamment en termes de consommation et d'émissions CO₂ (Euro 6.2, Inovar au Brésil, Beijing 6 en Chine).

Pour des informations complémentaires sur la politique de consommation et d'émissions CO₂ suivie par le Groupe, il convient de se référer aux paragraphes 1.4.1.3 et 4.5.3.1 ci-avant du présent document.

Ces évolutions, combinées avec des tendances consuméristes lourdes, peuvent également se concrétiser par des modifications structurelles du marché (mix essence/diesel du marché français, par exemple), auxquelles les moyens industriels ne sont pas toujours immédiatement adaptés.

Le risque technique lié à la qualité et à la sécurité des produits vendus peut conduire les constructeurs automobiles à faire des campagnes de rappel de véhicules.

Dispositifs de gestion et de contrôle

La Direction des programmes a pour objectif de décliner la stratégie du Groupe en termes de plan produit, et de garantir son exécution en pilotant les développements des programmes véhicules et organes et en portant la responsabilité de leur performance économique. La Direction des programmes s'est dotée d'une entité « Stratégie » qui anticipe les évolutions structurantes des marchés. Ce dispositif a ainsi permis, à titre d'exemple, de se prémunir du risque de pénurie de moteurs essence (au cas où le marché du diesel se dégraderait très rapidement).

Le Groupe s'appuie sur un schéma opérationnel de développement, régulièrement mis à jour et optimisé, grâce notamment aux retours d'expérience des projets menés et des coopérations avec nos partenaires constructeurs automobiles. Pour chaque projet véhicule et organes, sont définis des objectifs de prestations produit, de rentabilité, de qualité, de délais. La réalisation de ces objectifs est garantie par le passage de jalons validés par le Comité exécutif. De plus, la Direction de la qualité a autorité pour valider (ou refuser) la commercialisation de chaque véhicule produit et pour faire procéder aux contrôles et modernisations de véhicules éventuellement défectueux qui auraient déjà été livrés aux réseaux ou aux clients.

Le Groupe attache la plus grande importance aux échanges avec les autorités de réglementations afin d'anticiper les schémas de conception et les investissements industriels nécessaires au respect du planning des évolutions réglementaires.

En matière d'homologation, le Groupe rappelle que ses véhicules sont conformes en matière d'émissions de polluants.

PSA a mis en place un système de post-traitement « BlueHDi » composé de la Selective Catalytic Reduction (SCR) positionnée en amont du filtre à particules (FAP), qui permet de traiter les oxydes d'azote (NOx) émis par les moteurs diesel. Cette technologie est déployée depuis fin 2013 sur tous les véhicules diesel Euro6 du Groupe.

Cette solution unique, lancée fin 2013, bien avant la réglementation en vigueur (septembre 2015), a été progressivement généralisée sur les véhicules diesel du Groupe (euro 6.1). Elle équipe aujourd'hui tous les véhicules particuliers produits par le Groupe, pour ainsi ramener les émissions de NOx à des niveaux proches de ceux des véhicules essence, tout en conservant l'avantage en terme d'émissions de CO₂ de 15 % et de consommation en L/100 km de 20 % du moteur diesel.

Les investissements engagés dans le développement de la SCR s'élèvent à plusieurs centaines de millions d'euros, et une centaine de brevets. La généralisation de cette technologie a permis de massifier les coûts de développement et d'en réduire ainsi le surcoût pour les consommateurs.

La SCR est une technologie en plein développement avec un potentiel de progrès en efficacité et en coût, significatif à l'horizon septembre 2017 – Euro 6.2.

En matière d'émissions de polluants et de consommations, le secteur automobile reste sous surveillance des autorités dans de nombreux pays, où des enquêtes et contrôles se poursuivent, comme les tests menés par l'UTAC en France à la demande de la commission technique présidée par la ministre française de l'écologie.

1.5.1.3. RISQUES LIÉS À L'APPARITION DE NOUVEAUX BUSINESS MODELS ISSUS DES NOUVELLES MOBILITÉS

Facteurs de risques

Le marché montre une tendance prononcée vers les nouvelles mobilités que sont l'autopartage, le co-voiturage, et les services connectés.

Celle-ci ouvre des opportunités accessibles également à de nouveaux entrants issus pour la plupart du monde du Web. La position que ces acteurs hors secteur automobile ont l'ambition de prendre dans la chaîne de valeur automobile vient directement concurrencer la place « naturelle » des constructeurs automobiles et ainsi capter les marges qu'offrent les nouvelles technologies.

Une maîtrise insuffisante de la progression de ces nouveaux acteurs ou une absence de ces nouveaux marchés et par conséquent de ces nouveaux business models représenterait un risque pour le Groupe.

Dispositifs de gestion et de contrôle

La création début 2014 de la Business Unit « Véhicules et Services Connectés » répond à la nécessité pour le Groupe de se positionner de manière robuste et visible dans la chaîne de valeur de la mobilité et des services connectés futurs.

Le Groupe a décidé de prendre position sur 4 axes :

- l'autopartage B2C ;
- l'autopartage B2B et la gestion de flotte connectée ;
- le smart service : avec tous les services poussés aux clients au cours de leur mobilité, en créant un écosystème avec d'autres partenaires ;
- le data service en développant des services à des clients B2B comme l'assurance, les villes.

1.5.1.4. RISQUES CLIENTS ET CONCESSIONNAIRES

Facteurs de risques

Dans le cadre de ses activités commerciales et d'établissement de crédit, le Groupe est confronté au risque d'insolvabilité de ses clients et de ses concessionnaires.

S'agissant des ventes avec option de rachat des véhicules, le risque porte sur l'écart entre l'estimation de la valeur de la revente finale d'un véhicule donné faite lors de la conclusion du contrat et la valeur réelle le jour de la reprise.

Les provisions et les charges enregistrées en couverture de ce risque sont présentées Note 13.3 pour Banque PSA Finance et Note 6.2 pour les sociétés industrielles et commerciales dans les Notes aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, respectivement page 233 et 191.

Dispositifs de gestion et de contrôle

Face aux risques d'insolvabilité, le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements reçus en contrepartie des biens et services qu'il délivre à ses clients. Ainsi, le Groupe a défini une politique en matière de sécurisation des paiements, qui vise à éviter tout risque de crédit.

Lorsque le risque porte sur les aspects de financement, il convient de se référer au dispositif mis en place par Banque PSA Finance qui lui est propre (cf. paragraphe 1.5.3 ci-après).

Lorsque Banque PSA Finance n'intervient pas, une norme définit les conditions de règlements (délais de paiement et encours de

financement) à appliquer par la division Automobile aux différents clients en fonction du type de flux facturé (voitures neuves, voitures d'occasion, pièces de rechange, éléments détachés, organes), et précise le niveau de validation nécessaire à l'octroi d'une dérogation par rapport aux règles fixées par la norme. Parmi ces règles, les créances sur les importateurs étrangers doivent faire l'objet d'une sécurisation quasi systématique à 100 %. Les dérogations accordées font l'objet de validation formalisée en fonction de seuils de crédit en blanc autorisé. Une surveillance des encours par rapport aux plafonds autorisés est en place.

S'agissant des ventes avec option de rachat de véhicules, le Groupe a mis en place une expertise d'évaluation de la valeur résiduelle. Cette expertise est mise en œuvre au moment de la négociation du contrat et à intervalles réguliers pendant la durée du contrat permettant, si nécessaire, d'ajuster les valeurs de nouveaux contrats.

1.5.1.5. RISQUES MATIÈRES PREMIÈRES

Facteurs de risques

La division Automobile du Groupe est exposée au risque « matières premières » via ses achats directs et indirects de matières. Ces achats de matières premières ont représenté, en 2015 sur le périmètre Europe, un montant approximatif de près de 5 milliards d'euros (soit un peu plus de 30 % du budget d'achat).

Les matières peuvent être, soit négociées de gré à gré, tels que l'acier ou les matières plastiques, soit des produits cotés, tels que l'aluminium, le cuivre, le plomb ou les métaux précieux, auquel cas les prix de transaction sont calculés en référence à des indices de cours cotés sur ces marchés. Les matières premières utilisées sont, par ordre décroissant d'impact :

- pour les matières premières négociées : l'acier (34 % du coût total des achats de matières premières série), les matières thermoplastiques et l'élastomère (27 %) ;
- pour les matières premières cotées : l'aluminium (8 %), les métaux précieux (2 %) et les métaux non ferreux (cuivre, zinc, plomb) (3 %).

Deux types de risques principaux sont identifiés :

1. le risque d'approvisionnement associé à la disponibilité des matières ;
2. le risque économique associé à des variations de prix qu'il ne serait pas possible de répercuter sur les prix de vente des produits du Groupe.

Dispositifs de gestion et de contrôle

Pour répondre aux deux risques (qui sont liés), la Direction des achats vise à tirer le meilleur profit de différents leviers d'actions et notamment : optimisation du *sourcing* mondial, massification des achats, accroissement de la flexibilité dans les substitutions de matières, utilisation de matières recyclées et de matériaux verts, valorisation des sous-produits et mise en place de couvertures financières.

La mise en œuvre de la stratégie matière est pilotée lors de revues présidées par le Directeur de la recherche et développement et le Directeur des achats et déployée par des cellules techniques achats par matière qui ont en charge la mise en œuvre des leviers et le suivi régulier des risques d'approvisionnement.

Afin de limiter le risque économique sur les matières premières cotées, le Groupe a mis en place depuis 2009 un dispositif de gouvernance, de pilotage et de suivi des couvertures au travers du *Metal Committee*. Cette instance est animée par la Direction financière et la Direction des achats : des revues trimestrielles y sont menées pour arbitrer les prises de position en fonction de règles de gouvernance établies. Aucune couverture spéculative n'est mise en œuvre. La Direction de l'audit et du management des risques audite régulièrement ce dispositif.

En complément, veuillez vous référer à la Note 12.7 aux États financiers consolidés au 31 décembre 2015, paragraphe 5.6 ci-après.

1.5.1.6. RISQUES FOURNISSEURS

Facteurs de risques

La contribution des fournisseurs, à travers le développement et la fourniture de pièces, représente plus de 75 % du prix de revient de fabrication des véhicules. De ce fait, la performance technique, qualité, logistique et financière des fournisseurs représente une contribution fondamentale à la performance du Groupe. La défaillance d'un fournisseur, même sur un composant apparemment mineur, constitue un risque sérieux d'arrêt de production (pièce en cycle de production), ou de retards dans les lancements commerciaux des nouveaux véhicules (pièce en cycle de développement).

Dispositifs de gestion et de contrôle

Tous les fournisseurs sont évalués, sélectionnés et suivis selon différents critères dont la compétitivité, la qualité, la performance logistique, l'aptitude à développer et à industrialiser de nouveaux produits, la pérennité et la responsabilité sociale et environnementale (RSE).

La Direction des achats s'appuie sur une forte expertise en analyse des coûts de production et des prix matières ainsi que sur une connaissance approfondie des marchés mondiaux, lui permettant d'animer la mise en concurrence et de maîtriser la relation avec les fournisseurs. Les équipementiers de taille mondiale ont été invités par les constructeurs à accompagner leur développement mondial. Ces équipementiers sont devenus des acteurs économiques de premier plan dont la responsabilité pèse lourdement sur la chaîne de sous-traitance. Conscient de ce risque, le Groupe a mis en place des modes de fonctionnement avec ces équipementiers de rang mondial (*global players*) qui garantissent la qualité de la relation sur le long terme et les impliquent dans la démarche de sécurisation de la chaîne de sous-traitance face à l'ensemble des risques, y compris les risques RSE.

En outre, des équipes dédiées ont pour mission de gérer de façon préventive et curative les risques qualité, logistique et pérennité des approvisionnements.

La Direction des achats analyse les résultats financiers des fournisseurs du Groupe, consolide les informations sur leurs stratégies industrielles, apprécie les impacts de la politique *make or buy* de PSA sur le panel fournisseurs, évalue les impacts socio-économiques des choix industriels et s'assure de la conformité des fournisseurs aux exigences sociales et environnementales du Groupe.

Cette analyse permet d'une part d'éviter d'affecter de nouveaux marchés à des fournisseurs en difficulté et d'autre part d'identifier tous les fournisseurs à risque fort de défaillance (santé financière, moralité des actionnaires...). La situation des fournisseurs à risque fort de défaillance est présentée chaque mois au Comité de Direction des achats qui valide les plans d'actions et peut proposer d'engager soit un soutien de trésorerie (réduction ponctuelle des délais de paiement) soit une sécurisation (doublement des productions, recherche de repreneurs ou d'investisseurs...). PSA a mis en œuvre une organisation et des processus évolutifs permettant de garantir au maximum le respect des délais de paiements contractuels convenus avec ses fournisseurs. Une animation dédiée aux retards de paiements fournisseurs est en place. Elle permet le cas échéant d'identifier des causes de retards récurrents et d'y apporter les réponses structurelles nécessaires.

En 2015, le suivi curatif des fournisseurs à risque fort de défaillance sur les critères financiers concernait 45 dossiers représentant approximativement 9 % de la masse achats.

Grâce à cette stratégie, le Groupe n'a pas eu d'arrêt de production en 2015 suite à des défaillances fournisseurs.

1.5.1.7. RISQUES INDUSTRIELS

Facteurs de risques

Un sinistre majeur (incendie, explosion par exemple) dans un site industriel peut compromettre la production ainsi que la commercialisation de plusieurs centaines de milliers de véhicules.

Dispositifs de gestion et de contrôle

Le Groupe met en place des démarches pour réduire la probabilité de survenance des événements redoutés et en limiter les impacts potentiels au plan humain, environnemental et économique.

Les actions visant à maîtriser les risques et à favoriser la continuité des activités, sont conduites dans chaque établissement par les entités opérationnelles avec le soutien des experts en management des risques et les différents métiers concernés.

La faible sinistralité enregistrée et la réduction continue du nombre d'incidents prouvent l'efficacité des dispositifs en place. 33 établissements industriels du Groupe (représentant 82 % des valeurs assurées) sont partiellement ou totalement labellisés « Risque Hautement Protégé ».

Les démarches de management des risques et les bonnes pratiques associées sont également mises en œuvre dans le cadre des projets de nouvelles implantations de sites techniques ou industriels.

Pour ce qui a trait plus spécifiquement à la fabrication, le système de management des risques des régions s'appuie sur trois fondamentaux : le PSA Excellence Système associé à la dynamique de convergence vers « l'usine excellente », le dispositif de management des risques Groupe et le contrôle de gestion économique industriel, qui permettent de couvrir, de suivre, et de contrôler tout au long de l'année l'ensemble des risques majeurs identifiés au sein des entités industrielles.

Enfin, en ce qui concerne la qualité des processus industriels, les unités terminales sont certifiées ISO 9001 (hors chapitre 7.3 « conception et développement ») par l'UTAC, pour répondre aux exigences de l'annexe X « procédure de conformité de la production » de la Directive européenne 2007/46/CE.

1.5.1.8. RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Facteurs de risques

Dans le cadre de ses activités industrielles et commerciales, le Groupe peut être exposé à des risques environnementaux. Il est à noter qu'aucun établissement du Groupe n'est classé au titre de la réglementation sur les risques industriels (Seveso).

Dispositifs de gestion et de contrôle

Le Département environnement industriel coordonne le déploiement de la politique environnementale des sites industriels et de recherche du Groupe qui vise à réduire les impacts environnementaux des installations du Groupe, il assure un reporting centralisé pour suivre la performance environnementale des sites et encourager les démarches d'amélioration continue.

Dans chaque site significatif, une équipe « environnement » est dédiée à la maîtrise opérationnelle complète des risques environnementaux, un plan d'investissement annuel dédié accompagne le déploiement du programme de certification, des méthodologies adaptées sont déployées (ISO 14001, règlement européen REACH, réglementation Classification, Labelling, Packaging).

Pour des informations complémentaires sur les provisions pour risque environnemental et la démarche de certification ISO 14001 du Groupe, il convient de se référer au paragraphe 2.2.2 ci-après, page 35.

1.5.1.9. RISQUES LIÉS À LA SANTÉ ET À LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Facteurs de risques

Le Groupe est confronté à diverses situations mettant en jeu la santé, la sécurité et le bien-être de son personnel.

Les conditions de travail peuvent être à l'origine de situations de stress ou de mal-être, qui au-delà des impacts sur la santé, influent directement sur l'engagement des salariés. Le travail « posté » impliquant l'accomplissement de sollicitation physique du personnel constitue la cause principale des maladies professionnelles.

Par ailleurs, les déplacements, à l'intérieur comme à l'extérieur des établissements du Groupe, peuvent être les causes d'accidents du travail ou de trajet.

Enfin, l'utilisation ou la présence de certains produits chimiques dans les processus de fabrication peut induire des risques sur la qualité de l'air ou générer des pollutions ou des explosions.

Dispositifs de gestion et de contrôle

Dans le cadre de son ambition de développement responsable, le Groupe s'appuie sur le Système de Management de la Sécurité et de la Santé au Travail (SMST) constitué de 22 exigences, applicable à toutes les entités et filiales du Groupe (cf. paragraphe 2.4.4.1).

Les exigences issues du SMST permettent de :

- réduire les risques d'accident du travail et les maladies professionnelles (prévention des risques de déplacement via l'application d'une charte sur la prévention du risque routier, conception ergonomique des postes de travail par exemple) ;
- améliorer la sécurité et le bien-être au travail, en particulier par des mesures de détection du niveau de stress (prévention des risques psychosociaux).

Ce dispositif repose avant tout sur l'engagement ferme et régulièrement renouvelé de la direction, une animation structurée et des outils d'appropriation qui permettent à tous les salariés d'être des acteurs au quotidien de leur santé et de leur sécurité.

1.5.1.10. RISQUES LIÉS AUX COOPÉRATIONS

Facteurs de risques

Pour accélérer son développement et réduire ses coûts d'ingénierie et de production, le Groupe a mis en œuvre une politique de coopération avec d'autres constructeurs, portant aussi bien sur les plateformes véhicules que sur les organes. Le Groupe concède aussi régulièrement des licences de fabrication à certains partenaires industriels. Pour plus d'informations sur les coopérations, il convient de se référer au paragraphe 1.4.1.1.5 ci-avant.

Durant la phase exploratoire d'une coopération, le risque encouru concerne l'exploitation par le partenaire des informations portées à sa connaissance par PSA, ainsi qu'une mauvaise évaluation des risques contractuels pour le Groupe lors de la phase de négociation.

Une fois l'accord de coopération établi, le risque encouru par le Groupe est essentiellement économique. Il se traduit par le paiement potentiel de pénalités pour non-enlèvement de véhicules ou organes à hauteur des capacités réservées ou pour compenser

l'impact négatif des baisses de volumes sur les prix d'achat des composants, du dépassement ou de la surévaluation des frais de R&D, d'investissements, quand le partenaire assure la maîtrise d'œuvre.

Pour les cas où il s'avère que la rentabilité des projets est remise en cause, la part négative qui en résulte fait l'objet d'une provision pour contrat onéreux et/ou d'une perte de valeur sur les actifs immobilisés dans les comptes consolidés.

Le non-respect de la propriété intellectuelle dans les cas où le partenaire concéderait des licences à tiers sans contrepartie pour le Groupe est une autre forme de risque, de même qu'un défaut d'un produit manufacturé par le partenaire nécessitant des rattrapages en clientèle qui affecterait l'image des produits PSA.

Concernant le renforcement du partenariat avec Dongfeng, pour plus d'informations, il convient de se référer au paragraphe 1.5.1.11 ci-après.

Dispositifs de gestion et de contrôle

Pour limiter le risque dans la phase de négociation des contrats, le Groupe s'appuie en particulier sur des dispositifs de contrôle des projets dits stratégiques via des règles strictes en termes de *Contract Management*, précisant les modalités de responsabilité, de jalonnement (mandat et cadrage, suivi de la négociation, validation avant signature, suivi de l'exécution des contrats) et de validation (Comité exécutif, Directoire).

Au plan opérationnel, la Direction des programmes avec l'aide de la Direction financière dispose d'un processus de contrôle des réalisations des engagements réciproques des partenaires.

Parmi les éléments de ce dispositif, on trouve la mise en place d'instances de gouvernance propre à chaque coopération, avec un processus d'escalade pour le règlement des points de divergence. Ces instances permettent une animation régulière et la prise de décisions communes, notamment, les plans d'actions destinés à corriger les dérives potentielles ou limiter le risque.

En complément, veuillez vous reporter à la Note 8.3 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, page 203.

1.5.1.11. RISQUES LIÉS AU PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC DONGFENG

PSA et Dongfeng Motor Group Company Limited ont fêté le premier anniversaire de leur partenariat en 2015. Sa place parmi les constructeurs leaders du marché automobile chinois, place Dongfeng Motor Group Company Limited comme un partenaire stratégique pour le Groupe pour améliorer son implantation industrielle en Chine et en ASEAN et ainsi améliorer sa compétitivité.

Facteurs de risques

Le Groupe estime que le renforcement du partenariat avec Dongfeng Motor Group Company Limited devrait générer des synergies d'environ 400 millions d'euros par an pour la Société à l'horizon 2020. Toutefois, le montant et la date des synergies annoncées reposent sur un certain nombre d'hypothèses qui pourraient ne pas se réaliser. Ainsi, ces synergies reposent sur le bon déroulement des prochaines étapes du plan industriel et commercial défini par le Groupe et Dongfeng Motor Group Company Limited dans le cadre du partenariat et sur l'atteinte de l'objectif commun des deux sociétés de porter à 1,5 million le volume de véhicules produits et commercialisés par an à l'horizon 2020 avec les trois marques Peugeot, Citroën et la marque propre de la JV (Fengshen).

Dans l'hypothèse où le montant des synergies annoncé ne serait pas atteint, ou bien se réaliserait plus tardivement qu'escompté, il pourrait en résulter un impact négatif significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière, les perspectives ou l'image du Groupe.

Dispositifs de gestion et de contrôle

Le Groupe a mis en place en juillet 2014 un Bureau de Partenariat Stratégique composé d'une équipe conjointe PSA/Dongfeng et dont les cadres qui la composent sont issus des deux sociétés. Le Bureau de Partenariat Stratégique est rattaché au Directeur de la région Chine-Asie du Sud Est, il a pour vocation le pilotage opérationnel du partenariat et est donc au plus près du terrain pour anticiper les situations à risque et mettre en place les actions correctrices.

Un plan d'actions a été établi au sein de DPCA afin de réduire les coûts fixes et variables.

Ces baisses de coûts importantes doivent permettre à la JV commune de retrouver une compétitivité au meilleur niveau du marché chinois.

En complément, veuillez vous reporter au paragraphe 4.5.2.4.1 ci-après.

1.5.1.12. RISQUES LIÉS AUX SYSTÈMES D'INFORMATION

Facteurs de risques

Les risques liés aux systèmes d'information du Groupe, dont ceux embarqués dans les véhicules, proviennent des attaques ou malveillances ciblées, des anomalies dans les comportements des acteurs, des pannes ou des sinistres. Les conséquences seraient d'ordre économique ou juridique, ou un affaiblissement de l'image du Groupe.

Dispositifs de gestion et de contrôle

Une politique de Sécurité des Systèmes d'Information du Groupe est en vigueur : elle couvre les secteurs Automobile et Financement.

Elle est déployée dans les Directions opérationnelles au travers de la gouvernance mise en place par la Direction sûreté du Groupe en liaison avec la Direction des systèmes d'information.

Pour maîtriser ces risques, des actions relatives à la conception des systèmes d'information, leur utilisation et leur maintien en conditions opérationnelles, sont conduites selon plusieurs axes :

- renforcement de la maîtrise des accès aux informations et applications sensibles par le déploiement de matrices de droits liés aux usages des salariés et des intervenants extérieurs sur les sites du Groupe ;
- renforcement de la recherche des failles de sécurité applicatives dans le parc d'applications informatiques et mise en œuvre des correctifs ;
- déploiement de plans de reprise d'activité visant à poursuivre les activités essentielles du Groupe en cas de dysfonctionnement ou de sinistre majeur affectant l'un des centres informatiques ;
- mise en conformité aux évolutions réglementaires et légales, en particulier sur les aspects des données à caractère personnel ;
- introduction, dans les systèmes embarqués des véhicules connectés, des principes déjà en vigueur dans les systèmes débarqués, afin de ne pas compromettre la sécurité des personnes et des biens.

1.5.2. Risques relatifs aux marchés financiers

Le Groupe est exposé à des risques de liquidité, ainsi qu'à des risques de taux, de contrepartie, de change et à d'autres risques de marchés liés notamment aux variations des prix des matières premières. En ce qui concerne la gestion des risques, principalement assurée par la Direction financière, les risques identifiés et la politique suivie par le Groupe pour gérer ces risques sont précisés dans la Note 12.7 aux États financiers consolidés 2015, page 221.

1.5.2.1. EXPOSITION AUX VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE

Il convient de se reporter à la Note 8.3 et à la Note 12.7 A (4) aux États financiers consolidés chapitre 5.6 ci-après, respectivement pages 203 et 223.

1.5.2.2. EXPOSITION AUX VARIATIONS DES TAUX D'INTÉRÊT

Il convient de se reporter à la Note 12.7 A (2) aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, page 222.

1.5.2.3. RISQUE DE CONTREPARTIE ET RISQUE DE CRÉDIT

Il convient de se reporter à la Note 12.7 (3) aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, page 223.

1.5.2.4. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Il convient de se reporter aux Notes 8.3 et 12.7 A (1) aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, respectivement pages 203 et 221.

1.5.2.5. NOTATION DE LA DETTE

Au 24/03/2016	Notation	Révision	Notation précédente
Peugeot S.A.			
Moody's	Ba3/Positif/NP	30/07/2015	Ba3/Stable/NP
Fitch	BB/Positif	16/03/2016	BB/Stable
S&P ⁽¹⁾	BB/Positif		
Banque PSA Finance			
Moody's ⁽²⁾	Baa3/Positif/P-3	31/07/2015	Baa3/sous revue/P-3
S&P ⁽³⁾	BB+/Stable/B	28/04/2015	BB/Positif/B

(1) Retrait de la notation le 4 mars 2016.

(2) Notation non sollicitée depuis le 11 février 2016.

(3) Retrait de la note le 26 janvier 2016.

La notation de Peugeot S.A. repose sur des critères appréciant la compétitivité du Groupe, sa diversification géographique, sa profitabilité, sa liquidité, impliquant des ratios financiers notamment le ratio d'endettement net sur fonds propres et le ratio du cash-flow opérationnel sur la dette nette.

En 2015, les notations de Peugeot S.A. et Banque PSA Finance ont été améliorées suite à la présentation des résultats 2014, en février 2015 et des résultats du premier semestre 2015, en juillet 2015.

- Moody's Investors Service avait relevé la notation de Peugeot S.A. le 19 février 2015 à Ba3/stable et en conséquence celle de Banque PSA Finance le 27 février 2015 à Baa3/négatif (notation not prime à court terme P-3). Suite à son changement de méthodologie bancaire, l'agence a modifié la perspective de Banque PSA Finance de négatif à stable le 23 juin 2015. Moody's Investors Service a confirmé ses notations et a relevé la perspective des deux entités, respectivement les 30 et 31 juillet 2015, de stable à positif.
- Fitch a relevé la notation de Peugeot S.A. de BB- à BB le 7 août 2015.
- Standard & Poor's a relevé la notation long terme de Peugeot S.A. à BB+/positif (notation court terme inchangée à B) le 22 avril 2015,

et en conséquence celle de Banque PSA Finance à BB+/stable le 28 avril 2015 (la notation court terme inchangée à B).

En 2016, le Groupe a changé d'agences de notation et sollicite désormais Moody's et Fitch pour noter Peugeot S.A..

- Avant le retrait de notation le 4 mars 2016, Standard & Poor's a relevé la notation de Peugeot S.A. à BB et accompagné cette note d'une perspective positive.
- Fitch a également révisé la perspective de Peugeot S.A. de stable à positive le 16 mars 2016.

Par ailleurs, suite à la signature en 2014 du partenariat stratégique européen entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance, puis d'un accord-cadre de partenariat au Brésil avec Banco Santander Brazil, l'activité de BPF est progressivement exercée à travers des sociétés communes, dont le refinancement est assuré par SCF. Banque PSA Finance n'a plus vocation à intervenir sur les marchés financiers et le Groupe a donc décidé de ne plus solliciter d'agence en 2016 pour la notation de BPF. Moody's continue de noter Banque PSA Finance (notation non sollicitée).

Toute révision de ces notations est susceptible d'affecter la capacité à obtenir des financements à court, à moyen et à long terme.

1.5.3. Risques relatifs à Banque PSA Finance

La maîtrise du risque chez BPF se base principalement sur des délégations des pouvoirs d'engagement, sur une centralisation du refinancement. L'animation des risques est pilotée par la gestion des risques, qui rend compte au Comité d'audit et au Comité ALCO (Comité refinancement). La gestion des risques anime le Comité management des risques de BPF.

BPF a recensé 14 risques (*voir rapport annuel de BPF*), dont six majeurs présentés ci-dessous.

1.5.3.1. RISQUE D'ACTIVITÉ

Facteurs de risques

Six facteurs principaux ont un impact sur le niveau d'activité de BPF et sont évalués régulièrement :

- les facteurs externes concourant à l'achat de véhicules ;
- la politique des pouvoirs publics en matière d'incitation à l'acquisition de véhicules neufs ;
- des évolutions réglementaires ou fiscales qui pourraient conduire à modifier l'activité ou à en altérer la rentabilité ;
- le volume de ventes des marques de PSA et leur politique marketing ;
- le positionnement concurrentiel de BPF ;
- le risque pays dont la gestion vise à rechercher autant que faire se peut un financement local.

1.5.3.2. RISQUE DE CRÉDIT

Facteurs de risques

Il est lié à l'incapacité d'un client à faire face au paiement de ses obligations, y compris lorsque BPF reprend le bien financé, (BPF ne supporte pas de risque de valeur résiduelle). Le niveau du risque est principalement lié à la conjoncture économique.

Mesure, maîtrise et surveillance du risque

La mesure du risque est appréhendée à l'octroi du crédit et chaque mois pour les financements en portefeuille.

À l'octroi, la mesure du risque est fondée sur des modèles de notation internes développés et contrôlés par des experts de BPF : *grading* (Corporate) ou d'outils décisionnels (Retail), gérés et contrôlés par la structure centrale (hors filiales en partenariat). Les analystes locaux et centraux vérifient par un monitoring régulier la pertinence des outils de mesure du risque.

Pour le *retail*, les décisions d'octroi sont automatiques ou soumises à des analyses complémentaires. Les modèles utilisent soit des données externes, soit internes comme le comportement payeur d'un client (renouvellement).

Au sein des co-entreprises lancées au cours de l'année 2015, les modèles de mesure du risque de crédit en portefeuille pour l'activité *retail* en France sont des modèles bâlois (IRBA). La Banque Centrale Européenne a donné son accord pour autoriser la poursuite de l'utilisation des Modèles BPF tout au long de la mise en place du plan d'actions devant amener la JV France à s'intégrer dans les modèles IRB de Santander Customer Credit d'ici juillet 2016.

Les co-entreprises au Royaume-Uni et en Espagne s'inscrivent dans des modèles standards.

En ce qui concerne la mesure comptable du risque de crédit, en application des référentiels IFRS les encours *retail* en défaut et les encours sains avec impayés sont dépréciés à partir de taux de dépréciation qui sont calculés plusieurs fois par an à partir d'un modèle d'estimation des recouvrements futurs actualisés, basé sur des données historiques de récupérations des encours incidentés. Les encours douteux des portefeuilles Corporate réseau et Corporate hors réseau et assimilés sont dépréciés sur la base d'une analyse individuelle (rapport Flash) en tenant compte de la valorisation des garanties éventuellement détenues. La dépréciation de ces portefeuilles intervient dès le déclassement en créances douteuses si la perte estimée suite à l'analyse individuelle est non nulle.

Suite à la demande du régulateur, un modèle de dépréciation des encours corporate sain a été développé et sera validé courant 2016. Banque PSA Finance a maintenu le principe et la méthode d'une dépréciation collective sur l'encours sain Corporate identique à celle utilisée fin 2014 sur la base d'une première estimation des résultats de ce modèle.

La maîtrise du risque se fonde sur une offre produit validée par le Siège et inclut la vérification du montant financé, des octrois rigoureux ainsi que la vérification avant financement, des documents justificatifs demandés à l'octroi y.c garanties. À cela s'ajoute pour les portefeuilles Corporate : la fixation de lignes de crédit, la prise de garanties, un suivi quotidien des incidents de paiement, un dispositif gradué d'alerte, des audits de stock.

La surveillance du risque *retail* comprend l'évolution de la qualité de la demande et de la production de financement, les indicateurs relatifs au comportement de paiement, les indicateurs Bâlois de mesure du risque des contrats en portefeuille.

1.5.3.3. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Facteurs de risques

Le risque de liquidité dépend de la situation des marchés financiers (*Market Risk*) et principalement de la notation de BPF (*funding Risk*). Le risque de liquidité constitue le principal risque financier auquel BPF est confrontée.

Mesure, maîtrise et surveillance du risque

La mesure concerne le risque de liquidité *intra-day* et le gap de maturité des financements, les règles internes exigeant le *full matching*. Ces mesures du risque font l'objet de *stress scenarios*.

La maîtrise du risque de liquidité comprend deux volets : une politique générale et la mise en place de limites et d'indicateurs.

La surveillance du risque est fondée sur ces indicateurs de risque. L'ALCO mensuel suit la mise en œuvre de la politique générale, le niveau de risque, le respect des limites et les mesures à prendre pour anticiper le risque de liquidité.

À partir de la mise en place des partenariats locaux avec Santander Consumer Finance, les financements ne seront plus sous la responsabilité exclusive de Banque PSA Finance.

Il convient de se reporter à la Note 13.5 (1) aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, page 238.

1.5.3.4. RISQUE DE CONTREPARTIE

Facteurs de risques

BPF est exposée au risque de contrepartie à trois titres : opérations de marché réalisées pour couvrir le risque de taux, placement des liquidités, la gestion pour les titrisations du placement des réserves des Fonds Communs de Titrisation.

Mesure, maîtrise et surveillance du risque

Les placements sont effectués auprès de banques de premier plan notées selon un modèle interne. Les produits dérivés sont conclus avec des contreparties bancaires de catégorie *Investment Grade*. Les utilisations des limites sont vérifiées quotidiennement. Un récapitulatif des dépassements est présenté lors de l'ALCO, des Comités risques et des Comités d'audit.

Ils se décomposent de la façon suivante :

- banques : 304 millions d'euros, soit 39,2 % des fonds propres prudentiels ;
- corporate (hors PSA) : 194 millions d'euros soit 25 % des fonds propres prudentiels ;

1.5.3.6. RISQUE OPÉRATIONNEL

Définition du risque et facteurs de risque

Il est défini comme étant le risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, au personnel de BPF et aux systèmes internes ou à des événements extérieurs, y compris d'événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort risque de perte. Il est distinct du risque de non-conformité et du risque de réputation.

Mesure, maîtrise et surveillance du risque

BPF est exposée à un risque d'incident sur l'ensemble des familles bâloises de risque opérationnel : fraude interne et fraude externe, pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur le lieu de travail, clients, produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, et exécution, livraison et gestion des processus. BPF est principalement exposée à des risques opérationnels en rapport avec le risque de crédit, des fraudes externes et dans une mesure largement moindre, à des risques sur ses activités externalisées auprès de prestataires ou de partenaires. La cartographie des risques couvrant les activités de BPF identifie et hiérarchise sur quatre niveaux les risques opérationnels.

La maîtrise des risques s'exerce via des dispositifs de maîtrise du risque intégrés aux instructions et fait l'objet de contrôles de second niveau exercés par le contrôle permanent. Ils se déclinent sous forme de règles de décision et de délégations ainsi que dans des dispositions spécifiques intégrées aux systèmes informatiques (exemple : plan de reprise d'activité).

1.5.3.5. RISQUE DE CONCENTRATION

Facteurs de risques

Il est lié à une concentration des actifs ou passifs dans certaines catégories, ou sur certains secteurs. BPF est soumis à plusieurs natures de risque de concentration : le risque de concentration individuelle de crédit, le risque de concentration sectorielle des opérations de crédit, le risque de concentration des refinancements bancaires.

Mesure, maîtrise et surveillance du risque

Il est mesuré par des indices de concentration, dont le respect est analysé en Comité management des risques ou en Comité ALCO. BPF tient compte de la notation de PSA pour connaître le niveau maximum d'engagements sur son actionnaire.

Au 31 décembre 2015, les 10 principaux engagements de BPF, hors ceux sur PSA, représentent un montant total de 498 millions d'euros soit 64,2 % des fonds propres prudentiels.

1.5.4. Risques juridiques et contractuels

Le Groupe est exposé à des risques juridiques liés à sa situation d'employeur, de concepteur, de constructeur et de distributeur de véhicules, d'acheteur de composants et de fournisseur de services. Ces différents risques sont maîtrisés par la mise en œuvre de politiques de prévention dans les domaines de l'hygiène et de la sécurité du travail, de la propriété industrielle et intellectuelle, de l'environnement industriel, de la sécurité des véhicules et de la qualité de ses produits ou services ainsi que par la sécurisation juridique des opérations réalisées par le Groupe.

Une procédure d'arbitrage concernant la propriété et l'usage de la marque « Peugeot », hors véhicules, a été initiée à l'encontre d'une filiale du Groupe, Automobiles Peugeot, à l'initiative de la société Établissements Peugeot Frères. Le Groupe est confiant quant à l'issue de cette procédure.

Concernant les provisions pour litiges commerciaux et autres litiges, il convient de se reporter à la Note 10.3 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, page 207.

1.5.4.1. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

Au 31 décembre 2015, aucun des litiges dans lesquels sont impliquées les sociétés du Groupe n'a eu d'impact significatif sur les comptes de ce dernier.

Au cours de la période couvrant les douze derniers mois, il n'y a pas eu de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe. De même, le Groupe n'a pas connaissance de procédure en suspens, ou dont il serait menacé, susceptible d'impacter significativement sa situation financière ou sa rentabilité.

1.5.4.2. RISQUES LÉGAUX LIÉS AUX LITIGES ANTI-CONCURRENCE

Facteurs de risques

Comme l'ensemble des opérateurs économiques, le Groupe est exposé, en France ainsi que dans les pays où il est implanté, à des risques juridiques liés au droit de la concurrence.

Les risques identifiés ont été cartographiés ; ils concernent principalement le domaine des achats, celui du commerce et celui des coopérations.

Le Groupe est susceptible de faire l'objet d'enquêtes par les autorités de la concurrence. Les sanctions envisageables en cas de pratiques

anticoncurrentielles avérées incluent des amendes administratives, des sanctions pénales et/ou des condamnations à des dommages-intérêts. Le Groupe n'est pas à ce stade en mesure de prédire les conséquences de ces enquêtes, notamment en termes de sanctions administratives, pénales et/ou civiles qui pourraient lui être signifiées.

Dispositifs de gestion et de contrôle

Pour prévenir ces risques, le Groupe dispose en central, comme dans les pays où il est implanté, de juristes internes et de conseils externes, experts en droit de la concurrence, qui travaillent en étroite relation avec les opérationnels concernés.

Par ailleurs, le Groupe a engagé dès 2013 des actions pérennes de formation en droit de la concurrence auprès des responsables opérationnels susceptibles d'être confrontés à des risques de pratiques anti-concurrentielles, notamment dans le domaine du commerce.

En 2015, ces actions se sont poursuivies et étendues au sein du Groupe, qui a renforcé son programme de conformité en matière de concurrence, décliné en plusieurs actions (11 engagements auprès de l'Autorité de la Concurrence), notamment :

- la nomination pour l'ensemble du Groupe d'un Competition Compliance Officer qui a en charge la mise en œuvre du programme de conformité ;
- la nomination de Référents Concurrence, en France, au sein de chacune des principales directions ;
- la mise en œuvre prochaine d'un système d'alerte en France ;
- des séances de formation, présentielles et en e-learning, aux collaborateurs concernés, pour bien comprendre sur le plan pratique quels sont les bons réflexes à avoir et les comportements à éviter.

1.5.4.3. RISQUES RÉGLEMENTAIRES

La nature des activités du Groupe et son implantation internationale le soumettent à un ensemble de réglementations très variées. En particulier, le développement des véhicules et des organes mécaniques est exposé à l'évolution permanente des réglementations, tant au niveau mondial qu'europpéen, relatives notamment à la sécurité et à l'environnement. Ces réglementations imposent des prescriptions de plus en plus sévères. Les activités du Groupe peuvent être impactées par la politique des pouvoirs publics en matière d'incitation à l'acquisition de véhicules neufs, ainsi que par l'évolution des réglementations fiscales et/ou douanières des pays avec lesquels le Groupe commerce.

Ces exigences sont prises en compte au plus tôt dans le développement des véhicules et organes au niveau des projets ainsi que dans le cadre de la commercialisation de ces véhicules. Pour ce faire, le Groupe a mis en place des politiques et procédures aux niveaux appropriés pour assurer le respect de ces réglementations. De plus le Groupe participe au dialogue permanent avec les autorités nationales ou régionales en charge de la réglementation spécifique des produits du secteur automobile afin de prévenir les risques liés aux changements de réglementation.

1.5.4.4. COVENANTS DE CRÉDITS

Les covenants de crédit ont pour vocation de protéger les organismes prêteurs, et leur non-respect ouvre généralement des clauses de remboursement ou d'exigibilité anticipés. La facilité syndiquée revolving de 3 milliards d'euros au profit de Peugeot S.A. et du GIE

PSA Trésorerie nécessite le respect d'un niveau de dette nette des sociétés industrielles et commerciales inférieur à 6 milliards d'euros et le respect d'un ratio de dette nette des sociétés industrielles et commerciales sur capitaux propres du Groupe inférieur à 1. Ces ratios étaient respectés au 31 décembre 2015.

Pour plus de détails, il convient de se reporter à la Note 12.7 A (1) aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, page 221.

1.5.4.5. RISQUES LIÉS AUX ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE

Les salariés du Groupe bénéficient dans certains pays de régimes de retraite complémentaires, à cotisations définies ou à prestations définies, ainsi que de régimes d'indemnités de départ à la retraite qui donnent droit au versement d'une somme forfaitaire au moment du départ à la retraite. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ses cotisations. Pour les régimes à prestations définies, en France et au Royaume-Uni principalement, le Groupe doit provisionner le paiement sur le long terme des pensions de retraite, ce qui génère des engagements sociaux dans les comptes du Groupe. Ces engagements impactent directement les résultats du Groupe.

Ces engagements peuvent être sensibles à l'évolution de leurs paramètres de calcul que sont, notamment, le taux d'actualisation des cash-flows futurs, les taux d'inflation, et les paramètres démographiques (évolution des salaires, table de mortalité, turnover, etc.).

Afin de maîtriser au mieux ces passifs sociaux, des évaluations actuarielles sont effectuées par des experts indépendants chaque année dans l'ensemble des pays concernés, et les hypothèses utilisées sont revues régulièrement afin de refléter au mieux la réalité. Les fonds de pension sont suivis par la Direction financière (l'allocation de l'actif financier, la robustesse du modèle, les rendements, etc.). En complément, il convient de se reporter à la Note 12.7 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, page 221.

1.5.4.6. RISQUES LIÉS AUX DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est amené à breveter ses innovations, à concéder, ou se voir concéder, des droits d'exploitation de brevets ou autres droits de propriété industrielle ou intellectuelle, et prend alors toutes les mesures usuelles pour protéger ses droits.

La plus grande attention est portée à la protection des droits de propriété intellectuelle du Groupe et des actions sont engagées à l'encontre des contrefacteurs, notamment de pièces de rechange.

En 2015, PSA confirme pour la 8^e fois consécutive sa place de premier déposant de brevets français avec 1 063 brevets publiés en 2014 auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI). Pour des informations complémentaires sur la politique de brevets du Groupe, il convient de se référer aux paragraphes 4.5.2.2.1, ci-après du présent document de référence, page 155.

1.5.4.7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Il convient de se reporter à la Note 17 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après, page 252.

1.5.5. Couverture de risques – assurances

Le département Assurances du Groupe souscrit, auprès d'acteurs à la solvabilité financière reconnue, des programmes d'assurances mondiaux, notamment pour :

- les « Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation » avec trois lignes d'assurances pour une capacité globale de 1 500 millions d'euros et des franchises allant jusqu'à 10 millions d'euros par sinistre ;
- la « Responsabilité Civile » avec trois lignes d'assurances pour une capacité globale de 250 millions d'euros et une franchise maximale de 0,5 million d'euros par sinistre ;
- le « Transport et stockage de véhicules sur parcs » avec une ligne d'assurances de 36 millions d'euros et des franchises de 0,3 million d'euros au maximum ;
- la « Fraude » avec trois lignes d'assurances à hauteur de 63 millions d'euros et une franchise maximale de 0,5 million d'euros.

Certaines premières lignes de ces programmes d'assurances sont réassurées par la société SARAL (S.A. de Réassurance Luxembourgeoise) détenue à 100 % par Peugeot S.A.

SARAL participe à la couverture des seuls risques du Groupe et est engagée sur les risques de Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation (16 millions d'euros par sinistre et par an), de Responsabilité automobile (0,75 million d'euros par sinistre), de Transport et Stockage de véhicules sur parcs (18 millions d'euros par sinistre et 36 millions d'euros par an) et de Fraude (1,5 million d'euros par sinistre et 3 millions d'euros par an).

Associée à une démarche de prévention des risques volontariste et reconnue par les assureurs partenaires, la politique d'assurances du Groupe se traduit donc par un transfert vers les assureurs de certains risques d'intensité élevée et à une rétention par le biais des franchises et de la captive des risques d'intensité faible et modérée.

LA RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE : LES ACTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.1. UNE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE PLEINEMENT INTÉGRÉE À LA STRATÉGIE DU GROUPE	32	2.4.3. Le développement des ressources humaines	80
2.1.1. La politique RSE du Groupe	32	2.4.4. Bien être, santé et sécurité au travail	85
2.1.2. Dialogue avec les parties prenantes du Groupe	33	2.4.5. Diversité et égalité des chances	89
2.2. LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	35	2.4.6. Respect des droits de l'homme	93
2.2.1. L'intégration des enjeux environnementaux dans la conception de l'offre	35	2.5. PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE DE PSA	95
2.2.2. L'écologie industrielle des sites du Groupe	44	2.5.1. Évaluations RSE de PSA	95
2.3. ENGAGEMENT SOCIÉTAL EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	58	2.5.2. Autres prix et distinctions attribués aux initiatives RSE du Groupe	96
2.3.1. Les achats : assumer la responsabilité de donneur d'ordre du Groupe	58	2.6. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES CONSOLIDÉES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION	97
2.3.2. La sécurité et la protection des consommateurs	64	2.7. PÉRIMÈTRE DE REPORTING, MÉTHODOLOGIE ET TABLES DE CORRESPONDANCE	100
2.3.3. Les actions de partenariat et de mécénat en faveur du développement régional et des communautés locales	66	2.7.1. Périmètre de reporting	100
2.3.4. Loyauté des pratiques – lutte contre la corruption	69	2.7.2. Méthodologie de reporting	101
2.4. LES RESSOURCES HUMAINES, MOTEUR DES TRANSFORMATIONS DE PSA	72	2.7.3. Table de correspondance avec exigences de l'article R. 225-105 du Code de commerce (application du dispositif législatif Grenelle 2)	103
2.4.1. Dialogue social	72		
2.4.2. Une gestion responsable de l'emploi et des compétences	74		



Les informations environnementales, sociales et sociétales contenues dans le présent chapitre s'inscrivent dans le cadre du dispositif « Grenelle 2 » et s'appuient sur les recommandations du *Global Reporting Initiative* (GRI).

Ces informations sont consolidées et portent sur la Société mère Peugeot S.A., ainsi que sur l'ensemble de ses filiales au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce et sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le périmètre de reporting détaillé et une table de concordance avec les 42 thèmes de la Loi « Grenelle 2 » figurent au chapitre 2.7.

Les informations quantitatives relatives à Banque PSA Finance (BPF) et Faurecia sont publiées de manière séparée dans ce chapitre et accompagnées d'explications spécifiques si nécessaire. Pour plus d'informations notamment concernant les réalisations de l'année en matière de RSE propres à ces deux sociétés, il convient de se reporter aux communications extra-financières de BPF, de sa filiale Crédipar et de Faurecia : site internet, chapitre RSE du document de référence 2015, etc.

2.1. UNE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE PLEINEMENT INTÉGRÉE À LA STRATÉGIE DU GROUPE

PSA, bien qu'engagé dans un plan de redressement économique, confirme que le développement responsable reste l'un des fondements de sa stratégie.

Au sein du Groupe, la Délégation au Développement Durable anime transversalement la démarche RSE (Responsabilité Sociale et

Environnementale) en s'appuyant sur un réseau de correspondants présents dans chacune des grandes Directions du Groupe. Elle est rattachée au Directeur de la communication, qui rend compte directement au Président du Directoire. Elle préconise les engagements RSE du Groupe portés par les membres du Comité exécutif, qui les valide une fois par an et qui en suit la mise en œuvre.

2.1.1. La politique RSE du Groupe G.20

Pour PSA, seule une conduite responsable et **transparente** des affaires permet d'inscrire un développement et une performance économique dans la pérennité. Sur ce principe, en ligne avec le Pacte Mondial de l'ONU, auquel il adhère depuis 2003, le Groupe a défini sa politique de responsabilité sociale et environnementale. Issue d'un **dialogue permanent avec ses parties prenantes** et concrétisée par des engagements **publics**. Cette politique RSE guide les actions du Groupe face à ses enjeux stratégiques. Elle repose sur trois piliers : la mobilité durable, le développement économique de ses territoires d'implantation et la mise en œuvre de pratiques sociales novatrices et attentives à chacun.

- enfin, à l'écoute de la société civile, invente la mobilité de demain en inscrivant le numérique dans l'ADN de ses gammes, en déployant des aides à la conduite apportant toujours plus de sécurité et de fluidité du trafic, avec pour cible la **voiture autonome** accessible au plus grand nombre.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE SES TERRITOIRES D'IMPLANTATION

Les activités du Groupe ont une empreinte économique et sociale d'envergure sur ses territoires d'opération. PSA est conscient de la responsabilité qui en découle. À ce titre :

- il sélectionne ses **fournisseurs** au plus près de ses sites de production, en respect de ses **exigences sociales et environnementales**. En faisant croître de façon responsable la part de ses achats locaux, il démontre que ses activités sont génératrices de **développement économique durable** ;
- il soutient les publics les plus fragiles dans ses territoires d'implantation via sa Fondation d'Entreprise qui finance des projets d'insertion par la mobilité et des projets d'accès à l'éducation. Le Groupe marque ainsi son **engagement au service des communautés** qui l'accueillent.

LA MISE EN ŒUVRE DE PRATIQUES SOCIALES NOVATRICES ET ATTENTIVES

Au fil de sa longue histoire, PSA s'est appuyé sur des hommes et des femmes qui lui ont permis d'innover et de croître. Partout, le Groupe a privilégié le dialogue social comme moyen de définir des solutions innovantes pour **créer la confiance et l'engagement**. Pour conduire les transformations nécessaires à sa pérennité et accompagner les salariés dans ces évolutions, il s'est doté depuis 2010 d'un cadre de référence : l'accord-cadre mondial sur la responsabilité sociale.

LA MOBILITÉ DURABLE

- Pionnier sur de nombreuses technologies, le Groupe mobilise ses ressources d'**innovation** sur la réduction des impacts environnementaux de la mobilité. Sa stratégie repose sur le déploiement des technologies les plus efficaces **sur le plus grand nombre de véhicules**, afin de constituer un levier massif de lutte contre les pollutions et le changement climatique.
- Dès la conception puis en fabrication, PSA s'engage à **optimiser l'utilisation des ressources** en intégrant des matériaux verts ou recyclés dans ses véhicules, en garantissant leur recyclabilité, et en limitant **l'empreinte environnementale de ses sites de production et de ses réseaux commerciaux** en matière d'énergie, d'eau ou de déchets.
- L'usage des véhicules représente l'essentiel des émissions. Aussi, le Groupe :
 - équipe largement ses gammes de **clean tech bas carbone** efficaces et préservant **la qualité de l'air**, et commercialise des véhicules thermiques **best in class**, hybrides et électriques ;
 - déploie des **services de mobilité** urbaine partagée ou de logistique dernier kilomètre, répondant aux évolutions des comportements et des attentes **clients** ;
 - propose des services **connectés** favorisant **l'éco-conduite** ;

LA RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE : LES ACTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.1. Une responsabilité sociale et environnementale pleinement intégrée à la stratégie du Groupe

Dans chacun de ses sites, PSA en déploie les principes, qui éclairent son action face à ses enjeux sociaux. Le Groupe :

- s'appuie sur sa **culture du dialogue social** pour partager sa stratégie et ainsi sécuriser les parcours professionnels des salariés par des dispositions négociées et un accompagnement de proximité ;
- affirme sa priorité de **préservation de la santé et la sécurité au travail** ;
- confirme l'exigence de **développement des talents** ;

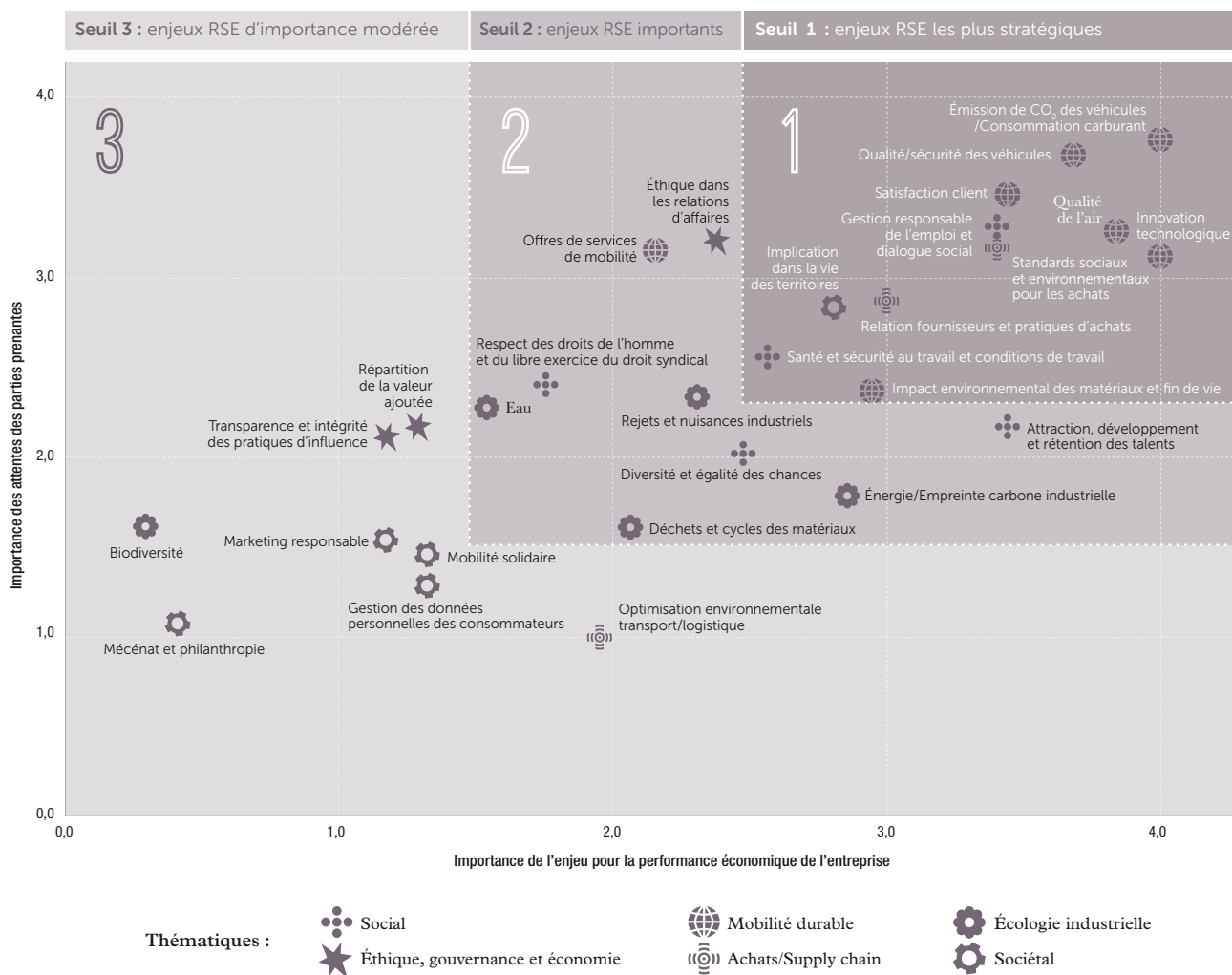
- garantit **l'égalité des chances** en étant attentif à chacun ;
- étend, à ses fournisseurs et à ses partenaires, son engagement pour le **respect des droits humains fondamentaux** ;
- exige de chaque salarié le respect de sa **Charte éthique** qui définit les règles de comportement professionnel.

PSA fait de sa politique RSE (responsabilité sociale et environnementale) un engagement à la fois collectif et individuel et veille à la mise en œuvre de ses principes dans chaque décision que la conduite de l'entreprise impose.

2.1.2. Dialogue avec les parties prenantes du Groupe G.36

Le Groupe, acteur engagé sur ses territoires d'implantation, entretient depuis de nombreuses années des relations avec l'ensemble de ses parties prenantes : ses salariés, ses partenaires sociaux, ses clients et les associations de consommateurs ou d'usagers de la route, ses réseaux de distribution, ses actionnaires et investisseurs, ses fournisseurs, ses partenaires de coopération et de joint-venture, les institutions et associations sectorielles, les ONG, les collectivités territoriales, les riverains des sites, les médias, les agences de notations financières

et extra-financières, les experts RSE ainsi que l'enseignement et la recherche, etc. Ces échanges réguliers avec les parties prenantes permettent une meilleure identification des enjeux et risques sociaux, environnementaux ou économiques et conditionnent l'adaptation du Groupe aux mutations à la fois sociologiques et technologiques en œuvre au sein de la société. Le dialogue avec les parties prenantes a alimenté la matrice de matérialité des enjeux RSE ci-dessous.



Le chapitre 1.3.2.3 du rapport RSE 2015 de PSA précise la méthode d'élaboration de la matrice de matérialité des enjeux RSE.

LE DIALOGUE « PARTIES PRENANTES » DE L'ANNÉE 2015

Le chapitre 1.4 du rapport RSE 2015 présente les parties prenantes du Groupe et décrit les instances de dialogue.

En 2015, le dialogue parties prenantes de PSA s'est construit autour de trois axes majeurs :

La politique sociale

Le Groupe a poursuivi en 2015 ses efforts de recentrage sur son cœur d'activité, d'ajustement de ses capacités de production et de ses effectifs avec un objectif réaffirmé de préserver ses bases industrielles. Le dialogue mené par PSA a permis de mettre en place des dispositifs d'accompagnement des salariés concernés par ces évolutions. Ainsi, avec les partenaires sociaux, les fournisseurs et des entreprises partenaires, les services de l'État et des collectivités territoriales, ont été inaugurées des solutions inédites telles que les plates-formes territoriales de mobilité et de transitions professionnelles. Ce dispositif permet de poursuivre sa carrière au sein d'entreprises signataires situées sur son territoire. Un passeport de transition professionnelle permet à chacun de bénéficier d'une formation de reconversion de longue durée, tout en restant salarié du Groupe jusqu'à son embauche par l'entreprise d'accueil.

En co-construction avec les agences de travail temporaire partenaires du Groupe, a été imaginé le « CDI intérimaire » qui doit permettre de sécuriser le parcours professionnel de 300 opérateurs d'ici 2017.

Ces contrats de travail à durée indéterminée garantissent aux salariés une employabilité forte et permanente tant chez PSA que sur le bassin d'emploi concerné, tout en renforçant la performance économique du Groupe grâce à une flexibilité industrielle optimisée.

Les achats responsables

PSA a confirmé en 2015 son rôle dans les réflexions menées par les instances représentatives de la RSE (MEDEF, AFEF, EPE, C3D, UDA, CCFA, etc.) ainsi qu'au sein de la Filière Automobile sur la question des achats responsables et de l'accompagnement des fournisseurs.

Le dialogue avec les fournisseurs a permis de faire évoluer les outils de suivi par le Groupe de leurs performances RSE, notamment avec le recours à l'agence d'évaluation spécialisée Ecovadis.

La mobilité durable et la transparence des émissions de véhicules

Concernant la mobilité durable, PSA a mené plusieurs actions conjointes.

- En cohérence avec sa politique de transparence, le Groupe a annoncé le 26 octobre 2015, son initiative de publier dès que possible, pour ses principaux véhicules, les consommations en conditions réelles de roulage, sous le contrôle d'un organisme tiers indépendant. Le Groupe a engagé cette démarche avec Transport and Environment et France Nature Environnement, ONG environnementales qui réaliseront les mesures selon une méthodologie distincte des tests d'homologation en vigueur.
- PSA a contribué à la mise en place d'un dialogue au niveau de la filière automobile sur l'émergence d'une offre de mobilité durable en France. Un panel a réuni des représentants de la filière automobile française et 15 représentants de la société civile, ONG, élus, experts. Il a permis de partager une vision élargie de la mobilité durable et préciser la place que doit y occuper l'automobile. Les conclusions de ces échanges ont permis de conforter les orientations du Groupe et d'affiner ses choix en matière de mobilité partagée, de mobilité inclusive et de réduction des impacts environnementaux.
- En interne, le panel de représentants de la société civile, constitué en 2014, s'est en 2015 réuni plusieurs fois pour réfléchir aux impacts de la mobilité sur l'environnement. Ce dialogue est organisé entre des experts et un groupe constitué

de salariés de PSA dont les fonctions les amènent à intervenir dans le développement et la commercialisation de produits ou services relevant de la mobilité durable. Il permet de nourrir les réflexions du Groupe.

- Le Groupe a également associé l'association Carbone 4 à ses réflexions sur les scénarios de mobilité à long terme.
- Par le biais de sa Fondation, le Groupe s'associe aux travaux du Laboratoire de la Mobilité Inclusive menés avec les pouvoirs publics, des opérateurs de transport et des ONG. Ce dialogue permet à PSA de mieux comprendre les besoins de mobilité des publics les plus fragiles afin de développer une offre adaptée.

Ces différents échanges permettent une meilleure intégration des enjeux d'une mobilité durable et inclusive dans le modèle économique de PSA.

Faurecia

Faurecia a mis en place et maintient des conditions et outils de dialogue avec un certain nombre de parties intéressées ou parties prenantes à son activité. Peuvent être cités notamment :

- les partenaires de recherche : Pour accompagner le développement technologique et l'innovation, Faurecia confirme sa politique d'ouverture vers le milieu académique, les laboratoires de recherche et les start-up. Faurecia s'appuie sur cinq chaires industrielles impliquant des universités en France et en Allemagne et un partenariat avec le Fraunhofer ICT dans les domaines de la mécanique, des composites, des procédés de production de pièces métalliques, de la chimie des matériaux plastiques incluant la bio-masse et des lignes d'assemblage. Par ailleurs, le Groupe est engagé dans les Instituts de Recherche Technologiques (IRT) en France comme l'IRT Jules Verne de Nantes, où il représente la filière automobile française, et l'IRT M2P de Metz. Enfin, après avoir testé avec efficacité la recherche et l'incubation de start-up dans différents pays, le Groupe a déployé en 2015 cette activité pour ses propres domaines de compétence ;
- les fournisseurs : Faurecia s'engage à fonder sa croissance sur des actes et des comportements socialement responsables dans ses activités et tous les pays où le Groupe est implanté. Dans cette perspective, Faurecia s'engage à établir des relations étroites et sur le long terme avec ses fournisseurs, fondées sur la croissance et le bénéfice mutuels. Faurecia considère que les principes de responsabilité sociale, environnementale et économique sont des critères essentiels pour l'attribution de marchés à ses fournisseurs. Faurecia communique ainsi avec ses fournisseurs et sous-traitants afin de les sensibiliser au développement durable. Dans ce contexte, la rubrique Fournisseurs du site internet de Faurecia comporte un chapitre exclusivement dédié aux informations et exigences de Faurecia en termes de respect des critères « RSE » de la part de ses partenaires actuels et potentiels ;
- les clients : Faurecia participe à tous les stades du processus de développement des équipements demandés par ses clients constructeurs automobiles, depuis la définition du cahier des charges du produit jusqu'au marketing initial ;
- les partenaires industriels ou commerciaux : Faurecia noue régulièrement de nouveaux partenariats ou renforce ses partenariats existants. Ainsi, Faurecia, et Dongfeng Hongtai, filiale détenue majoritairement par Dongfeng Motor Corporation, l'un des plus grands groupes automobiles de Chine, ont signé, le 27 mars 2015, un accord de partenariat global qui s'est traduit par la création de deux joint-ventures, Dongfeng Faurecia Automotive Interior Company et Dongfeng Faurecia Automotive Exterior Company qui fourniront Dongfeng et ses filiales automobiles en systèmes d'intérieur et d'extérieur. Par ailleurs, un accord avec Beijing WKW Automotive Parts Co. Ltd, l'un des leaders chinois de la fabrication de pièces de décoration intérieure et extérieure pour l'automobile a été signé, le 24 septembre 2015, en vue de la création d'une co-entreprise appelée Beijing WKW-FAD Automotive Interior Parts Co. Ltd ;

■ la communauté financière : une très large variété de documents publics, dont ceux au titre de l'information réglementée, accessibles sur le site Internet du Groupe www.faurecia.fr, couvre l'activité, la stratégie et l'information financière de l'entreprise. En 2015, la société Faurecia a organisé plus de

quatre cent cinquante réunions et rendez-vous individuels dans dix-huit pays qui ont permis de dialoguer directement avec près de mille investisseurs institutionnels et analystes financiers. Des présentations thématiques ont été organisées pour des analystes, des investisseurs et des gérants de portefeuille.

2.2. LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

2.2.1. L'intégration des enjeux environnementaux dans la conception de l'offre

Dès les phases de conception et à chaque étape du cycle de vie, les équipes du Groupe, y compris les équipes de Faurecia, sont mobilisées pour limiter autant que possible l'impact de l'automobile sur l'environnement (maîtrise des consommations, des émissions de CO₂, des polluants, utilisation raisonnée des ressources naturelles, meilleure recyclabilité, etc.). Outre la conformité de ses véhicules aux réglementations environnementales des différents marchés, ce travail d'écoconception vise à assurer au Groupe une avance en matière de mobilité durable.

Le Groupe consacre une part très importante de ses efforts de recherche aux clean technologies pour répondre aux 4 enjeux suivants :

- la lutte contre l'effet de serre et l'adaptation au changement climatique, via la réduction des émissions de CO₂ et de la consommation des véhicules ;
- la préservation de la qualité de l'air ;
- la limitation de l'impact des matériaux sur l'environnement, depuis l'extraction des matières premières jusqu'au recyclage des véhicules en fin de vie ;
- le développement de services de mobilité adaptés aux nouveaux modes d'utilisation de l'automobile.

L'ORGANISATION DU GROUPE POUR PRENDRE EN COMPTE LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES EN PHASE DE CONCEPTION DES PRODUITS ET SERVICES

G.20

Division Automobile (Dont PCA)

Au sein de la division Automobile, la Direction de la recherche et développement (DRD) siège au Comité exécutif. Elle conduit les travaux d'innovation technologique du Groupe avec 10 200 salariés en Europe auxquels viennent s'ajouter les équipes R&D de Chine et d'Amérique latine qui comptent respectivement près de 2 700 et 630 salariés, soit plus de 13 000 salariés mobilisés dans le monde. La DRD agit dans trois domaines principaux :

- les véhicules décarbonés : pour faire face aux défis environnementaux, à la raréfaction des ressources fossiles et aux évolutions des modes de vie ;
- le design, le concept et le style pour une qualité perçue irréprochable ;
- les services, en co-animant, avec les Directions marketing des marques Peugeot, Citroën et DS ainsi que la Business Unit Véhicules et Services Connectés, la réflexion prospective en matière de connectivité et de mobilité (la multi-modalité, l'intelligence embarquée).

La DRD pilote et réalise les actions d'écoconception, notamment les analyses de cycle de vie et le suivi des utilisations de matériaux verts ou issus du recyclage : les données nécessaires sont collectées auprès des métiers d'ingénierie et des fournisseurs pour chaque projet véhicule.

La Direction des programmes suit au fil du développement des projets véhicules la mise en œuvre des solutions choisies et en mesure l'efficacité : taux d'utilisation des matériaux verts, émissions de CO₂. Une entité dédiée est responsable de l'animation du programme CO₂ du Groupe. Elle assure le suivi et le reporting des performances CO₂ des véhicules développés par le Groupe.

Une entité spécifique est responsable du suivi de la politique VHU (véhicules hors d'usage) du Groupe.

LES MOYENS CONSACRÉS À LA PRÉVENTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET DES POLLUTIONS

G.22

Division Automobile

Les éléments relatifs à l'activité automobile (dont PCA) sont présentés dans le chapitre 4.5 du document de référence.

2.2.1.1. LUTTER CONTRE L'EFFET DE SERRE ET S'ADAPTER AUX CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

G.22 G.32

2.2.1.1.1. Les innovations technologiques au service de la prévention des risques climatiques

G.22 G.29 G.32

Pionnier environnemental et leader européen pour les émissions de CO₂ des véhicules particuliers en 2015, le Groupe poursuit le développement d'une offre de plus en plus sobre pour continuer à satisfaire à la fois les besoins croissants de mobilité individuelle (accès à l'emploi, l'éducation, la santé, etc.) et les exigences réglementaires, en s'appuyant sur un large éventail de solutions technologiques, articulées autour des grands axes suivants :

- l'optimisation des chaînes de traction thermiques (incluant une diffusion large des dispositifs Stop & Start) ;
- l'amélioration de l'efficacité énergétique globale des véhicules, notamment via l'optimisation des équipements et des éléments d'architecture du véhicule (pneumatiques, aérodynamique, masse, etc.) ;
- le déploiement des technologies d'hybridation avec plusieurs niveaux de puissance et de capacité des batteries afin de

répondre à la grande variété des usages et des budgets. Les technologies bi-mode ou hybride rechargeable représenteront une part importante du marché pour la décennie 2020-2030, tant pour les véhicules particuliers que pour les véhicules utilitaires ;

- le développement d'offres en véhicules électriques à destination des flottes et des clients particuliers, au fur et à mesure du développement de structures adaptées et de la baisse du coût des batteries.

Soucieux d'améliorer continuellement l'information de ses clients et de renforcer le lien de confiance, PSA a annoncé le 23 novembre 2015 un partenariat avec l'ONG Transport & Environnement et l'association France Nature Environnement pour mesurer les données de consommation en usage réel et les publier au printemps 2016. La procédure mesurera la consommation de ses principaux modèles à partir de tests réalisés sur des routes ouvertes à proximité de Paris (en zone urbaine, extra-urbaine et sur autoroute) dans des conditions de conduite réelles. Cette procédure sera intégrée au processus qualité du Groupe. Le procédé, la réalisation des essais et l'évaluation des résultats des tests seront audités et validés par le Bureau Veritas, un organisme indépendant reconnu au plan international.

Activités automobiles

Motorisations thermiques

Le Groupe met en œuvre les solutions technologiques les plus innovantes en matière d'architecture, d'alimentation, d'injection et de dépollution. Les leviers majeurs d'optimisation du rendement sont notamment :

- le *downsizing* (diminution de la cylindrée et du nombre de cylindres), parfois associé à la suralimentation, permettant de réduire la consommation, à prestations équivalentes ;
- l'augmentation du couple au détriment de la puissance maxi, permettant d'allonger les transmissions et de réduire la consommation ;
- la réduction des frottements mécaniques (huile, segmentation, pompe à huile, actionneurs, accessoires, perméabilité, etc.) ;
- l'optimisation de la technologie de combustion.

Réduction des consommations et des émissions des motorisations essence

En moins de 10 ans, PSA aura renouvelé la totalité de sa gamme de moteurs à essence, en ligne avec ses objectifs de réduction des émissions de CO₂ en Europe mais également sur d'autres marchés importants, dont la Chine et le Brésil.

Fin 2013, le Groupe a lancé le moteur EB Turbo PureTech, moteur trois cylindres essence de 1,2 litre qui associe des dimensions et un poids réduits à des prestations et des performances inédites à ce niveau de cylindrée. Ce nouveau moteur permet un niveau d'émissions de CO₂ réduit de 18 % par rapport aux moteurs 4 cylindres atmosphériques remplacés. Il a été récompensé en juin 2015 par le prix du moteur de l'année dans la catégorie des moteurs de cylindrée 1 à 1,4 litre, décerné par le 17^e jury de *The International Engine of the Year Awards* organisé par le magazine britannique *Engine Technology International*.

Ce moteur complète la famille modulaire de moteurs 3 cylindres essence PureTech (1 litre et 1,2 litre) à fort contenu technologique lancée par le Groupe en 2012, pour couvrir une large gamme de puissance de 50 à 100 kW et offrir des véhicules essence émettant moins de 100 g/km de CO₂ en version atmosphérique et moins de 110 g/km avec le moteur turbo.

Concernant les moteurs 4 cylindres essence, PSA commercialise depuis 2006 la gamme EP 1,4 litre et 1,6 litre, qui a été récompensée à huit reprises par le prix du moteur de l'année dans sa catégorie, décerné par le jury de *Engine Technology International*.

PSA a décidé, pour accompagner sa croissance hors Europe, de disposer au plus tôt sur ces marchés, de ces motorisations essence propres, sobres, performantes et à fort contenu technologique. Les marchés émergents sont en effet majoritairement des marchés de motorisations essence, et l'on assiste à une harmonisation accélérée avec l'Europe des réglementations, des incitations gouvernementales et des attentes consoméristes.

Ces nouveaux développements prennent en compte les attentes spécifiques des principaux marchés :

- des versions *flex-fuel* sont disponibles sur le marché brésilien ;
- le déploiement en Chine de ces nouvelles motorisations permettra de répondre aux ambitions de réduction des émissions de CO₂ des véhicules du Groupe sur ce marché.

Enfin, la voie de l'hybridation est résolument engagée, avec une offre de Stop & Start essence lancée en 2013, en cours de déploiement sur toutes les gammes de moteurs à essence, et qui sera suivie d'une offre hybride.

Réduction des consommations et des émissions des motorisations diesel

Dans un marché mondial où les motorisations thermiques resteront prédominantes à l'horizon 2020, PSA continue à développer sa technologie HDi, associée à un large déploiement de la technologie e-HDi (Stop & Start). Le Groupe a introduit fin 2013 une nouvelle ligne d'échappement appelée Blue HDi qui permet de réduire drastiquement les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) et d'améliorer encore davantage le niveau d'émissions de CO₂ (jusqu'à moins 4 % par rapport aux moteurs diesel remplacés). Pour ramener les émissions de NO_x des moteurs diesel au niveau des motorisations essence, le Groupe a conçu cette technologie unique qui respecte la réglementation Euro 6 tout en permettant de conserver les avantages inhérents aux motorisations diesel en termes d'émissions de CO₂ et de consommation.

Boîtes de vitesses

Le Groupe optimise en permanence ses chaînes de traction au travers de deux leviers.

Le premier est le rendement des boîtes de vitesses. Dans ce domaine, les prochaines étapes sont :

- une boîte de vitesses manuelle à 6 rapports de milieu de gamme (MB6) à l'horizon 2016-2017 ;
- une boîte de vitesses automatique à 8 rapports qui succédera à la génération AT6 III/AM6 III qui a déjà contribué à diminuer la consommation globale de la chaîne de traction de l'ordre de 15 % depuis fin 2013 (à l'horizon 2018-2020).

Ensuite, l'adaptation des groupes moto-propulseurs (i.e. les démultiplications, les stratégies de changement de rapport et la compatibilité Stop & Start) permet de bénéficier au mieux des progrès réalisés sur les moteurs et de fonctionner dans les conditions optimales de consommation.

Carburants alternatifs

Le Groupe développe des moteurs compatibles avec des biocarburants :

- **gaz naturel véhicule (GNV) :** le GNV, majoritairement constitué de méthane (CH₄) fait partie des énergies utilisées par les véhicules de PSA sur les marchés où les conditions locales sont favorables à son développement, comme en Argentine, en Chine et au Moyen-Orient. L'emploi du GNV contribue à réduire les émissions de CO₂ d'environ 20 % par rapport à un moteur essence classique, dans une approche du réservoir à la roue ;
- **éthanol et véhicules flex-fuel :** PSA a développé des véhicules basés sur la technologie *flex-fuel*, acceptant les mélanges d'essence et d'éthanol à des proportions variables : par exemple de 20 à 100 % d'éthanol au Brésil, premier marché du monde pour ce carburant et les véhicules *flex-fuel*. En 2015, une version *flex-fuel* du dernier moteur EP 1,6 litre lancé en

Europe a été proposée sur le marché brésilien. Les nouveaux véhicules équipés de ces motorisations bénéficient d'une double réduction de consommation (donc des émissions de CO₂) liée aux choix technologiques réalisés mais aussi à l'utilisation de bioéthanol renouvelable ;

■ **biodiesel** : tous les véhicules diesel du Groupe sont déjà compatibles avec le B10 (biodiesel en mélange jusqu'à 10 %), et avec le B30, sous réserve d'une qualité de carburant adéquate et d'un entretien du véhicule adapté. Le Groupe participe à diverses études sur le développement des biocarburants et est également présent au comité de pilotage de la plateforme technologique biocarburants européenne ;

■ **biocarburants avancés** : ils sont issus de la valorisation de la biomasse (l'ensemble de la plante, culture non alimentaire, déchets organiques), ou encore de l'utilisation de micro-algues. PSA s'implique dans leur mise au point en participant à des projets de recherche ou à des expérimentations. Par exemple, PSA est partenaire de l'Université Fédérale du Parana à Curitiba pour la production de biocarburants lipidiques à partir de micro-algues et a longtemps collaboré au projet français Shamash.

Une Chaire sur les biocarburants, a été créée fin 2012 par IFP School (Institut Français du Pétrole), la Fondation Tuck et PSA. D'une durée de 3 ans, elle s'articule autour d'activités d'enseignement et de recherche visant à développer les connaissances sur l'impact de l'utilisation des biocarburants dans l'automobile.

Le développement des biocarburants doit se faire dans le cadre d'une affectation raisonnée des sols.

Chaînes de traction électrifiées

Technologies Stop & Start et e-HDi

La technologie Stop & Start assure un arrêt automatique du moteur lors de l'immobilisation du véhicule et un redémarrage automatique instantané et sans bruit à la première sollicitation du conducteur, permettant jusqu'à 15 % de gain en CO₂ en ville. Compte tenu de ses caractéristiques et de son rapport coût-efficacité favorable, ce dispositif apporte une réponse pertinente à la problématique de circulation automobile en milieu urbain, qui concentre aujourd'hui 75 % de la population européenne.

Introduite par le Groupe en 2004, cette technologie est maintenant déployée sur la quasi-totalité des gammes Peugeot, Citroën et DS en Europe et à plus de 20 % en Chine.

Véhicules hybrides

La technologie hybride diesel du Groupe, baptisée HYbrid4, permet une vraie rupture en matière de consommation et d'émissions de CO₂ sur le marché européen avec un gain jusqu'à 30 % par rapport à un modèle diesel HDi de puissance équivalente, et des émissions de CO₂ inférieures à 100 g/km. Elle bénéficie de la faible consommation des diesel HDi sur route et autoroute et de l'intérêt de l'hybridation électrique en zone urbaine ou périurbaine. Elle y ajoute la possibilité d'un mode « traction intégrale » grâce au moteur électrique positionné sur le train arrière, et intègre également la technologie e-HDi et un filtre à particules.

En parallèle, le Groupe étudie les applications possibles des technologies susceptibles de réduire significativement les émissions de CO₂, comme le développement de solutions hybrides très économiques, qui permettra de proposer des véhicules à faibles émissions de CO₂ accessibles à la grande majorité des clients.

Véhicules hybrides rechargeables

Le Groupe développe une chaîne de traction hybride rechargeable couplée à un moteur essence pour soutenir sa croissance mondiale. Elle fera son apparition sur les SUV et berlines de gamme supérieure au-delà de 2018 et contribuera au respect des futures réglementations en matière d'émissions au niveau mondial.

Elle permettra d'atteindre des seuils d'émissions inférieurs à 50 g/km de CO₂, soit 2 l/100 km dans toutes les zones et un roulage en mode tout électrique de 50 km en milieu urbain et périurbain.

Véhicules électriques

Depuis 2010 le Groupe a vendu 18 700 véhicules électriques dans le monde, grâce à sa gamme qui couvre à la fois les VP et les VUL : Peugeot iOn et Partner, Citroën C-Zéro et Berlingo.

PSA a par ailleurs signé cette année un accord de coopération stratégique avec le groupe Bolloré qui concrétise un intérêt commun dans le domaine de la mobilité durable.

Le Groupe a installé sur son site industriel de Rennes un atelier de montage d'une capacité de 3 500 véhicules par an qui produit depuis septembre 2015 la Bluesummer, véhicule électrique conçu par Bolloré par ailleurs distribué par le réseau commercial Citroën. Le site produit également la Citroën E-MEHARI, cabriolet 4 places électrique commercialisé en France au printemps 2016. Ce véhicule est équipé d'une technologie de batteries lithium métal polymère issue de l'expertise du groupe Bolloré, lui permettant une autonomie de 200 kilomètres en cycle urbain.

L'accord avec le groupe Bolloré prévoit également une collaboration dans le domaine de l'auto-partage en Europe, puis au travers de la création d'une société commune destinée à développer cette activité dans le monde entier avec des véhicules électriques (particuliers et utilitaires) et des véhicules thermiques à faibles émissions.

Pour le plus long terme, le Groupe a décidé un programme de véhicules électriques développé avec Dongfeng Motor. Prévu à l'horizon 2020, il s'appuiera sur la plateforme CMP (Common Modular Platform) et concernera les segments B et C (véhicules de petite et moyenne taille).

Optimisation des équipements et de l'architecture du véhicule

Le Groupe agit sur tous les leviers techniques suivants, contribuant à la réduction des émissions de CO₂ :

Plateformes

Le Groupe a lancé fin 2013 une plateforme de nouvelle génération, « Efficient Modular Platform 2 » (EMP2), destinée à couvrir l'ensemble des silhouettes mondiales des segments C et D. EMP2 permet à la Peugeot 308 et la Citroën C4 Picasso d'être leaders de leur segment en Europe (82 g/km et 94 g/km avec le moteur 1,6 L BlueHDI 120).

En avril 2015, PSA a de plus annoncé le développement, en commun avec Dongfeng Motor, d'une plateforme mondiale pour les véhicules des segments B et C des marques Peugeot, Citroën, DS. Cette nouvelle plateforme, « Common Modular Platform » (CMP), nécessitera un investissement de 200 millions d'euros qui sera financé à 60 % par le Groupe et 40 % par Dongfeng Motor. CMP apportera des solutions performantes en termes de modularité et polyvalence, d'équipements et de réduction des émissions de CO₂.

Équipements

L'efficacité énergétique globale des véhicules repose également sur l'optimisation des équipements et des composants organiques : résistance au roulement des pneumatiques, pertes par frottements mécaniques (freins, roulements, paliers, etc.), gestion des consommateurs électriques (capteurs, actionneurs, moteurs), système de climatisation.

Aide à la conduite

En 2014, le Groupe a développé sur les Peugeot 208, 2008, 308, nouvelle 508 et Partner ainsi que les Citroën C4 Cactus, C4 Picasso et C5 un service permettant au client d'accéder aux statistiques de ses trajets au moyen d'une interface simple et intuitive. Link MyPeugeot et Link MyCitroën utilisent une connexion Bluetooth avec l'écran tactile du véhicule pour remonter les informations véhicule à la coupure du contact. Le client peut ainsi optimiser la consommation sur ses déplacements en les comparant entre eux.

Connect Packs, lancé en 2015 chez Peugeot, évalue le style de conduite du conducteur selon sept critères (accélérations, freinages, régime moteur, utilisation Stop & Start, vitesse moyenne, température moteur, pente) et le conseille en conséquence de façon personnalisée. Ce service sera étendu début 2016 aux marques Citroën et DS.

Le Groupe a par ailleurs plusieurs programmes à destination des flottes d'entreprises : Peugeot Green Connect, en partenariat avec Mobigreen, qui permet d'acquies les réflexes de l'éco-conduite via une formation en e-learning sur un site web dédié et une formation pratique à l'éco-conduite sur route, et le service Peugeot Connect Fleet qui permet aux entreprises de suivre dans un outil de gestion de parc en ligne les évolutions des consommations de carburant, des émissions de CO₂ et du kilométrage de chaque véhicule.

À l'ITS World Congress 2015 à Bordeaux, événement mondial présentant les dernières innovations dans le domaine des Systèmes de Transport Intelligents (STI), le Groupe a annoncé l'*eco-adaptive cruise control*, une fonction permettant au véhicule de réguler lui-même sa vitesse afin d'optimiser sa consommation de carburant et de réduire ses émissions de CO₂, en s'appuyant sur les informations fournies par le système de navigation, par les autres véhicules (Car2Car) ou l'infrastructure (Car2I) et par des capteurs d'environnement (caméras, radars).

Masse

Déjà placé en position de leader en termes de masse moyenne de ses véhicules, le Groupe poursuit sa démarche vertueuse d'allègement de ses véhicules, levier majeur de réduction de l'empreinte environnementale : optimisation de l'architecture des véhicules, matériaux à moindre densité (notamment en remplaçant l'acier par de l'aluminium, des matériaux composites

ou thermoplastiques), techniques d'assemblage innovantes (emboutissage à chaud, soudure laser) contribuent à l'allègement de la caisse tout en permettant une meilleure résistance aux chocs.

Ainsi, la masse de la Peugeot 208 lancée en 2012 est inférieure de 110 kg à celle de la Peugeot 207, celle des Peugeot 308 et Citroën C4 Picasso lancées en 2013 est inférieure de 140 kg par rapport aux modèles remplacés, enfin la masse de la Citroën C4 Cactus lancée en 2014 est inférieure de 200 kg par rapport à une Citroën C4.

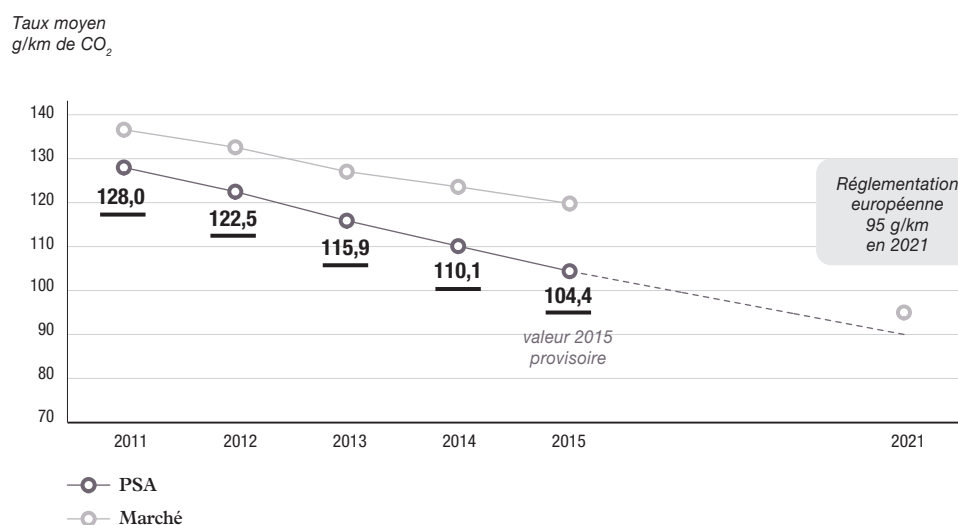
2.2.1.1.2. Performance CO₂ des véhicules vendus par le Groupe G.31

En Europe, après avoir commercialisé plus de 43 % de véhicules émettant moins de 100 g/km de CO₂ en 2015, le Groupe poursuit ses efforts avec comme objectif la baisse de 30 % du niveau moyen des émissions de ses véhicules commercialisés dans le monde entre 2012 et 2025.

Pour consolider sa position de leader environnemental, la stratégie de PSA vise à proposer systématiquement :

- des offres parmi les trois meilleures en CO₂ pour les modèles à fort volume de ventes dans les principaux segments du marché ;
- des véhicules présentant des consommations en rupture, mais conservant un niveau élevé d'équipements et de prestations.

La trajectoire CO₂ du Groupe (VP en Europe 22)



Le Groupe place certains de ses modèles à la première place de leur segment en Europe en matière d'émissions de CO₂ :

LES MODÈLES PSA LEADERS EN ÉMISSIONS DE CO₂

BEST IN CLASS CO ₂		Essence	Diesel	Hybrides
B berlines			Peugeot 208 1,6 L BlueHDi 100 : 79 g/km Citroën C3 BlueHDi 100 : 79 g/km DS 3 BlueHDi 100 : 79 g/km	
B-CUV		Citroën C4 Cactus PureTech 82 : 98 g/km Peugeot 2008 1,2 L PureTech : 99 g/km	Citroën C4 Cactus BlueHDi 100 : 82 g/km	
C berlines		Peugeot 308 1,2 L PureTech 110 : 95 g/km	Peugeot 308 1,6 L BlueHDi 120 : 82 g/km	
C-SUV			Citroën C4 Picasso BlueHDi 120 : 94 g/km	Peugeot 3008 HYbrid4 : 90 g/km

2.2.1.2. PRÉSERVER LA QUALITÉ DE L'AIR

G.22 G.24 G.41

Le Groupe avait identifié le besoin de traiter la pollution des particules dès la fin des années 1990, et a introduit sur le marché la nouvelle génération de moteurs diesel HDi qui ont réduit les particules de 60 % par rapport à la génération précédente (soit 100 mg/km sur les nouveaux moteurs HDi/250 mg/km sur les versions précédentes). Le Groupe a ensuite équipé cette nouvelle motorisation d'une technologie de filtration à très haute performance, le filtre à particules (FAP) qu'il a commercialisé dès 2000, en anticipant de plus de 9 ans la réglementation Euro 5 qui l'a rendu obligatoire à partir de septembre 2009.

Le Groupe déploie une politique d'investissements en R&D pour le maintien de la qualité de l'air et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces **investissements massifs** (621 millions d'euros pour le développement des chaînes de traction en 2015) lui ont permis de mettre au point une **solution unique** qui réduit à la fois les consommations de carburant et les émissions de CO₂, de NO_x et de particules des moteurs diesel. Les véhicules PEUGEOT, CITROËN et DS sont donc les seuls qui bénéficient de cette technologie.

Cette approche s'inscrit en synergie avec la prévention des risques climatiques décrite au paragraphe 2.2.1.1.1.

2.2.1.2.1. Élimination des émissions de particules avec le filtre à particules

Un moteur diesel équipé d'un filtre à particules émet moins de particules qu'un moteur essence à injection directe de dernière génération, avec des niveaux d'émissions de particules très sensiblement inférieurs aux seuils exigés par la réglementation en vigueur (20 fois inférieur en masse, jusqu'à 100 fois en nombre).

Le déploiement des technologies se poursuit et se renforce avec l'introduction de la réglementation Euro 6.

La seconde étape Euro 6 (Euro 6d-TEMP) sera caractérisée par une sévérisation de la limite en nombre de particules des véhicules essence injection directe (même limite qu'en diesel) et par une réduction des émissions en conditions réelles de roulage sur route (nouvelle contrainte à respecter appelée *Real Driving Emissions* ou « RDE »).

Sur l'ensemble de ses marchés mondiaux, les véhicules commercialisés par le Groupe respectent au minimum la réglementation en vigueur dans le pays de vente, et bénéficient des avancées techniques développées pour l'Europe.

Le filtre à particules équipe toutes les gammes diesel du Groupe depuis 2010 – il est obligatoire sur tous véhicules commercialisés depuis l'entrée en vigueur de l'étape réglementaire Euro 5 tout type (janvier 2011).

Précurseur dans ce domaine, le Groupe a vendu au cumul 10,1 millions de véhicules diesel équipés de FAP à fin 2015.

En 2015, les véhicules équipés de FAP ont représenté 91 % des véhicules diesel vendus par le Groupe dans le monde, contre 85 % en 2014 et 37 % en 2009.

Pour respecter la seconde étape Euro 6, en complément de l'optimisation des systèmes d'injection, le Groupe étudie une solution de filtre à particules (GPF *Gasoline Particulate Filter*) sans additif pour réduire les émissions de particules en nombre des véhicules essence à injection directe. Cette solution filtre toutes les granulométries de particules (fines et ultrafines), quelles que soient les conditions de roulage.

2.2.1.2.2. Réduction des émissions de NO_x avec la SCR (Selective Catalytic Reduction)

Cette technologie de post-traitement permet de réduire notablement les niveaux d'émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par introduction d'un réducteur dans la ligne d'échappement en amont d'un catalyseur spécifique.

Intégrée dans une nouvelle architecture de dépollution en amont du filtre à particules, cette technologie permet l'optimisation du moteur diesel en consommation et émissions de CO₂.

En prévision de la seconde étape Euro 6, le Groupe a décidé de déployer dès la première étape Euro 6 (Euro 6b) sur l'ensemble de sa gamme diesel la technologie SCR (*Selective Catalytic Reduction*) pour accroître la performance en matière de réduction des émissions de NO_x, identifiée par le label « Blue HDi » qui allie le FAP et la technologie SCR.

Ce choix résulte de la prise en compte très en amont de l'arrivée obligatoire de l'homologation RDE à l'horizon de la seconde étape Euro 6 et illustre la volonté du Groupe de réduire en conditions réelles de roulage les émissions de polluants de ses véhicules tout en conservant une consommation de carburant ainsi que des émissions de CO₂ au meilleur niveau. Cela implique cependant la mise en place aux niveaux français et européen d'un réseau de distribution dense d'urée (AdBlue®) réducteur utilisé pour transformer les NO_x en azote.

Lancée en novembre 2013 sur la Peugeot 508 et la Citroën C4 Picasso sur le moteur DW 2,0 litres, la technologie Blue HDi a été étendue au moteur DV 1,6 litre en 2014 pour se déployer ainsi sur l'ensemble des gammes Peugeot, Citroën et DS et représenter ainsi 51 % des véhicules diesel équipés de FAP en 2015 avec presque 758 000 véhicules vendus dans le monde à fin 2015.

Le Groupe continue d'optimiser ses technologies, non seulement pour en réduire le coût à performance égale mais également pour les doter de nouvelles fonctionnalités – comme l'imprégnation du filtre par un catalyseur SCR – et ainsi réduire les NO_x et éliminer les particules dans un même système de dépollution appelé aussi brique de dépollution. Il s'agit d'intégrer la SCR sur le filtre à particules (système SCRF *Selective Catalytic Reduction on Filter*).

2.2.1.3. LIMITER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES MATÉRIAUX ET GÉRER LA FIN DE VIE : LA GESTION DURABLE DES MATIÈRES À CHAQUE ÉTAPE DU CYCLE DE VIE**2.2.1.3.1. Les mesures prises par le Groupe pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des matériaux****Démarche volontariste d'utilisation des « matériaux verts »**

G.28

PSA a pris comme engagement d'intégrer en moyenne un taux de 30 % de matériaux recyclés et d'origine naturelle sur les véhicules du Groupe. L'intégration de matières recyclées porte sur l'ensemble des matériaux constitutifs des véhicules. Même si les métaux font partie des familles de matières fortement recyclées, la cible est de favoriser le recyclage de ces métaux dans des produits automobiles.

De plus, le Groupe poursuit ses efforts de recherche sur les polymères recyclés (éléments non métalliques et non minéraux), les polymères représentant en moyenne 20 % de la masse totale d'un

véhicule. En effet, la majeure partie des autres matériaux (métaux, fluides, etc.) est déjà recyclable et largement recyclée.

Le Groupe classe sous l'appellation « matériaux verts » trois familles de matériaux : les matières recyclées, les matériaux d'origine naturelle (bois, fibres végétales, etc.), et les matériaux bio-sourcés (polymères non issus de la filière pétrochimique mais de ressources renouvelables). Leur emploi présente plusieurs avantages : il permet de réduire l'utilisation des matières d'origine fossile ou minière, et favorise le développement des filières de recyclage, en élargissant leurs débouchés.

Une application large des matériaux verts nécessite la mise en place de filières d'approvisionnement solides, voire des recherches sur de nouveaux matériaux. Pour atteindre ses objectifs, le Groupe mène un travail de sélection et de validation des matériaux présentant le meilleur compromis technico-économique, afin de constituer un portefeuille de solutions à disposition des projets de véhicules.

PSA s'implique dans de nombreux partenariats scientifiques visant à dynamiser la filière des biomatériaux et à développer leurs applications dans l'automobile :

- PSA participe au projet FINATHER qui vise à développer des matériaux composites thermodurcissables innovants à faible impact environnemental pour les secteurs des transports automobile et ferroviaire. L'innovation consiste à substituer largement les composés d'origine pétrochimique ou organique par des composés bio-sourcés, renouvelables ; cette voie, permet également l'allègement des véhicules. Ainsi, pour les matériaux étudiés, les résines pétrochimiques classiques sont substituées par des résines issues d'huile de lin et les fibres de verre, par des fibres de lin et de chanvre ;
- à travers l'Association Régionale de l'Industrie Automobile d'Île-de-France, PSA est partenaire du projet BIOMass for the futur/Miscanthus aux côtés de l'INRA (Institut National pour la Recherche Agronomique).

L'utilisation de matériaux verts est dorénavant intégrée dans les référentiels de conception des ingénieries.

Déploiement des matériaux recyclés et d'origine naturelle sur les véhicules

- La nouvelle Citroën C4 Cactus comporte en moyenne 30 % de matières recyclées et naturelles au global véhicule. Environ 40 pièces en polymères intègrent des matières recyclées et des matières d'origine naturelle.
- La nouvelle Peugeot 308 comporte en moyenne 30 % de matières recyclées et naturelles au global véhicule. Environ 70 pièces en polymères intègrent des matières recyclées et des matières d'origine naturelle.

Parmi les applications remarquables sur 308, on peut citer les garnitures de panneaux de portes en polypropylène chargé fibres naturelles. Une analyse de cycle de vie (ACV) sur ces garnitures, réalisée en partenariat entre PSA et Faurecia, a montré que l'utilisation de polypropylène chargé de fibres naturelles permet de réduire d'environ 20 % les impacts environnementaux par rapport à une même pièce en polypropylène chargé de talc, et ceci sur tous les indicateurs environnementaux suivis dans l'ACV.

En moyenne, sur les véhicules commercialisés en 2015, le taux d'intégration moyen de matériaux verts au global véhicules était supérieur à 30 % (moyenne pondérée sur les volumes de ventes véhicules 2015 Europe).

La diminution des substances dangereuses G.24 G.41

Les exigences réglementaires en lien avec l'utilisation de substances dangereuses sont prises en compte dans toutes les phases de la

vie des véhicules du Groupe (conception, fabrication, utilisation, fin de vie) en collaboration étroite avec les fournisseurs. La prise en compte de ces exigences s'articule autour de deux sujets majeurs :

- **l'élimination des quatre métaux lourds (plomb, mercure, cadmium et chrome hexavalent)** réglementés dans la Directive 2000/53/CE relative au traitement des véhicules en fin de vie. Depuis 2002, le Groupe demande à ses fournisseurs pour toute pièce livrée, un certificat de conformité et depuis 2004, ces informations sont collectées auprès des fournisseurs au travers de l'outil MACSI (*Material Composition System Information*). Par exemple : le Chrome VI utilisé dans les revêtements anticorrosion de nombreuses pièces métalliques a été substitué et le Plomb utilisé dans les masselottes d'équilibrage des roues, a été remplacé par des masses en zamak ;
- **le respect de la réglementation REACH.** En tant qu'acteur final de la chaîne, le Groupe a mis en place une organisation et un système de communication pour suivre et assurer la bonne prise en compte des exigences du règlement REACH par ses partenaires et fournisseurs. Le Groupe s'appuie pour cela sur le guide de recommandations pour la mise en œuvre de REACH du secteur automobile (*Automotive Industry Guideline*). Par ailleurs, le Groupe s'est fixé comme objectif de limiter autant que possible l'utilisation de substances issues de la « liste candidate » de REACH et d'anticiper les interdictions des annexes XIV et XVII en agissant notamment le plus en amont possible dès la phase de recherche et innovation sur les nouveaux matériaux. Par exemple le DEHP (Diéthyl Hexyl Phtalate), utilisé comme plastifiant dans les gaines en PVC des faisceaux électrique, a été substitué.

Les autres réglementations en lien avec des substances chimiques (réglementation sur les polluants organiques persistants, biocides, etc.) ayant un impact sur la conception et/ou la fabrication des pièces sont également prises en compte.

Au-delà du suivi des exigences réglementaires et dans l'objectif de garantir le meilleur niveau de santé et de sécurité de ses clients, le Groupe a pris volontairement des dispositions techniques telles que la filtration de l'air entrant dans l'habitacle et la limitation des composés organiques volatils dans le choix des matériaux utilisés. De même, les composés chimiques connus pour leur caractère allergisant éventuel, font l'objet d'une surveillance particulière au sein du Groupe.

Par ailleurs, il est demandé aux fournisseurs de déclarer via l'outil MACSI l'utilisation de nanomatériaux dans les pièces et matières constitutives des véhicules. Cette exigence est du reste mise en œuvre le plus en amont possible puisqu'elle fait partie du processus d'évaluation environnementale des innovations. Ainsi, pour toutes les innovations, il est demandé aux fournisseurs la déclaration de l'utilisation de nanomatériaux et une analyse de risque associée menée conjointement avec PSA.

2.2.1.3.2. Écoconception et analyse du cycle de vie

G.22 G.24 G.25 G.26 G.32

Assurer au Groupe une avance en matière de mobilité durable et de nouveaux matériaux

Basé sur ce principe, le Groupe réalise des analyses de cycle de vie, conformément au cadre défini dans les normes ISO 14040/044, sur ses véhicules et composants. L'objectif de ces études est d'analyser les bilans environnementaux multicritères des véhicules, et de valider des choix de conception pièce ou matière. La totalité du cycle de vie du produit est pris en compte depuis l'extraction des matières premières, en passant par la fabrication, et l'utilisation, jusqu'à la fin de vie.

Le Groupe s'est fixé comme objectif de réaliser des analyses de cycle de vie pour chaque nouvelle famille de véhicule. De plus, pour chaque changement technologique majeur ou innovation stratégique, une étude est réalisée, en collaboration avec des fournisseurs, afin d'apprécier les évolutions des impacts environnementaux de ces modifications (changement de matière première, intégration de matière naturelle/recyclée, innovation stratégique ou fonctionnelle, etc.). De ce fait, en 2015, les analyses de cycle de vie couvraient 44,5 % de la flotte totale vendue. La méthodologie employée pour réaliser les ACV véhicules a été certifiée lors d'une revue critique par Bio By Deloitte, cabinet d'expertise en analyses de cycle de vie.

Les impacts environnementaux sont pris en compte dans le processus d'innovation et une évaluation complète est réalisée pour chaque innovation dimensionnante. L'objectif est de s'assurer que les impacts environnementaux du nouveau véhicule sont inférieurs à la précédente génération. Ces résultats ont été notamment vérifiés sur :

- la Citroën C4 cactus Euro 6 équipée du système de dépollution AdBlue®, en comparaison de la C4 berline ;
- la nouvelle Peugeot 308 dans les versions essence et diesel Euro 6 en comparaison des versions précédentes de Peugeot 308.

En 2016, le Groupe prévoit de réaliser l'analyse de cycle de vie des nouveaux véhicules utilitaires remplaçant de Expert/Jumpy et de la remplaçante des Peugeot 3008 et 5008 et poursuivra des analyses sur des pièces composites utilisées pour l'allègement des véhicules.

Suivi de l'empreinte carbone d'un véhicule

PSA a engagé une démarche permettant de calculer le bilan d'équivalent CO₂ global de ses activités en Europe. Ce calcul prend en compte l'ensemble des activités de PSA émettrices de gaz à effet de serre (principalement le CO₂), sur l'ensemble du cycle de vie du produit automobile.

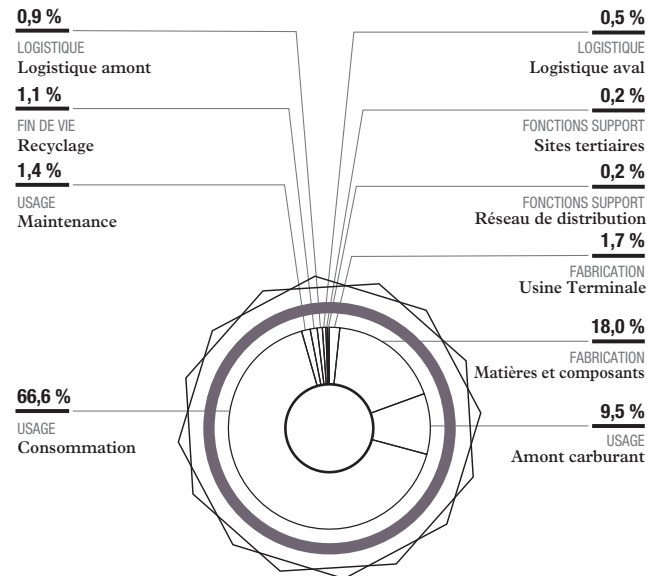
Ainsi, ce bilan prend en compte, sur une année d'activité, les émissions :

- de la fabrication des matières et des composants des véhicules produits : l'ensemble des matières constitutives des véhicules produits en 2014 ont été prises en compte, depuis leur extraction jusqu'à leur mise en forme et assemblage sur le véhicule, à partir des bases de données d'analyses de cycle de vie ;
- des usines de fabrication du Groupe, que ce soit les usines terminales ou les usines de mécanique ;
- des activités tertiaires, dont les sites de développement : ces informations sont issues des bilans GES (Gaz à Effet de Serre) réalisés sur toutes les usines et sites tertiaires du Groupe (Bilan GES de référence 2014) ;
- de l'extraction et de la fabrication du carburant nécessaire à l'usage des véhicules produits ;
- de la phase d'usage des véhicules produits : l'usage des véhicules produits sur l'année 2014 a été pris en compte selon l'unité fonctionnelle [utilisation sur une durée de 10 ans avec 150 000 km parcourus]. Cette hypothèse nous permet d'évaluer la quantité de carburant consommé. L'impact de la fabrication de ces carburants est pris en compte à partir des bases de données d'analyse de cycle de vie. De même, les données d'émissions de CO₂ de chaque véhicule produit ont été prises en compte ;
- de la fin de vie des véhicules qui a été modélisée sur la base de la filière de traitement actuelle permettant l'évaluation des émissions de CO₂ pour les véhicules traités.

La méthode a été vérifiée et validée par Eco Act, cabinet expert en analyse environnementale et particulièrement en diagnostic de gaz à effet de serre.

Répartition de l'empreinte carbone globale des véhicules produits sur une année par le Groupe

En milliers de t éq. CO₂



Le total des émissions de CO₂ équivalents des véhicules produits sur une année par le Groupe s'élève à 33,2 millions de tonnes. La phase d'usage du véhicule représente près de 80 % des émissions de CO₂ équivalent de l'empreinte carbone globale véhicule. C'est pourquoi PSA consacre des efforts de recherche et développement importants sur les enjeux de consommation et d'allègement des véhicules (cf. chapitre 2.1).

L'écoconception pour un meilleur recyclage G.25

Les actions du Groupe en ce domaine s'inscrivent dans le cadre de la Directive européenne 2000/53/CE du 18 septembre 2000, relative aux véhicules hors d'usage (VHU) qui fixe des exigences de conception des véhicules ainsi que des exigences opérationnelles de traitement du véhicule en fin de vie. Elle établit notamment trois types de valorisation des véhicules en fin de vie : le réemploi des pièces, le recyclage des matières et la valorisation énergétique. Elle a imposé un taux de valorisation globale de 85 % en masse véhicule (dont 80 % minimum de réemploi et recyclage) jusqu'en 2015, puis ce taux est passé à 95 % (dont 85 % minimum de réemploi et recyclage).

Afin de répondre à ces obligations, le Groupe PSA s'est organisé en réseau. Cette organisation très transversale réunit l'ensemble des compétences pour traiter les processus amont et aval. Le pilotage de l'activité est scindé en deux pôles : d'une part l'amont qui répond aux enjeux d'écoconception et l'aval qui traite du suivi de la collecte et du traitement des véhicules hors d'usage. Ces sujets sont menés en étroite collaboration avec nos partenaires tels que les fournisseurs, les opérateurs de recyclage ou les associations de constructeurs.

Les mesures de prévention : l'engagement en faveur de la recyclabilité

En amont, les impacts du recyclage en fin de vie des véhicules sont pris en compte dès l'étape de conception. Les moyens utilisés par le Groupe pour garantir un recyclage élevé comprennent :

- l'utilisation de matériaux connus pour leur aptitude au recyclage ;
- la réduction de la diversité des matières plastiques dans les véhicules afin de faciliter le tri post-broyage et d'optimiser le fonctionnement et la rentabilité des filières de récupération spécifiques ;

- **l'utilisation d'une seule famille de plastique par grande fonction** afin de pouvoir recycler l'intégralité d'un sous-ensemble, sans démontage préalable des différentes pièces ;
- **le marquage normalisé des pièces plastiques** afin de pouvoir en assurer l'identification, le tri et la traçabilité ;
- **l'introduction de matériaux verts**, notamment de matériaux recyclés, dans la conception véhicule qui permet l'émergence ou le développement de débouchés pour certaines matières ;
- **la prise en compte du recyclage très en amont du véhicule**, dès les phases d'innovation, notamment pour de nouveaux matériaux ou pièces véhicules. Le Groupe s'engage dans des projets de recherche et développement avec des partenaires de la filière automobile de la filière de recyclage ;
- **la prise en compte dès la conception des exigences de dépollution des véhicules**. La dépollution, ou prétraitement, est la première étape obligatoire de traitement des véhicules hors d'usage. Elle consiste à vidanger tous les fluides contenus dans le véhicule, à neutraliser les fonctions pyrotechniques, et à démonter les pièces jugées polluantes pour l'environnement. L'objectif de cette étape est d'éviter tout transfert de pollution lors du traitement du véhicule en fin de vie. Au travers du consortium IDIS (International Dismantling Information System), le Groupe tient à disposition des opérateurs de recyclage les notices de démontage des véhicules des marques du Groupe.

Le 09/12/14, le Groupe a obtenu le renouvellement, pour une durée de trois ans, du certificat de l'UTAC attestant de sa capacité à mettre en place les process nécessaires pour répondre à l'exigence de recyclabilité/valorisation à 95 % (en masse du véhicule) dont 85 % en réemploi ou recyclage matière : tous les véhicules Peugeot, Citroën et DS sont aujourd'hui homologués pour répondre à cette exigence.

La gestion des produits en fin de vie : le recyclage et la valorisation

Le recyclage des véhicules hors d'usage (VHU)

En aval, et depuis plus de 20 ans, le Groupe participe à la mise en place de la collecte et du traitement des VHU issus de ses réseaux commerciaux par le biais de partenariats avec des opérateurs (démolisseurs et broyeurs). Les démolisseurs sont en charge de la dépollution et du démontage partiel ou total du véhicule en fin de vie, les broyeurs en extraient ensuite, après traitement, les principales matières pour revente sur les différents marchés internationaux (ferraille, aluminium, cuivre, etc.).

Au-delà des seuls métaux et plastiques, PSA a pour ambition de valoriser une gamme plus étendue de matières. Deux filières s'en trouvent ainsi alimentées :

- la filière valorisation matières ;
- la filière valorisation énergétique.

En France, le Groupe s'appuie sur des partenariats industriels performants techniquement et économiquement. Ils assurent une traçabilité totale des VHU et garantissent l'atteinte du taux de valorisation globale.

Ces partenaires industriels travaillent eux-mêmes avec des réseaux de démolisseurs agréés performants (503 Centres VHU à fin 2015), assurant la collecte des véhicules en fin de vie, la désimmatriculation, la dépollution et le démontage pour revente de certaines pièces (réutilisation).

- Entre 2009 et 2105, cette stratégie a permis d'assurer **la collecte et le traitement de plus de 792 500 VHU**, issus des points de vente des réseaux des marques Peugeot et Citroën.

La performance effective du Groupe en France en matière de valorisation globale des VHU collectés dans son réseau est

conforme à la réglementation européenne et supérieure à la moyenne nationale :

performance du Groupe en 2013 = 92,7 % dont **85,4 %** de réutilisation/recyclage ⁽¹⁾.

Pour rappel, les dernières données ADEME au plan national font état pour 2013 d'une performance globale en réutilisation, recyclage et valorisation de 89,3 % (dont 85,2 % de recyclage et de réutilisation).

Sur les marchés européens, le Groupe participe à la mise en œuvre des plans d'actions définis au sein de l'ACEA (association des constructeurs européens d'automobiles). À titre d'exemples en 2015, une structure pour le suivi opérationnel du recyclage des VHU a été créée en Irlande, une coopération avec les autorités nationales a été mise en place pour enrayer la baisse du volume des VHU traités par les filières légales en Espagne et au Portugal. Par ailleurs, PSA suit l'ensemble des contrats pour le traitement des véhicules hors d'usage, signés entre ses filiales et les opérateurs locaux, sur différents critères dont l'atteinte des taux de recyclage et de valorisation.

En Chine, le Groupe apporte sa contribution au débat public en fournissant aux législateurs les éléments de compréhension dans le cadre d'une réglementation à venir sur les produits automobiles en fin de vie.

Le recyclage des batteries

Conformément à la Directive 2006/66/CE, le Groupe a mis en œuvre les modalités de collecte et de traitement des batteries de ses véhicules hybrides et électriques commercialisés en Europe. Les technologies de batteries pour véhicules électriques et hybrides nécessitent un traitement par procédés spécifiques.

Pour l'ensemble du marché européen, PSA a contractualisé avec un partenaire unique et performant, dont les taux de recyclage sont supérieurs aux seuils réglementaires de 50 %. Cet accord concerne l'ensemble des réseaux commerciaux et sites industriels du Groupe, pour toutes les technologies de batteries de traction et cela sur toutes les zones de commercialisation en Europe.

L'inscription dans l'économie circulaire

Le Groupe s'inscrit dans l'économie circulaire : le recyclage des pneumatiques ainsi que le réemploi et la rénovation des pièces illustrent cet engagement, décrit plus largement dans le chapitre 2.4.2.3 du rapport RSE 2015.

2.2.1.4. LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE MOBILITÉ ET DE L'INTELLIGENCE EMBARQUÉE G.32 G.41

2.2.1.4.1. L'offre mobilité

Une structure au sein du Groupe est en charge de l'offre Mobilité : la Business Unit « Véhicules et Services Connectés & Mobilité ». Dans un contexte de congestion croissante des villes, s'observe un changement de comportement du consommateur qui renonce de plus à plus à la propriété au profit de l'usage. L'automobile n'échappe pas à cette tendance de fond et elle tend à être moins perçue comme un bien d'équipement que comme un objet de mobilité, en particulier par les nouvelles générations.

PSA témoigne de sa responsabilité sociétale en développant un bouquet d'offres de mobilité répondant aux évolutions des attentes des parties prenantes : les consommateurs mais aussi les territoires.

Fort de la performance environnementale de ses produits, issue de la mise en œuvre de ses technologies de pointe pour les motorisations thermiques, électriques et hybrides, le Groupe apporte des réponses efficaces et grand public pour tous les types de mobilité grâce à

(1) L'ADEME n'ayant pas publié fin 2015 les déclarations officielles des opérateurs VHU en France, le Groupe n'est pas encore en mesure de déterminer sa performance pour 2014.

une gamme produits allant du deux roues au VUL (Véhicule Utilitaire Léger). PSA est ainsi un acteur majeur de ces nouvelles mobilités en étant déjà présent sur les segments suivants :

- l'auto-partage urbain via son récent partenariat stratégique avec le groupe Bolloré, et toujours via Citroën Multicity Berlin ;
- l'auto-partage en entreprise avec l'offre Share Your Fleet ;
- la Location Courte Durée et le VTC (voiture de tourisme avec chauffeur) avec Mu by PEUGEOT/PEUGEOTRENT.

Proposer des expériences attrayantes, personnalisées et pertinentes pour satisfaire les exigences sans cesse renouvelées des consommateurs est un des engagements du Groupe.

Ces offres représentent un parc de plus de 5 931 véhicules en Europe au 31/12/2015.

L'autopartage urbain

Des Citroën en auto-partage à Lyon et à Bordeaux dès 2016

Au-delà de la fabrication et de la commercialisation du véhicule électrique Blue Summer, le partenariat avec Bolloré permet une alliance stratégique ouvrant à de larges opportunités dans le domaine des services de mobilité.

Le groupe Bolloré est en effet un des leaders mondiaux de l'auto-partage. Son service Autolib recense aujourd'hui 189 000 abonnés, 2 900 Bluecar, 900 stations, 4 700 bornes de chargement à Paris et dans 66 villes de proche et grande banlieue parisienne. Le service est aussi présent dans les villes de Lyon, Bordeaux et Indianapolis... Citroën, dans le cadre de ce partenariat, renforce sa présence sur le marché de l'auto-partage urbain en déployant ses véhicules électriques C-Zéro à Bordeaux et Lyon dès 2016.

Citroën Multicity Berlin

Première expérience dans le domaine de l'auto-partage urbain pour le groupe PSA, Citroën Multicity à Berlin est un service équivalent à Autolib' pour les Parisiens. C'est en effet le premier opérateur 100 % électrique de la capitale allemande.

Proposé depuis 2012 en Allemagne en partenariat avec la Deutsche Bahn (l'entreprise ferroviaire publique allemande), ce système composé d'une flotte de 250 véhicules fonctionne par abonnement. Les utilisateurs s'abonnent et réservent leur véhicule sur l'application Smartphone ou par Internet. La location est très flexible puisqu'elle est facturée à la minute à des prix très attractifs.

<https://www.multicity-carsharing.de/>

L'autopartage d'entreprise : Share Your Fleet

Ce service qui s'adresse principalement aux moyennes et grandes flottes d'entreprises permet aux salariés de réserver leurs véhicules *on-line* sur une plateforme électronique simple et conviviale, et d'y accéder sans clé grâce à un système d'ouverture avec badge RFID. La technologie *Radio Frequency Identification* permet d'identifier une personne porteuse d'un badge par contact rapproché avec un lecteur (ex : badges d'accès à des locaux d'entreprise).

Share Your Fleet inclut tous les services d'un contrat type Location Longue Durée (maintenance, assurance etc.), une assistance en ligne, et une technologie d'autopartage installée dans les véhicules faisant partie de leur garantie.

Cette solution permet aux sociétés :

- d'abaisser les coûts de la mobilité jusqu'à 30 % grâce à l'utilisation optimisée des véhicules, à la réduction des frais de taxi/transports publics et à des recettes supplémentaires générées par l'utilisation des véhicules à titre privé : dans ce dernier cas, les salariés de l'entreprise peuvent utiliser les véhicules de la Société pour un week-end par exemple, en payant le prix de la location ;
- de procurer un service motivant aux salariés : accès aux véhicules 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, utilisation très flexible (réservation jusqu'à 15 minutes avant le départ).

La flotte *Share Your Fleet* interne a augmenté de 20 à 30 véhicules en 2015.

Share Your Fleet est disponible pour une large gamme de véhicules qui inclut citadines, berlines, SUV, VU et véhicules électriques.

<http://www.share-your-fleet.com/>

La location courte durée : Mu by PEUGEOT/PEUGEOTRENT

Peugeot propose depuis 2010 une offre de Location Courte Durée appelée Mu by PEUGEOT/PEUGEOTRENT. Lancée en France, en Allemagne, en Angleterre et en Espagne, Mu by PEUGEOT/PEUGEOTRENT dispose d'un parc de 5 651 véhicules au 31/12/2015.

Ce service répond à plusieurs types de besoins, pour les professionnels et les particuliers :

- Location Courte Durée classique d'une large gamme de véhicules pour des besoins ponctuels, de la petite citadine pour un déplacement en ville au Véhicule Utilitaire pour un déménagement ;
- location permettant de disposer d'un moyen de mobilité lorsque le véhicule habituel est immobilisé pour maintenance ;
- essai d'un véhicule sur une longue durée.

Mu by PEUGEOT/PEUGEOTRENT garantit au client de disposer du modèle de véhicule réservé, contrairement aux offres de location plus traditionnelle.

Enfin, le service Mu by PEUGEOT/PEUGEOTRENT permet de réserver une Peugeot 508 avec chauffeur via un partenaire, LeCab.

<https://fr-peugeotrent.peugeot.com/accueil.html>

2.2.1.4.2. L'offre de services connectés

Les services proposés par le Groupe dans le domaine de l'intelligence embarquée visent une mobilité plus efficace, plus respectueuse de l'environnement et de la sécurité des personnes.

Alors que la réglementation européenne n'imposera l'appel d'urgence qu'en 2018, PSA est leader depuis 2003 des ventes de services d'urgence et d'assistance et propose depuis 2010 un équipement dédié aux services connectés télématiques : la Connect Box.

Peugeot, Citroën et DS Connect

Chacune des marques du Groupe offre un ensemble de services nommés Peugeot Connect, Citroën Connect et DS Connect. Ces services sont dédiés à l'info-divertissement du conducteur, la sécurité, la maintenance, la navigation connectée ou à la prolongation de son expérience automobile même au-delà de son trajet.

Ils sont intégrés dans le véhicule ou le smartphone du client.

Services connectés intégrés dans le véhicule

L'appel d'urgence et d'assistance

Grâce à la Connect Box avec module GPS et carte SIM intégrés, en cas d'incident ou d'accident, les clients sont automatiquement pris en charge par un opérateur qui les identifie, les localise et leur envoie une assistance technique ou les secours en cas de besoin. Ces deux services sont disponibles sans abonnement, sans limite de durée et sont opérationnels 24 h/24, 7 j/7, même à l'étranger. Lancés en 2003, ces services équipent déjà plus de 1,8 million de véhicules sous les noms « Peugeot Connect SOS & Assistance », « Citroën Connect Box avec pack SOS & Assistance » et « DS Connect Box avec pack SOS & Assistance ».

Peugeot, Citroën et DS Connect Packs

La Connect Box permet de proposer des packs de services disponibles grâce à la connexion Internet de la voiture :

Le Pack Monitoring propose un carnet d'entretien virtuel (suivi automatique des kilométrages et des entretiens à prévoir, alerte sur la maintenance à prévoir) et un module d'éco-conduite (conseils personnalisés sur la base du style de conduite constaté) ;

Le Pack Mapping permet la localisation du véhicule en temps réel, l'affichage et historique des différents trajets et alerte par email sur l'utilisation de la voiture (sortie de zone ou d'horaires prédéfinis + affichage des trajets en cours et passés).

Le Pack Tracking permet, en cas de vol, de géolocaliser la voiture afin d'aider les forces de l'ordre à la retrouver.

Peugeot, Citroën et DS Connect Fleet Management

Ce service dédié aux entreprises permet de répondre aux trois problématiques des gestionnaires de parc : l'entretien du parc (avec la remontée de l'ensemble des alertes mécaniques et techniques), l'environnement (avec le CO₂ émis, la consommation réelle et un module d'éco-conduite présentant des conseils personnalisés) et l'optimisation de l'utilisation des véhicules (avec la remontée des heures d'utilisation, de la géolocalisation et des distances parcourues).

Cette offre est compatible avec l'ensemble des véhicules du Groupe équipés du Boîtier Connect Box monté en usine ou d'un boîtier télématique monté en accessoire sur véhicules neufs ou d'occasion.

Peugeot Connect Apps et Citroën Multicity Connect

Ce bouquet de 18 applications spécialement conçues pour l'usage automobile est destiné à faciliter et sécuriser les voyages.

Il fonctionne à l'aide d'une clef USB spécifique branchée sur un port du véhicule et permet une connexion au réseau 3G et ainsi un accès à des informations en temps réel pour faciliter la vie à bord dans 17 pays européens.

Pour rouler connecté en toute sécurité, des applications intuitives ont été conçues pour être utilisées, via l'écran du véhicule, en roulant ou à l'arrêt, selon le niveau d'information.

Depuis chaque application, les occupants peuvent, d'un simple appui, lancer la navigation ou passer un appel téléphonique.

Services connectés proposés sur smartphone**Peugeot et Citroën Mirror Screen, DS Mirror Screen**

La fonction Mirror Screen permet de profiter d'applications de son smartphone sur l'écran tactile du véhicule en toute sécurité, grâce aux technologies MirrorLink® (téléphones Android) et Apple CarPlay™ (téléphones Apple). Les applications retenues sont certifiées au regard de la sécurité au volant avec une ergonomie spécifique et sont contrôlées depuis l'écran tactile ou par commande vocale dans certains cas. Mirror Screen évite de manipuler directement le smartphone.

Link MyPeugeot, Link MyCitroën, et My DS

Il s'agit d'applications gratuites, simples et intuitives qui prolongent l'expérience de conduite sur le smartphone.

Grâce à une liaison Bluetooth, l'application récupère des informations techniques du véhicule. Le client peut donc consulter sur son smartphone, les statistiques de tous ses trajets et gérer au mieux sa consommation de carburant. De plus, grâce au rappel régulier des échéances de maintenance, il reste informé du prochain entretien périodique à effectuer.

Avec l'aide des fonctionnalités « Localiser ma voiture » et « Continuer la navigation », il revient facilement à son lieu de stationnement et continue son itinéraire à pied jusqu'à sa destination.

MyDS permet également en voiture l'envoi et la réception de SMS par commande vocale, la consultation d'agenda et la recherche de Point de vente.

Chine : Blue-i (Peugeot)/Citroën Connect/DS Connect

Fort de son expérience en Europe, le Groupe a lancé en 2014 en Chine des bouquets de services connectés avec ses partenaires de joint-venture DPCA et CAPSA : Blue-i (Peugeot), CITROËN Connect et DS Connect sont déployés sur les nouveaux véhicules. Conçus pour que leur usage soit compatible avec la situation de conduite, ces services fonctionnant 24 heures sur 24 sont offerts aux clients pour une durée de deux ans. Ils permettent d'accéder à l'appel d'urgence, l'appel d'assistance, l'information trafic, la recherche de points d'intérêts par géolocalisation, des nouveautés concernant son véhicule, ainsi que de l'actualité. Ils sont complétés d'une application sur le smartphone du client, qui propose par exemple un service de guidage appelé last mile guidance permettant au client de finir son trajet à pied en étant guidé jusqu'à sa destination finale une fois son véhicule garé.

2.2.2. L'écologie industrielle des sites du Groupe

Le périmètre, la méthodologie et la terminologie de reporting sont explicités en fin de chapitre 2.

LA POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU GROUPE AU NIVEAU INDUSTRIEL

La politique environnementale de la Direction industrielle s'applique à toutes les entités industrielles des directions des Régions. Elle a pour ambition d'atteindre, à horizon 2025, un niveau d'efficacité opérationnelle au niveau des meilleurs. Cette vision engage toutes les usines du Groupe à converger vers « l'Usine Excellente », au niveau des meilleurs constructeurs mondiaux grâce à la consolidation du savoir-faire des différents métiers des activités industrielles dont fait partie le métier environnement.

La politique environnementale de la Direction industrielle contribue aux cinq enjeux :

■ Performance énergétique et empreinte carbone :

Réduire l'empreinte carbone des activités industrielles selon deux orientations prioritaires : en réduisant les consommations d'énergie des usines et en optimisant les activités logistiques.

Favoriser le recours aux énergies renouvelables en fonction des opportunités.

■ Rejets et nuisances industriels :

Maîtriser les impacts environnementaux liés aux activités industrielles et notamment à l'utilisation de produits chimiques (comme les émissions des ateliers de peinture, et les risques liés à l'emploi de ces produits), et réduire les différentes nuisances auprès des riverains.

■ Déchets et cycles des matériaux :

Développer des démarches d'économie circulaire, ciblées sur la recherche et la mise en œuvre de filières de traitement des déchets avec le concours des partenaires du Groupe dans ce domaine.

■ Eau :

Maîtriser les consommations, les usages et les traitements de l'eau dans les processus industriels.

■ Biodiversité :

Préserver la biodiversité identifiée, dans la logique de réduction des impacts du Groupe.

Une organisation solide et éprouvée pour prendre en compte les questions environnementales dans les process G.20

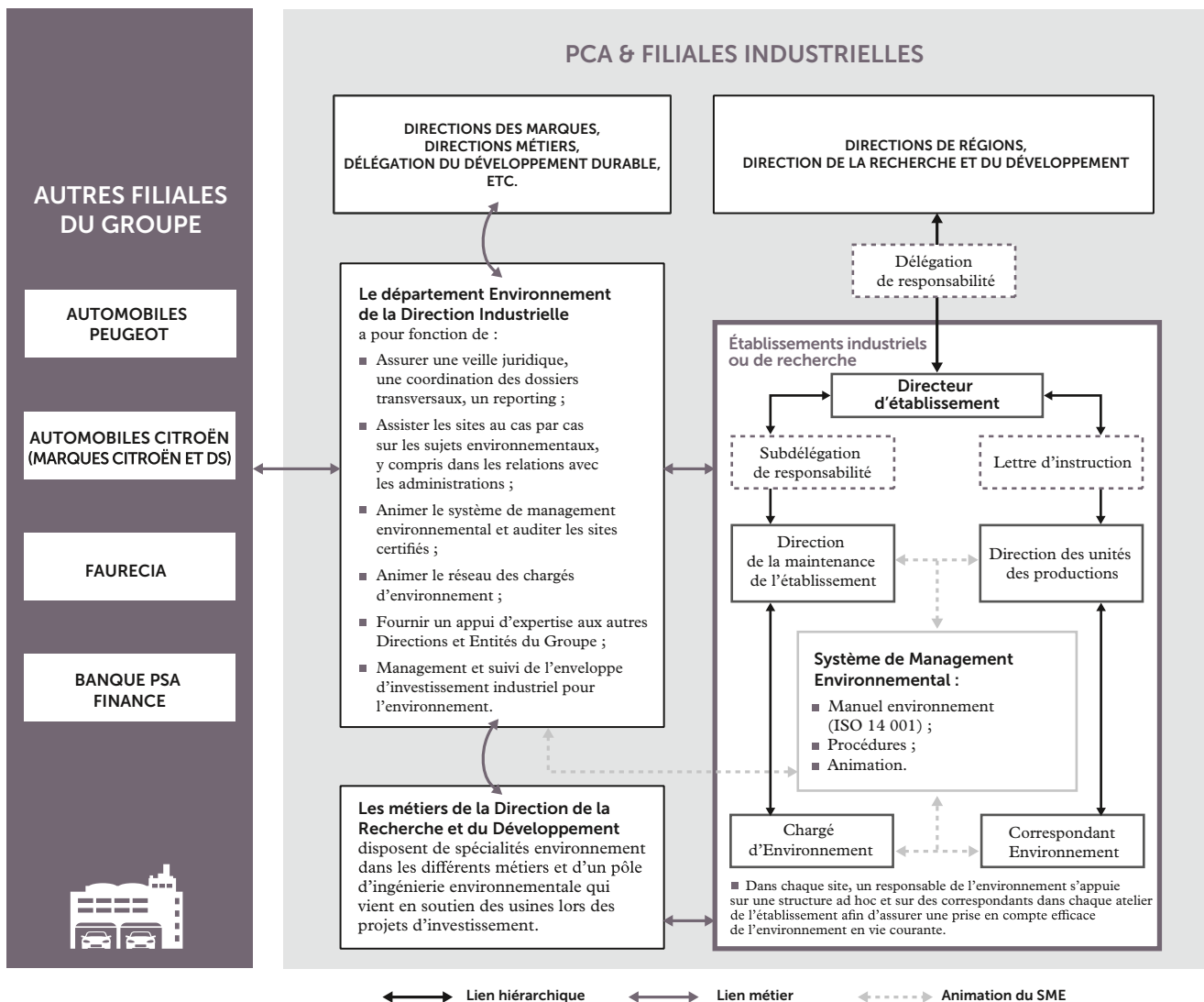
Depuis de nombreuses années, le Groupe a mis en œuvre une politique de protection de l'environnement, afin que l'activité de chaque site de production et de recherche et développement garantisse le respect de la réglementation environnementale en vigueur dans chaque pays d'implantation, en préservant au mieux les milieux naturels et la qualité de vie des riverains avec une exigence d'amélioration continue.

Lancée tout d'abord au sein des sites PCA, cette politique se déploie aussi progressivement dans les établissements des réseaux commerciaux des marques. La Direction des marques encourage les concessions et garages à piloter leurs indicateurs environnementaux (eau, énergie, déchets) afin de gagner en performance. Cette performance est un atout indispensable pour démontrer la responsabilité du Groupe vis-à-vis des impacts environnementaux générés par le réseau, tant pour les investisseurs, que pour les clients.

La stratégie industrielle du Groupe intègre la protection de l'environnement avec une volonté d'amélioration continue fondée sur une organisation rigoureuse, une méthodologie structurée autour du système de management environnemental (norme ISO 14001), et l'allocation de moyens financiers significatifs. Le reporting des données environnementales est assuré à partir des données 2015 avec un nouvel outil, complétant et harmonisant les applications utilisées dans le Groupe dans ce domaine. L'historique acquis depuis 1989 est conservé, et ainsi le Groupe priorise et intervient efficacement sur les enjeux environnementaux les plus significatifs de ses activités.

Ce sont environ 400 personnes qui sont impliquées directement dans la gestion quotidienne de l'environnement industriel du Groupe.

Dès 2015, en anticipant les évolutions de la norme ISO 14001 version 2015, le Groupe a engagé une démarche d'adaptation de son système de management environnemental aux principes du PES (PSA Excellence System). Cette harmonisation va permettre de conforter la maîtrise des impacts environnementaux aux postes de travail, renforçant ainsi l'implication de tous les opérateurs.



Les réseaux commerciaux des marques

Les véhicules des trois marques sont distribués à la fois par des points de vente détenus en propre par le Groupe et animés par Peugeot Citroën Retail (PCR) et par des concessionnaires indépendants.

Depuis 2008, le Groupe utilise un système d'information pour assurer la collecte, le contrôle et la consolidation des données environnementales de l'ensemble de son réseau propre. Une base de données des sites Peugeot – Citroën Retail (PCR) est disponible depuis 2012 pour évaluer les types d'infrastructures des points de vente et leur état d'entretien. Concernant le contrôle des consommations, un système de télé-relevé a été mis en place en 2013. Il est déployé au niveau de 97 points de vente du parc français ; ce système permet aux points de vente de réagir en cas de surconsommation. Il devrait également permettre aux points de vente de mettre en œuvre, sur un plus long terme, des actions correctrices à piloter afin de contribuer encore plus efficacement à la diminution de la consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

Depuis 2012, le réseau se restructure dans le but de mutualiser ses points de vente et ainsi contribue à réduire son empreinte environnementale. À moyen terme, une fois le réseau optimisé, la volonté est de pouvoir équiper chaque point de vente, du périmètre Groupe, d'un système de télésurveillance.

L'animation des démarches environnementales dans le réseau des concessions est assurée, dans chacune des filiales des marques, par un réseau de correspondants.

Les responsables Après-vente des réseaux PCR France sont amenés à développer leurs compétences environnementales dans le cadre des programmes d'organisation après-vente déployés par les marques : Osmose pour Citroën et Odas pour Peugeot (cf. 2.2.2.3.2). Des experts interviennent notamment pour les sensibiliser aux conditions de stockage et de récupération des déchets ou encore aux règles de propreté et d'entretien des points de collecte des déchets.

Une politique de certification active G.20

La division Automobile

Engagée depuis plus de 15 ans (1999), la démarche de certification est arrivée à maturité dans les usines de production qui sont aujourd'hui toutes certifiées ISO 14001. Le Groupe prend en compte la nouvelle version de la norme, publiée en septembre 2015 : ce nouveau référentiel sera mis en application dès 2016 lors des audits de renouvellement des sites. Les coopérations industrielles automobiles avec Toyota, Dongfeng Motor Corp, Mitsubishi en Russie et Fiat en Italie sont aussi certifiées.

Faurecia

Pour Faurecia, 66 % des établissements sont certifiés ISO 14001, marquant un progrès de 5 % par rapport à 2014.

Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement G.21

La division Automobile

Le Groupe a identifié un métier environnement dans les filières métiers développées pour l'ensemble de ses activités majeures. Il est labellisé par l'Université PSA, permet de définir le parcours de formation de chaque acteur majeur de l'environnement pour qu'il puisse accomplir pleinement son activité. Ces cursus de formation intègrent des stages en présentiel, permettant des partages d'expérience, mais aussi des formations en e-learning, avec contrôles des acquis, permettant le maintien à niveau des connaissances. En complément, le Département environnement industriel assiste

ces acteurs par une veille permanente (réglementations et bonnes pratiques), adossée à une assistance externe pour l'identification des textes et des exigences applicables.

Dans les établissements, l'identification des postes à impact environnemental est régulièrement actualisée et conduit, pour ces postes, à la mise en place de formations spécifiques pour assurer la connaissance et la maîtrise des impacts générés par ces activités.

Au-delà de la formation des acteurs majeurs de l'environnement industriel, chaque salarié reçoit à intervalle régulier, et au moins une fois par an une information sur la situation environnementale de son établissement. Enfin, dans le cadre de l'élaboration d'un Plan de Prévention Établissement, chaque intervenant extérieur au Groupe est sensibilisé à la politique environnementale menée sur le site sur lequel il intervient. Ces différents programmes de formation environnementale ont représenté 6 930 heures pour l'année 2015.

Les mesures de prévention des risques environnementaux, des pollutions ou des rejets au sein des sites G.24

L'organisation éprouvée mise en place, avec des chargés d'environnement dans chaque établissement du Groupe et une coordination centrale par une équipe d'experts, associée à l'implication de chaque salarié dans la maîtrise des impacts à chaque étape du processus, garantit une démarche environnementale efficace.

Sur ce socle, le volet environnement de l'usine excellente, démarche de performance de la Direction industrielle, conduit à la définition d'objectifs ambitieux sur tous les aspects sur lesquels elle peut agir : émissions dans l'air, maîtrise et réduction de la consommation des ressources naturelles, réduction des rejets dans l'eau, des déchets, gestion de la biodiversité, en mettant en œuvre des moyens adaptés et en s'appuyant sur l'implication de tous ses salariés.

Les moyens mis en œuvre G.22

Les sites de production

La vision environnement de la Direction industrielle se développe dès la conception de nouveaux moyens de production, pour permettre la prise en compte des impacts environnementaux. On peut ainsi estimer que 2 % du montant des investissements destinés à l'outil industriel correspond à la prise en compte des incidences environnementales. En complément, le Département environnement industriel gère un plan annuel d'investissements qui permet notamment de réaliser les opérations de mise en conformité des installations liées aux évolutions réglementaires et de réduction des nuisances et risques environnementaux. Ainsi, malgré un contexte économique difficile, un plan d'investissement d'environ 2,5 millions d'euros a été engagé en 2015 en Europe. Enfin, ce même département assure une veille réglementaire qui permet d'appréhender les perspectives d'évolutions réglementaires structurantes et partage ces données avec les entités de conception des moyens de production pour anticiper au mieux les futures contraintes réglementaires.

Les provisions pour risque environnemental G.23

PCA

Conformément au décret n°2012-633 du 3 mai 2012, le Groupe a constitué, depuis juillet 2014, des garanties financières à hauteur d'un million d'euros en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement de ses établissements français. À terme en 2019 le Groupe aura constitué des garanties financières d'environ cinq millions d'euros.

En application du décret susmentionné, Faurecia a identifié deux sites français soumis à l'obligation de constitution de garanties financières. En 2015, le montant de garanties constitué s'est élevé à 140 840 euros pour les deux sites en question.

Les indemnités versées en exécution d'une décision judiciaire pour atteinte à l'environnement

À ce titre, **PCA** n'a eu à verser aucune indemnité en 2015.

En 2015, une pénalité d'un montant de 354 euros a été acquittée par **Faurecia**.

2.2.2.1. LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE ET LA RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

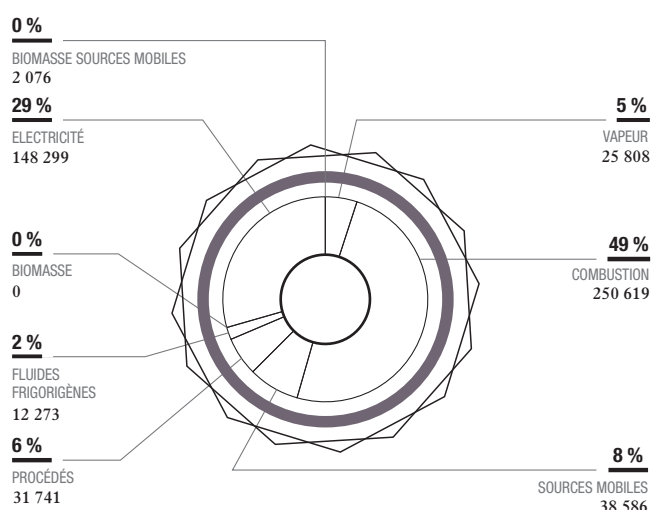
À l'instar de la stratégie produit où l'accent est mis sur le développement de véhicules décarbonés, la Direction industrielle s'engage à travers sa politique environnementale à participer aux efforts du Groupe en réduisant son empreinte carbone liée à la consommation énergétique. Au sein de la division Automobile, la fabrication des véhicules utilise de l'énergie pour des procédés industriels très variés : fonderie, usinage, cuisson des peintures, traitement thermique, etc. Le Groupe dispose d'un plan de maîtrise de l'énergie sur l'ensemble de ses sites de production, en cohérence avec les meilleures techniques disponibles, qui a permis depuis 1995 de réduire de 32 % la consommation d'énergie par véhicule produit et de 50 % les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les bilans d'émission de GES (gaz à effet de serre)

En application de l'article L. 225-25 du Code de l'environnement, issu des lois du Grenelle de l'environnement, les sociétés concernées de la division Automobile (sociétés employant plus de 500 personnes) ont réalisé pour leurs activités en France, un bilan des émissions de GES (6 GES du protocole de Kyoto), sur la base des émissions de l'année 2014. Ce bilan a porté sur les scopes 1 et 2 réglementaires. Chaque société du Groupe assujettie a établi son bilan, et l'a transmis au préfet de région compétent en décembre 2015.

Le résultat très synthétique des bilans de PCA et ses filiales, sur le périmètre France, est le suivant :

En t éq.CO₂



Un plan d'actions couvrant la période 2015-2017 a été joint à chaque bilan, le gain attendu total est estimé à plus de 41 000 tonnes d'équivalent CO₂. Les actions retenues résultent soit du plan de maîtrise des énergies (par exemple : réduction des consommations d'électricité ou de gaz), soit d'actions spécifiques de réduction des émissions de GES (par exemple : utilisation de fluides frigorigènes à moindre Potentiel de Réchauffement Global).

Cette seconde itération du bilan GES, basée sur la même méthodologie, permet d'établir des éléments de comparaison entre les deux exercices. Une baisse de 80 000 T des émissions de CO₂ est constatée, confirmant le bon déroulement des plans d'actions prévus puisque ceux-ci visaient une réduction de 60 000T. Cela représente une baisse de 8,5 % des émissions de CO₂ par voiture produite en France.

2.2.2.1.1. Maîtriser les consommations énergétiques G.29

L'actualisation en 2015 des bilans d'émissions de GES sur le périmètre France, a permis de conforter les pistes des plans d'actions retenus par la Direction industrielle pour réduire l'empreinte carbone des usines. En effet, ces bilans ont confirmé que 83 % des émissions de gaz à effet de serre émis par le Groupe proviennent des consommations d'énergies primaires et secondaires. Les émissions de gaz à effet de serre des sites français représentent les 2/3 des émissions du Groupe. L'analyse détaillée ainsi menée est bien représentative du profil d'émission de GES des activités industrielles. Ainsi, il est logique de travailler sur l'efficacité énergétique pour réduire l'empreinte carbone des activités industrielles du Groupe.

Ce plan de maîtrise s'appuie notamment sur :

- la cartographie de la performance énergétique de tous les sites industriels pour optimiser leurs schémas énergétiques. Aujourd'hui cette politique de maîtrise de la consommation de l'énergie est arrivée à maturité. Le Groupe compte aujourd'hui quatre sites certifiés ISO 50001 : trois sites industriels et un *data center*. Il démontre ainsi son engagement à réduire son empreinte carbone ;
- la réduction des émissions de CO₂ liées à la logistique avec un plan d'actions d'ici à 2022, même si cet item n'est pas intégré au bilan GES ;
- l'introduction d'une part croissante d'énergies renouvelables dans les process industriels, lorsque des opportunités économiquement viables se présentent.

Les consommations d'énergie publiées sont exprimées en MWh pci (unité la plus courante). En termes de méthode, sont utilisés les pouvoirs calorifiques recommandés par l'arrêté français du 31 octobre 2012 qui s'inscrit dans l'application du règlement européen n° 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil. Les coefficients proposés par ces deux textes sont issus des travaux du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), comme le sont ceux du GHG Protocol (*Greenhouse Gas*) pris en référence par le GRI (*Global Reporting Initiative*). En conséquence, les valeurs exprimées en MWh peuvent être converties en TJ par simple application d'un coefficient multiplicateur de 3,6 (1 Wh = 3,6 kJ).

Consommations d'énergies

CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES DÉTAILLÉES

		Énergies combustibles					Énergies non combustibles		Consommations énergétiques totales
		Non renouvelables			Renouvelables				
(unité : MWh pci)	Année	Fiouls lourds	FOD	GN + GPL	Coke	Biomasse (Bois)	Électricité	Vapeur	
Automobile	2015	0	1 383	1 673 163	75 848	15 893	2 209 836	132 146	4 108 269
	2014	-	3 818	1 540 952	76 713	14 376	2 218 139	143 707	3 997 705
	2013	-	4 789	1 926 517	85 797	16 070	2 239 859	206 428	4 479 460
Dont PCA France	2015	0	1 019	1 126 917	75 848	15 893	1 623 546	132 146	2 975 368
	2014	-	3 606	994 651	76 713	14 376	1 615 187	142 530	2 847 063
	2013	-	4 505	1 290 007	85 797	16 070	1 718 439	204 351	3 319 169
Commerce automobile	2015	436	8 886	111 783	0	0	115 095	3 954	240 154
	2014	565	12 128	120 576	-	-	123 274	3 751	260 293
	2013	524	14 650	159 489	-	-	137 862	5 756	318 281
Faurecia	2015	1 423	9 970	736 919	5 373	0	1 572 758	23 067	2 349 510
	2014	571	7 645	766 274	5 017	-	1 586 594	17 497	2 383 598
	2013	780	7 777	802 833	-	-	1 523 480	22 622	2 357 492
TOTAL	2015	1 859	20 239	2 521 865	81 221	15 893	3 897 689	159 167	6 697 933
	2014	1 136	23 591	2 441 380	81 730	14 376	3 935 285	164 955	6 662 452
	2013	1 304	27 216	2 909 046	85 797	16 070	3 909 406	234 806	7 183 645

Fiouls lourds = Fioul HTS + Fioul BTS + Fioul TBTS.

Fioul HTS = fioul haute teneur en soufre.

Fioul BTS = fioul basse teneur en soufre.

Fioul TBTS = Fioul Très Basse Teneur en Soufre.

FOD = fioul domestique.

GN = gaz naturel.

GPL = gaz de pétrole liquéfié.

Les consommations d'énergie de **la division Automobile** ont poursuivi en 2015 leur réduction, en ratio par voiture produite, pour atteindre 2,07 MWh par véhicule produit. Les évolutions par nature d'énergies sont contrastées, progrès sur l'électricité confirmant l'efficacité des actions menées tant sur l'éclairage que sur la conduite des moyens et l'introduction de moyens de production moins consommateurs, légère régression sur le gaz liée à deux facteurs, d'une part un climat un peu plus rigoureux qu'en 2014, et d'autre part la défaillance d'une chaudière de cogénération d'un des partenaires de PSA, obligeant le Groupe à compenser par ses propres moyens.

Les résultats des marques Peugeot et Citroën se rapportent en moyenne à 97 % des sites en 2015 (90 % en 2014, 97 % en 2013) pour les consommations d'énergie directe et 94 % des sites en 2015 (97 % en 2014, 95 % en 2013) pour les consommations d'énergies indirectes.

Pour Faurecia, en 2015, l'énergie consommée atteint 2,3 millions de MWh (donnée stable par rapport à 2014). Rapportée aux heures travaillées, Faurecia a diminué sa consommation d'énergie de 6,2 %, soit 12,82 kWh consommée par heure de travail. L'électricité représente 67 % de l'énergie totale consommée par les sites Faurecia.

Au niveau du Groupe, les actions d'optimisation ont été centrées sur les équipements de production et les utilités : mise en place de nouveaux groupes de production d'eau froide (eau de refroidissement), coupures automatiques des presses et autres machines de production, réduction des pics de consommation

électrique au démarrage des équipements, remplacement de chariots fonctionnant au gaz naturel par des chariots électriques, etc.

Des démarches volontaires sont également déployées afin de cibler les sources potentielles d'économie d'énergie et d'investir pour optimiser les coûts de fonctionnement du site. Les programmes passent par trois phases : mesurer l'efficacité énergétique du site, identifier les déperditions d'énergie, élaborer et déployer les plans d'actions correctifs et préventifs. De nombreux sites Faurecia ont ainsi travaillé à l'optimisation de leurs consommations d'énergie en installant des systèmes d'éclairage et de chauffage intelligents et peu énergivores : installation de détecteurs de mouvement, remplacement des ampoules à incandescence par des LED, maintien d'une température ambiante dans les ateliers, déstratificateurs d'air⁽¹⁾, etc.

2.2.2.1.2. Réduire les émissions industrielles de gaz à effet de serre G.31 G.32

La division Automobile

Depuis 1990, les travaux de modernisation d'installations, de substitution du fioul et du charbon par le gaz naturel, le développement de la cogénération et les actions de maîtrise des consommations d'énergie ont contribué à améliorer le rendement énergétique et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

(1) L'air chaud étant plus léger que l'air froid, il a tendance à monter tandis que l'air froid stagne au niveau du sol. L'installation d'un système de déstratification permet de faire descendre l'air chaud. On constate alors une réduction importante de la consommation d'énergie et une amélioration du confort.

Les émissions de gaz à effet de serre ont été divisées par 2 en 20 ans, et représentent en 2015 283 kg éq CO₂ par véhicule. Ce résultat montre une stabilisation des émissions de CO₂ de l'activité industrielle après une période de forte réduction liée aux importants efforts de modernisation des schémas énergétiques des usines, et à la mise en place de l'animation sur la maîtrise des consommations dans les usines. Cette stabilité est aussi établie par le fait que les facteurs d'émissions ont été conservés identiques à ceux de 2014. Consciente des enjeux environnementaux liés aux émissions des gaz à effet de serre, la Direction industrielle s'est fixé des objectifs chiffrés de réduction de ses émissions jusqu'à un horizon au-delà de 2020 en balisant un objectif intermédiaire en 2018. L'objectif CO₂ est atteint, mais pas l'objectif énergie par véhicule. C'est pourquoi le Groupe maintient ces deux objectifs pour conforter ses actions de progrès dans ce domaine.

Les réseaux commerciaux des marques

Pour les réseaux commerciaux propres du Groupe, l'entité Schéma Directeur Peugeot Citroën Retail (PCR) a mis en place, comme précédemment évoqué, le télé-relevé des compteurs d'électricité, de gaz et d'eau. Les consommations sont ainsi relevées en automatique heure par heure directement sur les compteurs des points de vente. Une alerte du Directeur de site et du gestionnaire comptable est programmée par mail en cas d'anomalie détectée par le système afin de rechercher leur cause (par exemple mise en évidence de fuites non visibles ou de surconsommation due à une mauvaise utilisation des installations). Les résultats de cette démarche sont encore perfectibles. Si les ateliers de pièces de

rechanges s'améliorent très sensiblement sur leurs consommations d'eau et d'énergie ainsi que sur leurs émissions, on observe une faible évolution pour les points de vente. Cela s'explique par l'augmentation de l'activité vente et atelier en 2015 ainsi que par quelques restructurations de sites et l'installation de stations de lavages supplémentaires. Toutefois, il conviendra de s'assurer encore plus finement de la mise en œuvre effective des actions correctives que le Groupe développe pour réguler et diminuer la consommation d'énergie des établissements.

La Direction immobilière dans le cadre de la Directive européenne 2012/27/UE liée à l'efficacité énergétique, a engagé la réalisation d'un audit énergétique en 2015 sur plus d'une centaine d'établissements commerciaux en France. Les conclusions seront connues au printemps et un plan d'actions sera élaboré pour optimiser les consommations énergétiques à l'horizon 2020.

Émissions atmosphériques directes issues de l'utilisation de combustibles

Nota : Les émissions directes sont calculées à partir des consommations d'énergie directe en application des facteurs d'émissions reconnus pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS) au titre de l'arrêté du 31 octobre 2012 ou de la décision européenne n°2012/601 pour le CO₂ et de la circulaire du 15 avril 2002 pour les autres gaz. Leur variation est donc directement liée à l'évolution de la consommation d'énergie. Pour simplifier la lecture, le Groupe conserve les facteurs d'émissions retenus en 2014 pour les 5 exercices suivants. La prochaine mise à jour de ces composants aura lieu en 2019.

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES) SCOPES 1 ET 2

(unité : tonnes)	Année	CO ₂	N ₂ O	CH ₄	Émissions directes de GES en CO ₂ éq. (Scope 1)	Émissions de GES provenant de sources renouvelables (CO ₂ éq)*	Émissions indirectes de GES en CO ₂ éq. (Scope 2)	Émissions totales de GES en CO ₂ éq. (Scope 1 + Scope 2)
Automobile	2015	374 740	15,3	25,87	380 025	5 263	185 312	565 338
	2014	343 212	13,9	22,1	347 813	4 859	181 884	529 696
	2013	425 764	17,4	27,7	431 526	5 430	289 319	720 845
Dont PCA France	2015	262 265	10,38	18,05	265 862	5 263	73 131	338 994
	2014	230 778	9,0	14,3	233 755	4 859	64 307	298 061
	2013	294 743	11,7	18,6	298 605	5 430	141 453	440 058
Commerce automobile	2015	25 516	1,06	1,65	25 867		29 970	55 836
	2014	28 240	1,2	1,8	28 620	-	32 186	60 807
	2013	36 911	1,5	2,4	37 413	-	35 413	72 826
Faurecia	2015	155 223	6,68	10,13	157 427	-	632 905	790 332
	2014	161 114	6,9	10,6	163 406	-	637 463	800 869
	2013	170 083	7,3	11,1	172 499	-	602 461	774 960
TOTAL	2015	555 479	23,04	37,65	563 319	5 263	848 187	1 411 506
	2014	535 357	22,1	34,7	542 670	4 859	851 691	1 394 361
	2013	636 912	26,4	41,5	645 651	5 430	927 587	1 573 238

* Les émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion de biomasse ne sont pas intégrées aux émissions directes conformément aux lignes directrices du GHG Protocol.

Le calcul des émissions directes de GES exprimées en tonnes éq. CO₂ s'effectue par l'application de coefficients (pouvoirs de réchauffement globaux) de, respectivement, 298 pour le N₂O et 21 pour le CH₄ (source : rapports IPCC, respectivement 2006 et 1995). Les émissions indirectes sont quant à elles calculées à partir des achats d'électricité et de vapeur en application de facteurs d'émissions obtenus auprès des fournisseurs pour la vapeur, et par reprise des facteurs retenus l'an passé pour l'électricité.

Au sein de PCA, l'utilisation des mêmes facteurs d'émissions entre 2014 et 2015 facilite les comparaisons. Cela met en évidence la stabilisation du ratio d'émission de gaz à effet de serre par véhicule produit à un niveau très faible, autour de 280 kg. Cette bonne performance est en partie liée à la forte implantation industrielle du Groupe en France, qui lui permet de bénéficier d'une électricité peu carbonée, mais aussi par les efforts menés dans les usines pour maîtriser les consommations. Ces actions de management au quotidien se poursuivent sans relâchement et confirment leur efficacité.

Enfin, il est aussi à noter que plus de 15 % de l'électricité consommée dans les sites de production est d'origine renouvelable.

Les résultats des marques indiqués ci-dessus se rapportent à la même proportion de sites que celle des consommations d'énergies (voir explications page 48).

Pour Faurecia, les émissions indirectes constituent la plus grande source d'émissions du Groupe atteignant les 631 930 tonnes équivalent CO₂ (stable par rapport à 2014). Ces émissions sont directement liées aux consommations d'électricité qui représentent la source majeure d'énergie utilisée par les sites de Faurecia. Les émissions directes ne représentent que 20 % des émissions totales de Faurecia, soit 163 109 tonnes équivalent CO₂ (- 1 % par rapport à 2014). Elles sont générées par les combustibles fossiles (gaz naturel, gaz de pétrole liquéfié et fiouls) et par les fuites de gaz frigorigènes liées aux systèmes de climatisation et de refroidissement. Rapportées aux heures travaillées, les émissions de GES ont diminué de 7 % par rapport à 2014.

Dans la continuité des efforts menés depuis 2012, les sites Faurecia ont continué à diminuer leur utilisation du gaz réfrigérant R22, dans le respect de la réglementation internationale relative au Protocole de Montréal (- 29 % par rapport à 2014) qui interdit notamment son utilisation en Europe depuis le 1^{er} janvier 2015. Trente sites continuent leur démarche de suppression de ce gaz réfrigérant dans leur process.

Participation au système d'échange de quotas de CO₂

Le Groupe entre dans le champ d'application du système d'échange de quotas d'émission de CO₂ mis en place par la Directive européenne n° 2003/87/CE modifiée pour d'une part les activités de combustion (chauffage et process) de ses plus grandes unités et d'autre part une de ses fonderies. Pour la troisième phase du dispositif allant de 2013 à 2020, dix établissements sont concernés (Sochaux, Mulhouse, Rennes, Poissy, Vesoul, Vélizy, Sevel Nord, Sept Fons en France, Madrid et Vigo en Espagne).

Sur les 3 premières années de la phase 3, le bilan global des allocations et des émissions pour les 10 sites susvisés est le suivant :

Année	Allocations gratuites (quotas)	Émissions* (tonnes de CO ₂)
2013	324 741	308 395
2014	292 449	250 174
2015	359 802	257 558

* Somme des émissions PSA vérifiées et des émissions théoriques liées à la vapeur achetée pour laquelle nous recevons des quotas gratuits.

À compter du 1^{er} janvier 2015, par décision communautaire, l'activité automobile intègre la liste des secteurs exposés au risque de fuite de carbone, avec à la clé une allocation en quotas gratuits revalorisée.

2.2.2.2. REJETS ET NUISANCES INDUSTRIELS : MAÎTRISER LES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES RIVERAINS

2.2.2.2.1. Maîtriser les émissions dans l'atmosphère G.24

Les processus mis en œuvre dans la fabrication automobile utilisent des produits chimiques, et le Groupe s'attache à en maîtriser l'usage et les impacts.

Les composés organiques volatils

Les composés organiques volatils (COV) font l'objet d'une surveillance, et d'un plan d'actions pour la diminution de leurs émissions.

Au sein de la division Automobile, si les émissions globales de COV des ateliers de peinture de carrosserie du Groupe sont marginales au regard du total des émissions françaises de COV dans l'atmosphère (moins de 1 % en France ; source CITEPA : Inventaire des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre (GES) en France 2014, soit 689 kt), elles constituent néanmoins le principal enjeu environnemental au regard des émissions site par site.

La politique de réduction de ces composés se décline selon les quatre axes suivants, qui font partie des meilleures technologies disponibles (MTD) :

- l'optimisation des ateliers en réduisant la consommation de peintures (et donc de solvants) par l'utilisation de matériel à meilleur rendement d'application, en choisissant des peintures à teneurs en solvants réduites et en recyclant les solvants usés ;
- la conception d'ateliers de peinture peu émetteurs dans les usines nouvelles par l'industrialisation de gammes courtes (réduction du stade d'appâts) ;
- l'installation d'équipements de traitement de l'air par incinération in situ des COV si nécessaire ;
- le développement du partage d'expérience et de l'échange de bonnes pratiques entre les différentes usines du Groupe.

Ce plan d'actions a permis à la division Automobile, de réduire les émissions de COV par véhicule dans les installations industrielles de peintures de carrosserie du Groupe de 66 % depuis 1995 et, d'autre part, de respecter pour chaque site les valeurs limites fixées par le chapitre COV de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, reprise de la Directive COV entrée en application depuis 1999.

En poursuivant la mise en œuvre systématique des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable, le Groupe, est passé sous la barre des 3 kg de COV par véhicule produit dès 2013, et continue à améliorer ses performances avec un résultat de 2,69 kg de COV par véhicule produit sur le périmètre PCA en 2015.

Émissions de COV des installations de peinture de carrosserie

Nota : Les émissions de COV des installations de peinture et des presses (émissions dues principalement aux agents de démoulage) sont déterminées par une méthode de bilan matière conforme aux principes de la Directive 1999/13/CE.

(en tonnes)	Année	COV	Ratio (kg/véh.)
Automobile	2015	5 354	2,69
	2014	5 393	2,82
	2013	5 885	2,94
Dont PCA France	2015	1 610	1,77
	2014	1 707	1,93
	2013	1 953	2,31
Faurecia	2015	2 655	
	2014	nc	
	2013	2 366	
TOTAL	2015	8 009	
	2014	5 399	
	2013	8 259	

Pour la division Automobile en 2015, on observe une stabilisation des émissions de COV en masse, et donc une baisse du ratio du fait de l'augmentation des volumes produits. Cette baisse de plus de 4 % est la conjugaison d'une baisse liée en partie à la performance des ateliers mettant en œuvre des peintures solvantées, qui tous progressent, alors que les ateliers en peinture hydro diluables restent stables. L'atelier rénové de Sochaux, qui est passé en 4 ans d'une production totalement solvantée à une production 100 % hydrodiluable, sans cesser de produire atteint maintenant un régime stabilisé, et contribue à la performance globale. En revanche, la demande des clients pour des véhicules « biton », (deux couleurs sur le véhicule) induit une augmentation des émissions dans les sites concernés.

Faurecia s'attache à limiter les émissions dans l'air des composés organiques volatils (COV) qui sont réglementées car participant aux phénomènes de formation et d'accumulation dans l'environnement de composés nocifs, comme l'ozone. En 2015, le bilan des émissions de COV est à 2 655 tonnes.

Les sites industriels des Business Groups Faurecia Interior Systems (49 %) et Faurecia Automotive Exteriors (37 %) constituent les sources les plus importantes d'émissions de COV du Groupe, en raison d'activités nécessitant une utilisation très importante de colles, de peintures, et de solvants. Le Business Group Faurecia Interior Systems montre une forte volonté de réduction des COV à

la source, par la mise en place d'utilisation de colles et de peintures en base aqueuse.

En 2015, les sites de Faurecia Automotive Exteriors ont renforcé leur engagement en matière de réduction de leurs émissions COV. ils remplacent progressivement leurs lignes de peinture « ancienne génération » par des lignes « nouvelle génération » équipées d'un oxydateur thermique. Rappelons que ces nouvelles lignes de peintures (NewTech) permettent d'optimiser la consommation de solvant et de diminuer drastiquement les émissions atmosphériques de l'ordre de 95 %.

Les autres polluants atmosphériques réglementés

En complément de la maîtrise des émissions de CO₂ évoquée précédemment, la substitution progressive des combustibles fortement soufrés par des combustibles à moindre teneur en soufre, puis par le gaz naturel, a permis de réduire très largement les émissions de dioxyde de soufre (SO₂) des installations de combustion du Groupe à l'échelle mondiale. Depuis 2012 et l'arrêt définitif de l'usage du fioul comme combustible, les émissions de SO₂ sont marginales et inférieures à 5 T par an. Dans le même temps, les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) ont également fortement diminué grâce à l'amélioration des centrales thermiques et au choix du gaz naturel en substitution du fioul. Elles convergent vers une asymptote, les programmes de modernisation des chaufferies étant maintenant achevés.

Autres émissions directes

Les émissions de NO₂ et de SO₂ sont calculées à partir des consommations d'énergies fossiles (fioul, charbon, coke, gaz naturel et GPL) en appliquant les facteurs d'émissions reconnus par la réglementation.

(en tonnes)	Année	SO ₂	NO ₂
Automobile	2015	4,42	373,3
	2014	4,9	344,7
	2013	6,1	429,5
Dont PCA France	2015	3,18	255,2
	2014	3,7	226,6
	2013	4,7	291,8
Commerce automobile	2015	4,06	27,6
	2014	5,4	30,8
	2013	6,3	40,0
Faurecia	2015	8,37	163,03
	2014	10,0	169,1
	2013	14,8	178,9
TOTAL	2015	16,85	563,9
	2014	20,4	547,5
	2013	27,3	652,8

Les résultats des marques ainsi que Faurecia indiqués ci-dessus se rapportent à la même proportion de sites que celle des consommations d'énergie directe.

2.2.2.2.2. Protéger les sols G.24 G.30

La division Automobile et Faurecia

Le Groupe poursuit une politique rigoureuse de prévention de la pollution des sols, notamment en dotant les stockages de produits liquides de dispositifs de rétention, en limitant autant que possible la création de réseaux enterrés de transport de fluides et en procédant à des opérations de vérifications et de maintenances des réseaux enterrés existants.

Par ailleurs il s'attache à connaître les pollutions anciennes qui peuvent être présentes dans les sols de ses sites.

À l'instigation des pouvoirs publics, ou de sa propre initiative, le Groupe a procédé à des études de pollution des sols sur de nombreux sites. Après des investigations poussées, certains sites étudiés font l'objet d'une surveillance. Au cas par cas, ces analyses sont complétées par des actions ponctuelles de dépollution ou des mesures de prévention.

Les réseaux commerciaux

La Direction immobilière du Groupe fait réaliser des études de sols et des diagnostics approfondis aux droits des ouvrages identifiés comme potentiellement polluants. En 2015, une attention particulière a été portée sur l'ensemble des points de vente équipés d'ouvrages enterrés. L'objectif était de s'assurer de la parfaite maintenance des installations, au niveau du périmètre Groupe.

En cas de pollutions avérées, le Groupe met en place un plan d'actions destiné à traiter les pollutions, dans le respect des contraintes réglementaires, afin de rendre le terrain compatible avec l'utilisation prévue post-cession.

En France, dans le cadre des programmes Odas et Osmose, les vendeurs sont sensibilisés à encourager leurs clients à une meilleure prise en compte de leur impact environnemental, notamment lors du lavage de leur véhicule à domicile.

Par ailleurs, au niveau du périmètre Groupe, une gamme de produits d'entretien « Technature » est proposée aux clients afin qu'ils puissent opter pour des solutions plus écologiques (tous les produits de la gamme contiennent au minimum 80 % de composants d'origine naturelle, ils sont biodégradables et non dangereux pour les organismes aquatiques).

2.2.2.2.3. Réduire les autres nuisances auprès des riverains G.26

Les mesures à prendre pour la tranquillité des riverains sont appréciées et arrêtées à l'occasion des études d'impacts ou des compléments d'études d'impacts dont le contenu est défini par la réglementation. Ces études évaluent la sensibilité des zones d'habitation situées à proximité immédiate des sites, sur des critères aussi divers que le niveau sonore, les nuisances olfactives, les flux de circulation, etc. Elles sont réalisées dans le cadre de nouvelles implantations ou renouvelées à chaque phase notable de développement d'un site (extension, installation nouvelle ou équipement nouveau), et sont réglementairement soumises à l'avis public et à l'approbation des autorités administratives.

Ainsi, une dizaine d'études d'impacts est menée chaque année sur les sites du Groupe.

Des instances de dialogue mises en place au niveau des sites permettent aux riverains de faire remonter leurs remarques dans le cas d'éventuelles nuisances. Les griefs sont pris en compte et caractérisés pour définir et mettre en œuvre les solutions adaptées. Ainsi, à Poissy, les odeurs désagréables critiquées par les voisins de l'usine ont conduit à revoir les modes de gestion de l'installation de traitement des eaux de peinture à l'origine de ces désagréments.

2.2.2.3. DÉCHETS ET CYCLES DES MATÉRIAUX : RATIONALISER SA CONSOMMATION DE MATIÈRES PREMIÈRES ET OPTIMISER LE RECYCLAGE DES DÉCHETS

2.2.2.3.1. La consommation de matières premières

G.28

Développement de l'économie circulaire

Désireuse d'appliquer les concepts de développement responsable prônés par la politique du Groupe et pour rester en cohérence avec la stratégie produit qui promeut une meilleure valorisation et recyclabilité des véhicules, les sites industriels du Groupe sont engagés dans le développement de l'économie circulaire dans leurs territoires d'implantation. D'une part, cela se traduit par la volonté d'éviter tout gaspillages de ressources naturelles et de consommer les matières premières au juste nécessaire. D'autre part, cette démarche s'étend aussi à la gestion des déchets, afin d'atteindre le « zéro » déchet enfoui et favoriser les filières recyclage et de valorisation. Localement les sites analysent les éventuelles opportunités d'échanges de flux et de déchets dans le cadre d'expérimentations d'écologie industrielle.

Consommation de matières brutes et recyclées (Périmètre PCA, achats série)

En 2015, le Groupe a consommé :

- 2 090 000 tonnes d'aciers (contre 2 195 000 tonnes en 2014) dont 715 000 tonnes en direct (contre 770 000 tonnes en 2014) ;
- 290 000 tonnes de métaux non ferreux (contre 275 000 tonnes en 2014) dont 57 000 tonnes d'aluminium en direct (contre 63 000 tonnes en 2014) ;
- 450 000 tonnes de matériaux de synthèse, polymères et élastomères (contre 460 000 tonnes en 2014).

Les travaux sur l'allègement de masse entraînent une réduction générale des masses matières et notamment d'acier dans la fabrication de véhicules du Groupe.

2.2.2.3.2. La gestion des déchets

G.25

Au sein de la division Automobile, le Groupe vise la réduction de la masse de déchets par véhicule fabriqué, ainsi que la suppression de la mise en enfouissement des déchets au profit des filières de valorisation et de recyclage pour les usines européennes.

Hors déchets métalliques et de constructions, les résultats obtenus depuis 1995 confirment la bonne mise en œuvre de cette politique :

- le poids de déchets par véhicule a diminué de plus de 60 % ;
- l'analyse et la caractérisation des déchets produits pendant les différentes phases de la production (forge, fonderie, mécanique, emboutissage, peinture et assemblage final) permettent d'identifier des filières de traitement alternatives à l'enfouissement. La mise en place progressive de nouvelles filières de traitement, en fonction de l'offre locale de traitement contribue à l'augmentation régulière du taux de valorisation et de recyclage interne des déchets qui dépasse maintenant 89 %.

En complément, les déchets métalliques (tôles, copeaux, etc.) sont récupérés en quasi-totalité et trouvent des débouchés naturels en sidérurgie ou dans les fonderies du Groupe.

En tenant compte de ces déchets métalliques, le taux global de recyclage et valorisation des déchets industriels du Groupe s'élève à 96 %.

Pour les réseaux commerciaux en Europe, le Groupe met en place des contrat-cadres avec des prestataires spécialisés dans la gestion des déchets dangereux et non dangereux, tels que Veolia et Chimirec. Cette approche permet d'optimiser le suivi des déchets et d'assurer leur traçabilité au sein des filières de traitement, et constitue un des objectifs de performance des personnels en charge du pilotage économique au sein de la Direction Peugeot Citroën Retail (PCR).

En France, les marques du Groupe engagent des démarches de tri et de valorisation des déchets via AutoEco afin d'encourager leurs points de vente à prendre des initiatives en faveur d'une meilleure gestion de leurs déchets. Par le biais de sa démarche « Greenpact », développée en 2008, le réseau Citroën France recycle 13 000 tonnes de déchets chaque année. Trente types de déchets automobiles ont jusqu'ici été identifiés comme recyclables. En parallèle, Peugeot déploie sa démarche « Ici, on trie Green Team » qui s'inscrit dans la même logique que le programme « Relais Vert Auto », mis en place dans les années 90 par la marque.

De nombreux points de vente du réseau PCR France détiennent la labellisation AutoEcoClean. Il s'agit d'un label de qualité attribué annuellement aux adhérents respectant des critères environnementaux. Les adhérents sont classés en fonction de la qualité des données remontées et de la longévité de leur engagement à collecter et trier les déchets. En 2015, 340 points de vente Citroën Retail sont labellisés dont 169 en statut Bronze (depuis 1 an), 66 en statut Silver (depuis 4 ans), et 105 en statut Gold (depuis 6 ans). Le réseau Peugeot Retail comptabilise quant à lui 401 points de vente labellisés (176 Autoclean Bronze, et 225 Autoclean Silver).

La société AutoEco organise chaque année les Trophées de l'Environnement afin de primer les points de vente les plus exemplaires. En 2015, 33 points de vente du réseau Peugeot France et 5 du réseau Citroën France y ont été conviés. La marque Citroën s'est distinguée en obtenant le prix « Coup de cœur » pour son action globale.

La Direction services et pièces anime également cette démarche environnementale auprès du réseau indépendant d'entretien et réparation automobile multimarque Euro Repair Car Service. L'enseigne met à la disposition de tous ses réparateurs un service de collecte et de recyclage des déchets via des accords avec des sociétés spécialisées agréées.

Par ailleurs, dans le cadre du déploiement des programmes après vente (Osmose pour Citroën et Odas pour Peugeot), les experts qui interviennent sur site intègrent la préservation de l'environnement dans leur coaching, en particulier, les conditions de stockage et de récupération des déchets.

L'ensemble des sites Faurecia, et plus particulièrement les sites de production, visent à réduire la masse des déchets générés lors du processus de production. Au total en 2015 :

- 56 % des déchets sont recyclés (+ 3 % par rapport à 2014) ;
- 15 % des déchets sont valorisés avec récupération d'énergie (+ 11 % par rapport à 2014).

En 2015, les sites ont généré 229 077 tonnes de déchets (+ 4 % par rapport à 2014). Les déchets non dangereux constituent 64 % du total, hors déchets métalliques. Par ailleurs, les déchets métalliques (ferrailles, fonte) qui représentent 26 % du total sont tous récupérés et recyclés par des fonderies.

Quantité de déchets traités par nature et par filière d'élimination

AUTOMOBILE (HORS DÉCHETS MÉTALLIQUES RECYCLÉS À PRÈS DE 100 %)

(en tonnes)	Année	Mise en enfouissement	Valorisation	Autres traitements	Total	Recyclage interne
Spécifiques fonderie	2015	3 325	47 272	32	50 629	85 737
	2014	3 316	45 550	44	48 909	80 578
	2013	4 251	46 892	27	51 170	92 976
Déchets Non Dangereux	2015	4 582	59 792	2 776	67 151	980
	2014	6 636	58 786	1 745	67 168	4 017
	2013	10 868	73 214	1 891	85 973	5 401
Déchets Dangereux	2015	497	18 092	14 267	32 857	0
	2014	760	18 473	15 138	34 371	0
	2013	1 293	16 568	18 794	36 655	0
TOTAL	2015	8 404	125 156	17 075	150 637	86 717
	2014	10 712	122 809	16 927	150 448	84 595
	2013	16 412	136 673	20 713	173 798	98 376

Ce tableau ne tient pas compte des déchets métalliques (461 493 tonnes en 2015) qui sont recyclés à 100 % et des déchets de constructions qui sont notamment dus aux actions de compactages des usines.

Les déchets recyclés en interne ne sont pas repris au total. Ce sont pour une part des sables de fonderies régénérés sur site par un procédé thermique, permettant de les réutiliser dans le process et pour une autre part des déchets de bois qui sont réutilisés comme combustible dans nos moyens de chauffage biomasses.

La génération de déchets de production est stable en volume, mais marque une baisse en ratio à 119 kg par véhicule produit.

Hors déchets de fonderie, ce ratio tombe à 51 kg, poursuivant sa décroissance régulière. La quantité de déchets enfouis se réduit d'environ 2 000 tonnes entre 2015 et 2014. Ce résultat est notamment dû d'une part à la diminution de production de déchets pour les usines hors Europe (Kaluga en Russie, Buenos Aires en Argentine et Porto Real au Brésil), mais aussi à la mise en œuvre d'autres filières. Par ailleurs, les sites industriels de Trnava, Sochaux, Mulhouse, Poissy, Hérimoncourt et Valenciennes confirment le fait qu'ils n'enfouissent plus aucun déchet (à l'exception de la faible part de ceux dont la législation impose qu'ils le soient).

DONT PCA FRANCE (HORS DÉCHETS MÉTALLIQUES)

(en tonnes)	Année	Mise en enfouissement	Valorisation	Autres traitements	Total	Recyclage interne
Spécifiques fonderie	2015	3 325	47 272	32	50 629	85 737
	2014	3 316	45 550	44	48 909	80 211
	2013	4 251	46 892	27	51 170	92 976
Déchets Non Dangereux	2015	1 432	34 921	2 700	39 053	952
	2014	964	30 669	1 583	33 216	4 017
	2013	1 279	33 407	1 743	36 429	5 219
Déchets Dangereux	2015	240	12 671	11 454	24 365	0
	2014	183	13 600	12 482	26 265	0
	2013	301	13 283	14 251	27 835	0
TOTAL	2015	4 997	94 864	14 186	114 047	86 689
	2014	4 463	89 818	14 109	108 390	84 228
	2013	5 831	93 582	16 021	115 434	98 195

PÉRIMÈTRE RÉSEAU PROPRE DES MARQUES (HORS DÉCHETS MÉTALLIQUES)

(en tonnes)	Année	Mise en enfouissement	Valorisation	Autres traitements	Total
Déchets Non Dangereux	2015	5 244	4 856	20	10 119
	2014	5 597	4 591	19	10 209
	2013	nd	nd	nd	10 002
Déchets Dangereux	2015	251	3 196	250	3 697
	2014	302	3 463	192	3 957
	2013	nd	nd	nd	4 115
TOTAL	2015	5 495	8 052	270	13 816
	2014	239	8 054	211	14 221
	2013	nd	nd	nd	14 117

Les résultats des marques indiqués ci-dessus se rapportent en moyenne à 95 % des sites en 2015 (86 % en 2014 et 85 % en 2013).

Ce tableau ne tient pas compte des déchets métalliques (1 976 tonnes en 2015).

PÉRIMÈTRE FAURECIA (HORS DÉCHETS MÉTALLIQUES RECYCLÉS À 100 %)

(en tonnes)	Année	Mise en enfouissement	Valorisation	Autres traitements	Total	Recyclage interne
Déchets non Dangereux	2015	52 232	93 403	2 630	148 265	12 417
	2014	56 154	87 779	3 292	147 225	12 477
	2013	54 513	84 751	3 675	142 939	2 136
Déchets Dangereux	2015	2 522	9 460	8 874	20 856	555
	2014	4 150	8 827	13 631	26 608	461
	2013	3 220	7 813	7 916	18 949	328
TOTAL	2015	54 754	102 863	11 504	169 121	12 972
	2014	60 304	96 606	16 923	173 833	12 938
	2013	57 733	92 564	11 591	161 888	2 464

Ce tableau ne tient pas compte des déchets métalliques (59 690 tonnes en 2015) qui sont recyclés à 100 %.

2.2.2.4. MAÎTRISE DU CYCLE DE L'EAU SUR LES INSTALLATIONS

2.2.2.4.1. La réduction des consommations d'eau

G.27

Pour la division Automobile, économiser l'eau est un enjeu pour chaque site industriel. Comme pour l'énergie, chaque site dispose d'un plan de maîtrise de la consommation d'eau, qui repose notamment sur le comptage, l'affichage des modes opératoires les plus économes et la mise en œuvre de systèmes de recyclage. Cette politique a permis, depuis 1995, de réduire très fortement

(- 73 %) la consommation d'eau par véhicule produit, contribuant ainsi à la préservation de la ressource.

Au-delà de ces actions d'économies de l'eau reposant sur des actions de management, le Groupe a depuis longtemps déployé des process de rinçage en cascade inversée pour ses activités de peinture. Ainsi l'eau peut servir pour six cycles de rinçages successifs en fonction de sa propreté. Aujourd'hui, pour maîtriser la consommation de la ressource naturelle en eau, le Groupe travaille sur des solutions de recyclage des eaux de process industriels, notamment par la mise en place généralisée de technologies innovantes telles que les évapoconcentrateurs qui permettent de séparer la phase huile de la phase eau des rejets aqueux pour la réutilisation de ces derniers dans le process.

PRÉLÈVEMENT D'EAU

(unités : m³)	Année	Eau de ville	Eau de surface	Eau souterraine	Total
Automobile	2015	1 848 222	3 116 964	2 411 330	7 376 516
	2014	1 873 845	2 941 544	3 194 230	8 009 619
	2013	1 951 262	3 259 761	3 384 130	8 595 153
Dont PCA France	2015	989 006	1 833 538	1 859 049	4 681 593
	2014	942 877	1 996 341	2 585 244	5 524 462
	2013	1 040 016	2 755 334	2 394 104	6 189 454
Commerce automobile	2015	507 657	0	50	507 707
	2014	559 722	0	0	559 722
	2013	613 190	0	0	613 190
Faurecia	2015	2 325 826	452 219	1 140 783	3 918 828
	2014	2 209 653	595 967	1 199 473	4 005 093
	2013	2 019 282	684 032	924 151	3 627 465
TOTAL	2015	4 681 705	3 569 183	3 552 163	11 803 051
	2014	4 652 846	3 537 511	4 393 703	12 584 060
	2013	4 595 422	3 943 793	4 308 281	12 847 496

Pour PCA, l'année 2015 marque une rupture dans les consommations d'eau, en particulier à Sochaux et Mulhouse. Les travaux de recherche et traitement des fuites, de suppression des bras inutilisés engagés ces dernières années portent leurs fruits et le ratio de consommation par véhicule est de 3,75 m³. Ce ratio est même de 3,55 m³ si l'on extrait Française de Mécanique, consolidée depuis 2014, et non prise en compte lors de l'établissement de l'objectif 2015 de la division Automobile à 3,6 m³/voiture,

Les résultats des marques se rapportent à 87 % des sites en 2015 (88 % en 2014 et 84 % en 2013). Les consommations d'eau du réseau sont essentiellement liées à l'usage sanitaire et à l'entretien des véhicules pour les points de vente dotés de stations de lavage.

Pour Faurecia, l'eau est principalement utilisée dans les processus industriels de production et de refroidissement des pièces automobiles, ainsi que dans le système sanitaire. Au total, les sites Faurecia, ont consommé 3,92 millions m³ au cours de l'année 2015 soit 1 % de moins qu'en 2014. La part dédiée au système de refroidissement représente 33 % de la consommation totale d'eau. L'extraction d'eau en nappe phréatique est principalement liée à deux sites industriels, l'un étant basé en Allemagne, l'autre en France. Il s'agit de circuits de refroidissement ouverts : l'intégralité de l'eau

prélevée est rejetée dans le milieu naturel après refroidissement et contrôle de la température de rejet. Aucun de ces 2 sites n'a répertorié de problématique de restriction d'usage de l'eau au cours de l'année 2015.

2.2.2.4.2. Le traitement de l'eau

Qu'il soit raccordé à une station publique de traitement des eaux usées ou équipé en interne d'une filière complète de traitement des eaux usées, chaque site suit régulièrement, voire quotidiennement, la qualité de ses rejets aqueux à partir de nombreux paramètres définis dans les autorisations d'exploiter. Les résultats de cette surveillance font également l'objet d'une communication fréquente auprès de l'administration. Cette organisation permet de garantir une qualité des rejets aqueux acceptable pour le milieu récepteur. En particulier, les risques de pollution par eutrophisation et par acidification sont négligeables compte tenu des caractéristiques des effluents des sites automobiles du Groupe. En complément, la poursuite du déploiement de processus de traitement de surface sans Nickel (TTS vert) engagée depuis plusieurs années dans les usines de carrosserie, permet de réduire de manière significative les quantités de ce métal lourd dans les rejets finaux des usines.

REJETS BRUTS DANS L'EAU EN SORTIE D'USINE **G.24**

(en kg/an)	Année	DCO	DBO5	MES
Automobile	2015	1 469 660	513 618	307 587
	2014	1 325 742	483 680	283 031
	2013	1 284 528	428 342	372 479
Dont PCA France	2015	850 133	218 599	189 491
	2014	713 168	188 829	180 303
	2013	824 473	220 781	254 093
Faurecia	2015	nc	nc	nc
	2014	nc	nc	nc
	2013	nc	nc	nc
TOTAL	2015	1 469 660	513 618	307 587
	2014	1 325 742	483 680	283 031
	2013	1 284 528	428 342	372 479

DCO = Demande Chimique en Oxygène DBO5 = Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours MES = Matières En Suspension nc = non connu

Nota : Les données de Faurecia ne sont pas consolidées compte tenu de la disparité des obligations réglementaires sur le périmètre rendant impossible une consolidation homogène des indicateurs.

Moins de 10 % des effluents aqueux présentés ci-dessus font l'objet de rejets vers le milieu naturel après traitement épuratoire complet in situ. Le reste correspond à des rejets en station d'épuration collective pour traitement final. L'augmentation constatée est liée principalement à l'augmentation de l'activité des usines de mécanique, qui sont raccordées à des stations de traitement communal. Cet accroissement de charge polluante rejetée n'a pas d'incidence sur le milieu récepteur.

Pour Faurecia, lorsque l'eau est souillée lors du processus de fabrication et doit être traitée avant rejet, les sites utilisent le plus souvent le réseau collectif, pour 55 % des eaux rejetées, les autres sites disposent d'installations internes (12 % des rejets).

2.2.2.5. LA PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ET ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ **G.26** **G.33**

L'activité de production automobile du Groupe ne présente pas intrinsèquement un haut risque pour l'environnement. Elle se caractérise cependant par la taille de ses sites, liée aux nécessités de production en très grande série.

2.2.2.5.1. Implantation à proximité des zones protégées

Les sites industriels

L'outil industriel mondial du Groupe compte principalement 22 usines de production et 12 centres d'études et sites tertiaires. Ces 34 établissements occupent une surface d'environ 3 750 ha, dont 43 % sont imperméabilisés. Les opérations de compactage des sites sont engagées et se concrétisent avec la baisse des surfaces. L'imperméabilisation des sols limite l'infiltration de l'eau dans le sol, ce qui peut être, selon le milieu récepteur, un facteur de crue. En conséquence, le Groupe crée des moyens de maîtrise de ses rejets d'eaux pluviales, notamment lors des projets d'extension avec par exemple la mise en place de bassins d'orage.

Par ailleurs, la plupart de ces établissements sont implantés en zone industrielle périurbaine. Aucun site n'est inclus dans un espace défini en tant que zone humide (convention de RAMSAR) ou en tant que zone réglementée pour la protection de la faune et de la flore (parcs nationaux, zones Natura 2000, réserves naturelles,

zones couvertes par des arrêtés biotopes, etc.). Et si certains établissements (Bessoncourt, Caen, Charleville, La Ferté Vidame, Mulhouse, Sept-Fons, Trnava, Valenciennes et Vesoul) sont situés à proximité de ces zones, cette proximité n'a pas de conséquence identifiée à ce jour sur les milieux concernés.

Les exigences d'équilibre et de préservation des milieux naturels, de la flore et de la faune, et les mesures à prendre pour la tranquillité des riverains sont appréciées et arrêtées à l'occasion des études d'impacts ou des compléments d'études d'impacts dont le contenu est défini par la réglementation. Ces études évaluent la sensibilité des milieux naturels situés à proximité immédiate des sites, et notamment la proximité de zones de protection spéciales de la faune et de la flore. Elles sont réalisées dans le cadre de nouvelles implantations ou renouvelées à chaque phase notable de développement d'un site (extension, installation nouvelle ou équipement nouveau), et sont réglementairement soumises à l'avis public et à l'approbation des autorités administratives.

Ainsi, une dizaine d'études d'impacts est menée chaque année sur les sites du Groupe. En plus de ces études, des analyses des impacts environnementaux de l'activité sont conduites annuellement dans le cadre du système de management environnemental ISO 14001 dans tous les sites certifiés du Groupe. Elles permettent le management de ces enjeux (objectifs, suivi des résultats, etc.).

2.2.2.5.2. Actions remarquables en faveur de la biodiversité

Compte tenu des caractéristiques très différentes de chaque site, et des spécificités des régions dans lesquelles ils sont implantés, chaque site dispose d'une autonomie importante pour appréhender la gestion de sa biodiversité de manière adaptée. Par exemple, Rennes (France) et Madrid (Espagne) poursuivent leurs expertises floristiques afin d'adapter la gestion de leurs espaces verts. Porto Real (Brésil) et Sochaux (France) ont réhabilité des zones pour y planter des essences autochtones. Les forêts des sites de La Ferté Vidame et de Belchamp sont gérées de manière durable et sont certifiées PEFC (Pan-European Forest Certification).

Sevel Nord a aussi établi un inventaire de la biodiversité sur son site et a engagé une initiative de développement de ruches. Outre l'impact symbolique de production de miel local, cette démarche constitue un bon marqueur de l'état de la nature dans le site et ses alentours immédiats.

« Le puits de carbone Peugeot en Amazonie » ; un engagement écologique, scientifique et socio-économique

La marque Peugeot poursuit, en coopération avec l'Office National des Forêts (ONF), le programme de mécénat scientifique « Le puits de carbone Peugeot en Amazonie » débuté en 1998. Prévu pour durer jusqu'en 2038 avec un objectif à terme de 945 000 tCO₂ séquestrées, il consiste en un reboisement de grande ampleur de terrains dégradés et en la reconstitution de la biodiversité dans l'État du Mato Grosso au Brésil, avec l'étude de la relation entre reforestation et absorption du gaz carbonique atmosphérique.

Cette reforestation promeut la biodiversité, notamment via le maintien d'espèces végétales natives, et a pour but de reconstituer l'équilibre de l'écosystème. Ainsi, plus de deux millions d'arbres, d'une cinquantaine d'espèces, ont été réintroduits dans le cadre de ce projet, sur une surface totale de quelque 2 000 ha. L'Amazonie recèle plus de 50 % de la biodiversité terrestre de la planète.

Intensification de la séquestration de CO₂

Après 17 ans, la séquestration totale de carbone par les plantations du projet avoisine les 550 000 tonnes de CO₂ équivalents selon les modalités d'estimation du standard VCS (*Verified Carbon Standard*). Ces chiffres sont communiqués sous-réserve de la publication du rapport d'audit environnemental effectués par les organismes certificateurs du Standard VCS.

Ces crédits de carbone sont commercialisés dans le cadre du protocole VCS, méthodologie conforme aux règles de mesure définies internationalement. La certification de cette classe d'actifs liée à la réalisation de projet de séquestration du carbone a été réalisée par un double audit, d'Ernst & Young et de TÜV-SUD. L'obtention de ce label de qualité, par des observateurs indépendants et reconnus, permet de témoigner du très grand sérieux du projet et de la rigueur de son suivi scientifique.

Le puits de carbone forestier Peugeot-ONF est ainsi devenu le premier projet forestier au Brésil émettant des crédits carbone certifiés dans le cadre du label de certification VCS et le second

à l'échelle du continent sud-américain. Au total, ce sont 2 millions d'arbres de plus de 50 espèces naturelles qui ont été réintroduits dans une plantation de près de 2000 hectares.

PETRA : Le Puits de Carbone au cœur d'une dynamique régionale et internationale

La pérennité des actions du Puits de Carbone passe également par son intégration harmonieuse dans le tissu économique et social de la région. Elle s'exprime à travers la création d'emplois, facilitant une prise de conscience sur le devenir des forêts et l'importance de les préserver. En 2012, le programme PETRA (Plateforme Expérimentale pour la gestion des Territoires Ruraux de l'Amazonie légale) a été mis en place avec l'ensemble des partenaires du Puits de Carbone.

Le 15^e Conseil Scientifique et Technique du Puits de Carbone PEUGEOT-ONF s'est tenu à Brasília, du 23 au 25 mars 2015, en présence de deux nouveaux membres : la directrice des politiques publiques de l'institut de recherche environnementale de l'Amazonie (IPAM) et le coordinateur de l'unité de développement durable du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Brésil.

Les travaux du Conseil Scientifique et Technique ont principalement porté sur l'examen de deux plans de gestion durable préparés par ONF Brasil :

- le plan d'aménagement portant sur 5 000 hectares de forêt tropicale humide prévoit la mise en place expérimentale d'une exploitation à faible impact visant à alimenter les modèles techniques et économiques de gestion durable de ces écosystèmes riches et complexes ;
- concernant les 1 800 hectares de forêt classés depuis 2009 en réserve privée du patrimoine naturel (RPPN), ils fourniront à la communauté scientifique un terrain d'étude incomparable, classifié comme l'une des plus fortes zones de biodiversité terrestre.

Ces deux plans sont en cours de validation auprès du ministère de l'Environnement de l'État du Mato Grosso.

2.3. ENGAGEMENT SOCIÉTAL EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

2.3.1. Les achats : assumer la responsabilité de donneur d'ordre du Groupe

2.3.1.1. LES ACHATS RESPONSABLES, AU CŒUR DE LA PERFORMANCE DU GROUPE

La nature des achats automobiles

Les achats du Groupe regroupent :

- les pièces de série :
 - les achats des pièces de série véhicules et organes mécaniques (78 % du montant total des achats dont 15 % correspondent à la matière intégrée dans le prix des pièces). Les pièces de série achetées représentent plus de 75 % du prix de revient de fabrication d'un véhicule du Groupe,
 - les achats directs de matières (13 % du montant total des achats) ;

- les pièces de rechange et accessoires (7 % du montant total des achats) ;
- les achats hors-série : frais généraux, services, moyens commerciaux, compétition, informatique et télécoms (15 % du montant total des achats).

L'enjeu des achats G.39

Les achats représentent un enjeu central pour le Groupe, dans le cadre de son développement international et de son intégration dans les tissus industriels des pays où il s'implante. Le chapitre 4 du rapport RSE du Groupe présente de façon plus détaillée les éléments ci dessous.

Le montant des achats de la division Automobile de PSA en 2015 est de 21 milliards d'euros, ce qui correspond à 37 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Le statut spécifique de Faurecia, à la fois filiale, mais aussi fournisseur d'autres constructeurs automobiles, directement concurrents de

PSA, oblige à une stricte séparation de chacune de ces entités, achats y compris. Néanmoins, les principes de responsabilité qui prévalent au sein de la Direction des achats de PSA sont également applicables dans la relation de Faurecia vis-à-vis de sa propre chaîne d'approvisionnement, au double titre de son appartenance au Groupe et de son statut de fournisseur stratégique.

Les achats de la division Automobile sont répartis de la façon suivante :

RÉPARTITION PAR RÉGION DES ACHATS DANS LE MONDE EN 2015

	Europe	Eurasia (yc Russie)	Amérique latine	Chine et Asie du Sud	
(en millions d'euros)	Montant	Montant	Montant	Montant	Total
Pièces de série	15 875	32	485	0	16 392
Pièces de rechange	1 393	0	27	0	1 420
Achats hors-série	2 945	0	162	0	3 107
TOTAL	20 213	32*	674	0	20 919

* Ne comprend pas les achats de la JV.

La méthode de calcul a été revue en 2015 afin d'identifier les achats par région de destination et non par société donneuse d'ordres.

Le Groupe a fait en 2015 l'acquisition de Mister Auto, site de vente en ligne de pièces de rechanges dont les éléments seront intégrés dans les prochains rapports RSE.

Une stratégie achat fondée sur les notions de partenariat et d'intégration locale G.34 G.38

Compte tenu des enjeux économiques, de sa présence sur ses différents territoires d'implantation, PSA place la qualité de la relation avec ses fournisseurs au cœur de sa stratégie. Cela passe par un renforcement de son panel fournisseurs sur un nombre réduit d'entreprises, sélectionnées suivant leur efficience opérationnelle, et avec lesquelles le Groupe établit des relations de partenariat et de transparence.

Du fait de l'importance des technologies achetées entrant dans la fabrication des véhicules, la performance technique, qualité, logistique et financière des fournisseurs est importante : les

défaillances de fournisseurs peuvent effectivement conduire à des arrêts de production des usines du Groupe, ainsi qu'à des retards des lancements commerciaux des nouveaux véhicules.

Tous les fournisseurs sont évalués, sélectionnés et suivis selon différents critères, notamment la compétitivité, la qualité, la performance logistique, l'aptitude à développer et à industrialiser de nouveaux produits, la pérennité et la responsabilité sociale et environnementale.

Une gouvernance renforcée de la relation fournisseur

Pour le Groupe, il est indispensable de nouer une relation pérenne avec ses fournisseurs. La Direction des achats s'appuie sur la démarche « Excellence de la Relation Fournisseur » qui gouverne ses rapports avec ses fournisseurs, dans une logique « gagnant-gagnant », en particulier avec les fournisseurs stratégiques et majeurs. Cette approche a pour objectif de mutualiser les savoir-faire de chacun des partenaires, d'établir une relation long terme, dans une démarche de progrès continu.

Le plan Back in the Race : les leviers achats

Dans le cadre du plan Back in the Race, des plans d'actions spécifiques sont mis en place avec les fournisseurs, auxquels il est demandé de contribuer au redressement du Groupe selon les quatre axes opérationnels suivants :

Axes « Back in the Race »	Actions fournisseurs	Résultats
Poursuivre la différenciation des marques et améliorer leur positionnement prix	Proposer au Groupe des innovations adaptées au positionnement de chaque marque dans le respect des exigences qualité de chaque cible client	Mise en place de chantiers avec quelques fournisseurs stratégiques pour identifier les produits du futur qui répondraient à l'ADN de chacune des marques (ex : les air bumps de Citroën C4 Cactus)
Mettre en œuvre une stratégie produit ciblée au niveau mondial	Accompagner le Groupe dans le déploiement de ses projets de modèles mondiaux.	Optimisation de la politique modulaire pour favoriser la diversité des modèles, accélérer les lancements et optimiser l'utilisation des capacités de production. (ex : la plateforme modulaire EMP2, levier fort en matière de masse et de consommation, de qualité et de compétitivité économique.)
Assurer une croissance rentable à l'international et la création de valeur dans les territoires d'implantation	Répondre au besoin du Groupe d'accroître son taux d'intégration locale.	Accord de création d'une nouvelle usine à Kenitra au Maroc (lancement opérationnel en 2019) avec un taux d'intégration locale annoncé de 80 % au démarrage puis 90 % à terme.
Améliorer la compétitivité	Moderniser et adapter leur outil industriel aux meilleures références mondiales	Participation des fournisseurs aux chantiers monozukuri afin de faciliter la modernisation des sites de production : (Ex : passage en mono flux des usines de Mulhouse et de Poissy, en ligne avec le projet Usine Excellente)

Une organisation au service des achats responsables

La Direction des achats du Groupe est en charge de la relation avec les fournisseurs. Elle a pour mission de constituer et de maintenir une base de données fournisseurs au meilleur niveau technique, industriel et économique. Elle garantit également la qualité et la sécurité des approvisionnements du Groupe en s'assurant du respect de ses standards par ses fournisseurs notamment en matière de qualité, de logistique et de développement responsable. Elle achète pour l'ensemble des directions du Groupe (hors Faurecia).

Cartographie des processus achats

Les 930 professionnels des achats de PSA implantés dans le monde appliquent des processus identiques. Ils sont structurés en 5 macro-processus :

- **manager la Direction des achats** : ce macro-processus définit l'organisation et le management des entités achats du Groupe au niveau mondial ;
- **manager la Relation Fournisseur** : ce macro-processus comprend deux volets, la gestion de la création de valeur entre PSA et ses fournisseurs, et le management des risques. Le pilotage de la responsabilité sociale et environnementale est au cœur de ce macro processus et son application se retrouve dans les trois macro-processus opérationnels suivants :
- **établir la politique d'achat** : ce macro-processus définit la stratégie d'achat pour chaque région et pour toutes les familles d'achats,
- **engager les marchés** : ce macro-processus consiste à identifier les fournisseurs à consulter, rédiger les cahiers des charges, lancer les consultations, analyser les offres, choisir les fournisseurs et contractualiser,
- **piloter l'exécution des contrats** : ce macro-processus s'applique sur l'ensemble du cycle de vie des pièces, durant le développement des projets, pendant la vie série, ou en après-vente. Il décrit les processus d'animation des fournisseurs pour s'assurer de l'application des contrats.

Formation des acheteurs

L'école achats de PSA organise chaque année des sessions de formations pour les nouveaux acheteurs en Europe et en Amérique latine. Un module spécifique sur la RSE, actualisé chaque année, est déployé à cette occasion. Depuis 2008, environ 448 personnes ont été formées en Europe et 124 personnes en Amérique latine.

En outre, la Direction des achats organise régulièrement des réunions de ses divisions opérationnelles pour les tenir informées des évolutions sur la RSE.

Depuis 2010 la Charte éthique du Groupe fait explicitement référence à l'intégration de critères éthiques et environnementaux dans la relation fournisseur. Cette charte est déjà signée par l'ensemble des cadres dirigeants et supérieurs du Groupe. Une nouvelle campagne a été lancée en 2015 auprès de la population des cadres (cf. chapitre 2.3.4).

En 2015, suite à la décision du Groupe de faire évaluer tout son panel de fournisseurs par un prestataire extérieur, EcoVadis, l'ensemble des acheteurs a été formé aux évolutions du contexte réglementaire RSE et aux attentes du Groupe. Une formation à l'outil d'EcoVadis est en cours de déploiement.

2.3.1.2. L'IMPACT DE LA POLITIQUE ACHATS SUR LES TERRITOIRES D'IMPLANTATION G.34 G.37

Le processus d'analyse des risques G.34

En cohérence, avec la politique risque du Groupe (cf. chapitre 1.5), les achats sont ventilés en 572 groupes de marchandises pour lesquels la Direction des achats effectue une analyse des risques

multicritères (qualité, logistique, financière, RSE etc..) afin d'élaborer pour chaque groupe de marchandise une « Politique Technique Industrielle Achats ». Cette politique est définie par les acheteurs en collaboration avec les spécialistes des autres entités du Groupe : analystes financiers, logisticiens, qualitatifs, ingénieurs, etc.

Depuis la crise économique et financière de 2008 qui a fortement touché les fournisseurs, le Groupe a mis en œuvre un suivi rapproché. Les résultats financiers de l'ensemble des fournisseurs sont analysés, ce qui permet d'une part d'éviter d'affecter de nouveaux marchés à des fournisseurs en difficultés et d'autre part d'identifier tous les fournisseurs à risque fort de défaillance (santé financière, moralité des actionnaires...). La situation des fournisseurs à risque fort de défaillance est présentée chaque mois au Comité de Direction des achats qui valide les plans d'actions et peut proposer d'engager soit un soutien de trésorerie (réduction ponctuelle des délais de paiement) soit une sécurisation (doublage des productions, recherche de repreneurs ou d'investisseurs...). PSA a mis en œuvre une organisation et des processus évolutifs permettant de garantir au maximum le respect des délais de paiements contractuels convenus avec ses fournisseurs. Une animation dédiée aux retards de paiements fournisseurs est en place. Elle permet le cas échéant d'identifier des causes de retards récurrents et d'y apporter les réponses structurelles nécessaires.

En 2015, le suivi curatif des fournisseurs à risque fort de défaillance sur les critères financiers concernait 42 dossiers représentant approximativement 7,2 % de la masse achats.

Grâce à cette stratégie le Groupe n'a pas eu d'arrêt de production en 2015 suite à des défaillances fournisseurs.

L'intégration locale : un axe majeur de la politique d'achat de PSA G.34

PSA est un acteur de la vie de ses territoires d'implantation. Le Groupe s'engage ainsi à poursuivre sa politique de renforcement d'achats réalisés à proximité de ses sites de production, ce qui contribue au maintien des activités de sous-traitance sur place.

Le Groupe a obtenu le label « Origine France Garantie » pour 11 véhicules produits dans ses usines françaises (Mulhouse, Poissy, Rennes, Sochaux) : 7 véhicules Peugeot (Peugeot 208 GTi, 208 XY, 308, 508, 2008, 3008 et 5008), 1 véhicule Citroën (Citroën C3) et 3 véhicules DS (DS 3, DS 4 et DS 5) ont reçu la labellisation d'« Origine France Garantie » remise par l'association Pro France.

Cette labellisation est délivrée aux produits dont l'assemblage final est réalisé en France et dont plus de 50 % de la valeur sont produits en France également. Elle garantit aux consommateurs l'origine française des produits qu'ils achètent.

Grâce à son solide ancrage industriel en France, PSA a une nouvelle fois contribué positivement à la balance commerciale de la France grâce à un excédent de 5,226 milliards d'euros et un solde import/export positif de 324 000 véhicules. Cette contribution à l'excédent commercial de la France est en augmentation de près 10 % par rapport à 2014.

Avec près de 1 million de véhicules produits en France en 2015, PSA est en ligne avec l'engagement pris dans le cadre de l'accord « Nouveau contrat social » de produire 1 million de véhicules en France en 2016.

Pour maintenir des bases industrielles fortes en France, PSA a engagé une démarche ambitieuse de modernisation de ses usines (optimisation de la logistique, compactage des surfaces, simplification des flux, etc.), destinée à améliorer la performance de son dispositif industriel.

Origine des pièces (série et rechange) achetées auprès des fournisseurs de rang 1 en fonction du site de production de PSA

ANNÉE 2015

Origine des Pièces (fournisseurs de Rang 1)	Usines PSA			
	France	Europe hors France	Russie	Amérique latine
Europe	92,64 %	93,21 %	52,7 %	31,8 %
France	50,70 %	22,43 %		31,8 %
Hors France	41,93 %	70,78 %		0,0 %
Russie	0,01 %	0,00 %	40,3 %	0,0 %
Amérique latine	0,16 %	0,1 %	1,00 %	67,4 %
Reste du Monde	7,19 %	6,69 %	6,00 %	0,8 %

Le taux d'intégration locale correspond au montant des achats d'une région auprès des fournisseurs de rang 1 de cette région sur le montant des achats totaux réalisés pour cette région. La méthode de calcul a été revue en 2015 afin d'identifier les achats par région de destination et non par société donneuse d'ordres.

- À Porto Real au Brésil, une moyenne de 74 % des pièces sont achetées en Amérique latine.
- À Buenos Aires en Argentine, ce taux d'intégration locale est en moyenne de 57 %.
- Pour mémoire, le taux d'intégration locale (zone PECO) de l'usine de Trnava en Slovaquie est passé de 5 % en 2005 à 53 % fin 2014.
- À Kaluga en Russie, l'intégration locale a augmenté de 6,3 % avec les attributions de marchés effectuées en 2015.

En cohérence avec les choix de développement à l'international et d'intégration locale, les professionnels achats de PSA sont implantés au plus près des marchés cibles du Groupe.

Dans le cadre de son plan de développement le Groupe a la volonté d'accroître son intégration locale au-delà du rang 1.

Deux exemples d'un engagement fort : la filière automobile française et les clusters fournisseurs

L'engagement de PSA en faveur de la consolidation de la filière automobile française n'a cessé de s'accroître depuis les États Généraux de l'automobile, tenus début 2009 :

- PSA adhère au Code de performance et de bonnes pratiques du 9 février 2009 relatif à la relation client-fournisseur au sein de la filière automobile. Ce Code régit un certain nombre de règles de fonctionnement, en particulier dans les domaines de la propriété intellectuelle et des conditions de règlement ;
- PSA contribue activement aux travaux menés par la Plateforme de la Filière Automobile (PFA) dont la mission est de conduire le renforcement de la filière automobile française. En 2015, la Direction des achats a complété ce dispositif en nommant des DAPI (Délégués achats pôle industriel) sur chaque pôle industriel en Europe. Les DAPI ont pour mission d'identifier les risques et opportunités de leurs pôles. Ils contribuent à l'atteinte des critères de l'usine excellente de PSA dont un des axes est l'implantation de certains de ses fournisseurs dans les usines du Groupe.

On peut citer à titre d'exemple les travaux menés sur la filière emboutissage : un état des lieux précis des acteurs en présence et du besoin de capacitaires dans les années à venir a été réalisé, des propositions de consolidation adaptées ont ainsi pu être formulées et sont actuellement à l'étude ;

- mi-2012, un groupe de travail sur la RSE pour la filière automobile française au CCFA (Comité des constructeurs français d'automobiles) a été mis en place. Composé des deux

grands constructeurs et d'équipementiers français de rang 1, il a pour objectif de faire le point sur les pratiques RSE de chaque entreprise et d'harmoniser celles-ci afin de les rendre plus facilement applicables dans la filière. Un volet important de ces échanges concerne les politiques d'achats responsables des participants (démarches et méthodes d'accompagnement de la chaîne de fournisseurs) afin de rapprocher les pratiques de chaque acteur et de faire émerger un référentiel commun de filière. En 2014, des travaux avec les parties prenantes ont été menés sur ce thème ;

- dans le cadre de son nouveau projet industriel de Kenitra au Maroc qui sera opérationnel en 2019, PSA s'est fixé d'atteindre 80 % d'intégration locale (composants véhicules et moteur) dès le lancement du premier véhicule et de porter ce pourcentage à 90 % à terme. Pour atteindre cet objectif, PSA va s'appuyer sur les fournisseurs marocains déjà présents et développe activement le tissu industriel local complémentaire (rang 1 mais aussi rang 2 et rang 3). PSA demande ainsi à tous ses équipementiers, non installés au Maroc, de l'accompagner dans ce projet « new frontier ».

PSA a présenté son projet à ses équipementiers lors d'une convention fournisseurs à Kenitra le 23 octobre 2015, avec la participation de près de 200 sociétés, dont 20 chinoises (fournisseurs de DPCA et de DFM).

Pour les accueillir dans les meilleures conditions, PSA a réservé un parc de 20 hectares pour ses fournisseurs dans la zone de Kenitra, qui pourrait être étendu si nécessaire. Les équipementiers qui s'implanteront dans ce parc seront à proximité immédiate de l'usine de PSA.

Un engagement fort de PSA au bénéfice du secteur adapté

G.37

Depuis plus de 20 ans, PSA travaille avec le secteur adapté et protégé pour les pièces de série (ex : faisceaux, garnitures de pavillon, pédaliers, etc.). La sous-traitance avec ce secteur constitue l'un des volets de l'accord Groupe sur l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées, 4^e accord signé depuis 2000 et 5^e accord renouvelé pour la période 2014-2016.

Il est attendu des fournisseurs du secteur adapté et protégé qu'ils répondent aujourd'hui au même niveau d'exigence que l'ensemble des fournisseurs du Groupe sur des critères qualité, réactivité, performance économique... La Direction des achats les a aidés à évoluer pour atteindre ce niveau de performance. Cette montée en compétence a notamment permis à certains des ateliers protégés de faire-valoir leur savoir-faire auprès d'autres clients et d'autres secteurs d'activités (ferroviaire, aéronautique...).

Bretagne Atelier a d'ailleurs été récompensé par PSA avec le trophée « Best plant » pour avoir obtenu au cours de l'année 2014 des performances exceptionnelles en termes d'excellence industrielle.

Les critères retenus étaient : la qualité, la ponctualité des livraisons, l'expertise logistique, le service clientèle dans les domaines technique et d'ingénierie et la résolution de problème.

Chiffres clés :

- les prestations achetées au titre du secteur adapté et protégé représentent 38 millions d'euros de valeur ajoutée ;
- 2 500 références industrielles sont gérées ;
- le Groupe travaille avec :
 - 6 associations majeures : ADAPEI du Doubs, ADAPEI de Haute Saône, Bretagne Ateliers, Les Papillons Blancs du Haut Rhin, Les Ateliers de l'Ostrevent et la Fondation AMIPI/SLAMI,
 - 1 917 unités bénéficiaires (Équivalent Temps Plein travailleurs handicapés en ESAT ou EA) dont 1 780 dans le domaine industriel, correspondant à 3 points du taux d'emploi des personnes handicapées au sein de PCA (Peugeot Citroën Automobiles S.A.) en France ;
- 100 % des voitures produites en Europe par le Groupe comportent au moins une pièce fabriquée par le secteur adapté et protégé.

PSA maintient sa position de premier acheteur de France au secteur adapté (entreprise adaptée) et protégé, (Établissements et Services d'Aide par le Travail) en 2015. Ce résultat est le fruit de la stratégie du Groupe, qui a décidé, depuis plus de 10 ans, de confier à une personne, spécifiquement dédiée à la Direction des achats, l'essentiel de ses achats de pièces industrielles au secteur adapté et protégé. Cette organisation est unique en son genre, elle est d'ailleurs citée comme exemple de bonne pratique par d'autres industriels.

2.3.1.3. STANDARDS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX POUR LES ACHATS

Des exigences RSE étendues aux fournisseurs

G.39 G.42

PSA entend faire du respect de ses exigences sociales et environnementales un axe fort de sa politique d'achats au même titre que la qualité, les délais et les coûts.

Concernant les **aspects sociaux**, le respect de critères en ligne avec les principes de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) est déterminant pour la sélection des fournisseurs. Le non-respect des droits humains entraîne des obligations correctives immédiates. La non mise en œuvre de ces actions entraîne des sanctions pouvant aller jusqu'au retrait du panel fournisseurs. En ligne avec son engagement historique en faveur du Pacte Mondial, et fort de son accord cadre mondial qui s'étend aux fournisseurs et partenaires, le Groupe identifie les zones et domaines les plus susceptibles de présenter des risques de violation des droits de l'homme et notamment de recours à l'esclavage moderne. Il déploie un dispositif gradué de diligences raisonnables lui permettant d'aller jusqu'à radier un fournisseur s'il s'avérait qu'il s'adonnait directement ou indirectement à ce type de pratique.

Les objectifs **environnementaux** du Groupe portant sur les produits sont retranscrits en engagements contractuels à travers des cahiers des charges et des politiques achats qui fixent des objectifs « matériaux verts/recyclables » ambitieux. Ces objectifs sont également un des axes majeurs de la politique d'innovation sur

laquelle se fonde la stratégie du Groupe en termes de labellisation de ses fournisseurs (*pour plus de détails voir chapitre 2.2.1.3.1*). De même, il est attendu des fournisseurs qu'ils mettent en œuvre une politique de gestion et d'amélioration continue de leurs installations industrielles dans le souci de la préservation de l'environnement. À cette fin, il est exigé des fournisseurs une certification environnementale (par exemple ISO 14001) de leurs installations.

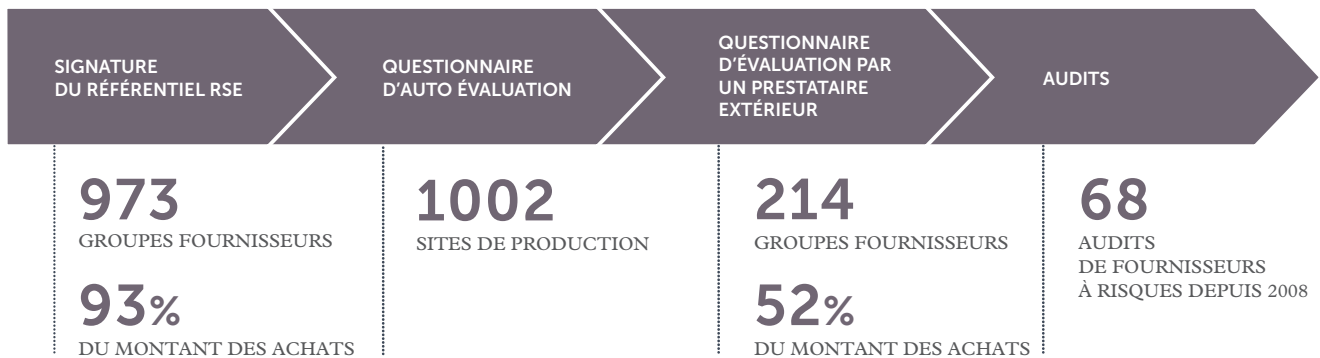
Politique de PSA sur les « **conflits minéraux** » : Le produit de l'extraction de l'or, l'étain, le tantale, et le tungstène sert à financer les conflits armés en république du Congo et dans les pays voisins. En ligne avec la Loi Dodd Franck de 2010, la politique de PSA est d'établir avec ses fournisseurs toute la transparence sur l'origine des minerais utilisés. C'est ainsi qu'une clause spécifique a été insérée dans les conditions générales d'achat (article 14), stipulant que le fournisseur doit communiquer la composition détaillée des matériaux entrant dans la fabrication des pièces fournies ainsi que toute évolution dans la composition. Le fournisseur doit, de plus, communiquer par écrit toute information nécessaire afin d'être conforme aux législations en vigueur, notamment sur le respect de la protection des consommateurs et sur les « **conflits minéraux** ». La Direction des achats, avec l'aide de la Direction recherche et développement en charge de la gestion des produits sensibles, a donc entrepris d'interroger systématiquement tout le panel fournisseurs afin d'identifier les fournisseurs concernés, leur demander de compléter le formulaire EICC-GeSI et dans le cas où ils s'approvisionneraient auprès de filières illégales de mettre en place un sourcing de substitution. PSA entend ainsi exercer son devoir de vigilance et participer à la mise en place d'un approvisionnement responsable.

Formation des fournisseurs : PSA accompagne ses fournisseurs dans cette démarche RSE en mettant à leur disposition de nombreux outils pour s'informer, se former et s'améliorer. Des réunions d'information fournisseurs sont organisées tous les mois afin d'informer les fournisseurs sur l'actualité RSE, de communiquer aux fournisseurs les attentes de PSA en matière de RSE, de les informer des évolutions légales et réglementaires en matière RSE. De plus, une formation RSE est mise à leur disposition en *e-learning*.

Dans un souci d'amélioration continue, et afin de mieux déployer sa politique d'achats responsables sur toute la chaîne d'approvisionnement, PSA collabore avec 9 autres constructeurs européens à un groupe de travail, « **European Automotive Working Group on Supply Chain Sustainability** » coordonné par CSR Europe. D'ores et déjà ont été élaborés les principes directeurs communs sur la RSE, avec les membres de l'AIAG (Automotive Industry Action Group) ainsi que des outils communs : formations en 2016 pour les fournisseurs de logistique (*Sustainable Supply Chain Logistics Forum*) et pour les fournisseurs chinois (*Automotive Supply Chain Forum in Shanghai*). Ce travail en commun rend plus efficace la démarche RSE de chaque constructeur et permet d'améliorer la maîtrise de la chaîne de sous-traitance.

Le renforcement du dispositif d'évaluation des fournisseurs en matière sociale, environnementale et sociétale

L'évaluation de la performance RSE des fournisseurs est pour PSA un élément indispensable dans le processus de choix d'un fournisseur, lors des appels d'offres. C'est ainsi que 96 % des choix fournisseurs ont été effectués en 2015 en prenant en compte l'avis RSE. Cet avis est constitué de l'engagement des fournisseurs à respecter les exigences RSE de PSA, des résultats des questionnaires d'évaluation et des résultats des audits.



Référentiel RSE

Les « **exigences de responsabilité sociale et environnementale de PSA vis-à-vis de ses fournisseurs** » sont disponibles sur le portail B2B du Groupe.

Les exigences du Groupe en matière sociale et environnementale :

- s'appuient sur un engagement personnel de l'encadrement : depuis 2010 la Charte éthique du Groupe fait explicitement référence à l'intégration de critères éthiques et environnementaux dans la relation fournisseur ;
- sont rassemblées dans un référentiel ad hoc à l'intention des fournisseurs : ces exigences font explicitement référence au *Global Compact*, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, à la Déclaration sur les Principes et Droits Fondamentaux dans le Travail, à la Déclaration de Rio sur l'Environnement et à la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- sont diffusées aux fournisseurs les plus importants du Groupe, ou issus de pays ou de familles d'achats à risques, qui doivent s'engager formellement à les respecter ou démontrer qu'ils disposent d'un référentiel équivalent. À fin 2015, 973 fournisseurs se sont engagés, représentant 93 % du CA achats suivi par la Direction des achats ;
- sont intégrées dans les principes fondamentaux de la relation fournisseur, dans les documents contractuels (lettres de choix fournisseur, conditions générales d'achats) et les processus achats du Groupe.

Questionnaires d'auto-évaluation des sites de production des fournisseurs

Depuis mi 2013, tous les fournisseurs souhaitant participer à un appel d'offres de pièces automobiles doivent répondre à un questionnaire d'auto-évaluation pour chaque site de production sur les 3 thématiques suivantes : **respect des principes sociaux** (promotion et respect des droits de l'homme, liberté d'association et reconnaissance effective du droit à la négociation collective, élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire, abolition effective du travail des enfants, lutte contre la corruption et prévention des conflits d'intérêt, rémunération, durée du travail, respect de la santé et de la sécurité au travail), **respect des principes environnementaux** (existence d'une politique environnementale d'entreprise/Groupe, organisation de l'entreprise pour mise en place de cette politique environnementale, environnement du site industriel, gestion du cycle de l'eau, gestion des rejets dans l'air, protection des sols, gestion des déchets), et **management de la relation des fournisseurs** (relation du fournisseur avec ses propres sous-traitants, prise en compte des critères RSE dans les cahiers des charges, règles d'application de l'évaluation des fournisseurs).

Cette évaluation à un triple objectif : permettre au fournisseur de se positionner par rapport aux attentes du Groupe, adapter l'accompagnement nécessaire à chaque fournisseur et constituer un premier filtre pour prévenir les risques.

RÉSULTATS 2015 DE L'AUTO-ÉVALUATION DES SITES DE PRODUCTION DES FOURNISSEURS

Auto-évaluation de 1 002 sites de production fournisseurs	Conforme	Non-conformités mineures	Non-conformités majeures
Score global	90 %	10 %	0 %
Aspects sociaux	95 %	5 %	0 %
Aspects environnementaux	98 %	3 %	0 %
Maîtrise de la sous-traitance	76 %	19 %	5 %

Questionnaires d'évaluation par un tiers extérieur : Ecovadis

En 2015, afin de compléter le dispositif d'évaluation des fournisseurs, et de le rendre plus robuste, le Groupe a engagé une évaluation de tout son panel fournisseurs sur les critères environnementaux, sociaux, éthiques et de maîtrise de la chaîne de sous traitance. PSA a choisi de confier cette évaluation à un tiers extérieur, EcoVadis. Une première étape a permis d'identifier plus finement les risques fournisseurs.

Le Groupe a informé ses fournisseurs que cette démarche était obligatoire pour être maintenu au panel et qu'un plan d'actions correctif serait systématiquement attendu pour les fournisseurs qui ne seraient pas au niveau requis.

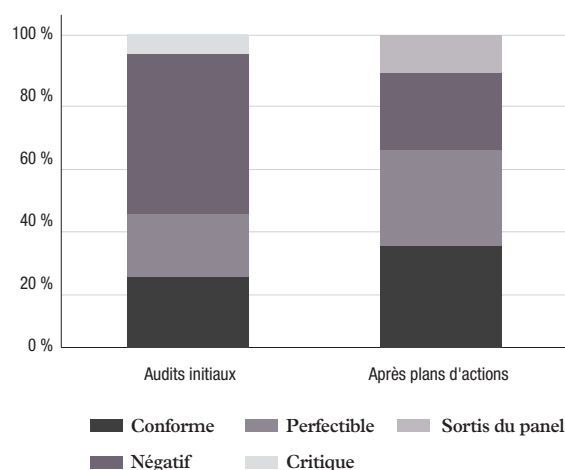
L'objectif est d'avoir évalué plus de 80 % de la masse achat à fin 2016.

Performance RSE des fournisseurs évalués par un tiers extérieur (EcoVadis)	Conforme	Non-conformités mineures	Non-conformités majeures
Performance globale	56 %	38 %	6 %
Performance environnementale	65 %	30 %	5 %
Performance sociale	57 %	36 %	7 %
Performance éthique	37 %	53 %	10 %
Maîtrise de la chaîne de sous traitance	36 %	53 %	11 %

Audits sociaux et environnementaux effectués par un tiers extérieur

De plus, des audits sociaux et environnementaux sont conduits chez des fournisseurs sélectionnés en fonction de critères de risques liés aux pays, produits ou process. Depuis 2010, 68 audits sociaux et environnementaux ont été réalisés chez des fournisseurs de rang 1, 2, ou 3. Le chapitre 4 du rapport RSE présente de façon plus détaillée les résultats de ces audits.

Bilan des audits



2.3.2. La sécurité et la protection des consommateurs G.41

2.3.2.1. L'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La sécurité routière a toujours figuré en tête des priorités de PSA. Le Groupe privilégie des choix technologiques qui assurent à ses véhicules une réelle efficacité en matière de sécurité, à un coût abordable au plus grand nombre.

La réponse à l'insécurité routière ne repose pas uniquement sur l'introduction de systèmes de sécurité de plus en plus sophistiqués à bord des véhicules. Elle dépend également de l'amélioration des infrastructures et des actions de sensibilisation et de formation efficaces pour les automobilistes et les autres usagers de la route. Les dispositifs décrits ci après ainsi que les résultats sont présentés de façon plus détaillée dans le rapport RSE.

Sécurité primaire : éviter l'accident

Le Groupe fait conjointement progresser trois types de dispositifs :

Les liaisons au sol

- En situation d'urgence, l'ABS (système de freinage à antiblocage de roues), la répartition électronique de freinage, l'AFU (Assistance au Freinage d'Urgence) ou encore l'ESC (*Electronic Stability Control*), qui corrige la trajectoire du véhicule en situation de dérive pouvant conduire à une sortie de route, sont aujourd'hui généralisés sur toutes les gammes en Europe.
- Le système de contrôle de traction *Grip Control* ou Contrôle d'adhérence, intégré au calculateur ESC, est disponible sur les Peugeot 2008 et 3008 et Partner, ainsi que sur les Citroën C4 Picasso/Grand C4 Picasso, C5 et Berlingo.
- La détection de sous-gonflage permet de détecter d'éventuelles chutes de pression des pneumatiques qui pourraient nuire à la stabilité du véhicule.

Vision, visibilité, distances de sécurité

Au-delà des technologies déjà répandues (l'aide au recul par caméra, la vision panoramique, les projecteurs LED, etc.), le Groupe a rendu disponible, sur plusieurs gammes de véhicules, de nombreuses innovations différenciantes :

Maîtriser la trajectoire et les distances de sécurité

- L'AFIL (Alerte de Franchissement Involontaire de Ligne) prévient le conducteur d'une sortie de voie involontaire responsable de beaucoup d'accidents survenus sur autoroutes.
- La fonction d'alerte d'interdistance ou Distance Alert, indique le temps « intervéhicule » qui sépare le véhicule du conducteur du véhicule suivi (Peugeot 3008 et 208).
- Un régulateur de vitesse variable intelligent (Peugeot 308 et Citroën C4 Picasso/Grand C4 Picasso) permet d'ajuster la vitesse sur celle du véhicule précédent.
- Un freinage automatique se déclenche si le conducteur ne réagit pas face à un risque de collision ou amplifie le freinage par le conducteur en cas d'urgence sur route ou autoroute (Peugeot 308).
- Un freinage automatique se déclenche si le conducteur ne réagit pas face à un risque de collision en ville (Peugeot 208, DS 3, Citroën C1, Peugeot 108).

Mieux voir et être vu

- La Surveillance dans l'Angle Mort (SAM) informe de la présence d'un véhicule (en particulier les deux-roues motorisés) au moyen d'un pictogramme s'éclairant dans les rétroviseurs extérieurs.
- Des projecteurs en appui des fonctions de sécurité (dont l'allumage automatique des feux de détresse en cas de forte décélération et commutation automatique code/route).

Ergonomie et interface homme machine (IHM)

La multiplication des systèmes d'aide à la conduite et la diffusion croissante des prestations d'info-divertissement exigent une attention particulière lors de la conception des IHM. PSA mène de nombreuses recherches, sur les facteurs et les risques de distraction, en vue de pouvoir diagnostiquer l'état de vigilance du conducteur et de proposer les interactions qui permettront de le reconcentrer sur sa conduite. Au travers du projet collaboratif de type « car to x » appelé SCOREF (Système COopératif Routier Expérimental Français), ces travaux visent à transmettre aux conducteurs des informations sans distraire leur attention et sans perturber leur conduite.

Sécurité secondaire : protéger pendant l'accident

Le LAB, Laboratoire d'Accidentologie et de Biomécanique et d'étude du comportement humain, est un laboratoire commun à PSA et Renault travaillant sur la sécurité routière réelle et de terrain. Il réalise des recherches qui servent à mieux comprendre les mécanismes lésionnels et à les relier aux mécanismes accidentels (15 000 accidents dans les bases de données).

PSA travaille particulièrement sur trois domaines :

- **carrosserie** : les véhicules sont conçus pour dissiper l'énergie des chocs de façon maîtrisée, grâce aux positionnements des voies d'effort et d'éléments déformables (*crash box*). L'habitacle est quant à lui traité comme une véritable cellule de survie en réduisant les déformations et les intrusions ;
- **airbags et autres équipements pyrotechniques** : les véhicules du Groupe proposent jusqu'à huit airbags, qui protègent à la fois le conducteur et les passagers avant et arrière, que le choc soit frontal, arrière ou latéral. Spécifique à la silhouette cabriolet, le système de protection des occupants en cas de retournement est composé d'arceaux actifs, qui se déploient en cas de choc grâce à un système pyrotechnique, et de tubes de renforts de montants de baie ;
- **moyens de retenue** : c'est grâce aux habitacles très résistants qu'il a été possible de mettre au point des dispositifs de retenue très sophistiqués et performants, basés sur des pré-tensionneurs de ceinture, des limiteurs d'effort, des fixations Isofix, garantissant la bonne utilisation des sièges pour enfants. Le niveau de protection s'adapte à la morphologie des occupants, à leur place dans le véhicule, et au type de choc et permet de contrôler la retenue des occupants en limitant les contraintes sur le thorax, et de minimiser ainsi les blessures thoraciques et abdominales.

Résultats des tests Euro NCAP et China NCAP

Les véhicules du Groupe testés par les organismes Euro NCAP, China NCAP et Latin NCAP sont récompensés par de très bonnes évaluations, ce qui traduit le haut niveau de prestation offert aux clients des marques Peugeot, Citroën et DS.

Depuis 2009, un nouveau système de cotation Euro NCAP a été mis en place : les véhicules testés reçoivent désormais une note globale (*overall rating*) tenant compte des résultats en termes de protection des adultes, des piétons et des enfants (qui constituaient jusqu'alors trois notes séparées), ainsi que de la présence d'équipements de sécurité.

15 véhicules du Groupe, testés selon le système de cotation globale entré en vigueur en 2009, ont obtenu le score maximum de cinq étoiles.

Il est à noter qu'à partir de 2014, l'Euro NCAP prend non seulement en compte la performance en sécurité secondaire des véhicules mais aussi la performance de systèmes de sécurité primaire tels que l'AFIL, et le freinage automatique d'urgence sur véhicules. Cette sévèrisation a remis en cause l'évaluation d'Euro NCAP : la 5e étoile est dorénavant réservée aux véhicules également munis de ce type d'équipement, la 4^e étoile récompensant des véhicules avec un très bon niveau de sécurité secondaire.

Les performances Euro NCAP et China NCAP des véhicules du Groupe sont détaillées dans le chapitre 2.3.3.2 du Rapport RSE 2015.

Sécurité tertiaire : alerter, protéger, secourir

PSA a été précurseur et reste leader européen dans le domaine de la sécurité tertiaire, consistant à atténuer les effets des accidents en facilitant l'intervention des secours, via deux moyens :

- **l'appel d'urgence** : En anticipation de la réglementation européenne PE/112, applicable à compter du 30 mars 2018, le Groupe est le premier constructeur généraliste à avoir déployé à grande échelle un appel d'urgence géo-localisé, sans abonnement ni limitation de durée. En cas d'accident ou de malaise à bord d'un véhicule équipé, les occupants sont mis en relation avec un plateau d'assistance spécialisé qui localise avec précision le véhicule. Les délais d'intervention sont ainsi réduits et l'efficacité des secours améliorée. Selon la Commission européenne, plus de 2 500 vies pourraient être sauvées chaque année en Europe si tous les véhicules en étaient équipés. L'efficacité de ce dispositif est particulièrement forte dans les cas d'accidents sans témoins et en zone peu fréquentée.

	Cumul à fin 2013	Cumul à fin 2014	Cumul à fin 2015
Cumul des véhicules Peugeot Citroën et DS équipés en série de l'appel d'urgence PSA	1 498 340	1 672 495	1 877 026
Cumul des appels transmis aux secours	9 690	12 885	16 167
Pays où le service appel d'urgence PSA est ouvert	17 pays : France, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Autriche, Suisse, Danemark, Pologne, Royaume-Uni, Rép. Tchèque, Slovaquie, Norvège et Suède		
	17 pays : idem		

Les centres de contrôle autoroutiers en France sont désormais automatiquement avertis des incidents sur leurs routes grâce aux véhicules Peugeot, Citroën et DS équipés du service e-call en 2015. Les autres conducteurs peuvent ainsi être avertis des dangers potentiels à venir, grâce aux messages sur les panneaux autoroutiers.

À l'avenir, les autres véhicules fourniront l'information qui permettra de mieux connaître son environnement. Par exemple, un véhicule sera informé par le véhicule qui le précède de la présence d'un piéton sur la chaussée, permettant d'anticiper le freinage automatique en toute sécurité ;

- **fiches d'aide à la désincarcération et manuels de secours** : pour faciliter l'intervention des secours, le Groupe élabore conjointement avec les équipes de secours françaises des fiches d'aide à la désincarcération pour chacun de ses modèles. Des sessions de formation sont régulièrement organisées avec la Sécurité Civile du ministère de l'Intérieur français et le groupe zonal de désincarcération pour mettre à jour les connaissances des équipes de secours sur les nouveaux véhicules et les nouvelles technologies sur le point d'être commercialisés. Parallèlement, PSA, a piloté au sein de l'ISO les travaux sur la définition d'une norme internationale de fiche de désincarcération unique. Cette norme est applicable depuis

janvier 2015 et va devenir un standard dans le monde entier. De plus, les travaux de normalisation ISO se poursuivent en 2015 avec l'élaboration d'une norme pour les manuels de secours (tout type de véhicules) : le Groupe participe activement à ces travaux pilotés par le CTIF (association internationale des pompiers et équipes de secours).

2.3.2.2. LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

La protection des données à caractère personnel

PSA est engagé dans une démarche de veille active pour se préparer à l'arrivée du nouveau règlement européen de 2016. Ce dernier entraîne en effet notamment :

- un renforcement des obligations des entreprises : mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ; mise en place de principes de « privacy by design » et « privacy by default », notification des failles de sécurité plus contraignante, etc. ;
- un renforcement des droits des individus sur leurs données : droit à l'oubli, droit à la portabilité des données, renforcement de la transparence et de l'information systématique de chaque individu sur ses droits et sur qui collecte et qui traite ses données ; recueil du consentement éclairé du consommateur à l'utilisation de ses données... ;
- un renforcement des contrôles et des sanctions par les autorités de contrôle (en pourcentage du CA monde)...

Les principaux axes du projet de règlement européen, appuyés par les représentants des consommateurs, ont déjà été pris en compte dans les évolutions du fonctionnement du Groupe (généralisation de l'opt-in, méthodes commerciales pour informer le client sur le traitement données personnelles, mise en main des véhicules connectés favorisant les explications des nouveaux dispositifs de communication et leurs modalités de désactivation).

Le Groupe travaille à l'homogénéisation de sa politique de collecte et d'administration des données personnelles dans la gestion de la relation client. Notamment, il standardise l'ensemble des mentions « informatique et libertés » de ses différents contrats : bon de commande, services après-vente, services connectés, formulaires internet, etc. Un référentiel interne de bonnes pratiques a été établi et diffusé ; le référentiel « règles informatiques » a été mis à jour en y incorporant des recommandations utiles.

Sur cette base, le Groupe mène des actions de formation et de sensibilisation en interne auprès des salariés (y compris dans les points de vente). Après déploiement en 2014 auprès des cadres supérieurs et dirigeants, une formation e-learning dédiée a été suivie en 2015 par plus de 1 800 collaborateurs. Le Groupe participe aux groupes de travail entre professionnels et autorités de contrôle pour favoriser l'échange de bonnes pratiques.

Le Groupe exige par ailleurs contractuellement de ses partenaires et fournisseurs qu'ils appliquent le même niveau d'engagement en matière de protection des données.

En parallèle, le Groupe améliore en continu ses dispositifs de sécurisation des réseaux d'échanges et de stockage des données, afin de se prémunir contre tout risque d'intrusion malveillante, en fonction des techniques de cybersécurité en constante évolution.

Les crédits à la consommation

La distribution de crédits à la consommation, qui représente environ 70 % du total des crédits distribués par Banque PSA Finance et ses succursales et filiales, fait l'objet d'une réglementation spécifique, protectrice des droits des consommateurs, en particulier au sein de l'Union Européenne depuis l'adoption de la Directive 2008/48/CE relative au crédit aux consommateurs, directive désormais transposée par les différents pays membres de l'Union Européenne dans leur droit national.

Cette directive a créé des obligations renforcées en matière de publicité, information précontractuelle, étude de la solvabilité des emprunteurs, information contractuelle, qui ont été mises en œuvre par Banque PSA Finance et ses filiales et/ou succursales concernées.

2.3.3. Les actions de partenariat et de mécénat en faveur du développement régional et des communautés locales G.37 G.35

2.3.3.1. STRATÉGIE DU GROUPE EN MATIÈRE DE PARTENARIAT ET DE MÉCÉNAT

Le Groupe, qui emploie plus de 182 000 personnes dans le Monde, est souvent l'un des premiers employeurs privés dans ses régions d'implantation industrielles. En tant qu'acteur économique important, il se doit d'assumer sa responsabilité sociétale sur ses différents territoires.

Par ses actions de mécénat, le Groupe répond à deux enjeux sociétaux :

■ l'enjeu de la mobilité solidaire :

Le Groupe est convaincu que la mobilité est un enjeu global de société et un droit pour tous. La mobilité accompagne le développement économique. Elle est facteur d'autonomie, de progrès et d'innovation. L'engagement de PSA se concrétise à travers les actions de la Fondation d'entreprise, éclairée par les réflexions menées au sein de l'Institut pour la Ville en Mouvement. Les expérimentations menées en matière d'accès à la mobilité permettent en outre au Groupe d'explorer de nouveaux business models plus inclusifs ;

■ L'enjeu du mécénat et de la philanthropie au service de l'ancrage local :

Le soutien à des structures ou associations situées au plus près des bassins d'emploi du Groupe renforce le lien entre les sites

et leur territoire. Les convictions de PSA se concrétisent par des actions partout où le Groupe est implanté. Il s'agit des actions de la Fondation mais aussi de celles des marques Peugeot, Citroën et DS, ainsi que celles des différents sites industriels et tertiaires du Groupe.

Les informations contenues dans ce document proviennent des bases de données de la Fondation et des supports de communication des sites et des marques.

2.3.3.2. LES ACTIONS EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ SOLIDAIRE

La Fondation d'entreprise

Créée en juin 2011, la Fondation PSA, définie par sa signature « Un Monde en Mouvement », soutient des projets mettant la mobilité au service de l'insertion, du rétablissement du lien social et de l'accès à la culture et à l'éducation. Depuis sa création, la Fondation a apporté son soutien matériel, financier ou humain à plus de 400 projets, qu'elle suit grâce à son réseau d'une trentaine de délégués locaux et d'environ 180 salariés-parrains qui s'impliquent à titre individuel et bénévole dans des associations. En 2015, 87 actions d'associations ou ONG ont été soutenues partout dans le monde : 80 % des projets

se situent en France et 20 % à l'étranger, avec une prédilection pour les zones de développement du Groupe.

Elle dispose d'un suivi financier actualisé tout au long de l'année dont on trouve notamment le bilan dans son rapport d'activité 2015, disponible sur son site internet.

<http://www.fondation-psa-peugeot-citroen.org/fr/publications/>

Sont jugés recevables les seuls projets en lien avec la mobilité inclusive ou solidaire. Chaque projet fait l'objet d'une fiche descriptive standardisée, après étude approfondie du projet. L'équipe de la Fondation prépare pour chaque dossier une fiche de scoring permettant une évaluation sur 6 critères : la pertinence de l'action, son caractère innovant, le management du projet, l'impact sociétal du projet et le nombre de bénéficiaires, le degré d'implication du parrain – si le projet est porté par un collaborateur – et la localisation du projet. Ce scoring est utilisé pour chaque comité de sélection. Les projets jusqu'à 80 000 euros, ou 100 000 euros cumulés dans le cas de projets pluriannuels, sont soumis à un comité de sélection dont les membres sont désignés par le Délégué Général de la Fondation. Au-delà, c'est le Conseil d'Administration de la Fondation qui statue. Les dossiers déposés émanent d'associations ou d'ONG, ou de projets apportés par les sites du Groupe ou les salariés. Le dépôt de dossiers s'effectue en ligne via un site Internet dédié.

Pour assurer sa mission philanthropique, la Fondation s'appuie sur un plan d'actions pluriannuel de 10 millions d'euros sur cinq ans. À fin 2015, plus de 9 millions d'euros ont été apportés par la Fondation à des structures d'intérêt général. En 2015, 1,9 million d'euros ont été engagés autour de trois thèmes majeurs :

- **« mobilité et insertion, urgence sociale »** : il s'agit d'actions au bénéfice de publics en situation d'insertion socioprofessionnelle, ou de grande précarité ;
- **« mobilité et actions éducatives et culturelles »** : ces actions mettent la mobilité au service de l'égalité des chances ou d'une deuxième chance notamment pour des jeunes fragilisés ;
- **« mobilité et handicap »** : l'objectif étant de permettre d'accroître l'autonomie et d'améliorer la qualité de vie des personnes en situation de handicap ;

Voici quelques exemples emblématiques des soutiens de la Fondation en 2015, autour de 4 projets d'envergure.

Concernant le thème de la mobilité et de l'insertion-urgence sociale, la Fondation a poursuivi et approfondi son partenariat avec la Croix-Rouge française. Le programme « Croix-Rouge sur roues », initié conjointement par les deux structures en 2012, a continué son déploiement. L'enjeu est d'aller au-devant des personnes les plus fragiles et les plus précaires à travers un dispositif d'aide sociale itinérant. S'appuyant sur un véhicule utilitaire spécifiquement aménagé, le dispositif apporte écoute, aide alimentaire et ou vestimentaire, accès aux produits d'hygiène... À fin 2015, 15 dispositifs itinérants – sillonnant notamment des territoires ruraux – ont été créés dans toute la France, dans le cadre de ce partenariat. En 2015, un mécénat de compétences a été mis en place auprès des équipes de la Croix-Rouge pour accompagner la création d'une démarche qualité spécifique au projet.

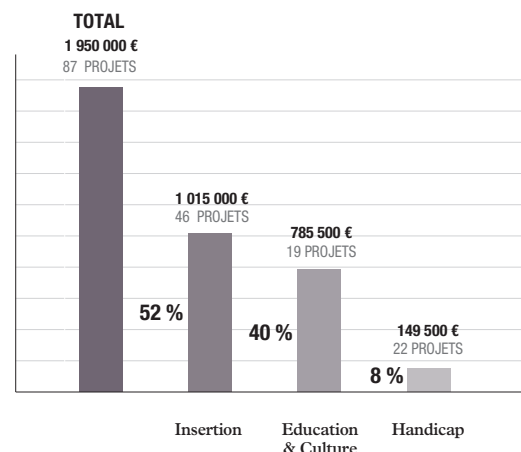
En matière de mobilité et d'actions éducatives et culturelles, l'association Prévention Routière a conduit avec la Fondation un projet innovant en faveur de l'autonomie des enfants et adolescents atteints de déficiences intellectuelles. Le kit ludo-éducatif « Objectif mobilité », destiné aux 10-15 ans propose les apprentissages nécessaires à l'acquisition de l'autonomie dans leurs déplacements à pied, à vélo, en voiture ou en transports, à l'aide de 10 jeux éducatifs multimédia. Pour cela, il s'appuie notamment sur un rythme et une progression pédagogique adaptés et des textes et des visuels adaptés à la compréhension du public. Ce support pédagogique est diffusé dans des instituts médico-éducatifs dans toute la France et dans les comités départementaux de la Prévention Routière.

Parmi les actions éducatives et culturelles soutenues par la Fondation, l'année 2015 a été marquée par le soutien de la Fondation au Musée du Louvre. Dans le cadre de l'ouverture de

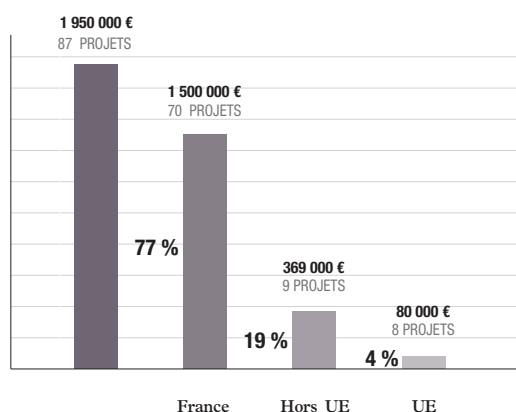
la « Petite Galerie », la Fondation a soutenu l'exposition « Mythes fondateurs », qui a débuté en octobre 2015. Ce partenariat s'inscrit parfaitement dans les objectifs de la Fondation, puisqu'il s'agit de favoriser l'accès au plus grand nombre à la culture : la « Petite Galerie » est un nouvel espace multidisciplinaire, qui met en œuvre une véritable initiation à tous les arts, avec des dispositifs spécifiques très innovants. Une déclinaison itinérante de l'exposition « Mythes Fondateurs » est également prévue pour les hôpitaux, les écoles, les centres sociaux, etc.

En 2015, la Fondation PSA a œuvré en partenariat avec une autre Fondation d'entreprise pour mener un appel à projets commun, à l'instar de celui conduit en 2014 avec les fondations du Groupe VINCI. En 2015, elle a choisi d'agir de concert avec la Fondation Macif en proposant l'appel à projets « Fragiles et Mobiles », du 15 juin au 15 septembre, ciblant plus particulièrement les publics en situation de handicap ou les seniors. 21 projets ont été retenus parmi les 150 dossiers reçus, représentant une dotation globale de 300 000 euros. Ce partenariat permettra de financer et concrétiser des projets innovants : apprentissage de la mobilité et de la conduite pour personnes en situation de déficience intellectuelle, auto-partage de véhicules adaptés, solutions numériques pour favoriser les déplacements, covoiturage solidaire, etc.

Répartition thématique des budgets alloués en 2015 par la Fondation



Répartition géographique des budgets alloués en 2015 par la Fondation



L'Institut pour la Ville en Mouvement

En 2000, le Groupe a créé et financé ce *think-tank* dédié à la recherche et à l'expérimentation en matière d'innovation sociale, sur les thèmes des mobilités urbaines et de l'accès à la mobilité. L'*Institut pour la Ville en Mouvement* (IVM), qui réunit des scientifiques, sociologues et urbanistes, s'est imposé dans le paysage des institutions engagées dans la réflexion et l'innovation en matière de mobilité solidaire et durable. Les travaux de l'IVM sont menés en France, en Europe, en Amérique latine et en Chine. Ils éclairent les orientations de la Fondation PSA.

PSA a consacré à l'IVM un budget de 1 million d'euros en 2015.

Ses travaux sur les potentiels de développement de nouveaux services de mobilité, notamment dans les zones périurbaines, constituent aujourd'hui une référence mondiale pour les professionnels de la ville et des transports. L'IVM développe son approche originale en collaboration avec différentes parties prenantes externes : les milieux académiques pluridisciplinaires, les élus de grandes villes du monde ouvertes à l'innovation, comme les acteurs de la société civile.

En 2015, l'IVM a poursuivi ses grands projets, notamment :

Ville lisible

En France, en collaboration avec le Grand Lyon-Métropole et UNI-EST, avec le soutien de la Fondation PSA, l'IVM a poursuivi sa recherche-action de conception et de production d'un kit numérique d'apprentissage de la mobilité qui sera partageable, techniquement stable, diffusable, susceptible de répondre aux besoins d'opérateurs multiples : collectivités locales, enseignants et formateurs, associations dédiées à l'insertion, etc. Ce produit intègre les connaissances les plus avancées en matière de formation numérique.

La démarche s'est achevée en 2015. Le « Serious Game » conçu avec l'entreprise Ubisoft a été présenté le 11 décembre 2015 dans le cadre d'un colloque dédié à la Ville lisible.

Passages : espace de transition pour la ville du 21^e siècle

Ce programme lancé fin 2012 a pour objectif de poser autrement la question du partage de l'espace entre ville et voiture et donc d'imaginer à travers des cas et des contextes différents, comment améliorer la qualité urbaine du « passage », en articulant architecture, design, et gouvernance locale. Les premiers « appels à idées » internationaux ont été lancés en 2014. Ils concernent 6 passages dans plusieurs villes à travers le Monde.

En 2015, 3 projets-démonstrateurs ont été choisis à Tours, Toronto et Montevideo parmi les projets présentés au Workshop international de juillet. D'autres projets-démonstrateurs pour le Brésil, pour Barcelone et pour Shanghai sont en cours de désignation.

Le concours visant à aider à la réalisation de 6 courts-métrages « Filmer les passages dans les villes Africaines » a abouti à la sélection de 6 projets de films actuellement en cours de tournage pour une diffusion en 2016.

2.3.3.3. LES ACTIONS DE MÉCÉNAT ET DE PHILANTHROPIE AU SERVICE DE L'ANCRAGE LOCAL

Les actions des marques et des sites

Les actions de mécénat et de philanthropie menées par les sites ou les marques permettent aux établissements d'intervenir directement auprès de structures locales dans des domaines complémentaires du sujet majeur de la Fondation, la mobilité solidaire.

Pour un meilleur ancrage territorial, les marques Citroën, Peugeot et DS, ainsi que les sites du Groupe définissent eux-mêmes leurs partenariats avec des associations locales. Leur fil rouge est le développement local. En réponse aux attentes des parties prenantes, ces partenariats développent concrètement des projets locaux utiles à tous :

■ les actions des marques :

Elles soutiennent des associations partout dans le monde, dont le choix incombe à ses représentants locaux. Par exemple, au Danemark, Citroën a soutenu une action de collecte itinérante de vêtements organisée par la Croix Rouge doublée d'un appel à dons qui a permis de rapporter 1 421 tonnes de vêtements et 4 millions de couronnes ;

■ les actions des sites :

Elles constituent un outil de dialogue avec les parties prenantes des territoires d'implantation. Elles se traduisent par l'incitation au bénévolat au profit de structures locales ou l'implication dans des événements locaux. Par exemple, le programme Plato Val de Seine, porté par la Chambre de Commerce et d'Industrie des Yvelines, dans lequel le site de Poissy est engagé depuis 2001. Le site a nommé pour deux ans deux cadres qui assurent un coaching de groupe auprès de dirigeants de TPE/PME du territoire de la Vallée de Seine, afin de les aider à améliorer la performance de leurs entreprises.

Le Fonds Peugeot pour la mémoire industrielle

Constitué en fonds de dotation, fortement soutenu par PSA, le centre d'archives de Terre Blanche inauguré en septembre 2010 a pour vocation de rassembler des documents en provenance de tous les sites du Groupe, industriels et tertiaires. Le Centre de Terre Blanche ouvre ses portes aux historiens, chercheurs et étudiants qui peuvent accéder au fonds d'archives constitué. Le fonds ne cesse de s'enrichir, grâce aux dons et contributions de passionnés parmi lesquels figurent nombre d'anciens salariés du Groupe. Ce fonds contribue plus largement à témoigner de plus de 200 ans d'histoire automobile européenne. Ce fonds est aujourd'hui repris par l'association « L'Aventure Peugeot Citroën DS » créée par le Groupe pour la sauvegarde de son patrimoine, qui fédère le fonds pour la mémoire industrielle, l'Aventure Peugeot, et le Conservatoire Citroën.

Les actions des filiales

Banque PSA Finance (BPF)

Le management central de BPF encourage les initiatives de mécénat pour ses entités en France et hors France. Sont exclues de ce périmètre les sociétés communes créées en 2015 entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance dans le cadre de l'accord signé le 10 juillet 2014.

■ BPF en Belgique a donné, en 2015, du mobilier et des fournitures du bureau à divers établissements scolaires.

■ BPF aux Pays-Bas a soutenu, en 2015, les activités de différentes associations, notamment en versant 2 500 euros à l'hôpital pour enfants « Sophia Kinderziekenhuis », et en contribuant au financement de chiens d'assistance pour les handicapés et aveugles.

■ BPF en Pologne a maintenu en 2015 les dons de téléphones mobiles et de mobilier de bureau au bénéfice du centre éducatif des enfants aveugles de Laski, près de Varsovie, et des équipes volontaires de la filiale ont aidé à la rénovation du centre. BPF en Pologne a également soutenu, à l'initiative des collaborateurs de la filiale, l'association « colis de Noël » au bénéfice de familles démunies.

Faurecia

Les sites et les salariés de Faurecia, partout dans le monde, se mobilisent régulièrement autour de nombreuses actions sociétales, selon les cultures et les besoins des communautés.

Le programme « FUELS contre la précarité » (Faurecia Unit ses Employés autour d'actions Locales de Solidarité), créé en Amérique du Nord en 2010, est désormais déployé dans plusieurs autres pays d'implantation du Groupe, notamment en France, Espagne, Inde ou encore en Chine.

D'autres initiatives solidaires sont organisées au niveau des sites dans différents pays. En Pologne, les sites de Grojec, Gorzow, Legnica et Walbrzych sont ainsi engagés dans diverses initiatives en faveur de la santé, de l'écologie, de la promotion du sport ou de l'emploi. Le site de Faurecia Walbrzych a d'ailleurs été récompensé en novembre 2015 d'un prix « Responsabilité Sociale d'Entreprise » décerné par le Forum MotoSolutions pour l'ensemble de ses actions en faveur des enfants, de la sécurité et de l'environnement.

En Espagne, le site R&D de Valence s'est, quant à lui, engagé aux côtés de l'UNICEF dans la campagne Euro Caring au profit des enfants défavorisés.

En novembre 2015, Faurecia a également lancé une campagne de solidarité, Faurecians for Refugees, en faveur des réfugiés fuyant les conflits du Moyen-Orient. Après un don initial de 250 000 euros à la Croix Rouge, le Groupe a organisé sur l'ensemble de ses sites une collecte qui a permis de récolter plus de 80 000 euros au profit d'associations locales engagées sur le terrain dans des actions d'assistance et de soutien aux réfugiés. Pour favoriser l'intégration des familles réfugiées dans les communautés, Faurecia a également abondé à 100 % le montant collecté pour financer des actions menées par différents sites en Europe, en lien avec les autorités publiques locales. Plusieurs initiatives ont déjà démarré, en Allemagne notamment : collecte de vêtements à Munich, cours de langue ou d'informatique donnés par des collaborateurs à Hagenbach, accueil de réfugiés en stages à Pappenheim et Augsburg, par exemple.

2.3.4. Loyauté des pratiques – lutte contre la corruption

L'histoire du Groupe a donné naissance à une culture d'entreprise basée sur le respect et la responsabilité. Cette exigence éthique est formalisée par des politiques, des signatures d'accords (« accord cadre mondial ») ou l'adhésion à des référentiels internationaux (Pacte Mondial). PSA réaffirme son ambition d'être la référence du secteur en matière de développement responsable.

Cette ambition implique le respect par les dirigeants et tous les salariés de règles de conduite éthiques partagées.

La démarche éthique du Groupe s'appuie sur trois éléments :

- une politique éthique (la Charte éthique) ;
- une gouvernance éthique et un système de remontées, d'alertes et de suivi structuré ;
- un processus de déploiement rigoureux.

LA POLITIQUE ÉTHIQUE DU GROUPE ET SES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

La politique éthique et conformité du Groupe est synthétisée dans sa charte, organisée autour des exigences suivantes : respect de la loi, respect de la personne et de l'environnement, respect du client et respect de l'entreprise.

La Charte éthique comporte notamment des précisions sur l'interdiction des pratiques anticoncurrentielles et de corruption, la prévention des conflits d'intérêt, les cadeaux, la non-interférence avec les activités politiques. En juin 2015, cette charte a été complétée et préfacée par un engagement officiel des dirigeants du Groupe en matière d'éthique, signé par l'ensemble des membres du Comité exécutif. La Charte est accompagnée par un document illustratif « l'Éthique au quotidien », guide opérationnel comportant des exemples et mises en situation de chaque règle. Ces documents sont mis à la disposition des membres de PSA sur le site intranet du Groupe. Ils font partie des documents d'intégration systématiquement transmis à tout nouvel embauché.

- La règle de fonctionnement « conformité à la Charte éthique », première règle du référentiel qui régit le fonctionnement du Groupe, s'impose à tous les salariés. Disponible via le Portail intranet du Groupe, elle précise les obligations pratiques des salariés et des directions en matière d'éthique, les actions à entreprendre et les circuits à suivre en cas de question ou d'observation de manquements aux principes éthiques du Groupe, et enfin le rôle respectif des différentes instances. Elle est complétée fin 2015 par une règle spécifique concernant le respect des lois concurrence, qui précise notamment

l'organisation du Groupe sur ce sujet (nomination d'un Competition Compliance Officer) et les formations obligatoires associées.

Ces règles incluent des prescriptions détaillées relatives à la fraude, aux comportements anti-concurrentiels, à la prévention des délits d'initiés, à la corruption, (en conformité notamment avec les exigences du *UK Bribery Act* entré en vigueur en 2011) ainsi qu'aux engagements pris par l'entreprise en matière de lutte contre la corruption (Accord cadre Mondial sur la responsabilité sociale). Elles s'appuient sur le fonctionnement du « Dispositif de lutte contre la fraude » renforcé et actualisé en 2015.

- Une Charte de déontologie boursière est applicable aux membres du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A., aux censeurs, aux membres du Directoire et aux membres du Comité exécutif comme décrit au chapitre 3.2 du présent document de référence.
- À l'égard de ses fournisseurs et de sa « supply chain », PSA est également vigilant : la lutte contre la corruption et les conflits d'intérêt fait partie intégrante des « exigences de responsabilité sociale et environnementale » du Groupe transmis et signés par l'ensemble des fournisseurs du Groupe. (Voir chapitre 2.3.1).

En plus de ce dispositif général et des documents de référence Groupe, des procédures supplémentaires ont été mises en place dans certaines directions ou filiales, suivant les risques identifiés ou les réglementations spécifiques. Ainsi au Royaume-Uni la *conflict of interest and anti-bribery policy* a été renforcée et actualisée en mai 2015.

GOUVERNANCE, SYSTÈME D'ALERTE ET DE SUIVI

Dès 2010, le Groupe s'est doté d'un comité éthique, rapportant au Comité exécutif. Présidé par le Secrétaire général du Groupe, il réunit le Directeur des ressources humaines, le Directeur de l'audit et du management des risques du Groupe et depuis juillet 2015, le nouveau Competition Compliance Officer de PSA.

Ce comité se réunit sur une base trimestrielle et a pour mission :

- de déterminer les orientations générales, sur la base notamment de la veille externe (nouveaux risques, nouvelles attentes des parties prenantes, nouvelles réglementations) et de décider de l'évolution des outils du dispositif Éthique, (dispositif de lutte contre la fraude notamment) ;
- d'assurer le déploiement opérationnel : fixation et suivi des objectifs annuels, suivi des indicateurs ;

- d'effectuer l'analyse, le traitement et le suivi des « cas éthiques » remontés ;
- d'être le référent pour les salariés qui ont des questionnements concernant l'éthique ;
- d'assurer le reporting sur ces questions éthiques au Comité exécutif et au Conseil de Surveillance.

En cas d'affaire présentant un risque majeur pour l'entreprise, il alerte le Directoire, lequel apprécie l'opportunité d'informer le Comité financier et d'audit du Conseil de Surveillance.

Le comité éthique s'appuie sur un réseau mondial de 11 *chief ethics officers* couvrant les zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère et chargés d'assurer localement le déploiement de la démarche éthique. Les *chief ethics officers* relaient les orientations et les objectifs déterminés par le comité éthique dans les pays et dans les régions. Ils instruisent les cas éthiques de leur région et assurent leur remontée systématique au comité éthique. Ils peuvent, si besoin, alerter le comité, en amont de l'enquête.

Le dispositif de lutte contre la fraude (incluant la fraude externe) a été mis en place dans le Groupe depuis 2012 (incluant PCA ainsi que toutes les entités et filiales du Groupe, à l'exception de Faurecia et BPF qui possèdent leur propre dispositif). Il est placé sous la responsabilité du comité éthique du Groupe qui en délègue l'animation, les opérations d'investigation, le suivi des dossiers et le reporting à la Direction de la sûreté Groupe. Le dispositif, audité en 2015, est structuré autour des processus de prévention, détection, investigation et traitement ainsi que d'amélioration continue. En 2015, il a été renforcé auprès des Responsables Locaux de Sûreté, des Responsables de Détection des Fraudes et des *Chief Ethics Officers*.

La Direction de la sûreté Groupe anime un réseau d'environ 20 Responsables de la Détection des Fraudes (un représentant par direction rattachée au Président du Directoire). Ce réseau a été renforcé et restructuré en 2015, avec une animation mensuelle des RDF, visant à assurer la cartographie des risques de fraude, présenter une analyse des tentatives et cas de fraude, analyser les défaillances, adapter les mesures correctrices et de prévention, piloter les plans d'actions de lutte contre la fraude.

Les directions du Groupe sont appelées à évaluer dans leur domaine d'activité, notamment lors des revues éthiques de direction, les risques de fraude et leurs propres pratiques au regard de l'éthique de l'entreprise. Elles sont responsables avec l'aide du Secrétariat Général, de l'application de la Charte éthique dans leur périmètre et de la mise en place de dispositifs adaptés suivant les niveaux de risques identifiés.

Enfin la Direction audit et management des risques contrôle la réalité de mise en place des processus. Elle vérifie et analyse les cas éventuels de fraude ou corruption. Chaque audit de site ou de filiale comporte une partie consacrée à l'analyse de ce risque.

Le dispositif destiné à garantir la loyauté des pratiques et à prévenir les fraudes et la corruption repose dans l'ensemble du Groupe sur des principes communs :

- l'implication des salariés ;
- l'analyse des risques et la définition de processus permettant de les maîtriser ;
- la traçabilité des opérations ;
- la séparation des pouvoirs et la signature multiple en fonction des sommes en jeu ;
- la sélection des partenaires.

Au total, pour 2015, environ 95 responsables (hors auditeurs), répartis en fonction des activités du Groupe, des établissements et des zones géographiques, assurent un maillage optimal du Groupe et sont spécifiquement mandatés pour alerter et informer le comité éthique en cas de fraude et assurer le suivi des plans d'actions mis en place.

Le dispositif est également complété au niveau des fournisseurs par les audits RSE fournisseurs effectués par la Direction des achats (68 audits effectués depuis 2008 auprès des fournisseurs de rang 1, 2 ou 3) qui impliquent systématiquement un audit des pratiques et de la politique anti-corruption. En 2015, le Groupe s'est doté d'un outil d'évaluation externe de ses fournisseurs (Ecovadis DA) qui intègre des critères de loyauté et de conformité (cf. chapitre 2.3.1).

Amérique latine

Un dispositif d'alerte éthique, géré par un organisme indépendant (KPMG en 2015) et reposant sur l'utilisation d'un site internet est en place dans cette zone et alimente le comité éthique local ainsi que le comité éthique Groupe.

En 2015, une campagne effectuée en novembre auprès des salariés cadres et employés de la zone, a porté simultanément sur l'adhésion à la Charte éthique du Groupe et la déclaration de conflits d'intérêts (formulaire incluant outre les potentiels conflits d'intérêts, la réception de cadeaux, prestation de services etc.). En 2015, il y a eu 2 382 documents complétés et signés, représentant 91 % de la population totale.

Asie

Courant 2015, les deux joint-ventures chinoises (DPCA et CAPSA) se sont dotées de Chartes éthiques, orientées sur la prévention de la corruption. Un guide anti-corruption spécifique et conforme aux réglementations et lois chinoises a été publié fin 2014 et fait l'objet de formations.

Des audits internes menés par la Direction de l'audit et du management des Risques ont eu lieu en 2015. Ils ont permis d'évaluer la conformité des pratiques en Chine aux règles et principes du Groupe, notamment en matière de lutte contre la fraude et de prévention de la corruption (règles de signatures, gestion des appels d'offres etc.).

PROCESSUS DE DÉPLOIEMENT ET RÉALISATIONS 2015

Adhésion

En 2015, conformément à la règle de fonctionnement « Conformité à la Charte éthique » qui stipule que l'adhésion individuelle des cadres à la Charte est renouvelée tous les 3 ans, une nouvelle campagne d'adhésion à la Charte éthique a été lancée auprès de l'ensemble des cadres du Groupe. Cette campagne peut inclure, suivant le choix des directions ou des pays, certaines autres populations plus particulièrement concernées de par leur fonction ou leur région (Direction des achats, Amérique latine, etc.) avec un calendrier échelonné dans les différents pays.

La campagne de renouvellement d'adhésion à la Charte éthique est placée sous l'autorité du Président du Directoire, signe de l'implication des dirigeants du Groupe au plus haut niveau.

À fin 2015, plus de 12 000 personnes en France ont adhéré individuellement à la Charte, dont 100 % des cadres dirigeants et 100 % des cadres supérieurs. En février 2016, le nombre d'adhérents est monté à 12 795.

En Amérique latine, il y a eu 2 382 documents complétés et signés avec adhésion à la Charte. Les campagnes ont également été réalisées en Espagne, au Portugal, en République tchèque, en Allemagne, en Italie, en Pologne, en Suisse, au Royaume-Uni et en Autriche.

21 revues éthiques de direction, faisant suite à celles menées en 2014 ont été menées courant 2015 dans les directions qui dépendent du Président du Directoire, ainsi que, la Direction des systèmes d'information, Peugeot Citroën Retail et la Direction services et pièces, sur la base d'un standard défini par le Secrétariat Général. Ces revues éthiques systématiques consistent à actualiser le niveau de risque d'infraction aux règles de la Charte par la direction, faire

le point d'avancement des plans d'actions définis par la direction et définir les nouvelles actions à mener. Le risque de corruption et celui d'infraction aux lois concurrence est notamment systématiquement évalué.

La consolidation de ces travaux au niveau du Groupe permet d'avoir un panorama global des risques « éthiques et conformité » (cartographie simplifiée) et de recenser l'ensemble des plans d'actions en cours dans chaque direction.

Dans le cadre de ces revues Éthiques annuelles, un point spécifique sur le dispositif de lutte contre la fraude est intégré depuis 2015. Il porte sur la cartographie des risques de fraude et les plans d'actions.

Parmi les mesures mises en place en 2015 pour lutter contre la fraude, on peut citer notamment :

- confidentialité et maîtrise de l'information : formation de tous les cadres supérieurs et dirigeants puis mise à disposition de tous

d'un e-learning (plus de 4 000 personnes l'ont effectué) ; plan de vérification systématique de la robustesse des mots de passe ;

- programme de sensibilisation et de prévention de la fraude externe (usurpation d'identité, fraude aux fausses coordonnées bancaires, etc.) :
 - données à caractère personnel : une formation e-learning accessible à tous les collaborateurs a été déployée en janvier 2015 via l'outil d'e-learning interne. Plus de 1 800 personnes l'ont effectué,
 - prévention de la corruption : une vidéo pédagogique, accessible à tous et illustrant le guide pratique anti-corruption publié en 2014 a été diffusée fin 2015 dans toutes les directions et sera complétée courant 2016 par un e-learning ;
- pratiques anti-concurrentielles : une formation e-learning supplémentaire est disponible depuis fin 2015. Elle fera l'objet d'un déploiement conséquent en 2016.

Synthèse des formations éthique et droits de l'homme 2015

Thème	2015			2014		
	Nombre d'heures	Nombre de salariés	% de salariés formés	Nombre d'heures	Nombre de salariés	% de salariés formés
Egalité des chances, diversité, lutte contre la discrimination	9 258	1 537	1,59 %	4 338	1 518	1,41 %
Respect du règlement intérieur, Accord Cadre Mondial, règlement informatique, etc.	8 365	7 034	7,26 %	30 461	8 521	7,93 %
Corruption et conflit d'intérêt, etc.	1 258	863	0,89 %	1 831	887	0,83 %
Concurrence et corruption + fraudes en présentiel	313	215	0,22 %	2 157	1 343	1,25 %
Charte éthique	3 175	12 701	13,10 %			
TOTAL	22 369	22 350	23,06 %	38 787	12 269	11,42 %

Situation 2015

Le comité éthique s'est réuni quatre fois en 2015, conformément au mode de fonctionnement trimestriel établi.

Le bilan de l'année 2015 est le suivant :

- cas de conflits d'intérêt (*périmètre Groupe, hors Faurecia*) :
En 2015, aucun cas de conflit d'intérêt majeur n'a été recensé ;
- cas de corruption (*périmètre Groupe, hors Faurecia*) :
Aucune condamnation pour fait de corruption n'a été prononcée ;
- cas de non-respect des règles de la concurrence (*périmètre Groupe, hors Faurecia*) :
 - en août 2015, suite à l'appel interjeté par le Groupe concernant une condamnation pour pratiques anticoncurrentielles en Argentine infligée en 2014 par la Commission de la Concurrence Argentine (commercialisation de véhicules dans une zone franche : Tierra del Fuego), la condamnation infligée au Groupe (14 millions d'euros) a été annulée,
 - en juillet 2015, la Commission nationale des marchés et de la concurrence espagnole a décidé de sanctionner 21 entreprises automobiles pour avoir échangé des informations sensibles du point de vue commercial et stratégique. Les filiales espagnoles du Groupe Peugeot Espana et Citroën Espana ont été sanctionnées par une amende d'un montant de 15,7 millions pour l'une et de 14,7 millions d'euros pour l'autre. Le droit de recours du Groupe devant les tribunaux espagnols a été exercé en octobre,
 - en décembre 2015, l'Autorité de la Concurrence française a infligé une amende d'un montant global de 672,3 millions d'euros aux entreprises du secteur de la messagerie, dont 30,6 millions d'euros à GEFCO, pour violation des règles de concurrence. PSA est concerné car GEFCO en était une filiale à 100 %, à l'époque des faits. GEFCO et PSA ont fait appel de cette décision.

En 2011, La Filiale Peugeot Turquie Popas avait été condamnée à une amende de 6 millions d'euros. Peugeot Turquie Popas a fait appel de cette décision. La procédure est toujours en cours.

Banque PSA Finance

Par son statut d'établissement bancaire, Banque PSA Finance est soumise à la réglementation bancaire, qui encadre les moyens et les actions de la fonction contrôle interne.

Depuis de nombreuses années, BPF a mis en place, en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des établissements du secteur de la banque (précédemment en vertu du Règlement n° 97-02 du CRBF), des procédures et des dispositifs destinés à prévenir les risques auxquels tout établissement financier est exposé et plus particulièrement, dans le cadre de sa politique de contrôle et de déontologie, les procédures suivantes :

- une Charte de contrôle interne développe et explicite notamment les principes de séparation des tâches et de prévention des conflits d'intérêt. Par ailleurs, les corps de contrôle permanent ont pour mission d'assurer la prévention et le traitement précoce des risques au travers de leur identification, évaluation, suivi et maîtrise ;
- un dispositif de Lutte Contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) est en place. Il repose sur une procédure cadre Banque PSA Finance déclinée par des procédures locales, des contrôles portant sur les risques identifiés pour chaque processus opérationnel. Le risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme est analysé trimestriellement lors de l'évaluation des risques de non-conformité, certifiée par le Directeur général de chacune des entités de Banque PSA Finance.

Des outils permettent de détecter des personnes faisant l'objet d'une mesure de gel des avoirs de manière à ne pas entrer en relation d'affaires le cas échéant. La qualité de Personne Politiquement Exposée est également contrôlée afin de mettre

en place les contrôles et surveillances appropriées, en particulier en matière d'identification et de provenance de fonds. Les collaborateurs sont régulièrement formés à la réglementation en matière de LCB-FT et aux diligences qu'ils ont à mettre en œuvre ;

- BPF a adhéré à la Charte éthique de PSA et procède à une revue éthique chaque année, au cours de laquelle son exposition au risque éthique est évaluée et des actions d'amélioration engagées. En 2015, BPF a connu deux cas de fraudes internes, l'une en France, l'autre au Portugal. Ces fraudes ont été le fait d'actes isolés et ont eu des conséquences limitées sans impact sur la réputation de l'établissement. Des mesures correctrices ont été mises en œuvre ;

■ un dispositif de protection des données à caractère personnel est en place. Il repose sur une procédure cadre Banque PSA Finance déclinée par des procédures locales, des contrôles appropriés et la formation régulière des collaborateurs. Le sujet de la protection des données est abordé trimestriellement lors de l'évaluation des risques de non-conformité, certifiée par le Directeur général de chacune des entités de Banque PSA Finance ;

- en complément des dispositifs décrits ci-dessus, BPF a mis en place un système d'alerte professionnelle qui permet à tout salarié du Groupe de porter à la connaissance du Responsable de la Conformité de la Banque (des membres du Conseil d'Administration pour les entités opérant en partenariat avec Sandander) toute situation de non-conformité liée aux activités des établissements.

2.4. LES RESSOURCES HUMAINES, MOTEUR DES TRANSFORMATIONS DE PSA

Pour PSA, la performance de l'entreprise est indissociable de sa performance sociale. La politique de ressources humaines initiée par le Groupe représente un avantage compétitif pour faire face aux transformations de l'entreprise, anticiper et innover. Elle se traduit par de nombreuses réalisations.

En privilégiant le dialogue social comme moyen pour définir des solutions innovantes et concertées, la politique de ressources humaines du Groupe préserve la cohésion sociale et crée les conditions de la confiance et de l'engagement.

Elle affirme une ambition renouvelée pour tirer le meilleur parti des talents et des compétences qui composent le Groupe. En donnant l'opportunité à chaque individu et à tous les talents de se développer et de s'accomplir, PSA active un levier majeur de sa performance et construit son avenir.

L'accord cadre mondial sur la responsabilité sociale de PSA et ses engagements pour le respect des droits humains fondamentaux constituent un socle de référence pour cette politique de ressources humaines responsable. Celle-ci apporte une attention à chaque personne pour garantir l'égalité des chances basée sur la méritocratie.

La politique de ressources humaines de PSA apporte des réponses fortes aux 5 enjeux sociaux clés identifiés par le Groupe :

- la gestion responsable de l'emploi et le dialogue social ;
- l'attraction, l'identification, le développement et la rétention des talents ;
- le bien-être, la santé et la sécurité au travail ;
- la diversité, la mixité et l'égalité des chances ;
- le respect des droits de l'homme et du libre exercice du droit syndical.

Cette politique se décline sur trois plans (politique de développement des ressources humaines, politique de santé et de sécurité au travail, politique de relations sociales) et en systèmes de management dont l'application est vérifiée et améliorée dans une logique de progrès continu. Elle s'applique à l'ensemble des sociétés du Groupe à l'exception de Faurecia qui dispose d'une complète autonomie de gestion et des politiques spécifiques décrites succinctement dans ce document et plus complètement dans le propre document de référence de Faurecia.

Pour obtenir plus de détails sur les réalisations sociales de PSA (division Automobile et autres activités hors Faurecia), veuillez vous reporter au rapport RSE.

2.4.1. Dialogue social

PSA privilégie le dialogue social pour conduire les transformations de l'entreprise et préparer les salariés aux évolutions. C'est une politique durable qui se traduit par un partage sur la stratégie du Groupe avec les organisations syndicales représentant les salariés et par la pratique d'une culture du dialogue social, tant au niveau du Groupe, qu'au niveau de chaque pays et de chaque site de travail.

UN SYSTÈME DE MANAGEMENT DES RELATIONS SOCIALES

PSA affirme le rôle essentiel des organisations syndicales dans le dialogue et la cohésion sociale de l'entreprise. Le Groupe veille au respect de la liberté d'association et de représentation des salariés, à l'indépendance et au pluralisme des organisations syndicales dans tous ses établissements et exerce une politique contractuelle active. 97 % des salariés sont représentés par des organisations syndicales ou des représentants du personnel. Une représentation des salariés est assurée dans la gouvernance du Groupe (§ 3.1).

La politique de Relations Sociales du Groupe, articulée autour de six principes, vise à favoriser un climat social serein sur l'ensemble

des sites du Groupe. Les outils déployés permettent notamment d'anticiper et d'accompagner toutes les évolutions qui marquent la vie de l'entreprise.

Le Système de Management des Relations Sociales (SMRS)

1. Le Groupe respecte et s'est engagé à promouvoir les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de l'Organisation Internationale du Travail.
2. Les processus et standards de travail sont conformes aux réglementations de travail en vigueur.
3. Le dialogue social du Groupe s'appuie sur des organisations syndicales indépendantes et représentatives des salariés.
4. La politique contractuelle tend à allier l'efficacité opérationnelle de l'entreprise avec la satisfaction et l'engagement des salariés, renforçant ainsi la cohésion sociale interne.
5. Le dialogue social, appuyé sur les valeurs de respect et de responsabilité, est assuré quotidiennement par les managers dans le cadre des unités de travail.
6. Les réalisations de politique sociale dans toutes les filiales font l'objet d'évaluations régulières.

L'ACCORD CADRE MONDIAL SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'ENTREPRISE

G.40 G.42

PSA a souhaité marquer une véritable progression dans son engagement RSE et a choisi d'associer, à une échelle internationale, les parties prenantes à sa démarche. Avec IndustriALL Global Union (ex. Fédération Internationale des Organisations de travailleurs de la Métallurgie – FIOM) et IndustriALL Europe (ex. Fédération Européenne des Métallurgistes – FEM) et plus de 90 organisations syndicales à travers le monde, le Groupe a signé un accord cadre mondial sur la responsabilité sociale de l'entreprise en 2006. Il a renouvelé cet accord en 2010, en consacrant un nouveau chapitre à la protection de l'environnement et en renforçant les engagements sociaux.

Par cet accord, le Groupe s'engage à respecter et à promouvoir les droits humains fondamentaux issus de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et à appliquer les meilleures pratiques de gestion et de développement des ressources humaines. Le Groupe partage également par clause contractuelle ses exigences avec ses partenaires industriels, ses fournisseurs et les réseaux indépendants de distribution. Cet accord est décliné en 15 engagements.

Les 15 engagements de l'accord cadre mondial

1. Non-complicité dans la violation des droits humains
2. Liberté d'association et reconnaissance effective du droit à la négociation collective
3. Abolition effective du travail des enfants
4. Élimination de la discrimination et promotion de l'égalité des chances
5. Lutte contre la corruption
6. Sécurité, conditions de travail et santé
7. Développement des compétences de demain par la formation continue
8. Des voies de participation pour les salariés
9. Anticiper la transformation des métiers et des emplois
10. Rémunérations
11. Protection sociale
12. Des organisations de travail négociées
13. Des exigences sociales partagées avec les fournisseurs, sous-traitants, partenaires industriels et réseaux de distribution
14. Prise en compte de l'impact de l'activité de l'entreprise sur le territoire d'implantation
15. Protection de l'environnement

Cet accord cadre mondial s'applique à toutes les sociétés du Groupe (hors Faurecia) et favorise la prise en compte des exigences sociales, sociétales et environnementales par un dispositif de suivi et d'animation de plans d'actions particulièrement complet et largement déployé.

Chaque année, chaque filiale définit ses priorités d'action et applique des plans d'actions pour progresser dans sa prise en compte des engagements de l'accord. 222 plans d'actions ont été définis en 2015 dans les 89 filiales du Groupe, réparties dans 30 pays, sur quatre continents. En outre, un processus annuel d'audit est mis en œuvre.

En 2015, 79 organisations syndicales impliquées dans une évaluation triennale d'application de l'accord ont témoigné, à hauteur de 85 %, d'un progrès dans l'application des engagements RSE de l'accord. Une partie prenante extérieure est associée, le suivi de l'accord étant réalisé annuellement à l'échelon mondial par le Comité de Groupe institué en Comité Mondial en présence de représentants d'IndustriALL (cf 2.4.6.1).

LE COMITÉ DE GROUPE EUROPÉEN

Instauré en 1996, le Comité de Groupe Européen est une instance de dialogue et d'échange entre la direction et les représentants du personnel. Abordant la stratégie du Groupe, ses résultats et ses perspectives, cette instance permet à la Direction générale d'entendre les préoccupations, les attentes, les propositions des salariés, mais également d'engager les concertations nécessaires à la réalisation des grands projets transversaux. À l'occasion de sa réunion plénière annuelle, la participation au Comité de Groupe Européen est élargie en Comité Mondial avec les représentants d'Argentine, du Brésil et de Russie.

En 2015, le Comité de Groupe Européen et son bureau, le Comité de liaison, se sont réunis à huit reprises.

LE COMITÉ PARITAIRE STRATÉGIQUE

Instance de dialogue et d'échange, ce comité permet d'impliquer davantage et plus en amont les représentants du personnel dans la stratégie du Groupe. Les organisations représentatives françaises ainsi que les principales organisations syndicales des sociétés européennes non françaises y sont représentées.

Afin de renforcer le dialogue social pour partager la vision, les enjeux et les projets de l'entreprise, les compétences de ce comité ont été élargies en 2013 selon les modalités définies dans l'accord « Nouveau Contrat Social ». En 2015 il s'est réuni à cinq reprises.

LA POLITIQUE CONTRACTUELLE

G.7

PSA est impliquée pour faire vivre une politique contractuelle de qualité qui repose sur une bonne connaissance de l'entreprise, qui recherche des solutions innovantes et qui démontre la capacité à réconcilier les enjeux économiques et sociaux de l'entreprise. En 2015, 106 accords d'entreprise ont été conclus, dont 78 à l'international. Dans le monde, 95 % des salariés du Groupe sont couverts par une convention collective au niveau de la branche et/ou au niveau de l'entreprise.

La signature de l'accord « Nouveau Contrat Social » le 24 octobre 2013, en France par quatre organisations syndicales représentant 62 % des salariés, traduit le renforcement du dialogue social au cœur de la stratégie de redressement économique pour développer la compétitivité et préserver des bases industrielles et R&D fortes en France et pour anticiper les transformations, sécuriser l'emploi et insérer professionnellement les jeunes dans l'entreprise. Cet accord est contributif à la performance de l'entreprise.

À l'international, les accords conclus avec les organisations syndicales ont également permis d'accompagner les transformations de l'entreprise et gérer l'emploi de façon responsable, concertée et adaptée au contexte économique et social local.

En ce qui concerne la politique sociale de Faurecia, celle-ci est caractérisée par l'existence de son propre Comité Européen, acteur majeur dans le dialogue économique et social. Créée en 2003, cette instance est aujourd'hui régie par l'accord signé à l'unanimité le 10 janvier 2012. Le Comité Européen s'est réuni en assemblée plénière les 6 et 7 mai 2015 et son bureau s'est réuni trois fois au cours de l'année.

La politique de dialogue social mise en œuvre chez Faurecia s'est traduite en 2015, par la signature de 421 accords d'établissements ou d'entreprises, dans vingt et un pays, dont notamment 189 en France, 110 en Allemagne, 39 au Brésil, 14 au Mexique, 12 en Argentine, 9 en Tunisie et 8 en Roumanie. Au cours de l'année 2015, trois nouveaux accords de compétitivité couvrant huit sites ont été finalisés au sein des différentes activités de Faurecia. Avec ces accords et ceux conclus au cours des exercices précédents, ce sont aujourd'hui près de 48 sites qui ont, depuis 2012, bénéficié d'accords de compétitivité concourant au maintien de l'activité ou à l'obtention de nouveaux programmes et permettant ainsi d'éviter la mise en œuvre de nouveaux dispositifs de redéploiement industriel.

FAVORISER L'ENGAGEMENT ET LA MOTIVATION DES SALARIÉS

PSA veille à informer les salariés et être à leur écoute ainsi qu'à mettre en œuvre des démarches participatives. Le Groupe dispose d'un ensemble de moyens pour mesurer la satisfaction des salariés et mieux connaître leurs aspirations. Des enquêtes réalisées sur une base régulière par un institut d'études d'opinion permettent de mesurer la satisfaction et le niveau de confiance des salariés du Groupe.

Team Connect, enquête lancée en 2013, constitue un moyen complémentaire pour interroger l'ensemble des salariés. Ainsi, plus de 40 000 salariés dans 33 pays hors France ont eu la possibilité

de donner leur avis sur le Groupe. Pour sa deuxième édition, réalisée en novembre 2014, le taux de participation a atteint 81 %, en progression de 3 points.

Ce baromètre social destiné à mesurer de manière approfondie l'engagement des salariés et à élaborer des plans d'actions concrets et ciblés explore un certain nombre de dimensions relatives à la motivation et à la perception de l'environnement de travail par les salariés. Environ 700 managers ont reçu un rapport de résultats correspondant à la situation de leur équipe et ont engagé des plans d'actions sur cette base.

Enfin, le Dispositif d'Évaluation et de Suivi du Stress Professionnel (voir § 2.4.4) permet d'estimer régulièrement un index de motivation et d'éclairer les facteurs qui impactent la motivation.

2.4.2. Une gestion responsable de l'emploi et des compétences

Pour conduire ses projets de transformation, l'entreprise entretient un dialogue permanent avec les représentants du personnel et privilégie la démarche contractuelle. L'anticipation des transformations par la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC), enjeu majeur pour le Groupe, a donc été au cœur de l'élaboration du « Nouveau Contrat Social ».

Partout où il doit mettre en œuvre des adaptations et des réorganisations, PSA met en place des dispositifs pour assurer en priorité la performance car elle représente la meilleure protection pour maintenir l'emploi. En cas de réductions d'effectifs, le Groupe prévoit des dispositifs permettant d'accompagner les salariés dans des solutions d'emploi sécurisées. Les programmes de reconversion interne et les mobilités externes poursuivent un objectif d'employabilité et de sécurisation des parcours professionnels.

Instance paritaire mise en place par le Groupe en France, l'Observatoire des Métiers et des Compétences permet de développer une vision prospective sur l'évolution des métiers du Groupe et d'établir des diagnostics partagés sur les métiers en tension (besoins à pourvoir) et sur les métiers sensibles (diminution de l'effectif et besoins de reconversions). Il s'appuie sur la démarche Filières et Métiers (2.4.3.1). L'Observatoire des Métiers et des Compétences représente un outil essentiel du Groupe pour anticiper les évolutions de l'emploi, pour communiquer de façon transparente et responsable, pour activer les mobilités professionnelles et pour prévenir les sureffectifs.

2.4.2.1. LES DISPOSITIFS D'ADAPTATION DES RESSOURCES AUX BESOINS DE L'ENTREPRISE

La sécurisation des parcours professionnels

La priorité est donnée aux ressources internes et à leur développement. Engagé en 2012, le programme « Top Compétences » est un dispositif conçu pour mieux répondre aux enjeux de compétitivité et de redéploiement des compétences dans le Groupe. S'adressant à toutes les catégories socioprofessionnelles, il a ouvert des possibilités nouvelles de reconversion grâce à un effort accru de formation individuelle. Les salariés qui bénéficient de ce programme de formation accèdent à de nouvelles fonctions porteuses d'avenir.

« Top Compétences », c'est plus de 2 800 salariés qui ont bénéficié de l'opportunité d'apprendre un nouveau métier à l'intérieur du Groupe, un total de 178 100 heures de formation dispensées, et des cursus de 75 heures en moyenne sur des périodes de 18 à 24 mois. Ce programme est déployé en France et dans les autres pays européens.

La sécurisation des parcours professionnels se traduit également par des mobilités professionnelles externes accompagnées par

des dispositifs pour retrouver un emploi, se reconverter dans une nouvelle activité ou créer une entreprise. En France, elle s'appuie sur des dispositifs innovants issus de l'accord « Nouveau Contrat Social » :

- période de mobilité probatoire dans le cadre du DAEC (Dispositif d'Adéquation des Emplois et des Compétences), pour garantir une possibilité de retour du salarié volontaire jusqu'au terme de la période d'essai chez un nouvel employeur ;
- période de mobilité sécurisée dans le cadre de la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences), qui prévoit la possibilité de retour chez PSA du salarié volontaire jusqu'à deux ans après le début d'un projet professionnel hors du Groupe ;
- passeport de transition professionnelle dans le cadre des Plates-Formes Territoriales de Mobilité et Transitions Professionnelles (PTMTP).

La sécurisation des parcours professionnels est par ailleurs au cœur du contrat de génération PSA qui conjugue maintien dans l'emploi des seniors et embauches de jeunes : pour chaque senior maintenu dans l'emploi, un jeune est intégré à l'entreprise, en particulier via les contrats de formation en alternance (contrats d'apprentissage tout particulièrement).

Construire un écosystème favorable à l'emploi

Illustration de la démarche de responsabilité sociale et sociétale menée par PSA, les Plates-Formes Territoriales de Mobilité et de Transitions Professionnelles (PTMTP) organisent la sécurisation des parcours professionnels à l'échelle territoriale.

Créées avec le soutien des pouvoirs publics dans 5 des régions françaises dans lesquelles le Groupe est implanté (Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, Bretagne, Franche-Comté, Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais), ces Plates-Formes s'appuient sur des partenariats noués avec des entreprises recruteuses de toute taille, de la PME au groupe international.

Sur la base des offres proposées par ces entreprises, et de l'engagement de celles-ci de recruter les salariés de PSA s'ils réussissent leur formation de reconversion, le Groupe construit avec ses partenaires des parcours de formation adaptés d'au moins 300 heures. Ce passeport de transition professionnelle permet aux salariés volontaires pour une reconversion externe de combler le différentiel de compétences existant entre leur métier actuel et leur métier futur, tout en restant salariés de PSA jusqu'à leur intégration définitive (fin de la période d'essai) au sein de leur nouvel emploi. Les entreprises partenaires, quant à elles, profitent d'un processus de sélection, de formation et d'intégration professionnelle de salariés motivés et expérimentés. Cette démarche dynamise le marché local de l'emploi et appuie le développement territorial.

Un adossement des activités du Groupe sur des partenariats stratégiques

Pour restaurer sa rentabilité, la reconstruction économique du Groupe passe par une gestion stratégique du portefeuille d'activités et de compétences. Le Groupe a engagé de nouveaux partenariats stratégiques pour confier certaines activités à des opérateurs dont c'est le cœur d'activité et qui sont mieux à même de développer leur performance et compétitivité dans la durée. Bien que figurant parmi les sorties d'effectifs dans les tableaux ci-après, les transferts d'effectifs réalisés dans ce cadre permettent de préserver l'emploi.

Les recrutements du Groupe

En 2015, le Groupe a maintenu des recrutements ciblés sur des profils expérimentés pour répondre aux challenges technologiques

et commerciaux actuels ou à venir, tout particulièrement ceux de la digitalisation. C'est par exemple le cas de recrutements d'experts en électricité électronique qui contribueront au développement du véhicule autonome 2020. Par ailleurs, l'entreprise a procédé à près de 200 recrutements jeunes en CDI pour renforcer les équipes commerciales sur le périmètre France.

En 2015, le Groupe a recruté 10 793 salariés en contrat à durée indéterminée. 86 % de ces recrutements concernent Faurecia. 92 % de ces recrutements concernent les activités du Groupe à l'international.

En 2015, dans le cadre de son programme d'intégration des jeunes, le Groupe a accueilli 3 849 alternants (cf 2.4.5.3.).

Les effectifs

EFFECTIFS INSCRITS EN CDI ET CDD SUR TROIS ANS PAR DIVISION G.1A

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

	2013	2014	2015
Automobile	111 228	103 894	95 669
<i>Dont PCA (France)</i>	<i>61 265</i>	<i>57 351</i>	<i>54 340</i>
Faurecia	81 995	82 382	85 218
Autres activités	3 661	3 510	1 270
TOTAL	196 884	189 786	182 157

Les abréviations CDI et CDD signifient respectivement « contrat de travail à durée indéterminée » et « contrat de travail à durée déterminée ». Les CDD comprennent les contrats d'apprentissage, les contrats de professionnalisation et les contrats de doctorants CIFRE.

EFFECTIFS INSCRITS EN CDI ET CDD SUR TROIS ANS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE G.1D

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

		France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile	2015	65 809	21 977	7 883	95 669
	2014	70 044	24 986	8 864	103 894
	2013	71 922	27 376	11 930	111 228
<i>Dont PCA (France)</i>	2015	<i>54 340</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>54 340</i>
	2014	<i>57 351</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>57 351</i>
	2013	<i>61 265</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>61 265</i>
Faurecia	2015	12 137	36 060	37 021	85 218
	2014	12 122	34 520	35 740	82 382
	2013	12 635	33 521	35 839	81 995
Autres activités	2015	328	910	32	1 270
	2014	1 664	1 650	196	3 510
	2013	1 646	1 717	298	3 661
TOTAL	2015	78 274	58 947	44 936	182 157
	2014	83 830	61 156	44 800	189 786
	2013	86 203	62 614	48 067	196 884

Au 31 décembre 2015, le Groupe comptait 182 157 salariés dont 169 961 en CDI (93 % de l'effectif). 57 % des effectifs travaillent aujourd'hui hors de France (32 % en Europe et 25 % hors Europe).

Dans la rubrique « autres activités », la diminution d'effectifs est liée à la sortie du périmètre de consolidation du reporting des sociétés qui sont constituées en *joint ventures* entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance.

L'effectif se répartit en 20 % de cadres, 20 % de TAM et 60 % d'ouvriers.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS HOMMES-FEMMES INSCRITS EN CDI ET CDD PAR DIVISION G.1B

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

	France		Europe hors France		Hors Europe		Total	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Automobile	11 193	54 616	5 052	16 925	1 334	6 549	17 579	78 090
<i>Dont PCA (France)</i>	9 739	44 601	0	0	0	0	9 739	44 601
Faurecia	2 836	9 301	10 354	25 706	10 776	26 245	23 966	61 252
Autres activités	163	165	493	417	14	18	670	600
TOTAL	14 192	64 082	15 899	43 048	12 124	32 812	42 215	139 942

EFFECTIFS INSCRITS EN CDI ET CDD PAR TRANCHE D'ÂGE ET PAR SEXE G.1C

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

	< 30 ans		30/39 ans		40/49 ans		50 ans et +		Total	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Automobile	2 155	6 632	5 315	20 168	5 432	26 068	4 677	25 222	17 579	78 090
<i>Dont PCA (France)</i>	889	2 472	2 260	9 888	3 161	15 691	3 429	16 550	9 739	44 601
Faurecia	7 293	18 459	7 246	17 353	5 925	14 699	3 502	10 741	23 966	61 252
Autres activités	106	54	212	137	205	213	147	196	670	600
TOTAL	9 554	25 145	12 773	37 658	11 562	40 980	8 326	36 159	42 215	139 942

Les départs G.2B

RÉPARTITION DES DÉPARTS CDI PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

Automobile	France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Démissions	441	1 288	1 176	2 905
<i>Dont PCA (France)</i>	152	0	0	152
Licenciements individuels	396	594	73	1 063
<i>Dont PCA (France)</i>	179	0	0	179
Ruptures de contrat pour motif économique	2 597	1 188	30	3 815
<i>Dont PCA (France)</i>	2 482	0	0	2 482
Autres départs : retraites, décès, etc.	1 964	361	50	2 375
<i>Dont PCA (France)</i>	1 137	0	0	1 137
TOTAL	5 398	3 431	1 329	10 158
Taux de départ Automobile	8,6 %	16,8 %	17,3 %	11,1 %
<i>Dont taux de départ PCA (France)</i>	7,6 %	0,0 %	0,0 %	7,6 %

Faurecia	France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Démissions	127	1 670	3 316	5 113
Licenciements individuels	159	981	2 455	3 595
Ruptures de contrat pour motif économique	87	298	472	857
Autres départs : retraites, décès, etc.	142	223	122	487
TOTAL	515	3 172	6 365	10 052
Taux de départ	5 %	9,8 %	18,8 %	12,9 %

Autres activités	France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Démissions	10	49	1	60
Licenciements individuels	2	5	0	7
Ruptures de contrat pour motif économique	6	0	0	6
Autres départs : retraites, décès, etc.	2	12	0	14
TOTAL	20	66	1	87
Taux de départ	6,6 %	8,2 %	3,2 %	7,6 %

Le taux de départ est calculé en rapportant l'ensemble des départs CDI de l'année (les démissions, les départs pour motif économique, les licenciements individuels et les autres départs : retraites, décès, transferts, etc.) à l'effectif total CDI du Groupe au 31 décembre 2015.

En 2015, le Groupe comptabilise 20 297 départs. Il en résulte un taux de départ de 11,1 %.

Les recrutements G.2A

RECRUTEMENTS EN CDI

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre) – Inclut les passages de CDD en CDI

		France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile	2015	387	601	476	1 464
	2014	453	480	243	1 176
	2013	450	847	1 082	2 379
Dont PCA (France)	2015	79	0	0	79
	2014	88	0	0	88
	2013	52	0	0	52
Faurecia	2015	450	2 830	6 023	9 303
	2014	299	3 302	5 774	9 375
	2013	187	3 045	7 416	10 648
Autres activités	2015	2	22	2	26
	2014	23	28	12	63
	2013	13	72	199	284
TOTAL	2015	839	3 453	6 501	10 793
	2014	775	3 810	6 029	10 614
	2013	650	3 964	8 697	13 311

RECRUTEMENTS EN CDD

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

		France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile		2 797	657	144	3 598
	Dont PCA (France)	2 081	0	0	2 081
Faurecia		417	3 796	4 801	9 014
Autres activités		20	44	0	64
TOTAL		3 234	4 497	4 945	12 676

En ce qui concerne Faurecia, celle-ci a vu, en 2015, son niveau d'activité globale progresser, grâce à une forte croissance en Europe et en Amérique du Nord et malgré un léger ralentissement en Asie et une contraction du marché en Amérique du Sud. Cette tendance s'est traduite dans l'évolution des effectifs inscrits qui ont continué à croître en 2015, passant de 82 382 à fin 2014 à 85 218 à fin 2015, soit une progression de 3,4 %.

Les dispositifs de redéploiement industriel ont concerné 15 sites en 2015 et impacté 880 emplois dans sept pays, principalement en Europe, Amérique du Sud et Afrique du Sud. Dans ce contexte, l'Europe a vu ses effectifs inscrits croître de 3,2 %. En Amérique du Nord, les effectifs inscrits ont progressé de 4,1 %, profitant du développement et de la bonne performance de Faurecia sur ce marché et de la dynamique commerciale acquise avec certains constructeurs implantés dans cette zone. En Amérique du Sud, les

effectifs inscrits baissent de 7,7 %, en ligne avec le net recul de la production automobile. Enfin, en Asie, malgré le ralentissement constaté au second semestre sur ce marché, les effectifs inscrits ont augmenté de 9,0 %.

2.4.2.2. L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Dans tous les pays, le Groupe pratique des durées de travail inférieures ou égales aux durées légales et professionnelles.

L'activité partielle G.4

Le recours à l'activité partielle permet de préserver l'emploi en constituant une mesure alternative au chômage et aux licenciements pour motif économique. Ces dernières années, il a été un levier important de maintien dans l'emploi pour le Groupe dans un contexte de récession du marché automobile en Europe, tout en développant les compétences des salariés et en préservant l'avenir. Ce mode d'adéquation des ressources qui préserve l'emploi a été appliqué dans les différents pays européens dont la France.

Ainsi les heures de chômage partiel réalisées en France représentent l'équivalent de 1 800 emplois préservés en 2014 et 400 en 2015 (nombre d'heures chômées rapporté à un horaire annuel moyen de 1 607 heures).

HEURES DE CHÔMAGE PARTIEL

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

		Total
Automobile	2015	1 178 152
	2014	4 172 246
	2013	5 734 951
Dont PCA (France)	2015	645 763
	2014	2 930 576
	2013	4 411 327
Faurecia	2015	602 566
	2014	1 018 538
	2013	1 455 766
Autres activités	2015	3 061
	2014	11 196
	2013	0
TOTAL	2015	1 783 779
	2014	5 201 980
	2013	7 190 717

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

		France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile	2015	443 506	514 975	216 595	1 175 076
	2014	233 843	588 526	288 697	1 111 066
	2013	365 392	766 365	1 036 474	2 168 231
Dont PCA (France)	2015	384 007			384 007
	2014	282 304			282 304
	2013	262 978			262 978
Faurecia	2015	240 235	2 580 700	8 760 062	11 580 997
	2014	218 983	2 195 091	7 986 910	10 400 984
	2013	217 253	1 991 106	7 896 369	10 104 728
Autres activités	2015	-	8 052	-	8 052
	2014	17 002	11 994	4 136	33 132
	2013	18 974	16 717	1 012	36 703
TOTAL	2015	683 741	3 103 727	8 976 657	12 764 125
	2014	469 828	2 795 611	8 279 743	11 545 182
	2013	601 619	2 774 188	8 933 855	12 309 662

PSA a mis en place des dispositifs de modulation des horaires de travail, également appelés banques d'heures, dans la plupart des pays où il a des installations industrielles ou logistiques. Ainsi, dans ces pays, le temps de travail s'apprécie dans un cadre de modulation annuelle ou pluriannuelle.

Absentéisme **G.5**

En 2015, sur 266 millions d'heures travaillées, l'absentéisme pour motif de maladie est de 2,7 %.

HEURES D'ABSENCES RÉMUNÉRÉES MALADIES

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

		France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile	2015	2 537 776	1 261 847	228 209	4 027 832
	2014	2 909 390	1 298 668	540 303	4 748 361
	2013	4 044 384	1 299 807	783 307	6 127 498
Dont PCA (France)	2015	2 217 362	-	-	2 217 362
	2014	2 468 683	-	-	2 468 683
	2013	2 889 233	-	-	2 889 233
Faurecia	2015	581 593	1 958 574	619 484	3 159 651
	2014	570 172	1 789 855	533 815	2 893 842
	2013	628 025	1 791 819	722 213	3 142 057
Autres activités	2015	2 618	41 387	119	44 124
	2014	54 573	75 027	2 609	132 209
	2013	54 687	83 096	1 367	139 150
TOTAL	2015	3 121 987	3 261 808	847 812	7 231 607
	2014	3 534 136	3 163 550	1 076 727	7 774 413
	2013	4 727 096	3 174 722	1 506 887	9 408 705

2.4.3. Le développement des ressources humaines

Avec l'ambition d'offrir les meilleures opportunités de développement et d'employabilité à tous ses salariés, PSA a la volonté d'être un constructeur de talents.

Fédérer les énergies et libérer les talents pour faire gagner PSA figure au cœur du projet ressources humaines du Groupe. En portant chacun à son meilleur niveau de compétences et en préparant aux transformations des métiers et des technologies, la politique de ressources humaines de PSA construit l'avenir du Groupe.

La politique de développement des ressources humaines mise en œuvre à l'échelle mondiale s'articule autour de sept principes :

1. Chaque salarié du Groupe est acteur de son développement professionnel.
2. Chaque manager est responsable du développement de son équipe.
3. Tout salarié bénéficie d'un entretien individuel annuel.
4. Les filières professionnelles, à travers les métiers qui les composent, définissent des parcours de carrière.
5. La formation est un investissement majeur pour l'entreprise et pour chacun de ses salariés.
6. La mobilité professionnelle permet, aux salariés qui le souhaitent, d'enrichir leur parcours de carrière et de développer leurs compétences.
7. Le Groupe met en œuvre une gestion responsable de l'emploi.

Cette politique est complétée par des dispositifs standardisés, outillés et évalués régulièrement au sein de la communauté RH au travers d'une feuille de route décrivant les étapes de maturité. Ces dispositifs sont : le projet professionnel, le développement des compétences managériales, l'accompagnement des salariés, le système d'entretien individuel, la *talent review*, le parcours qualifiant, l'offre de formation, la labellisation des formations, la mobilité interne, le plan emploi Groupe.

2.4.3.1. LA GESTION PAR FILIÈRES ET MÉTIERS

Pour gérer les talents et piloter les compétences d'aujourd'hui et de demain, la démarche filières et métiers développée par PSA est un des axes forts de la politique de développement des ressources humaines du Groupe.

Cette gouvernance des compétences au niveau mondial repose sur 21 filières et 110 métiers, un métier étant un ensemble de compétences communes participant à une même finalité professionnelle. Cette démarche permet d'élaborer les programmes de développement des compétences, les modalités d'acquisition des compétences, les parcours professionnels qualifiants et leurs passerelles entre métiers et filières, la mobilité professionnelle, et les orientations sur l'expertise. Pour garantir l'excellence des compétences, tous les cursus de formation métier sont labellisés par l'Université PSA suivant un audit structuré.

La filière aide, d'une part, les salariés à mieux s'orienter et à préparer leur mobilité, et d'autre part, leurs managers à les accompagner dans cette démarche. Elle permet au Groupe d'anticiper les évolutions stratégiques des métiers, d'identifier les compétences futures et donc de préparer les transitions en minimisant les ruptures ou les difficultés (voir Observatoire des Métiers et des Compétence § 2.4.2).

2.4.3.2. ATTIRER LES TALENTS

Les actions de proximité et d'échanges sont privilégiées auprès des jeunes et du corps enseignant, en s'appuyant sur un réseau de « *campus partners* » particulièrement actif et motivé, pour faire connaître les métiers du Groupe et les opportunités de formation

et d'emploi. Elles se traduisent par la participation à des forums, l'organisation de visites de sites du Groupe, la participation à des enseignements au sein des écoles cibles partenaires, la réalisation de stages en entreprise à destination d'enseignants.

PSA développe la diversité et la mixité de chacune de ses équipes. En partenariat avec l'association « Elles bougent », et avec le concours d'un réseau interne de 50 « marraines », le Groupe a renforcé ses actions de communication et d'accompagnement à destination des jeunes filles intéressées par les métiers techniques.

Les actions pour l'emploi jeune caractérisent également l'année 2015. L'objectif de recrutement de 2 000 alternants en 2015 en France, engagement du « Nouveau Contrat Social », a été atteint, doublant ainsi le nombre d'offres au regard de 2014. La politique emploi jeune du Groupe inclut également des contrats de doctorants (CIFRE) et des contrats de Volontariat International en Entreprise (VIE). PSA bénéficie d'une forte attractivité auprès des jeunes, qui s'est traduite par plus de 90 000 connexions au site institutionnel « Emploi jeune PSA » et par plus de 7 000 curriculum vitae reçus lors de la campagne apprentissage.

Pour attirer une grande diversité de talents, l'Université PSA s'associe avec des écoles reconnues à l'échelle internationale qui bénéficient d'offres de stage ou préparent leurs diplômes et doctorats au sein des établissements ou laboratoires. L'Université PSA est aujourd'hui partenaire de trente écoles et universités scientifiques ou de management des trois continents (Europe, Asie, Amérique). Ces partenariats sont ainsi déployés au Brésil (Universités de São Paulo et de Rio), en Chine (Universités de Pékin et de Shanghai) et aux États-Unis (GeorgiaTech d'Atlanta).

En France, ce partenariat avec le monde éducatif est formalisé par un original accord cadre avec le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. S'appuyant sur l'expertise du système français d'enseignement professionnel, le Groupe collabore sur la transmission de ses savoir-faire professionnels avec 50 établissements scolaires en France. En 2015, 650 jeunes sont dans le dispositif pour un cursus de 2 années en vue de leur insertion professionnelle dans le monde industriel et économique du Groupe et plus largement dans celui de la filière automobile. Depuis 10 ans, ce sont près de 3 500 jeunes qui ont été recrutés dans le réseau PSA.

Fort de cette expérience, le Groupe établit des relations avec le monde éducatif bien au-delà des frontières françaises. En collaboration avec des partenaires éducatifs locaux et l'Éducation Nationale française, le Groupe met en place des centres de formation pour les réseaux des marques Peugeot et Citroën dans les pays où sa présence est forte. C'est notamment le cas en Chine (avec le BVCEs), au Brésil (avec le SENAI) afin de former des enseignants, des formateurs, des salariés et de futurs employés du Groupe, aux métiers de l'industrie et du commerce automobile.

2.4.3.3. DÉVELOPPER LES TALENTS G.11A

Directement contributeur à la stratégie de l'entreprise, le management des talents mis en œuvre par PSA vise à identifier les talents plus en profondeur dans l'organisation, diversifier les profils et expériences, fournir les compétences et protéger les savoir-faire, affecter les jeunes talents sur les postes clés et les projets à forts enjeux, promouvoir et développer les compétences locales et internationaliser les fonctions Corporate, objectiver la performance.

Le Groupe déploie chaque année, au niveau mondial, le processus de *Talent Review* comme un exercice proactif de gestion individuelle de carrière, d'identification et de développement des talents au service de la stratégie de l'entreprise. Ce processus bottom-up consistant à confronter collégialement les avis sur la base de critères de performance, de compétences et de leadership permet une

construction d'hypothèses d'évolution plus robustes et un pronostic de carrière explicitement lié aux plans de remplacement.

Il poursuit l'objectif d'une détection et d'un développement des talents plus tôt dans la carrière, avec la mise en place de *Talent Pools* pour les salariés conjuguant haut niveau de performance et fort potentiel d'évolution.

En 2014 la création d'un *Talent Pool* international a permis l'identification de plus de 1 200 profils internationaux ayant une expérience à l'international et maîtrisant la langue anglaise. De même, des parcours internationaux ont ainsi été construits pour 60 hauts potentiels.

En 2015, la démarche a été complétée par la *Talent Search*, plans d'actions ciblés sur la détection de talents féminins, de jeunes talents et de profils hors France.

Le Talent Management se décline également au travers des démarches d'évaluation et d'accompagnement individuelles et collectives renforcées : 360°, Assessment Center, programme de développement exclusivement adressé aux hauts potentiels (« Advanced Executive program ») renforcé par des actions de mentoring, coaching, co-développement qui viennent compléter l'offre École du Management.

2.4.3.4. FORMATION PROFESSIONNELLE G.11A G.11B

L'Université PSA a pour mission de transmettre, partout dans le monde, les connaissances, les savoir-faire et les savoir-être. Elle constitue, de ce fait, un levier majeur de la performance et du développement du capital humain du Groupe.

Lancée en 2010, l'Université PSA s'appuie sur la démarche filières et métiers (voir § 2.4.3.1). Une importante démarche de labellisation des cursus de formation est mise en œuvre. Des commissions travaillent sur l'évolution prospective des compétences et des projets à accompagner, évaluent la pertinence de l'offre de formation et dimensionnent le volume des besoins en formation. Cette démarche garantit l'exhaustivité, la pertinence par rapport aux besoins et l'internationalisation du déploiement des cursus de formation.

La priorité a été donnée à la montée en compétences des managers de proximité, à la construction et au déploiement de l'offre de formation liée aux métiers du Groupe et au maintien dans l'emploi de l'ensemble des catégories de salariés.

L'Université PSA entreprend un changement culturel en passant d'une logique de « formation » à une logique de « développement des compétences » qui inclut d'autres modalités pédagogiques présentielles ou distancielles (tutoring, coaching, co-développement, échanges entre pairs, classes virtuelles...).

L'Université PSA s'est engagée pour rendre plus innovante, plus globale et plus accessible son offre de formation grâce à l'apprentissage en ligne ou « *e-learning* ». Cette technologie d'apprentissage à distance via Internet a été rapidement déployée dans le Groupe, en étroite collaboration avec la Direction des systèmes d'information, pour proposer aux salariés partout dans le monde un tronc commun de connaissances, de savoir-faire et de valeurs conformément à l'ambition de globalisation du Groupe. Pour accélérer le passage aux modalités pédagogiques multiples et à « l'entreprise apprenante », l'Université PSA a déployé un nouveau système *Learn'in PSA*, qui permet d'enrichir l'offre de formation avec des modalités modernes comme notamment les classes virtuelles, les MOOC (*Massive Online Open Course*) ou les *Rapid Learning*.

Le *digital learning* prend en compte toutes les actions de formation qui ne se déroulent pas en présentiel : *e-learning* libre-service, *e-learning* soumis à validation, classes virtuelles. Son développement est un objectif important qui associe la recherche

d'efficacité (rapport qualité/coût) et une transformation culturelle en vue de développer « l'entreprise apprenante » et l'autonomie des collaborateurs comme acteurs de leur montée en compétences. En 2015, plus de 38 000 actions de formations totalement ou partiellement à distance ont été réalisées, notamment sur les notions fondamentales de finance, d'économie d'entreprise et de management, la sensibilisation à l'ouverture interculturelle ou les formations aux outils de la bureautique. Il existe aujourd'hui plus de 500 références *e-learning* « Métier » et plus de 1 000 références *e-learning* « leadership » et « bureautique et outils du digital » en libre-service, dans l'offre de formation de l'Université.

L'École du Management, pour l'excellence du management

L'École du Management propose une offre de formation répondant aux besoins des managers, pour le développement du leadership et la maîtrise du changement. Elle comporte des programmes adaptés à tous les niveaux de management : le programme *Advanced Executive Programme* pour des managers identifiés « hauts potentiels », le programme *Manager Leader* axé sur le développement personnel de « managers de managers », le programme « Piloter mon UEP » destiné aux managers de proximité en fabrication. En 2015, un nouveau programme « *Team Manager* » s'adresse au premier niveau de management et aux primo-accédants à un poste de manager. 360 nouveaux managers ont suivi ce programme en 2015.

Le programme « *Manager 20.20* » est un programme innovant de pédagogie active qui permet de réunir des managers de tous niveaux et expériences et de créer une dynamique collective. Destiné à développer l'intelligence collective et émuler l'esprit collaboratif au travail, le programme a concerné près de 700 managers en 2015.

Ce dispositif a été complété en 2015 par *Team Power*, destiné à l'accompagnement des projets stratégiques du Groupe et à l'accélération des transformations qui a impliqué 550 managers et collaborateurs et par les *Event Days*, un nouveau type d'événement managérial destiné à inspirer les leaders du Groupe en leur présentant d'autres manières de voir le leadership et en leur donnant l'occasion d'échanger entre pairs. En 2015, 600 managers y ont participé.

Mesurer la montée en compétences

Le système d'évaluation de l'investissement de la formation repose, en premier lieu, sur un dispositif de validation des acquis pendant la formation, ensuite, sur un système d'évaluation réalisée à l'issue de la session de formation.

En 2015, la labellisation de la quasi-totalité des métiers du Groupe a été achevée. Une campagne de renouvellement des labellisations attribuées en 2013 a commencé. La labellisation des cursus de formation des métiers est désormais une démarche adoptée intégralement dans le Groupe et permet de garantir la qualité des parcours de développement au poste.

Au niveau de Faurecia, l'année 2015 a été une année charnière pour Faurecia University qui s'est dotée d'un nouveau campus en région parisienne. Il a pour vocation l'organisation des formations Top management au niveau mondial ainsi que des autres formations Corporate au niveau européen. Les Universités Régionales à Auburn Hills (Michigan) et à Shanghai (Chine) ont rempli leur mission de déploiement des formations Corporate et de création de programmes spécifiques répondant à des problématiques régionales. Environ 4 900 participants ont bénéficié des programmes de Faurecia University en 2015 contre environ 4 500 en 2014.

NOMBRE D'HEURES DE FORMATION G.12 G.11B

(Périmètre Groupe, hors FAURECIA, situation au 31 décembre)

	Nombre d'heures total de formation (en milliers d'heures)				Nombre d'heures moyen de formation par salarié*		
	France	Europe hors France	Hors Europe	Total	France	Europe hors France	Hors Europe
Automobile	1 090,0	388,9	87,3	1 566,1	18,9	19,5	11,3
dont PCA (France)	931,0	0,0	0,0	931,0	19,5	0,0	0,0
Autres activités	3,4	23,0	0,4	26,8	10,7	28,8	0,0
TOTAL	1 093,4	411,9	87,7	1 593,0	18,8	19,9	11,3

* Salariés présents (soit hors congés de reclassement et congés senior de maintien dans l'emploi).

NOMBRE D'HEURES MOYEN DE FORMATION PAR SALARIÉ, PAR CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE ET PAR SEXE G.12

(Périmètre Groupe, hors FAURECIA, situation au 31 décembre) – Nombre d'heures de formation rapporté à l'effectif présent* CDI et CDD

	Ouvriers et Employés			TAM			Cadres			Total (toutes CSP confondues)		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Automobile	18,4	18,8	18,7	16,0	18,3	17,8	20,3	17,7	18,2	18,0	18,4	18,4
Dont PCA (France)	22,7	21,4	21,6	10,6	17,8	16,4	19,2	17,2	17,6	19,1	19,6	19,5
Autres activités	1,9	28,4	10,3	18,3	35,0	25,7	19,5	21,5	20,7	18,3	28,2	23,3
MOYENNE	18,4	18,8	18,7	16,1	18,6	18,0	20,2	17,7	18,2	18,0	18,5	18,4

* (Soit hors congés de reclassement et congés senior de maintien dans l'emploi).

Compte tenu de l'hétérogénéité des données de formation rapportées par Faurecia, les données de Faurecia ne sont pas consolidées cette année. Veuillez-vous reporter au document de référence Faurecia.

La moyenne des heures de formation par salarié a été de 18,4 heures en 2015. 76 % des salariés ont ainsi reçu au moins une formation dans l'année. Plus de 1,5 million d'heures de formation ont été dispensées dans le Groupe, représentant un montant de 80 millions d'euros.

2.4.3.5. MANAGER LA PERFORMANCE ET LE DÉVELOPPEMENT

L'Entretien Individuel annuel est un acte managérial fondamental de la performance et du développement des équipes. Au travers de ses trois parties – évaluation, objectifs, orientation et développement –, l'Entretien Individuel est un levier important d'évaluation des contributions de chaque salarié, de reconnaissance et de rétribution de la performance, et de développement individuel donnant lieu à un Plan de Développement Personnel.

Grâce au processus RH unifié depuis 2012 pour l'ensemble des cadres, techniciens/agents de maîtrise du Groupe, la déclinaison des objectifs d'entreprise, via les contrats d'objectifs, en Objectifs Annuels de Performance au travers de l'Entretien Individuel garantit leur bon alignement et la performance collective.

En 2015, 85 % des salariés du Groupe à travers le monde ont réalisé un entretien individuel, et une grande partie d'entre eux ont mis à jour leur CV ainsi que leurs compétences techniques auto-évaluées sur la base d'un catalogue de 330 compétences techniques.

2.4.3.6. LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

La politique de rémunération du Groupe s'inscrit, dans tous les pays où il est présent, dans des pratiques cohérentes avec celles des différents marchés. Elle répond par ailleurs à des objectifs propres à l'entreprise :

- contribuer à la performance économique du Groupe et, spécifiquement en 2015, à sa reconstruction économique, en alignant les rémunérations, et en particulier les salaires fixes, avec les enjeux de maîtrise de coûts et des frais de personnel ;
- axer la politique de rémunération autour de la performance ; il s'agit d'animer les salariés autour d'objectifs individuels et/ou collectifs et de partager avec eux les résultats obtenus.

L'année 2015 a été caractérisée par la poursuite de la modération salariale pour contribuer au redressement du Groupe. Pour autant des budgets salariaux ont été maintenus dans l'ensemble des pays et ont donné lieu à des négociations et accords syndicaux dans un certain nombre d'entre eux. Ainsi des négociations collectives menées dans plusieurs pays ont démontré le fort engagement des partenaires sociaux dans le redressement du Groupe : des accords comprenant une modération salariale significative et permettant de contribuer à la compétitivité des sites ont ainsi été signés à Porto Real au Brésil, à Trnava en Slovaquie, à Vigo en Espagne, à Mangualde au Portugal et à Kaluga en Russie. En 2015, 23 accords salariaux ont été signés par les partenaires sociaux.

Couverture Santé et prévoyance

Le Groupe s'engage à ce que tous ses salariés dans le monde soient couverts contre les risques lourds, notamment à travers une couverture décès. C'est ainsi que la couverture décès a été complétée en Allemagne en 2015 pour intégrer une couverture invalidité accidentelle pour tous les salariés.

Le partenariat mis en place par le Groupe depuis plusieurs années avec un courtier international permet à l'entreprise de piloter tout au long de l'année ces dispositifs santé et prévoyance dans le monde et d'en optimiser le rapport coût/prestations, dans l'intérêt de l'entreprise et des salariés qui contribuent pour partie aux cotisations.

Couverture des retraites

Le Groupe a mis en place des régimes de retraites à cotisations définies dans les pays où cela s'est avéré nécessaire compte tenu notamment des pratiques de marché et où les ressources disponibles le permettent. De tels dispositifs existent en Allemagne, Belgique, Espagne, France, Japon, Pays-Bas, République Tchèque, Slovaquie et Royaume-Uni. Gérés par des commissions paritaires sous des formes locales, ces systèmes ont vocation à procurer aux bénéficiaires un supplément de retraite par rapport aux dispositifs réglementaires. Par ailleurs des dispositifs de fin de carrière spécifiques, complémentaires également aux obligations légales, existent au Brésil et en Argentine.

Les salariés associés aux résultats du Groupe

L'animation des salariés et leur association aux résultats obtenus passent par des dispositifs collectifs ; il s'agit de la participation et de l'intéressement en France. Les résultats obtenus par le Groupe en 2014 ont permis de distribuer en France en 2015 des montants significatifs, ce qui n'avait pas été le cas dans les années précédentes. Ces montants ont été la résultante de l'application des accords participation et intéressement en vigueur ainsi que du versement d'un supplément d'intéressement, tel que négocié avec les organisations syndicales dans le cadre du Nouveau Contrat Social. Par ailleurs, les accords de participation et d'intéressement ont été renégociés pour une nouvelle période triennale 2015 – 2017. Cette modification a pour objectif d'adopter une formule de calcul de l'intéressement plus sécurisée pour les salariés, plus lisible pour eux et en lien direct avec les objectifs de reconstruction de l'entreprise du plan Back In the Race. Le Groupe n'a pas versé d'intéressement hors France en 2015 au titre des résultats 2014.

Par ailleurs, le Groupe a annoncé le 16 décembre 2015 son intention de supprimer le régime de retraite supplémentaire à prestations définies dont bénéficiaient les dirigeants mandataires sociaux et les membres du Comité exécutif du Groupe et de redistribuer à l'ensemble des salariés les 34 millions d'euros d'économies ainsi

réalisées. Cette redistribution viendra en complément des dispositifs de rémunération et d'association aux résultats du Groupe, après approbation de l'Assemblée Générale.

Le Groupe a maintenu les dispositifs de rémunération variable pour les cadres managers de l'ensemble du monde, ces dispositifs permettant d'associer les cadres concernés autour d'objectifs individuels et collectifs contributifs de la performance de l'entreprise. En 2015, environ 14 000 cadres sont éligibles à un dispositif de rémunération variable, soit plus de 70 % des cadres du Groupe. Pour environ 2 500 cadres, il s'agit de dispositifs spécifiques dédiés aux métiers du retail ou de l'animation des réseaux de distribution dans l'ensemble du monde. La Part Variable Groupe, le dispositif de rémunération variable principal qui concerne les autres 11 500 cadres, a évolué en 2015 pour intégrer, en complément des objectifs collectifs du Groupe, des objectifs d'entités ; cette modification a pour ambition d'animer les cadres concernés autour d'objectifs collectifs auxquels ils sont plus directement contributifs.

L'épargne salariale

Des solutions d'épargne pour les salariés sont proposées dans cinq pays, à savoir la France, l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne et le Royaume Uni. Dans ces cinq pays, ces dispositifs permettent aux salariés d'investir tout au long de l'année dans des actions du Groupe. En ce qui concerne plus précisément la France, le Plan d'Épargne Entreprise comprend deux volets :

- le Plan d'Épargne Actions Groupe ;
- le Plan d'Épargne Diversifié ; il permet d'investir dans différents supports (monétaire, obligataire, actions) avec un rapport rendement/risque varié suivant les supports. Il offre une alternative au plan d'épargne en actions Groupe.

Accelerate : augmentation de capital du Groupe réservée aux salariés

Un autre dispositif important a permis fin 2014/début 2015 d'associer les salariés du Groupe à sa reconstruction et à la création de valeur qui en découle : l'augmentation de capital Accelerate qui s'est adressée aux salariés du Groupe dans 14 pays dans le monde et a vu 15 000 d'entre eux souscrire à cette opération qui a eu lieu en janvier 2015. Les pays dans lesquels la proportion de salariés souscripteurs a été la plus élevée sont la Chine, les Pays-Bas et la France. Cette opération proposait notamment aux salariés deux offres (classique ou sécurisée) et un abondement important de l'entreprise. Le niveau de souscription (très largement supérieur à l'offre d'achat d'actions) a démontré l'adhésion des salariés et leur confiance dans la capacité de l'entreprise à revenir au plus haut niveau de performance.

Coûts salariaux G.3

ÉVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ET DIVISION

(Périmètre Groupe, hors Faurecia, situation au 31 décembre)

(en milliers d'euros)		France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile	2015	3 509 712	1 118 862	399 732	5 028 307
	2014	3 720 040	1 049 665	451 910	5 221 614
	2013	3 923 718*	1 061 588	520 711	5 505 017
Dont PCA (France)	2015	2 943 518	-	-	2 943 518
	2014	3 119 329	-	-	3 119 329
	2013	3 508 860	-	-	3 508 860
Autres activités	2015	98 819	70 590	12 570	181 979
	2014	131 851	90 132	12 478	234 461
	2013	133 046	90 803	10 005	233 855
TOTAL	2015	3 608 531	1 189 452	412 303	5 210 286
	2014	3 851 891	1 139 797	464 388	5 456 076
	2013	4 056 764*	1 152 391	530 717	5 739 872

* Sans Française de Mécanique et Sevelnord.

En 2015, les rémunérations versées par les sociétés du Groupe, à l'exclusion de Faurecia, ont représenté 3 970 448 milliers d'euros et les charges sociales afférentes ont représenté 1 239 838 milliers d'euros. Le salaire annuel médian France est de 35 500 euros.

COMPARAISON ENTRE LE SALAIRE MINIMUM PRATiqué PAR LE GROUPE ET LE SALAIRE MINIMUM LÉGAL DU PAYS G.34

(Périmètre Groupe, hors Faurecia, situation de l'année, base indice 100)

Pays	Ratio	Nature du salaire minimum légal du pays
Allemagne	117	Salaire minimum légal pays
Argentine	171	Salaire minimum légal pays
Autriche	103	Salaire minimum conventionnel
Belgique	142	RMMMG (Revenu Minimum Mensuel Moyen Garanti)
Brésil	164	Salaire minimum légal pays
Chine	100	Salaire minimum légal régional (Shanghai)
Espagne	142	Salaire minimum légal pays
France	123	SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti)
Italie	103	Salaire minimum légal pays
Pologne	108	Salaire minimum légal pays
Portugal	108	Salaire minimum légal pays
Royaume-Uni	100	Salaire minimum légal pays > 21 ans
Russie	436	Salaire minimum légal régional
Slovaquie	167	Salaire minimum légal pays
Suisse	NA	Pas de salaire minimum légal ni d'accord de branche

L'information est donnée pour les pays représentatifs de l'organisation du Groupe (hors Faurecia) où il compte plus de 300 salariés.

Le ratio est calculé par rapport au salaire minimum légal en vigueur dans le pays (quand celui-ci existe) et ne tient pas compte des spécificités pratiquées pour certaines régions.

Chez Faurecia, le montant global des rémunérations versées, charges sociales comprises, est en augmentation de 9,2 % :

3 388,1 millions d'euros en 2015 pour 3 102,7 millions d'euros en 2014. Parallèlement, les effectifs inscrits ont augmenté de 3,4 %, dont + 6,5 % pour les ingénieurs et cadres. En 2015, 94 accords ont été conclus sur les salaires/primes/éléments de rémunération et 84 sur le sujet intéressement/participation. Le système de rémunération variable, essentiellement basé sur la performance des unités opérationnelles, s'applique uniformément dans tous les pays où Faurecia est présent. Fin 2015, environ 4 000 cadres en bénéficient sur un total de 17 300.

2.4.4. Bien être, santé et sécurité au travail

Avec un taux de fréquence management des accidents de travail avec arrêt de 1,18 point, les résultats de PSA en matière de sécurité et de préservation de la santé atteignent les tout meilleurs niveaux réalisés dans le secteur industriel. Le Groupe figure parmi les trois constructeurs automobiles mondiaux qui ont le moins d'accidents.

C'est le résultat de l'application rigoureuse du Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail développé par le Groupe depuis plusieurs années.

L'objectif du Groupe est de continuer à améliorer la préservation de la santé et la sécurité des salariés. Il affiche des objectifs très clairs dans 3 directions : la sécurité avec l'ambition d'un taux de fréquence management des accidents de travail de 1 point atteint à moyen terme, la santé avec l'ambition d'un taux de maladies professionnelles de 2 points, le bien-être avec l'ambition d'un taux d'excès de stress de 7 %.

2.4.4.1. LE SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

G.8

La mise en œuvre de la politique Sécurité et Santé du Groupe s'appuie sur le Système de Management de la Sécurité et de la Santé au Travail (SMST). Ce mode de management est basé sur six principes fondateurs et 22 exigences qui définissent les points de vigilance et de contrôle : c'est le référentiel sécurité et santé applicable à toutes les entités et filiales du Groupe dans le monde.

Le Système de Management de la Sécurité et de la Santé

1. L'engagement de la direction
2. Une animation structurée
3. Des standards établis et appliqués
4. Des rôles définis
5. Des outils d'alerte
6. Des outils d'amélioration et de contrôle

Le SMST, reprenant l'ensemble des domaines OHSAS 18001, intègre en outre des prescriptions précises en terme de politique, engagement, comité santé sécurité déployé dans tous les sites et à tous niveaux, un descriptif des équipements de protection individuelle, le mode opératoire prenant en compte les visiteurs extérieurs et les entreprises extérieures et précise notamment les différents risques (risques psycho-sociaux, risques chimiques, troubles musculo-squelettiques, trajets, etc.). Ce système de management représente un guide opérationnel vers l'excellence en termes de sécurité.

Les principes de management de ce système sont appliqués en Europe, en Amérique latine et en Chine. Ce système de management est adapté à l'ensemble des activités du Groupe et aux législations spécifiques des différents pays.

Le SMST est aujourd'hui une réalité opérationnelle dans toutes les structures du Groupe. Un travail de fond est engagé dans l'ensemble des établissements du Groupe qui suit au quotidien une « feuille de route » établie pour aider les managers à déployer le SMST. Les cinq étapes de maturité qui composent cette feuille de route (prise de conscience, évolution des modes de pensée, évolution des comportements, évolution des habitudes et culture d'entreprise) constituent la voie indispensable à emprunter pour un changement durable des comportements. Cette feuille de route s'appuie sur les meilleures pratiques étudiées et permet d'évaluer les résultats obtenus.

Au-delà des formations transversales permettant d'assurer aux managers l'appropriation des connaissances nécessaires au déploiement du SMST, des audits sécurité et santé sont menés afin de s'assurer de la bonne mise en pratique des principes.

L'ensemble de ce dispositif est régulé avec les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) en France, et les Comités de même nature existant dans les autres pays.

Les résultats en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles

G.10

Résultat de la Politique de santé et sécurité du Groupe et de son Système de Management de la Santé et la Sécurité, les progrès importants enregistrés depuis plusieurs années se sont ancrés en 2015, avec un taux de fréquence management qui s'établit à 1,18 point contre 1,38 point en 2014. PSA réalise les meilleurs niveaux atteints dans le secteur industriel. Ces résultats sont la conjugaison d'un bon comportement, tant pour les salariés du Groupe que pour les intérimaires. Grâce à une forte action de formation effectuée dès l'accueil et une attention portée à toutes les catégories de personnel, le taux de fréquence des accidents de travail avec arrêt des intérimaires est désormais aussi bas que celui des salariés du Groupe.

Depuis 2009, soucieux de protéger tous les salariés, le Groupe a choisi de piloter cet indicateur avec le taux de fréquence des accidents de travail avec arrêt incluant les salariés du Groupe et les intérimaires: le TF1 Management.

L'objectif de Taux de Fréquence Management de 1 point en année pleine que le Groupe s'est fixé à horizon moyen terme est déjà atteint dans 33 établissements en Amérique latine, en Espagne, en France, au Portugal, en Russie et en Slovaquie.

TAUX DE FRÉQUENCE MANAGEMENT DES ACCIDENTS AVEC ARRÊT (TF1 MANAGEMENT)

(Périmètre Groupe, hors Faurecia, situation au 31 décembre)

	2014	2015
Automobile	1,52	1,22
<i>Dont PCA (France)</i>	<i>1,39</i>	<i>1,44</i>
Autres activités	0,76	0
TOTAL	1,38	1,18

Le Taux de Fréquence Management des accidents du travail avec arrêt inclut les salariés du Groupe et les intérimaires. Il correspond au ratio «nombre d'accidents de travail avec arrêt x 1 million/nombre d'heures travaillées».

TAUX DE GRAVITÉ

(Périmètre Groupe, hors Faurecia, situation au 31 décembre)

	France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile	0,23	0,07	0,01	0,17
Dont PCA (France)	0,24	-	-	0,24
Autres activités	0	0	0	0
TOTAL	0,22	0,06	0,01	0,16

Le taux de gravité correspond au ratio « nombre de jours d'arrêt consécutifs à un accident de travail x 1 000/nombre d'heures travaillées ».

MALADIES PROFESSIONNELLES

(Périmètre Groupe, hors Faurecia, situation au 31 décembre – Nombre de maladies déclarées)

Les maladies susceptibles d'avoir une origine professionnelle sont traitées en priorité. Elles font l'objet de démarches préventives sur tous les sites du Groupe dans le monde, pour conduire à une diminution du nombre de maladies professionnelles. À l'initiative du

Groupe, un suivi du Taux de fréquence des maladies professionnelles a été mis en place (TF = nb de maladies professionnelles reconnues/nb heures travaillées x 1 000 000). En 2015 ce taux est de 3,46, en amélioration par rapport à 3,89 en 2014.

	Troubles musculo-squelettiques des membres supérieurs	Port de charges lourdes	Maladie professionnelle suite à une exposition à l'amiante	Surdité/Bruit	Autres	Total
Automobile	313	12	32	11	67	435
Dont PCA (France)	238	12	19	7	13	289
Autres activités	0	0	0	0	0	0
TOTAL	313	12	32	11	67	435

En ce qui concerne Faurecia, son engagement en matière de sécurité et des conditions de travail se traduit par une diminution constante du nombre d'accidents du travail depuis 2003. En 2015, le groupe Faurecia a atteint ses objectifs pour les accidents avec arrêt, soit un FR0t à 0,8 (indicateurs divisés par trois depuis 2009). Un tel résultat montre que Faurecia est maintenant parmi les meilleures entreprises industrielles au monde. Faurecia a défini 13 règles HSE (*Health, Safety, Environment*) obligatoires liées à la sécurité des personnes. Ces règles ont été déployées dans tous les sites Faurecia. L'application de ces treize règles a permis de réduire fortement le nombre des alertes graves HSE et d'atteindre l'objectif de diminution des accidents. Par ailleurs Faurecia a enregistré 295 maladies professionnelles en 2015.

Cinq engagements prioritaires de prévention des risques pour la santé et la sécurité

La prévention des Troubles Musculo-Squelettiques

Les Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) représentent la majorité des maladies professionnelles. Le Groupe a donc fait de ce sujet une priorité de sa politique de santé et de sécurité au travail.

Le Groupe a réalisé un état des lieux des postes répétitifs sur l'ensemble de ses sites industriels. Basée sur un référentiel composé des sept facteurs les plus impliqués dans les TMS (issus du référentiel EmaS – *Ergonomics Management System*), cette évaluation a permis de connaître le niveau de chaque métier et de détecter les facteurs les plus impactants. Chaque année, des plans d'actions sont définis et déployés dans l'ensemble des usines du Groupe. Les actions sont conduites par des équipes pluridisciplinaires composées de médecins du travail, d'ingénieurs et de techniciens sécurité, d'ergonomes et de managers.

Par ailleurs, une démarche de traitement de la pénibilité sur les postes de travail non répétitifs est déployée sur l'ensemble des sites du Groupe.

Le processus « Alertes Liées au Travail » (ALT) permet une meilleure détection des signaux faibles de risque TMS.

Parallèlement à cette animation, le Groupe continue d'agir sur les postes de travail : dans tous les sites industriels, la priorité est de diminuer les charges physiques et posturales en réduisant le nombre de postes « lourds ». Cet objectif est pris en compte dès la phase de conception des produits et des process et s'appuie sur une rigoureuse méthodologie de cotation des postes. De 2005 à fin 2015, la proportion des postes « lourds » est passée de 18 % à 7 %, tandis que la part des postes « légers » est passée de 37 % à 59 %.

Les risques chimiques

Le risque chimique représente un axe important du dispositif de prévention que le Groupe met en place en matière de sécurité et de santé. Il concerne non seulement les risques liés aux produits et substances utilisés mais également ceux liés aux polluants issus des process. Le Groupe utilise plus de 7 500 références sur les sites industriels et R&D et plus de 1 500 pour les activités commerciales. La nouvelle application d'homologation et de gestion des produits chimiques CHEMA (*Chemical Health Environment Management Application*) s'élargit aux sites industriels Europe, aux laboratoires et à l'APV.

Tous les produits chimiques à risque disposent d'une Fiche d'Utilisation au poste de travail (FU) validée suivant le protocole PSA, que ce soit dans les activités industrielles, recherche & développement ou commerciales. Des suivis médicaux rigoureux sont établis pour les produits présentant le niveau de risque le plus élevé.

Le Groupe s'est fixé pour objectif que toutes les activités disposent d'un plan de surveillance de la qualité de l'air dans les domaines industriels et R&D ainsi que pour les activités commerciales.

Les risques psychosociaux

La prévention des risques psychosociaux (RPS) et plus globalement le développement du bien-être au travail sont non seulement des vecteurs importants de préservation de la santé et la sécurité au travail mais contribuent directement à la performance de l'entreprise. Dès 2007, le Groupe a décidé de reconnaître les risques psychosociaux comme une famille de risques professionnels en tant que telle.

Avec la signature d'un accord d'entreprise sur ce thème en octobre 2009, renouvelé en 2014, le Groupe déploie et généralise, dans tous les pays et dans toutes ses directions, un plan de prévention des risques psychosociaux. La mesure du niveau de stress et des facteurs de stress est réalisée au moyen d'un Dispositif d'évaluation et de Suivi du Stress Professionnel (DESSP). Ce dispositif, assuré par les services de santé au travail, permet de détecter les éventuels problèmes sur le plan individuel mais également de disposer d'une mesure collective permanente du stress au travail. La dernière mesure effectuée sur l'année 2015 auprès de 12 913 salariés au sein du Groupe montre que 8,4 % des salariés sont en excès de stress. Ce dispositif de suivi est complété par un dispositif d'animation : un réseau de correspondants, environ 50 personnes, (RH de site, médecin du travail, assistante sociale, ingénieur sécurité) représentant chaque site et direction est mis en place pour accompagner les managers dans leur démarche de prévention. Des réponses existent aujourd'hui pour chaque facteur de risque identifié au sein du Groupe.

Les risques routiers

De par son métier de constructeur automobile, le Groupe attache une importance particulière à la prévention du risque routier. En collaboration avec les partenaires sociaux, le Groupe a adopté une Charte de prévention du risque routier professionnel définissant les principes à respecter, notamment les règles d'utilisation de véhicules dans le cadre de missions professionnelles ou lors du trajet entre le domicile et le lieu de travail.

Afin de renforcer l'appropriation des règles de sécurité au cours des opérations de roulage effectuées lors des phases de conception des véhicules, les niveaux d'exigence sont renforcés et les salariés concernés suivent les formations théoriques et pratiques leur permettant d'acquiescer et de mettre en œuvre les principes de prévention adaptés.

La sécurité au poste de travail : les audits « STOP »

Le programme de Sécurité au Travail par l'Observation Préventive (STOP) est mis en œuvre sur les sites Industriels du Groupe depuis 2009. Chaque mois, par binôme, les managers mènent deux observations qui leur permettent de maîtriser l'approche STOP et de résoudre les situations à risques dans les ateliers. Ce programme a conduit à la formation des managers afin de leur donner la capacité de détecter les situations à risques ou les comportements susceptibles de créer un danger, établir un dialogue avec le collaborateur et créer un échange positif sur le thème de la prévention. L'objectif est que cette démarche soit une source de progrès tant pour le manager que pour le collaborateur.

Accords et commissions mixtes santé et sécurité G.9

Dans la plupart des pays où le Groupe est implanté, des structures paritaires ont en charge le suivi de la mise en œuvre des règles relatives à la santé et à la sécurité des salariés.

Plus de 97 % de l'effectif du Groupe (hors Faurecia) est représenté par des commissions mixtes sur la santé et la sécurité au travail.

Par ailleurs, l'entreprise s'engage à appliquer les meilleurs standards et pratiques en matière de conditions de travail. Par voie contractuelle la politique du Groupe en matière de conditions de travail s'inscrit dans des accords d'entreprises qui précisent les dispositions applicables. En 2015, 19 accords sur la santé et la sécurité ont été signés.

2.4.4.2. DÉVELOPPER LE BIEN-ÊTRE ET LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL G.4

Dans toutes les filiales, succursales et sur tous les sites, quelle que soit l'activité, le Groupe s'attache à créer un environnement de travail agréable et sécurisé. Le Groupe veille à la mise en place d'aménagements optimaux, tels que des espaces de travail et de repos, au travers d'une Charte d'implantation définissant les critères à prendre en compte (luminosité, surface des bureaux, sanitaires, salles de réunion, etc.) ou encore des plans de circulation sur les sites.

Une équipe d'une quarantaine d'ergonomes, rattachée à la Direction des ressources humaines, travaille à la bonne prise en compte du facteur humain dans les choix organisationnels et industriels du Groupe. Cela se traduit notamment par un investissement important sur l'ergonomie des postes de travail.

Afin de faciliter la conciliation vie professionnelle/vie personnelle, de multiples services sont proposés aux salariés : conciergeries d'entreprise, agences de voyages, mise en place de lignes de bus, sites intranet de covoiturage, etc. En 2015, 100 places de crèche sont proposées sur le territoire français.

Un service social du travail est assuré auprès de la totalité du personnel en France, grâce au maillage de 21 assistantes sociales employées au sein de chaque site tertiaire ou industriel, complété par des permanences et des prestations assurées sur l'ensemble du territoire. Avec les mêmes missions, des services sociaux sont mis en place dans d'autres pays, ainsi le Brésil qui emploie deux travailleurs sociaux au sein de l'usine de Porto Real et qui a mis en place le programme « *Conte Comigo* » offrant une assistance téléphonique gratuite.

La vie associative est encouragée : plus de 80 associations sportives, culturelles ou caritatives sont très actives.

2 200 télétravailleurs dans le Groupe

Après une phase expérimentale de deux ans ayant démontré l'impact positif du télétravail sur les conditions de travail et la qualité de vie personnelle notamment par la diminution des temps de trajet, un accord télétravail a été signé au travers du « Nouveau Contrat Social ». Ainsi depuis janvier 2014 les salariés TAM et Cadres (périmètre France) ont la possibilité de télétravailler depuis leur domicile principal un à deux jours par semaine.

À l'ère du digital, le télétravail est un levier de performance pour l'entreprise, favorisant la motivation et l'engagement des salariés.

À fin 2015, plus de 1 880 salariés en France ont choisi le télétravail, soit près de 8 % de la population éligible à ce nouveau mode de travail. Par ailleurs, l'accord prévoit également le télétravail pour événement exceptionnel pour répondre à des situations inhabituelles et imprévisibles ou à des situations d'urgence (intempérie, pandémie, grève des transports, etc.) déclenché sous l'impulsion du chef d'établissement. Cette modalité a été mise en œuvre pour la première fois en 2015.

À l'occasion du premier anniversaire du télétravail dans l'entreprise, une enquête de perception a été menée auprès des télétravailleurs et de leurs managers. Plus de 1 400 télétravailleurs et managers

ont répondu à cette enquête. Les résultats ont été partagés avec les Organisations Syndicales signataires du « Nouveau Contrat Social » lors du bilan annuel du télétravail. 100 % des télétravailleurs et 97 % des managers sont satisfaits et 94 % des managers recommanderaient à un autre manager la mise en place du télétravail dans son service. 90 % des télétravailleurs ressentent un impact positif sur leur efficacité et voient le télétravail comme une marque de confiance de la part de leur manager.

Le Groupe s'attache à appliquer cette bonne pratique dans d'autres zones géographiques où il est présent. Le télétravail est d'ores et déjà en usage en Belgique, Brésil, Argentine, Espagne, Slovaquie et République Tchèque.

Salariés à temps partiel G.4

Chaque fois que cela est possible, l'entreprise répond favorablement aux demandes des salariés souhaitant travailler à temps partiel. Ces aménagements individualisés s'effectuent en conciliant les souhaits des salariés et le bon fonctionnement des services. Le contrat à temps partiel est choisi et non imposé par le Groupe.

EFFECTIFS INSCRITS EN CDI ET CDD À TEMPS PARTIEL

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

		France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile	2015	2 465	6 062	0	8 527
	2014	3 198	6 905	1	10 104
	2013	2 824	8 000	2	10 826
Dont PCA (France)	2015	2 047	0	0	2 047
	2014	2 480	0	0	2 480
	2013	2 555	0	0	2 555
Faurecia	2015	554	1 038	0	1 592
	2014	598	1 086	0	1 684
	2013	614	938	0	1 552
Autres activités	2015	23	238	0	261
	2014	137	397	0	534
	2013	100	440	0	540
TOTAL	2015	3 042	7 338	0	10 380
	2014	3 933	8 388	1	12 322
	2013	3 538	9 378	2	12 918

Au 31 décembre 2015, le Groupe compte 10 380 salariés travaillant à temps partiel dans le monde (dont 4 870 à mi-temps), répartis ainsi : 40 % de femmes et 60 % d'hommes.

Congés de maternité et de parentalité G.4

Les congés maternité et congés paternité sont comptabilisés en fonction des législations locales et respectent, dans chaque pays, les durées légales. On entend par congés parentaux la possibilité qu'ont les salariés, dans certains pays, de s'absenter dans les années suivant la naissance, pour l'éducation de leurs enfants. La politique de PSA consiste à favoriser la reprise du travail à l'issue des congés maternité et d'informer les salariés sur les différentes formules de congés parentaux favorisant la prise de ces congés par les pères aussi bien que par les mères.

NOMBRE DE SALARIÉS EN CONGÉS MATERNITÉ, PATERNITÉ ET DE PARENTALITÉ PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

	Congé de maternité				Congé de paternité				Congé de parentalité			
	Ouvriers et Employés	TAM	Cadres	Total	Ouvriers et Employés	TAM	Cadres	Total	Ouvriers et Employés	TAM	Cadres	Total
Automobile	483	346	267	1 096	1 317	323	354	1 994	263	189	84	536
Dont PCA (France)	182	87	172	441	793	193	253	1 239	140	34	47	221
Faurecia	944	184	323	1 451	789	149	363	1 301	356	164	133	653
Autres activités	0	42	12	54	0	3	3	6	0	34	3	37
TOTAL	1 427	572	602	2 601	2 106	475	720	3 301	619	387	220	1 226

En 2015, le Groupe comptait 2 601 congés maternité, 3 301 congés paternité et 1 226 congés de parentalité.

2.4.5. Diversité et égalité des chances

2.4.5.1. PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ POUR LA COHÉSION SOCIALE ET LA PERFORMANCE G.15

Par la signature avec les organisations sociales d'accords précurseurs, le Groupe s'est publiquement engagé et mobilisé en faveur de la promotion de la diversité, en accompagnant dans cette dynamique ses parties prenantes et ses salariés.

Un accord sur la diversité et la cohésion sociale conclu en France dès le 8 septembre 2004 a été renouvelé le 21 mai 2015. Il réaffirme la volonté de PSA de faire de la diversité de ses salariés une source de valeur ajoutée et de performance économique. En encourageant l'égalité des chances, quelle que soit la catégorie sociodémographique (sexe, âge, origine ethnique, lieu de résidence, handicap...) et en fondant ses pratiques sur des critères objectifs de compétences et de résultats, l'entreprise souhaite favoriser l'engagement et la motivation de chaque collaborateur.

PSA a choisi d'inscrire la promotion de la diversité dans son dialogue social. L'accord permet d'associer les représentants du personnel sur la base de principes partagés et d'animer sur le terrain les engagements pris. Ce nouvel accord s'est particulièrement attaché aux questions d'accès à l'emploi des jeunes ainsi qu'à la mobilité et l'évolution professionnelle au sein de l'entreprise afin que les règles de fonctionnement garantissent la diversité des profils, l'objectivité des critères de choix et la non-discrimination. Il donne des orientations pour que la communication et la formation soient utilisées pour responsabiliser chaque salarié sur son rôle à jouer contre l'intolérance à l'égard des différences. Le Groupe garantit le respect de la vie privée.

PSA diversifie ses canaux de recrutement, notamment par la création de partenariats avec les systèmes éducatifs et les services publics de l'emploi, le développement des offres en ligne et l'utilisation des réseaux sociaux pour toucher le plus large public. Par ailleurs, il veille à ce qu'aucune étape du processus de recrutement ne soit discriminatoire. Un guide de bonnes pratiques est destiné aux recruteurs et un contrat de service est conclu avec les responsables hiérarchiques associés au recrutement, spécifiant les modalités d'évaluation. Le mode de sélection objectif des candidats est

renforcé par la mise en place d'outils comme la Méthode de Recrutement par Simulation (MRS).

Le Groupe concourt aux politiques publiques mises en place dans différents États pour promouvoir la diversité et prévenir les discriminations au travail. Ainsi, en France, PSA figurait dès 2009 parmi les premières entreprises françaises à obtenir le label Diversité qui récompense la politique et les bonnes pratiques ressources humaines du Groupe en matière de promotion de la diversité, d'égalité des chances et de prévention des discriminations. Le label décerné à l'issue d'une démarche de labellisation exigeante menée par AFNOR Certification dans le cadre d'un audit sur site, a été renouvelé en 2012 et audité en 2014. De même, en Espagne, le Groupe est détenteur du label « *Diversidad* » depuis 2009 et a renouvelé ce label en 2012 et 2015.

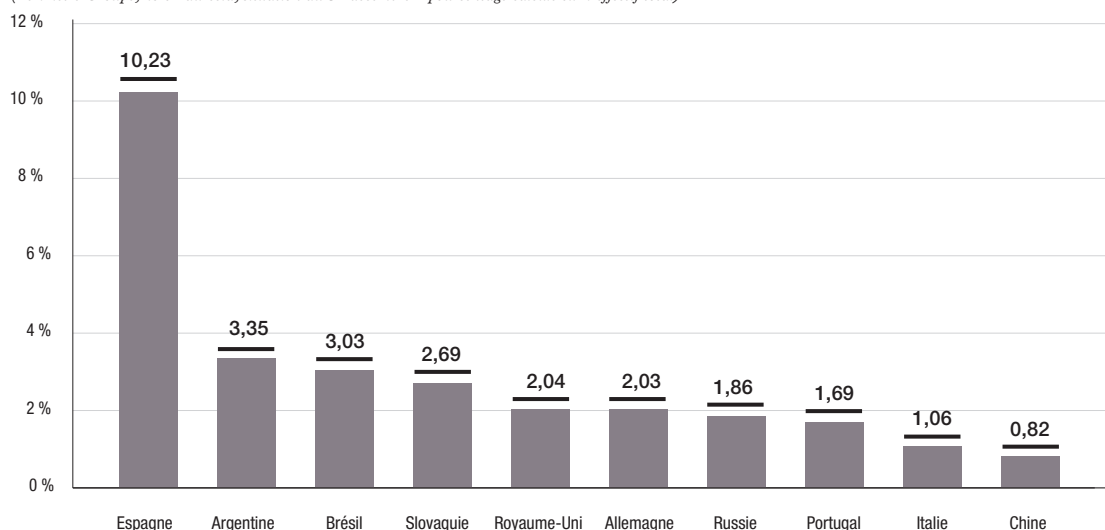
Le Groupe a choisi de formaliser son action en faveur de la diversité dans un engagement commun et applicable à tous les pays d'implantation du Groupe : l'Engagement Diversité Monde. Un référentiel constitué de sept principes fondateurs permet une prise en compte globale de la diversité et de ses enjeux :

- formaliser, mettre en œuvre et animer l'Engagement Diversité Monde au sein des filiales ;
- informer les salariés ;
- sensibiliser et former les salariés du Groupe à la gestion de la diversité ;
- sécuriser et objectiver les processus de gestion des ressources humaines ;
- encourager la diversité, source de complémentarité, d'équilibre social et d'efficacité économique ;
- diagnostiquer, évaluer et améliorer la mise en œuvre de l'Engagement Diversité Monde ;
- promouvoir l'Engagement Diversité Monde à l'extérieur de l'entreprise.

Cet engagement a pour ambition d'améliorer la prise en compte de la diversité dans le Groupe, et d'encourager les filiales à progresser dans sa mise en œuvre et sa promotion.

Les 10 nationalités les plus représentées – hors nationalité française

(Périmètre Groupe, hors Faurecia, situation au 31 décembre – pourcentage calculé sur l'effectif total)



Les effectifs du Groupe sont répartis sur 115 nationalités. Le Groupe (hors Faurecia) compte plus de 33 308 salariés de nationalité autre que française, soit 34 % des salariés. Les 10 nationalités les plus représentées (hors nationalité française) constituent près de 29 % des salariés du Groupe (hors Faurecia).

Une procédure commune de suivi a été instaurée dans l'ensemble des pays où le Groupe est implanté, avec une adaptation des cadres légaux dans tous les pays. Ainsi, En 2015, 64 cas de harcèlement, de discrimination et de violences au travail ont été identifiés et traités au niveau du Groupe (hors Faurecia).

La prévention contre toutes les formes de discrimination, de harcèlement moral et de violence au travail

Le Groupe condamne tous les manquements aux droits et à la dignité des personnes, les mauvais traitements verbaux ou physiques, les harcèlements de toute nature, les violences au travail et la discrimination. Ces agissements sont passibles de sanctions et font l'objet de mesures de prévention dans tous les pays. Une communication est accessible à l'ensemble des salariés et des actions de sensibilisation sont réalisées auprès de nombreux managers.

Des dispositifs de signalement sont mis en place pour les salariés victimes ou témoins de cas de harcèlement, de discrimination et de violences au travail. Deux messageries « harcèlement » et « diversité » sont des voies de recours complémentaires pour signaler une difficulté et déclencher une enquête interne contradictoire menée par la fonction ressources humaines.

2.4.5.2. L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES G13

PSA a adopté depuis plus de dix ans une politique volontariste en faveur de la mixité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. La signature, le 26 août 2014, avec l'ensemble des six organisations syndicales représentatives en France, d'un nouvel accord sur l'emploi féminin, quatrième génération d'un premier accord signé en novembre 2003, témoigne d'un dialogue social toujours fructueux et d'un engagement renouvelé.

PSA a été la première entreprise labellisée « Égalité professionnelle » en 2005 en France. Le renouvellement de ce label, le 16 décembre 2014, marque ainsi l'engagement du Groupe dans la durée et sa démarche de progrès continu. En Espagne, PSA est détenteur du label Égalité décerné par le ministère des Affaires sociales et de l'Égalité depuis 2013 et pour la première fois pour ses filiales commerciales en 2015.

PERSONNEL FÉMININ INSCRIT EN CDI ET CDD PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

Voir également chapitres 2.4.2.1 sur la féminisation des recrutements.

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

	Ouvriers et employés	TAM	Cadres	Total
Automobile	8 177	5 687	3 715	17 579
Dont PCA (France)	5 139	2 058	2 542	9 739
Faurecia	16 771	3 172	4 023	23 966
Autres activités	15	454	201	670
TOTAL	24 963	9 313	7 939	42 215

ÉVOLUTION DU TAUX DE FÉMINISATION DES EFFECTIFS INSCRITS EN CDI ET CDD

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

Part des femmes	2013	2014	2015
Automobile	18,4 %	18,4 %	18,4 %
Dont PCA (France)	17,6 %	17,7 %	17,9 %
Faurecia	26,8 %	27,4 %	28,1 %
Autres activités	48,2 %	48,6 %	52,8 %
TOTAL	22,4 %	22,8 %	23,2 %

Le taux de féminisation atteint 21,3 % pour les ingénieurs et cadres, 26,1 % pour les TAM et 22,9 % pour les ouvriers et employés.

PART DES FEMMES DANS L'EFFECTIF CADRES CDI ET CDD PAR TRANCHE D'ÂGE

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

	Cadres < 30 ans		Cadres 30/39 ans		Cadres 40/49 ans		Cadres 50 ans et +		Total	
	Effectif femmes	Effectif total	Part des femmes	Effectif femmes	Effectif total	Part des femmes	Effectif femmes	Effectif total	Part des femmes	Effectif femmes
Automobile	202	625	32,3 %	1 325	5 009	26,5 %	1 484	7 711	19,2 %	704
Dont PCA (France)	107	371	28,8 %	805	3 128	25,7 %	1 085	5 464	19,9 %	545
Faurecia	1 089	3 910	27,9 %	1 641	6 296	26,1 %	955	4 841	19,7 %	338
Autres activités	15	22	68,2 %	63	124	50,8 %	64	186	34,4 %	59
TOTAL	1 306	4 557	28,7 %	3 029	11 429	26,5 %	2 503	12 738	19,6 %	1 101

La part des femmes cadres sur l'ensemble du Groupe est de 21,3 %, la proportion étant croissante en fonction des générations. Le taux de féminisation des cadres de moins de 30 ans représente près de 30 %.

MIXITÉ DE LA POPULATION DES CADRES SUPÉRIEURS ET CADRES DIRIGEANTS PAR TRANCHE D'ÂGE

(Périmètre Groupe, hors Faurecia, situation au 31 décembre)

	30/39 ans		40/49 ans		50 ans et +		Total	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Automobile	5	9	43	214	21	300	69	523
Dont PCA (France)	5	7	37	157	18	248	60	412
Autres activités	2	1	3	23	4	37	9	61
TOTAL	7	10	46	237	25	337	78	584

Le tableau comprend les « cadres dirigeants » ayant en charge la définition et la mise en œuvre de la stratégie, des politiques et programmes du Groupe et les « cadres supérieurs » en charge de leur déclinaison. Il ne comprend pas les membres du Comité exécutif. En 2015, la part des femmes cadres supérieurs et cadres dirigeants est de 12 %.

Les enjeux et les engagements d'égalité professionnelle

Le développement de la mixité et la féminisation de ses métiers constituent un enjeu pour l'entreprise, à la fois pour sa performance et pour sa cohésion sociale. Les engagements du Groupe se déclinent selon trois axes :

- la mixité des métiers : considérée comme un objectif de performance de l'entreprise s'inscrivant dans son développement durable, la mixité des métiers doit encore se renforcer. PSA, en relation avec ses partenaires, travaille à développer l'attractivité des

métiers de l'automobile auprès des femmes. Par ailleurs, la mobilité professionnelle interne doit aussi contribuer à accroître la mixité au sein des différentes filières et métiers qui composent l'entreprise ;

- les processus RH qui garantissent l'égalité professionnelle : ils ont montré leur efficacité, leur application doit donc se poursuivre et être vérifiée. Ils comportent notamment un suivi des indicateurs de rémunération et de promotion comparés entre hommes et femmes et un suivi spécifique réalisé au départ et au retour du congé maternité et plus généralement des congés liés à l'enfant (congé parental) ;
- l'accès des femmes à tous les niveaux de responsabilité : cet objectif poursuivi chez les cadres dirigeants et supérieurs est déployé à tous les niveaux d'encadrement dans toutes les catégories professionnelles. Cette évolution en cours est soutenue sur le long terme par des mesures d'accompagnement et de formation, car c'est le moyen de réduire les écarts persistants et c'est une condition de la performance de l'entreprise et de l'engagement de tous les salariés.

2.4.5.3. FAVORISER L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE G.15

L'emploi des jeunes

En 2015, dans le cadre de son programme d'intégration des jeunes, le Groupe a accueilli 3 849 alternants (les contrats de formation

en alternance comprennent des contrats de professionnalisation, des contrats d'apprentissage et d'autres formes de contrats selon les pays). En outre, 4 072 stagiaires ont été accueillis au cours de l'année 2015.

Ce programme vise à préserver et à assurer l'accompagnement du Groupe dans la formation des jeunes générations et la transmission des savoirs.

RÉPARTITION DES STAGES ET CONTRATS DE FORMATION EN ALTERNANCE PAR SEXE

(Périmètre Groupe)

	Stagiaires (Cumul 2015)			Contrats en alternance (Situation au 31 décembre)			Dont contrats de professionnalisation			Dont contrats d'apprentissage		
	Femmes	Hommes	Taux de féminisation	Femmes	Hommes	Taux de féminisation	Femmes	Hommes	Taux de féminisation	Femmes	Hommes	Taux de féminisation
Automobile	675	1 506	31 %	810	2 124	28 %	128	513	20 %	682	1 611	30 %
Dont PCA (France)	419	1 271	25 %	616	1 317	32 %	47	136	26 %	569	1 181	33 %
Faurecia	627	1 245	33 %	311	584	35 %	103	93	53 %	84	167	33 %
Autres activités	15	4	79 %	15	7	68 %	0	0	0	15	7	68 %
TOTAL	1 317	2 755	32 %	1 136	2 715	29 %	231	606	28 %	781	1 785	30 %

L'emploi des seniors

Le maintien dans l'emploi et la motivation des seniors (24 % de l'effectif Groupe de plus de 50 ans) constituent un engagement conforme à la responsabilité sociale de l'entreprise. Il s'agit de garantir l'égalité des chances et un traitement équitable pour tous, sans exclure les seniors.

Les mesures intégrées dans le contrat de génération PSA visent à consolider la place des seniors dans l'entreprise, à mieux considérer leur expérience comme un avantage pour la réussite du Groupe et la coexistence des générations et la transmission des savoirs comme un atout pour la cohésion sociale et l'efficacité économique.

Action sur le territoire

Conscient que le lieu de résidence peut être un facteur de cloisonnement, d'inégalité des chances, voire de discrimination, le Groupe agit en tant qu'acteur socialement responsable dans ses territoires d'implantation et engagé dans la promotion de l'égalité des chances et de la diversité au sein de l'entreprise. L'entreprise met en œuvre, en lien avec les pouvoirs publics et le monde éducatif, des actions ciblées en faveur de l'orientation scolaire et de l'insertion professionnelle, particulièrement à destination de personnes éloignées de l'emploi, au moyen de contrats d'insertion et de contrats de formation en alternance.

En signant la Charte entreprises & quartiers (en France), le Groupe a souhaité apporter son concours aux côtés des pouvoirs publics pour le développement économique et social local des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville et de ses habitants.

2.4.5.4. EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP G.14 G.37

Dans le monde, le Groupe emploie 5 273 salariés handicapés. La notion de salarié handicapé est définie par les différentes législations locales. 77 % des salariés handicapés sont des ouvriers et employés, 17 % des TAM et 6 % des cadres.

Le Groupe favorise l'emploi et le maintien dans l'emploi des salariés handicapés. En France, dans la division Automobile du Groupe, l'emploi des personnes handicapées représente 7,12 % de l'effectif, soit un pourcentage supérieur à l'obligation d'emploi de 6 % prévue par la législation nationale réalisé au seul moyen du maintien dans

l'emploi des personnes handicapées. En complément, les contrats de sous-traitance avec le secteur adapté et protégé représentent un taux d'emploi de 2,98 %, ce qui porte le taux d'emploi total des personnes handicapées à 10,1 % très nettement au-delà des seuils minimum légaux.

Depuis 15 ans, le Groupe développe une politique volontariste en faveur du maintien dans l'emploi, de la reconnaissance et de l'insertion des personnes handicapées avec notamment la signature de plusieurs accords et l'organisation d'initiatives partout dans le monde. En France, le 5^e accord sur l'insertion des personnes handicapées dans le Groupe a été signé le 10 mars 2014, confirmant la volonté forte de PSA d'accentuer la dynamique engagée.

Cet accord se déploie autour de quatre axes :

- changer notre regard sur le handicap par la sensibilisation et l'information des salariés tout au long de l'année, et en renforçant la formation des managers et des tuteurs ;
- favoriser la reconnaissance du statut de travailleur handicapé, en proposant des aides et des garanties aux bénéficiaires de l'accord dans leurs vies personnelle et professionnelle ;
- agir pour l'intégration et le maintien dans l'emploi en accompagnant les salariés en situation de handicap et en proposant des solutions de travail ou des postes adaptés et aménagés ;
- mobiliser tous les acteurs pour un pilotage coordonné en renforçant la connaissance de l'accord et des mesures aux contributeurs concernés (correspondant handicap local, service social, service médical, fonction RH, management, représentants du personnel et salariés) et en mettant en place des actions de prévention.

En France, les dépenses liées à l'insertion du personnel handicapé représentent 3,2 millions d'euros. Les Diagnostics Accessibilité permettent de faire un état des lieux dans chacun des sites et d'engager des actions prioritaires d'investissement.

La « semaine du Handicap » permet de mieux communiquer sur la reconnaissance en tant que travailleur handicapé quelle que soit l'entité de travail (tertiaire, R&D et industriel).

La sous-traitance avec le secteur adapté et protégé constitue l'un des volets de l'accord Groupe sur l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées. Cet engagement du Groupe avec le secteur adapté pour les pièces « série » (ex : faisceaux, garnitures de

pavillon, pédaliers, etc.) est une politique qui a plus de vingt ans et qui a conduit PSA à être le premier acheteur du secteur adapté en France, avec un chiffre d'affaires 2015 en valeur ajoutée achetée de

33 millions d'euros (chiffre d'affaires – prix des composants et pièces), ce qui représente 1 747 personnes employées dont 1 726 dans le domaine industriel. (voir § 2.3.1.2.).

PERSONNEL HANDICAPÉ

(Périmètre Groupe, situation au 31 décembre)

		France	Europe hors France	Hors Europe	Total
Automobile	2015	4 843	394	7	5 244
	2014	5 240	427	25	5 692
	2013	6 933	477	40	7 450
Dont PCA	2015	4 474	0	0	4 474
	2014	4 702	0	0	4 702
	2013	6 198	0	0	6 198
Faurecia	2015	1 116	1 228	186	2 530
	2014	1 106	1 276	176	2 558
	2013	1 122	1 250	162	2 534
Autres activités	2015	12	17	0	29
	2014	61	30	0	91
	2013	79	25	0	104
TOTAL	2015	5 971	1 639	193	7 803
	2014	6 407	1 733	201	8 341
	2013	8 134	1 752	202	10 088

2.4.6. Respect des droits de l'homme G.16 G.17 G.18 G.19 G.40

2.4.6.1. GARANTIR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Le Groupe fonde son développement sur des principes d'action et de comportement socialement responsables, dans tous les pays où il est implanté et dans ses différentes branches d'activités.

Par son adhésion au pacte mondial des Nations Unies (*Global Compact*) en 2003, le Groupe s'est engagé à respecter et à promouvoir ses 10 principes, inspirés de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, de la Déclaration sur les principes et droits fondamentaux dans le travail, de la Déclaration de Rio sur l'environnement et de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Par la signature de l'accord cadre mondial sur la responsabilité sociale de PSA, le Groupe a formalisé de façon détaillée et publique ses engagements auprès de ses parties prenantes ainsi que les exigences sociales partagées avec les fournisseurs, sous-traitants, partenaires industriels et réseaux de distribution. Par cet accord PSA s'engage au-delà du simple respect des normes locales et nationales et se donne un cadre de référence dans le domaine des

droits humains fondamentaux. L'accord précise les engagements de PSA et fait référence aux Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) n° 87, 135 et 98 sur la liberté syndicale, la protection du droit syndical, les représentants des travailleurs, le droit d'organisation et de négociation collective, n° 29 et 105 sur l'abolition du travail forcé, n° 138 sur l'abolition effective du travail des enfants et l'âge minimum, n° 111 sur la prévention de la discrimination, n° 100 sur l'égalité de rémunération et n° 155 sur la santé et la sécurité des travailleurs (cf. § 2.4.1).

Le Groupe promeut le respect des Droits de l'Homme dans tous les pays où il est présent, y compris dans les zones où l'affirmation de ces droits est encore insuffisante. Cet engagement public est affiché sur le site Internet du Groupe et dans l'intranet ressources humaines en 14 langues (avec un lien direct à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme via le site Internet de l'ONU) à destination de tous les salariés dans le monde.

Le Groupe veille, d'autre part, au respect de la liberté d'association et de représentation des salariés partout dans le monde, à l'indépendance et au pluralisme des organisations syndicales. Il entretient avec elles un dialogue social permanent dans tous les pays où il est implanté.

FORMATIONS SUR LES POLITIQUES ET PROCÉDURES RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

(Périmètre Groupe, hors Faurecia, situation de l'année)

Thème	Nombre d'heures	Nombre de salariés	% de salariés formés
Égalité des chances, diversité, lutte contre la discrimination	9 258	1 537	1,6 %
Respect du règlement intérieur, accord mondial, éthique, règlement informatique	8 365	7 034	7,3 %
Corruption et conflit d'intérêt	1 258	863	0,9 %
TOTAL	18 881	9 434	9,7 %

En 2015, 9 434 salariés du Groupe ont reçu une formation spécifique sur les politiques et procédures relatives aux droits de l'Homme.

Ces formations peuvent concerner un domaine spécifique en relation avec l'activité du salarié, par exemple les règles anti-corruption, la lutte contre les fraudes, les règles anti-blanchiment d'argent ou encore le respect des lois sur la concurrence. Une formation « Manager la diversité – Prévenir les discriminations » est largement dispensée à l'intention de l'encadrement et de la fonction ressources humaines. Près de 3 500 personnes ont suivi cette formation depuis 2009. 30 sessions ont été déployées en France en 2015. Des formations sur la diversité et la non-discrimination sont également dispensées dans les autres pays tels l'Allemagne ou la Russie.

Faurecia applique également une politique de respect des droits humains fondamentaux. Elle a adhéré en 2004 au pacte mondial des Nations Unies (*Global Compact*). Les nouvelles exigences des clients ainsi que les orientations prises en matière de responsabilité sociale des entreprises et de développement durable ont conduit Faurecia à élaborer, dès 2007, une nouvelle version de son code éthique répondant aux conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Faurecia se conforme aux législations et réglementations nationales relatives au travail des enfants. En tout état de cause, il s'interdit de faire travailler des enfants de moins de 16 ans et se conforme aux dispositions de l'OIT. Faurecia veille à ce que ses fournisseurs ou partenaires souscrivent aux mêmes exigences.

Faurecia s'engage pour le libre choix de l'emploi et pour l'élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire. Faurecia veille à ce que ses fournisseurs ou partenaires souscrivent aux mêmes exigences.

Faurecia reconnaît, partout dans le monde, le fait syndical et le droit des travailleurs de constituer des organisations syndicales de leur choix et/ou d'organiser une représentation du personnel dans le cadre des lois et règlements en vigueur. Il s'engage à protéger les adhérents et responsables syndicaux et à n'opérer aucune discrimination liée aux mandats détenus. Faurecia s'engage également à promouvoir une politique de concertation et de négociation.

Dans ses actions de recrutement comme de gestion des évolutions professionnelles, Faurecia s'engage à n'opérer aucune discrimination qui serait liée notamment à l'âge, au sexe, à la couleur de peau,

à la nationalité, à la religion, à l'état de santé ou de handicap, à l'orientation sexuelle, aux opinions politiques, philosophiques ou syndicales. Tout salarié a le droit de travailler dans un environnement sain, exempt de toute forme d'hostilité ou de harcèlement qualifié d'illicite au regard des réglementations et usages en vigueur dans les pays où Faurecia exerce son activité.

2.4.6.2. L'AUDIT SOCIAL, GARANT DE L'APPLICATION DE LA POLITIQUE SOCIALE DU GROUPE

Un audit social à l'échelle mondiale

Déployée à l'échelle internationale, la politique sociale du Groupe fait l'objet d'un suivi régulier. Le Groupe considère l'audit social comme un outil de contrôle au service de l'amélioration continue des processus, pour garantir l'application de la politique sociale du Groupe. Il a pour objectif de s'assurer du niveau de conformité aux exigences légales ou réglementaires, aux engagements contractuels ainsi qu'aux principes de responsabilité sociale du Groupe.

Ainsi en 2015, l'audit de l'application de l'accord cadre mondial sur la responsabilité sociale du Groupe a été réalisé dans la filiale du Groupe en Algérie. Par ailleurs, des audits sur l'application de l'accord relatif à la diversité et la cohésion sociale dans l'entreprise sont menés sur la base d'une grille d'audit. Ces audits donnent lieu à des préconisations tenant compte du contexte et des spécificités de chaque filiale.









Au cours de l'année 2015, 12 audits « sécurité des personnes au travail » ont été réalisés au sein des différentes activités du Groupe au niveau international (usines, succursales et centres techniques) sur l'application du Système de Management de la Sécurité et de la Santé (SMST), en complément des vérifications du respect des standards réalisées localement dans tous les établissements et filiales.

En tant qu'entreprise responsable, le Groupe partage ses exigences sociales avec ses fournisseurs. Depuis 2008, dans le cadre de l'application du plan d'actions développement durable de la Direction des achats, 68 audits sociaux et environnementaux ont été réalisés chez des fournisseurs (de rang 1 à 3) identifiés comme potentiellement à risque. Ces audits, conduits par un organisme externe indépendant, donnent lieu à la mise en œuvre de plans d'actions correctifs en cas d'écart constaté (cf. § 2.3.1.3).

2.5. PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE DE PSA

2.5.1. Évaluations RSE de PSA

La performance développement durable du Groupe est saluée par l'intégration dans différents indices spécialisés de notations. Les performances du Groupe auprès de ces agences sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Indice	Agence de notation	Dernière évaluation de PSA
 FTSE4Good	EIRIS	PSA maintenu dans l'indice FTSE4Good (secteur « automobile and parts »).
 EURONEXT vigeo	VIGEO : La gamme d'indices de Vigeo, lancée fin 2012, rassemble les entreprises cotées en Bourse qui obtiennent les meilleures opinions de l'agence sur leur performance en responsabilité sociale. La gamme d'indices est actualisée tous les six mois.	PSA maintenu dans les quatre indices World 120, Eurozone 120, Europe 120 et France 20. PSA est le seul constructeur automobile dans l'indice VIGEO World 120 en décembre 2015.
 ETHIBEL SUSTAINABILITY INDEX <small>EXCELLENCE Europe</small>	VIGEO	Maintien dans l'indice Ethibel Sustainability Index (ESI) Excellence Europe
 CDP CLIMATE DISCLOSURE LEADER 2014	Carbon Disclosure Project : Sur la base d'une méthodologie rendue publique et évoluant chaque année, le CDP attribue une note aux entreprises sur leur action face aux enjeux du changement climatique	PSA maintenu dans l'indice des leaders en matière de transparence (CDLI). Note de 100/100 en transparence et de A- en performance. La moyenne est 81/100 de transparence et une performance notée C.
 Dow Jones Sustainability Indexes	Robeco Sam	Note de 86/100, RobecoSam a attribué un label Argent à la performance extra-financière de PSA. La note moyenne du secteur est de 60/100.
 STOXX <small>Member 2013/2014</small> ESG LEADERS INDICES	Sustainalytics : L'indice STOXX Global ESG Leaders évalue la performance environnementale, sociale et la gouvernance d'entreprises leaders sur le plan mondial.	PSA maintenu dans l'indice STOXX® Global ESG Leaders
 Corporate Responsibility <small>rated by</small> oekom research Prime	Oekom Research, agence de notation indépendante allemande dans le domaine du développement durable, attribue la notation Prime aux entreprises qui sont parmi les leaders dans leur secteur.	PSA a conservé le statut B Prime dans le classement établi par Oekom Research, il est leader ex aequo du secteur automobile.
 2015 CSR Rating GOLD ecovadis	Ecovadis, agence notation indépendante spécialisée dans le domaine des achats responsables.	PSA, médaillé d'or en tant que fournisseur responsable.

Le Groupe a également été retenu dans le Global 100 de Corporate Knights qui retient les 100 entreprises mondiales les plus vertueuses : le Corporate Knights' 2016 Global 100 Most Sustainable Corporations in the World ranking a été publié en janvier 2016 et annoncé au World Economic Forum de Davos.

Enfin, conformément à son engagement au Pacte Mondial, le Groupe publie, sur le site du Pacte Mondial, une communication sur

le progrès qui rend compte des avancées du Groupe sur une année pour chacun des dix principes. Cette année, le rapport RSE 2014 du Groupe s'est vu attribuer le niveau « Advanced », qui est le plus haut niveau d'évaluation du Pacte Mondial. En 2015, 400 entreprises ont obtenu le label « Advanced » dans le monde, dont 45 en France.

2.5.2. Autres prix et distinctions attribués aux initiatives RSE du Groupe



■ PSA a été la première entreprise labellisée « Égalité professionnelle » en 2005. Le renouvellement de ce label, le 16 décembre 2014, marque l'engagement du Groupe dans la durée et sa démarche de progrès continue. Délivré par l'Afnor Certification, ce label récompense les entreprises résolument engagées dans une démarche réelle d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et pouvant se prévaloir de progrès significatifs.



■ Confirmé par la Commission nationale en mai 2015 à la suite d'un audit en septembre 2014, le label Diversité est détenu par le Groupe depuis 2009. Ce label récompense les bonnes pratiques de ressources humaines en matière de promotion de la diversité, d'égalité des chances et de prévention des discriminations.



■ Nominé au prix Innovation RH du Cercle Humania le 1^{er} octobre 2015 pour sa démarche Filières et Métiers qui contribue à l'un des enjeux majeurs pour la performance de l'entreprise : le développement des compétences et expertises liées aux différents Métiers de PSA.

En Espagne, PSA s'est vu décerner les distinctions suivantes :

- Label Diversité : renouvellement pour la troisième fois consécutive pour 3 ans (après audit de 18 mois). Ce label permet à PSA Espagne d'intégrer le rapport annuel de la diversité édité par la Commission européenne.
- Label Égalité : première labellisation pour les filiales commerciales et renouvellement pour les sites de production de Madrid et Vigo. PSA Espagne devient le groupe d'entreprises avec le plus grand nombre d'entités distinguées.
- 1^{er} Prix des entreprises les plus influentes des ressources humaines 2015.
- 1^{er} Prix « Meilleurs initiatives et Talent Women at RH 2015 ».
- Certification « Entreprise Socialement Responsable » de la Fondation espagnole de la Diversité : PSA Espagne est parmi les 10 lauréats en 2015, selon une démarche d'évaluation externe à laquelle sont soumises périodiquement toutes les entreprises signataires (plus de 650) de la Charte espagnole de la diversité.
- Certification « Workplace Health » Promotion 2015, conformément aux critères du Réseau européen pour la promotion de la santé au travail. PSA Espagne est classé parmi les 16 premiers lauréats espagnols. Première entreprise de l'automobile.
- Prix Reconnaissance du Gouvernement pour la lutte du Groupe contre les violences faites aux femmes.
- Prix de reconnaissance de la Banque Alimentaire de Madrid, pour la participation de PSA Espagne à la « Grande Collecte Hiver 2014 » avec contribution en prêts de véhicules et dons de nourriture par les salarié(e)s.
- Prix national Fondation Alares 2014 responsabilité sociale et conciliation vie privée – vie professionnelle, catégorie entreprise, décerné à PSA Espagne, toutes activités comprises (commerce, Banque PSA Finance et usines). Première entreprise du secteur automobile à recevoir une distinction de la Fondation Alares.

2.6. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES CONSOLIDÉES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION

La Société a décidé de solliciter l'avis d'un expert indépendant sur la sincérité des informations sociales, environnementales et sociétales consolidées données dans le rapport de gestion, en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce. Le cabinet Grant Thornton a été désigné en qualité d'organisme tiers indépendant par Carlos Tavares, Président du Directoire, le 3 décembre 2015. Le rapport d'expertise a été remis par le cabinet Grant Thornton au Directoire de la Société le 24 février 2016. Les conclusions de ce rapport sont reprises ci-dessous.

Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant de la société Peugeot S.A., accrédité par le COFRAC sous le numéro n° 3-1080 ⁽¹⁾, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2015, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Directoire d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément aux référentiels utilisés par la société (ci-après le « Référentiel »), disponibles sur demande au siège de la société et dont un résumé figure dans le chapitre 2.7 du rapport de gestion intitulé « Périmètre de reporting, méthodologie et tables de correspondance ».

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE) ;
- d'exprimer, à la demande de la société, une conclusion d'assurance raisonnable sur le fait que les informations sélectionnées ⁽²⁾ par la société ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel.

Nos travaux ont mobilisé les compétences de cinq personnes et se sont déroulés entre novembre 2015 et février 2016 sur une durée totale d'intervention d'environ dix semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité et le rapport d'assurance raisonnable à la norme internationale ISAE 3000 ⁽³⁾.

(1) Dont la portée d'accréditation est disponible sur le site www.cofrac.fr

(2) Se reporter à la note de bas de page numéro 6 du présent document.

(3) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information.

1. ATTESTATION DE PRÉSENCE DES INFORMATIONS RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans le chapitre 2.7 du rapport de gestion intitulé « Périmètre de reporting, méthodologie et tables de correspondance ».

Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. AVIS MOTIVÉ SUR LA SINCÉRITÉ DES INFORMATIONS RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené une quinzaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes ⁽¹⁾ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif de sites que nous avons sélectionnés ⁽²⁾ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 25% des effectifs et entre 19% et 100% des informations quantitatives environnementales présentées.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

(1) **Informations quantitatives sociales** : effectifs inscrits en CDI et CDD et répartition par sexe, âge et zone géographique ; recrutements en CDI ; départs CDI et licenciements ; nombre d'heures effectivement travaillées des salariés PSA ; taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (TF1) ; taux de gravité des accidents du travail ; nombre de maladies professionnelles ; nombre d'heures de formation.

Informations quantitatives environnementales : volume d'eau totale prélevée ; consommation énergétiques totales ; émissions directes et indirectes de GES ; émissions de composés organiques volatils (COV) ; rejets bruts dans l'eau de DCO, MES et DBO5 ; quantité de déchets dangereux et non dangereux.

Informations qualitatives : « Les achats : assumer la responsabilité de donneur d'ordre du groupe » ; « Lutter contre l'effet de serre et s'adapter aux conséquences du changement climatique » ; « Préserver la qualité de l'air » ; « Les mesures prises par le groupe pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des matériaux » ; « Ecoconception et analyse du cycle de vie » ; « Le développement des services de mobilité et de l'intelligence embarquée » ; « La sécurité et la protection des consommateurs » ; « Loyauté des pratiques – lutte contre la corruption » ; « Les actions de partenariat et de mécénat en faveur du développement régional et des communautés locales ».

(2) **Pour les informations sociales et environnementales** : Compagnie Française de Mécanique ; Mulhouse ; Poissy ; Porto Real ; Sept-fons ; Vigo. **Pour les informations environnementales uniquement** : Peugeot Carnaxide ; Peugeot Oeiras ; Peugeot RD Chelmsford ; Peugeot RD Manchester.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère, conformément au Référentiel.

3. RAPPORT D'ASSURANCE RAISONNABLE SUR UNE SÉLECTION D'INFORMATIONS RSE

Nature et étendue des travaux

Concernant les informations sélectionnées ⁽¹⁾ par la société, nous avons mené des travaux de même nature que ceux décrits dans le paragraphe 2 ci-dessus pour les informations RSE considérées les plus importantes mais de manière plus approfondie, en particulier en ce qui concerne le nombre de tests.

L'échantillon sélectionné représente entre 36% et 51% des informations quantitatives environnementales présentées.

Nous estimons que ces travaux nous permettent d'exprimer une assurance raisonnable sur les informations sélectionnées par la société.

Conclusion

A notre avis, les informations sélectionnées par la société ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel.

Paris, le 24 février 2016

L'Organisme Tiers Indépendant

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Alban Audrain
Associé



Gilles Hengoat
Associé



(1) **Informations quantitatives environnementales** : volume d'eau totale prélevée ; consommation énergétiques totales ; émissions directes et indirectes de GES ; émissions de composés organiques volatils (COV).

2.7. PÉRIMÈTRE DE REPORTING, MÉTHODOLOGIE ET TABLES DE CORRESPONDANCE

2.7.1. Périmètre de reporting

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES ET STANDARDS INTERNATIONAUX

Les informations sociales, environnementales et sociétales contenues dans le présent chapitre s'inscrivent dans le cadre du dispositif des articles L. 225-102-1 alinéa 5 du Code de commerce résultant de la Loi n° 2010-778 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Loi « Grenelle 2 ») et des recommandations de la *Global Reporting Initiative* (GRI).

Un index de concordance avec les indicateurs du référentiel GRI est disponible à la fin du Rapport RSE 2015 publié par le Groupe, pour ses divisions Automobile et Bancaire. Les données reportées concernent les sites industriels (PCA), les sites de R&D, les principaux sites tertiaires, les établissements commerciaux du réseau propre aux marques Peugeot, Citroën et DS, les sites logistiques des sociétés consolidées par intégration globale du Groupe.

Ces informations sont consolidées et portent sur la Société mère Peugeot S.A., ainsi que sur l'ensemble de ses filiales au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce et sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Trois de ses filiales (Faurecia, Crédipar – filiale de BPF –, et PCA) sont soumises à l'obligation de publication d'informations RSE dans leur rapport de gestion respectif. L'une d'entre elles, PCA, a choisi de profiter de la dérogation permise par le dispositif à savoir de ne pas publier d'informations RSE dans son propre rapport de gestion si la Société mère publie, de manière détaillée, les informations RSE la concernant. Quant aux deux autres filiales, elles publient les informations RSE requises dans leur propre rapport de gestion. À noter que PSA publie certaines informations quantitatives RSE, de manière détaillée, pour Faurecia dans un souci de présentation et d'analyse des différentes activités du Groupe.

LES ACTIVITÉS INCLUSES DANS LE REPORTING ET ÉVOLUTIONS

Le périmètre sur lequel sont rapportées de façon détaillée les informations sociales, environnementales et sociétales sur les actions en faveur du développement durable inclut :

■ les activités automobiles des sites de production, de recherche et développement et tertiaires :

Le domaine « automobile » regroupe les filiales PCA, AP/AC, Française de Mécanique, SevelNord, les sites industriels hors de France, les sites de R&D ainsi que les sites tertiaires en France. Parmi les filiales automobiles, seule la filiale PCA a l'obligation de publier des informations sociales, environnementales et sociétales détaillées. Elles figurent dans ce document de référence.

Sauf mention contraire, la politique du Groupe s'applique à PCA. C'est le cas en particulier pour les thèmes suivants : conditions de santé et de sécurité au travail, organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation, ainsi que les accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel, les politiques mises en œuvre en matière de formation, la politique de lutte contre les discriminations, les actions menées en lien avec l'impact territorial du Groupe, les actions de partenariat ou de mécénat, la prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux.

La structure PCMA Automotiv RUS, située à Kaluga en Russie, en *joint-operation* avec Mitsubishi Motors Corp est aussi incluse dans le périmètre de reporting, dans le domaine « automobile », sur les volets sociétaux et environnementaux.

Les évolutions à noter :

- SevelNord est passée du statut de S.A. à celui de SNC en 2014. De plus, cette société, précédemment classée dans le domaine « autres activités » dans le reporting social, est désormais consolidée dans le domaine « automobile » pour tous les indicateurs RSE,
- La Française de Mécanique, qui était en *joint-operation* avec Renault jusqu'au 19 décembre 2013, date de prise de contrôle par le Groupe est intégrée au reporting depuis 2014 ;
- les activités du « commerce automobile » regroupent les sites du réseau commercial détenu en propre, les centres de formations pour les personnels du réseau, les magasins de pièces de rechange, les directions régionales et les sièges des filiales d'importation. Le périmètre « commerce automobile » est inclus dans l'appellation « Automobile » pour les thématiques RH, mais il est traité à part pour les thématiques Environnement ;
- la filiale d'équipement : Faurecia, société cotée dont le capital est détenu désormais à 49,48 % par PSA reste consolidé par intégration globale car Peugeot S.A. conserve le contrôle (63,21 % des droits de vote). Conformément aux dispositions légales, Faurecia dispose d'une complète autonomie de gestion qui établit et publie dans son propre document de référence les indicateurs sociaux, environnementaux et sociétaux relevant de son activité ;
- les « autres activités » sont désormais composées de la société holding Peugeot S.A., et de Banque PSA Finance (BPF). Les évolutions à noter :
 - PMTC France, PMTC Allemagne et PMTC Italie ont été cédées sur la période,
 - concernant BPF, les informations sociales et sociétales publiées dans le document de référence consolident les entités détenues à 100 % par BPF au 31 décembre 2015. Cette méthodologie, alignée sur les règles de consolidation de BPF, exclut du périmètre de reporting RSE les joint-ventures créées avec Santander sur l'exercice 2015, dont la liste est présentée dans le rapport de gestion de BPF. BPF publiant ses propres informations RSE dans son rapport de gestion, la société mère PSA n'est pas tenue de faire figurer les données RSE de BPF de manière individualisée (cf. § Références réglementaires et standards internationaux).

Conformément aux exigences réglementaires, les informations quantitatives ont été publiées sur la base d'indicateurs transversaux et consolidables, dès lors que ces informations étaient pertinentes.

LES EXCLUSIONS

Le périmètre de reporting ne comporte pas les filiales communes avec d'autres constructeurs et les coopérations, en raison de l'absence de contrôle exclusif :

- TPCA, située à Kolín en République Tchèque, en *joint-operation* avec Toyota ;
- DPCA, située dans le Hubei (Wuhan) en Chine, en joint-venture avec Dongfeng Motor Corp ;

■ CAPSA, située à Shenzhen en Chine, en joint-venture avec China Changan PSA Automobiles ;

■ Sevelsud, située à Val Di Sangro en Italie, en *joint-operation* avec Fiat.

Au sein de ces coopérations, le Groupe exerce son rôle d'actionnaire et de partenaire industriel dans une perspective de développement à long terme. Dans ce cadre, le Groupe traite les sujets environnementaux et sociaux avec le même souci de responsabilité que dans ses autres activités.

En fonction du mode de pilotage retenu avec le partenaire industriel, les coopérations rendent compte à différents niveaux de leur performance sociale et environnementale.

Depuis 2007, à l'initiative du Groupe et en accord avec le co-actionnaire Dongfeng Motor Corp., DPCA publie un rapport de développement durable, qui fut le premier rapport de développement durable d'un constructeur automobile en Chine.

D'autres éléments, en particulier, des exemples d'actions menées, sont plus largement décrits dans les publications RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale) de chacune des entités. Le rapport RSE du Groupe ainsi que le document de référence de Faurecia décrivent notamment la politique, les engagements et les résultats des filiales automobile, bancaire et équipementière.

2.7.2. Méthodologie de reporting

REPORTING DES DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Pour les besoins de ses activités, le Groupe utilise des ressources primaires, qui sont principalement :

- l'eau, pour remplir les fonctions telles que l'usinage, le lavage, le refroidissement, les sanitaires, etc. Tenant compte de la disponibilité locale de cette ressource, l'alimentation des sites se fait à partir du réseau de distribution public, ou de captages privés dans les nappes souterraines ou les cours d'eau à proximité le cas échéant ;
- les énergies (combustibles fossiles et biomasses, vapeur et énergie électrique) dont l'utilisation est au cœur même de certains process (par exemple, le traitement thermique, la fonderie, la cuisson des peintures, etc.) ou encore, indispensables au chauffage, à l'éclairage, à la climatisation des locaux, etc.

L'utilisation d'eau, d'énergie et de produits entrant dans les process de fabrication tels que la ferraille en fonderie, les tôles d'acier et d'aluminium en emboutissage, ou les produits de traitement de surface, les peintures, les fluides de coupe, les colles, les mastics, etc., génère des émissions dans l'eau, dans l'air et dans les sols, ainsi que des déchets que les sites industriels du Groupe s'attachent à limiter et à maîtriser au mieux.

S'agissant des indicateurs publiés dans ce chapitre 2, des précisions d'ordre méthodologique sont disponibles dans le Rapport RSE 2015 consultable en ligne et téléchargeable depuis le site internet du Groupe.

Les données environnementales de la Banque PSA Finance représentent une part marginale des émissions et consommations du Groupe, elles ne sont donc plus consolidées dans ce reporting, mais figurent dans le rapport de gestion de BPF.

Le site industriel d'Aulnay a été sorti du périmètre de reporting depuis 2014 en raison de l'arrêt des activités fin 2013. Néanmoins, le Groupe continue de gérer les impacts environnementaux du site.

De même, le site de PCI à Saint-Étienne n'est plus consolidé suite à sa cession en 2015.

Nota :

- quelques ajustements des résultats des années précédentes ont été faits pour tenir compte de précisions obtenues après la publication du document de référence précédent. Ces modifications sont commentées dès lors qu'elles entraînent un écart supérieur à 1 % de l'indicateur concerné ;
- les facteurs d'émission pris en compte pour calculer les émissions liées aux consommations d'énergies fossiles seront dorénavant actualisés tous les 5 ans. Ainsi les paramètres utilisés pour le rapport des données 2014 sont reconduits jusqu'en 2018.

LÉGENDE

Automobile : activités de Peugeot Citroën Automobiles S.A. en France (sites de production, R&D, sites tertiaires). La consolidation de l'activité automobile comprend 34 sites dont ceux de PCA France, PCA hors France, Sevel Nord et la Française de Mécanique. Le site industriel de la Française de Mécanique est consolidé depuis 2014.

PCA France : activités de Peugeot Citroën Automobiles S.A. en France (sites de production, R&D, sites tertiaires). La consolidation PCA France comprend 26 sites.

Commerce automobile : activités du réseau commercial des marques Peugeot, Citroën et DS (sièges des filiales commerciales, réseau commercial propre aux marques Peugeot, Citroën et DS (Peugeot Citroën Retail), centres de formation, directions régionales et magasins de pièces de rechange). La consolidation commerce automobile intègre les sites ayant au moins 6 mois d'activité au cours de la période couvrant l'exercice (ouverts avant le 1^{er} mai), mais n'intègre pas les sites fermés au 31 octobre. Ainsi, le commerce automobile intègre 376 sites pour l'exercice 2015.

Autres activités : entités de BPF détenues à 100 % par PSA, liste disponible dans le rapport de gestion de BPF.

Faurecia : activités de l'équipementier Faurecia. La consolidation de Faurecia comprend 244 sites. Par rapport à 2014, 2 sites ont intégré le reporting et 9 sont sortis du périmètre.

Les données présentées ont fait l'objet d'une vérification par un tiers extérieur, le cabinet Grant Thornton. Les modalités, les procédures, le périmètre global de vérification ainsi que le niveau d'assurance sont précisés dans le présent document.

UN REPORTING SOCIAL À L'ÉCHELLE MONDIALE

Le Groupe consolide et publie des indicateurs sur la gestion de ses ressources humaines avec trois lignes directrices : transparence, exhaustivité et qualité des informations. Ce processus de reporting social mobilise plus de 300 contributeurs dans toutes les filiales (33 pays) grâce à des outils de collecte interactifs et s'appuie sur une équipe centrale dédiée.

Les indicateurs sociaux publiés correspondent à l'application de l'article R. 225-105-1 du Code de commerce (dispositif législatif « Grenelle 2 ») et aux recommandations de la Global Reporting Initiative. Ils ont été établis sur le périmètre des filiales, au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce, et des sociétés contrôlées, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Il est précisé que Faurecia, disposant d'une complète autonomie de gestion, établit et publie, dans son propre document de référence, les indicateurs relevant de son activité et de sa politique de ressources humaines. Les informations générales concernent les

divisions du Groupe hors Faurecia. Les politiques spécifiques que Faurecia met en œuvre sont décrites dans des paragraphes distincts.

Des informations complémentaires à celles contenues dans ce document sont présentes dans le document « Rapport RSE 2015 – Responsabilité Sociale et Environnementale » ainsi que sur le site Internet *corporate* du Groupe.

VÉRIFICATION PAR UN TIERS INDÉPENDANT

Le processus d'élaboration des informations consolidées sociales, environnementales et sociétales de Peugeot S.A. publiées dans ce rapport, répondant aux exigences des dispositions des articles L. 225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce issu de

la « Loi Grenelle 2 », a été vérifié par un organisme tiers indépendant (Grant Thornton).


























Faurecia a mandaté un autre organisme tiers indépendant qui a vérifié la conformité des informations qualitatives et quantitatives la concernant aux exigences du Grenelle. Les conclusions ont été communiquées à Grant Thornton qui les a prises en compte pour l'établissement de son rapport.

La présence des informations RSE de Peugeot Citroën Automobiles S.A. a été attestée par le cabinet.

L'attestation sur la présence et la sincérité des informations de Peugeot S.A., délivrée par l'organisme tiers indépendant, Grant Thornton, est disponible dans son intégralité au chapitre 2.6 du présent document de référence.

2.7.3. Table de correspondance avec exigences de l'article R. 225-105 du Code de commerce (application du dispositif législatif Grenelle 2)

Les éléments exigés par l'article 225 de la Loi Grenelle 2 sont signalés dans le présent rapport par cette icône : .

Attendus par le décret	Codification PSA des 42 thèmes du Grenelle 2	Document de référence 2015 (chapitres concernés)	Degré de réponse*
1° Informations sociales			
a) Emploi			
L'effectif total	G.1.a	2.4.2.1	
Répartition des salariés par sexe	G.1.b	2.4.2.1	
Répartition des salariés par âge	G.1.c	2.4.2.1	
Répartition des salariés par zone géographique	G.1.d	2.4.2.1	
Les embauches	G.2.a	2.4.2.1	
Les licenciements	G.2.b	2.4.2.1	
Les rémunérations et leur évolution	G.3	2.4.3.5	
b) Organisation du travail			
L'organisation du temps de travail	G.4	2.4.2.2	
L'absentéisme	G.5	2.4.2.2	
c) Relations sociales			
L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	G.6	2.4.1	
Le bilan des accords collectifs	G.7	2.4.1	
d) Santé et sécurité			
Les conditions de santé et de sécurité au travail	G.8	2.4.4.1	
Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	G.9	2.4.4.4	
Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles	G.10	2.4.4.3	
e) Formation			
Les politiques mises en œuvre en matière de formation	G.11.a	2.4.3.2/2.4.3.3	
Les moyens mis en œuvre en matière de formation	G.11.b	2.4.3.2/2.4.3.4	
Le nombre total d'heures de formation	G.12	2.4.3.2	
f) Égalité de traitement			
Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	G.13	2.4.5.2	
Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	G.14	2.4.5.4	
La politique de lutte contre les discriminations	G.15	2.4.1/2.4.2.1/2.4.5.1/2.4.5.3	
g) Promotions et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail relatives			
Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	G.16	2.4.1/2.4.6	
À l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	G.17	2.4.1/2.4.6	
À l'élimination du travail forcé ou obligatoire	G.18	2.4.1/2.4.6	
À l'abolition effective du travail des enfants	G.19	2.4.1/2.4.6	
2° Informations Environnementales			
a) Politique générale en matière environnementale			
L'organisation de la Société pour prendre en compte les questions environnementales	G.20	2.2.1/2.2.2	

Attendus par le décret	Codification PSA des 42 thèmes du Grenelle 2	Document de référence 2015 (chapitres concernés)	Degré de réponse*
Les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	G.20	2.2.1	
Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement	G.21	2.2.2	
Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	G.22	2.2.1/2.2.11/2.2.11.1/2.2.12/2.2.13.2/2.2.2	
Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la Société dans un litige en cours.	G.23	2.2.2	
b) Pollution et gestion des déchets			
Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	G.24	2.2.1.2/2.2.13.1/2.2.13.2/2.2.2/2.2.2.1/2.2.2.2/2.2.2.4.2	
Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	G.25	2.2.13.2/2.2.2.3.2	
La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	G.26	2.2.13.2/2.2.2.2.3/2.2.2.5	
c) Utilisation durable des ressources			
La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	G.27	2.2.2.4.1	
La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	G.28	2.2.13.1/2.2.13.2/2.2.2.3.1	
La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	G.29	2.2.11.1/2.2.2.11	
L'utilisation des sols	G.30	2.2.2.2.2	
d) Changement climatique			
Les rejets de gaz à effet de serre	G.31	2.2.11.2/2.2.2.12	
L'adaptation aux conséquences du changement climatique	G.32	2.2.11.1/2.2.13.2/2.2.14/2.2.2.12	
e) Protection de la biodiversité			
Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	G.33	2.2.2.5	
3° Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable			
a) Impact territorial, économique et social de l'activité de la Société			
En matière d'emploi et de développement régional	G.34	2.3.1.1/2.3.1.2/2.4.3.5	
Sur les populations riveraines ou locales	G.35	2.3.3	
b) Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la Société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines			
Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	G.36	2.1.2	
Les actions de partenariat ou de mécénat	G.37	2.3.1.2/2.3.3/2.4.5.4	
c) Sous-traitance et fournisseurs			
La prise en compte dans la politique d'achat de la Société des enjeux sociaux et environnementaux	G.38	2.3.1.1	
L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	G.39	2.3.1.1/2.3.1.3	
d) Loyauté des pratiques			
Les actions engagées pour prévenir la corruption	G.40	2.3.4/2.4.1/2.4.6	
Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité et des consommateurs	G.41	2.2.1.2/2.2.13.1/2.2.14/2.3.2	
e) Autres actions engagées, au titre du présent article			
Les mesures prises en faveur des droits de l'homme	G.42	2.3.1.3/2.4.1	

* Le degré de réponse indique la présence d'une réponse de Groupe à chacun des 42 thèmes du Grenelle et le taux de couverture de cette réponse pour les filiales concernées.

= le Groupe répond au thème du Grenelle et la réponse couvre 100 % des filiales soumises à obligation de publier des informations détaillées.

= le Groupe apporte une réponse, mais elle ne couvre pas la totalité du périmètre soumis.

= le Groupe n'apporte pas de réponse au thème du Grenelle et explique pourquoi (aucun cas).

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

3.1. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE	106	3.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A.	131
3.1.1. Informations et renseignements sur les organes de Direction et de Surveillance	106		
3.1.2. Déclarations sur la situation des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	117	3.4. RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX	132
3.1.3. Opérations réalisées par les dirigeants et leurs proches sur les titres de la Société	118	3.4.1. Rémunération des membres du Directoire	132
3.2. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES	119	3.4.2. Rémunération des membres du Conseil de Surveillance	138
3.2.1. Gouvernement d'entreprise	119	3.4.3. Montant des rémunérations et avantages versés	139
3.2.2. Procédures de gestion des risques et de contrôle interne	127		



3.1. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

La société Peugeot S.A. a adopté depuis 1972 la forme de société à Conseil de Surveillance et Directoire, qui permet de distinguer les fonctions de direction et de gestion, assumées par le Directoire, et les fonctions de contrôle, dévolues au Conseil de Surveillance.

Cette séparation répond particulièrement bien aux préoccupations d'équilibre des pouvoirs entre les fonctions exécutives et les fonctions de contrôle qui inspirent les principes du gouvernement d'entreprise.

3.1.1. Informations et renseignements sur les organes de Direction et de Surveillance

Évolution de la composition du Directoire et du Conseil de Surveillance au cours de l'exercice 2015

Aucune évolution n'est intervenue dans la composition du Directoire au cours de l'exercice 2015. Les évolutions dans la composition du Conseil de Surveillance sont présentées au paragraphe 3.2.1.1.1. page 119.

3.1.1.1. LE DIRECTOIRE ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

Composition du Directoire

Le Directoire est nommé par le Conseil de Surveillance pour quatre ans. Les membres du Directoire peuvent être révoqués, conformément aux statuts de la Société, par le Conseil de Surveillance et, conformément à la loi, par l'Assemblée Générale des actionnaires.

La Direction générale du Groupe

La direction exécutive du Groupe est assurée par le Comité Exécutif. Sa composition est détaillée au chapitre 1.3. du présent document de référence.

Informations et renseignements sur les membres du Directoire en fonction

CARLOS TAVARES			
<p>Date du premier mandat au Directoire : 1^{er} janvier 2014</p> <p>Échéance et durée du mandat en cours : 2017 (4 ans)</p> <p>Nationalité portugaise</p> <p>Né le 14 août 1958</p> <p>Adresse professionnelle : PSA 75, avenue de la Grande-Armée 75116 Paris France</p>	Président du Directoire de Peugeot S.A.		
	Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :		
	Administrateur de BANQUE PSA FINANCE	Société cotée	Société du Groupe
	Administrateur de FAURECIA	√	√
	Président du Conseil d'Administration de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.		√
Gérant d'une micro-entreprise de gestion d'une unité de type « Bed&Breakfast » à Lisbonne			
Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :			
<ul style="list-style-type: none"> › Directeur général délégué de RENAULT et membre du Directoire de l'Alliance RENAULT-NISSAN › Administrateur de RENAULT NISSAN B.V. › Administrateur de PCMA Holding B.V. › Administrateur d'AVTOVAZ › Administrateur d'ALPINE-CATERHAM › Chairman du Management Committee de NISSAN AMERICAS › EVP Planning NISSAN MOTOR COMPANY 			
Expertise et expérience professionnelle :			
Diplômé de l'École Centrale de Paris, M. Carlos Tavares a occupé différents postes de responsabilité au sein du groupe Renault entre 1981 et 2004 avant de rejoindre le groupe Nissan. Après avoir été responsable des opérations pour Nissan dans la région Amériques, il est nommé Directeur général délégué aux Opérations au sein du groupe Renault de 2011 à 2013. Depuis le 1 ^{er} janvier 2014, il a rejoint le Directoire de Peugeot S.A., dont il a pris la Présidence le 31 mars 2014.			
Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 1 000 actions.			

JEAN-BAPTISTE CHASSELOUP DE CHATILLON

Date du premier mandat
au Directoire : 13 mars 2012
Échéance et durée du mandat
en cours : 2017 (4 ans)

Nationalité française

Né le 19 mars 1965

Adresse professionnelle :
PSA
75, avenue de la Grande-Armée
75116 Paris
France

Membre du Directoire de Peugeot S.A.

Directeur financier, Directeur des Systèmes d'information

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

	Société cotée	Société du Groupe
Président du Conseil d'Administration de BANQUE PSA FINANCE		✓
Administrateur d'AUTOMOBILES CITROËN		✓
Représentant permanent de Peugeot S.A. au Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES PEUGEOT		✓
Administrateur de FAURECIA	✓	✓
Vice-Président et administrateur délégué de PSA INTERNATIONAL S.A.		✓
Administrateur de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD.		✓
Administrateur de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD.		✓
Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de GEFCO S.A.*		✓
Président de MISTER AUTO		✓
Président de CARONWAY		✓
Président d'A.S.M. Auto Sud Marché SAS		✓

* Participation de PSA.

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Administrateur de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.
- › Administrateur de PCMA HOLDING B.V.
- › Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT FINANCE INTERNATIONAL N.V.
- › Administrateur de GEFCO
- › Administrateur du COMITÉ DES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS AUTOMOBILES (CCFA)
- › Représentant permanent du CCFA au Conseil d'Administration d'AUTO MOTO CYCLE PROMOTION

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'Université Paris Dauphine et de l'Université de Lancaster (UK), M. Jean-Baptiste de Chatillon a exercé plusieurs fonctions de direction au sein du Groupe avant d'être nommé Directeur du contrôle de gestion du Groupe en 2007. Il est membre du Directoire de Peugeot S.A. depuis 2012. Il est actuellement Directeur financier du Groupe et Directeur des Systèmes d'information, en charge de la Direction des pièces de rechange et des services, de la Direction du réseau propre et Président de la Banque PSA Finance (BPF).

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 1 593 actions et 1 005 bons de souscription d'actions.

Nombre de parts du FCPE « des salariés du groupe PSA » détenues au 31 décembre 2015 : 768 parts.

GRÉGOIRE OLIVIER

Date du premier mandat
au Directoire : 6 février 2007
Échéance et durée du mandat
en cours : 2017 (4 ans)

Nationalité française

Né le 19 octobre 1960

Adresse professionnelle :
PSA 3rd Floor, Building 2
1528, Gunei Road Shanghai
Cahoejing Hi-Tech Park
200 233 Shanghai
Chine

Membre du Directoire de Peugeot S.A.

Directeur Chine et ASEAN

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

	Société cotée	Société du Groupe
Président Directeur Général de PEUGEOT CITROËN (CHINA) AUTOMOTIVE TRADE CO.		✓
Vice-Président de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD.		✓
Vice-Président de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD.		✓
Directeur Exécutif de PSA (Shanghai) Management Co. Ltd.		✓

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Administrateur de PCMA HOLDING B.V.

Expertise et expérience professionnelle :

M. Grégoire Olivier est ingénieur en chef de l'École des Mines de Paris, diplômé de l'École Polytechnique et titulaire d'un MBA obtenu à l'Université de Chicago. Après avoir occupé divers postes au sein notamment de Pechiney et d'Alcatel, il est nommé Président du Directoire de Sagem en 2001. En 2006, il devient Président Directeur Général de Faurecia puis rejoint le groupe PSA en 2007 en tant que membre du Directoire de Peugeot S.A., Directeur des programmes et de la Stratégie automobile, puis Directeur Chine et ASEAN.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 7 125 actions et 4 500 bons de souscription d'actions.

JEAN-CHRISTOPHE QUÉMARD

Date du premier mandat
au Directoire : 13 mars 2012

Échéance et durée du mandat
en cours : 2017 (4 ans)

Nationalité française

Né le 30 septembre 1960

Adresse professionnelle :
PSA
75, avenue de la Grande-Armée
75116 Paris
France

Membre du Directoire de Peugeot S.A.**Directeur Afrique-Moyen-Orient****Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :**

Société cotée

Société du Groupe

Représentant permanent d'Automobiles Peugeot au Conseil
d'Administration de la SOCIÉTÉ TUNISIENNE AUTOMOBILE FINANCIÈRE
IMMOBILIÈRE ET MARITIME (STAFIM)

√

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Administrateur de BMW PEUGEOT CITROËN ÉLECTRIFICATION
- › Président du Conseil d'Administration de GM PSA PURCHASING SERVICES
- › Administrateur de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD.
- › Administrateur de PCMA HOLDING B.V.
- › Administrateur de l'IFPEN (2015)
- › Directeur des programmes de PSA

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'École des Mines de Saint-Étienne et de l'École du Pétrole et des Moteurs, Jean-Christophe Quémard est entré chez PSA en 1986. Il a occupé divers postes, notamment à la direction des plateformes et techniques automobiles dont il fut Directeur. Nommé membre du Comité de Direction élargi et Directeur des Achats en 2008, il devient membre du Comité de Direction générale en 2009. En septembre 2010, il est nommé Directeur des programmes. Il est membre du Directoire de Peugeot S.A. depuis 2012. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur zone Afrique-Moyen-Orient.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 1 771 actions.

Nombre de parts du FCPE « des salariés du groupe PSA » détenues au 31 décembre 2015 : 1 305 parts.

Conformément aux recommandations du code AFEP-MEDEF (§19 dudit Code), les membres du Directoire recueillent l'avis préalable du Conseil de Surveillance avant d'accepter un nouveau mandat social dans une société cotée en dehors du Groupe.

3.1.1.2. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Informations relatives aux membres du Conseil de Surveillance en fonction

LOUIS GALLOIS

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
12 février 2013

Échéance et durée du mandat
en cours : 2018 (4 ans)

Nationalité française

Né le 26 janvier 1944

Adresse professionnelle :
PSA
75, avenue de la Grande-Armée
75116 Paris
France

Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

(Membre indépendant)

Membre du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance**Membre du Comité stratégique****Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :**

Société cotée

Société du Groupe

Président de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil
et de Réinsertion Sociale

Co-Président de la Fabrique de l'Industrie

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Commissaire Général à l'Investissement
- › Membre du Conseil d'Administration de MICHELIN
- › Président Exécutif d'EADS
- › Président de la Fondation de la Cité des Sciences et des Technologies (Villette Entreprises)
- › Administrateur de l'École Centrale de Paris

Expertise et expérience professionnelle :

M. Louis Gallois est diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), ancien élève de l'École Nationale d'Administration et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de sciences économiques. Il a débuté sa carrière à la Direction du Trésor ; il a été ensuite directeur du cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Recherche et de la Technologie puis au ministère de la Recherche et de l'Industrie (1981-1982), avant d'être Directeur général de l'Industrie (1982-1986), puis directeur de cabinet du ministre de la Défense (1988-1989). Président Directeur Général de l'Aérospatiale de 1992 à 1996, il a été ensuite Président de la SNCF (de 1996 à 2006), coprésident, puis Président exécutif et administrateur d'EADS de 2006 à 2012, et parallèlement, Président Directeur Général d'Airbus (2006-2007). Il a été Commissaire Général à l'Investissement de juin 2012 à avril 2014. Il est depuis avril 2014 Président du Conseil de Surveillance de PSA. Parallèlement, depuis 2011, il co-préside La Fabrique de l'Industrie, un laboratoire d'idées, destiné à développer la réflexion sur les enjeux et les perspectives de l'Industrie. Louis Gallois est également Président de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS) depuis juin 2012.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 1 065 actions.

BRUNO BÉZARD

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
29 avril 2014

Échéance et durée du mandat
en cours : 2018 (4 ans)

Nationalité française

Né le 19 mai 1963

Adresse professionnelle :
Ministère des Finances
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12
France

Vice-Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Représentant de l'État

Membre du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance

Membre du Comité stratégique

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Directeur général du Trésor (ministère des Finances/ministère de
l'Économie)

Administrateur d'Engie (représentant l'État)

Société cotée

Société du Groupe

√

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Directeur général des Finances publiques (ministère des Finances/ministère de l'Économie)
- › Chef du service économique régional de Pékin

Expertise et expérience professionnelle :

Ancien élève de l'École polytechnique, ancien élève à l'École nationale d'administration (promotion Michel de Montaigne, 1986-1988), M. Bruno Bézard est Inspecteur général des finances. Il a notamment été Chef du bureau logement, épargne réglementée (1994-1998) puis Sous-Directeur des assurances (1998-2000) à la Direction du Trésor, Directeur Adjoint du cabinet de Christian Sautter (ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en 2000), Sous-Directeur au service dette, développement et marchés émergents (2000-2001) à la Direction du Trésor, Conseiller pour les Affaires économiques et financières au cabinet de Lionel Jospin (Premier ministre en 2001-2002), puis Chef du service des participations (2002-2003) à la Direction du Trésor. Nommé Directeur général adjoint de l'Agence des Participations de l'État (APE) en 2003, il en est le Directeur général entre 2007 et 2010, date à laquelle il devient Ministre conseiller pour les affaires économiques et industrielles, Chef du service économique régional à Pékin. Nommé en août 2012 Directeur général des Finances publiques, il est devenu Directeur général du Trésor en juillet 2014.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 0 action.

MARIE-HÉLÈNE PEUGEOT RONCORONI

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
2 juin 1999

Échéance et durée du mandat
en cours : 2018 (4 ans)

Nationalité française

Née le 17 novembre 1960

Adresse professionnelle :
FFP
66, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
France

Vice-Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Représentant permanent d'Établissements Peugeot Frères au Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Membre du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance

Membre du Comité Asia Business Development

Mme Marie-Hélène Peugeot Roncoroni :

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Vice-Président et administrateur de FFP

Administrateur de SAPAR

Administrateur et Directeur général délégué d'ÉTABLISSEMENTS
PEUGEOT FRÈRES

Administrateur d'ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE

Administrateur d'ESSO SAF

Administrateur de LISI

Administratrice et vice-Présidente de la Fondation d'entreprise PSA

Administrateur de l'INSTITUT DIDEROT

Société cotée

Société du Groupe

√

√

√

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Membre du Conseil de Surveillance et du Comité financier de Peugeot S.A.
- › Représentant permanent de SAPAR au Conseil d'Administration d'IMMEUBLES DE FRANCHE-COMTÉ
- › Représentant permanent de LA SOCIÉTÉ ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE au Conseil d'Administration d'AZUR – GMF MUTUELLES D'ASSURANCES ASSOCIÉES
- › Membre du Conseil de Surveillance d'ONET S.A.

Expertise et expérience professionnelle :

Mme Marie-Hélène Peugeot Roncoroni est diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle a débuté sa carrière dans un cabinet d'audit anglo-saxon avant d'occuper des fonctions à la Direction financière du Groupe et à la Direction des Relations Industrielles et Humaines. Elle est notamment administrateur et vice-Présidente de FFP, administrateur et Directeur général délégué d'Établissements Peugeot Frères, administrateur de SAPAR, des Assurances Mutuelles de France, d'ESSO SAF, de LISI et de l'Institut Diderot.

Établissements Peugeot Frères (EPF) :

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 : Aucun.

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : Aucun.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus par Mme Peugeot Roncoroni au 31 décembre 2015 : 1 070 actions.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus par EPF au 31 décembre 2015 : 22 312 608 actions.

ZHU YANFENG

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
4 juin 2015

Échéance et durée du mandat
en cours : 2019 (4 ans)

Nationalité chinoise

Né le 21 mars 1961

Adresse professionnelle :
Special No. 1 Dongfeng
Road Wuhan Economic and
Technology Development
Zone
Wuhan
Hubei Province
Chine

Vice-Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Représentant permanent de Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co. Ltd. (DMHK) à compter du 15 décembre 2015 (antérieurement membre du Conseil de Surveillance du 4 juin au 15 décembre 2015)

Membre du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance
Membre du Comité stratégique

M. Zhu Yanfeng :

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :	Société cotée	Société du Groupe
Président de DONGFENG MOTOR CORPORATION		
Président et membre du Comité des nominations de DONGFENG MOTOR GROUP CO. LTD.	√	
Président de DONGFENG MOTOR COMPANY LTD.		
Président de DONGFENG HONDA AUTOMOBILE CO. LTD.		
Président de DONGFENG RENAULT AUTOMOBILE CO. LTD.		
Président de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES CO. LTD. (DPCA)		√
Président de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES SALES CO. LTD (DPCS)		√

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : Aucun.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'Université de Zhejiang et titulaire d'un master en contrôle d'ingénierie de Harbin Institute of Technology, M. ZHU Yanfeng a débuté sa carrière en 1983 au sein de FAW Group. Par la suite, il a été amené à occuper différents postes clés notamment celui de Directeur de la filiale Foreign Trade et Import-export, Directeur général de FAW Car Co., Ltd, Directeur général de China FAW Group Corporation. Parallèlement, M. Zhu Yanfeng a occupé de nombreuses responsabilités du Parti au sein de China FAW Group Corporation et de la province de Jilin. De décembre 2007 jusqu'en mai 2015, il exerçait de multiples fonctions au niveau des autorités provinciales du Jilin, en particulier en tant que Vice-Gouverneur. Depuis le 6 mai 2015, M. Zhu Yanfeng est Président du Conseil d'Administration et Secrétaire du parti au sein de Dongfeng Motor Corporation, Président du Conseil d'Administration de Dongfeng Motor Group et de Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co. Il est aussi membre suppléant du Comité Central depuis 2002.

DMHK :

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 : Aucun.

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : Aucun.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus par M. Zhu au 31 décembre 2015 : 0 action.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus par DMHK au 31 décembre 2015 : 110 622 220 actions.

PATRICIA BARBIZET

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
24 avril 2013

Échéance et durée du mandat
en cours : 2017 (4 ans)

Nationalité française

Née le 17 avril 1955

Adresse professionnelle :
Artemis
12, rue François-1^{er}
75008 Paris
France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

(Membre indépendant)

Président du Comité financier et d'audit

Membre du Comité Asia Business Development

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Société cotée

Société du Groupe

Directeur général non-mandataire social et membre du Conseil de Surveillance de FINANCIÈRE PINAULT S.C.A.*

Directeur général et administrateur d'ARTEMIS S.A.*

Vice-Présidente du Conseil d'Administration de KERING*

√

Chairman of the Board of Directors et CEO de CHRISTIE'S INTERNATIONAL Plc*

Administrateur de GROUPE FNAC S.A.

√

Représentant permanent d'ARTEMIS au Conseil d'Administration de SEBDO LE POINT*

Non executive board member de KERING HOLLAND N.V.*

Administrateur d'YVES SAINT LAURENT S.A.S.*

Représentant permanent d'ARTEMIS au Conseil d'Administration d'AGEFI*

Membre du Conseil de Gérance de SC VIGNOBLE CHÂTEAU LATOUR*

Amministratore delegato de PALAZZO GRASSI*

Administrateur de TOTAL

√

Président du Conseil de Surveillance de PONANT HOLDING*

* Mandats exercés au sein du groupe KERING ou du groupe de son actionnaire majoritaire FINANCIÈRE PINAULT/ARTEMIS.

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Administrateur d'AIR FRANCE KLM
- › Administrateur du FONDS STRATÉGIQUE D'INVESTISSEMENT
- › Board Member de GUCCI GROUP N.V.
- › Administrateur de BOUYGUES
- › Administrateur de TF1
- › Non Executive Director de TAWA PLC
- › Directeur général délégué et administrateur de SOCIÉTÉ NOUVELLE DU THÉÂTRE MARIGNY
- › Administrateur de FNAC S.A.

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Paris en 1976, Mme Patricia Barbizet a débuté sa carrière au sein du groupe Renault comme trésorier de Renault Véhicules Industriels, puis Directeur financier de Renault Crédit International. Elle rejoint le groupe Pinault en 1989 en tant que Directeur financier. En 1992, elle devient Directeur général d'Artemis, puis, en 2004, Directeur général de Financière Pinault. Elle a été Président du Conseil de Surveillance du groupe Pinault Printemps Redoute (PPR) jusqu'en mai 2005 et est devenue en mai 2005 vice-Président du Conseil d'Administration de PPR devenue Kering. Elle est également administrateur au sein des sociétés Total et groupe Fnac. Elle est Président Directeur Général de Christie's International Plc depuis janvier 2015. Elle est Président du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Ponant Holding depuis octobre 2015.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 1 000 actions.

PAMELA KNAPP

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
31 mai 2011

Échéance et durée du mandat
en cours : 2017 (6 ans)

Nationalité allemande

Née le 8 mars 1958

Adresse professionnelle :
PSA
75, avenue de la Grande-Armée
75116 Paris
France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

(Membre indépendant)

Membre du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance

Membre du Comité financier et d'audit

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Société cotée

Société du Groupe

Administrateur de la COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN

√

Administrateur de HKP AG

Membre du Conseil d'Administration de PANALPINA AG

√

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Membre du Directoire de GfK SE
- › Administrateur de MONIER HOLDINGS S.C.A.

Expertise et expérience professionnelle :

Mme Pamela Knapp est diplômée de l'Université de Harvard (Advanced Management Program) et de l'Université de Berlin (Master en économie). Elle a débuté sa carrière à la Deutsche Bank AG, puis a exercé en tant que consultant en M&A avant de prendre plusieurs fonctions de direction au sein du groupe Siemens AG, dont la Direction financière de la division « Power Transmission & Distribution » de 2004 à 2009. Elle a occupé les fonctions de Directeur financier et des ressources humaines du groupe GfK SE de 2009 à octobre 2014.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 1 588 actions.

JEAN-FRANÇOIS KONDRATIUK

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
24 avril 2013

Échéance et durée du mandat
en cours : 2018 (4 ans)

Nationalité française

Né le 24 mars 1950

Adresse professionnelle :
Peugeot Citroën
Automobiles S.A.
45, rue J.-P. Timbaud
78300 Poissy
France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.**Membre représentant les salariés*****Membre du Comité stratégique****Membre du Comité Asia Business Development**

* Désigné en application de l'art. L. 225-79-2 CCOM.

Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe au 31 décembre 2015 :

- › Technicien méthode à l'unité de montage de Poissy
- › Administrateur de la Fondation d'entreprise PSA

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 : Aucun.**Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- › Délégué du personnel
- › Délégué syndical (FO) au site de PCA Poissy
- › Représentant du personnel au CHSCT
- › Secrétaire du Comité de Groupe Européen

Expertise et expérience professionnelle :

Titulaire d'un baccalauréat scientifique, M. Jean François Kondratiuk a rejoint le Groupe en 1970 et exerce depuis cette date des fonctions de technicien-méthode au sein du bureau « méthodes » de l'unité de production de Poissy (en charge d'études spéciales). Il a été Délégué du personnel, Délégué syndical (Force Ouvrière) au site de PCA Poissy, Représentant du personnel au CHSCT et Secrétaire du Comité Européen du Groupe. Il a démissionné desdites fonctions à l'issue de sa désignation en tant que membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés par le Comité Européen du Groupe en juin 2014.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 10 actions.

Nombre de parts du FCPE « des salariés du groupe PSA » détenues au 31 décembre 2015 : 77 parts.

LIU WEIDONG

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
29 avril 2014

Échéance et durée du mandat
en cours : 2018 (4 ans)

Nationalité chinoise

Né le 13 octobre 1966

Adresse professionnelle :
Special No. 1 Dongfeng Road
Wuhan Economic and
Technology Development
Zone
Wuhan, Hubei Province
Chine

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

(Désigné sur proposition de Dongfeng)

Président du Comité Asia Business Development**Membre du Comité financier et d'audit****Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :**

Société cotée Société du Groupe

Vice-Président du Conseil d'Administration de DONGFENG PEUGEOT
CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD. (DPCA)

√

Directeur général adjoint de DONGFENG MOTOR CORPORATION

Administrateur non exécutif de DONGFENG MOTOR GROUP CO. LTD

√

Président de DONGFENG ELECTRIC VEHICLE CO. LTD.

Président de DONGFENG GETRAG TRANSMISSION CO. LTD.

Président de DONGFENG HONGTAI HOLDINGS GROUP CO. LTD.

Administrateur de CHINA AUTO LIGHTWEIGHT TECHNOLOGY
INSTITUTE CO. LTD.

Président de CHINA DONGFENG MOTOR INDUSTRY IMP. & EXP. CO. LTD.

Vice-Président de DONGFENG YUEDA QIYA AUTO CO. LTD.

Président DONGFENG XIAOKANG AUTO CO. LTD.

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Directeur général de DONGFENG MOTOR GROUP CO. LTD. PASSENGER VEHICLE
- › Directeur général de DCPA

Expertise et expérience professionnelle :

M. Liu Weidong est diplômé du Wuhan Institute of Technology (devenu la Wuhan University of Technology) avec une spécialisation en technologie automobile. En 1988, M. Liu Weidong a rejoint l'usine de confection d'amortisseurs de Second Automotive Works (devenu Dongfeng Motor Corporation) en tant que technicien. Par la suite, il a été amené à occuper différents postes de direction au sein de plusieurs sociétés du groupe Dongfeng. De juillet 2011 à mai 2014 il a été Directeur général de Dongfeng Passenger Vehicle Company. Il est administrateur de Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Company Limited et Directeur général adjoint de Dongfeng Motor Corporation depuis juillet 2011. En outre, M. Liu Weidong est actuellement Président de Dongfeng Electric Vehicle Co., Ltd., de Dongfeng GETRAG Transmission Co., Ltd. et de Dongfeng Hongtai Holdings Group Co., Ltd. Il est également l'un des administrateurs de China Auto Lightweight Technology Institute Co., Ltd.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 1 000 actions.

ROBERT PEUGEOT

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
6 février 2007

Nationalité française

Né le 25 avril 1950

Date du premier mandat de
FFP au Conseil de Surveillance :
29 avril 2014

Échéance et durée du mandat
en cours : 2018 (4 ans)

Adresse professionnelle :
FFP
66, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
France

Représentant permanent de FFP au Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Président du Comité stratégique
Membre du Comité financier et d'audit

Robert Peugeot :**Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :**

	Société cotée	Société du Groupe
Président Directeur Général de FFP	✓	
Administrateur de FAURECIA	✓	✓
Membre du Conseil de Surveillance d'HERMES INTERNATIONAL	✓	
Administrateur d'ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES		
Administrateur de SOFINA	✓	
Administrateur d'IMERYS	✓	
Administrateur de HOLDING REINIER S.A.S.*		
Administrateur de DKSH AG*	✓	
Gérant de S.A.R.L. CHP GESTION		
Gérant de SC RODOM		
Représentant permanent de FFP, Président de FFP Invest*		
Représentant permanent de FFP INVEST, Président du Conseil de Surveillance de FINANCIÈRE GUIRAUD SAS*		
Représentant permanent de FFP INVEST au Conseil d'Administration de SANEF*		

* Mandat exercé au sein d'une participation de FFP (via FFP INVEST).

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Représentant permanent de FFP INVEST au Conseil de Surveillance de ZODIAC AEROSPACE
- › Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.
- › Administrateur de SANEF
- › Membre du Conseil de Surveillance d'IDI EMERGING MARKETS S.A.
- › Représentant permanent de FFP INVEST au Conseil de Surveillance d'IDI EMERGING MARKETS S.A. (2015)

Expertise et expérience professionnelle :

Après ses études à l'École Centrale de Paris et à l'INSEAD, M. Robert Peugeot a occupé différents postes de responsabilité au sein du groupe PSA et a été membre du Comité exécutif du Groupe entre 1998 et 2007, en charge des fonctions de l'innovation et de la qualité. Il est depuis 2003 Président Directeur Général de FFP.

FFP :**Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :**

	Société cotée	Société du Groupe
Président de FFP Invest**		

** FFP Invest détient notamment des mandats dans SEB SA, Zodiac Aerospace, IDI, Orpea, FFP – Les Grésillons, Valmy – FFP, Financière Guiraud SAS, LT Participations et IPSOS.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus par M. Peugeot au 31 décembre 2015 : 1 000 actions.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus par FFP au 31 décembre 2015 : 67 372 689 actions.

HENRI PHILIPPE REICHSTUL

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
23 mai 2007

Échéance et durée du mandat
en cours : 2017 (4 ans)

Nationalité brésilienne

Né le 12 avril 1949

Adresse professionnelle :
Rua dos Pinheiros, 870
20° Andar – cjs. 201 –
CEP 05422-001 São Paulo SP
Brasil

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

(Membre indépendant)

Membre du Comité stratégique
Membre du Comité Asia Business Development

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

	Société cotée	Société du Groupe
Administrateur de BRF – Brazilian Food	✓	
Administrateur de SEMCO PARTNERS		
Administrateur de REPSOL YPF S.A.	✓	
Administrateur de LATAM AIRLINES GROUP	✓	
Président du Conseil de Surveillance de FIVES GROUP		

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Administrateur de FOSTER WHEELER
- › Administrateur de GAFISA
- › Administrateur d'ASHMORE ENERGY INTERNATIONAL

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé en économie de l'université de São Paulo, post graduate work à Oxford, puis professeur d'économie dans l'enseignement supérieur, M. Henri Philippe Reichstul a exercé au Brésil plusieurs postes au sein de la haute fonction publique avant d'occuper divers postes de Président et administrateur de sociétés, dont la présidence de Petrobras (1999-2001).

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 325 actions.

GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
23 mai 2007

Échéance et durée du mandat
en cours : 2017 (4 ans)

Nationalité française

Né le 31 mai 1962

Adresse professionnelle :
Notus Technologies
2 bis, rue de Villiers
92300 Levallois-Perret
France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.**Membre indépendant référent****Président du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance****Membre du Comité financier et d'audit****Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :**

Président de NOTUS TECHNOLOGIES

Administrateur de PARROT S.A.

Président de CREDIT.FR

Vice-Président délégué, Trésorier et membre du Bureau du MEDEF

Société cotée Société du Groupe

√

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Président d'OMEA TELECOM (VIRGIN MOBILE)
- › Vice-Président du Conseil de Surveillance de SELOGER.COM

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'ESSEC, M. Geoffroy Roux de Bézieux a exercé diverses fonctions au sein du groupe l'Oréal de 1986 à 1996. Il est le Président Fondateur de The Phone House, premier réseau indépendant de vente de téléphones mobiles, revendu à Carphone Warehouse dont il a été Directeur général Europe (2000-2003), puis Chief Operating Officer (2003-2006). Il a été de 2006 à 2014 Président fondateur d'Omea Telecom (Virgin Mobile). Il dirige la société d'investissements NOTUS technologies.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 1 000 actions.

ANNE VALLERON

Date du premier mandat
au Conseil de Surveillance :
24 avril 2013

Échéance et durée du mandat
en cours : 2017 (4 ans)

Nationalité française

Née le 1^{er} juillet 1953

Adresse professionnelle :
PSA
Centre Technique de Vélizy
Route de Gisy
78943 Vélizy-Villacoublay
Cedex
France

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.**Membre représentant les salariés actionnaires****Membre du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance****Membre du Comité financier et d'audit****Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe au 31 décembre 2015 :**

- › Chargée de mission au sein de la Direction de la Recherche et du Développement (DRD)
- › Présidente du Conseil de Surveillance du FCPE « des salariés du groupe PSA »

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Vice-Présidente et administrateur du CETIM (Centre d'Études des Techniques et Industries Mécaniques)

Conseiller au Conseil Économique et Social régional d'Île-de-France

Président d'audience Section Encadrement du Conseil des Prud'hommes de Nanterre

Secrétaire générale de l'Union départementale CFE CGC des Hauts de Seine

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Élu(e) CE CFE CGC et élu(e) DP CFE CGC du site de La Garenne
- › Déléguée syndicale (CFE-CGC) du site de La Garenne
- › Déléguée syndicale centrale (CFE-CGC) pour Peugeot Citroën Automobiles

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômée de l'École Centrale de Lyon, Mme Anne Valleron a débuté sa carrière en 1976 au sein d'Automobiles Citroën. Après avoir exercé des fonctions dans la recherche et le développement sur les moteurs diesel, elle a été promue chef de service pour la mise au point des moteurs XU essence puis chef de projet des motorisations EW. Elle exerce actuellement des fonctions dans la gestion de projet au sein de la Direction de la Recherche et du Développement. Elle a obtenu en 2015 le certificat d'administrateur de société délivré par l'IFA en partenariat avec Science Po.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 500 actions.

Nombre de parts du FCPE « des salariés du groupe PSA » détenues au 31 décembre 2015 : 2 529 parts.

FLORENCE VERZELEN

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 29 avril 2014

Échéance et durée du mandat en cours : 2018 (4 ans)

Nationalité française

Née le 28 février 1978

Adresse professionnelle :
ENGIE
1, place Samuel de Champlain
92930 Paris La Défense
France

Représentant permanent de SOGEPA au Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Membre du Comité financier et d'audit

Membre du Comité Asia Business Development

Florence VERZELEN :

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Société cotée

Société du Groupe

COO d'ENGIE Europe et CEO d'ENGIE Russie

Administrateur de STORENGY DEUTSCHLAND

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

› Directrice du Plan de Performance Achats et Directrice Adjointe des achats d'ENGIE (2015)

Expertise et expérience professionnelle :

Après ses études à l'École polytechnique, puis à l'école des Mines, Mme Florence Verzellen a travaillé en financement de projet à la Société Générale Investment Banking à New York. Puis, elle a exercé des fonctions au sein de la Direction générale du Commerce, puis de la Direction générale de la Concurrence à la Commission européenne avant de rejoindre le cabinet du Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, en charge notamment des questions industrielles et commerciales. Elle a rejoint le groupe Engie (GDF Suez) en 2008. Elle a été en charge des activités d'acquisition du groupe de 2008 à 2010, puis a dirigé la filiale de Qatar de 2010 à 2013. De 2013 à 2015, elle est Directrice du Plan de Performance Achats et Directrice Adjointe des achats. Depuis 2015, elle est Directrice adjointe d'Engie Europe, en charge des opérations, du business development et de l'innovation et Directrice générale d'Engie Russie.

SOGEPA :

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 : Aucun.

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : Aucun.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus par Mme Verzellen au 31 décembre 2015 : 0 action.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 par SOGEPA : 110 622 220 actions.

FRÉDÉRIC BANZET

Date du premier mandat de censeur au Conseil de Surveillance : 29 juillet 2014

Échéance et durée du mandat en cours : 2018 (4 ans)

Nationalité française

Né le 16 septembre 1958

Adresse professionnelle :
FFP Investment UK Ltd
2 Duke Street
London W1U 1JH
United Kingdom

Censeur

(Désigné sur proposition de FFP/EPF)

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Société cotée

Société du Groupe

Senior Partner au sein de la Direction générale de FFP et censeur au sein du Conseil d'Administration

✓

Représentant permanent de FFP Investment au Conseil de Surveillance de ZODIAC AEROSPACE

✓

Administrateur d'Établissements Peugeot Frères

Administrateur et Chairman de FFP UK INVESTMENT LTD

Administrateur d'IDI EMERGING MARKETS

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Administrateur de FFP
- › Administrateur d'AUTOMOVEIS CITROËN
- › Administrateur de CITROËN BELUX
- › Représentant permanent d'AUTOMOBILES CITROËN (Président) au sein d'AUTOMOVEIS CITROËN
- › Président Directeur Général d'AUTOMOBILES CITROËN
- › Administrateur de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD.
- › Administrateur d'AUTOMOVILES CITROËN ESPANA S.A.
- › Administrateur de CITROËN UK LTD.
- › Administrateur de BERI ITALIA S.R.L.
- › Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT CITROËN UKRAINE
- › Représentant permanent d'AUTOMOBILES CITROËN au Conseil d'Administration de BANQUE PSA FRANCE
- › Membre du Conseil de Surveillance de CITROËN NEDERLAND B.V.
- › Administrateur de CITROËN SVERIGE AB
- › Membre du Conseil de Surveillance de CITROËN POLSKA SP ZOO

Expertise et expérience professionnelle :

M. Frédéric Banzet est licencié en droit et diplômé de l'ISTEC et de Harvard Business School. Il a occupé différents postes au sein du groupe PSA, notamment à la Direction financière pendant huit ans, tant en France qu'à l'étranger (en tant que Directeur général adjoint chez PSA Finance à Londres pendant quatre ans). Il a également occupé le poste de Directeur de la zone Asie-Pacifique de la marque Peugeot puis Directeur de la Direction des Affaires Internationales chez Citroën, puis Directeur du Commerce Europe de la marque Citroën. Il a été Directeur de la marque Citroën de 2009 à juin 2014. Il a rejoint l'équipe dirigeante de FFP en septembre 2014.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 0 action.

AYMERIC DUCROCQ

Date du premier mandat de censeur au Conseil de Surveillance : 28 juillet 2015

Échéance et durée du mandat en cours : 2019 (4 ans)

Nationalité française

Né le 19 janvier 1979

Adresse professionnelle :
Ministère des Finances
et des Comptes Publics
Ministère de l'Économie,
de l'Industrie et du Numérique
Agence des Participations de
l'État
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12
France

Censeur à compter du 28 juillet 2015

(Désigné sur proposition de SOGEPA)

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Société cotée **Société du Groupe**

Directeur de participations Industrie au ministère des Finances,
Agence des Participations de l'État (APE)

Administrateur de STX France

Administrateur d'ODAS

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Chef du bureau Infrastructures de Transport – Secteur audiovisuel au ministère des Finances, Agence des participations de l'État (APE)
- › Administrateur suppléant pour la France au Fonds Monétaire International (FMI)
- › Administrateur de SFTRF
- › Administrateur d'ATMB
- › Membre du Conseil de Surveillance d'ARTE France
- › Membre du Conseil de Surveillance des Aéroports de Nice
- › Membre du Conseil de Surveillance des Aéroports de Marseille
- › Membre du Conseil de Surveillance des Aéroports de Lyon
- › Membre du Conseil de Surveillance du grand port maritime de Dunkerque
- › Membre du Conseil de Surveillance du grand port maritime de Marseille

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'institut d'Études Politiques de Paris et de l'École Nationale d'Administration, M. Aymeric Ducrocq a débuté sa carrière en tant qu'adjoint au chef du bureau de l'aide publique au développement et des institutions multilatérales de développement au sein du ministère des Finances, Direction générale du Trésor. En 2008, il intègre le Fonds Monétaire International à Washington, D.C. aux États-Unis au poste d'administrateur suppléant pour la France. Depuis septembre 2011 il a été nommé à l'Agence des participations de l'État, où il exerce les fonctions de Directeur de participations Industrie depuis juillet 2014.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 0 action.

WEI WENQING

Date du premier mandat de censeur au Conseil de Surveillance : 28 juillet 2015

Échéance et durée du mandat en cours : 2019 (4 ans)

Nationalité chinoise

Né le 7 mai 1963

Adresse professionnelle :
Special numero 1,
Route Dongfeng,
Zone de développement
économique et technique
de Wuhan,
430056, Hubei
Chine

Censeur à compter du 28 juillet 2015

(Désigné sur proposition de Dongfeng)

Autres fonctions et mandats au 31 décembre 2015 :

Société cotée **Société du Groupe**

Directeur adjoint de la Direction de Stratégie chez DFM

Fonctions et mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- › Directeur général adjoint commerce chargé de deux marques au sein de Dongfeng Citroën chez DPCA

Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'Université Huazhong – MASTER en management de Sciences et de Technologie – et d'un doctorat en management à l'Université de Science et de Technologie de Wuhan, M. WEI Wenqing débute sa carrière en tant que préparateur à Dongfeng Motors en 1983. De 1995 à 2014, il a été successivement, chef de section qualité, directeur de l'atelier peinture, divisionnaire du Bureau de la Direction générale, directeur de la Direction industrielle et de fabrication, Directeur général adjoint de la marque Dongfeng-Citroën, Directeur général adjoint chargé de la marque Dongfeng-Citroën, et Directeur général adjoint chargé de deux marques à Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles. Depuis juin 2014 il est Directeur adjoint de la Direction de la Stratégie au sein de Dongfeng Motors Group.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2015 : 0 action.

Mandats expirés au cours de l'exercice 2015**Xu Ping**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 29 avril 2014.

Vice-Président du Conseil de Surveillance jusqu'au 6 mai 2015.

Dominique Reiniche

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 25 avril 2012.

Membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. jusqu'au 15 décembre 2015.

Pour des développements sur la composition et le fonctionnement du Conseil de Surveillance, veuillez vous reporter au chapitre 3.2. du présent document de référence.

3.1.2. Déclarations sur la situation des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

LIENS FAMILIAUX

Mme Marie-Hélène Peugeot Roncoroni, M. Robert Peugeot et M. Frédéric Banzet sont cousins. Il n'existe aucun lien familial entre les autres mandataires sociaux de Peugeot S.A.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

Les mandataires sociaux ont déclaré qu'aucun conflit d'intérêt n'est survenu au cours de l'exercice 2015 entre leurs obligations envers Peugeot S.A. et leurs intérêts personnels ou leurs autres obligations et qu'il n'en existait aucun à la date du présent document de référence.

Le Conseil de Surveillance a procédé en février 2016 à l'examen d'éventuelles relations d'affaires entre les mandataires sociaux et le Groupe et a conclu, sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, au caractère non significatif de celles-ci (pour des développements complémentaires, se reporter au chapitre 3.2. page 119).

La Société a été informée de la participation le 23 avril 2014 de membres du Directoire (MM. Jean-Baptiste de Chatillon et Grégoire Olivier) aux engagements collectifs de conservation dans le cadre du dispositif « Dutreil » mis en place par le groupe familial Peugeot (engagements décrits au chapitre 7.3. page 296). Cette participation porte sur 10 actions Peugeot S.A. Le Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance s'est assuré, préalablement à la conclusion de cet engagement et au vu de la consultation émise par un conseil juridique, qu'un tel dispositif n'était pas contestable au regard de l'intérêt social et n'était pas de nature à engendrer des conséquences particulières pour les membres du Directoire concernés ou pour la gouvernance de la Société. Il en a informé le Conseil de Surveillance.

Aucun prêt, ni garantie n'est accordé ou constitué en faveur de mandataires sociaux par la Société ou une société de son Groupe.

Aucun actif nécessaire à l'exploitation n'appartient à un mandataire social, ni à sa famille.

Des règles de prévention des conflits d'intérêts sont édictées par le règlement intérieur du Conseil de Surveillance (ces règles sont exposées au chapitre 3.2. page 119).

CONTRATS DE SERVICES PRÉVOYANT L'OCTROI D'AVANTAGES

Il n'existe pas de contrat de service liant l'un quelconque des mandataires sociaux à Peugeot S.A. ou à l'une quelconque de ses filiales prévoyant l'octroi d'avantages au terme de ce contrat.

DÉCLARATIONS RELATIVES AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Chaque mandataire social a déclaré, comme chaque année, qu'il n'avait pas :

- fait l'objet d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq derniers exercices ;
- participé en qualité de mandataire social à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq derniers exercices ;
- fait l'objet d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire ;
- été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq derniers exercices.

3.1.3. Opérations réalisées par les dirigeants et leurs proches sur les titres de la Société

Conformément à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et à l'article 223-22 du règlement général de l'AMF, les opérations suivantes ont été déclarées sur les titres de la Société par les dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées :

Date de l'opération	Nom et fonction	Nature de l'opération	Titres concernés	Prix unitaire	Montant de l'opération
15/12/2014	Louis Gallois (Président du Conseil de Surveillance)	Acquisition	Actions	9,83 euros	8 889 euros
18/02/2015	FFP, membre au Conseil de Surveillance	Cession	Options d'achats	7,37 euros	86 884 497 euros
18/02/2015	EPF, membre du Conseil de Surveillance	Cession	Options d'achats	7,37 euros	28 774 560 euros
24/03/2015	EPF, membre du Conseil de Surveillance	Cession	Options d'achats	8,56 euros	8 288 113 euros
24/03/2015	FFP, membre du Conseil de Surveillance	Cession	Options d'achats	8,56 euros	76 596 547 euros
31/07/2015	SAPAR, Marie-Hélène Peugeot Roncoroni (Représentant permanent d'EPF au Conseil de Surveillance)	Acquisition	Actions	18,25 euros	1 496 746 euros
03/08/2015	FFP, membre du Conseil de Surveillance	Cession	Bons de souscription d'actions	4,11 euros	20 756 030 euros
03/08/2015	EPF, membre du Conseil de Surveillance	Cession	Bons de souscription d'actions	4,11 euros	21 431 412 euros
04/08/2015	EPF, membre du Conseil de Surveillance	Cession	Bons de souscription d'actions	4,14 euros	13 194 617 euros
04/08/2015	FFP, membre du Conseil de Surveillance	Cession	Bons de souscription d'actions	4,14 euros	12 778 809 euros
30/09/2015	Jean-Christophe Quémard (membre du Directoire)	Acquisition	Actions	7,5 euros	2 340 euros

3.2. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Conformément à l'article L. 225-68 du Code de commerce, le rapport sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle des risques a été approuvé par le Conseil de Surveillance du 23 février 2016.

3.2.1. Gouvernement d'entreprise

La Société se réfère au code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF, révisé en novembre 2015, après adaptation pour une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance. Ce code est consultable sur Internet : <http://www.medef.com/>.

Le Groupe applique l'ensemble des recommandations du code AFEP-MEDEF, à l'exception des quelques recommandations du code qui n'ont pas été retenues et qui sont présentées dans un tableau de synthèse au § 3.2.1.3. avec les explications y afférentes.

3.2.1.1. COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

3.2.1.1.1. Une composition équilibrée

Évolutions survenues en 2015-2016

Le tableau ci-après retrace les évolutions survenues au sein du Conseil de Surveillance au cours de l'exercice 2015 et jusqu'au 23 février 2016.

Date d'effet	Changement intervenu
4 juin 2015	Cooptation de M. Zhu Yanfeng en qualité de membre du Conseil de Surveillance et vice-Président en remplacement de M. Xu Ping
28 juillet 2015	Nomination de M. Aymeric Ducrocq et de M. Wei Wenqing en qualité de censeurs au sein du Conseil de Surveillance
15 décembre 2015	Cooptation de la société Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co. Ltd. (DMHK) en qualité de membre du Conseil de Surveillance en remplacement de M. Zhu Yanfeng. Désignation M. Zhu Yanfeng en tant que Représentant permanent de cette société au sein du Conseil de Surveillance et, à ce titre, nomination de celui-ci en qualité de vice-Président du Conseil de Surveillance. Démission de Mme Dominique Reiniche en qualité de membre du Conseil de Surveillance
23 février 2016	Cooptation de Mme Catherine Bradley en qualité de membre du Conseil de Surveillance en remplacement de Mme Dominique Reiniche

Composition actuelle

Au 23 février 2016, le Conseil de Surveillance est composé de manière équilibrée avec quatorze membres dont :

- six membres désignés sur proposition de chacun des trois actionnaires de référence : deux pour l'État (via SOGEP), deux pour le groupe familial Peugeot (composé des sociétés Établissements Peugeot Frères – ci-après « EPF » – et FFP) et deux pour Dongfeng (via Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Ltd. – ci-après « DMHK »), le titre de vice-Président ayant été conféré à trois des membres désignés par chacun de ces actionnaires ;

- six membres indépendants, dont le Président du Conseil et un membre référent ;
- un représentant des salariés et un représentant des salariés actionnaires.

Cette composition est issue du pacte d'actionnaires signé le 28 avril 2014 entre les trois actionnaires de référence et la Société.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour une durée de quatre ans (à l'exception de Mme Knapp dont le mandat de six ans était en cours lors de la modification statutaire opérée en 2011).

Membres du Conseil de Surveillance	Date de 1 ^{re} nomination	Échéance du mandat	Âge	Indépendance selon le code AFEP-MEDEF	Principale fonction	Appartenance à un comité	Assiduité aux séances du Conseil	Assiduité aux séances des comités
Louis GALLOIS	12/02/2013	AG 2018	72	✓	Président du Conseil de Surveillance de PSA	C. strat., CNRG	100 %	100 %
Bruno BÉZARD (Représentant de l'État -art. 139 de la Loi NRE)	29/04/2014	AG 2018	52		Directeur général du Trésor	C. strat., CNRG	67 %	45 %
Marie-Hélène PEUGEOT RONCORONI Représentant permanent d'EPF	02/06/1999	AG 2018	55		Directeur général délégué d'Établissements Peugeot Frères	CNRG, Comité Asia BD	100 %	100 %
ZHU Yanfeng Représentant permanent de DMHK	04/06/2015	AG 2018	55		Président de Dongfeng Motor Corporation	C. strat., CNRG	100 %	100 %
Patricia BARBIZET ⁽¹⁾	24/04/2013	AG 2017	60	✓	CEO de Christie's International plc	CFA (Prés.), Comité Asia BD	83 %	100 %
Catherine BRADLEY	23/02/2016	AG 2016	56	✓	Administratrice indépendante (FCA)	CFA	N/A en 2015	N/A en 2015
Pamela KNAPP	31/05/2011	AG 2017	58	✓	Administratrice indépendante	CNRG, CFA	100 %	100 %
Jean-François KONDRATIUK Représentant des salariés (désigné en application de l'art. L. 225-79-2 CCOM)	24/04/2013	AG 2018	66		Salarié	C. strat., Comité Asia BD	100 %	87,5 %
LIU Weidong (désigné sur proposition de Dongfeng)	29/04/2014	AG 2018	49		Directeur général adjoint de Dongfeng Motor Corporation	Comité Asia BD (Prés.), CFA	100 %	100 %
Robert PEUGEOT Représentant permanent de FFP	06/02/2007	AG 2017	65		Président Directeur Général de FFP	C. strat. (Prés.), CFA	100 %	100 %
Henri Philippe REICHSTUL	23/05/2007	AG 2017	66	✓	Administrateur de sociétés	C. strat., Comité Asia BD	83 %	100 %
Geoffroy ROUX de BÉZIEUX Membre référent	23/05/2007	AG 2016	53	✓	Président de Notus Technologies	CNRG (Prés.), CFA	100 %	80 %
Anne VALLERON Représentant des salariés actionnaires (désignée en application de l'art. L. 225-71 CCOM)	24/04/2013	AG 2017	62		Salariée	CNRG, CFA	100 %	100 %
Florence VERZELEN Représentant permanent de SOGÉPA (désigné sur proposition de l'État)	29/04/2014	AG 2017	38		COO d'Engie Europe et CEO d'Engie Russie	CFA, Comité Asia BD	100 %	100 %
Indicateurs de gouvernance				50 % ⁽²⁾			93 % ⁽³⁾	93 % ⁽³⁾

AG : Assemblée Générale ; Comité strat. : Comité stratégique ; CNRG : Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, CFA : Comité financier et d'audit ; Comité Asia BD : Comité Asia Business Development.

(1) Mme Patricia Barbizet a fait part de sa volonté de démissionner du Conseil de Surveillance à l'issue de l'Assemblée Générale du 27 avril 2016. Il est proposé de nommer Mme Helle Kristoffersen en remplacement. Les informations relatives à Mme Helle Kristoffersen sont présentées dans la brochure Avis de Convocation, laquelle est accessible sur l'espace Actionnaires du site Internet du groupe PSA (www.psa-peugeot-citroen.com).

(2) Les représentants des salariés et des salariés actionnaires ne sont pas comptabilisés pour établir ce pourcentage (code AFEP-MEDEF art. 9.2).

(3) Taux d'assiduité avec prise en compte des taux d'assiduité de M. Xu Ping (100 % aux séances du Conseil et des comités) et de Mme Dominique Reiniche (67 % aux séances du Conseil et 80 % à celles des comités), membres ayant quitté le Conseil au cours de l'exercice 2015.

3.2. Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Membre référent

Le membre référent a été désigné parmi les membres indépendants et dispose, selon le Règlement intérieur du Conseil de Surveillance, des attributions et prérogatives suivantes :

- convoquer et présider les réunions des membres indépendants du Conseil de Surveillance consacrées aux questions de fonctionnement du Conseil et en restituer les conclusions au Président du Conseil de Surveillance ;
- porter à la connaissance du Président du Conseil de Surveillance tout conflit d'intérêts de nature à affecter les délibérations du Conseil qu'il aurait identifié ;
- prendre connaissance des préoccupations significatives des actionnaires non représentés au Conseil de Surveillance en matière de gouvernance et veiller à ce qu'il leur soit répondu ;
- rendre compte de l'exécution de sa mission au Conseil de Surveillance et, le cas échéant, à l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires.

Au cours de l'exercice 2015, une réunion des membres indépendants du Conseil de Surveillance a été organisée. Lors de cette réunion, les membres indépendants ont notamment considéré que :

- le fonctionnement du Conseil était plus fluide et plus efficace et les informations fournies aux membres du Conseil étaient de qualité ;
- la voix des indépendants était bien entendue au Conseil ;
- l'animation du Président du Conseil était de grande qualité ;
- les préoccupations des actionnaires non représentés au Conseil, telles que portées à leur connaissance par le Secrétaire du Conseil et la Direction de la communication financière, étaient bien traitées par le Conseil et qu'elles devaient être régulièrement remontées au membre référent du Conseil, de même qu'un état de la composition de l'actionnariat.

Représentants des salariés et des salariés actionnaires

Le représentant des salariés a été désigné par le Comité Européen du Groupe en application de l'article L. 225-79-2 du Code de commerce et des statuts (article 10.I B). Le représentant des salariés actionnaires a été désigné par l'Assemblée Générale des actionnaires sur proposition des conseils de surveillance des FCPE conformément aux dispositions de l'article L. 225-71 du Code de commerce et des statuts (article 10.I C).

En 2015, Mme Anne Valleron a obtenu le Certificat Administrateur de Sociétés de l'Institut Français des Administrateurs. En 2016, M. Kondratiuk suivra également une formation « Administrateur salarié » auprès de cet organisme.

Censeurs

Aux termes du pacte d'actionnaires auquel la Société est partie, chacun des trois actionnaires de référence peut demander à disposer d'un censeur qui assiste aux séances du Conseil de Surveillance avec voix consultative. Le groupe familial Peugeot avait usé de cette faculté en 2014. En juillet 2015, l'État et Dongfeng ont également usé de cette faculté portant ainsi le nombre de censeurs de 1 à 3. Conformément au Règlement intérieur du Conseil de Surveillance, les censeurs sont désignés par le Conseil de Surveillance pour une durée de quatre ans.

Conformément à la loi, un membre du Comité d'Entreprise de Peugeot S.A. assiste également aux séances du Conseil de Surveillance avec voix consultative.

Censeurs	Date de 1 ^{re} nomination	Échéance du mandat	Âge	Indépendance selon le code AFEP-MEDEF	Assiduité aux séances du Conseil
Frédéric BANZET (Désigné sur proposition du groupe Familial Peugeot)	CS 29/07/2014	AG 2018	57		100 %
Aymeric DUCROCQ (Désigné sur proposition de l'État)	CS 28/07/2015	AG 2019	37		100 %
WEI Wenqing (Désigné sur proposition de Dongfeng)	CS 28/07/2015	AG 2019	52		100 %

3.2.1.1.2. L'indépendance des membres

Comme rappelé dans le Règlement intérieur du Conseil de Surveillance, « les membres du Conseil de Surveillance représentent l'ensemble des actionnaires et doivent agir en toute circonstance dans l'intérêt social de l'entreprise. Chaque membre du Conseil de Surveillance veille à maintenir son indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action, au service de l'intérêt social. Il s'engage à ne pas rechercher ou accepter tout avantage susceptible de compromettre cette indépendance ».

Sur avis du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, le Conseil de Surveillance, lors de sa séance du 23 février 2016, a examiné, au cas par cas, la qualification de chacun de ses membres au regard des critères d'indépendance retenus par la Société (art. 9.4. du code AFEP-MEDEF) :

- ne pas être salarié ou dirigeant mandataire social de la Société, ni salarié, ou administrateur de sa société mère ou d'une société que celle-ci consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être dirigeant mandataire social d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un

mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;

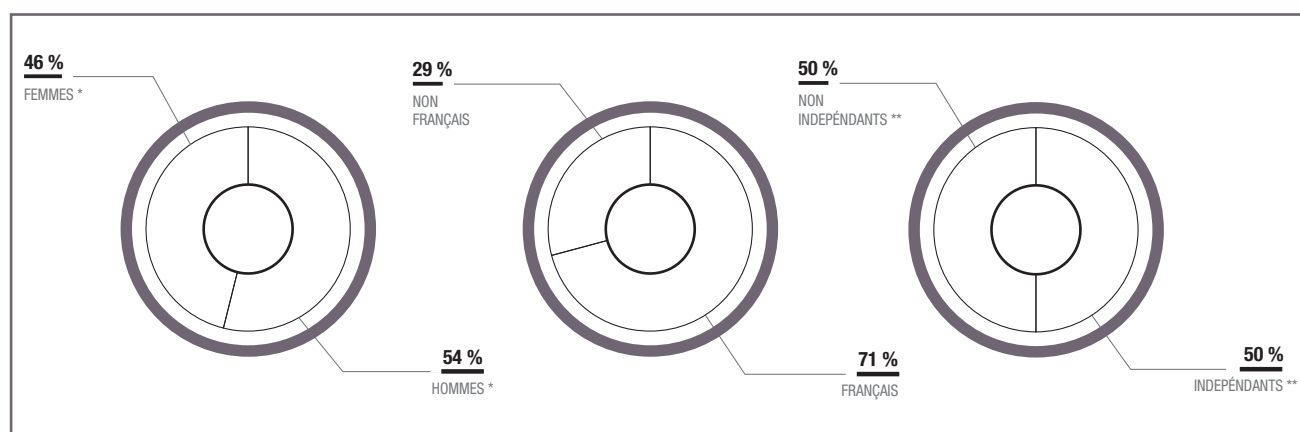
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement significatif de la Société ou de son Groupe, ou pour lequel la Société ou son Groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été Commissaire aux Comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de 12 ans.

Sur la base de ces critères, le Conseil de Surveillance a qualifié six membres d'indépendants : Mme Patricia Barbizet, Mme Pamela Knapp, M. Louis Gallois (Président du Conseil de Surveillance), Mme Catherine Bradley, M. Geoffroy Roux de Bézieux (membre référent) et M. Henri Philippe Reichstul. Il en résulte un pourcentage d'indépendants de 50 % (les membres du Conseil représentant les salariés et salariés actionnaires ne sont pas comptabilisés pour déterminer ce pourcentage selon le code AFEP-MEDEF).

Il est précisé que, dans le cadre de son examen, le Conseil de Surveillance a pris en compte l'existence de relations d'affaires entre les membres du Conseil de Surveillance et le Groupe ou ses actionnaires. Il a notamment considéré que les mandats d'administrateur de Mme Patricia Barbizet au sein de la société Total et de Mme Pamela Knapp au sein de la Compagnie de Saint Gobain n'étaient pas de nature à compromettre leur indépendance au vu du caractère non significatif (apprécié au regard de leur durée et du chiffre d'affaires des sociétés concernées) des relations d'affaires entretenues entre ces sociétés et le Groupe. Le Conseil a également apprécié l'indépendance de Mme Helle Kristoffersen dont la nomination est proposée à l'Assemblée Générale du 27 avril 2016 en remplacement de Mme Patricia Barbizet. Après avoir considéré ses fonctions au sein du groupe Total et les liens d'affaires entre ces sociétés et le Groupe, le Conseil a considéré que celle-ci pouvait être considérée comme indépendante au sens du code AFEP-MEDEF.

3.2.1.1.3. Politique de diversité

Le Conseil s'interroge régulièrement sur l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle de ses comités, au vu de la composition, de l'évolution de l'actionnariat de la Société et de la représentation d'une diversité au sein du Conseil. Il comprend à ce jour six femmes et huit hommes, soit un taux de féminisation de 46 %* (inchangé par rapport à 2014) et un taux d'indépendance de 50 %** (voir détails ci-avant au § 3.2.1.1.2). Le Conseil a pour objectif de maintenir la présence des femmes et des membres indépendants en son sein à un niveau au moins équivalent à celui-ci. Le Conseil comprend en outre quatre membres de nationalité étrangère (Mme Pamela Knapp, MM. Zhu Yanfeng, Henri Philippe Reichstul et Liu Weidong) et la totalité des membres non-salariés disposent d'une expérience au sein d'une structure internationale. Le Conseil a pour objectif de poursuivre l'internationalisation de ses membres par la présence de membres étrangers ou ayant une grande expérience internationale.



* Le représentant des salariés n'est pas comptabilisé pour établir ce pourcentage (Code AFEP-MEDEF art. 6.4).

** Les représentants des salariés et des salariés actionnaires ne sont pas comptabilisés pour établir ce pourcentage (Code AFEP-MEDEF art. 9.2).

Cette composition équilibrée permet d'assurer une grande qualité aux débats et prises de décisions du Conseil de Surveillance.

Pour des développements complémentaires sur la composition du Conseil de Surveillance (présentation des membres, évolution

en 2015, mandats exercés, déclarations relatives à l'absence de conflits d'intérêts, liens familiaux, etc.), il convient de se reporter au chapitre 3.1. du document de référence.

3.2.1.2. CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

3.2.1.2.1. Mission et fonctionnement du Conseil de Surveillance

Règlement intérieur (extraits)

Mission

Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance est disponible dans son intégralité sur le site Internet du Groupe.

Conformément à la loi, le Conseil de Surveillance est l'organe de contrôle de la Société dont le Directoire assure la gestion et la direction.

À ce titre, la mission du Conseil de Surveillance est :

- d'assurer un contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire en opérant les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns ;
- d'assurer un contrôle périodique de la gestion de la Société : une fois par trimestre à l'occasion du rapport d'activité que lui présente le Directoire et dans les trois mois de la clôture de chaque exercice lors de la présentation, pour avis et observations, par le Directoire des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport de gestion destiné à l'Assemblée des actionnaires. À ce titre, il examine également le rapport financier semestriel, l'information financière trimestrielle et les communiqués financiers à publier par la Société.

Il est ainsi tenu régulièrement informé par le Directoire de la situation financière, de la situation de trésorerie ainsi que des engagements de la Société.

- de donner, au titre des pouvoirs qu'il tient de l'article 9 des statuts, outre les obligations légales d'autorisations préalables, son autorisation préalable à l'accomplissement par le Directoire des actes suivants :
 - a) proposer toute modification des statuts de la Société (ou toute autre décision dont l'objet ou l'effet emporterait modification des statuts),
 - b) réaliser toute augmentation de capital en numéraire ou par incorporation de réserves ainsi que toute réduction de capital, autorisée par l'Assemblée Générale,
 - c) réaliser toute émission d'obligations, convertibles ou non, autorisée par l'Assemblée,
 - d) établir tout projet de traité de fusion ou d'apport partiel d'actif,
 - e) passer ou dénoncer tout accord industriel ou commercial engageant l'avenir de la Société avec d'autres entreprises ayant un objet analogue ou connexe à celui de la Société, et plus généralement réaliser toute opération majeure de nature à modifier de manière substantielle le périmètre d'activité ou la structure financière de la Société et du Groupe qu'elle contrôle ou se situant hors de la stratégie annoncée du Groupe,
 - f) procéder à l'achat, la vente, l'échange ou l'apport de tout immeuble d'exploitation et/ou fonds de commerce, excédant les montants déterminés par le Conseil de Surveillance (50 millions d'euros à ce jour),
 - g) procéder à l'achat, la prise ou la cession de toute participation dans d'autres entreprises créées ou à créer et représentant directement ou indirectement un investissement, une dépense (en valeur d'entreprise) ou une garantie de crédit ou de passif, immédiats ou différés, excédant les montants déterminés par le Conseil de Surveillance (50 millions d'euros à ce jour),
 - h) contracter tout emprunt, autre qu'obligataire, pour une durée ou pour un montant supérieur à ceux déterminés par le Conseil de Surveillance (100 millions d'euros à ce jour),
 - i) octroyer ou renouveler des cautions, avals ou garanties au nom de la Société (hors engagement à l'égard des administrations fiscales et douanières), quelle que soit la durée des engagements cautionnés, avalisés ou garantis, pour un montant par engagement supérieur au montant déterminé par le Conseil de Surveillance (25 millions d'euros à ce jour), ou pour un montant total annuel supérieur au montant déterminé par le Conseil de Surveillance (125 millions d'euros à ce jour),
 - j) émettre tout plan d'attribution d'options sur actions ou d'attribution gratuite d'actions sous condition de performance,
 - k) procéder à des rachats d'actions dans le cadre d'un programme autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires, et
 - l) conclure tout accord transactionnel ou prendre tout engagement, dans le cadre d'un litige ou d'une procédure d'arbitrage, excédant les montants déterminés par le Conseil de Surveillance (50 millions d'euros à ce jour).

Toutes ces autorisations portent sur les opérations réalisées par la Société, et suivant la nature de l'opération, peuvent concerner également les opérations réalisées par les filiales du Groupe, à l'exception de Faurecia.

Le Conseil de Surveillance s'assure que la stratégie proposée et appliquée par le Directoire est en adéquation avec les orientations à long terme qu'il a définies. Chaque année, il examine et donne son agrément sur le plan stratégique moyen terme (PMT), sur le plan d'investissement, ainsi que sur le budget. Il est alerté dans les meilleurs délais par le Directoire en cas d'événement externe ou d'évolution interne mettant en cause de façon significative les perspectives de la Société ou les prévisions présentées au Conseil de Surveillance.

Il est informé, sur une base annuelle, des grands enjeux de la politique de ressources humaines du Groupe.

Fonctionnement

Le Règlement intérieur du Conseil de Surveillance précise en particulier :

- le nombre minimal de réunions annuelles (cinq), les modalités de tenue de ces réunions et d'établissement de leur ordre du jour ;
- les modalités d'information des membres (notamment, transmission sur une base mensuelle d'une présentation de l'activité et des résultats du Groupe) ;
- le rôle et les obligations des comités spécialisés du Conseil de Surveillance ;
- les obligations incombant aux membres du Conseil de Surveillance ;
- la détention minimale d'actions (1 000), sauf pour le représentant de l'État, le représentant des salariés et le représentant des salariés actionnaires, conformément aux dispositions législatives particulières qui leur sont applicables ;
- les règles de gestion des conflits d'intérêts : « Tout membre du Conseil de Surveillance se trouvant, même potentiellement, de façon directe ou par personne interposée, en situation de conflit d'intérêts au regard de l'intérêt social, doit en informer le Président du Conseil de Surveillance, ou toute personne désignée par celui-ci. Il s'abstient de participer à la prise de décision sur les sujets concernés, et peut donc être amené, le cas échéant, à ne pas prendre part au vote. »

Évaluation du Conseil

Le Règlement intérieur du Conseil de Surveillance prévoit que le Conseil procède régulièrement à une évaluation de sa composition, de son organisation, de son fonctionnement et des modalités d'exercice de son contrôle. Le Conseil procède également avec le Directoire à l'évaluation des modes de fonctionnement entre les deux instances.

Cette évaluation vise trois objectifs :

- faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil ;
- vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues ;
- mesurer la contribution effective de chaque membre aux travaux du Conseil du fait de sa compétence et de son implication dans les délibérations.

À cet effet, le Conseil de Surveillance consacre, une fois par an, un point de son ordre du jour à un débat sur son fonctionnement et rend compte de ces évaluations dans le procès-verbal de la réunion concernée.

Tous les trois ans au moins, une évaluation formalisée est réalisée. Elle est mise en œuvre par le Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, éventuellement avec l'aide d'un consultant extérieur. Les actionnaires sont informés chaque année dans le rapport annuel de la réalisation des évaluations et, le cas échéant, des suites données. Une réunion des membres du Conseil de Surveillance se tient une fois par an pour évaluer les performances du Directoire et réfléchir à son avenir.

L'évaluation annuelle du fonctionnement du Conseil de Surveillance et de ses comités a été réalisée en octobre 2015 par un cabinet externe (Spencer Stuart). Les membres du Directoire et le Secrétaire du Conseil ont également été interrogés afin de recueillir leurs commentaires sur le fonctionnement de la gouvernance. Il en ressort une nette amélioration du fonctionnement du Conseil de Surveillance depuis la mise en place de la nouvelle gouvernance en 2014, avec un alignement entre les membres du Conseil et un leadership incontesté du Président.

À la suite de cette évaluation, le Conseil de Surveillance a décidé de retenir les principales évolutions suivantes : les débats sur la stratégie seront plus fournis, avec plus de place laissée aux échanges, les compte-rendus des comités seront ouverts à tous les membres du Conseil, et non uniquement à ceux des comités, le rapport oral du Comité financier et d'audit sera étoffé et un focus plus marqué sera mis sur les risques ; le Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, selon un processus permettant d'en conserver la confidentialité, mettra davantage l'accent sur le plan de succession et le Comité Asia Business Development sera plus interactif. Enfin, le Président échangera avec chacun des membres du Conseil de Surveillance une fois par an sur leur contribution aux travaux du Conseil.

Charte de déontologie boursière

La Charte de déontologie boursière a pour objet de définir les mesures préventives autorisant les membres du Conseil de Surveillance, du Directoire et des censeurs à intervenir sur les titres Peugeot S.A. et/ou Faurecia, tout en respectant les règles d'intégrité du marché (rappel des obligations de confidentialité et d'abstention en cas de détention d'une information privilégiée et des sanctions applicables, des obligations déclaratives, définition de fenêtres négatives, inscription sur la liste des initiés permanents, etc.). Elle est disponible dans son intégralité sur le site Internet du Groupe. Chaque mandataire social a adhéré à la Charte. Ces obligations leur sont périodiquement rappelées par la Société. Une Charte de déontologie boursière identique s'applique aux membres du Comité exécutif.

3.2.1.2.2. Activité du Conseil de Surveillance en 2015

Le Conseil de Surveillance s'est réuni six fois au cours de l'exercice 2015, contre dix fois en 2014. Le taux de présence de ses membres aux réunions a été de 93 %.

L'année 2015 a été marquée par la poursuite du plan *Back in the Race* afin d'accélérer le redressement du Groupe.

Le Conseil de Surveillance a également statué sur les points suivants :

Activité et finance :

- la présentation des comptes consolidés et comptes sociaux de Peugeot S.A. de l'exercice 2014 et de la situation financière à fin 2014 par le Directeur financier (audition des Commissaires aux Comptes) et examen de la communication financière afférent aux comptes consolidés et sociaux ;
- la préparation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 avril 2015 et l'examen des rapports présentés à l'Assemblée Générale ;
- les grandes orientations stratégiques telles que proposées par le Directoire (lesquelles ont recueilli un avis favorable du Comité d'Entreprise qui a été porté à la connaissance du Conseil) ;
- la politique de responsabilité sociale et environnementale du Groupe (présentée désormais chaque année en avril au Conseil), avec un focus particulier sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- la publication du chiffre d'affaires trimestriel ;
- l'acquisition de Mister Auto ;
- le projet d'investissement au Maroc ;
- les résultats et comptes du premier semestre 2015, le rapport financier semestriel et la communication afférente (audition des Commissaires aux Comptes) ;
- l'évolution du mix essence/diesel et de son impact pour le Groupe au vu notamment d'un éventuel durcissement de l'environnement ;
- le budget 2016 et le plan à moyen terme.

Le Conseil de Surveillance s'est également prononcé sur le renouvellement de l'autorisation annuelle des cautions, avals ou garanties, et la revue des conventions réglementées poursuivies au titre de l'exercice 2015.

Gouvernance et rémunération :

- l'autorisation d'un plan d'actions de performance ;
- l'instauration pour 2016 d'une part variable prépondérante dans les jetons de présence en fonction de la présence aux séances du Conseil ;
- la cooptation de deux membres (changement des représentants de Dongfeng : M. Zhu Yanfeng et Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Ltd) ;
- la suppression du régime de retraite à prestations définies et la mise en place d'un nouveau du régime de retraite.

Un séminaire stratégique s'est également tenu en septembre 2015 et le Conseil a tenu une séance en Chine en octobre 2015 au cours de laquelle les membres du Conseil ont pu visiter des concessions du Groupe et l'usine de Wuhan 3.

3.2. Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

3.2.1.2.3. Les comités spécialisés du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance bénéficie des travaux de préparation effectués au sein de quatre comités :

- le Comité stratégique ;
- le Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance ;
- le Comité financier et d'audit ;

- le Comité Asia Business Development.

Ces quatre comités ont un rôle de préparation des délibérations du Conseil de Surveillance. Ils émettent, dans leurs domaines de compétence respectifs, des propositions, recommandations et des avis qui sont portés à la connaissance du Conseil de Surveillance lors de ses réunions. Les membres assistent à titre personnel aux séances des comités et ne peuvent pas se faire représenter. Les comités ont la possibilité de recourir à des experts extérieurs en veillant à leur objectivité et à leur indépendance.

Le Comité stratégique

Composition	Indépendance	Principales missions	Principales activités en 2015
M. Robert PEUGEOT (Président)		<ul style="list-style-type: none"> ➢ Examiner l'avenir à long terme, envisager les voies d'évolution potentielle et proposer au Conseil de Surveillance les grandes orientations du Groupe ; – formuler ses recommandations sur le plan stratégique à long terme, le plan à moyen terme (PMT) et le plan d'investissements présentés par le Directoire, – s'assurer que la stratégie proposée et appliquée par le Directoire est en adéquation avec les orientations à long terme que le Conseil de Surveillance a définies. ➢ Sur saisine du Président du Conseil de Surveillance, examiner tout projet majeur dès son initialisation. ➢ Examiner tout projet stratégique (ou hors de la stratégie) devant être autorisé par le Conseil de Surveillance (point e ci-dessus du règlement intérieur). 	Quatre réunions en 2015 avec un taux d'assiduité de 89 %. ➢ Stratégie <i>powertrain</i> et stratégie en matière de pièces et services ➢ Projet d'investissement au Maroc ➢ Nouveau plan stratégique du Groupe ➢ PMT 2016-2020
M. Bruno BÉZARD			
M. Louis GALLOIS	√		
M. Jean-François KONDRATIUK			
M. Henri Philippe REICHSTUL	√		
M. ZHU Yanfeng			
2 membres indépendants sur 6 → Taux d'indépendance de 40 % <i>(membre représentant les salariés non comptabilisé pour déterminer ce pourcentage selon le code AFEP-MEDEF).</i>			

Le Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance

Composition	Indépendance	Principales missions	Principales activités en 2015
M. Geoffroy ROUX de BÉZIEUX (Président)	√	<ul style="list-style-type: none"> ➢ S'agissant des nominations : <ul style="list-style-type: none"> – déterminer les critères de choix des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire, formuler une proposition sur le choix du membre référent et conduire la procédure de sélection, – établir et suivre un plan de succession des membres du Directoire pour être en situation de proposer au Conseil des solutions de succession notamment en cas de vacance imprévisible. Le Comité est par ailleurs informé du plan de succession et des nominations au Comité Exécutif (pour les membres n'appartenant pas au Directoire) ainsi qu'aux postes dirigeants clés du Groupe. À cette occasion, le Comité s'adjoint le Président du Directoire. ➢ S'agissant de la gouvernance : <ul style="list-style-type: none"> – suivre l'évolution de la réglementation française concernant la gouvernance des sociétés cotées, des recommandations de place et celles des représentants des émetteurs pour formuler des avis, – s'assurer de la réalisation régulière d'une évaluation par le Conseil de Surveillance et proposer des améliorations, – examiner et donner son avis au Conseil de Surveillance sur toute proposition de modification des statuts de la Société nécessitant l'autorisation préalable du Conseil. ➢ S'agissant des rémunérations : <ul style="list-style-type: none"> – proposer la rémunération des mandataires sociaux dans toutes leurs composantes, ainsi que les éventuels avantages en nature et dispositifs de retraite qui pourraient leur être attribués, – examiner la politique générale de rémunération des membres du Directoire. 	Cinq réunions en 2015 avec un taux d'assiduité de 91 %. ➢ Rapport du Président du Conseil sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne ➢ Cooptions de M. Zhu Yanfeng et DMHK ➢ Part variable 2014 et part fixe 2015 des membres du Directoire ➢ Évaluation externe du Conseil ➢ Plan d'actions de performance ➢ Résolutions « say on pay » soumises à l'AG ➢ Part variable prépondérante des jetons de présence 2016 ➢ Dispositif de retraite des dirigeants ➢ Plan de succession du Président et du Directoire
M. Bruno BÉZARD			
M. Louis GALLOIS	√		
Mme Pamela KNAPP	√		
Mme Marie-Hélène PEUGEOT RONCORONI			
Mme Anne VALLERON			
M. ZHU Yanfeng			
3 membres indépendants sur 7 → Taux d'indépendance de 50 % <i>(membre représentant les salariés actionnaires non comptabilisé pour déterminer ce pourcentage selon le code AFEP-MEDEF).</i>			

Conformément au code AFEP-MEDEF, l'évaluation des performances du Président du Directoire et des autres membres du Directoire, ainsi que les réflexions sur l'avenir du management, s'effectuent lors

de réunions du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance et du Conseil de Surveillance, hors la présence des membres du Directoire.

Le Comité financier et d'audit

Composition	Indépendance	Principales missions	Principales activités en 2015
Mme Patricia BARBIZET (Président)	✓	<ul style="list-style-type: none">Assurer le suivi :<ul style="list-style-type: none">– du processus d'élaboration de l'information financière de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques,– du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les Commissaires aux Comptes,– de l'indépendance des Commissaires aux Comptes,Notamment, piloter la procédure de sélection pour le renouvellement des Commissaires aux Comptes.Examiner et donner son avis au Conseil de Surveillance sur les engagements hors bilan, sur tout projet nécessitant l'autorisation préalable du Conseil dont il est saisi comme défini dans le Règlement intérieur du Conseil de Surveillance et les propositions d'affectation du résultat et de fixation du dividende présentées par le Directoire.Examiner périodiquement la situation financière et le financement du Groupe.	Cinq réunions en 2015 avec un taux d'assiduité de 92,5 %.
Mme Pamela KNAPP	✓		<ul style="list-style-type: none">Comptes consolidés et sociaux 2014 et comptes semestriels (présentation du Directeur financier, des conclusions du déroulement de leur mission par les Commissaires aux Comptes et échange sur les options comptables retenues).
M. LIU Weidong			
M. Robert PEUGEOT			<ul style="list-style-type: none">Suivi régulier de l'évolution de la situation financière du Groupe et de la notation financière des sociétés du Groupe.
Mme Catherine BRADLEY	✓		<ul style="list-style-type: none">Déroulement du plan à moyen terme (PMT), exécution du budget annuel et analyse d'éventuels écarts.
M. Geoffroy ROUX de BÉZIEUX	✓		<ul style="list-style-type: none">Supports de communication financière du Groupe, sur les projets de résolutions à l'Assemblée Générale des actionnaires relevant de son domaine, sur les montants des honoraires des prestataires externes et des Commissaires aux Comptes et sur la politique de gestion du risque de change.
Mme Anne VALLERON			<ul style="list-style-type: none">Activité de l'audit interne, plan d'audit 2015 et cartographie des « Top-Risques Groupe » (tels que définis au paragraphe 2.4.1. ci-après) et plan d'audit 2016.
Mme Florence VERZELEN			<ul style="list-style-type: none">Rachat de dette obligataire (500 millions d'euros).
			<ul style="list-style-type: none">Renégociation du crédit syndiqué de 3 milliards d'eurosSuivi du partenariat BPF et Santander.
4 membres indépendants sur 8 → Taux d'indépendance de 57 % <i>(membre représentant les salariés actionnaires non comptabilisé pour déterminer ce pourcentage selon le code AFEP-MEDEF).</i>			

Conformément au Code de commerce et au code AFEP-MEDEF, les membres du Comité financier et d'audit doivent présenter des compétences en matière financière et comptable. À cet égard, le Conseil de Surveillance considère que l'ensemble des membres du Comité présentent de telles compétences au regard de leur expérience, de leur parcours professionnel et de leur formation qui sont présentés au chapitre 3.1. du document de référence. La présidence du Comité est confiée à Mme Patricia Barbizet, qui possède les qualités requises, notamment eu égard à ses fonctions de Directeur général du groupe Artémis, CEO de Christie's International Plc, administratrice d'une société du CAC 40 et mandataire social de grandes sociétés françaises et étrangères.

Le délai dont le Comité dispose pour examiner les comptes ne saurait, sauf exception, être inférieur à quatre jours calendaires avant la présentation des comptes au Conseil de Surveillance. La présentation des comptes consolidés annuels et semestriels et des comptes sociaux par le Directeur financier au Comité financier et d'audit puis au Conseil de Surveillance, s'accompagne d'une présentation des Commissaires aux Comptes faisant état des faiblesses significatives éventuelles du contrôle interne et des options comptables retenues. Lorsqu'il prend connaissance du

dispositif de contrôle interne et de cartographie des risques, en particulier des risques significatifs susceptibles d'avoir un impact sur l'information financière et comptable, il s'assure du degré de maturité et de maîtrise de ces dispositifs et examine les modalités de leur déploiement et la mise en œuvre d'actions correctrices en cas de faiblesses ou d'anomalies significatives. Il est, à cette fin, informé des principaux constats des Commissaires aux Comptes et de la Direction de l'audit et du management des risques. Dans le cadre de la formalisation de son avis sur la qualité du contrôle interne, il examine le plan d'audit interne pour l'année à venir et est informé des résultats des missions réalisées par la Direction de l'audit et du management des risques en exécution de ce plan. Le Comité financier et d'audit, qui a accès à l'ensemble des informations qui lui sont nécessaires, rencontre le Directeur de l'audit et du management des risques, le Directeur de la comptabilité, le Directeur de la trésorerie et les Commissaires aux Comptes, avec ou sans la présence de membres du Directoire. Dans ce dernier cas, il en informe le Président du Directoire et/ou le membre du Directoire chargé des finances. Pour mener ces missions, le Comité s'appuie sur le règlement intérieur du Comité qui les détaille, ainsi que sur le rapport du groupe de travail de l'AMF du 22 juillet 2010 relatif au comité d'audit.

Le Comité Asia Business Development

Composition	Indépendance	Principales missions	Principales activités en 2015
M. LIU Weidong (Président)	✓	<ul style="list-style-type: none">› Examiner l'avenir à long terme du Groupe en Asie et envisager les voies d'évolution potentielle concernant le marché asiatique et proposer au Conseil de Surveillance les grandes orientations du Groupe dans le cadre de son développement en Asie ; dans ce cadre, formuler ses recommandations sur le plan stratégique à long terme du Groupe en Asie et sur le PMT présentés par le Directoire pour ce qui concerne la région asiatique.› S'assurer que la stratégie proposée et appliquée par le Directoire est en adéquation avec les orientations à long terme que le Conseil de Surveillance a définies concernant le marché asiatique.› Assurer un suivi particulier de la mise en œuvre de l'accord de partenariat stratégique et industriel entre le groupe PSA et le groupe Dongfeng.	Deux réunions en 2015 avec un taux d'assiduité de 100 %.
Mme Patricia BARBIZET	✓		› Marché automobile Chine/ASEAN, résultats PSA dans la région
M. Jean-François KONDRATIUK			› Objectifs stratégiques du Groupe et partenariat stratégique PSA/Dongfeng
Mme Marie-Hélène PEUGEOT RONCORONI			› Plans de réduction de coûts
M. Henri Philippe REICHSTUL	✓		› Développements en ASEAN
Mme Florence VERZELEN			
2 membres indépendants sur 6 → Taux d'indépendance de 40 % <i>(membre représentant les salariés non comptabilisé pour déterminer ce pourcentage selon le code AFEP-MEDEF)</i>		Le Comité est saisi par le Président du Conseil de Surveillance de l'examen de tout projet majeur concernant le marché asiatique, et ce, dès son initialisation. Il est tenu informé du contenu de ces projets, notamment de leur approche économique, et de leurs évolutions. Le Comité se réunit en particulier lorsqu'un projet concernant le marché asiatique doit recueillir l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance.	

3.2.1.3. L'APPLICATION DU CODE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE AFEP-MEDEF

Le tableau ci-après récapitule les recommandations du code AFEP-MEDEF que la Société a décidé d'écarter compte tenu de sa situation particulière :

Recommandation concernée	Explications
Évaluation de la contribution effective de chaque membre du Conseil aux travaux du Conseil (§ 10.2)	Dans le cadre de l'évaluation externe du Conseil réalisée en 2015, il ressort que les membres ne recevaient pas de retour sur leur contribution effective aux travaux du Conseil. À compter de 2016, le Président échangera avec chacun des membres du Conseil de Surveillance une fois par an sur leur contribution aux travaux du Conseil.
Durée du mandat des membres du Conseil de Surveillance (§ 14)	La durée du mandat des membres du Conseil de Surveillance est de quatre ans. L'Assemblée Générale des actionnaires du 25 avril 2012 a opéré une modification statutaire de la durée des mandats de 6 à 4 ans qui ne portait que pour l'avenir. En conséquence, le mandat de Mme Pamela Knapp qui a été nommée en 2011 reste de six ans jusqu'à son prochain renouvellement.
Part représentative des membres indépendants du Comité financier et d'audit (§ 16.1)	Plus de la majorité (57 %) des membres du Comité financier et d'audit sont indépendants (au lieu de deux tiers au minimum recommandés par le Code). La part relativement importante des membres non indépendants s'explique par la présence d'un représentant de chacun des trois actionnaires de référence, compte tenu de la composition du capital et de la gouvernance du Groupe issue des augmentations du capital réalisées en 2014. L'atteinte du seuil des deux tiers conduirait à une augmentation du nombre de membres du comité, ce qui risquerait de se faire au détriment de son efficacité et n'est donc pas envisagé à ce jour.

3.2.1.4. LES PRINCIPES DE RÉMUNÉRATION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DU DIRECTOIRE

Les principes et les règles arrêtés par le Conseil de Surveillance pour déterminer les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux sont présentés au chapitre 3.4. du document de référence.

3.2.1.5. PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE PEUGEOT S.A. ET PUBLICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AUX ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Les éléments relatifs à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales sont présentés au chapitre 7 du document de référence. En application de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, il est spécifié qu'il n'existe pas d'accord prévoyant des indemnités pour les membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance si leur mandat prend fin en raison d'une offre publique. Il est précisé, conformément à l'article L. 225-68 du Code de commerce alinéa 10, que les autres informations visées à l'article L. 225-100-3 du Code de commerce sont publiées au chapitre 7 du document de référence.

3.2.2. Procédures de gestion des risques et de contrôle interne

3.2.2.1. OBJECTIFS DU CONTRÔLE INTERNE DU GROUPE

Pour traiter les risques endogènes ou exogènes auxquels le Groupe doit faire face, le Groupe a mis en place un dispositif de management des risques et de contrôle interne qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et orientations fixées par le Directoire ;
- le bon fonctionnement des processus internes des sociétés, notamment ceux concourant à la sauvegarde de leurs actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

Plus généralement, ce dispositif contribue à la maîtrise des activités du Groupe, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources. Toutefois, le contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les objectifs de la Société seront atteints.

3.2.2.2. CADRE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ

Le dispositif de management des risques et de contrôle interne du Groupe est conforme et opérant selon les règles édictées par la 8^e directive concernant le contrôle légal des comptes, le cadre de référence de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) émis en janvier 2007, et le rapport du groupe de travail sur le comité d'audit de l'AMF du 22 juillet 2010. L'activité bancaire du Groupe dispose d'un dispositif spécifique adapté aux établissements de crédit conformément au règlement n° 97-2, relatif au contrôle interne des établissements de crédit.

Faurecia, en tant que société dont les titres sont admis sur un marché réglementé qui agit sous la responsabilité de son Conseil d'Administration, applique sa démarche de contrôle interne de façon indépendante vis-à-vis du Groupe. À ce titre, des développements spécifiques lui sont consacrés ci-après.

3.2.2.3. PRINCIPES DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

La conception du dispositif de contrôle interne en vigueur dans le Groupe a été guidée par les exigences suivantes :

- prendre en compte les ambitions du Groupe ;
- impliquer toutes les sociétés du Groupe dans le dispositif et assurer la gestion des risques et du contrôle interne pour leur activité ;
- respecter les lois et règlements, l'exemplarité des comportements et l'éthique ;
- gérer, dans chaque direction, l'intégralité des risques inhérents à son activité à travers des procédés de contrôle interne adaptés aux enjeux ;
- identifier et traiter les risques majeurs (« Top-Risques ») auxquels le Groupe est exposé et assurer un reporting jusqu'au niveau du Comité exécutif ;
- rendre le dispositif auditable sur la base d'indicateurs de qualité.

3.2.2.4. ACTEURS ET PROCESSUS

3.2.2.4.1. Au niveau du Groupe et de la division Automobile

Il existe un dispositif d'ensemble contribuant à la maîtrise des risques du Groupe.

Des documents de référence, constituant un cadre de travail qui s'impose à tous, fixent l'organisation et les modes de fonctionnement du Groupe décidés par le Comité exécutif.

Ceux-ci prennent la forme d'un livret général d'organisation et d'un manuel des règles de fonctionnement (ci-après « Règles de Fonctionnement ») qui décrivent les responsabilités, les procédures à suivre et, plus généralement, les règles à appliquer par tous. En complément, chaque Direction dispose d'un manuel de référence décrivant ses propres modes de fonctionnement.

Ces documents sont disponibles sur l'intranet du Groupe.

La démarche de gestion des risques est déployée dans toutes les directions du Groupe.

Chaque direction pilote, conformément à la Règle de Fonctionnement correspondante, l'identification et le contrôle des risques auxquels elle est exposée et met en place les plans d'actions de traitement des risques nécessaires.

La Direction de l'audit et du management des risques pilote la démarche de management des risques et contrôle la bonne application des dispositifs de maîtrise des risques.

Les principaux risques de chaque direction, dont l'impact et la criticité (impact x probabilité) sont les plus élevés, font l'objet d'un reporting semestriel spécifique « Top-Risques Direction » de chaque direction auprès du Secrétariat Général, via sa Direction de l'audit et du management des risques.

En complément, cette Direction identifie les principaux risques transversaux du Groupe, une fois par an, lors d'entretiens conduits avec un échantillon représentatif de cadres dirigeants et responsables du Groupe.

La cartographie des risques majeurs « Top-Risques Groupe » (issus notamment des « Top-Risques de Direction » et des entretiens précédemment cités) est examinée annuellement par le Comité exécutif et présentée au Comité financier et d'audit du Conseil de Surveillance. Le Comité exécutif valide les plans d'actions de traitement des « Top-Risques Groupe ».

En 2016, le Groupe envisage la mise en place d'un réseau de correspondants en charge d'animer le contrôle interne dans chaque direction et d'initier une auto-évaluation formalisée du dispositif du contrôle interne du Groupe.

Des dispositifs particuliers de gestion et de contrôle des risques permettent de couvrir des risques spécifiques.

La Charte éthique actualisée en 2015, mise à disposition de tous les salariés du Groupe en accès immédiat depuis le portail intranet, est déployée auprès de l'ensemble des salariés, auxquels il a été demandé d'adhérer formellement. Le comité éthique présidé par le Secrétaire général se réunit chaque trimestre. Un réseau international de *Chief Ethics Officers* relaie la démarche dans tous les pays où le Groupe exerce son activité et assure le reporting au comité éthique des cas et problèmes rencontrés localement. Pour plus d'informations sur la démarche éthique du Groupe, il convient de se reporter au paragraphe 2.3.4. du présent document de référence.

Le dispositif de lutte contre la fraude a été renforcé en 2015. Il est toujours placé sous la responsabilité du comité éthique du Groupe qui en délègue l'animation, les opérations d'investigation, le suivi des dossiers et le reporting à la Direction de la sûreté du Groupe.

La Direction de la sûreté, placée sous l'autorité du Secrétariat Général, est chargée de définir et de coordonner, au plan mondial, l'ensemble des actions visant à protéger les salariés et les actifs matériels et immatériels du Groupe (hors Faurecia) contre les risques résultant d'actes de malveillance de toute nature.

La Direction des affaires juridiques, rattachée au Secrétariat Général, assure l'élaboration ou la vérification des engagements contractuels pris par le Groupe. Elle est en charge de l'organisation de la défense des intérêts du Groupe dans les litiges qui peuvent l'opposer à des tiers. Elle contribue ainsi à limiter et à gérer les risques juridiques auxquels le Groupe est exposé.

La Direction du contrôle de gestion, placée sous l'autorité du Directeur financier, assure le pilotage de la performance économique du Groupe et, à ce titre, est chargée de proposer à la Direction générale les objectifs annuels et pluriannuels, en termes de croissance, de marge opérationnelle et de rentabilité des capitaux employés. À cet effet, elle anime les processus d'élaboration de plan à moyen terme (PMT) et de cadrage budgétaire. Elle contrôle les résultats des Directions opérationnelles et des projets et assure le reporting de synthèse. En outre, elle a en charge des missions à caractère économique, notamment pour le domaine automobile, tels que le calcul et la fourniture des prix de revient des produits, le contrôle des prix de vente, le contrôle de la rentabilité des projets, le pilotage financier des coopérations industrielles avec les autres constructeurs et des négociations à mener lors des opérations de fusions, acquisitions, cessions, etc., ainsi que la normalisation des règles et standards de gestion.

Le contrôle de la bonne application de ces dispositifs de maîtrise des risques par la Direction de l'audit et du management des risques

La Direction de l'audit et du management des risques vérifie, via des missions d'audit, le respect de l'ensemble des Règles de Fonctionnement édictées. Le plan d'audit annuel, défini en toute indépendance, est élaboré à partir des « Top-Risques Groupe » et est soumis pour validation à la Direction générale et présenté au Comité financier et d'audit du Conseil de Surveillance. La Direction de l'audit et du management des risques évalue également le degré de maturité des dispositifs de maîtrise des risques mis en œuvre et émet, le cas échéant, des recommandations visant à améliorer leur efficacité. 97 missions ont été réalisées en 2015 sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

La fonction de supervision et de contrôle du Conseil de Surveillance

Au sein du Conseil de Surveillance, le Comité financier et d'audit s'assure du suivi de l'efficacité du système de gestion des risques et de contrôle interne. Il prend connaissance des informations qui lui sont communiquées par le Secrétariat Général relatives aux dispositifs en place et à leur degré de maturité, à la cartographie des « Top-Risques Groupe », en particulier des risques significatifs susceptibles d'avoir un impact sur l'information financière et comptable.

3.2. Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Il examine également les principes d'organisation et de fonctionnement de l'Audit interne, donne son avis sur le plan d'audit et est informé des résultats des missions réalisées en exécution de ce plan ainsi que des missions de contrôle de suivi des recommandations aux services audités.

3.2.2.4.2. Banque PSA Finance

Banque PSA Finance (BPF) a mis en place un dispositif de contrôle interne qui est conforme au règlement n° 97-02, relatif au contrôle interne des établissements de crédit. Ce dispositif est décrit dans le rapport annuel de BPF disponible sur son site Internet (www.banquepsafinance.com).

3.2.2.4.3. Faurecia

Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne de Faurecia sont présentés dans le document de référence 2015 de cette dernière, consultable sur son site Internet.

3.2.2.5. ÉLABORATION DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

En complément de la démarche de gestion des Risques décrite ci-avant, qui s'applique à elle comme à toute autre direction du Groupe, la Direction financière a la responsabilité de la définition et de la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne spécifique à l'élaboration et à la publication de l'information comptable et financière.

3.2.2.5.1. Organisation comptable et financière

La Direction financière dispose d'un référentiel technique et organisationnel « Nordic »⁽¹⁾ comprenant : les normes comptables et de consolidation Groupe, les bonnes pratiques comptables, les normes de comptabilité intégrée, les normes de gestion finance, les normes de financement et trésorerie et les normes liées à la fiscalité. Ce référentiel est accessible à tous les salariés du Groupe de manière à garantir une application uniforme des normes. Chaque nature de norme dispose d'un correspondant responsable de la mise à jour.

Les normes comptables décrivent les principes comptables applicables à l'ensemble des filiales du Groupe, par référence aux normes IFRS telles qu'approuvées par l'Union Européenne, en tenant compte des choix comptables ou des anticipations autorisées décidées par le Groupe. Elles précisent notamment les traitements et schémas d'écritures comptables relatifs aux opérations complexes et/ou nouvelles. Les normes comptables sont déclinées de façon spécifique dans le secteur bancaire et chez Faurecia.

Le référentiel de bonnes pratiques comptables élaboré par la Direction de la comptabilité automobile est accessible à l'ensemble des salariés de la division Automobile du Groupe. Il contribue à l'application uniforme des bonnes pratiques identifiées au sein du Groupe en termes de qualité comptable et de contrôle interne.

Un calendrier de gestion Groupe, établi par la Direction centrale du contrôle de gestion, est diffusé annuellement à l'ensemble des services comptables, financiers et de gestion du Groupe. Il fixe notamment pour chaque période mensuelle les différentes dates d'arrêtés comptables, de reporting et de comités de résultats. De même, la Direction de la consolidation établit et diffuse au travers d'une norme le planning de transmission et d'intégration des liasses de consolidation des filiales.

Les systèmes d'information comptables et financiers développés et/ou mis en œuvre dans le Groupe par la Direction informatique répondent aux besoins exprimés par les services utilisateurs (comptabilité, consolidation, gestion, finance, trésorerie). Chaque

application fait l'objet d'une classification en termes de disponibilité, intégrité, confidentialité et traçabilité des informations transmises ou produites. Cette classification détermine le niveau d'exigence de la gestion des accès (confidentialité et traçabilité) ainsi que celui des plans de continuité et de reprise d'activité (disponibilité et intégrité). Les procédures d'archivage et de sauvegarde des données informatisées, mises en œuvre, permettent de respecter les obligations légales en termes de conservation des données et de reconstituer les pistes d'audit en termes de traçabilité de l'information.

Afin de garantir le maintien et l'amélioration de la qualité comptable et du contrôle interne au sein de la division Automobile du Groupe, il a été institué dans chaque service comptable des directions de tutelle concernées un « plan de qualité comptable » placé sous l'autorité du Directeur financier. Ce plan rassemble l'ensemble des actions menées en interne afin de mettre en œuvre les recommandations issues des audits internes et externes mais aussi les améliorations identifiées par les équipes elles-mêmes. Tous les semestres, une réunion de suivi du plan de qualité comptable, présidée par le Directeur financier du Groupe, permet aux opérationnels de décrire l'avancée des plans d'actions.

3.2.2.5.2. Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

L'information financière mise à la disposition de tiers par le Groupe est constituée des états financiers consolidés du Groupe et comptes sociaux de Peugeot S.A., arrêtés par le Directoire et diffusés après examen par le Conseil de Surveillance, des analyses de gestion sur ces états financiers et des communiqués de presse diffusés par le Groupe.

Les résultats consolidés mensuels, semestriels et annuels sont validés conjointement par les services comptables, le service consolidation, le contrôle de gestion central ainsi que les services de gestion de chaque direction. Ils font l'objet d'un reporting établi sur la base des comptes consolidés complets du Groupe, examiné mensuellement par la Direction générale.

L'élaboration des états financiers consolidés du Groupe est un processus assuré par la Direction de la consolidation (en charge également des normes comptables), à partir des comptes « retraités » des sociétés du Groupe hors Faurecia, établis conformément aux normes et interprétations du référentiel comptable IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, et de la sous-consolidation du groupe Faurecia. Les comptes des filiales du Groupe sont établis sous le contrôle des directions comptables et financières des différentes divisions du Groupe (Automobile, Équipement Automobile, Financement). Ces dernières assurent la justification et la validation des comptes sociaux et retraités en liaison avec les Directions opérationnelles et la Direction du contrôle de gestion (co-validation systématique). La Direction de la consolidation établit mensuellement les comptes consolidés du Groupe, qui répondent aux besoins de gestion interne et aux besoins de publication externe pour les clôtures semestrielle et annuelle. La Direction de la comptabilité automobile établit les comptes sociaux et retraités de Peugeot S.A. La Direction de la consolidation, avec les autres directions comptables, prend en compte les travaux des Commissaires aux Comptes.

La consolidation des comptes est réalisée par des équipes dédiées au niveau du Groupe, au niveau de BPF et ses filiales, ainsi qu'au niveau de Faurecia. L'ensemble des sociétés consolidées transmettent chaque mois à l'équipe dédiée concernée leurs états financiers détaillés, établis conformément aux normes du Groupe (compte de résultat, bilan, flux de trésorerie et états analytiques) pour intégration aux comptes consolidés. Chaque filiale est responsable de l'établissement régulier d'un état de rapprochement entre ses capitaux propres sociaux et ses capitaux propres établis conformément aux normes du Groupe et cet état est

(1) À compter de mars 2016, il sera mis fin à l'outil Nordic. L'ensemble des normes seront accessibles à tous les salariés via un outil collaboratif.

contrôlé par l'équipe de consolidation afin de vérifier en particulier la comptabilisation des impôts différés. Toutes les écritures de consolidation sont contrôlées et tracées. Une analyse globale des variations des principaux postes de compte de résultat, bilan ou tableau des flux de trésorerie consolidés est réalisée et diffusée chaque mois à la Direction générale.

La fiabilité des données transmises par les filiales est contrôlée à la fois par leurs équipes de contrôle de gestion, par les directions comptables et financières des divisions et par la Direction de la consolidation.

Les états financiers des filiales sont centralisés à l'aide du logiciel SAP BusinessObjects Financial Consolidation implanté dans toutes les filiales consolidées afin de garantir la sécurité et la traçabilité des données. Toutefois Faurecia dispose de son propre outil de consolidation et remonte sur PSA un sous-pallier opaque.

Les engagements hors bilan sont identifiés au sein de chacune des sociétés du Groupe et sont transmis à la Direction de la consolidation des comptes.

Les dispositifs de contrôle des actifs sont basés sur des inventaires annuels des stocks détenus par le Groupe, mais aussi par des inventaires des immobilisations corporelles détenues sur les sites du Groupe, organisés par rotation une fois tous les trois ans. Ces inventaires sont réalisés selon des procédures strictes en termes de séparation des tâches et de contrôle des comptages, qui en garantissent la fiabilité.

Les orientations de placement et de financement ainsi que l'évaluation de l'ensemble des risques de contreparties auxquelles le Groupe est exposé du fait de ses opérations sur les marchés financiers sont validées par la Direction financière.

La Direction de la communication financière rattachée hiérarchiquement à la Direction financière est responsable de toutes

les opérations de communication auprès des investisseurs et des autorités de marchés financiers. Elle coordonne notamment les opérations de rédaction du document de référence annuel par les différentes entités contributrices du Groupe et veille au respect du planning d'élaboration et de diffusion, et ce en concertation avec les Commissaires aux Comptes. La Direction du contrôle de gestion est responsable quant à elle de l'élaboration et de la présentation des données financières de synthèse en termes d'analyses de résultats ou de prévisions.

3.2.2.6. DILIGENCES AYANT SOUS-TENDU LA PRÉPARATION DU RAPPORT SUR LE CONTRÔLE INTERNE

Les diligences mises en œuvre pour établir ce rapport ont principalement consisté à :

- recenser l'ensemble des pratiques existant au sein des Directions opérationnelles du Groupe concernant l'existence de procédures et la réalisation d'analyses des risques ainsi que leur mise à jour périodique ;
- vérifier l'adéquation des dispositifs de contrôle interne du Groupe avec les principes généraux posés par le cadre de référence des dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne établi sous l'égide de l'AMF ;
- de manière plus détaillée, s'assurer, au niveau de la Direction financière et avec le soutien des équipes comptables, de consolidation, de communication financière et de gestion, que les processus de production et d'arrêtés des comptes du Groupe respectent les critères de qualité définis pour chaque catégorie d'opérations par le guide d'application intégré au cadre de référence.

3.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A.

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil de Surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 24 février 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Louis Simon

Jérôme de Pastors

Christian Mouillon

Marc Stoessel

3.4. RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Ce chapitre a été établi avec le concours du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance.

La rémunération des membres du Directoire et celle des membres du Conseil de Surveillance est déterminée par le Conseil de Surveillance sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance. Dans son analyse et ses propositions au Conseil, le comité est attentif au respect des recommandations du code AFEF-MEDEF dans sa version de novembre 2015.

3.4.1. Rémunération des membres du Directoire

La politique de rémunération prend en compte les principes d'exhaustivité, d'équilibre, de cohérence, d'intelligibilité et de mesure.

L'ensemble des éléments de rémunération de chaque membre du Directoire est revu chaque année pour apprécier globalement la rémunération de chacun (rémunération fixe, rémunération variable, attribution éventuelle d'actions de performance, régime de retraite, autres avantages).

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

En 2015, la structure de la rémunération évolue afin de favoriser la réalisation d'objectifs à court et long terme dans une optique de rationalisation et d'alignement des intérêts des membres du Directoire avec ceux de l'entreprise et des actionnaires.

Elle se décompose en trois éléments :

- d'une part fixe annuelle ;
- d'une part variable annuelle ;
- d'un plan de rémunération long terme (actions de performance).

Des benchmarks de sociétés comparables du CAC 40 ont été réalisés par un cabinet indépendant concernant la rémunération fixe, la rémunération variable et le plan de performance à long terme.

Les montants correspondant aux rémunérations 2015 figurent aux tableaux page 139 et suivantes ci-après.

La rémunération fixe

La rémunération fixe annuelle du Président du Directoire et des membres du Directoire reflète les responsabilités qu'ils assument. Elle est restée inchangée depuis 2009.

En 2015, la rémunération fixe annuelle du Président du Directoire s'est élevée à 1 300 000 euros et celle des autres membres du Directoire à 618 000 euros. M. Grégoire Olivier, membre du Directoire qui est basé en Chine, bénéficie en outre d'une prime. Par le passé, cette prime était une prime d'éloignement correspondant à 50 % de sa rémunération fixe. Depuis 2015, il s'agit d'une prime d'expatriation dont le montant sera dégressif : 35 % de sa rémunération fixe puis 10,5 % à compter de 2018.

La rémunération variable

La rémunération variable est conçue afin d'aligner la rétribution des membres du Directoire avec la performance annuelle du Groupe et de contribuer année après année à la mise en œuvre de sa stratégie. Elle est exprimée en pourcentage de la rémunération fixe annuelle.

Président du Directoire

La rémunération variable maximum peut représenter en cible 150 % de la rémunération fixe pour le Président du Directoire.

Autres membres du Directoire

Pour les autres membres du Directoire, la rémunération variable maximum peut représenter en cible 110 % de leur rémunération fixe.

Des objectifs précis, préétablis et ambitieux

Sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, le Conseil de Surveillance détermine en début d'exercice des objectifs qualitatifs et quantitatifs précis et ambitieux pour l'exercice.

Des objectifs communs aux membres du Directoire, ainsi que des objectifs individuels, leur sont assignés.

Objectifs préétablis pour l'exercice 2015

Comme pour tous les salariés du Groupe bénéficiaires d'une part variable, un seuil de déclenchement s'applique à la part variable des membres du Directoire : aucune part variable n'est payée si le résultat opérationnel courant de la division Automobile est inférieur à zéro. Pour les membres du Directoire, un deuxième seuil de déclenchement conditionne le paiement de leur part variable : le *free cash flow* opérationnel 2015 des sociétés industrielles et commerciales – ci-après « SIC » – (hors restructurations et éléments exceptionnels) doit être supérieur à zéro.

La structure des objectifs de la part variable est la suivante :

- objectifs économiques communs : 80 % de la part variable maximale.

Pour 2015, deux objectifs économiques communs ont été fixés aux membres du Directoire, chaque objectif représentant 40 % de la part variable maximale à laquelle chaque dirigeant mandataire social a droit :

- un objectif lié au *free cash flow* opérationnel Groupe cumulé 2014 et 2015 : 40 %,
- un objectif lié au Résultat Opérationnel Courant PSA (ROC Groupe + ROC BPF + 50 % JV Chine) en 2015 : 40 % ;

- objectifs annuels de performance propres à chaque membre du Directoire : 20 % de la part variable maximale.

Des objectifs annuels de performance (OAP) propres à chaque membre du Directoire ont été fixés pour 2015 (voir détails ci-après), à hauteur de 20 % de la part variable maximale. Chaque objectif comprend un seuil de déclenchement égal aux valeurs réalisées en 2014.

Le niveau de réalisation requis pour ces critères a été établi de façon précise, en relation avec les éléments correspondants du budget.

Les objectifs sont détaillés ci-après dans le tableau relatif à l'atteinte des objectifs en 2015.

Niveau d'atteinte des objectifs en 2015

La part variable de l'exercice écoulé a été fixée par le Conseil de Surveillance du 23 février 2016 en fonction du degré de réalisation des objectifs ainsi prédéfinis :

	Pourcentage de réalisation des objectifs	Montant de la part variable attribuée	Rémunération variable atteinte (en pourcentage de la rémunération fixe) :	Rémunération variable cible (en pourcentage de la rémunération fixe) :
Carlos Tavares, Président du Directoire	99 %	1 930 500 €	148,50 %	150 %
Jean-Baptiste de Chatillon	100 %	679 800 €	110 %	110 %
Grégoire Olivier	88 %	598 224 €	96,80 %	110 %
Jean-Christophe Quémard	100 %	679 800 €	110 %	110 %

Réalisation des seuils de déclenchement et des objectifs :

Répartition seuils/objectifs	Seuils/objectifs	Nature du critère	Seuil de déclenchement
Double seuil de déclenchement	Résultat opérationnel courant de la division Automobile supérieur à 0	Résultat économique	Atteint
	Free cash flow opérationnel 2015 des SIC (hors restructurations et éléments exceptionnels) supérieur à 0	Résultat économique	Atteint

Répartition seuils/objectifs	Seuils/objectifs	Nature du critère	Seuil de déclenchement	Pourcentage de l'objectif atteint
Objectifs économiques communs représentant chacun 40 % de la part variable maximale	Free cash flow Opérationnel Groupe 2014 et 2015	Résultat économique	Seuil de déclenchement très élevé (à hauteur des ¾ de l'objectif) : Atteint	100 %
	Résultat Opérationnel Courant PSA (ROC Groupe + ROC BPF + 50 % JV Chine) en 2015	Résultat économique	Seuil de déclenchement très élevé (à hauteur de 70 % de l'objectif) : Atteint	100 %
Objectifs propres à chaque dirigeant mandataire social représentant 20 % de la part variable maximale				
Carlos Tavares, Président du Directoire	› Sécurité au travail et qualité des véhicules	Responsabilité sociétale des entreprises	Seuil de déclenchement à hauteur du réalisé 2014 : Atteint	95 %
Jean-Baptiste de Chatillon	› Résultats activité Pièces et Services et Banque PSA Finance	Résultat économique	Seuil de déclenchement à hauteur du réalisé 2014 : Atteint	100 %
Grégoire Olivier	› Résultats DPCA	Résultat économique	Seuil de déclenchement à hauteur du réalisé 2014 : Atteint	40 %
Jean-Christophe Quémard	› Résultat de la région Moyen-Orient Afrique	Résultat économique	Seuil de déclenchement à hauteur du réalisé 2014 : Atteint	100 %

Dispositif de retraite

Dénonciation du régime de retraite à prestations définies et mise en place d'un abondement dédié à la retraite

Sur proposition du Président du Directoire, le Conseil de Surveillance du 15 décembre 2015 a validé le principe de mettre fin, avec effet au 31 décembre 2015, au régime de retraite supplémentaire à prestations définies dont bénéficiaient les dirigeants mandataires sociaux et les membres du Comité Exécutif du Groupe.

Un nouveau système de retraite a été mis en place à compter du 1^{er} janvier 2016 ; ainsi l'entreprise ne garantira plus un certain niveau de retraite mais versera un montant annuel directement lié aux résultats du Groupe et à sa performance. Ce dispositif prévoit le versement d'un abondement annuel dédié à la retraite, composé à 50 % de cotisations versées à un organisme tiers dans le cadre d'un régime de retraite à cotisations définies à adhésion facultative (article 82) et à 50 % d'une somme en numéraire (compte tenu d'un dispositif reposant sur une fiscalisation à l'entrée).

L'abondement annuel sera égal à 25 % de la somme de la rémunération fixe et de la rémunération variable de l'année. Il

dépend ainsi des performances de l'entreprise par l'assiette de calcul qui intègre la part variable liée aux résultats du Groupe. Le cumul des abondements annuels et du solde des droits ci-après ne pourra pas dépasser un montant égal à 8 plafonds annuels de la Sécurité Sociale multipliés par 23 (coefficient actuariaire correspondant au nombre moyen d'années de rentes).

Compte tenu des droits liés aux caractéristiques du régime de retraite à prestations définies auquel il a été mis fin ⁽¹⁾, et accumulés par les bénéficiaires à fin 2015, le Conseil de Surveillance attribue un solde de droits aux bénéficiaires ; celui-ci applique aux droits ainsi constitués une décote fonction de l'âge, de l'ancienneté dans le régime et de l'ancienneté dans le Groupe. Il est composé à 50 % de cotisations versées à un organisme tiers et à 50 % en numéraire. Le versement du solde de droits s'étalera sur trois années, ce qui représente par an pour les membres du Directoire : 470 000 euros pour M. Tavares, 332 000 euros pour M. de Chatillon, 486 667 euros pour M. Olivier et 510 000 euros pour M. Quémard (montants soumis à charges et impôt sur le revenu, soit en net environ 50 % du montant ci-dessus). Ces versements seront conditionnés à la présence dans l'entreprise à la fin de chacune des années concernées ; le premier versement aura lieu fin 2016.

Sollicité préalablement à sa mise en place, le Haut Comité de Gouvernement d'Entreprise a considéré ce nouveau dispositif conforme sur le fond aux recommandations du code AFEP-MEDEF. Le Comité d'Entreprise de Peugeot S.A. a, par ailleurs, émis un avis unanime favorable sur ce nouveau dispositif.

À la suite de ces avis, l'ensemble du dispositif a été autorisé par le Conseil de Surveillance conformément à la procédure des conventions et engagements réglementés. Il sera soumis, sur le rapport spécial des Commissaires aux Comptes, à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 27 avril 2016.

Impacts comptables de ce nouveau dispositif

Ce nouveau dispositif a généré une économie de 34 millions d'euros dans les comptes consolidés 2015, nette du coût de passage d'un dispositif à l'autre. Il sera par la suite moins coûteux pour le Groupe. Pour les quatre membres du Directoire, la charge du nouveau dispositif (incluant le coût du passage d'un dispositif à l'autre) représente 40 % de celle du dispositif précédent ; à titre d'exemple la charge pour le Président du Directoire sera divisée par plus de trois. Par ailleurs, le Directoire a décidé de redistribuer à l'ensemble des salariés les économies ainsi réalisées portant sur le régime de retraite des dirigeants. Cette redistribution vient en complément des dispositifs actuels de rémunération et d'association aux résultats du Groupe.

Autres avantages

Les membres du Directoire ne bénéficient d'aucun avantage en nature autre que la mise à disposition d'un véhicule de fonction et une couverture médicale.

Il n'existe aucun engagement donné en faveur des membres du Directoire, passés ou actuels, concernant des avantages dus à l'occasion de la cessation de leur mandat.

Le détail des rémunérations, engagements et avantages de toute nature consentis aux membres du Directoire au titre de leurs mandats pour l'exercice 2015 est présenté dans les tableaux page 139 et suivantes ci-après.

Attribution d'options ou d'actions de performance

De 2009 à 2014, les membres du Directoire n'ont pas bénéficié d'attribution d'options ou d'actions de performance.

Les membres du Directoire ayant bénéficié d'un plan d'attribution d'options d'achat d'actions en 2008 étaient soumis à des obligations de conservation ⁽²⁾ et à l'interdiction de recourir à des instruments de couverture.

Plan d'attribution d'actions de performance 2015

Le Conseil de Surveillance du 17 février 2015 a décidé de procéder à une attribution d'actions de performance pour les membres du Directoire conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 24 avril 2013.

L'attribution au Président du Directoire a porté sur 130 000 actions de performance et aux autres membres du Directoire sur 65 000 actions de performance. Cette attribution s'est inscrite dans un plan d'ensemble portant sur plusieurs centaines de cadres dirigeants et supérieurs du Groupe, pour un total de 2 465 000 actions (représentant 0,31 % du capital à la date de la décision d'attribution, dont 0,04 % pour les membres du Directoire).

Les actions ne sont définitivement acquises qu'au terme d'une période de deux ans. Les actions, une fois acquises, devront être conservées par les membres du Directoire pendant une durée de deux ans à compter de la date de leur acquisition.

L'acquisition définitive a été soumise à des conditions de performance en termes de *free cash flow* opérationnel des sociétés industrielles et commerciales 2014-2016 cumulé, de position financière nette des sociétés industrielles et commerciales en 2016 et de résultat opérationnel courant automobile en 2016. Le système est additif (un tiers au titre du FCF + un tiers au titre de la position financière + un tiers au titre du ROC auto).

(1) Les droits potentiels liés aux caractéristiques du régime de retraite à prestations définies auquel il a été mis fin auraient représenté 7 % de son revenu de référence pour M. Tavares et 30 % pour MM. de Chatillon, Olivier et Quémard compte tenu de l'atteinte du plafond du régime par ces derniers (revenu de référence = somme de la moyenne des trois dernières années de rémunération fixe et de la moyenne des huit dernières années de rémunération variable projetées à la retraite).

(2) Obligation de conserver sous la forme nominative jusqu'à la fin de leur mandat une quantité d'actions issues de la levée des options attribuées correspondant à 15 % de la plus-value théorique brute réalisable.

Le nombre d'actions initialement attribuées à un bénéficiaire a été divisé par trois conduisant à déterminer pour chaque bénéficiaire trois fractions. L'acquisition du nombre d'actions constituant chaque fraction est soumise à un objectif de performance spécifique :

Fractions des actions initialement attribuées (chaque fraction = 1/3 des actions)	Nature de l'objectif de performance	Seuil de déclenchement	Cible
Fraction 1	Free cash flow opérationnel des sociétés industrielles et commerciales cumulé au terme des exercices 2014 à 2016	Ce seuil d'un niveau élevé conditionnera l'acquisition de 25 % des actions de la fraction.	Au-delà des seuils de déclenchement, l'acquisition des actions variera de façon linéaire jusqu'à l'acquisition de 100 % des actions de chaque fraction en cas d'atteinte de la cible de l'objectif de performance assigné.
Fraction 2	Position financière nette des sociétés industrielles et commerciales au 31 décembre 2016	Si ce seuil de déclenchement n'est pas atteint, aucune action ne sera acquise au titre de la fraction concernée.	
Fraction 3	Résultat opérationnel courant automobile de l'exercice 2016	L'acquisition de 100 % des actions de la fraction 3 est conditionnée à l'atteinte de l'objectif de performance de la Fraction 3. Si cet objectif de performance n'est pas atteint, aucune action ne sera acquise au titre de la fraction 3.	

Les objectifs chiffrés ne sont pas rendus publics pour des raisons de confidentialité.

Cette attribution a été assortie pour chaque membre du Directoire :

- d'une obligation de conserver, au nominatif et jusqu'à la cessation de ses fonctions, au moins 50 % du nombre d'actions définitivement acquises (en fonction de l'atteinte des conditions de performance) ;
- d'une obligation d'acquérir, à la date de disponibilité des actions attribuées, un nombre d'actions équivalent à 5 % du nombre d'actions définitivement acquises (en fonction de l'atteinte des conditions de performance) ; et
- d'un engagement de ne pas recourir à des opérations de couverture de leur risque sur les actions attribuées, et ce jusqu'à la fin de la période de conservation des actions qui leur auront été effectivement attribuées.

Le détail des plans d'options d'achat d'actions en vigueur au 31 décembre 2015, est exposé dans la Note 11 aux États financiers de Peugeot S.A. figurant dans le chapitre 6 du présent document de référence. Le tableau ci-après page 142 précise qu'aucune option n'a été levée par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2015.

Contrat de travail

Aucun membre du Directoire n'exerce de fonction salariée dans le Groupe, étant précisé que les contrats de travail de MM. Jean-Baptiste de Chatillon, Grégoire Olivier et Jean-Christophe Quémard sont suspendus. Cette suspension est justifiée par l'ancienneté importante acquise dans leurs fonctions de salarié. M. Carlos Tavares n'est pas titulaire d'un contrat de travail.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION 2016

Le Conseil de Surveillance du 23 février 2016 a déterminé, sur proposition du Directoire et sur avis du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, les éléments de rémunérations 2016 comme suit :

La rémunération fixe

En 2016, le montant de la part fixe de la rémunération du Président et des autres membres du Directoire est inchangée : 1 300 000 euros pour le Président du Directoire et 618 000 euros pour les autres membres du Directoire.

La rémunération variable

En 2016, la rémunération variable peut représenter en cible 150 % de la rémunération fixe du Président du Directoire et 110 % de celle des autres membres du Directoire.

Les objectifs collectifs du Groupe (OCG) représentent 80 % de la part variable cible des membres du Directoire et les objectifs annuels de performance (OAP) propres à chaque membre du Directoire représentent 20 % de la part variable cible.

Afin de disposer d'une structure de rémunération variable conforme aux pratiques très majoritaires du marché et de valoriser la surperformance au sens du dépassement des objectifs, une rémunération du dépassement d'objectifs est mise en place à compter de 2016. Ainsi, dans l'hypothèse où la totalité des objectifs collectifs du Groupe seraient dépassés, une rémunération supplémentaire pourra être attribuée, portant ainsi la rémunération variable maximale de 150 % à 180 % pour le Président du Directoire et de 110 % à 130 % pour les autres membres du Directoire.

La structure des objectifs de la part variable est la suivante :

Répartition seuils/objectifs	Seuils/objectifs	Nature du critère
Double seuil de déclenchement	Résultat opérationnel courant de la division Automobile supérieur à un chiffre positif.	Résultat économique
	Free cash flow opérationnel 2015 des SIC (hors restructurations et éléments exceptionnels) supérieur à un chiffre positif.	Résultat économique

Répartition seuils/objectifs	Seuils/objectifs	Nature du critère	Pourcentage de la part variable maximale
Objectifs collectifs Groupe (OCG) représentant 80 % de la part variable maximale	Marge Opérationnelle division Automobile (40 % des OCG)	Résultat économique	32 %
	Croissance du chiffre d'affaires de la division Automobile (40 % des OCG)	Résultat économique	32 %
	Qualité des véhicules (20 % des OCG)	Responsabilité sociétale des entreprises	16 %

Répartition seuils/objectifs	Seuils/objectifs	Nature du critère	Pourcentage de la part variable maximale
Objectifs propres à chaque dirigeant mandataire social représentant 20 % de la part variable maximale			
Carlos Tavares, Président du Directoire :	› Résultat opérationnel courant du Groupe (+100 %BPF + 50 % JV Chine)	Résultat économique	10 %
	› Sécurité au travail › Enjeu de mobilité durable : émission de CO ₂ (corporate average fuel efficiency 50 % Europe, 50 % Chine)	Responsabilité sociétale des entreprises	10 %
Jean-Baptiste de Chatillon :	› Résultats Pièces et Services	Résultat économique	10 %
	› Résultat courant opérationnel Peugeot Citroën Retail	Résultat économique	5 %
	› Profit Banque PSA Finance	Résultat économique	5 %
Grégoire Olivier :	› Volume ventes DPCA › Profit DPCA	Résultat économique	15 %
	› Résultat courant opérationnel CAPSA › Volume ventes CAPSA	Résultat économique	5 %
Jean-Christophe Quémard :	› Résultat courant opérationnel Région Afrique Moyen Orient (DMOA)	Résultat économique	10 %
	› Volume ventes mondiales DMOA	Résultat économique	10 %

Les objectifs chiffrés ne sont pas rendus publics pour des raisons de confidentialité.

Projet de plan d'attribution d'actions de performance 2016

Suivant sa décision du 23 février 2016, le Conseil de Surveillance envisage la mise en place d'un nouveau plan d'attribution d'actions de performance en 2016 à l'issue de l'Assemblée Générale du 27 avril 2016 afin de bénéficier des nouvelles dispositions de la Loi Macron du 6 août 2015.

L'attribution au Président du Directoire portera sur 130 000 actions de performance et aux autres membres du Directoire sur 60 000 actions de performance. Cette attribution s'inscrira dans un plan d'ensemble portant sur plusieurs centaines de cadres dirigeants

et supérieurs du Groupe, pour un total de 2 100 000 actions (représentant 0,26 % du capital).

La période d'acquisition sera divisée en deux parties : 50 % des actions initialement attribuées ne seront définitivement acquises qu'au terme d'une période d'acquisition de trois ans ; et les autres 50 % qu'au terme d'une période d'acquisition de quatre ans.

La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de chaque période d'acquisition sera appréciée sur une période de performance de trois exercices consécutifs (2016-2018).

L'acquisition définitive sera soumise à deux conditions de performance du nouveau plan stratégique du Groupe qui sera publiquement présenté le 5 avril 2016. La nature des objectifs de performance sera donc communiquée à cette date.

Fractions des actions de chaque période d'acquisition (chaque fraction = 50 % des actions de chaque période d'acquisition)	Nature d'objectif de performance	Seuil de déclenchement	Cible
Fraction 1	Objectif 1 du nouveau plan stratégique	Principe : seuil de déclenchement égal à l'objectif de performance du nouveau plan stratégique. 50 % des actions de la fraction seront acquises en cas d'atteinte de ce seuil de déclenchement. Si ce seuil de déclenchement n'est pas atteint, aucune action ne sera acquise au titre de cette fraction, ni de la Fraction 2.	Principe : cible supérieure à l'objectif 1 du nouveau plan stratégique. Au-delà du seuil de déclenchement, l'acquisition des actions variera de façon linéaire jusqu'à l'acquisition de 100 % des actions de la fraction en cas d'atteinte de la cible.
Fraction 2	Objectif 2 du nouveau plan stratégique	Principe : seuil de déclenchement proche de l'objectif de performance du nouveau plan stratégique. 50 % des actions de la fraction seront acquises en cas d'atteinte de ce seuil de déclenchement. Si ce seuil de déclenchement n'est pas atteint, aucune action ne sera acquise au titre de la Fraction 2.	Principe : cible supérieure à l'objectif 2 du nouveau plan stratégique. Au-delà du seuil de déclenchement, l'acquisition des actions variera de façon linéaire jusqu'à l'acquisition de 100 % des actions de la fraction en cas d'atteinte de la cible.

Il n'y aura pas de période de conservation dans le cadre de ce plan. Cette attribution sera assortie pour chaque membre du Directoire :

- d'une obligation de conserver, au nominatif et jusqu'à la cessation de ses fonctions, au moins 25 % du nombre d'actions définitivement acquises (en fonction de l'atteinte des conditions de performance) à l'issue de la période d'acquisition ;
- d'une obligation d'acquérir, à la date de disponibilité des actions attribuées, un nombre d'actions équivalent à 5 % du nombre d'actions définitivement acquises (en fonction de l'atteinte des conditions de performance) à l'issue de la période d'acquisition ; et
- d'un engagement de ne pas recourir à des opérations de couverture de leur risque sur les actions attribuées.

Les obligations de conservation et d'acquisition susmentionnées, applicables à chaque membre du Directoire, cesseront dès lors qu'il détiendra au nominatif un nombre d'actions correspondant à plus de deux années de sa rémunération fixe brute. Elles redeviendront toutefois applicables au cas où le niveau cible ne serait plus respecté par la suite. Le calcul sera effectué en prenant en compte le cours de l'action lors de l'acquisition des actions de performance.

AVIS DES ACTIONNAIRES SUR LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

Les éléments de rémunération des membres du Directoire, qui seront soumis à l'avis de l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 avril 2016 en application des recommandations du code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées (§ 24.3), sont présentés au chapitre 8.1.

3.4.2. Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil de Surveillance, ainsi que les censeurs, sont rémunérés par des jetons de présence dont le montant annuel global est préalablement autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ce montant a été fixé jusqu'à nouvelle décision à 1 000 000 euros ⁽¹⁾ par l'Assemblée Générale de Peugeot S.A. du 31 mai 2011.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES JETONS DE PRÉSENCE

En 2015, les jetons de présence sont composés :

Pour la participation aux séances du Conseil :	Pour la participation aux séances des comités :	Pour les Censeurs :
<ul style="list-style-type: none"> part fixe : 20 000 €, part variable : 4 000 € pour chaque participation à une réunion du Conseil*, cette part variable étant plafonnée à 20 000 € par an. 	<ul style="list-style-type: none"> part fixe : 15 000 €, portée à 30 000 € pour la Présidence du Comité financier et d'audit et à 20 000 € pour la Présidence des autres comités. 	<ul style="list-style-type: none"> part fixe de 10 000 €, part variable : 2 000 € pour chaque participation à une réunion du Conseil*, cette part variable étant plafonnée à 10 000 € par an.

* Y compris par audio-conférence ou visio-conférence.

La rémunération du Président du Conseil de Surveillance (à laquelle M. Gallois a renoncé) s'élève à 300 000 euros et celle des vice-Présidents à 40 000 euros. Ces rémunérations ne sont pas prélevées sur le montant annuel global des jetons de présence.

À compter de 2016, le Conseil de Surveillance du 20 octobre 2015 a décidé d'instituer une part variable prépondérante aux jetons de présence qui seront répartis comme suit :

Pour la participation aux séances du Conseil :	Pour la participation aux séances des comités :	Présidence d'un Comité :	Pour les Censeurs :
<ul style="list-style-type: none"> part fixe : 16 000 €, part variable : 24 000 €, si 100 % de présence aux séances*, au prorata en cas d'absence. 	<ul style="list-style-type: none"> part fixe : 6 000 €, part variable : 9 000 € si 100 % de présence aux séances*, au prorata en cas d'absence. 	Présidence du Comité financier et d'audit : <ul style="list-style-type: none"> part fixe : 12 000 €, part variable : 18 000 € si 100 % de présence aux séances*, au prorata en cas d'absence. Présidence des autres comités : <ul style="list-style-type: none"> part fixe : 8 000 €, part variable : 12 000 € si 100 % de présence aux séances*, au prorata en cas d'absence. 	<ul style="list-style-type: none"> part fixe de 8 000 €, part variable de 12 000 € si 100 % de présence aux séances*, au prorata en cas d'absence.

* Y compris par audio-conférence ou visio-conférence.

Pour les mandats ayant pris fin ou ayant pris effet en cours d'année, la partie fixe des jetons de présence attribuable sera calculée au prorata temporis. En cas de risque de dépassement de l'enveloppe globale de 1 million d'euros au cours d'une année, un coefficient de réduction peut être appliqué sur le montant des jetons de présence attribuables aux membres et aux Censeurs.

La rémunération du Président du Conseil de Surveillance et celle des vice-Présidents demeurent inchangées.

En 2015 comme en 2014, M. Louis Gallois a renoncé à sa rémunération de Président du Conseil de Surveillance et à l'attribution des jetons de présence qui lui étaient dus. Mme Anne

Valleron (représentant les salariés actionnaires) a également renoncé, comme en 2013 et 2014, à ses jetons de présence.

Les jetons de présence de MM. Bruno Bézard et Aymeric Ducroq sont versés à l'État (Trésor Public), ceux de Mme Florence Verzelen à SOGEP, et ceux de MM. Zhu Yanfeng, Liu Weidong et Wei Wenqing à Dongfeng.

Les membres du Conseil de Surveillance ne bénéficient d'aucun avantage en nature à l'exception du Président du Conseil de Surveillance qui dispose d'un véhicule de fonction. La Société rembourse aux membres du Conseil de Surveillance les frais exposés pour l'exercice de leur mission.

(1) Il est proposé à l'Assemblée Générale du 27 avril 2016 de porter le montant annuel global des jetons de présence à 1 100 000 euros.

3.4.3. Montant des rémunérations et avantages versés

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Carlos TAVARES Président du Directoire	Montants au titre de l'exercice 2014		Montants au titre de l'exercice 2015	
	Dus	Versés en 2014	Dus	Versés en 2015
Rémunération fixe en tant que membre du Directoire (01/01/2014-30/03/2014)				
Rémunération variable en tant que membre du Directoire (01/01/2014-30/03/2014)	154 500	154 500		153 419
Rémunération fixe en tant que Président du Directoire	976 894	976 894	1 300 000	1 300 000
Rémunération variable en tant que Président du Directoire	1 462 500		1 930 500	1 462 500
Avantage en nature voiture	2 880	2 880	2 880	2 880
Avantage en couverture médicale	743*	743*	804*	804*
TOTAL	2 750 936	1 135 017	3 234 184	2 919 603

* Cotisations patronales réintégrées à la rémunération brute en application de la Loi n° 2013-1278 du 20 décembre 2013.

Jean-Baptiste CHASSELOUP DE CHATILLON Membre du Directoire Directeur financier Directeur des Systèmes d'information	Montants au titre de l'exercice 2014		Montants au titre de l'exercice 2015	
	Dus	Versés en 2014	Dus	Versés en 2015
Rémunération fixe	618 000	618 000	618 000	618 000
Rémunération variable	621 473	0	679 800	621 473
Rémunérations diverses				
Avantage en nature voiture	2 880	2 880	2 880	2 880
Avantage en couverture médicale	743*	743*	804*	804*
TOTAL	1 243 096	621 623	1 301 484	1 243 157

* Cotisations patronales réintégrées à la rémunération brute en application de la Loi n° 2013-1278 du 20 décembre 2013.

Grégoire OLIVIER Membre du Directoire Directeur Chine et ASEAN	Montants au titre de l'exercice 2014		Montants au titre de l'exercice 2015	
	Dus	Versés en 2014	Dus	Versés en 2015
Rémunération fixe	618 000	618 000	618 000	618 000
Rémunération variable	621 473		598 224	621 473
Rémunération exceptionnelle				
Prime éloignement (2014)/ Prime d'expatriation (2015)	309 000	309 000	216 300	216 300
Avantage en nature voiture	2 880	2 880	2 880	2 880
Avantage en couverture médicale	743*	743*	804*	804*
TOTAL	1 552 096	930 623	1 436 208	1 459 457

* Cotisations patronales réintégrées à la rémunération brute en application de la Loi n° 2013-1278 du 20 décembre 2013.

Jean-Christophe QUÉMARD Membre du Directoire Directeur zone Afrique-Moyen-Orient	Montants au titre de l'exercice 2014		Montants au titre de l'exercice 2015	
	Dus	Versés en 2014	Dus	Versés en 2015
Rémunération fixe	618 000	618 000	618 000	618 000
Rémunération variable	621 473		679 800	621 473
Rémunérations diverses				
Avantage en nature voiture	2 880	2 880	2 880	2 880
Avantage en couverture médicale	743*	743*	804*	804*
TOTAL	1 243 096	621 623	1 301 484	1 243 157

* Cotisations patronales réintégrées à la rémunération brute en application de la Loi n° 2013-1278 du 20 décembre 2013.

MM. Carlos Tavares et Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon ne perçoivent pas de jetons de présence au titre de leur mandat d'administrateur de la société Faurecia.

TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Carlos TAVARES Président du Directoire	Exercice 2014	Exercice 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice en tant que membre du Directoire (01/01/2014-30/03/214) (détaillées au tableau ci-dessus)	308 812	
Rémunérations dues au titre de l'exercice en tant que Président du Directoire (détaillées au tableau ci-dessus)	2 442 124	3 234 184
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillés au tableau ci-après page 142)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau ci-après page 143)	0	130 000 actions valorisées 2 011 100 € (juste valeur estimée selon les normes IFRS appliquées pour l'établissement des comptes consolidés)
TOTAL	2 750 936	5 245 284

Jean-Baptiste CHASSELOUP DE CHATILLON Membre du Directoire Directeur financier Directeur des Systèmes d'information	Exercice 2014	Exercice 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessus)	1 243 096	1 301 484
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillés au tableau ci-après page 142)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau ci-après page 143)	0	65 000 actions valorisées 1 005 550 € (juste valeur estimée selon les normes IFRS appliquées pour l'établissement des comptes consolidés)
TOTAL	1 243 096	2 307 034

Grégoire OLIVIER Membre du Directoire Directeur Chine et ASEAN	Exercice 2014	Exercice 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessus)	1 552 096	1 436 208
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillés au tableau ci-après page 142)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau ci-après page 143)		65 000 actions valorisées 876 850 € (juste valeur estimée selon les normes IFRS appliquées pour l'établissement des comptes consolidés)
TOTAL	1 552 096	2 313 058

Jean-Christophe QUÉMARD Membre du Directoire Directeur zone Afrique-Moyen-Orient	Exercice 2014	Exercice 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessus)	1 243 096	1 301 484
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillés au tableau ci-après page 142)		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau ci-après page 143)		65 000 actions valorisées 1 005 550 € (juste valeur estimée selon les normes IFRS appliquées pour l'établissement des comptes consolidés)
TOTAL	1 243 096	2 307 034

JETONS DE PRÉSENCE ET LES AUTRES RÉMUNÉRATIONS PERÇUS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX NON DIRIGEANTS

Mandataires sociaux non dirigeants	Montant versés au cours de l'exercice 2014	Montant versés au cours de l'exercice 2015 premier semestre	Montant versés au cours de l'exercice 2015 deuxième semestre	Montant versés au cours de l'exercice 2015
Louis GALLOIS ⁽¹⁾				
Président et membre du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence, autres rémunérations	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾
Bruno BÉZARD				
Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	24 667	18 000	18 000	36 000
Jetons de présence (participation aux comités)	20 000	15 000	15 000	30 000
Autres rémunérations (vice-Présidence du Conseil de Surveillance)	26 666	20 000	20 000	40 000
Marie-Hélène PEUGEOT RONCORONI				
Vice-Président du Conseil de Surveillance Représentant permanent d'EPF au Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	33 333	22 000	18 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	20 000	15 000	15 000	30 000
Autres rémunérations (vice-Présidence du Conseil de Surveillance)	20 000	20 000	20 000	40 000
ZHU Yanfeng				
Vice-Président du Conseil de Surveillance depuis le 04/06/2015 – Représentant permanent de DMHK				
Jetons de présence		5 666	18 000	23 666
Jetons de présence (participation aux comités)		2 500	15 000	17 500
Autres rémunérations (vice-Présidence du Conseil de Surveillance)		3 333	20 000	23 333
XU Ping				
Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance jusqu'au 04/06/2015				
Jetons de présence	26 667	16 333		16 333
Jetons de présence (participation aux comités)	20 000	12 500		12 500
Autres rémunérations (vice-Présidence du Conseil de Surveillance)	26 667	16 667		16 667
Patricia BARBIZET				
Membre du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	40 000	22 000	18 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	35 000	22 500	22 500	45 000
Pamela KNAPP				
Membre du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	40 000	22 000	18 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	25 000	15 000	15 000	30 000
Jean-François KONDRATIUK				
Membre du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	40 000	22 000	18 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	20 000	15 000	15 000	30 000
LIU Weidong				
Membre du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	26 667	22 000	18 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	23 333	17 500	17 500	35 000
Robert PEUGEOT ⁽²⁾				
Représentant permanent de FFP au Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	40 000	22 000	18 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	35 000	17 500	17 500	35 000

	Montant versés au cours de l'exercice 2014	Montant versés au cours de l'exercice 2015 premier semestre	Montant versés au cours de l'exercice 2015 deuxième semestre	Montant versés au cours de l'exercice 2015
Mandataires sociaux non dirigeants				
Henri Philippe REICHSTUL				
Membre du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	40 000	18 000	22 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	25 000	15 000	15 000	30 000
Dominique REINICHE				
Membre du Conseil de Surveillance jusqu'au 15/12/2015				
Jetons de présence	40 000	18 000	18 000	36 000
Jetons de présence (participation aux comités)	30 000	15 000	15 000	30 000
Geoffroy ROUX de BÉZIEUX				
Membre référent du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	40 000	22 000	18 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	30 000	17 500	17 500	35 000
Anne VALLERON ⁽¹⁾				
Membre du Conseil de Surveillance				
Jetons de présence	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾
Florence VERZELEN				
Représentant permanent de SOGEPA				
Jetons de présence	26 667	22 000	18 000	40 000
Jetons de présence (participation aux comités)	20 000	15 000	15 000	30 000
Frédéric BANZET				
Censeur				
Jetons de présence	10 000	11 000	9 000	20 000
Jetons de présence	6 667			
Aymeric DUCROCQ				
Censeur depuis le 28/07/2015				
Jetons de présence			9 000	9 000
WEI Wenqing				
Censeur depuis le 28/07/2015				
Jetons de présence			9 000	9 000
TOTAL	811 334 ⁽³⁾	518 000	502 000	1 020 000

(1) M. Louis GALLOIS a renoncé comme en 2014 à sa rémunération de Président du Conseil de Surveillance et à l'attribution des jetons de présence qui lui étaient dus. Mme Anne Valleron (représentant les salariés actionnaires) a également souhaité renoncer, comme en 2014, à ses jetons de présence.

(2) M. Robert PEUGEOT a perçu par ailleurs 30 233 € de la société FAURECIA pour l'année 2014 et 42 000 € pour l'année 2015 au titre de son mandat d'administrateur de cette société. Il perçoit en tant qu'ancien dirigeant du Groupe une rente de retraite supplémentaire de 160 030 € par an (ancien régime de l'article 39), versée par Axa.

(3) Le montant total versé en 2014 aux mandataires sociaux non dirigeants s'élève à 1 126 267 € en incluant MM. Thierry Peugeot, Jean-Philippe Peugeot, Jean-Louis Silvant, Marc Friedel, Jean-Paul Parayre, Thierry Pilenko, François Michelin et Roland Peugeot dont le mandat a pris fin en 2014 et qui n'ont pas perçu de jetons de présence en 2015.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
Néant						

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Aucune option n'a été levée par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2015.

ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE

(Liste nominative)	N° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Carlos TAVARES	2015	130 000		31/03/2017 si résident fiscal français 31/03/2019 si non résident fiscal français	31/03/2019	(1)
Jean-Baptiste CHASSELOUP de CHATILLON	2015	65 000		31/03/2017 si résident fiscal français 31/03/2019 si non résident fiscal français	31/03/2019	(1)
Grégoire OLIVIER	2015	65 000		31/03/2017 si résident fiscal français 31/03/2019 si non résident fiscal français	31/03/2019	(1)
Jean-Christophe QUÉMARD	2015	65 000		31/03/2017 si résident fiscal français 31/03/2019 si non résident fiscal français	31/03/2019	(1)

(1) Les conditions de performance sont définies au § 3.4.1. page 132 ci-dessus.

ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE POUR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Néant.

HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'ACTIONS DE PERFORMANCE

	Plan n° 2015
Date de l'Assemblée	24/04/2013
Date du Directoire	27/02/2015
Nombre total d'actions attribuées, dont le nombre attribué à :	2 465 000
Les mandataires sociaux ⁽¹⁾	
Carlos TAVARES	130 000
Jean Baptiste CHASSELOUP de CHATILLON	65 000
Grégoire OLIVIER	65 000
Jean Christophe QUÉMARD	65 000
Date d'acquisition des actions	31/03/2017 si résident fiscal français 31/03/2019 si non résident fiscal français
Date de fin de période de conservation	31/03/2019
Conditions de performance	(2)
Nombre d'actions acquises au 31/12/2015 (date la plus récente)	-
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	27 000
Actions de performance restantes en fin d'exercice	2 438 000

(1) Liste nominative des mandataires sociaux (mandataires dirigeants et mandataires non dirigeants).

(2) Les conditions de performance sont définies au § 3.4.1. page 132 ci-dessus.

HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT

Date du Directoire	24/08/2004	23/08/2005	23/08/2006	22/08/2007	20/08/2008
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées, dont le nombre pouvant être souscrites ou achetées par :	1 159 040	1 100 050	1 439 487	1 629 993	1 916 820
Jean-Baptiste CHASSELOUP de CHATILLON					9 197
Membre du Directoire					
Directeur financier					
Directeur des Systèmes d'information					
Grégoire OLIVIER					91 962
Membre du Directoire					
Directeur Chine et ASEAN					
Jean-Christophe QUÉMARD					45 981
Membre du Directoire					
Directeur zone Afrique-Moyen-Orient					
Date d'expiration	24/08/2012	23/08/2013	23/08/2014	22/08/2015	20/08/2016
Prix de souscription ou d'achat	40,68	44,76	26,84	39,427	21,58
Modalités d'exercice (lorsque le plan comporte plusieurs tranches)					
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2015	12 000	10 000	15 000	0	0
Nombre cumulé d'options d'achat d'actions annulées ou caduques	1 147 040	1 080 050	1 424 487	1 629 993	347 239
Options d'achat d'actions restantes en fin d'exercice	0	0	0	0	1 569 581

Pour des informations complémentaires, veuillez-vous reporter à la note 7.2 aux États Financiers consolidés 2015 page 198.

ENGAGEMENTS CONCERNANT LES MEMBRES DU DIRECTOIRE

	Contrat de Travail		Régime de retraite supplémentaire ⁽¹⁾		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence		Engagements au titre du régime de retraite des dirigeants au 31/12/2015	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Dirigeants mandataires sociaux										
Carlos TAVARES Président du Directoire depuis le 31/03/2014		✓		✓		✓		✓		✓
Jean-Baptiste CHASSELOUP de CHATILLON Membre du Directoire depuis le 13/03/2012	✓ ⁽²⁾			✓		✓		✓		✓
Grégoire OLIVIER Membre du Directoire depuis le 16/02/2007	✓ ⁽²⁾			✓		✓		✓		✓
Jean-Christophe QUÉMARD Membre du Directoire depuis le 13/03/2012	✓ ⁽²⁾			✓		✓		✓		✓

(1) Il a été mis fin au 31 décembre 2015 au régime de retraite supplémentaire à prestations définies dont bénéficiaient les membres du Directoire (voir explications page 133).

Un nouveau dispositif de retraite a été mis en place à compter du 1^{er} janvier 2016. Ce nouveau dispositif prévoit le versement d'un abondement annuel dédié à la retraite.

(2) Contrat de travail suspendu au moment de leur nomination.

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DU GROUPE EN 2015 ET PERSPECTIVES

4.1. ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	146		
4.1.1. Impact du projet de cession par Faurecia de son activité Extérieurs automobile à Plastic Omnium	146	4.2.7. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influencé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de la Société	151
4.1.2. Résultat net du Groupe	147	4.2.8. Informations concernant les sources de financement attendues ou qui seront nécessaires pour honorer certains engagements	151
4.1.3. Chiffre d'affaires du Groupe	147		
4.1.4. Résultat opérationnel courant du Groupe	148	4.3. RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	152
4.1.5. Autres éléments constitutifs du résultat net du Groupe	148		
4.1.6. Banque PSA Finance	149	4.4. CONTRATS IMPORTANTS	154
4.1.7. Faurecia	149		
4.2. SITUATION FINANCIÈRE ET TRÉSORERIE	150	4.5. INVESTISSEMENTS ET RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT	154
4.2.1. Position financière nette et sécurité financière des activités industrielles et commerciales	150	4.5.1. Les enjeux réglementaires et consoméristes	154
4.2.2. <i>Free cash flow</i> et <i>free cash flow</i> opérationnel des activités industrielles et commerciales	150	4.5.2. La stratégie R&D	155
4.2.3. Flux des opérations financières des activités industrielles et commerciales	151	4.5.3. Les réponses technologiques PSA	159
4.2.4. Financements et Ressources de liquidités des activités de financement	151	4.6. ÉVÉNEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES	161
4.2.5. Provisions pour garantie	151	4.6.1. Informations sur les tendances	161
4.2.6. Engagements de retraites et assimilés	151	4.6.2. Prévisions ou estimations du bénéfice	162



4.1. ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2014, présentés en comparatif, ont été retraités par rapport aux comptes antérieurement publiés afin de tenir compte principalement du reclassement de l'activité Extérieurs automobile de Faurecia et du partenariat avec Santander en application d'IFRS 5. Le détail des reclassements figure en Note 3 des États financiers consolidés au 31 décembre 2015. Les événements postérieurs à la clôture sont présentés en Note 19 aux États financiers.

4.1.1. Impact du projet de cession par Faurecia de son activité Extérieurs automobile à Plastic Omnium

Le 14 décembre 2015 Faurecia a signé avec Plastic Omnium un protocole portant sur la cession de son Activité Extérieurs automobile. L'activité qui serait cédée, qui comprend les pare-chocs et les modules de bloc-avant, a généré un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros en 2014 aux bornes de Faurecia. La transaction est basée sur une valeur d'entreprise de 665 millions d'euros.

Les tableaux ci-dessous présentent l'impact du reclassement en application d'IFRS 5 sur les principaux indicateurs du Groupe. La colonne « Pro forma » présente les données avant déclassement IFRS 5 de l'activité Extérieurs automobile de Faurecia. L'impact détaillé est décrit en Note 3 des États financiers consolidés.

(en millions d'euros)	31 décembre 2015 Pro forma*	Impact IFRS 5 Faurecia Extérieurs automobile	31 décembre 2015 Publié en février 2016
Chiffre d'affaires du Groupe	56 328	(1 652)	54 676
Résultat Opérationnel Courant du Groupe	2 816	(83)	2 733
Résultat net consolidé	1 202	-	1 202
Free cash flow des sociétés industrielles et commerciales	3 722	(64)	3 658
Free cash flow opérationnel des sociétés industrielles et commerciales	3 868	(65)	3 803

* Avant déclassement de l'activité Extérieurs automobile de Faurecia en application d'IFRS 5.

(en millions d'euros)	31 décembre 2014 Pro forma*	Impact IFRS 5 Faurecia Extérieurs automobile	31 décembre 2014 Publié en février 2016
Chiffre d'affaires du Groupe	53 301	(1 709)	51 592
Résultat Opérationnel Courant du Groupe	875	(78)	797
Résultat net consolidé	(555)	-	(555)
Free cash flow des sociétés industrielles et commerciales	1 792	(95)	1 697
Free cash flow opérationnel des sociétés industrielles et commerciales	2 182	(100)	2 082

* Avant déclassement de l'activité Extérieurs automobile de Faurecia en application d'IFRS 5.

4.1.2. Résultat net du Groupe

Le résultat net du Groupe s'élève à 1 202 millions d'euros, en augmentation de 1 757 millions d'euros.

(en millions d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	54 676	51 592	+ 3 084
Résultat Opérationnel Courant	2 733	797	+ 1 936
% du Chiffre d'affaires	5,0 %	1,5 %	
Produits et charges opérationnels non courants	(757)	(673)	- 84
Résultat opérationnel	1 976	124	+ 1 852
Charges de financement nettes	(352)	(539)	+ 187
Autres produits et (charges) à caractère financiers nets	(290)	(216)	- 74
Impôts sur les résultats	(706)	(306)	- 400
Résultat net des sociétés mises en équivalence	437	286	151
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat*	137	96	41
Résultat net consolidé	1 202	(555)	+ 1 757
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	899	(706)	+ 1 605

* Y compris les Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat.

4.1.3. Chiffre d'affaires du Groupe

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé par activité :

(en millions d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	Variation
Automobile	37 514	36 085	+ 1 429
Chiffre d'affaires des JV chinoises ⁽²⁾	5 181	4 610	+ 571
Chiffre d'affaires pro forma de la division Automobile, y.c. JV chinoises	42 695	40 695	+ 2 000
Faurecia	18 770	16 877	+ 1 893
Autres activités et éliminations ⁽³⁾	(1 608)	(1 370)	- 238
CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE	54 676	51 592	+ 3 084

(1) Après reclassement IFRS 5.

(2) 50 % du chiffre d'affaires des partenariats avec Dongfeng et Changan.

(3) Y compris les activités de Banque PSA Finance non concernées par le partenariat signé avec Santander Consumer Finance.

Le chiffre d'affaires Groupe n'inclut pas celui des sociétés chinoises Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles (DPCA), Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles Sales (DPCS) et Changan PSA Automobiles (CAPSA), entreprises détenues à parité, qui sont mises en équivalence dans les comptes du Groupe.

Il n'inclut pas non plus le chiffre d'affaires des activités de financement concernées par le partenariat signé avec Santander Consumer Finance, ni le chiffre d'affaires de l'activité Extérieurs automobile de Faurecia ayant fait l'objet d'un accord le 14 décembre 2015 et ayant été reclassé sur une ligne distincte en application d'IFRS 5.

Le chiffre d'affaires pro forma de la division Automobile intègre 50 % du chiffre d'affaires des partenariats chinois avec Dongfeng et Changan.

Il est principalement constitué du chiffre d'affaires Véhicules Neufs se décomposant comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014	Variation
Véhicules neufs hors Chine	26 830	25 235	+ 1 595
Véhicules neufs Chine	4 754	4 003	+ 751
CHIFFRE D'AFFAIRES PRO FORMA, VÉHICULES NEUFS	31 584	29 238	+ 2 346

La contribution du chiffre d'affaires véhicules neufs au chiffre d'affaires de la division Automobile s'élève à 26 830 millions d'euros, en progression de 6,3 %, grâce notamment à la progression des volumes (+ 1,7 %), à l'amélioration des prix nets (+ 1,5 %), à un mix produits positif (+ 1,4 %) et à l'amélioration du change (+ 1,2 %). L'effet mix pays s'établit à - 0,1 % et l'effet « autres » est de + 0,6 %.

4.1.4. Résultat opérationnel courant du Groupe

Le tableau ci-après indique le Résultat Opérationnel Courant par secteur d'activité :

(en millions d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	Variation
Automobile	1 871	63	+ 1 808
Résultat opérationnel courant JV chinoises ⁽²⁾	377	303	+ 74
Résultat opérationnel courant pro forma de la division Automobile, y.c. JV chinoises	2 248	366	+ 1 882
Faurecia	830	595	+ 235
Autres activités et éliminations ⁽³⁾	32	139	- 107
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DU GROUPE	2 733	797	+ 1 936

(1) Après reclassement IFRS 5.

(2) 50 % du chiffre d'affaires des partenariats avec Dongfeng et Changan.

(3) Y compris les activités de Banque PSA Finance non concernées par le partenariat signé avec Santander Consumer Finance.

La marge opérationnelle courante de la division Automobile correspond au Résultat opérationnel courant de la division Automobile rapporté au chiffre d'affaires de la division Automobile et s'établit à 5 % en 2015.

La division Automobile contribue pour 1 808 millions d'euros à l'augmentation du Résultat opérationnel courant du Groupe. Cette augmentation provient d'un environnement opérationnel favorable pour + 624 millions d'euros et de la performance de l'activité Automobile pour + 1 184 millions d'euros.

L'effet favorable de l'environnement opérationnel de la division Automobile provient de l'évolution positive des marchés pour 354 millions d'euros, principalement en Europe, ainsi que d'un effet « change et autres » positif de 237 millions d'euros lié à l'appréciation de la livre sterling et du franc suisse par rapport à l'euro. Les coûts

matières et autres coûts externes ont eu un impact positif de 33 millions d'euros.

La performance de l'activité Automobile provient notamment de la réduction des coûts de production et d'achats pour 739 millions d'euros, de la réduction des frais fixes et marketing pour 187 millions d'euros, de l'amélioration du mix produits pour 192 millions d'euros et de l'effet prix et enrichissement produit pour 12 millions d'euros. À l'inverse, l'évolution des parts de marché et du mix pays a eu un impact négatif de - 163 millions d'euros. Par ailleurs, l'effet d'activation des dépenses de recherche et développement a un impact positif de 209 millions d'euros.

Le Résultat opérationnel courant de Faurecia s'élève à 830 millions d'euros, en hausse de 235 millions d'euros (après reclassement IFRS 5 de l'activité Extérieurs automobile).

4.1.5. Autres éléments constitutifs du résultat net du Groupe

Les produits et charges opérationnels non courants représentent une charge nette de - 757 millions d'euros et intègrent principalement les frais de rationalisation des structures de la division Automobile pour - 734 millions d'euros. Ceux-ci correspondent essentiellement à la reconnaissance des plans de restructuration des sites industriels du Groupe en Europe pour - 560 millions d'euros et à la réorganisation commerciale du Groupe en Europe pour - 123 millions d'euros.

Les charges de financement nettes de - 352 millions d'euros (en 539 millions d'euros en 2014) sont détaillées en Note 12 aux États Financiers consolidés et intègrent principalement :

- les charges de financement nettes des activités « Automobile et autres » qui représentent - 267 millions d'euros en 2015. Il s'agit

des charges de financement engagées nettes des produits sur prêts, titres de placements et trésorerie. En 2013, ces charges de financement nettes s'élevaient à - 416 millions d'euros et intégraient la plus-value de cession des titres BNP Paribas pour 89 millions d'euros. En 2015, elles intègrent une charge exceptionnelle de - 57 millions d'euros au titre du remboursement anticipé d'emprunts obligataires Peugeot S.A..

Retraités de ces éléments exceptionnels, les charges de financement nettes ont été divisées par deux entre 2013 et 2015 et passent de - 505 millions d'euros en 2013 à - 210 millions d'euros en 2015 ;

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DU GROUPE EN 2015 ET PERSPECTIVES

4.1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

- la contribution de Faurecia aux produits et frais financiers nets est de - 177 millions d'euros, contre - 199 millions d'euros en 2014.

Les autres produits et charges à caractère financier s'élèvent à - 290 millions d'euros, contre - 216 millions d'euros en 2014. Ils sont détaillés en Note 12 des États Financiers consolidés.

La charge d'impôt sur les résultats ressort à - 706 millions d'euros et se décompose en charge d'impôt courant pour - 361 millions d'euros et impôts différés et pertes de valeur sur actifs sur déficits pour - 345 millions d'euros.

Le résultat net des sociétés mises en équivalence s'élève à 437 millions d'euros en 2015, en augmentation de 151 millions d'euros. Cette augmentation provient principalement :

- de la contribution des sociétés en partenariat avec Dongfeng (DPCA et DPCS) représentant 350 millions d'euros, en augmentation de 67 millions d'euros ;

- du démarrage des premières sociétés communes du partenariat entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance qui contribuent pour 112 millions d'euros. Il s'agit notamment de la France et du Royaume-Uni depuis le 2 février 2015 et de l'Espagne et de la Suisse depuis début octobre 2015.

Le résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat, y compris les « Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat », s'élève à 137 millions. Il s'agit essentiellement de la contribution des activités de financement concernées par le partenariat entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance pour 65 millions d'euros et du résultat de l'activité Extérieurs automobile de Faurecia pour 72 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 899 millions d'euros et progresse de + 1 605 millions d'euros. Le résultat net par action est positif à 1,14 euro par action contre un montant négatif de - 1,15 euro par action en 2014.

4.1.6. Banque PSA Finance

Les résultats à 100 % des activités de financement sont présentés ci-dessous.

(en millions d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	1 601	1 703	- 102
Produit Net bancaire	1 065	851	+ 214
Résultat Opérationnel Courant	514	337	+ 177
Taux de pénétration	29,9 %	28,7 %	+ 1,2 pt
Nombre de nouveaux contrats (location et financement)	731 701	700 855	+ 30 846

Pour une information plus détaillée sur Banque PSA Finance, veuillez-vous reporter à la Note 4 de l'annexe aux comptes consolidés et au rapport annuel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com.

4.1.7. Faurecia

Les résultats de Faurecia après déclassement de l'activité Extérieurs automobile faisant l'objet d'un projet de cession signé le 14 décembre 2015 sont présentés ci-dessous.

(en millions d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	18 770	16 877	+ 1 893
Résultat Opérationnel Courant	830	595	+ 235
% de Chiffre d'affaires	4,4 %	3,5 %	
Produits et (charges) opérationnels non courants	(65)	(80)	+ 15
Résultat opérationnel	765	515	+ 250
Produits et (frais) financiers nets	(150)	(239)	+ 89
Résultat net consolidé	503	229	+ 274
Free Cash Flow	191	91	+ 100
Position financière nette	(1 026)	(1 483)	+ 457

Pour une information plus détaillée sur Faurecia, veuillez-vous reporter à la Note 4 de l'annexe aux comptes consolidés et au rapport annuel de Faurecia disponible sur www.faurecia.com.

4.2. SITUATION FINANCIÈRE ET TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014	Variation
Free cash flow des sociétés industrielles et commerciales	3 658	1 697	+ 1 961
Free cash flow opérationnel des sociétés industrielles et commerciales	3 803	2 082	1 721
Position financière nette des sociétés industrielles et commerciales	4 560	548	+ 4 012
Dont Faurecia	(1 026)	(1 483)	+ 457

4.2.1. Position financière nette et sécurité financière des activités industrielles et commerciales

La position financière nette des activités industrielles et commerciales est définie et détaillée en Note 12 des États financiers consolidés 2015 du Groupe.

La position financière nette des activités industrielles et commerciales représente à fin décembre 2015 une situation de trésorerie nette de 4 560 millions d'euros, contre 548 millions d'euros à fin décembre 2014. La contribution de Faurecia est une dette nette de 1 026 millions d'euros en 2015, contre une dette nette de 1 483 millions d'euros en 2014.

Le Groupe a poursuivi la gestion active de sa dette en 2015 en procédant notamment aux rachats partiels d'emprunts obligataires pour 500 millions d'euros, ainsi qu'au remboursement par Peugeot S.A. d'un emprunt de 345 millions d'euros. En mars et avril 2015, Faurecia a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 700 millions d'euros et à un remboursement anticipé de 250 millions d'euros. Par ailleurs, le 7 décembre Faurecia a annoncé son intention de rembourser au pair, le 15 janvier 2016, les OCEANE émises en septembre 2012. Suite à cette annonce, 94,5 % des obligations étaient converties au 31 décembre 2015.

La sécurité financière des activités industrielles et commerciales est définie en Note 12 de l'annexe aux comptes du Groupe. En 2015, le Groupe a renégocié les conditions financières et l'allongement de son crédit syndiqué de 3 milliards d'euros. La tranche « A » de 2 milliards d'euros a été prolongée jusqu'en 2020, La tranche « B » de 1 milliard d'euros a été prolongée jusqu'en 2018 et continue de bénéficier des deux options d'extension d'un an.

Les besoins de financement des activités industrielles et commerciales sont soumis à un effet de saisonnalité en cours de mois avec par exemple, les échéances centralisées des paiements des fournisseurs et en cours d'année en raison des arrêts de la production automobile lors des périodes de congés (en août et à la fin d'année).

Les engagements pris et les investissements à réaliser seront financés par l'utilisation de la trésorerie excédentaire disponible, par l'émission d'EMTN auprès des marchés de capitaux ou par l'obtention de crédits d'investissements auprès de nos banques.

Pour une information plus détaillée, veuillez vous référer à la Note 12.4 aux États financiers consolidés au 31 décembre 2015, paragraphe 5.6 ci-après.

4.2.2. Free cash flow et free cash flow opérationnel des activités industrielles et commerciales

Le free cash flow et le free cash flow opérationnel des activités industrielles et commerciales sont définis en Note 16 aux États financiers consolidés 2015.

L'amélioration significative de la position financière nette des sociétés industrielles et commerciales provient principalement du free cash flow de 3 658 millions d'euros généré sur la période, dont 191 millions d'euros provenant de la contribution de Faurecia. Le free cash flow de la période provient notamment de :

- 5 171 millions d'euros de flux de trésorerie générés par la performance des opérations courantes ;
- - 681 millions d'euros de flux de trésorerie liés aux restructurations ;
- 942 millions d'euros d'amélioration du besoin en fonds de roulement, dont 863 millions d'euros sur les dettes fournisseurs, 76 millions d'euros sur les créances clients, et - 14 millions

d'euros sur les stocks. Le niveau de stock de véhicules neufs est présenté ci-après ;

- - 2 692 millions d'euros de flux d'investissements et de recherche et développement capitalisés, contre -2 507 millions d'euros en 2014, y compris la part de Faurecia qui représente - 915 millions d'euros en 2015 contre -858 millions d'euros en 2014. Les dépenses totales engagées de recherche et développement sont stables en 2015 par rapport à 2014 et sont présentées en Note 5.3 aux États financiers ;
- 918 millions d'euros de dividendes reçus des activités de financement.

Le free cash flow opérationnel des activités industrielles et commerciales s'élève à 3 803 millions d'euros, hors éléments exceptionnels constitués des flux liés aux restructurations, des cessions d'actifs, ainsi que des dividendes exceptionnels des activités de financement pour 533 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous illustre les niveaux de stock de véhicules neufs du Groupe et du réseau indépendant :

(en milliers d'unités)	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Groupe	107	107	169
Réseau indépendant	243	232	215
TOTAL	350	339	384

4.2.3. Flux des opérations financières des activités industrielles et commerciales

Outre le *free cash flow*, l'exercice de bons de souscriptions d'actions a contribué à l'amélioration de la position financière nette à hauteur de 142 millions d'euros.

4.2.4. Financements et Ressources de liquidités des activités de financement

Les financements et ressources de liquidités des activités de financement sont détaillés en Notes 12, 13.4 et 13.5 aux États financiers consolidés.

Pour une information plus détaillée sur Banque PSA Finance, veuillez-vous reporter au rapport annuel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com.

4.2.5. Provisions pour garantie

Il convient de se reporter à la Note 10.3 aux États financiers consolidés au 31 décembre 2015.

4.2.6. Engagements de retraites et assimilés

Il convient de se reporter à la Note 7.1 aux États financiers consolidés au 31 décembre 2015.

4.2.7. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influencé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de la Société

Il convient de se reporter à la Note 15.1 aux États financiers consolidés au 31 décembre 2015.

4.2.8. Informations concernant les sources de financement attendues ou qui seront nécessaires pour honorer certains engagements

Il convient de se reporter au paragraphe 4.2.4 ci-avant.

4.3. RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Peugeot S.A. assure des fonctions d'état-major et de contrôle et elle fournit des services pour l'ensemble desquels elle est rémunérée par une redevance forfaitaire.

Ses actifs sont principalement constitués :

- des titres représentant ses participations dans des filiales directes ;
- de prêts consentis au GIE PSA Trésorerie, ceci permettant de mettre à disposition des filiales de la division Automobile les emprunts initialement consentis sur la tête de Peugeot S.A. ;
- des titres en autodétention classés soit en titres immobilisés soit en valeurs mobilières de placement suivant leurs destinations.

Peugeot S.A. est également la société pivot pour l'intégration fiscale des sociétés françaises du Groupe contrôlées à plus de 95 %.

Il est précisé que, conformément au dernier alinéa de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, les conventions suivantes ont été conclues en 2014 entre une filiale détenue par Peugeot S.A. et un actionnaire détenant plus de 10 % de ses droits de vote : contrats conclus entre plusieurs filiales du Groupe et Dongfeng Motor Group Company Ltd : il s'agit de contrats de coopérations techniques avec Peugeot Citroën Automobiles (PCA), PSA Shanghai Management Co Ltd. (PSM), Peugeot Citroën (China) Automotive Trade Co. (PCAT) et Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles (DPCA).

RÉSULTATS

Résultat d'exploitation

Les produits d'exploitation, qui comprennent essentiellement les redevances perçues des principales filiales et les revenus du patrimoine immobilier, se sont élevés à 182 millions d'euros en 2015, contre 143 millions d'euros en 2014.

Les redevances, calculées comme un pourcentage du chiffre d'affaires des divisions opérationnelles du Groupe, sont destinées à couvrir les charges d'exploitation supportées par la Société dans ses fonctions d'état-major et s'élèvent à 110 millions d'euros contre 99 millions d'euros en 2014. Cette redevance est facturée aux filiales directes de Peugeot S.A. sur la base du chiffre d'affaires consolidé de la division concernée.

Les charges d'exploitation correspondant principalement aux coûts salariaux et aux autres achats et charges externes, ont représenté 196 millions d'euros en 2015, contre 221 millions en 2014.

Le résultat d'exploitation ressort ainsi en solde négatif de 14 millions d'euros à comparer à un solde négatif de 78 millions d'euros en 2014.

Résultat financier

Les produits financiers sont essentiellement constitués des revenus des titres de participation.

Les produits des participations et les intérêts des prêts octroyés au GIE PSA Trésorerie ont représenté 1 114 millions d'euros, contre 581 millions d'euros en 2014. Ils comprennent principalement les dividendes des filiales de Peugeot S.A..

Le montant des « autres intérêts et produits assimilés » s'élève à 14 millions d'euros, contre 11 millions d'euros en 2014 du fait de la rémunération des placements financiers. Les reprises de provisions pour dépréciation des titres de participation et des actions propres

s'élèvent à 2 396 millions d'euros (2 186 millions portant sur les titres des filiales automobiles), contre 155 millions d'euros en 2014.

Les dotations financières aux amortissements et provisions sont égales à 5 millions d'euros, contre 201 millions d'euros en 2014.

Les intérêts financiers et charges assimilées, s'élèvent à 250 millions d'euros, contre 327 millions d'euros en 2014.

Compte tenu de ces éléments, le résultat financier est positif de 3 269 millions d'euros, contre un résultat positif de 219 millions d'euros en 2014.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel (cf. Note 22) d'un montant négatif de 100 millions d'euros en 2015 enregistre notamment une charge de 147 millions d'euros correspondant à la valeur comptable des titres de participation cédés.

Résultat net

Compte tenu d'un produit net d'impôt sur les résultats de 161 millions d'euros, déterminé conformément aux règles de l'intégration fiscale de Peugeot S.A. et de ses filiales contrôlées à plus de 95 %, le résultat net de la Société s'établit en un bénéfice de 3 315 millions d'euros, à comparer à un bénéfice de 300 millions d'euros en 2014.

BILAN

Actif

Les titres de participation et les créances rattachées à des participations constituent la majeure partie des actifs immobilisés.

Le montant brut des titres de participation au 31 décembre 2015 est égal à 16 566 millions d'euros en augmentation de 3 929 millions d'euros par rapport à celui de 2014. Les dépréciations relatives aux titres de participation s'élèvent à 1 612 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 3 936 millions d'euros en 2014. Ces mouvements sont décrits dans la Note 5 de l'annexe des comptes annuels.

Le montant net des titres de participation au 31 décembre 2015 s'élève ainsi à 14 954 millions d'euros, contre 8 701 millions d'euros en 2014.

Les créances rattachées à des participations s'élèvent à 3 148 millions d'euros en valeur nette, contre 4 077 millions d'euros fin 2014. (cf. Note 6).

L'actif circulant est principalement composé des Placements de trésorerie (1 662 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 4 450 millions d'euros en 2014) commentés en Note 12 de l'annexe des comptes annuels ainsi que des valeurs mobilières de placement (82 millions d'euros de valeur nette au 31 décembre 2015) détaillées en Note 10 de l'annexe des comptes annuels et incluant les actions propres détenues.

Les 9 113 263 actions propres détenues au 31 décembre 2015 sont classées à hauteur de 7 543 682 en autres titres immobilisés (affectées à la couverture de l'émission obligataire convertible du 23 juin 2009) et 1 569 581 en valeur mobilières de placement (réservées aux plans d'options d'achat). (cf. Note 11.A).

Passif

Les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2015 s'établissent à 16 890 millions d'euros, contre 13 407 millions d'euros au 31 décembre 2014. Cette évolution provient principalement de l'augmentation de capital réservée aux salariés et de l'exercice des Bons de Souscription d'Actions. La reconstruction économique du Groupe s'achevant cette année, le Conseil de Surveillance a approuvé la proposition du Directoire de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2015.

Durant l'exercice 2015, la société Peugeot S.A. n'a procédé à aucun rachat d'actions propres. Aucun plan d'achat d'actions n'a été octroyé au cours de l'exercice 2015, et aucune option n'a été levée (cf. Note 11.C). En outre, un plan d'attribution gratuite d'actions (AGA) a été mis en œuvre au cours de l'exercice 2015 (cf. Note 11.B).

Les provisions pour risques et charges s'établissent à 89 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 118 millions d'euros en 2014. Elles sont détaillées en Note 13 de l'annexe des comptes annuels.

Les emprunts et dettes assimilés s'établissent à 3 152 millions d'euros, contre 4 077 millions d'euros en 2014. Compte tenu de l'environnement économique actuel, afin de répondre aux besoins généraux du Groupe et notamment financer son activité et ses projets de développement, le Groupe a poursuivi une politique de financement proactive et diversifiée, et de gestion prudente de ses liquidités. Peugeot S.A. et le GlE PSA Trésorerie disposent depuis le 8 avril 2014 d'un crédit syndiqué pour un montant de 3,0 milliards d'euros. Le 10 novembre 2015 a été signé un avenant modifiant les conditions financières et allongeant la maturité de ce crédit. Il est composé d'une tranche de 2,0 milliards d'euros à maturité cinq ans

et d'une tranche de 1,0 milliard d'euros à maturité trois ans avec deux options d'extension d'un an. Le 19 juin 2015, Peugeot S.A. a effectué un rachat partiel d'émissions obligataires pour 500 millions d'euros. Le 29 juin 2015, Peugeot S.A. a procédé au remboursement de l'emprunt obligataire de juin 2010 de 500 millions d'euros arrivé à échéance et remboursé pour 345 millions d'euros (cf. Note 16).

Parmi les 75 millions d'euros de dettes sur immobilisations et comptes rattachés, 71 millions d'euros correspondent à la partie non appelée de l'engagement pris dans le Fonds Avenir Automobiles (cf. Note 17).

Compte tenu du fait que Peugeot S.A. est une holding, le compte fournisseurs est non significatif. Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 24 millions d'euros.

Peugeot S.A. règle ses fournisseurs à 30 jours fin de mois à compter de la date de la facture, en conformité avec les dispositions de la Loi de modernisation de l'économie.

Décomposition par échéance des dettes envers les fournisseurs

Au 31 décembre 2015, les dettes envers les fournisseurs s'élèvent à 0,3 million d'euros, rapprochées comme suit des montants figurant dans les états financiers :

- dettes fournisseurs et comptes rattachés figurant au passif : 24,4 millions d'euros ;
- moins : Charges à payer incluses sous cette rubrique : 24,1 millions d'euros ;

Soit : 0,3 million d'euros.

La décomposition de ce montant par échéance est précisée ci-après :

(en milliers d'euros)	Échu		0 à 30 jours		30 à 60 jours		> à 60 jours		Total	
	31/12/2015	31/12/2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Factures fournisseurs										
Hors Groupe	48	77	-	2	-	-	-	277	268	356
Groupe	(14)	741	-	-	220	-	-	-	(14)	741
TOTAL PEUGEOT S.A.	34	818	-	2	220	-	-	277	254	1 097

4.4. CONTRATS IMPORTANTS

Néant.

4.5. INVESTISSEMENTS ET RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

L'expertise automobile au service de la technologie utile

L'innovation, la recherche et le développement sont des leviers majeurs pour répondre aux grands enjeux de l'industrie automobile (évolution des normes réglementaires, prise de conscience environnementale, nouveaux besoins de mobilité et de connectivité, attrait produit, etc.) et développer des avantages concurrentiels.

PSA investit chaque année dans ses activités de recherche et développement pour garder un coup d'avance technologique au regard des évolutions réglementaires et consoméristes.

4.5.1. Les enjeux réglementaires et consoméristes

4.5.1.1. LA RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE

L'industrie des transports a un impact direct sur la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre et sur la qualité de l'air. C'est pourquoi les exigences réglementaires imposent aux constructeurs automobiles de mettre sur le marché des véhicules toujours plus respectueux de l'environnement.

Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, l'Europe a fixé un objectif particulièrement ambitieux à 95 g CO₂/km à horizon 2020, une exigence vers laquelle une convergence mondiale accélérée est observée. À l'horizon 2025, la consommation des voitures aura été divisée par deux par rapport à 2010. En termes de qualité de l'air, la réglementation européenne, parmi les plus sévères au monde, fixe les limites d'émissions des polluants atmosphériques (HC, CO, NO_x et particules). Elles ont notamment permis :

- de diviser par 10 en moyenne l'ensemble des émissions polluantes depuis la mise en place des normes antipollution européennes en 1992 (Euro 1) ;
- de diviser par 600 les émissions de particules diesel entre 1992 (Euro 1) et 2011 (Euro 5) qui sont aujourd'hui inférieures à 1 mg/km ;
- d'atteindre des niveaux d'émissions équivalents pour les moteurs essence et diesel depuis l'application de la norme Euro 6 appliquée au 1^{er} septembre 2014.

PSA développe également ses motorisations pour les rendre compatibles avec les normes réglementaires à l'international. À ce titre les motorisations vendues dans les grandes villes chinoises, devront être compatibles des nouvelles normes qui entreront en vigueur en 2017 puis en 2020. Au-delà des contraintes réglementaires, PSA est soucieux de s'inscrire dans une démarche de développement durable (cf. chapitre 2.2). C'est pourquoi le Groupe a fait de la « voiture propre » un axe stratégique majeur

de sa politique R&D et figure depuis de nombreuses années sur le podium des constructeurs européens en matière de CO₂.

- En 2015, avec un niveau de 104,4 g CO₂/km, PSA se positionne une nouvelle fois comme leader européen des constructeurs automobiles dans la maîtrise des gaz à effet de serre.

4.5.1.2. L'ÉVOLUTION DES ATTENTES CLIENTS

De même que la société a évolué, les exigences des clients ont changé et le monde dans lequel nous vivons est aujourd'hui connecté. PSA développe des véhicules qui répondent à ces nouveaux besoins :

- la voiture est aujourd'hui un objet de mobilité plus que de possession ;
- la voiture devient un objet connecté où l'interface Homme-Machine (IHM) intègre les smartphones et des services connectés ;
- la voiture doit soulager le conducteur des contraintes de la conduite grâce à des systèmes d'assistance performants (ADAS : *Advanced Driving Assistance System*) ;
- la voiture doit garantir toujours plus de sécurité aux usagers de la route.

4.5.1.3. LES ENJEUX SÉCURITÉ

La sécurité est devenue un incontournable sur tous les marchés. À l'instar de l'Euro-NCAP, il y a maintenant des protocoles partout dans le monde (China-NCAP, Latin-NCAP, etc.) et les attentes sont fortes sur ce sujet.

La performance du Groupe en la matière est présentée au paragraphe 2.3.2 page 64.

4.5.2. La stratégie R&D

4.5.2.1. LA R&D DU GROUPE EN CHIFFRES

4.5.2.1.1. Le budget R&D

En 2015, les investissements et dépenses de R&D capitalisées se sont élevés à 2 695 millions d'euros, dont 915 millions d'euros pour Faurecia, contre 2 452 millions d'euros en 2014, comprenant 803 millions d'euros pour Faurecia. Le niveau des investissements et dépenses de R&D capitalisées liés à l'activité automobile est stable par rapport à celui de 2014. PSA poursuivra son plan d'optimisation et d'efficacité de ses dépenses de R&D et d'investissements, qui lui permettra de les maintenir dans une enveloppe maîtrisée. Pour toute information complémentaire, il convient de se reporter à la Note 5.3 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6 ci-après.

L'année 2015 a été marquée par :

- le lancement de la Peugeot 308 GTi et de 5 mi-vies : Citroën C4, DS4, DS5, Citroën Berlingo/Peugeot Partner et Peugeot 208 ;
- la consécration du moteur essence 3 cylindres turbo PureTech, élu moteur de l'année dans sa catégorie ;
- la généralisation de la ligne BlueHDi sur les moteurs diesel Euro 6.1 (technologie SCR) ;
- les premiers essais sur routes ouvertes de la voiture autonome.

De plus, dans le cadre du Nouveau Contrat Social, le Groupe poursuit son plan d'investissement dans les usines françaises sur la période 2014-2016, ce qui permettra de lancer un nouveau modèle dans chaque usine terminale sur cette période et de moderniser les sites industriels.

4.5.2.1.2. Les effectifs et les centres de R&D

La R&D accompagne la mondialisation du Groupe au travers de trois centres principaux de recherche et développement dans le Monde qui développent et adaptent le style et les technologies selon les spécificités de chaque région.

En Europe, sont localisées la plupart des équipes de la R&D (essentiellement en France) :

- 77 % de l'activité R&D du Groupe en 2015 ;
- 10 200 salariés à fin 2015 ;
- trois centres techniques : Vélizy, Sochaux et La Garenne-Colombes ;
- trois centres d'essais en France : Belchamp, La Ferté-Vidame et Carrières sous Poissy.

En Chine, la R&D accompagne la croissance soutenue du Groupe au travers des activités menées dans le cadre de deux joint-ventures (cf. paragraphe 4.5.2.4) : Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles et Changan PSA Automobiles :

- 2 700 personnes dont 2 000 dans les 2 joint-ventures ;
- trois centres de R&D, dont les activités sont orientées industrialisation et intégration locales : Shanghai (China Tech Center du Groupe), Wuhan et Shenzhen.

En Amérique latine, l'activité R&D représente :

- 630 personnes ;
- un centre R&D : São Paulo.

4.5.2.2. L'INNOVATION

4.5.2.2.1. La politique brevets

En avril 2015, lors du palmarès publié par l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), le Groupe a confirmé sa première place parmi les déposants français de demandes de brevets pour la 8^e année consécutive, avec 1 063 brevets publiés en France en 2014. Le classement reflète l'investissement des collaborateurs du Groupe dans la mise en place de solutions innovantes qui font l'automobile de demain.

La politique volontariste de dépôts de brevets lancée en 2000 avec la mise en place d'initiatives telles qu'un système incitatif de primes versées aux inventeurs lors du dépôt d'une demande de brevet, la mise en place d'un Palmarès des inventeurs et la création d'un réseau d'animateurs-brevets relaient efficacement l'information brevets au sein des différentes directions du Groupe. Cette politique a fait, en 2011, l'objet d'une évolution significative pour renforcer la protection des développements technologiques stratégiques, des innovations embarquées sur les projets véhicules, organes ou mises en œuvre dans les usines. PSA consolide ainsi un portefeuille de haute valeur.

En 2015, PSA confirme pour la 8^e fois consécutive sa place de premier déposant de brevets français avec 1 063 brevets publiés en 2014 auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI).

À titre d'illustrations :

- le moteur trois cylindres essence EB Turbo PureTech bénéficie de 120 brevets ;
- les 100 brevets sur la ligne BlueHDi font de la Peugeot 208 1.6l BlueHDi, le véhicule thermique le plus sobre ;
- porteur de plus de 60 brevets sur l'allègement, PSA a reçu, à l'occasion du salon international du composite (JEC Europe), un prix d'innovation pour un concept de structure composite pouvant remplacer l'acier.

Cette politique active de dépôt de brevets confère à PSA des avantages concurrentiels, en préservant l'exploitation de ses propres innovations. Elle est également un levier important dans les coopérations du Groupe avec d'autres constructeurs et notamment avec ses partenaires chinois pour lesquels la technologie PSA est un atout précieux pour croître sur leur marché.

4.5.2.2.2. L'open Innovation

Pour répondre aux challenges technologiques, environnementaux et sociétaux le Groupe structure ses travaux autour de l'*Open Innovation*, démarche d'ouverture, en interne comme en externe, offrant un large champ d'opportunités (réduction des coûts de développement, détection des nouvelles tendances et accélération du *time to market*).

Le Groupe a défini sa vision de l'*Open Innovation* : une politique relationnelle élargie, tirée par la création de valeur partagée, consistant à construire et piloter des relations avec différents écosystèmes.

Faire de l'*Open Innovation*, c'est associer les acteurs de chaque écosystème au processus d'innovation afin de créer plus de valeur pour l'ensemble des parties prenantes.

L'écosystème individus pour repérer de nouveaux usages

Le Groupe lance, depuis 2008, des initiatives vers l'écosystème « individus » (salariés, usagers et clients) pour repérer notamment de nouveaux usages, mieux répondre aux besoins, recueillir et évaluer des idées.

Pour ce faire, PSA développe des méthodes collaboratives et participatives, lui permettant de recueillir, analyser, exploiter et transformer en technologies ou services les idées émises.

En 2015, PSA a déployé sur plusieurs de ses sites un incubateur visant à accompagner les porteurs d'idées ingénieuses pour le Groupe dans l'évaluation, la maturation et dans la concrétisation de leurs projets.

L'écosystème entreprises pour collaborer avec de nouveaux partenaires

Le Groupe développe sa politique d'innovation en s'appuyant aussi sur un dialogue actif et équilibré avec ses partenaires :

- des partenariats cadre ont été noués avec les fournisseurs stratégiques du Groupe ;
- les partenariats avec des acteurs industriels hors automobile comme EADS ou EDF ont été développés, au sein desquels sont travaillés des thèmes d'intérêt commun comme la mise en œuvre de pièces de structure en matériaux composite ou le stockage de l'énergie électrique.

Le Groupe a également développé sa capacité à nouer des partenariats avec des TPE et *startup*, dans un cadre adapté et équilibré. C'est dans cette logique étendue de collaboration qu'un portail partenarial dédié à l'innovation a été ouvert en 2014. Accessible à partir du site internet de PSA, il présente une sélection régulièrement mise à jour des besoins du Groupe en matière d'innovations technologiques ou de services. Les PME/TPE et *startups* peuvent alors y déposer leur proposition pour une mise en relation qualifiée, simple et rapide avec les experts du Groupe.

Tout au long de l'année 2015, le Groupe a lancé plusieurs appels à innovation avec les pôles de compétitivité et les réseaux dédiés à l'innovation pour se rapprocher des *startups*/PME et nouer de nouveaux partenariats.

Le 18 décembre, PSA s'est engagé dans l'Alliance pour l'Innovation ouverte, alliance mise en place par Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique qui fédère les acteurs autour de valeurs qui définissent le cadre d'une relation de confiance équilibrée entre grands groupes et PME/*Startups*.

L'écosystème académique pour élargir son expertise

Pour rester à l'avant-garde des produits et des services automobiles, le Groupe noue des partenariats privilégiés en Europe et à l'international avec le monde académique. Les universités et les laboratoires les plus en pointe de leur domaine sont ciblés afin de bénéficier de leurs expertises et d'explorer des voies de recherche en rupture.

PSA a créé, en 2010, le StellLab « Science & Technologies Exploratory Lean Laboratory », la structure d'animation scientifique du Groupe. Sa mission est de favoriser et de développer les échanges interdisciplinaires entre le Groupe et avec ses partenaires académiques à travers des chaires académiques et des OpenLabs (structures mixtes mettant en commun les équipes de recherche et les moyens expérimentaux du Groupe et ceux des laboratoires partenaires).

Fin 2015, le réseau était constitué de :

- seize OpenLabs : dix en France, cinq en Chine et un au Brésil ;
- neuf chaires académiques dont trois chaires sont pluri-industrielles ;
- deux cellules d'innovation, localisées en Suisse (SelLab@EPFL) et Singapour (Innovation@Singapour).

Grâce à ses partenariats, le Groupe est en mesure de traiter les thématiques majeures pour l'avenir de l'automobile partout dans le monde.

À ce jour, près d'un quart de l'activité de recherche scientifique du Groupe est réalisé au sein des OpenLabs et plus de 25 pépites technologiques y ont déjà été produites avec les partenaires universitaires.

L'écosystème institutionnel pour une recherche collaborative

Le Groupe se rapproche également des institutions (ministères, collectivités territoriales, ANR, ADEME, Pôles de compétitivité, Commission européenne).

La dynamique de l'*Open Innovation* renforce l'importance des réseaux et la nécessité de coopérer avec différents types d'acteurs. Aussi, PSA est membre actif des pôles de compétitivité de la filière automobile (Mov'eo, Véhicule du Futur, ID4Car) qui favorisent l'émergence de projets collaboratifs, le rapprochement avec les *startup* et PME et la rencontre de nouveaux partenaires potentiels.

Ce dialogue lui permet de partager avec ses partenaires des travaux de recherche sur des technologies d'avenir et de profiter de terrains d'expérimentation, et ce, afin de répondre aux enjeux sociétaux de la mobilité durable. La participation à des partenariats de recherche publics/privés permet notamment d'accéder à l'ensemble des résultats des projets, y compris ceux réalisés par les partenaires.

Les projets collaboratifs sont pour la plupart des projets de recherche amont. Néanmoins, plusieurs projets ont donné lieu à des démonstrateurs roulants pertinents tels que HYDOLE (HYbride à DOminante éLectrique, projet de recherche subventionné par l'ADEME achevé fin 2012), OPENER (*Optimal Energy Consumption and Recovery*, projet de recherche destiné à accroître l'autonomie des futurs véhicules hybrides et électriques) et permis de lever des verrous technologiques, préfigurant de futures innovations.

Dans le programme Transports volet Routier du Programme Investissements d'Avenir (PIA), PSA participe à plusieurs projets soit en propre, soit via le GIE RE PSA Renault ou via le Groupement Scientifique Moteur (GSM).

Dans le programme FASTLITE, coordonné par Renault et PSA, les deux constructeurs soutiennent la mise en place des filières matériaux & process qui répondront aux enjeux de l'allègement sur le produit automobile à horizon 2018-2020. Les projets sont organisés autour des filières matériaux (composites, métalliques) et des domaines d'application automobile (éléments de la caisse, pièces mécaniques, pièces d'équipements).

Le Groupe participe également aux programmes :

- « Valorisation de la Recherche » au sein des Instituts de Recherche Technologique (IRT) : « M2P » Matériaux Métallurgie et Procédés, « SystemX » Ingénierie numérique des systèmes et « Jules Verne » Matériaux composites ;
- « Énergie » avec VEDECOM, Institut du Véhicule décarboné communicant et de sa mobilité, un des Instituts pour la Transition Énergétique (ITE) créé en février 2014.

PSA est un acteur incontournable de la Plateforme de la Filière Automobile (PFA) qui a pour mission de définir et mener les actions contribuant au renforcement de la filière automobile française. Trois programmes fédérateurs et structurants pour la filière, dans lesquels le Groupe est fortement impliqué, sont actuellement portés par la PFA :

- le véhicule 2 l/100 km dont l'objectif est de développer des briques technologiques, disponibles à l'horizon 2018-2020, permettant de produire des ruptures en termes de CO₂ à coût acceptable pour le client (voir chapitre 2) ;
- l'écosystème du véhicule autonome dont l'objectif est de construire la feuille de route générale dans le cadre pré-compétitif (évolution du cadre juridique, réglementaire, des infrastructures...) ;
- VALdriv PLM qui a pour objet le développement d'un système de management des informations techniques, des processus et des compétences associées, permettant à tous les acteurs intervenant sur le cycle de vie d'un produit ou d'un service, d'accéder instantanément aux bonnes données, au bon endroit et au bon moment, en fonction de leurs droits et de leur métier, pour créer la valeur maximale.

PSA est aussi à l'initiative de la création d'Excelcar, pôle d'excellence de la carrosserie en région Bretagne inauguré en 2015. Cette association portera un ensemble de projets, leviers de performance, d'attractivité et de différenciation par une maîtrise des meilleurs qui réunit les acteurs locaux (PME, industriels, laboratoire de recherche...) afin de développer des activités de recherche et développement dans les domaines de l'allègement des structures, la montée en gamme et l'assemblage multimatériaux. Elle compte 14 partenaires dont ACS, Cooper, Coriolis, Edixia, ESI, Faurecia et PSA et 5 laboratoires de recherche : UBS, ECN, INSA Rennes, Institut Maupertuis, ENSTA Bretagne.

4.5.2.3. LA R&D AU SERVICE DE LA CORE MODEL STRATEGY

Dans le cadre de son plan *Back in the Race*, le Groupe a décidé de limiter le nombre de silhouettes développées en recentrant et en ciblant sa gamme sur ses principaux *profit pools* mondiaux et de rationaliser son portefeuille de plateformes et le nombre de projets véhicules autour de programmes globaux.

Afin de permettre la rationalisation du nombre de plateformes et de répondre aux besoins commerciaux de toutes les régions où un véhicule peut s'avérer rentable, l'organisation projet des véhicules particuliers a été revue. Elle s'articule autour de cinq programmes, reposant sur deux plateformes et devant répondre aux intérêts de toutes les marques et toutes les régions sur le segment donné.

Aujourd'hui, le Groupe exploite six plateformes : PF T (206+/207 Amérique latine et Chine), BVH1, BVH2, BVH3, BVHU et EMP2. L'objectif est d'évoluer vers deux plateformes modulaires mondiales permettant de développer l'ensemble de notre gamme et de répondre aux enjeux masse, environnementale (en termes de CO₂) et aux attentes clients en termes de prestations :

- EMP2, dédiée aux segments C&D a été lancée en Europe, à Sochaux, en septembre 2013 avec le nouveau Citroën C4 Picasso et la nouvelle Peugeot 308 puis en Chine, à Wuhan, en 2014. Elle permet de proposer une offre produits diversifiée : berlines, coupés, monospaces, SUV, VUL en maîtrisant la diversité technique grâce à des modules « plug & play » (GMP, poste de conduite haut/bas, etc.). Les gains associés sont :
 - une réduction masse de 70 à 80 kg obtenue par l'utilisation de matériaux allégés innovants (acier, alu, composites) permettant de réduire l'empreinte environnementale des véhicules. Ainsi, les véhicules développés sur EMP2 afficheront 22 % de baisse de consommation et d'émissions de CO₂ par rapport au véhicule de la génération précédente,
 - des coûts de développement et d'industrialisation réduits pour chaque nouveau lancement grâce à des installations polyvalentes et identiques d'un site à l'autre,
 - une montée en gamme visible par le client avec de nouvelles tendances stylistiques telles que les grandes roues aux quatre coins, des silhouettes basses, un capot moteur abaissé, etc. ;
- CMP, *Common Modular Platform*, deviendra la plateforme de PSA et DFG pour les segments B et C. L'adaptation nécessitera un investissement de 200 millions d'euros qui sera financé à 60 % par PSA et 40 % par DFG. Une équipe de liaison composée d'ingénieurs de DFG est implantée à Vélizy au sein de l'équipe projet principale. Cette plateforme permettra à PSA et DFG de produire des véhicules sur leurs zones de développement respectives. Pour la Chine et l'ASEAN, PSA bénéficiera notamment de la connaissance du tissu fournisseurs de DFG qui permettra d'atteindre les objectifs de réduction de coûts ambitieux sur des segments très compétitifs. CMP apportera des solutions performantes en termes de modularité et polyvalence, d'équipements et de réduction des émissions de CO₂. L'électrification de la chaîne de traction permettra à PSA de proposer une alternative électrique pour tous ses véhicules des segments B et entrée de C.

De la même manière, le Groupe évolue pour développer l'ensemble des silhouettes des marques Peugeot, Citroën et DS ainsi que des silhouettes pour Fengshen et Opel, au travers de cinq programmes globaux. Chacun de ces programmes répondra aux intérêts des six régions et des trois marques sur le segment qu'il adresse. Le regroupement de familles de silhouettes, toutes marques, toutes régions, construites autour de la même racine technique véhicule permet l'introduction des concepts de « RESKIN ». Cette approche modulaire, couplée à notre organisation en mode programme, permet de reconduire certaines pièces de la base et des modules ainsi que des pièces de structures entre les véhicules d'un même programme. Ainsi, par rapport à une silhouette entièrement nouvelle, le gain est de 20 % sur les coûts de R&D et 30 % en CAPEX.

4.5.2.4. LE DÉVELOPPEMENT À L'INTERNATIONAL

Le Groupe organise son développement autour de six régions et s'est implanté industriellement dans 4 régions : l'Asie, l'Amérique latine, l'Eurasie (Russie) et la région Afrique – Moyen Orient.

Même si le centre principal de la R&D du Groupe reste l'Europe, et en particulier la France où est localisée environ 77 % de l'activité R&D, les sites de développement hors Europe (São Paulo et Shanghai) accompagnent par leur déploiement et leur montée en compétences son développement à l'international. Ils sont essentiels pour :

- répondre aux attentes spécifiques des clients locaux en termes de silhouettes, architecture, confort, etc. ;
- adapter les véhicules aux besoins et aux contraintes locales (conditions de roulage spécifiques, etc.) ;
- profiter des opportunités d'intégration locale en cohérence avec la politique modulaire.

Ces sites de développement ont également vocation à porter certaines activités de recherche avec des antennes locales spécialisées (par exemple : biocarburants, matériaux verts et *flex-fuel* à São Paulo).

Cette organisation favorise, entre autres, la réussite des projets, l'absence de redondances, une meilleure réactivité aux attentes des marchés et la gestion optimale des efforts de R&D dans le monde. Elle assure des coûts de développement et un *time to market* compétitifs.

4.5.2.4.1. Chine

Le Groupe développe ses activités en Chine dans le cadre de deux joint-ventures : DPCA (Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles), et CAPSA (Changan PSA Automobiles).

DPCA

Poursuivant leur coopération nouée il y a plus de 20 ans, l'accord de partenariat stratégique signé en mars 2014 entre PSA et le groupe Dongfeng Motors (DFG), renforce et approfondit leur partenariat industriel et commercial au sein de DPCA, qui couvre trois volets :

- une augmentation des volumes de DPCA en Chine ;
- la création d'une nouvelle joint-venture ayant pour objectif de développer les ventes des véhicules des marques Peugeot, Citroën et Fengshen (marque propre DPCA) en Asie du Sud-Est, et potentiellement sur d'autres marchés en croissance ;
- la création d'un centre de R&D commun en Chine, dédié au développement des produits et technologies destinés aux marchés à forte croissance, dont la Chine.

En termes de capacités industrielles, à fin 2015, la joint-venture DPCA dispose de trois usines à Wuhan. Elles fonctionnent actuellement en deux équipes pour une capacité totale potentielle de 750 000 unités par an. En juillet 2014, un accord a par ailleurs été signé entre DPCA et la municipalité de Chengdu pour la construction d'une 4^e usine en Chine. D'une capacité totale à terme de 360 000 véhicules

par an, la 4^e usine de DPCA fabriquera des véhicules des marques Dongfeng Citroën, Dongfeng Peugeot et Fengshen, des segments SUV et MPV. Avec cette 4^e usine, les capacités de production de DPCA seront portées à 1 million de véhicules en 2016.

- En 2015, la Peugeot 308S et la Citroën C4 ont été lancées en Chine. Ces lancements viennent compléter les succès des Peugeot 301, 308, 408, 508, 2008, 3008 et des Citroën C-Elysée, C-Quatre, C4L, C5 et C3-XR. Ces succès sont aussi le reflet du travail accompli par le China Tech Center, centre de R&D et de design du Groupe basé à Shanghai, qui est notamment à l'origine du design de la Citroën C4 et de l'adaptation de celui de la Peugeot 3008 aux attentes spécifiques des consommateurs chinois.
- En 2015, la nouvelle DS 5 est venue enrichir la gamme DS en Chine et accompagne les succès des DS 5LS et DS 6 lancées en 2014.
- Un plan produits et une offre moteurs renouvelée visent à réduire de 50 % les émissions de CO₂ des gammes commercialisées en Chine par le Groupe d'ici 2020. En parallèle, DPCA et CAPSA poursuivent sur la voie de l'hybridation avec une nouvelle génération Stop & Start.

La Dongfeng Fengshen L60, premier véhicule de la marque propre de DPCA, produite dans l'usine de Wuhan 1, a été lancée en 2015 dans le réseau de la marque Fengshen.

Avec la création de Dongfeng Peugeot Citroën International (DPCI), la nouvelle société en charge des activités de distribution et de services des marques Peugeot, Citroën et Fengshen dans les pays de l'ASEAN, DPCA accélère à présent son internationalisation.

CAPSA

En 2015, CAPSA, joint-venture créée en 2010 entre PSA et China Changan Automobiles Group, continue son développement.

L'usine de Shenzhen produit maintenant quatre véhicules, dont la nouvelle DS5, lancée simultanément en Europe et en Chine en avril 2015 et deux autres modèles lancés fin 2014 – la DS 5 LS et la DS 6.

Depuis l'ouverture en mars 2013 à Shanghai du « DS World », vitrine institutionnelle de la marque, le réseau commercial compte 91 « DS Stores » à la fin du mois de décembre 2015.

La joint-venture dispose depuis décembre 2014 d'un centre de R&D pour lequel CAPSA a investi au total 500 millions de RMB. Ses ingénieurs travailleront en étroite collaboration avec le China Tech Center, les centres R&D européens ainsi que le centre de style de Vélizy.

Les plans produits DPCA et CAPSA sont également renforcés : pour DPCA, le partenariat stratégique prévoit depuis plusieurs années le lancement d'au minimum un nouveau véhicule par an et par marque. Pour CAPSA, le plan produit de la marque DS sera également complété par une nouvelle offre chaque année, à commencer dès 2016 par la DS 4S, nouvelle offre sur le segment C Premium.

Ces plans produits ambitieux permettent non seulement de renouveler en profondeur l'offre existante, mais aussi d'augmenter les couvertures de marché des marques Peugeot, Citroën et DS en Chine.

4.5.2.4.2. Afrique – Moyen-Orient

La stratégie du Groupe dans la région consiste à mettre progressivement en œuvre une capacité de production de véhicules au cœur de la région pour servir les marchés de la région Afrique – Moyen-Orient, dont le potentiel est estimé à 8 millions de véhicules à horizon 2025.

- Le Groupe est implanté depuis 2014 au Nigeria, en partenariat avec PAN Nigeria Limited en vue d'assembler et de commercialiser des véhicules au Nigeria. Le premier véhicule

concerné par cet accord est la Peugeot 301 dont l'assemblage a commencé dans l'usine de Kaduna.

Selon les termes de l'accord, PAN Nigeria Limited pourra également assembler la Peugeot 508 et la Peugeot 308 et le Groupe s'appuiera sur un réseau d'une dizaine de concessionnaires, capables de mettre en œuvre très rapidement les standards de qualité demandés par la marque et d'appuyer son développement commercial au Nigeria.

- Le 19 juin 2015, le Groupe a également annoncé la construction d'une usine dans la Région de Kenitra, qui assemblera dès 2019 des moteurs et des véhicules des segments B et C couvrant les besoins de la région et des clients marocains. D'une capacité de 90 000 moteurs et véhicules au démarrage, cette unité industrielle atteindra une production de 200 000 unités à terme, lorsque la demande commerciale le justifiera.

Ce projet industriel s'appuiera sur le tissu de fournisseurs compétitifs présents au Maroc, qui bénéficieront de la montée en puissance progressive du dispositif industriel, ainsi que sur le développement d'activités d'ingénierie nécessaires au projet, permettant, ainsi, la réalisation d'un taux d'intégration locale de 60 % au démarrage du projet et 80 % à terme. La performance des fournisseurs locaux d'équipements automobiles permettra à ces derniers de bénéficier d'une croissance très significative de leur activité.

- Le 28 janvier 2016, le Groupe a annoncé la création d'une joint-venture en vue de produire des véhicules de dernière génération en Iran. Cette société, dont le capital sera réparti à 50/50, pose les bases d'un partenariat stratégique entre les deux entreprises et pourra investir jusqu'à 400 millions d'euros au cours des cinq prochaines années en capacités industrielles et en recherche & développement. L'investissement contribuera au développement d'un outil industriel compétitif permettant la production et la commercialisation des modèles Peugeot 208, 2008 et 301, équipés de motorisations de dernière génération. Les premiers véhicules sortiront des lignes de production de l'usine de Téhéran au cours du second semestre 2017.

Cette région, devient en 2015, le troisième pilier de développement du Groupe.

4.5.2.4.3. Amérique latine

Au Brésil, le Groupe dispose à Porto Real, depuis plus de 10 ans, de deux centres de production : une usine de moteurs et une usine terminale.

L'usine de moteurs de Porto Real produit des moteurs pour les véhicules du Groupe assemblés au Brésil et en Argentine et destinés aux marchés d'Amérique latine. Considérée mondialement comme un modèle au sein du Groupe, elle a démarré en 2012 la production d'une nouvelle génération de moteurs, développés au Brésil et adaptés aux besoins locaux, *flex-fuel* notamment. L'unité industrielle a déjà produit près de 1,6 million de moteurs, et sa capacité actuelle est de 190 000 moteurs par an.

L'usine terminale de Porto Real a dépassé son millionième véhicule produit et est actuellement dotée d'une capacité de production de 150 000 véhicules par an. La Peugeot 2008 a été lancée le 17 mars 2015 et les Peugeot 208, les Citroën C3, C3 Aircross complètent la production du site. La Peugeot 2008 est le premier véhicule à concrétiser la stratégie produit ciblée au niveau mondial.

À São Paulo, les ingénieurs et stylistes du centre de R&D local du Groupe travaillent à l'adaptation des véhicules aux conditions de circulation locales.

Par ailleurs, en Argentine, le Groupe dispose d'une usine terminale, proche de Buenos Aires, d'une capacité annuelle de 170 000 véhicules, où sont produites les Peugeot 207, Partner, 308 et 408, ainsi que les Citroën Berlingo et C4 lounge.

Le dispositif industriel du Groupe comprend également une usine mécanique, à Jeppener, qui produit un moteur 2.0 l et dispose d'une capacité de 75 000 moteurs par an.

Exposé très fortement aux variations de devise, le Groupe travaille à améliorer sa rentabilité dans la région en augmentant l'intégration et l'adaptation locale des véhicules produits dans les usines de la région, en réduisant les coûts fixes et en travaillant le positionnement et le pricing de nos marques.

4.5.2.4. Russie

PCMA Russie, l'usine d'assemblage à Kaluga, détenue en joint-opération par PSA (70 %) et par Mitsubishi Motors Corporation (30 %), a démarré sa production depuis mi-2012.

L'usine produit en 2015 les Peugeot 408 et Citroën C4 Sedan et sa capacité de production totale est de 125 000 véhicules par an.

Après une année 2012 en croissance, le marché russe recule depuis trois ans. En 2015, il s'inscrit en retrait de 36 % par rapport à 2014 et, allié à la détérioration du rouble par rapport à l'euro, a généré une baisse significative des volumes de ventes du Groupe. Les ventes du Groupe en Russie ont reculé de 73 % à 11 200 unités en 2015.

Le Groupe a engagé un plan d'actions important impliquant une réduction des frais fixes et des coûts de production, ainsi que le développement de solutions afin d'augmenter son intégration locale.

En 2015, le Groupe travaille sur son développement et des opportunités de croissance rentable en Ukraine, Kazakhstan et Biélorussie.

4.5.2.5. LA PERFORMANCE

L'amélioration de l'efficacité de la R&D de PSA repose sur deux leviers majeurs :

- la performance R&D ;
- les compétences.

L'amélioration de la performance R&D

La R&D s'est engagée à réaliser un gain de performance de 1,5 milliard d'euros d'ici 2019, soit un gain annuel moyen de 300 millions d'euros.

Les leviers majeurs identifiés pour atteindre cet objectif sont :

- optimiser les processus de conception et d'Ingénierie Système, nos Schémas Opérationnels de Développement (SOD), et développer les nouveaux projets dans un process qui optimise le *time to market* et réduit les coûts de développement. Ce levier permettra un gain moyen de 20 % sur les coûts de

développement et de dix semaines pour le développement d'un véhicule ;

- déployer le PLM (*Product Lifecycle Management*), outillage de l'ensemble de nos modes de fonctionnement et processus de travail, pour créer, gérer, partager et capitaliser l'ensemble des informations liées au produit, tout au long de son cycle de vie ;
- optimiser les dépenses prototypes grâce à l'utilisation d'outils numériques performants ;
- structurer la sous-traitance R&D autour des quatre fournisseurs majeurs d'ingénierie et en engageant avec chacun d'eux des actions d'optimisations des coûts visant une réduction de 20 % ;
- poursuivre nos coopérations avec :
 - Général Motors,
 - Toyota : segment A et D-LCV,
 - Fiat : véhicules utilitaires,
 - Ford : moteurs diesel ;
- renforcer le partenariat stratégique avec Dongfeng Motors avec le développement commun de la plateforme modulaire CMP.

Les actions en rupture nécessaires à l'atteinte du plan de performance R&D sont portées par le plan de transformation DRIVE « *Development Research Innovation & Value Enhancement* » qui vise à améliorer toute la chaîne de valeur de la R&D, depuis les phases exploratoires et d'innovation jusqu'aux phases d'industrialisation et de vie série.

La préservation de nos compétences cœur

En termes d'emploi, PSA, dans le cadre du Nouveau Contrat Social, s'est engagé à maintenir 75 % de l'activité R&D en France et à limiter à 20 % maximum la sous-traitance.

Pour atteindre cet objectif, le Groupe recentre ses ressources et ses compétences R&D sur son cœur de métier et sa valeur ajoutée :

- une filière expertise mise en place en 2010 qui regroupe aujourd'hui 21 maîtres experts, 163 experts et 711 spécialistes, compétences clés pour le Groupe ;
- un outil de gestion de compétences, dit matrice neuf cases, est appliqué systématiquement pour identifier rapidement celles à plus forte valeur ajoutée ;
- un programme de reconversion interne, appelé « Top Compétences », qui permet aux salariés de se repositionner sur les compétences à forte valeur ajoutée pour la R&D du Groupe.

4.5.3. Les réponses technologiques PSA

4.5.3.1. RÉDUCTION DE CONSOMMATION ET DES ÉMISSIONS DE CO₂

Soucieux de s'inscrire dans une démarche de développement durable, PSA consacre la moitié de ses efforts de R&D aux *clean technologies* dédiées à la réduction de la trace écologique de ses véhicules.

En termes de CO₂, les travaux R&D du Groupe portent sur les cinq leviers majeurs permettant de réduire considérablement la consommation des véhicules :

- le rendement moteur et l'hybridation ;
- l'allègement ;
- l'aérodynamique ;
- la résistance au roulement ;
- la gestion de l'énergie.

Les ordres de grandeurs de gains CO₂ pour chacun de ces leviers sont les suivants :

Grandeur physique	Gain CO ₂ (sur cycle NEDC)
Efficacité énergétique GMP	+ 10 % η → - 10 g/km
Masse	- 100 kg → - 8 g/km
Résistance au roulement	- 1 kg/t → - 2 g/km
Aérodynamique	- 0,05 m ² SCx → - 2 g/km
Consommation électrique	- 100 W → - 2,5 g/km

Les innovations technologiques pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre sont décrites dans le paragraphe 2.2.1.1.1, page 35.

4.5.3.2. RÉDUCTION DES ÉMISSIONS POLLUANTES

Grâce aux réglementations européennes, parmi les plus sévères au monde, les moteurs essence et diesel atteignent en homologation des niveaux d'émissions équivalents la norme Euro 6, exigible depuis septembre 2014 pour les nouveaux véhicules et applicables aux véhicules particuliers depuis septembre 2015. En complément d'informations sur la réglementation environnementale, il convient de se reporter au paragraphe 4.5.1.1 ci-avant.

Les travaux de R&D visent à équiper tous les véhicules du Groupe de systèmes de dépollutions toujours plus performants, que ce soit pour l'élimination des particules, la réduction des oxydes d'azote (NO_x) des moteurs diesel ou pour les polluants des moteurs essences (voir paragraphe 2.2.1.2.1 p. 39).

4.5.3.3. LE VÉHICULE CONNECTÉ AUTONOME

Pour répondre à l'évolution des usages et des attentes clients, PSA développe des véhicules connectés à leur environnement et embarquant des technologies d'automatisation visant à introduire progressivement la délégation de conduite.

4.5.3.3.1. La voiture connectée ou communicante

Un véhicule connecté ou communicant est un véhicule relié avec son environnement : cela commence par la réception radio, passe par le lien avec les Smartphones (Wi-Fi, Bluetooth, NFC Near Field Communication), avec les infrastructures (localisation GPS, téléphonie GSM, etc.) pour aller jusqu'au Car2X (dialogue véhicule à véhicule ou à infrastructures). Il interagit avec son environnement (exemple l'appel d'urgence, le Kit Main Libre, etc.). Il fait naturellement partie d'un écosystème où tous les objets auront la capacité de communiquer entre eux. Il marque le passage d'un véhicule cloisonné à un véhicule étendu avec des extensions dans le cloud et dans les équipements nomades.

Le Groupe se positionne sur ce marché en développant pour ses clients des services de mobilité et de l'intelligence embarquée (cf. paragraphe 2.2.1.4 p 42).

4.5.3.3.2. La voiture autonome ou à délégation de conduite

L'automatisation de la conduite arrive de manière progressive sur les véhicules avec trois grandes étapes :

- la conduite assistée : système qui gère soit le contrôle longitudinal, soit le maintien latéral du véhicule sur la route (exemple : ACC Automatic Cruise Control, Lane Keeping ou

encore le Traffic Jam Assist). Ces technologies imposent au conducteur de tenir le volant ;

- la conduite automatique ou automatisée : système qui gère à la fois le contrôle longitudinal et latéral du véhicule sans imposer au conducteur d'action sur le volant (lâcher de volant autorisé) ou sur les pédales. Toutefois le conducteur doit continuer à superviser le système en temps réel et ne doit pas faire d'autres tâches que celles liées à la conduite ;
- le véhicule autonome : dans ce mode de conduite, le conducteur n'est plus requis pour superviser le système, au moins pendant certaines phases. Il peut temporairement réaliser des tâches non liées à la conduite.

PSA sera en mesure de proposer des premières fonctions de conduite automatisée dès 2018. Ceci implique d'utiliser des technologies éprouvées et optimisées et de garantir une sécurité de fonctionnement maximale.

La stratégie du Groupe a pour objectif de rendre possible l'accès à ces technologies au plus grand nombre : « la sécurité pour tous ». Ainsi le déploiement des ADAS (Advanced Driving Assistance Systems) est planifié par vagues transversalement sur tous les véhicules du Groupe.

Le Groupe introduira également progressivement le véhicule autonome avec la possibilité temporaire pour le conducteur d'être « en dehors de la boucle » et de faire des tâches non liées à la conduite. Dans ce mode, le système assume totalement la tâche de conduite et la sécurité, et en cas de besoin de reprise en main, le conducteur est prévenu suffisamment à l'avance.

Les bénéfices client de l'automatisation croissante de la conduite sont de trois ordres :

- retrouver du temps lors des situations de conduite monotones ou rébarbatives ;
- simplifier le quotidien (ex : parking automatique) ;
- toujours plus de sécurité : 80 % des accidents sont dus à des erreurs humaines.

4.5.3.3.3. Les Interfaces Homme-Machine (IHM)

Les interfaces homme-machine (IHM) apportent au conducteur confort et sécurité de conduite. Aujourd'hui, au-delà des fonctions de conduite, le conducteur souhaite avoir accès à son environnement digital sur l'écran de son véhicule et ce, en toute sécurité.

Pour répondre à ces attentes, PSA a notamment développé le i-cockpit qui est déployé sur tous les véhicules de la gamme Peugeot depuis 2012. Le conducteur est accueilli au cœur d'un véritable cockpit techno-intuitif : le poste de conduite intègre un petit volant (maniabilité), un combiné tête haute (confort et sécurité de conduite) et une grande tablette tactile de 9,7" (simplicité, moins de boutons).

L'IHM, devenue un enjeu majeur, se distingue aujourd'hui par sa richesse de style, notamment grâce à l'harmonie « Agora » qui apporte modernité et ergonomie au produit.

De plus, l'augmentation des équipements complexes de connectivité et des automatismes qui interagissent avec le conducteur, nécessite de développer des IHM de grande qualité ergonomiques, sécurisantes, et compatibles avec la conduite.

Les IHM doivent donc être explicites et répondre aux besoins des trois modes de conduite :

- en conduite assistée : il s'agit d'informer sur l'état de fonctionnement du système en permettant des activations et réglages, fonction par fonction ;
- en conduite automatique : le conducteur devenant le superviseur du système doit pouvoir rentrer des consignes et des réglages de plus haut niveau : position dans la voie, dynamique de suivi du véhicule précédent, vitesse des manœuvres de stationnement, etc., il est informé de ce que fait le système en temps réel et dans un futur très proche. Il doit pouvoir reprendre

la main dès qu'il le veut. Le système contrôle en permanence l'attention du conducteur susceptible de reprendre la main à tout moment ;

- en conduite autonome : les interactions avec le véhicule sont principalement situées aux transitions de modes. Quand le conducteur devient un passager, les interfaces pourront prendre un aspect ludique ou utile pour lui permettre de mener d'autres activités. La coopération Homme machine en mode autonome est comparable à celle d'un client avec un chauffeur de taxi.

Les IHM de PSA combineront l'ensemble des modalités d'interaction entre le conducteur et le véhicule, notamment parole, toucher, gestes, regard, et ce, en interaction avec les équipements connectés du véhicule.

4.5.3.3.4. Les enjeux de la voiture connectée autonome

Le véhicule autonome communiquant a des enjeux technologiques considérables : réaliser un véhicule autonome sûr en grande série nécessite de profondes évolutions dans la manière de concevoir les systèmes embarqués automobiles.

Les services connectés génèrent également un nouveau marché où le positionnement des acteurs automobiles et *consumer electronics* reste encore à construire.

Mais par-delà ces enjeux business ou technologiques, l'enjeu est également sociétal. L'acceptation des différents degrés d'automatisation des véhicules par les clients et les pouvoirs publics se fera elle aussi par étapes. Les véhicules à conduite assistée sont déjà dans la rue et leur utilisation est croissante par les clients. Concernant la conduite automatique et le véhicule autonome, la convention de Vienne, telle qu'elle est interprétée par les États, n'autorise pas de tels dispositifs. Des discussions sont en cours entre les constructeurs via l'OICA pour renégocier la convention

pour qu'elle les autorise. Des contacts réguliers ont lieu avec les pouvoirs publics pour déterminer la meilleure façon d'introduire ces systèmes en prenant en compte l'ensemble des paramètres comme par exemple la communication vers les clients, la mise en main des véhicules et la formation des clients à ce type de technologies.

4.5.3.4. LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'ATTRACTIVITÉ DES MARQUES

Le portefeuille d'innovations PSA est déployé sur les véhicules du Groupe selon la stratégie d'image des trois marques.

Les innovations que l'on veut accessibles à tous nos clients sont déployées transversalement sur les véhicules Peugeot, Citroën et DS :

- les clean technologies (chaîne de traction optimisée, allègement, qualité de l'air, etc.) ;
- les ADAS (*Advanced Driving Assistance Systems*).

D'autres innovations font partie intégrante de l'image des trois marques du Groupe. Elles sont déployées sur les véhicules en fonction de la stratégie de chacune d'entre elles. Ainsi, la Peugeot 208 a pu bénéficier en 1^{re} mondiale d'une peinture texturée réagissant sous l'effet de la lumière par des variations d'aspect et de rendu, tout comme la Citroën C4 Cactus avec, en exclusivité, le système de protection latérale souple *Airbump*® qui le 2 avril 2015 a reçu la distinction de *2015 World Car Design Of The Year* en marge du salon international automobile de New York.

Directement issue des concept-cars « Divine DS », *WILD RUBY* ou « numéro 9 », la marque DS se dote d'une signature lumineuse sur DS3 avec le système DS LED Vision qui illustre l'adéquation entre technologie et attractivité.

4.6. ÉVÉNEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES

4.6.1. Informations sur les tendances

L'année 2015 marque la finalisation en avance du plan de reconstruction du Groupe. Les objectifs financiers du Groupe ont été dépassés, en s'appuyant sur les quatre objectifs opérationnels du plan *Back in the Race* (présenté en section 1.4.2.1).

1. Différenciation des marques et amélioration de leur positionnement prix

Les trois marques ont nettement dépassé leurs objectifs avec au moins 1 an d'avance, ce qui démontre une excellente compétitivité et atteste de la force des marques reconnue par les clients du Groupe. Le *pricing power* en Europe progresse, plus vite que prévu.

Peugeot, Citroën et DS sont complémentaires et différenciées avec chacune un territoire propre pour satisfaire des clientèles différentes. Peugeot assure le contrôle intégral de l'expérience de la mobilité (*Empowerment*), Citroën représente la transparence, la vie simplifiée et DS l'expérience client exclusive.

2. Une stratégie produit ciblée au niveau mondial

Le passage d'une stratégie de gamme par région à une logique de gamme mondiale s'illustre par le lancement de modèles au niveau mondial en s'attachant à simplifier la gamme tout en préservant la couverture des marchés (60 %) du Groupe : 39 modèles en 2015 contre 45 modèles début 2014, et par le fait de cibler les technologies les plus pertinentes.

Un plan riche et dynamique est prévu pour accompagner les actions commerciales avec plus de 28 nouveaux véhicules lancés dans les six prochaines années en Europe, il doit contribuer à l'atteinte à terme de cet objectif.

Les économies issues de la performance interne de la R&D et du partage des investissements et ressources avec des tiers, qui sont réinvesties, permettent de disposer de tous les produits et technologies dont le Groupe a besoin. Exemple du programme SUV du segment C : programme développé pour cinq véhicules devant être lancés à partir de fin 2016 et produits dans deux régions.

L'offensive technologique doit couvrir les attentes de la clientèle : PSA est toujours leader en termes d'émissions de CO₂ sur le marché européen avec 104,4 g/km (moteur turbo 3 cylindres et BlueHDi SCR), il est également parmi les leaders en matière de véhicules connectés (premier Groupe en Europe avec une flotte de 1,1 million de véhicules connectés avec boîtier télématique autonome) et le programme ADAS est en cours de déploiement. De nouvelles technologies sont en cours de développement, notamment 70 % des modèles seront équipés de dispositifs d'aide à la conduite en Europe d'ici 2020.

3. Assurer une croissance rentable à l'international

Les résultats se sont améliorés significativement dans toutes les régions.

L'Amérique latine est rentable pour la première fois sur une année pleine.

En Chine, le plan d'économies porte ses fruits avec une marge opérationnelle des partenariats avec Dongfeng à 8,4 % contre 7,5 % en 2014.

Parallèlement les volumes ont progressé de 5,5 % sur la période 2013/2015 au niveau mondial.

Pour le détail des résultats par région en 2015, veuillez vous référer également aux chapitres 1.4.1.1.2 et 4.5.2.5 ci-avant.

4. Accroître la compétitivité

Le point mort (calculé sur le résultat opérationnel courant de la division Automobile) a été amélioré de 1 000 000 véhicules (hors Chine), passant de 2,6 millions en 2013 à 1,6 millions de véhicules en 2015, pour un objectif initial à 2 millions de véhicules.

Le Groupe est en avance sur chaque levier :

- *pricing power* des marques : dépassement en 2015 pour chacune des trois marques de leur objectif 2016 ;
- réduction des coûts fixes illustrée notamment par l'atteinte d'un ratio de coûts salariaux sur chiffre d'affaires de 12 % (division Automobile hors réseau propre) dès 2015 ;

- réduction des coûts de production : le Groupe a réalisé près de la moitié de l'objectif à moyen terme, malgré l'impact des nouvelles réglementations (Euro 6), avec une économie de 211 euros par véhicules versus un objectif de 500 euros entre 2015-2018.

PERSPECTIVES DE MARCHÉ

En 2016, le Groupe s'attend à un marché automobile en hausse de l'ordre de + 2 % en Europe, et de + 5 % en Chine, et à un marché en baisse d'environ - 10 % en Amérique latine et de - 15 % en Russie.

LES OBJECTIFS FINANCIERS DU GROUPE ONT ÉTÉ DÉPASSÉS

Avec 3,8 milliards d'euros de *free cash flow* opérationnel généré sur l'année 2015, le Groupe a dépassé son objectif qui était de générer 2 milliards d'euros de *free cash flow* opérationnel Groupe sur la période 2015-2017.

Le Groupe avait également pour objectif d'atteindre une marge opérationnelle ⁽¹⁾ de 2 % pour la division Automobile en 2018, avec une cible de 5 % sur la période du prochain plan moyen terme 2019-2023. Cet objectif a également été dépassé dès l'année 2015 avec 5 % de marge opérationnelle pour la division Automobile.

PSA présentera son nouveau plan stratégique moyen terme le 5 avril 2016.

4.6.2. Prévisions ou estimations du bénéfice

Le Groupe n'a pas établi de prévision ou d'estimation de bénéfice.

(1) Résultat opérationnel courant de la division Automobile rapporté au chiffre d'affaires.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

5.1.	COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS	164	5.5.	VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	172
5.2.	ÉTATS CONSOLIDÉS DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	166	5.6.	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015	173
5.3.	BILANS CONSOLIDÉS	168	5.7.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	260
5.4.	TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	170			



Les comptes consolidés du Groupe sont présentés au titre des deux exercices 2015 et 2014. L'exercice 2013 est consultable dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2014 sous le numéro D. 14-0269.

5.1. COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Notes	2015			
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies					
Chiffre d'affaires	5.1	54 426	267	(17)	54 676
Coûts des biens et services vendus		(44 372)	(154)	17	(44 509)
Frais généraux et commerciaux		(5 467)	(109)	-	(5 576)
Frais de recherche et de développement	5.3	(1 858)	-	-	(1 858)
Résultat opérationnel courant		2 729	4	-	2 733
Produits opérationnels non courants	5.4-8.3	141	2	-	143
Charges opérationnelles non courantes	5.4-8.3	(900)	-	-	(900)
Résultat opérationnel		1 970	6	-	1 976
Produits financiers		295	(7)	-	288
Charges financières		(937)	7	-	(930)
Résultat financier	12.2	(642)	-	-	(642)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		1 328	6	-	1 334
Impôts courants		(342)	(19)	-	(361)
Impôts différés		(345)	-	-	(345)
Impôts sur les résultats	14	(687)	(19)	-	(706)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11.3	314	123	-	437
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	3.3	-	(114)	-	(114)
Résultat net des activités poursuivies		955	(4)	-	951
<i>Dont part du Groupe</i>		665	(17)	-	648
Activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat					
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		72	179	-	251
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		1 027	175	-	1 202
<i>Dont part du Groupe</i>		737	162	-	899
<i>Dont part des minoritaires</i>		290	13	-	303

(en euros)

Résultat net des activités poursuivies – part du Groupe – par action de 1 euro (Note 15.2)	0,82
Résultat net – part du Groupe – par action de 1 euro (Note 15.2)	1,14
Résultat net des activités poursuivies – part du Groupe – dilué par action de 1 euro (Note 15.2)	0,75
Résultat net – part du Groupe – dilué par action de 1 euro (Note 15.2)	1,04

(en millions d'euros)	Notes	2014			
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies					
Chiffre d'affaires	5.1	51 310	300	(18)	51 592
Coûts des biens et services vendus		(42 903)	(147)	18	(43 032)
Frais généraux et commerciaux		(5 681)	(57)	-	(5 738)
Frais de recherche et de développement	5.3	(2 025)	-	-	(2 025)
Résultat opérationnel courant		701	96	-	797
Produits opérationnels non courants	5.4-8.3	231	-	-	231
Charges opérationnelles non courantes	5.4-8.3	(904)	-	-	(904)
Résultat opérationnel		28	96	-	124
Produits financiers		205	-	-	205
Charges financières		(955)	(5)	-	(960)
Résultat financier	12.2	(750)	(5)	-	(755)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		(722)	91	-	(631)
Impôts courants		(228)	(19)	-	(247)
Impôts différés		22	(81)	-	(59)
Impôts sur les résultats	14	(206)	(100)	-	(306)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11.3	274	12	-	286
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	3.3	-	(300)	-	(300)
Résultat net des activités poursuivies		(654)	(297)	-	(951)
<i>Dont part du Groupe</i>		<i>(796)</i>	<i>(301)</i>	<i>(5)</i>	<i>(1 102)</i>
Activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat					
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		9	387	-	396
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		(645)	90	-	(555)
<i>Dont part du Groupe</i>		<i>(787)</i>	<i>86</i>	<i>(5)</i>	<i>(706)</i>
<i>Dont part des minoritaires</i>		<i>142</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>151</i>

(en euros)

Résultat net des activités poursuivies – part du Groupe – par action de 1 euro (Note 15.2)	(1,80)
Résultat net – part du Groupe – par action de 1 euro (Note 15.2)	(1,15)
Résultat net des activités poursuivies – part du Groupe – dilué par action de 1 euro (Note 15.2)	(1,80)
Résultat net – part du Groupe – dilué par action de 1 euro (Note 15.2)	(1,15)

5.2. ÉTATS CONSOLIDÉS DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITALS PROPRES

	2015		
	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
<i>(en millions d'euros)</i>			
Résultat net consolidé	1 908	(706)	1 202
Éléments recyclables par résultat			
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	(48)	12	(36)
› dont évaluation reprise en résultat net	24	(7)	17
› dont évaluation directe par capitaux propres	(72)	19	(53)
Réévaluation à la juste valeur des titres « disponibles à la vente »	8	(1)	7
› dont évaluation reprise en résultat net	8	(1)	7
› dont évaluation directe par capitaux propres	-	-	-
Écarts de change sur conversion des activités à l'étranger	71	-	71
TOTAL	31	11	42
Éléments non recyclables par résultat			
Écarts actuariels des retraites	219	(60)	159
Produits (charges) nets comptabilisés directement en capitaux propres	250	(49)	201
› dont part des sociétés mises en équivalence	105	-	105
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITALS PROPRES	2 158	(755)	1 403
› dont part des actionnaires de Peugeot S.A.			1 063
› dont part des minoritaires			340

Les produits et charges comptabilisés en capitaux propres correspondent à toutes les variations de capitaux propres résultant de transactions avec les tiers non actionnaires.

	2014		
	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
<i>(en millions d'euros)</i>			
Résultat net consolidé	(249)	(306)	(555)
Éléments recyclables par résultat			
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	112	(33)	79
› dont évaluation reprise en résultat net	(129)	19	(110)
› dont évaluation directe par capitaux propres	241	(52)	189
Réévaluation à la juste valeur des titres « disponibles à la vente »	2	-	2
› dont évaluation reprise en résultat net	2	-	2
› dont évaluation directe par capitaux propres	-	-	-
Écarts de change sur conversion des activités à l'étranger	215	-	215
TOTAL	329	(33)	296
Éléments non recyclables par résultat			
Écarts actuariels des retraites	(132)	46	(86)
Produits (charges) nets comptabilisés directement en capitaux propres	197	13	210
› dont part des sociétés mises en équivalence	(125)	-	(125)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	(52)	(293)	(345)
› dont part des actionnaires de Peugeot S.A.			(534)
› dont part des minoritaires			189

5.3. BILANS CONSOLIDÉS

ACTIF		31 décembre 2015			
(en millions d'euros)	Notes	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies					
Écarts d'acquisition	8.1	1 381	1	-	1 382
Immobilisations incorporelles	8.1	4 705	64	-	4 769
Immobilisations corporelles	8.2	10 893	1	-	10 894
Titres mis en équivalence	11	1 656	981	-	2 637
Autres actifs financiers non courants	12.5.A	669	42	(2)	709
Autres actifs non courants	9.1	1 072	11	-	1 083
Actifs d'impôts différés	14	550	31	-	581
Total des actifs non courants		20 926	1 131	(2)	22 055
Actifs d'exploitation					
Prêts et créances des activités de financement	13.3.A	-	468	(10)	458
Titres de placement des activités de financement	13.3.B	-	96	-	96
Stocks	6.1	3 996	-	-	3 996
Clients des activités industrielles et commerciales	6.2	1 624	-	(69)	1 555
Impôts courants	14	116	12	(9)	119
Autres débiteurs	6.3.A	1 716	131	(9)	1 838
		7 452	707	(97)	8 062
Actifs financiers courants	12.5.A	570	-	(456)	114
Placements financiers	12.5.B	352	-	-	352
	12.5.C & 13.3.C				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		10 465	486	(55)	10 896
Total des actifs courants		18 839	1 193	(608)	19 424
Total des actifs des activités poursuivies		39 765	2 324	(610)	41 479
Total des actifs des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		616	7 048	(33)	7 631
TOTAL ACTIF		40 381	9 372	(643)	49 110

PASSIF		31 décembre 2015			
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
(en millions d'euros)	Notes				
Capitaux propres	15				
Capital social					808
Actions propres					(238)
Réserves et résultats nets – Part du Groupe					9 985
Intérêts minoritaires					1 664
Total des capitaux propres					12 219
Activités poursuivies					
Passifs financiers non courants	12.6	4 267	-	-	4 267
Autres passifs non courants	9.2	3 487	-	-	3 487
Provisions non courantes	10.2	1 278	-	-	1 278
Passifs d'impôts différés	14	952	17	-	969
Total des passifs non courants		9 984	17	-	10 001
Passifs d'exploitation					
Dettes des activités de financement	13.4	-	525	(171)	354
Dettes non transférées des activités de financement destinées à être reprises en partenariat	13.4	-	2 604	(305)	2 299
Provisions courantes	10.3	3 044	153	-	3 197
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés		8 858	-	(9)	8 849
Impôts courants	14	167	6	(9)	164
Autres créanciers	6.3.B	4 806	117	(43)	4 880
		16 875	3 405	(537)	19 743
Passifs financiers courants	12.6	3 229	-	(14)	3 215
Total des passifs courants		20 104	3 405	(551)	22 958
Total des passifs des activités poursuivies*		30 088	3 422	(551)	32 959
Total des passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		401	3 623	(92)	3 932
TOTAL PASSIF					49 110

* Hors capitaux propres.

ACTIF

(en millions d'euros)

	Notes	31 décembre 2014			
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies					
Écarts d'acquisition	8.1	1 505	1	-	1 506
Immobilisations incorporelles	8.1	4 285	63	-	4 348
Immobilisations corporelles	8.2	10 826	5	-	10 831
Titres mis en équivalence	11	1 562	104	-	1 666
Autres actifs financiers non courants	12.5.A	696	31	(4)	723
Autres actifs non courants	9.1	928	14	(1)	941
Actifs d'impôts différés	14	529	61	-	590
Total des actifs non courants		20 331	279	(5)	20 605
Actifs d'exploitation					
Prêts et créances des activités de financement	13.3.A	-	4 078	(4)	4 074
Titres de placement des activités de financement	13.3.B	-	192	-	192
Stocks	6.1	4 194	-	-	4 194
Clients des activités industrielles et commerciales	6.2	1 375	-	(157)	1 218
Impôts courants	14	147	9	(62)	94
Autres débiteurs	6.3.A	1 662	320	(52)	1 930
		7 378	4 599	(275)	11 702
Actifs financiers courants	12.5.A	405	-	(301)	104
Placements financiers	12.5.B	266	-	-	266
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12.5.C & 13.3.C	8 477	1 610	(128)	9 959
Total des actifs courants		16 526	6 209	(704)	22 031
Total des actifs des activités poursuivies		36 857	6 488	(709)	42 636
Total des actifs des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		167	18 529	(120)	18 576
TOTAL ACTIF		37 024	25 017	(829)	61 212

PASSIF

(en millions d'euros)

	Notes	31 décembre 2014			
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Capitaux propres	15				
Capital social					783
Actions propres					(296)
Réserves et résultats nets – Part du Groupe					8 784
Intérêts minoritaires					1 147
Total des capitaux propres					10 418
Activités poursuivies					
Passifs financiers non courants	12.6	6 463	-	-	6 463
Autres passifs non courants	9.2	2 993	-	(1)	2 992
Provisions non courantes	10.2	1 541	2	-	1 543
Passifs d'impôts différés	14	640	-	-	640
Total des passifs non courants		11 637	2	(1)	11 638
Passifs d'exploitation					
Dettes des activités de financement	13.4	-	4 331	(363)	3 968
Dettes non transférées des activités de financement destinées à être reprises en partenariat	13.4	-	8 677	-	8 677
Provisions courantes	10.3	2 790	98	-	2 888
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés		8 177	-	(13)	8 164
Impôts courants	14	157	8	(1)	164
Autres créanciers	6.3.B	4 114	254	(140)	4 228
		15 238	13 368	(517)	28 089
Passifs financiers courants	12.6	2 833	-	(19)	2 814
Total des passifs courants		18 071	13 368	(536)	30 903
Total des passifs des activités poursuivies*		29 708	13 370	(537)	42 541
Total des passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		37	8 508	(292)	8 253
TOTAL PASSIF					61 212

* Hors capitaux propres.

5.4. TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Notes	2015			
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Résultat net des activités poursuivies		955	(4)	-	951
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat		-	114	-	114
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :					
‣ Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur	16.2	2 482	10	-	2 492
‣ Dotations nettes aux provisions		273	57	-	330
‣ Variation des impôts différés		353	(60)	-	293
‣ Résultats sur cessions et autres		184	7	-	191
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		41	(123)	-	(82)
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement		84	21	1	106
Variation des actifs et passifs liés aux véhicules donnés en location		118	-	-	118
Marge brute d'autofinancement		4 490	22	1	4 513
Variations du besoin en fonds de roulement	6.4.A	942	6 538	40	7 520
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies ⁽¹⁾		5 432	6 560	41	12 033
Cessions de sociétés consolidées et de titres de participation		31	(83)	-	(52)
Augmentation de capital et acquisitions de sociétés consolidées et de titres de participation		(120)	(25)	-	(145)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		88	2	-	90
Investissements en immobilisations corporelles ⁽²⁾		(1 622)	(1)	-	(1 623)
Investissements en immobilisations incorporelles ⁽³⁾		(1 327)	(18)	-	(1 345)
Variation des fournisseurs d'immobilisations		134	-	-	134
Autres		124	-	111	235
Flux liés aux investissements des activités poursuivies		(2 692)	(125)	111	(2 706)
Dividendes versés :					
‣ Intragroupe		918	(918)	-	-
‣ Nets reçus aux activités destinées à être reprises en partenariat		-	88	-	88
‣ Aux minoritaires des filiales intégrées		(85)	-	-	(85)
Augmentation de capital et des primes		199	-	-	199
(Acquisitions) Cessions d'actions propres		-	-	-	-
Variations des autres actifs et passifs financiers	12.3.B	(1 676)	-	142	(1 534)
Flux des opérations financières des activités poursuivies		(644)	(830)	142	(1 332)
Flux liés aux dettes non transférées des activités de financement reprises en partenariat ⁽⁴⁾		-	(8 234)	(5)	(8 239)
Flux liés aux actifs et passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat ⁽⁴⁾		42	938	(218)	762
Mouvements de conversion		(112)	(19)	3	(128)
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies et destinées à être cédées ou reprises en partenariat		2 026	(1 710)	74	390
Trésorerie nette au début de l'exercice		8 427	2 603	(128)	10 902
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	16.1	10 453	893	(54)	11 292

(1) Hors flux liés aux dettes non transférées des activités de financement destinées à être reprises en partenariat.

(2) Dont pour les activités industrielles et commerciales, 620 millions d'euros pour la division Équipement automobile et 1 002 millions d'euros pour la division Automobile.

(3) Dont pour les activités industrielles et commerciales, 85 millions d'euros hors recherche et développement pour la division Automobile.

(4) Le détail des flux de trésorerie liés aux activités de financement reprises en partenariat est présenté en Note 16.4.

(en millions d'euros)	Notes	2014			
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Résultat net des activités poursuivies		(654)	(297)	-	(951)
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat		-	300	-	300
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :					
‣ Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur	16.2	2 456	15	-	2 471
‣ Dotations nettes aux provisions		274	41	-	315
‣ Variation des impôts différés		(30)	(88)	-	(118)
‣ Résultats sur cessions et autres		42	-	-	42
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		(121)	(12)	-	(133)
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement		81	-	-	81
Variation des actifs et passifs liés aux véhicules donnés en location		(10)	-	-	(10)
Marge brute d'autofinancement		2 038	(41)	-	1 997
Variations du besoin en fonds de roulement	6.4.A	1 690	(157)	17	1 550
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies ⁽¹⁾		3 728	(198)	17	3 547
Cessions de sociétés consolidées et de titres de participation		-	-	-	-
Augmentation de capital et acquisitions de sociétés consolidées et de titres de participation		(61)	(10)	-	(71)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		203	2	-	205
Investissements en immobilisations corporelles ⁽²⁾		(1 250)	(2)	-	(1 252)
Investissements en immobilisations incorporelles ⁽³⁾		(1 111)	(12)	-	(1 123)
Variation des fournisseurs d'immobilisations		(68)	-	-	(68)
Autres		28	(9)	-	19
Flux liés aux investissements des activités poursuivies		(2 259)	(31)	-	(2 290)
Dividendes versés :					
‣ Intragroupe		228	(228)	-	-
‣ Nets reçus aux activités destinées à être reprises en partenariat		-	231	-	231
‣ Aux minoritaires des filiales intégrées		(58)	-	-	(58)
Augmentation de capital et des primes		2 961	-	-	2 961
(Acquisitions) Cessions d'actions propres		24	-	-	24
Variations des autres actifs et passifs financiers	12.3.B	(2 452)	-	334	(2 118)
Flux des opérations financières des activités poursuivies		703	3	334	1 040
Flux liés aux dettes non transférées des activités de financement reprises en partenariat ⁽⁴⁾		-	(1 155)	(300)	(1 455)
Flux liés aux actifs et passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat ⁽⁴⁾		47	2 179	32	2 258
Mouvements de conversion		47	1	(1)	47
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies et destinées à être cédées ou reprises en partenariat		2 266	799	82	3 147
Trésorerie nette au début de l'exercice		6 161	1 804	(210)	7 755
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	16.1	8 427	2 603	(128)	10 902

(1) Hors flux liés aux dettes non transférées des activités de financement destinées à être reprises en partenariat.

(2) Dont pour les activités industrielles et commerciales, 515 millions d'euros pour la division Équipement automobile et 779 millions d'euros pour la division Automobile.

(3) Dont pour les activités industrielles et commerciales, 75 millions d'euros hors recherche et développement pour la division Automobile.

(4) Le détail des flux de trésorerie liés aux activités de financement reprises en partenariat est présenté en Note 16.4.

5.5. VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Écarts d'évaluation – Part du Groupe							Capitaux propres – part du Groupe	Capitaux propres – intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital social	Actions propres	Réserves hors écarts d'évaluation	Couverture des flux futurs	Titres « disponibles à la vente »	Écarts actuariels sur retraites	Écarts de conversion			
Au 31 décembre 2013	355	(351)	7 264	(74)	-	(169)	(198)	6 827	1 010	7 837
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	(706)	82	2	(58)	146	(534)	189	(345)
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	20	-	-	-	-	20	3	23
Put sur minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres	-	-	1	-	-	-	-	1	(6)	(5)
Augmentation de capital	428	-	2 505	-	-	-	-	2 933	17	2 950
Actions propres	-	55	(31)	-	-	-	-	24	-	24
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(66)	(66)
Au 31 décembre 2014	783	(296)	9 053	8	2	(227)	(52)	9 271	1 147	10 418
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	899	(36)	7	145	48	1 063	340	1 403
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	10	-	-	-	-	10	5	15
Put sur minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres	-	-	(101)	-	-	-	-	(101)	95	(6)
Augmentation de capital	25	-	287	-	-	-	-	312	161	473
Actions propres	-	58	(58)	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(84)	(84)
AU 31 DÉCEMBRE 2015	808	(238)	10 090	(28)	9	(82)	(4)	10 555	1 664	12 219

5.6. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015



SOMMAIRE DE NOTES

NOTE 1	Événements spécifiques de l'exercice	174	NOTE 13	Financement et instruments financiers – Activités de financement	232
NOTE 2	Principes comptables et indicateurs de performance	175	NOTE 14	Impôts sur les résultats	244
NOTE 3	Périmètre de consolidation	176	NOTE 15	Capitaux propres et résultat par action	247
NOTE 4	Information sectorielle	184	NOTE 16	Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés	250
NOTE 5	Résultat opérationnel	187	NOTE 17	Engagements donnés hors bilan et passifs éventuels	252
NOTE 6	Besoin en fonds de roulement des activités industrielles et commerciales	191	NOTE 18	Transactions avec les parties liées	252
NOTE 7	Charges et avantages au personnel	194	NOTE 19	Événements postérieurs à la clôture	252
NOTE 8	Immobilisations incorporelles et corporelles	200	NOTE 20	Honoraires des Commissaires aux Comptes	253
NOTE 9	Autres actifs et passifs non courants	205	NOTE 21	Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2015	254
NOTE 10	Provisions courantes et non courantes	206			
NOTE 11	Titres mis en équivalence	207			
NOTE 12	Financement et instruments financiers – Activités industrielles et commerciales	213			

PRÉAMBULE

Les comptes consolidés de l'exercice 2015 y compris les Notes aux états financiers ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 15 février 2016, la Note 19 tenant compte des événements survenus jusqu'au Conseil de Surveillance du 23 février 2016.

NOTE 1 | ÉVÉNEMENTS SPÉCIFIQUES DE L'EXERCICE

1.1. MISE EN ŒUVRE ET EXTENSION DU PARTENARIAT AVEC SANTANDER

Le partenariat a été mis en œuvre dans plusieurs pays sur l'exercice 2015 : en France et au Royaume-Uni le 2 février, et en Espagne et en Suisse le 2 octobre. Ces activités sont depuis cette date réalisées au sein de sociétés désormais en partenariat, évaluées par mise en équivalence à hauteur de 50 %. En 2015, le partenariat avec Santander a été étendu aux activités brésiliennes et au portefeuille d'encours des activités *Retail* de l'Espagne et de l'Italie (cf. Note 3.3).

1.2. ACCORD DE CESSIION PAR FAURECIA DE L'ACTIVITÉ EXTÉRIEURS AUTOMOBILE

Faurecia a signé avec la Compagnie Plastic Omnium un protocole portant sur la cession de son activité Extérieurs automobile. Avant signature d'un accord définitif, le projet est soumis aux procédures nécessaires d'information et consultation avec les instances représentatives du personnel ainsi qu'aux autorités de la concurrence concernées. Pour la présentation des comptes consolidés, ces activités ont été reclassées en application d'IFRS 5 (cf. Note 3.3.B).

Cet accord de cession, combiné avec le remboursement anticipé par Faurecia de son obligation convertible (cf. Note 12.6.B) se traduira par la disparition quasi totale de la dette nette de Faurecia.

1.3. OPÉRATIONS RELATIVES AU CAPITAL

A. *Augmentation de capital réservée aux salariés*

L'augmentation de capital réservée aux salariés qui avait été initiée au dernier trimestre 2014 a été finalisée en janvier 2015. Plus de 15 280 collaborateurs ont participé à l'offre « Accelerate » avec une souscription très largement supérieure à l'offre d'achat d'actions (cf. Note 15.1.B).

B. *Exercice des Bons de Souscription d'Actions (BSA)*

Dans le cadre des augmentations de capital du 1^{er} semestre 2014, des BSA avaient été remis aux anciens actionnaires, exerçables à partir de la deuxième année (cf. Note 15.1.B des comptes consolidés 2014). Au 31 décembre 2015, 62 881 270 bons ont été exercés sur un total de 342 060 365 bons émis (cf. Note 15.1.B).

1.4. REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Dans le cadre de la gestion de sa dette, le Groupe a procédé au rachat anticipé de plusieurs emprunts obligataires pour 500 millions d'euros (cf. Note 12.6.A).

1.5. ACCORDS INDUSTRIELS

A. *Accord industriel avec le Royaume du Maroc*

Le Groupe et le Royaume du Maroc ont signé le 19 juin 2015 un accord qui prévoit la construction d'une usine dans la Région de Kenitra, qui assemblera dès 2019 des moteurs et des véhicules des segments B et C couvrant les besoins de la région et des clients marocains. D'une capacité de 90 000 moteurs et véhicules au démarrage, cette unité industrielle atteindra une production de 200 000 unités à terme, lorsque la demande commerciale le justifiera.

B. *Accord de partenariat industriel avec le groupe Bolloré*

En juin 2015, le Groupe et le groupe Bolloré signent un accord de partenariat dans les domaines de la voiture électrique et de l'Auto-partage. Cet accord prévoit la fabrication et la distribution d'un véhicule électrique du Groupe Bolloré sur le site industriel PSA de Rennes. Les deux groupes s'engagent également dans le développement d'activités de mobilité communes avec des solutions d'auto-partage utilisant des véhicules électriques et thermiques.

L'accord de coopération stratégique signé entre le groupe Bolloré et PSA concrétise un intérêt commun dans le domaine de la mobilité durable et couvre les activités de fabrication et distribution automobile, ainsi que l'auto-partage. Cette vision partagée porte l'ambition commune de devenir un acteur majeur du marché de l'auto-partage, part importante de l'économie de la nouvelle mobilité en complément de l'offre de transport public.

NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

2.1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE APPLIQUÉ

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2015 ⁽¹⁾. Les normes IFRS non adoptées par l'Union européenne étant sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe, ils sont donc également conformes au référentiel IFRS.

Le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) comprend les normes IFRS, les normes IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que leurs interprétations SIC (*Standing Interpretations Committee*) et IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

Les nouveaux textes du référentiel IFRS qui seront applicables pour les exercices à venir, sous réserve de leur adoption par l'Union européenne, sont les suivants :

Nouveaux textes		Première application requise par l'IASB aux exercices ouverts à compter du	Impacts
Amendement IAS 1	« Initiative concernant les Informations à fournir »	01/01/2016	Sans impacts significatifs
Amendement IFRS 11	« Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune »	01/01/2016	Sans impacts significatifs
IFRS 9	« Instruments financiers »	01/01/2018 ⁽¹⁾	Impacts en cours d'analyse
IFRS 15	« Reconnaissance des revenus »	01/01/2018 ⁽¹⁾	Impacts en cours d'analyse
IFRS 16	« Contrats de Location »	01/01/2019 ⁽²⁾	Impacts en cours d'analyse

(1) Non encore adoptée par l'Union européenne.

(2) Publiée en janvier 2016.

2.2. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IFRS, requiert de la part de la direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en Notes annexes sur les actifs et passifs éventuels.

Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles. Elles font l'objet de revues périodiques.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés.

Dans le cadre de la préparation des comptes annuels 2015, le Groupe a porté une attention particulière aux postes comptables :

- valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels de la division Automobile (cf. Note 8.3) ;

- provisions (notamment pour restructuration, engagements de retraite, garantie des véhicules neufs et litiges) (cf. Note 5.4.B, Note 7.1 et Note 10) ;
- actifs d'impôts différés (cf. Note 14) ;
- programmes d'incitation aux ventes (cf. Note 5.1.A).

2.3. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le Groupe présente dans sa communication financière des indicateurs de performance qui ne sont pas en lecture directe dans les états de synthèse des comptes consolidés. Les principaux indicateurs définis dans les Notes annexes sont les suivants :

- résultat opérationnel courant par secteurs (cf. Note 4.1 et Note 5) ;
- *free cash flow* et *free cash flow* opérationnel (cf. Note 16.5) ;
- position financière nette (cf. Note 12.3) ;
- sécurité financière (cf. Note 12.4).

(1) Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

NOTE 3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. PRINCIPES COMPTABLES

A. Principes de consolidation

1) Méthodes de consolidation

Le nom générique PSA est utilisé pour désigner l'ensemble du Groupe constitué par la Société mère Peugeot S.A. et toutes ses filiales.

Peugeot S.A. et les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence.

En application d'IFRS 11, les partenariats qualifiés d'opérations conjointes sont comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlées par le Groupe. Une opération conjointe peut être réalisée à travers un simple contrat ou à travers une entité juridique contrôlée conjointement. Les partenariats qui donnent uniquement un contrôle sur l'actif net, qualifiés de coentreprises, sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.

Sauf situation particulière, sont consolidées les sociétés dont la contribution additionnelle aux données consolidées dépasse l'un des seuils suivants :

- chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros ;
- total du bilan supérieur à 20 millions d'euros ;
- endettement total supérieur à 5 millions d'euros.

Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation conformément aux principes généraux décrits en Note 12.8. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les résultats d'une filiale, qu'ils soient positifs ou négatifs, sont entièrement alloués entre la part Groupe et la part hors-Groupe selon les pourcentages d'intérêt respectifs. De ce fait, en cas de résultats négatifs et d'absence d'accord de prise en charge des pertes d'une filiale, les intérêts minoritaires peuvent devenir négatifs.

2) Variations de périmètre aboutissant au contrôle exclusif

Les regroupements d'entreprises intervenus après le 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés suivant la méthode de l'acquisition, conformément à **IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises »**.

Les actifs identifiables, passifs et passifs éventuels de l'acquis sont comptabilisés à leur juste valeur en date d'acquisition dès lors qu'ils respectent les critères de comptabilisation d'IFRS 3 révisée. Les écarts d'acquisition résiduels représentent les flux de trésorerie attendus des synergies post-acquisition au-delà des actifs et des passifs reconnus lors de la première intégration. Les frais de transaction sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

En cas d'ajustement de prix dans les 12 mois suivants la date d'acquisition, l'évaluation initiale provisoire est ajustée en contrepartie du *goodwill*. Tout ajustement ultérieur est comptabilisé en dette ou en créance en contrepartie du résultat du Groupe.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à la norme **IAS 36 « Dépréciation d'actifs »**. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an (cf. Note 8.3).

3) Écarts d'acquisition sur sociétés mises en équivalence

Les écarts d'acquisition se rapportant à des sociétés mises en équivalence représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres, majoré des coûts directement attribuables à l'acquisition, et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables à la date de prise de participation. Ces écarts d'acquisition sont inclus dans la valeur des « Titres mis en équivalence ». Ils sont testés par le biais du test de valeur effectué sur les titres.

4) Autres variations de périmètre

Toute variation de pourcentage d'intérêt impliquant la perte du contrôle d'une entité est comptabilisée en Résultat Opérationnel Non Courant (si le montant est significatif) comme une cession de l'intégralité de l'entité immédiatement suivie d'un investissement dans la participation conservée.

Les opérations ne remettant pas en cause la détention du contrôle sont en revanche considérées comme des transactions entre actionnaires et se traduisent par une nouvelle répartition des capitaux propres entre la part du Groupe et la part hors-Groupe, y compris les frais de transaction.

B. Méthodes de conversion

1) Conversion des états financiers des filiales étrangères

a) Cas général

La devise fonctionnelle du Groupe est l'euro qui est également retenu comme devise de présentation des comptes consolidés. Les filiales ont très généralement pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture. Leur compte de résultat est converti mois par mois au taux moyen de chaque mois. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Les écarts d'acquisition sur ces filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.

b) Cas particuliers

Certaines filiales, hors zone Euro, réalisent l'essentiel de leurs transactions en Euro ou en US Dollars, qui est alors reconnu comme leur devise de fonctionnement. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique et les éléments monétaires au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées immédiatement en résultat.

Le Groupe n'opère pas dans des pays à forte inflation au sens de la norme **IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »**.

2) Opérations en devises

En application de la norme IAS 21, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés :

- en résultat opérationnel courant pour les transactions commerciales de toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales.

3.2. COMPOSITION DU GROUPE

Le Groupe est constitué de la société holding Peugeot S.A. cotée sur Euronext et de ses filiales. Les filiales significatives sont consolidées conformément à la Note 3.1.

Le Groupe est géré en trois secteurs principaux (cf. Note 4) :

- la division Automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires des marques Peugeot, Citroën et DS. Elle comprend majoritairement des filiales détenues à 100 %, mais également des filiales sous contrôle conjoint pour la production de véhicules ou d'organes en Europe et pour les activités industrielles et commerciales en Chine. Ces filiales sous contrôle conjoint sont consolidées conformément à IFRS 11 (cf. Note 3.1) ;
- la division Équipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des systèmes d'intérieur, des sièges d'automobile, d'extérieurs d'automobile et des technologies de contrôle des émissions. Faurecia est coté sur Euronext. À la suite de la conversion des OCEANE de Faurecia, Peugeot S.A. détient au 31 décembre 2015 46,62 % du capital de

Faurecia et 63,21 % des droits de vote qui lui assure le contrôle exclusif. L'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs de Faurecia n'aurait pas d'incidence sur le contrôle exclusif par le Groupe ;

- la division activités de Financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot, Citroën et DS ainsi que celui de leurs réseaux de distribution. Banque PSA Finance a le statut d'établissement financier. En 2014, Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance ont signé un accord-cadre en vue de la constitution d'un partenariat dont le périmètre a été étendu en juin 2015 (cf. Note 1.1) qui couvre l'essentiel de l'activité de Banque PSA Finance. En 2015, les partenariats avec Santander sont devenus effectifs dans plusieurs pays et sont dorénavant consolidés par mise en équivalence (cf. Note 3.3).

Les autres activités du Groupe sont regroupées dans le secteur « Autres activités » qui inclut notamment la société holding Peugeot S.A. et des participations minoritaires dans le groupe GEFCO ainsi que dans Peugeot Scooters (société Peugeot Motocycles) consolidées par mise en équivalence.

	31/12/2015	31/12/2014
Intégration globale		
Sociétés industrielles et commerciales	295	304
Sociétés de financement	36	54
	331	358
Opérations conjointes		
Sociétés industrielles et commerciales	3	3
Mise en équivalence		
Sociétés industrielles et commerciales	49	45
Sociétés de financement	19	1
	68	46
NOMBRE DE SOCIÉTÉS À LA CLÔTURE	402	407

Principales variations du périmètre

À l'exception des opérations liées au partenariat avec Santander (cf. Note 3.3.A), les principales acquisitions et cessions de l'exercice sont les suivantes :

- le 19 janvier 2015, le Groupe a signé un accord de partenariat stratégique avec le groupe Mahindra & Mahindra (M&M) à l'issue duquel le Groupe a perdu le contrôle exclusif de la société Peugeot Motocycles, qui est désormais consolidée par mise en équivalence à hauteur de 49 % ;

- le 31 mars 2015, le Groupe a cédé l'activité de conception et de réalisation d'outillages industriels portée par la société PCI-SCEMM ;

- le 31 mars 2015, le Groupe a acquis la société Mister Auto. Cette société n'est pas consolidée au 31 décembre 2015.

Ces opérations intervenues au cours de l'exercice 2015 n'ont pas eu, ni individuellement, ni globalement, d'impact significatif sur les données consolidées du Groupe.

3.3. ACTIFS ET ACTIVITÉS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS OU REPRIS EN PARTENARIAT

En application de la norme IFRS 5, un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés (activité), est considéré comme destiné à être cédé ou repris en partenariat quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente à un tiers ou à une société non contrôlée dont le Groupe est partenaire, et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif ou l'activité doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable.

Ces actifs ou activités destinés à être cédés ou repris en partenariat sont évalués au plus bas de la valeur comptable et du prix de cession estimé, nets des coûts directement liés à la cession. Les actifs immobilisés concernés, cessent d'être amortis à compter de la date à laquelle ces actifs ou l'activité à laquelle ils appartiennent

sont considérés par le Groupe comme remplissant les critères de classement en actifs destinés à être cédés ou repris en partenariat.

Les actifs immobilisés et les actifs et passifs des activités destinés à être cédés ou reprises en partenariat sont présentés sur des lignes distinctes des autres actifs et passifs du Groupe : « Actifs des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat » et « Passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat ».

Les éléments du résultat net, du tableau de flux de trésorerie et des autres produits et charges enregistrés directement en capitaux propres relatifs à des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat sont présentés distinctement dans les états financiers consolidés pour toutes les périodes présentées.

Ces principes ont été appliqués au partenariat avec Santander et à l'activité Extérieurs automobile en 2014 et 2015 et, à l'activité Peugeot Scooters en 2014.

A. Partenariat avec Santander

Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance (Santander CF) ont annoncé le 10 juillet 2014 la signature d'un accord-cadre sur la constitution d'un partenariat qui porte sur onze pays en Europe. En 2014, les actifs et passifs destinés à être cédés ou repris en partenariat ont été déclassés en application d'IFRS 5 sur des lignes spécifiques des états financiers (cf. Note 3.3 des états financiers 2014).

Le partenariat a été mis en œuvre dans plusieurs pays sur l'exercice 2015 : en France et au Royaume-Uni le 2 février, et en Espagne et en Suisse le 2 octobre. Ces activités sont depuis ces dates réalisées au sein de sociétés désormais en partenariat, évaluées par mise en équivalence à hauteur de 50 %. Ces sociétés étaient antérieurement consolidées par intégration globale.

Les dettes EMTN (*Euro Medium Term Notes*)/BMTN (Bons à Moyen Terme Négociables) et l'essentiel des dettes envers les établissements de crédit liées au refinancement des actifs destinés à être transférés ne sont pas transférés. Elles sont classées dans une ligne spécifique « Dettes non transférées des activités de financement destinées à

être reprises en partenariat ». Dans la mesure du possible, le Groupe a prévu que ces dettes fassent l'objet d'un remboursement anticipé et il sera mis fin par anticipation à certaines lignes de crédit non tirées (cf. Note 13.4.G). Les ajustements des dettes de financement et de la sécurité financière associée réalisés dans ce cadre en 2015 sont décrits en Note 13.4. L'impact sur l'exercice 2015 est une charge de 10 millions d'euros.

En 2015, le partenariat avec Santander a été étendu aux activités brésiliennes et au portefeuille d'encours des activités *Retail* de l'Espagne et de l'Italie. En conséquence, en 2015 les déclassements ont été complétés et une charge de réévaluation de 60 millions d'euros a été constatée. Pour les comptes 2014 présentés en comparatif, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie ont été retraités. Ils sont présentés dans les tableaux ci-dessous. En revanche, conformément à IFRS 5, les bilans 2014 ne sont pas retraités.

En conséquence des reclassements effectués, les activités destinées à être reprises en partenariat et les financements associés ne sont plus pris en compte dans le résultat opérationnel courant. Les charges et produits sont classés dans les postes suivants :

- résultat net des activités destinées à être reprises en partenariat ;
- autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat.

1) Détail des reclassements aux comptes de résultats consolidés

2014 (en millions d'euros)	Activités de financement 100 %	Déclassement du périmètre complet du partenariat	Activités de financement publié ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	1 703	(1 403)	300
Coûts des biens et services vendus	(967)	820	(147)
Frais généraux et commerciaux	(399)	342	(57)
Résultat opérationnel courant	337	(241)	96
Produits et charges opérationnels non courants	(2)	2	-
Résultat financier	(8)	3	(5)
Impôts sur les résultats	(121)	21	(100)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	12	-	12
Autres charges liées au financement non transféré ⁽²⁾	-	(300)	(300)
Résultat net des activités poursuivies	218	(515)	(297)
Résultat net des activités destinées à être reprises en partenariat ⁽³⁾	-	387	387
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	218	(128)	90

(1) Comptes retraités IFRS 5 publiés en comparatif depuis juillet 2015.

(2) Ces charges se rapportent aux dettes de financement des activités destinées à être transférées y compris l'ajustement de valeur lié au partenariat avec Santander pour - 16 millions d'euros.

(3) Y compris l'ajustement de valeur lié au partenariat avec Santander pour - 112 millions d'euros dont 75 millions d'euros au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition du groupe Banque PSA Finance.

2015 (en millions d'euros)	Activités de financement 100 %	Mise en œuvre du partenariat en 2015	Déclassement des activités restant à transférées	Activités de financement publié ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	1 601	(648)	(686)	267
Coûts des biens et services vendus	(606)	135	317	(154)
Frais généraux et commerciaux	(481)	191	181	(109)
Résultat opérationnel courant	514	(322)	(188)	4
Produits et charges opérationnels non courants	(23)	-	25	2
Résultat financier	4	-	(4)	-
Impôts sur les résultats	(148)	98	31	(19)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11	112	-	123
Autres charges liées au financement non transféré ⁽²⁾	-	-	(114)	(114)
Résultat net des activités poursuivies	358	(112)	(250)	(4)
Résultat net des activités destinées à être reprises en partenariat ⁽³⁾	-	-	179	179
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	358	(112)	(71)	175

(1) Comptes retraités IFRS 5 (périmètre du partenariat au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2015).

(2) Ces charges se rapportent aux dettes de financement des activités destinées à être transférées y compris l'ajustement de valeur lié au partenariat avec Santander pour - 10 millions d'euros.

(3) Y compris l'ajustement de valeur lié au partenariat avec Santander pour - 60 millions d'euros.

2) Effet de l'extension du périmètre du partenariat avec Santander Consumer Finance

COMPTE DE RÉSULTAT

2014 (en millions d'euros)	Activités de financement 100 %	Périmètre initial du partenariat	2014 publié en février 2015	Périmètre complémentaire du partenariat	2014 publié en juillet 2015
Chiffre d'affaires	1 703	(1 075)	628	(328)	300
Résultat opérationnel courant	337	(211)	126	(30)	96
Résultat opérationnel	335	(212)	123	(27)	96
Résultat financier	(8)	-	(8)	3	(5)
Impôts sur les résultats	(121)	34	(87)	(13)	(100)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	12	-	12	-	12
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	-	(251)	(251)	(49)	(300)
Résultat net des activités poursuivies	218	(429)	(211)	(86)	(297)
Résultat net des activités destinées à être reprises en partenariat	-	301	301	86	387
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	218	(128)	90	-	90

BILAN

31 décembre 2014 (en millions d'euros)	Activités de financement 100 %	Déclassement du périmètre initial	Au 31 décembre 2014 publié en février 2015	Déclassement du périmètre complémentaire	Au 31 décembre 2014 après déclassement complet
Prêts et créances des activités de financement	21 060	(16 982)	4 078	(3 249)	829
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 061	(451)	1 610	(279)	1 331
Titres de placement des activités de financement	991	(799)	192	(28)	164
Titres mis en équivalence	104	-	104	-	104
Autres actifs courants et non courants	869	(365)	504	(254)	250
Total des actifs des activités poursuivies	25 085	(18 597)	6 488	(3 810)	2 678
Total des actifs des activités destinées à être reprises en partenariat	-	18 529	18 529	3 810	22 339
TOTAL ACTIF	25 085	(68)	25 017	-	25 017
Dettes des activités de financement	20 523	(16 192)	4 331	(3 510)	821
Autres passifs courants et non courants	1 302	(940)	362	(90)	272
Dettes non transférées des activités de financement	-	8 677	8 677	2 045	10 722
Total des passifs des activités poursuivies	21 825	(8 455)	13 370	(1 555)	11 815
Total des passifs des activités destinées à être reprises en partenariat	-	8 508	8 508	1 555	10 063
TOTAL PASSIF*	21 825	53	21 878	-	21 878

* Hors capitaux propres.

3) Effet de la mise en œuvre du partenariat avec Santander Consumer Finance sur 2015

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2014 après déclassement complet	Mise en œuvre du partenariat en France, Espagne, Suisse et au Royaume-Uni					Au 31 décembre 2015 publié
		Déconsolidation et mise en équivalence	Remboursement du financement par les JV	Restruc- turation du refinancement	Réduction des capitaux propres par versement de dividendes	Autres variations de la période	
Prêts et créances des activités de financement	829	(71)	-	-	-	(290)	468
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 331	657	7 127	(4 890)	(918)	(2 821)	486
Titres mis en équivalence	104	785	-	-	-	92	981
Titres de placement des activités de financement	164	-	-	-	-	(68)	96
Autres actifs courants et non courants	250	18	-	-	-	25	293
Total des actifs des activités poursuivies	2 678	1 389	7 127	(4 890)	(918)	(3 062)	2 324
Total des actifs des activités destinées à être reprises en partenariat	22 339	(15 703)	-	-	-	412	7 048
TOTAL ACTIF	25 017	(14 314)	7 127	(4 890)	(918)	(2 650)	9 372
Dettes des activités de financement	821	-	-	-	-	(296)	525
Autres passifs courants et non courants	272	-	-	-	-	21	293
Dettes non transférées des activités de financement	10 722	-	-	(4 890)	-	(3 228)	2 604
Total des passifs des activités poursuivies	11 815	-	-	(4 890)	-	(3 503)	3 422
Total des passifs des activités destinées à être reprises en partenariat	10 063	(14 314)	7 127	-	-	747	3 623
TOTAL PASSIF*	21 878	(14 314)	7 127	(4 890)	-	(2 756)	7 045

* Hors capitaux propres

La sortie des actifs et passifs des filiales France, Royaume-Uni, Espagne et Suisse reprises en joint-venture (15 703 millions d'euros et 14 314 millions d'euros) ont pour contrepartie la trésorerie reçue de Santander pour l'acquisition des titres (657 millions d'euros) et la valeur des joint-ventures conservés par le Groupe (785 millions d'euros).

Le remboursement par les joint-ventures de leurs financements qui étaient assurés par le Groupe s'est élevé à 7 127 millions d'euros.

Les dettes externes de refinancement du Groupe ont été remboursées sur l'exercice pour 4 890 millions d'euros.

Les capitaux propres ont été réduits par distribution de dividendes d'un montant de 918 millions d'euros payés.

B. Cession par Faurecia de l'activité Extérieurs automobile

Faurecia a signé avec la Compagnie Plastic Omnium un protocole portant sur la cession de son activité Extérieurs automobile. L'activité qui serait cédée, qui comprend les pare-chocs et les modules de bloc-avant, a généré un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros en 2014 aux bornes du groupe Faurecia et emploie 7 700 personnes dans 22 sites industriels. La transaction est basée sur une Valeur d'Entreprise de 665 millions d'euros.

1) Détail des reclassements aux comptes de résultats consolidés des activités industrielles et commerciales

2014 (en millions d'euros)	Publié en février 2015	Impact IFRS 5	Publié en février 2016
Chiffre d'affaires	53 019	(1 709)	51 310
Coûts des biens et services vendus	(44 445)	1 542	(42 903)
Frais généraux et commerciaux	(5 770)	89	(5 681)
Frais de recherche et de développement	(2 025)	-	(2 025)
Résultat opérationnel courant	779	(78)	701
Produits et charges opérationnels non courants	(679)	6	(673)
Résultat financier	(755)	5	(750)
Impôts sur les résultats	(226)	20	(206)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	270	4	274
Résultat net des activités poursuivies	(611)	(43)	(654)
Résultat net des activités destinées à être cédées	(34)	43	9
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	(645)	-	(645)

2015 (en millions d'euros)	Avant reclassement IFRS 5	Impact IFRS 5	Publié en février 2016
Chiffre d'affaires	56 078	(1 652)	54 426
Coûts des biens et services vendus	(45 853)	1 481	(44 372)
Frais généraux et commerciaux	(5 536)	69	(5 467)
Frais de recherche et de développement	(1 877)	19	(1 858)
Résultat opérationnel courant	2 812	(83)	2 729
Produits et charges opérationnels non courants	(760)	1	(759)
Résultat financier	(635)	(7)	(642)
Impôts sur les résultats	(704)	17	(687)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	314	-	314
Résultat net des activités poursuivies	1 027	(72)	955
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	72	72
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	1 027	-	1 027

2) Détail des reclassements aux bilans consolidés des activités industrielles et commerciales

2014 (en millions d'euros)	Publié en février 2015	Impact IFRS 5 ⁽¹⁾	Après reclassement IFRS 5 ⁽¹⁾
Écart d'acquisition	1 505	(126)	1 379
Immobilisations incorporelles et corporelles	15 111	(275)	14 836
Actifs d'impôts différés	529	(7)	522
Autres actifs courants et non courants	11 235	(199)	11 036
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 477	(4)	8 473
Total des actifs des activités poursuivies	36 857	(611)	36 246
Total des actifs des activités destinées à être cédées	167	611	778
TOTAL ACTIF	37 024	-	37 024
Provisions courantes et non courantes	4 331	(27)	4 304
Autres passifs non courants	10 096	(21)	10 075
Autres passifs courants	15 281	(370)	14 911
Total des passifs des activités poursuivies	29 708	(418)	29 290
Total des passifs des activités destinées à être cédées	37	418	455
TOTAL PASSIF ⁽²⁾	29 745	-	29 745

(1) Pour information le bilan 2014 a été présenté après reclassement des activités destinées à être cédées.

(2) Hors capitaux propres.

2015 (en millions d'euros)	Avant reclassement IFRS 5	Impact IFRS 5	Publié en février 2016
Écart d'acquisition	1 522	(141)	1 381
Immobilisations incorporelles et corporelles	15 871	(273)	15 598
Actifs d'impôts différés	558	(8)	550
Autres actifs courants et non courants	11 962	(191)	11 771
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 468	(3)	10 465
Total des actifs des activités poursuivies	40 381	(616)	39 765
Total des actifs des activités destinées à être cédées	-	616	616
TOTAL ACTIF	40 381	-	40 381
Provisions courantes et non courantes	4 348	(26)	4 322
Autres passifs non courants	8 721	(15)	8 706
Autres passifs courants	17 420	(360)	17 060
Total des passifs des activités poursuivies	30 489	(401)	30 088
Total des passifs des activités destinées à être cédées	-	401	401
TOTAL PASSIF*	30 489	-	30 489

* Hors capitaux propres.

3) Détail des reclassements aux tableaux de flux de trésorerie consolidés des activités industrielles et commerciales

2014 (en millions d'euros)	Publié en février 2015	Impact IFRS 5	Publié en février 2016
Marge brute d'autofinancement	2 126	(88)	2 038
Variations du besoin en fonds de roulement	1 752	(62)	1 690
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	3 878	(150)	3 728
Cession de sociétés consolidées et de titres de participation	-	-	-
Acquisition de sociétés consolidées et de titres de participation	(61)	-	(61)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	204	(1)	203
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(2 413)	52	(2 361)
Autres	(44)	4	(40)
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(2 314)	55	(2 259)
Dividendes versés :			
‣ Intragroupe	228	-	228
‣ Aux minoritaires des filiales intégrées	(58)	-	(58)
Augmentation de capital et primes	2 961	-	2 961
Variations des autres actifs et passifs financiers/(Acquisitions) Cessions d'actions propres	(2 456)	28	(2 428)
Flux des opérations financières des activités poursuivies	675	28	703
Flux liés aux actifs et passifs transférés des activités destinées à être cédées	(20)	67	47
Mouvements de conversion	47	-	47
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies et destinées à être cédées	2 266	-	2 266
Trésorerie nette au début de l'exercice	6 161		6 161
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	8 427	-	8 427

2015 (en millions d'euros)	Avant reclassement IFRS 5	Impact IFRS 5	Publié en février 2016
Marge brute d'autofinancement	4 598	(108)	4 490
Variations du besoin en fonds de roulement	965	(23)	942
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	5 563	(131)	5 432
Cession de sociétés consolidées et de titres de participation	29	2	31
Acquisition de sociétés consolidées et de titres de participation	(120)	-	(120)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	91	(3)	88
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(3 016)	67	(2 949)
Autres	257	1	258
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(2 759)	67	(2 692)
Dividendes versés :			
‣ Intragroupe	918	-	918
‣ Aux minoritaires des filiales intégrées	(85)	-	(85)
Augmentation de capital et primes	199	-	199
Variations des autres actifs et passifs financiers/(Acquisitions) Cessions d'actions propres	(1 684)	8	(1 676)
Flux des opérations financières des activités poursuivies	(652)	8	(644)
Flux liés aux actifs et passifs transférés des activités destinées à être cédées	-	42	42
Mouvements de conversion	(126)	14	(112)
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies et destinées à être cédées	2 026	-	2 026
Trésorerie nette au début de l'exercice	8 427	-	8 427
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	10 453	-	10 453

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

En application d'**IFRS 8 « Secteurs opérationnels »**, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différentes divisions. Le résultat sectoriel de référence est le Résultat Opérationnel Courant.

La définition des secteurs d'activité est développée dans la Note 3.2.

Pour le reporting interne, la division activités de Financement demeure présentée à 100 %. Elle correspond à la consolidation de toutes les entités détenues en propre ou en partenariat avant impact IFRS 5. La colonne « réconciliation » effectue le lien avec la présentation dans le compte de résultat consolidé.

4.1. SECTEURS D'ACTIVITÉ

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante. La colonne « Éliminations et non affecté » regroupe les éliminations internes au Groupe, ainsi que les montants non affectés par secteur permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe. Faurecia et Banque PSA Finance établissant des comptes consolidés publiés, la présentation du résultat de leur secteur va jusqu'au résultat net. Pour les autres secteurs, du fait d'une gestion commune de la trésorerie et de l'impôt dans certains pays, seuls le résultat opérationnel et le résultat net des sociétés mises en équivalence sont présentés pour chaque secteur.

Toutes les relations commerciales interactivités sont établies sur une base de prix de marché.

La colonne 100 % de la division Équipement automobile correspond aux données avant application de la norme IFRS 5.

La colonne 100 % de la division activités de Financement correspond aux données avant application de la norme IFRS 5 et en 2015 avec intégration globale des sociétés en partenariat avec Santander.

	2015						
(en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Autres activités	Financement		Éliminations et non affecté ⁽¹⁾	Total
	100 %	Réconciliation					
Chiffre d'affaires net							
› de l'activité (hors Groupe)	37 510	16 915	1	1 246	(996)	-	54 676
› ventes inter-activités (Groupe)	4	1 855	109	355	-	(2 323)	-
Total ⁽²⁾	37 514	18 770	110	1 601	(996)	(2 323)	54 676
Résultat opérationnel courant	1 871	830	28	514	(510)	-	2 733
Produits opérationnels non courants	130	11	-	2	-	-	143
Frais de rationalisation des structures	(734)	(57)	(2)	(4)	4	-	(793)
Pertes de valeur des UGT, provisions pour contrat onéreux et autres	(88)	(5)	-	-	-	-	(93)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(14)	-	(21)	21	-	(14)
Résultat opérationnel	1 179	765	26	491	(485)	-	1 976
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie		5		-	-	182	187
Charges de financement		(182)		-	-	(357)	(539)
Produits à caractère financier		59		(2)	(5)	49	101
Charges à caractère financier		(32)		6	1	(366)	(391)
Résultat financier	-	(150)	-	4	(4)	(492)	(642)
Impôts sur les résultats		(186)		(148)	129	(501)	(706)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	302	13	(1)	11	112	-	437
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	-	-	-	-	(114)	-	(114)
Résultat net des activités poursuivies		442		358	(362)		951
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat	-	61	11	-	179	-	251
Résultat net consolidé		503		358	(183)		1 202
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 018	931	-	33	(14)		2 968
Dotations aux amortissements	(2 007)	(612)	-	(21)	4		(2 636)

(1) La colonne « Éliminations et non affecté » comprend les éliminations des ventes inter-activités entre le secteur « Financement » et les autres secteurs (338 millions d'euros).

(2) Dont pour la division Automobile, chiffre d'affaires de l'activité constructeur : 36 535 millions d'euros.

En 2015 en présentation à 100 % de son activité, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 1 065 millions d'euros. Le coût du risque de ce même exercice s'élève à 69 millions d'euros.

En 2015 après application d'IFRS 5, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 113 millions d'euros. Le coût du risque de ce même exercice s'élève à 1 million d'euros.

2014							
(en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Autres activités	Financement		Éliminations et non affecté ⁽¹⁾	Total
				100 %	Réconciliation		
Chiffre d'affaires net							
▸ de l'activité (hors Groupe)	36 084	15 224	2	1 341	(1 059)	-	51 592
▸ ventes inter-activités (Groupe)	1	1 653	98	362	-	(2 114)	-
Total ⁽²⁾	36 085	16 877	100	1 703	(1 059)	(2 114)	51 592
Résultat opérationnel courant	63	595	37	337	(241)	6	797
Produits opérationnels non courants	220	8	3	1	(1)	-	231
Frais de rationalisation des structures	(682)	(73)	-	(3)	3	-	(755)
Pertes de valeur des UGT, provisions pour contrat onéreux et autres	(134)	-	-	-	-	-	(134)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(15)	-	-	-	-	(15)
Résultat opérationnel	(533)	515	40	335	(239)	6	124
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie	-	-	-	-	-	120	120
Charges de financement	-	(199)	-	-	-	(460)	(659)
Produits à caractère financier	-	3	-	-	-	82	85
Charges à caractère financier	-	(43)	-	(8)	3	(253)	(301)
Résultat financier	-	(239)	-	(8)	3	(511)	(755)
Impôts sur les résultats	-	(95)	-	(121)	21	(111)	(306)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	264	5	5	12	-	-	286
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	-	-	-	-	(300)	-	(300)
Résultat net des activités poursuivies		186		218	(515)		(951)
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat	-	43	(34)	-	387	-	396
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		229		218	(128)		(555)
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	1 574	787	-	25	(11)		2 375
Dotations aux amortissements	(1 851)	(509)	-	(22)	12		(2 370)

(1) La colonne « Éliminations et non affecté » comprend les éliminations des ventes inter-activités entre le secteur « Financement » et les autres secteurs (344 millions d'euros).

(2) Dont pour la division Automobile, chiffre d'affaires de l'activité constructeur : 35 348 millions d'euros.

En 2014 en présentation à 100 % de son activité, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 851 millions d'euros. Le coût du risque au titre de ce même exercice s'élève à 116 millions d'euros.

En 2014 après application d'IFRS 5, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 167 millions d'euros. Le coût du risque au titre de ce même exercice s'élève à 14 millions d'euros.

4.2. ZONES GÉOGRAPHIQUES

Les indicateurs donnés par zones géographiques sont le chiffre d'affaires ventilé par zone de commercialisation à la clientèle et les immobilisations corporelles ventilées par zone d'implantation des sociétés consolidées.

	2015							
(en millions d'euros)	Europe	Eurasie	Chine et Asie du Sud-Est	Inde Pacifique	Amérique latine	Moyen Orient & Afrique	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	38 704	348	3 724	922	3 616	2 638	4 724	54 676
Immobilisations corporelles	9 467	142	361	90	373	54	407	10 894

	2014							
(en millions d'euros)	Europe	Eurasie	Chine & Asie du Sud-Est	Inde Pacifique	Amérique latine	Moyen Orient & Afrique	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	35 791	848	3 830	1 100	3 783	2 367	3 873	51 592
Immobilisations corporelles	9 580	160	265	70	348	49	359	10 831

NOTE 5 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le Résultat Opérationnel correspond au résultat ⁽¹⁾ avant prise en compte du résultat financier, des impôts sur les résultats et du résultat net des sociétés mises en équivalence.

Le Groupe utilise le Résultat Opérationnel Courant comme principal indicateur de performance. Ce résultat opérationnel courant s'entend avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels non courants définis de manière limitative comme correspondant aux éléments d'importance significative, inhabituels, anormaux et peu fréquents, qui n'entrent pas dans la performance récurrente de l'entreprise.

En pratique, les autres produits et charges opérationnels non courants comprennent principalement les éléments suivants qui font l'objet, le cas échéant, d'une description spécifique en Note annexe (cf. Note 5.4) :

- les frais de rationalisation et les coûts liés aux départs anticipés de personnel ;
- les variations de pertes de valeurs d'actifs non courants issues des tests de valeur d'Unité Génératrice de Trésorerie et celles relatives aux contrats onéreux correspondants ;
- les plus-values de cession de biens immobiliers et dépréciations de biens immobiliers destinés à être cédés.

Frais généraux et commerciaux

Les frais généraux et commerciaux comprennent les frais généraux de structure, les moyens commerciaux indirects et la garantie.

un simple intermédiaire ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires. Il en est de même des ventes de matières premières, pièces et organes mécaniques aux sous-traitants et destinés à être rachetés sans marge.

Lorsque les ventes de véhicules neufs sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrats de ventes avec clause de rachat), elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations, dès lors qu'il est probable que cette option sera exercée. Ce principe s'applique :

- quelle que soit la durée de la garantie de rachat accordée ;
- que ces ventes soient réalisées directement avec la clientèle finale ou financées par Banque PSA Finance et ses filiales.

La différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat convenu est reconnue linéairement comme un loyer sur la durée du contrat. Le véhicule objet du contrat est immobilisé pour son coût de revient, et amorti linéairement sur la durée du contrat, sous déduction de sa valeur résiduelle, correspondant à sa valeur de revente estimée comme véhicule d'occasion. L'éventuel bénéfice complémentaire de cession finale est constaté sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion. Si la marge nette globale est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat avec clause de rachat.

Programmes d'incitation aux ventes

Les coûts des programmes, décidés ou à venir, sont déduits des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Ils sont provisionnés sur la base de l'historique des trois derniers mois, pays par pays. Ceux d'entre eux dont le montant variable est lié au chiffre d'affaires sont enregistrés en diminution de celui-ci.

Le Groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur des crédits accordés à des conditions inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

b) Division Équipement automobile

Dans la division Équipement automobile, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client.

Les conditions de reconnaissance des produits des activités ordinaires définies par IAS 18 ne sont pas réunies lorsque les études et les outillages sont payés au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les études et les outillages ne peuvent pas être considérés comme vendus. Les études sont comptabilisées en immobilisations incorporelles (cf. Note 5.3.A) et les outillages en immobilisations corporelles (cf. Note 8.2.A).

5.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

A. Principes comptables

1) Activités industrielles et commerciales

a) Division Automobile

Le chiffre d'affaires comprend essentiellement les ventes de biens et services, constituées en particulier par les ventes et locations de véhicules.

Conformément à la norme **IAS 18 « Produits des activités ordinaires »**, les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété. Celle-ci correspond généralement à la date de leur mise à disposition à des concessionnaires indépendants ou à celle de la livraison pour les ventes directes à la clientèle finale.

Les refacturations de charges effectuées dans le cadre d'opérations pour lesquelles le Groupe est considéré comme

(1) Résultat des activités poursuivies, hors les « autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat ».

En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours. Le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

2) Activités de Financement

Les sociétés de financement du Groupe et les sociétés de financement en partenariat ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et des ventes à la clientèle finale de l'activité automobile. Les financements sont réalisés sous la

forme de crédits classiques ou d'opérations de crédit-bail, de locations avec option d'achat ou de locations longue durée. Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés dans leurs comptes sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

Le chiffre d'affaires au compte de résultat du Groupe se limite à celui des activités qui ne sont pas transférées ou destinées à être transférées aux sociétés en partenariat avec Santander (cf. Note 3.3.A). Le chiffre d'affaires présenté à 100 % en Note 4.1 regroupe l'ensemble de ces activités de financement.

B. Chiffres clefs

(en millions d'euros)	2015	2014
Ventes de biens	53 062	49 869
Prestations de services	1 364	1 441
Activités de Financement	250	282
TOTAL	54 676	51 592

Les ventes de biens sont composées essentiellement de ventes de véhicules, de pièces, d'organes et de composants automobiles.

Les prestations de services incluent principalement les activités d'atelier du réseau de distribution détenu par le Groupe ainsi que les activités de location de véhicules, tels que définies en Note 8.2.C.

Le chiffre d'affaires des activités de Financement est composé principalement des produits d'intérêts bruts, primes d'assurance et autres produits bruts.

5.2. COÛTS OPÉRATIONNELS COURANTS PAR NATURE

Ventilés par nature, les coûts opérationnels comprennent notamment les frais de personnel et les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles explicités ci-dessous. Les autres coûts opérationnels courants sont suivis par division de façon appropriée à chacune d'elles, ce qui ne permet pas une présentation homogène par nature au niveau Groupe.

Frais de personnel

Les frais de personnel de l'effectif inscrit des sociétés du Groupe comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	2015	2014
Automobile ⁽¹⁾	(4 999)	(5 381)
Équipement automobile ⁽²⁾	(3 036)	(2 774)
Financement ⁽³⁾	(10)	(9)
Autres activités	(97)	(81)
TOTAL	(8 142)	(8 245)

(1) Dont 4 390 millions d'euros de frais de personnel pour l'activité constructeur (4 751 millions d'euros en 2014).

(2) 352 millions d'euros de frais de personnel ont été déclassés en activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat (329 millions d'euros en 2014).

(3) 75 millions d'euros de frais de personnel ont été déclassés en activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat (144 millions d'euros en 2014).

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), d'un montant de 108 millions d'euros au 31 décembre 2015 (108 millions d'euros au 31 décembre 2014), a été porté en déduction des frais de personnel.

Le détail des charges et avantages au personnel est présenté en Note 7.

Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements inclus dans le résultat opérationnel courant concernent les actifs suivants :

(en millions d'euros)	2015	2014
Frais de développement	(778)	(742)
Autres immobilisations incorporelles	(95)	(73)
Outillages spécifiques	(651)	(564)
Autres immobilisations corporelles	(1 112)	(991)
TOTAL	(2 636)	(2 370)

5.3. FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

A. Principes comptables

Les frais de recherche et développement comprennent les coûts des activités scientifiques, techniques, de propriété industrielle, d'enseignement et de transmission des connaissances nécessaires pour assurer le développement, la production ou la mise en œuvre, et la commercialisation de matériaux, dispositifs, produits, procédés, systèmes ou services nouveaux ou substantiellement améliorés.

En application de la norme **IAS 38 « Immobilisations incorporelles »**, les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

La valeur brute des frais de développement activés inclut les coûts d'emprunt (cf. Note 12.2.A).

Les charges de l'exercice intègrent les frais de recherche, les frais d'études et de développement non activés en application des critères ci-avant, ainsi que la dotation aux amortissements des frais de développement activés.

1) Division Automobile

Les frais de développement des véhicules et organes mécaniques (moteurs et boîtes de vitesses), supportés entre le jalon

d'engagement du projet (correspondant au choix du style pour les véhicules), et le passage en production de présérie en ligne, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces frais sont amortis à partir de l'accord de fabrication en série sur leur durée d'utilité plafonnée à sept ans pour les véhicules et dix ans pour les organes et modules. Les dépenses immobilisées incluent notamment le coût des personnels affectés aux projets, le coût des prototypes et les prestations externes facturées au titre du projet considéré. Ces dépenses excluent tous les coûts indirects imputables aux activités de recherche et développement notamment les loyers, les amortissements des bâtiments et les coûts d'utilisation des systèmes informatiques. Par ailleurs, les dépenses immobilisées incluent la part des dépenses de développement supportée par le Groupe dans le cadre des coopérations (l'autre part étant refacturée aux partenaires). En général, les dépenses de développement facturées au Groupe par ses partenaires de coopérations sont aussi immobilisées si elles répondent aux critères d'activation. L'ensemble des coûts de développement organes destinés à répondre aux nouvelles normes antipollution est suivi par projet et immobilisé.

2) Division Équipement automobile

Des études sont engagées pour chaque programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Les études sont parfois payées au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les coûts encourus entre l'acceptation par le client de la proposition commerciale et la mise en production série des pièces ou modules en question, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces coûts sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client, avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus sont enregistrés en stocks de travaux en cours.

B. Frais de recherche et développement nets

(en millions d'euros)	Notes	2015	2014
Total des dépenses engagées ⁽¹⁾		(2 249)	(2 250)
Frais de développement activés ⁽²⁾		1 163	963
Frais non activés		(1 086)	(1 287)
Amortissement des frais de développement activés	8.1	(772)	(738)
TOTAL		(1 858)	(2 025)

(1) Dont 374 millions d'euros pour Faurecia (376 millions d'euros en 2014).

(2) En complément à ces frais, sont activés des frais financiers au titre de la norme IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts » (cf. note 12.2.A).

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus sont nets des subventions reçues.

5.4. PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Notes	2015	2014
Résultat de cession de biens immobiliers		47	119
Reprise sur perte de valeur des UGT, sur contrats onéreux et autres produits de la division Automobile	8.3.B	86	101
Autres produits opérationnels non courants hors division Automobile		10	11
Produits opérationnels non courants		143	231
Perte de valeur des UGT, provisions pour contrats onéreux et autres charges de la division Automobile	8.3.B	(88)	(134)
Perte de valeur des UGT des autres secteurs		(5)	-
Frais de rationalisation des structures	5.4.B	(793)	(755)
Autres charges opérationnelles non courantes hors division Automobile		(14)	(15)
Charges opérationnelles non courantes		(900)	(904)

A. Test de valeur des UGT, provisions pour contrats onéreux et autres dépréciations

Le détail des tests de valeur, des provisions pour contrats onéreux et autres dépréciations est présenté en Note 8.3.

B. Frais de rationalisation des structures

Les frais de rationalisation concernent pour l'essentiel des coûts de réduction des effectifs.

(en millions d'euros)	2015	2014
Automobile	(734)	(681)
Équipement automobile	(57)	(74)
Autres activités	(2)	-
TOTAL	(793)	(755)

Division Automobile

Les frais de rationalisation de la division Automobile s'élèvent à 734 millions d'euros sur l'exercice 2015.

Ils correspondent essentiellement à la reconnaissance des plans de restructuration des sites industriels du Groupe en Europe (DAEC, PREC, PSE et plans seniors) à hauteur de 560 millions d'euros, et à la réorganisation commerciale du Groupe en Europe pour 123 millions d'euros. Les autres charges de restructuration concernent notamment les filiales du Groupe en Amérique latine à hauteur de 47 millions d'euros.

Division Équipement automobile (groupe Faurecia)

En 2015, les frais de rationalisation du groupe Faurecia s'élèvent à 57 millions d'euros, comprenant des coûts de restructuration pour 55 millions d'euros, principalement en France, en Allemagne et en Espagne.

NOTE 6 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

6.1. STOCKS

Conformément à la norme **IAS 2 « Stocks »**, les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Leur coût est déterminé selon la méthode du « premier entré – premier sorti ». Il incorpore l'ensemble des frais variables directs et indirects de production, et les frais fixes dans la limite de la capacité normative de production de chaque site de fabrication.

La valeur nette de réalisation des stocks destinés à être vendus est le prix de vente estimé en tenant compte des conditions de marché et le cas échéant de sources d'information externes, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente

(moyens commerciaux variables directs, frais de remise en l'état non facturés aux clients pour les véhicules et autres biens d'occasion...).

Au sein de la division Équipement automobile, dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours et le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

(en millions d'euros)	31/12/2015			31/12/2014		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	787	(135)	652	781	(137)	644
Produits semi-ouvrés et encours	779	(30)	749	789	(23)	766
Marchandises et véhicules d'occasion	796	(108)	688	892	(140)	752
Produits finis et pièces de rechange	2 058	(151)	1 907	2 198	(166)	2 032
TOTAL	4 420	(424)	3 996	4 660	(466)	4 194

6.2. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les créances des sociétés industrielles et commerciales font l'objet d'une provision pour dépréciation dans la mesure où le Groupe estime être en risque de ne pas recouvrer ces créances. Les indices de perte de valeur probable qui conduisent le Groupe à s'interroger sur ce point sont : l'existence de litiges non résolus, l'ancienneté des créances ou les difficultés financières importantes du débiteur.

Conformément à IAS 39, le Groupe décomptabilise les créances dont les droits contractuels aux flux de trésorerie ont été transférés, de même que substantiellement tous les risques et avantages attachés à ces créances. Dans le cadre de l'analyse de

transfert des risques, le risque de dilution est ignoré dès lors qu'il est défini et circonscrit (et en particulier correctement distingué du risque de retard de paiement). Les cessions de créances avec recours possible contre le cédant en cas de défaillance de paiement du débiteur ne sont pas décomptabilisées. Les coûts de cession de créances sont enregistrés en résultat financier.

Cette règle s'applique également dans la présentation sectorielle aux créances de la division Automobile cédées aux sociétés de l'activité de financement du Groupe et aux sociétés de financement en partenariat.

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Clients et effets en portefeuille	1 796	1 550
Provisions pour créances douteuses	(172)	(175)
Position aux bornes des activités industrielles et commerciales	1 624	1 375
Élimination des opérations avec les activités de Financement	(69)	(157)
TOTAL	1 555	1 218

Les opérations de cessions de créances à des institutions financières sont décrites en Note 12.6.F.

6.3. AUTRES DÉBITEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

A. Autres débiteurs

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés*	982	953
Personnel	40	44
Fournisseurs débiteurs	167	167
Instruments dérivés	72	76
Charges constatées d'avance	298	267
Débiteurs divers	157	155
TOTAL	1 716	1 662

* Le Groupe a cédé en 2015 ses créances sur l'État au titre du Crédit d'Impôt Recherche France pour 122 millions d'euros, ainsi que celles relatives au Crédit d'impôt pour l'Emploi et la Compétitivité pour 108 millions d'euros (cf. Note 12.6.F).

B. Autres créditeurs

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	673	669
Personnel	997	983
Organismes sociaux	404	424
Fournisseurs d'immobilisations	361	229
Clients créditeurs	1 369	719
Instruments dérivés*	56	90
Produits constatés d'avance	544	558
Créditeurs divers	402	442
TOTAL	4 806	4 114

* Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir contre les risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la Note 12.7.A « Gestion des risques financiers ».

6.4. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

A. Détail des flux de trésorerie d'exploitation

(en millions d'euros)	2015	2014
(Augmentation) Diminution des stocks	(14)	1 271
(Augmentation) Diminution des clients	76	394
Augmentation (Diminution) des fournisseurs	863	5
Variation des impôts	(11)	47
Autres variations	28	(27)
	942	1 690
Flux vers les activités de financement	12	50
TOTAL	954	1 740

B. Détail de la variation des postes du besoin en fonds de roulement

1) Détail par nature

2015 (en millions d'euros)	Ouverture	Clôture
Stocks	(4 194)	(3 996)
Clients	(1 375)	(1 624)
Fournisseurs	8 177	8 858
Impôts	10	51
Autres débiteurs	(1 662)	(1 716)
Autres créanciers	4 114	4 806
	5 070	6 379
Flux vers les activités de financement	11	23
TOTAL	5 081	6 402

2) Évolution

(en millions d'euros)	2015	2014
À l'ouverture de l'exercice	5 070	3 151
Déclassement IFRS 5	(131)	93
Flux d'exploitation	1 137	1 852
Flux d'investissement	138	(74)
Changement de périmètre et autre	62	29
Écart de conversion	79	96
Réévaluation par capitaux propres	24	(77)
TOTAL À LA CLÔTURE	6 379	5 070

La variation des actifs et passifs d'exploitation au tableau de flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2015, 942 millions d'euros, correspond aux flux d'exploitation, 1 137 millions d'euros, minorés des différences de change de - 130 millions d'euros, de la variation de la part inefficace des options de change de - 101 millions d'euros et majorés des autres variations de + 36 millions d'euros.

(en millions d'euros)	2015	2014
Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales	1 137	1 852
Différences de change	(130)	(120)
Variation de la part inefficace des options de change	(101)	(42)
Autres variations	36	-
Variation des actifs et passifs d'exploitation au Tableau de flux de trésorerie consolidé	942	1 690

NOTE 7 CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

7.1. ENGAGEMENT DE RETRAITES

Les salariés du Groupe sont susceptibles de percevoir, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, les cotisations de l'exercice sont enregistrées en charges.

Conformément à la norme **IAS 19 « Avantages au personnel »**, dans le cadre des régimes de prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. L'évaluation de l'engagement intègre principalement des hypothèses de date de départ à la retraite, d'augmentation de salaire et de taux de rotation du personnel, ainsi qu'un taux d'actualisation financière et un taux d'inflation.

Pour les principaux régimes, ces évaluations sont effectuées deux fois par an pour les clôtures semestrielles et annuelles, et tous les trois ans pour les autres régimes, sauf lorsque des modifications d'hypothèses ou de fortes modifications de données démographiques nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée.

Des gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts actuariels sont comptabilisés en « produits et charges comptabilisés en capitaux propres » qui sont non recyclables dans le compte de résultat.

En cas de modification des avantages accordés par un régime, les effets des changements de régimes de retraite sont intégralement comptabilisés en résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « coût des services passés ».

Pour chaque plan à prestations définies, le Groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime.

Lorsque les plans font l'objet d'une couverture de financement minimale pouvant générer des surplus de fonds, ces actifs sont reconnus au bilan en application d'IFRIC 14.

Ainsi, la charge nette de l'exercice des retraites à prestations définies correspond à la somme :

- du coût des services rendus et passés (en Résultat opérationnel) ; et
- de la charge de désactualisation de l'engagement nette du produit de rendement des actifs de couverture du plan (en Produits ou Charges à caractère financier). Ces deux composantes (désactualisation et rendement des actifs) sont déterminées sur la base du taux d'actualisation des engagements.

Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes liées à l'ancienneté ;
- pour certaines filiales implantées aux États-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux.

A. Description des régimes

Les salariés du Groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement de ses cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice. Pour les régimes à prestations définies, les principaux pays concernés sont la France et le Royaume-Uni.

En France, les régimes à prestations définies, encore en vigueur, concernent :

- les indemnités de départ en retraite prévues par les conventions collectives ;
- le régime de retraites complémentaires des ingénieurs et cadres pour la partie non externalisée en 2002 qui garantit un niveau de retraites, tous régimes confondus égal au maximum à 60 % des derniers salaires (2 600 allocataires) ;
- le régime de l'ancienne filiale du groupe Chrysler en France (Talbot), régime fermé en 1981 qui couvre 12 700 allocataires à fin 2015 ; et
- le régime d'allocation de complément Citroën (ACC), régime fermé, qui couvre 4 900 allocataires à fin 2015.

Les membres des organes de Direction bénéficiaient d'un régime de retraite supplémentaire à prestations définies garantissant un complément de retraite, représentant au maximum 30 % de

la rémunération de référence. Sur proposition du Président du Directoire, le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. a validé en décembre 2015 le principe de mettre fin à ce régime. Un nouveau système de retraite à cotisations définies est mis en place à compter du 1^{er} janvier 2016. Ainsi l'entreprise ne garantira plus un certain niveau de retraite mais versera un montant annuel directement lié aux résultats du Groupe et à sa performance.

Ce changement de régime a généré en 2015 un produit de 34 millions d'euros au titre de la reprise de provision, nette du coût de passage d'un dispositif à l'autre. Le Directoire a décidé de redistribuer sous forme d'intéressement à l'ensemble des salariés cette somme de 34 millions d'euros, comptabilisée en charge en 2015.

Au Royaume-Uni, il existe quatre régimes à prestations définies gérés dans le cadre de « trusts ». Ces régimes sont fermés aux salariés embauchés postérieurement à mai 2002. Ils couvrent au 31 décembre 2015, 19 700 bénéficiaires dont 700 salariés, 7 500 anciens salariés non encore à la retraite et 11 500 allocataires. Ils garantissent un niveau de retraites qui équivaut au maximum à 66 % des derniers salaires.

Le dispositif de retraite supplémentaire dont bénéficient les cadres du groupe Faurecia en France est constitué d'un régime additif à prestations définies qui garantit une rente en fonction de la tranche C du salaire. Un régime additif spécifique pour les membres du Comité exécutif titulaires d'un contrat de travail avec Faurecia S.A. ou l'une de ses filiales, à prestations définies pour les membres français et à cotisations définies pour les membres étrangers, a été mis en place en 2015. Il garantit un niveau de rente annuelle déterminé sur la base du salaire de référence en fonction du résultat opérationnel du groupe et du budget approuvés par le Conseil d'Administration.

B. Hypothèses retenues

	Zone euro	Royaume-Uni
Taux d'actualisation		
2015	2,30 %	3,85 %
2014	1,85 %	3,60 %
Taux d'inflation		
2015	1,80 %	3,00 %
2014	1,80 %	3,00 %
Duration moyenne (<i>en années</i>)		
2015	11	16
2014	12	14

À chaque clôture, le Groupe détermine son taux d'actualisation sur la base des taux les plus représentatifs du rendement des obligations d'entreprises de première catégorie avec une durée équivalente à celle de ses engagements.

Les obligations d'entreprises de première catégorie sont des obligations qui ont atteint l'un des deux plus hauts degrés de classification d'une agence de notation reconnue (par exemple, AA ou AAA selon Moody's, ou Standard & Poor's).

Les hypothèses de taux d'augmentation des salaires correspondent, pour chaque pays, à la somme des hypothèses d'inflation et de prévisions d'augmentations individuelles. En France, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation majorée d'une augmentation individuelle selon l'âge du salarié. Au Royaume-Uni, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation majorée de 1 %.

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'âge de départ à la retraite tiennent compte des conditions propres à chaque pays.

Sensibilité aux hypothèses : une variation de 0,25 point du taux d'actualisation et du taux d'inflation sur la France et le Royaume-Uni entraînerait les variations des engagements suivantes :

	Taux d'actualisation + 0,25 %	Taux d'inflation + 0,25 %
France	- 2,83 %	2,99 %
Royaume-Uni	- 3,37 %	3,16 %

Une augmentation (diminution) de 1 % du rendement attendu sur les actifs de couverture des retraites aurait conduit à une augmentation (diminution) du produit financier annuel constaté sur l'exercice 2015 de 10 millions d'euros sur la France et 26 millions d'euros sur le Royaume-Uni.

En 2012, le Groupe a mis en place pour le Royaume-Uni un swap de taux logé dans le fonds de retraite, permettant de faire varier l'actif de couverture en fonction des variations de l'engagement au taux d'actualisation.

C. Informations sur les actifs financiers en couverture des engagements

Les engagements de retraite font l'objet d'une couverture partielle par des fonds dédiés.

L'allocation des fonds est la suivante :

	31/12/2015		31/12/2014	
	Actions	Obligations	Actions	Obligations
France	15 %	85 %	10 %	90 %
Royaume-Uni	20 %	80 %	20 %	80 %

La juste valeur des actions et obligations est de niveau 1 en 2015 et 2014.

Les rendements réels des fonds, gérés par le Groupe en France et les Trusts de retraite au Royaume-Uni sur 2015, ont été de + 2,66 % sur les fonds français et de - 0,53 % sur les fonds du Royaume-Uni. En France, il s'agit, pour les actions, de portefeuilles de gestion indicelle représentatifs de l'indice MSCI EMU Euro et d'indices internationaux tandis que la gestion obligataire est composée d'obligations gouvernementales de premier plan dans l'Union européenne (minimum *investment grade*), d'une poche d'obligations d'entreprises européennes de *rating* minimum A et d'une poche d'obligations gouvernementales européennes indexées sur l'inflation.

Au Royaume-Uni, 40 % de la gestion action suivent l'évolution de l'indice *FTSE All Share Index*. Les 60 % restant suivent l'évolution d'indices actions internationaux en Europe, aux États-Unis et au Japon notamment. 75 % de la gestion obligataire sont composés d'une poche d'obligations gouvernementales en livres sterling indexées sur l'inflation. Les 25 % restant couvrent essentiellement des obligations d'entreprises de *rating* minimum A.

En France, le Groupe est libre de décider des contributions qu'il verse dans les fonds. Aucune décision n'a été prise pour les versements qui seraient réalisés en 2016.

Au Royaume-Uni, le montant de la contribution patronale annuelle hors Faurecia s'élève à 30 millions de livres sterling (41 millions d'euros) en 2015. Elle est estimée à 29 millions de livres sterling (39 millions d'euros) au titre de 2016, ce montant étant susceptible de modifications compte tenu des négociations prévues sur 2016.

D. Évolution sur l'exercice

HORS OBLIGATION DE FINANCEMENT MINIMUM (IFRIC 14)

	2015				2014			
(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Engagements pour services rendus								
À l'ouverture de l'exercice : Valeur actuelle	(1 872)	(2 090)	(763)	(4 725)	(1 629)	(1 838)	(655)	(4 122)
Impact du déclassement des engagements portant sur des activités destinés à être repris en partenariat	15	-	3	18	18	33	39	90
Coût des services rendus	(59)	(16)	(52)	(127)	(46)	(14)	(19)	(79)
Actualisation de l'année	(34)	(79)	(20)	(133)	(51)	(85)	(21)	(157)
Prestations servies sur l'exercice	80	96	70	246	102	81	39	222
Écarts actuariels :								
› en valeur	180	107	82	369	(245)	(135)	(139)	(519)
› en % des engagements à l'ouverture	9,6 %	5,1 %	10,7 %	7,8 %	15,0 %	7,3 %	21,2 %	12,6 %
Coût des services passés	-	-	-	-	-	-	-	-
Écart de conversion	-	(119)	(8)	(127)	-	(132)	(8)	(140)
Variations de périmètre et autres	-	(3)	-	(3)	-	-	-	-
Effets des fermetures et modifications de régimes	126	8	18	152	(21)	-	1	(20)
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE : VALEUR ACTUELLE	(1 564)	(2 096)	(670)	(4 330)	(1 872)	(2 090)	(763)	(4 725)
Actifs financiers de couverture								
À l'ouverture de l'exercice : Juste valeur	1 043	2 566	285	3 894	1 030	2 067	307	3 404
Impact du déclassement des actifs de couverture portant sur des activités destinés à être repris en partenariat	(1)	-	-	(1)	(7)	(38)	(32)	(77)
Rendement normatif des fonds	19	98	7	124	32	92	11	135
Écarts actuariels :								
› en valeur	(41)	(105)	(5)	(151)	65	327	11	403
› en % des engagements à l'ouverture	3,9 %	4,1 %	1,8 %	3,9 %	6,3 %	15,8 %	3,6 %	11,8 %
Écart de conversion	-	150	4	154	-	156	5	161
Dotations employeur	10	44	17	71	22	45	13	80
Prestations servies sur l'exercice	(98)	(96)	(23)	(217)	(99)	(83)	(30)	(212)
Variations de périmètre et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets des fermetures et modifications de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE : JUSTE VALEUR	932	2 657	285	3 874	1 043	2 566	285	3 894

E. Réconciliation des postes de bilan

(en millions d'euros)	2015				2014			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Valeur actuelle des engagements pour services rendus	(1 564)	(2 096)	(670)	(4 330)	(1 872)	(2 090)	(763)	(4 725)
Juste valeur des actifs financiers de couverture	932	2 657	285	3 874	1 043	2 566	285	3 894
(PROVISIONS) ACTIFS NETS RECONNUS AU BILAN AVANT OBLIGATION DE FINANCEMENT MINIMUM (IFRIC 14)	(632)	561	(385)	(456)	(829)	476	(478)	(831)
Provision pour obligation de financement minimum (IFRIC 14)	-	(38)	-	(38)	-	(25)	-	(25)
(PROVISIONS) ACTIFS NETS RECONNUS AU BILAN	(632)	523	(385)	(494)	(829)	451	(478)	(856)
Dont provisions (Note 10.2.A)	(656)	(38)	(397)	(1 091)	(836)	(50)	(478)	(1 364)
Dont actifs	24	561	12	597	7	501	-	508
Part des régimes non fondés	2,1 %	0,0 %	10,3 %	2,4 %	1,0 %	0,0 %	10,6 %	2,1 %

F. Charges comptabilisées

Ces charges sont comptabilisées :

- en « Frais généraux et commerciaux » pour le coût des services rendus ;

- en « Produits ou en charges opérationnels non courants » pour les effets liés principalement aux restructurations ;

- en « Produits ou en charges à caractère financier » pour respectivement le rendement normatif des fonds et l'actualisation des droits acquis.

Les charges de retraite sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

(en millions d'euros)	2015				2014			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Coût des services rendus	(59)	(16)	(52)	(127)	(46)	(14)	(19)	(79)
Actualisation des droits acquis	(34)	(79)	(20)	(133)	(51)	(85)	(21)	(157)
Rendement normatif des fonds	19	98	7	124	32	92	11	135
Coûts des services passés	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des fermetures et modifications de régimes	126	8	18	152	(21)	-	1	(20)
Total (avant provision pour obligation de financement minimum)	52	11	(47)	16	(86)	(7)	(28)	(121)
Variation de provision pour obligation de financement minimum (IFRIC 14)	-	(8)	-	(8)	-	-	-	-
TOTAL	52	3	(47)	8	(86)	(7)	(28)	(121)

7.2. PAIEMENT FONDÉ SUR LES ACTIONS

Des options d'achat et de souscription d'actions, ainsi que des actions gratuites, sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe dans le cadre de plans dénoués en instruments de capitaux propres. La comptabilisation de ces plans est effectuée conformément à la norme **IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »**.

A. Options d'achat d'actions par certains salariés

1) Caractéristiques des plans

Aucun plan n'a été octroyé de 2009 à 2015. Les anciens plans d'achat d'actions à prix unitaire convenu consentis au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales ont les caractéristiques suivantes :

	Date de décision du Directoire	Date de maturité	Date d'expiration	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options accordées
Plan 2007	22/08/2007	22/08/2010	21/08/2015	169	39,43	1 155 000
Plan 2008	22/08/2008	22/08/2011	19/08/2016	194	21,58	1 345 000

Au 31 décembre 2015, le cours de l'action est de 16,21 euros.

2) Évolution du nombre d'options en cours de validité

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

	2015		2014	
	Nombre	PMP* (en euros)	Nombre	PMP* (en euros)
En circulation en début de période	2 942 961	29,7	3 259 035	37,8
Attribuées à la suite de l'augmentation de capital	-	-	1 007 080	35,1
Annulées pendant la période	-	-	(20 312)	26,8
Expirées pendant la période	(1 373 380)	35,7	(1 302 842)	26,8
En circulation en fin de période	1 569 581	24,5	2 942 961	29,7
Exercibles en fin de période	1 569 581	24,5	2 942 961	29,7

* Prix Moyen Pondéré d'exercice des options.

Le détail des options attribuées et non radiées à la clôture est le suivant :

(en nombre d'options)	31/12/2015	31/12/2014
Plan 2007	-	1 341 192
Plan 2008	1 569 581	1 601 769
TOTAL À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 569 581	2 942 961

3) Charges de personnel générées par les plans d'options

Les plans d'options en cours tant chez Peugeot S.A. que Faurecia n'ont pas généré de charges de personnel.

B. Actions gratuites

1) Plan d'attribution d'actions gratuites chez Peugeot S.A.

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en œuvre en 2015.

a) Caractéristiques du plan

Faisant suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale extraordinaire le 24 avril 2013 et à celle du Conseil de Surveillance du 17 février 2015, le Directoire de Peugeot S.A. a adopté un plan d'attribution d'actions gratuites sous condition de performance en date du 27 février 2015. Cette attribution est soumise à une condition de présence au sein du Groupe à l'issue de la période d'acquisition. Pour les résidents fiscaux en France, les actions gratuites de performance seront définitivement acquises par les

bénéficiaires au 31 mars 2017 et devront être conservées jusqu'au 31 mars 2019. Pour les autres bénéficiaires, la période d'acquisition s'étendra jusqu'au 31 mars 2019 et aucune période de conservation n'est imposée par la suite.

L'acquisition définitive est soumise à des conditions de performance en termes de free cash-flow opérationnel (FCF) des sociétés industrielles et commerciales 2014-2016 cumulé, de position financière nette des sociétés industrielles et commerciales en 2016 et de résultat opérationnel courant (ROC) de la division Automobile en 2016.

b) Charges de personnel générées par le plan d'actions gratuites

Ce plan porte sur un nombre total maximal au 31 décembre 2015 de 2 438 000 actions attribuables qui donneront lieu soit à l'émission d'actions nouvelles, soit à la remise d'actions propres.

La juste valeur des actions octroyées est évaluée à 15,47 euros pour le calcul de la charge relative aux résidents français et à 13,49 euros pour les autres bénéficiaires.

La charge de personnel associée à ce plan évaluée selon IFRS 2 s'élève à 12 millions d'euros pour l'exercice, hors charges sociales.

2) Plan d'attribution d'actions gratuites chez Faurecia

Faurecia a initié en 2010 une politique d'attribution d'actions gratuites au profit des cadres exerçant des fonctions de direction

dans les sociétés du Groupe. Ces attributions sont soumises à une condition de présence et à une condition de performance.

Le montant net enregistré en résultat sur l'exercice est une charge de 9,9 millions d'euros contre une charge de 6 millions d'euros en 2014.

Le détail des plans d'attribution d'actions gratuites est présenté dans le tableau suivant :

(en nombre d'actions)	Nombre maximum d'actions gratuites attribuables en cas :	
	d'atteinte de l'objectif	de dépassement de l'objectif
Conseil d'Administration du :		
24/07/2013	797 000	1 036 100
28/07/2014	677 800	881 140
23/07/2015	668 249	868 631

À la suite de l'atteinte de la condition de performance du premier plan (Conseil d'Administration du 23 juin 2010), 478 400 titres ont été attribués les exercices précédents et 226 200 en 2014.

7.3. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

(en millions d'euros)	Notes	2015	2014
Montants des rémunérations allouées			
› aux membres du Directoire		7,3	7,1
› aux membres du Comité exécutif (hors Directoire)		7,3	5,9
› aux membres du Conseil de Surveillance		1,0	1,1
Total des rémunérations allouées		15,6	14,1
Charge résultant de l'évaluation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	7.2	4,2	-
TOTAL		19,8	14,1

La direction du Groupe est assurée par le Directoire.

Les membres du Directoire, avec les autres membres de la Direction générale, constituent le Comité exécutif. Les membres de ce comité constituent les organes de Direction du Groupe.

Les rémunérations ci-dessus s'entendent hors charges sociales. Les montants des rémunérations allouées aux membres des organes de Direction, incluant les parts variables provisionnées, sont provisoires.

En 2015, la rémunération fixe des membres du Directoire est restée constante.

Les actions de performances attribuées en 2015 et les options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées aux membres des organes de Direction par le passé et qui sont toujours exerçables, sont présentées ci-dessous :

(en nombre d'options)	2015	2014
Actions de performance détenues à la clôture	865 000	-
Options d'achat d'actions détenues à la clôture	168 601	309 615

Les membres des organes de Direction du Groupe bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire à cotisations définies qui remplacera à compter du 1^{er} janvier 2016 le précédent régime de retraite supplémentaire à prestations définies (cf. Note 7.1.A).

Par ailleurs, les membres des organes de Direction n'ont bénéficié d'aucun avantage à long terme en dehors du régime de retraite supplémentaire et des attributions gratuites d'actions évoqués ci-dessus, ni d'autres formes de paiements directs en action, ni d'indemnités de fin de contrat en tant que dirigeant.

NOTE 8 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées au coût amorti sous déductions des pertes de valeur en application d'IAS 36 (cf. Note 8.3).

8.1. ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

A. Principes comptables

Les principes comptables relatifs aux écarts d'acquisition sont décrits en Note 3.1.A.(3) et ceux relatifs aux frais de recherche et développement en Note 5.3.A.

Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises, hors frais d'études et de développement

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes

affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. L'ensemble de ces coûts est amorti linéairement sur la durée d'utilité estimée des logiciels, qui varie de quatre à douze ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilité prévue, sans excéder vingt ans.

B. Évolution de la valeur nette comptable

(en millions d'euros)	31/12/2015			
	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
À l'ouverture de l'exercice	1 506	3 957	391	4 348
Déclassement IFRS 5	(125)	(25)	(3)	(28)
Acquisitions et augmentations*	-	1 239	106	1 345
Dotations	-	(778)	(95)	(873)
Pertes de valeur	-	(58)	5	(53)
Sorties	-	(1)	(3)	(4)
Changement de périmètre et autres	(15)	1	13	14
Écart de conversion	16	17	3	20
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 382	4 352	417	4 769

* Dont 75 millions d'euros de frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts » (cf. Note 12.2.A).

(en millions d'euros)	31/12/2014			
	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
À l'ouverture de l'exercice	1 561	3 656	372	4 028
Déclassement IFRS 5	-	-	(1)	(1)
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	-	1 042	89	1 131
Dotations	-	(749)	(82)	(831)
Pertes de valeur ⁽²⁾	(75)	(20)	(1)	(21)
Sorties	-	(3)	(1)	(4)
Changement de périmètre et autres	-	1	15	16
Écart de conversion	20	30	-	30
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 506	3 957	391	4 348

(1) Dont 58 millions d'euros de frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts ».

(2) Dont 75 millions d'euros au titre de la perte de valeur du goodwill de l'UGT de la division activités de Financement.

C. Détail des écarts d'acquisition à la clôture de l'exercice

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Valeur nette		
UGT Faurecia	172	187
UGT au sein de Faurecia	1 210	1 317
UGT de Banque PSA Finance	-	2
TOTAL	1 382	1 506

Les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition affectés aux UGT du secteur Équipement automobile sont commentés en Note 8.3.

8.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. Principes comptables

1) Valeur brute

Conformément à la norme **IAS 16 « Immobilisations corporelles »**, la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les dépenses immobilisées incluent la part d'outillages spécifiques supportée par le Groupe dans le cadre des coopérations nette des refacturations aux partenaires.

Le coût des emprunts est inclus dans le coût des immobilisations nécessitant un minimum de 12 mois de préparation avant leur mise en service (cf. Note 12.2.A).

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus.

Les immobilisations données en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés du Groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat, retraités selon les principes énoncés en Note 5.1.A.(1).(a).

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme **IAS 17 « Contrats de location »**, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements fermes ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

2) Amortissement

a) Cas général

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, notamment celui des véhicules donnés en location par le Groupe, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

(en années)	
Constructions	20 – 30
Matériels et outillages	4 – 16
Matériels informatiques	3 – 4
Matériels de transport et de manutention	4 – 7
Agencements et installations	10 – 20

b) Outillages spécifiques

Dans la division Automobile, les outillages spécifiques sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement des modèles.

Dans la division Équipement automobile, ils sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans.

Les durées d'utilité sont revues périodiquement, notamment dans le cas de décisions d'arrêt de fabrication d'un véhicule ou d'un organe mécanique.

B. Détail des immobilisations corporelles

L'évolution de la valeur nette comptable est la suivante :

	31/12/2015						
(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
Valeur nette							
À l'ouverture de l'exercice	2 396	5 240	2 309	12	305	569	10 831
Déclassement IFRS 5	(71)	(151)	-	(2)	(11)	(18)	(253)
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	62	456	-	16	25	1 083	1 642
Dotations aux amortissements	(258)	(1 430)	(4)	(3)	(64)	-	(1 759)
Pertes de valeur	18	186	-	-	-	1	205
Sorties	(34)	(23)	-	(2)	(13)	-	(72)
Transferts et reclassements	38	100	-	(1)	(47)	(90)	-
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	25	306	237	1	73	(404)	238
Écart de conversion	(2)	28	28	-	1	7	62
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 174	4 712	2 570	21	269	1 148	10 894
Dont valeur brute	6 907	30 703	2 933	83	847	1 188	42 661
Dont amortissements et pertes de valeur	(4 733)	(25 991)	(363)	(62)	(578)	(40)	(31 767)

(1) Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement pour un montant de 15 millions d'euros. Les frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts » s'élèvent à 21 millions d'euros (cf. Note 12.2.A).

(2) Le mouvement « Changement de périmètre et autres » du poste « Véhicules donnés en location » comprend les variations nettes de l'exercice (acquisitions diminuées des sorties).

	31/12/2014						
(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
Valeur nette							
À l'ouverture de l'exercice	2 539	5 095	2 381	30	308	900	11 253
Déclassement IFRS 5	(1)	(2)	-	(9)	(2)	1	(13)
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	59	700	-	4	13	538	1 314
Dotations aux amortissements	(237)	(1 282)	(3)	(3)	(72)	-	(1 597)
Pertes de valeur	(1)	(24)	-	(1)	-	(16)	(42)
Sorties	(67)	(3)	-	(3)	(7)	-	(80)
Transferts et reclassements	18	345	-	2	32	(397)	-
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	78	355	(98)	(8)	30	(469)	(112)
Écart de conversion	8	56	29	-	3	12	108
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 396	5 240	2 309	12	305	569	10 831
Dont valeur brute	7 112	31 483	2 714	84	943	621	42 957
Dont amortissements et pertes de valeur	(4 716)	(26 243)	(405)	(72)	(638)	(52)	(32 126)

(1) Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement pour un montant de 16 millions d'euros. Les frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts » s'élèvent à 8 millions d'euros (cf. Note 12.2.A).

(2) Le mouvement « Changement de périmètre et autres » du poste « Véhicules donnés en location » comprend les variations nettes de l'exercice (acquisitions diminuées des sorties).

C. Véhicules donnés en location

Les véhicules donnés en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés du Groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en Note 5.1.A.(1).(a).

Ils se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Véhicules sous clause de rachat	2 547	2 293
Véhicules donnés en location courte durée	23	16
TOTAL VALEUR NETTE	2 570	2 309

8.3. PERTES DE VALEUR SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

A. Principes comptables

Selon la norme **IAS 36 « Dépréciation d'actifs »**, la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. La valeur recouvrable est la plus grande valeur entre la valeur d'utilité et la valeur de marché. Le test de valeur consiste le plus souvent à estimer la valeur d'utilité de ces immobilisations. Cette valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets actualisés. Le test de valeur est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, qui sont essentiellement des écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat de l'exercice. Elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

La division Automobile regroupe des UGT Véhicules correspondant chacune à un modèle de véhicule. Les immobilisations qui sont rattachées à une UGT Véhicule comprennent les outillages et autres moyens industriels spécifiques servant à la fabrication d'un modèle et les frais de développement immobilisés liés à ce modèle (cf. Note 5.3.A. (1)). Les UGT Russie et Amérique latine comprennent les actifs corporels et incorporels propres à chacune de ces zones. L'UGT division Automobile inclut les actifs des UGT Véhicules et tous les autres actifs immobilisés de la division.

Dans la division Équipement automobile, une UGT correspond à un programme. Chaque UGT Programme inclut les immobilisations incorporelles et corporelles affectables à un contrat client. Les UGT ainsi définies sont regroupées en activités (Automotive Seating, Interior Systems, Automotive Exteriors and Emissions Control Technologies) auxquelles sont attribués les actifs de support et les écarts d'acquisition qui les concernent. L'UGT division Équipement automobile inclut les actifs des UGT des quatre activités ci-dessus, ainsi que l'écart d'acquisition Faurecia reconnu dans les comptes consolidés du groupe PSA.

B. Test de valeur des UGT et provisions pour contrats onéreux de la division Automobile

Les actifs de l'UGT division Automobile ainsi que ceux des UGT Russie, Amérique latine et des UGT Véhicules, ont fait l'objet au 31 décembre 2015 de tests de valeur. Ces tests reposent sur les meilleures estimations du Groupe.

UGT division Automobile

Le Groupe a effectué une mise à jour des données prévisionnelles utilisées pour effectuer le test de perte de valeur de l'UGT division Automobile de décembre 2015. Ce test s'est appuyé sur le dernier plan à moyen terme qui couvre les années 2016-2020 (PMT), et sur l'évaluation des principaux risques attachés à ce plan. La rentabilité retenue pour la détermination de la valeur terminale est cohérente avec la performance historique des activités automobiles du Groupe. Les prévisions des marchés automobiles retenues correspondent aux dernières estimations du Groupe qui s'appuient sur des prévisions externes.

Les flux ont été actualisés avec un taux après impôt de 9,5 % pour les années 2016-2020 et de 10,5 % pour la valeur terminale qui tient compte d'un taux de croissance à l'infini de 1 %. Ces taux sont inchangés par rapport à ceux retenus au 31 décembre 2014.

Les tests spécifiques réalisés sur les usines d'Amérique latine et de Russie ont également été actualisés sur la base du PMT 2016-2020. L'ensemble de ces tests conduit à constater sur l'exercice une perte de valeur de 1 million d'euros au titre des investissements de l'exercice réalisés en Russie. Elle est enregistrée en résultat opérationnel non courant.

Au 31 décembre 2015, compte tenu des dépréciations antérieurement constatées, le total des dépréciations pour perte de valeur des usines d'Amérique latine et de Russie s'élève à un montant net de 690 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, compte tenu des dépréciations antérieurement constatées, le total des dépréciations pour perte de valeur de l'UGT division Automobile s'élève à un montant net de 2 004 millions d'euros. Après ces dépréciations, la valeur nette comptable des actifs incorporels et corporels de la division Automobile s'élève à cette date à 9 713 millions d'euros.

Les sensibilités aux principales variations d'hypothèses sont les suivantes : le total de la dépréciation serait majorée de 128 millions d'euros avec un taux d'actualisation majoré de 0,5 %, de 75 millions d'euros avec un taux de croissance à l'infini limité à 0,5 %, de 781 millions d'euros avec un taux de marge opérationnelle réduit de 0,5 % sur l'année de référence de la valeur terminale et de 1 086 millions d'euros si les trois facteurs étaient combinés.

UGT Véhicules et autres actifs automobiles

Au 31 décembre 2015, le test sur les actifs dédiés aux UGT Véhicules ne génère pas d'autres dépréciations que celles effectuées dans le cadre du test décrit ci-dessus.

Pour les UGT des véhicules produits en coopération, en complément des tests de perte de valeur sur les actifs, les engagements d'approvisionnement font l'objet de provisions pour pertes futures sur contrats lorsqu'ils dégagent des pertes prévisionnelles. La mise à jour des données relatives aux volumes et aux marges de ces véhicules ainsi qu'aux cours prévisionnels des devises d'achat ont conduit sur l'exercice à une reprise de provision pour perte sur contrats onéreux de 17 millions d'euros. Au 31 décembre 2015, la provision s'élève à 49 millions d'euros.

D'autres reprises de provisions et produits ont été comptabilisés pour 69 millions d'euros, soit un total de 86 millions d'euros compte tenu de la reprise sur contrats onéreux de 17 millions d'euros.

Sur l'exercice, 87 millions d'euros ont aussi été comptabilisés au titre des dotations aux provisions et autres charges de la division Automobile.

C. Test de valeur des UGT et autres dépréciations du groupe Faurecia

UGT au sein de Faurecia

À la suite de l'accord de cession de l'activité Extérieurs d'automobile, l'écart d'acquisition de cette UGT a été déclassé en activité destinée à être cédée.

La valeur comptable des UGT poursuivies a fait l'objet d'une comparaison avec le montant le plus élevé de la valeur de marché et la valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions, pour chacune des UGT (Plan à Moyen Terme établi pour la période 2016-2019, révisé en fin d'année 2015 avec les dernières hypothèses du budget 2016).

La principale hypothèse affectant la valeur d'utilité est le niveau de résultat opérationnel courant, notamment dans la valeur terminale. L'extrapolation des prévisions de la dernière année du Plan à Moyen Terme (2019), projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,5 %. Les flux futurs ont été actualisés au taux après impôt inchangé de 9,5 %.

Le test réalisé fin 2015 a permis de confirmer la valeur au bilan des écarts d'acquisition affectés aux UGT ci-dessous dont la valeur au bilan consolidé est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Sièges d'automobile	794	793
Technologies de contrôle des émissions	370	353
Extérieurs d'automobile	-	125
Systèmes d'Intérieur	46	46
TOTAL	1 210	1 317

Les résultats des tests sont largement positifs et la sensibilité combinée à des variations d'hypothèses (+ 0,5 % du taux d'actualisation des flux de trésorerie, - 0,5 % du taux de croissance à l'infini et - 0,5 % du taux de résultat opérationnel courant de la valeur terminale) ne remettrait pas en cause la valorisation au bilan des écarts d'acquisition.

La valorisation boursière des titres Faurecia détenus par Peugeot S.A. s'élève au 31 décembre 2015 à 2 346 millions d'euros sur la base d'un cours de 37,01 euros, représentative des transactions entre minoritaires sans prise de contrôle. L'actif net de Faurecia dans les comptes du Groupe est valorisé à 1 254 millions d'euros (y compris l'écart d'acquisition de 187 millions d'euros enregistré par Peugeot S.A.). Aucune dépréciation n'est à constater.

UGT Faurecia chez PSA

L'écart d'acquisition de l'UGT Faurecia de 187 millions d'euros a été affecté à hauteur de 15 millions d'euros à l'activité Extérieurs d'automobile. Cette quote-part de 15 millions d'euros a été déclassée en actifs destinés à être cédés.

8.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs immobilisés	862	723
Commandes d'études et assimilés	61	35
Engagements de réservation de capacités et assimilés	106	215
Engagements de location non résiliables	1 693	1 764
TOTAL	2 722	2 737

A. Engagements de réservation de capacités et assimilés

Pour accélérer son développement et réduire ses coûts, le Groupe a mis en œuvre des coopérations avec d'autres constructeurs portant sur le développement et/ou la production en commun d'organes mécaniques ou de véhicules. Ces accords permettent le partage des dépenses projet, apportant des économies d'échelle bénéfiques en termes de compétitivité.

Au titre de ces accords, le Groupe a pris des engagements de financement d'investissements en recherche et développement et outillages spécifiques ainsi que des engagements d'achats de

volumes minimum issus des productions concernées. En cas de non-enlèvement de ces volumes minimum contractuels, une quote-part des frais communs engagés par le partenaire au titre de la coopération restera à la charge du Groupe.

Le cas échéant, les conséquences défavorables de ces engagements sont traduites dans les comptes consolidés dès que la mise en jeu de telles clauses apparaît probable, sous forme de dépréciation d'actifs et, si nécessaire, de provisions pour charges.

Pour les contrats dont les productions sont réalisées par le partenaire du Groupe, les engagements de réservation de capacités et assimilés représentent les engagements pris sous déduction des provisions éventuellement constatées.

B. Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs immobilisés

Ce poste inclut principalement les commandes d'achat d'immobilisations. Il inclut également l'engagement du Groupe vis-à-vis des deux Fonds d'Avenir Automobile (FAA – rang 1 et rang 2). Le Groupe s'est engagé à porter sa contribution au FAA à hauteur d'une enveloppe globale de 204 millions d'euros. Au 31 décembre 2015, le Groupe a déjà versé 131 millions d'euros dans ce fonds.

C. Engagements de location non résiliables

Échéancier (en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
2015	-	290
2016	290	235
2017	233	202
2018	205	180
2019	179	160
2020	164	168
2021	140	-
Années ultérieures	482	529
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE LOCATION NON RÉSILIABLES	1 693	1 764

Les contrats de locations simples sont contractés dans le cadre de l'activité courante du Groupe et consistent essentiellement en des locations de locaux commerciaux et de matériels de transport. Les termes de ces contrats reflètent les pratiques locales de chaque pays.

NOTE 9 AUTRES ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS**9.1. AUTRES ACTIFS NON COURANTS**

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Excédents versés sur engagements de retraite	7.1.E	597	508
Titres de participation et parts du Fonds d'Avenir Automobile (FAA)		213	113
Instruments dérivés*		-	6
Dépôts de garantie et autres		273	314
TOTAL		1 083	941

* Ce poste correspond à la part non courante des instruments dérivés sur risque matières.

Le Groupe détient une participation dans les fonds communs de placement à risques dénommés « Fonds d'Avenir Automobile » (FAA – rang 1 et rang 2). Le Groupe est engagé à hauteur de 204 millions d'euros dans ces deux fonds, dont 131 millions d'euros versés à ce jour. Ces parts, classées en « actifs disponibles à la vente » en application d'IAS 39, sont évaluées à leur juste valeur (cf. Note 12.8.C. (3)). Elles sont comptabilisées en « Autres actifs non courants » compte tenu de l'indisponibilité long terme de ces fonds.

Les difficultés rencontrées par le secteur de l'équipement automobile ont amené le Groupe à déprécier de 54 millions d'euros sa participation dans le FAA au 31 décembre 2015 sur la base de la valorisation communiquée par la Caisse des Dépôts et Consignations. Le Groupe estimant la dépréciation durable, l'a comptabilisée par résultat conformément au principe décrit en Note 12.8.C. (3).

9.2. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Dettes sur véhicules sous clause de rachat	5.1.A.(1).(a)	3 179	2 795
Autres dettes à long terme		308	197
TOTAL		3 487	2 992

NOTE 10 PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

10.1. PRINCIPES COMPTABLES

Conformément à la norme **IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels »**, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

En application de l'interprétation **IFRIC 21 « Prélèvements opérés par les autorités publiques »**, les taxes prélevées par les autorités publiques sont comptabilisées en date de leur fait générateur fiscal.

Les effets d'actualisation sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont significatifs, sur la base d'un taux sans risque.

Garantie

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules et des pièces de rechange au moment de leur vente aux réseaux indépendants ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients de contrats d'extension de garantie ou d'entretien sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

10.2. PROVISIONS NON COURANTES

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Retraites	7.1	1 091	1 364
Personnel hors retraites		148	151
Autres		39	28
TOTAL		1 278	1 543

B. Évolution

(en millions d'euros)	2015	2014
À l'ouverture de l'exercice	1 543	1 144
Déclassement IFRS 5	(18)	(20)
Variations par résultat		
Dotations	197	179
Utilisations	(125)	(108)
Reprises de provisions devenues sans objet	(167)	(29)
	(95)	42
Autres variations		
Écart de conversion	8	8
Évaluation directe par capitaux propres	(225)	328
Variation de périmètre et autres	65	41
TOTAL À LA CLÔTURE	1 278	1 543

Les reprises de provisions non courantes portent essentiellement sur les retraites. Ces reprises de provisions pour retraites devenues sans objet sont essentiellement liées à du personnel dont le coût du départ est provisionné dans le cadre des dispositifs d'adaptation des effectifs (cf. Note 5.4.B).

10.3. PROVISIONS COURANTES

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Garantie	895	790
Litiges commerciaux et fiscaux	628	582
Restructuration	1 068	890
Pertes futures sur contrats	109	124
Contrats de ventes avec clause de rachat (buy-back)	195	198
Autres	302	304
TOTAL	3 197	2 888

La provision pour garantie concerne notamment les ventes de véhicules neufs, dont la durée contractuelle est généralement de deux ans.

Elle correspond à l'ensemble des coûts de garantie estimés pour les véhicules et pièces de rechange vendus. Le remboursement

facturé au titre des recours fournisseurs est comptabilisé à l'actif en « débiteurs divers » (cf. Note 6.3.A).

Les provisions pour litiges fiscaux concernent un ensemble de litiges principalement hors de France.

B. Évolution

(en millions d'euros)	2015	2014
À l'ouverture de l'exercice	2 888	2 657
Déclassement IFRS 5	(13)	(37)
Variations par résultat		
Dotations*	1 957	1 763
Utilisations	(1 248)	(1 130)
Reprises de provisions devenues sans objet	(284)	(359)
	425	274
Autres variations		
Écart de conversion	(103)	(6)
Variation de périmètre et autres	-	-
TOTAL À LA CLÔTURE	3 197	2 888

* Les principales dotations aux provisions pour restructuration de l'exercice 2015 sont détaillées en Note 5.4.B.

NOTE 11 TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Le résultat des sociétés mises en équivalence comprend la quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés concernées, et le cas échéant, la dépréciation des titres des sociétés mises en équivalence.

Les plus-values de cessions de titres de sociétés mises en équivalence sont enregistrées en Résultat Opérationnel.

Les sociétés mises en équivalence comprennent :

- les sociétés en partenariat avec Dong Feng Motor Group et Changan, situées en Chine ;
- depuis 2015 les sociétés financières en partenariat avec Santander Consumer Finance (cf. Note 3.3) ;
- les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, essentiellement GEFCO et depuis 2015 Peugeot Motocycles.

11.1. ÉVOLUTION DE LA VALEUR D'ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
À l'ouverture de l'exercice	1 666	1 375
Dividendes et transferts de résultat ⁽¹⁾	(356)	(150)
Quote-part du résultat net	437	282
Entrées en mise en équivalence ⁽²⁾	780	14
Augmentation/(Diminution) de capital ⁽²⁾	47	12
Variations de périmètre et autres	(41)	6
Écart de conversion	104	127
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 637	1 666
Dont écart d'acquisition Dong Feng Peugeot Citroën Automobiles	85	79
Dont écart d'acquisition Dong Feng Peugeot Citroën Automobiles Finance Company Ltd	3	5
Dont écart d'acquisition sur GEFCO	57	57

(1) Les dividendes et transferts de résultat 2015 comprennent 332 millions d'euros de dividendes nets distribués par les sociétés en coopération avec DPCA, part du Groupe, dont 18 millions d'euros de retenue à la source.

(2) Concerne essentiellement les entreprises en partenariat avec Santander.

11.2. QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2015	31/12/2014
Coopération avec Dong Feng Motor Company :		1 258	1 153
‣ Dong Feng Peugeot Citroën Automobile*	50 %	1 067	1 092
‣ Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Sales Co	50 %	184	61
‣ Dong Feng Peugeot Citroën International Co	50 %	7	-
Coopération avec Changan : Changan PSA Automobile Co., Ltd	50 %	120	158
Autres		11	11
Automobile		1 389	1 322
Équipement automobile		97	81
GEFCO*	25 %	146	146
Peugeot Scooters	49 %	9	-
Autres activités		155	146
Activités industrielles et commerciales		1 641	1 549
Sociétés financières en partenariat avec Santander Consumer Finance	50 %	916	-
Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd*	25 %	65	104
Activités de financement		981	104
TOTAL		2 622	1 653

* Y compris écart d'acquisition (cf. Note 11.1).

La quote-part des capitaux des sociétés mises en équivalence se décompose en 2 637 millions d'euros de quotes-parts de capitaux propres positives (1 666 millions au 31 décembre 2014) classées en « Titres mis en équivalence » et 15 millions d'euros de quotes-parts négatives classées en « Provisions non courantes » (13 millions au 31 décembre 2014).

11.3. QUOTE-PART DES RÉSULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2015	31/12/2014
Coopération avec Dong Feng Motor Company :		350	283
▸ Dong Feng Peugeot Citroën Automobile*	50 %	177	230
▸ Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Sales Co	50 %	173	53
▸ Dong Feng Peugeot Citroën International Co	50 %	-	-
Coopération avec Changan : Changan PSA Automobile Co., Ltd	50 %	(50)	(20)
Autres		2	2
Automobile		302	265
Équipement automobile		13	5
GEFCO*	25 %	6	5
Peugeot Scooters	49 %	(7)	-
Autres activités		(1)	5
Activités industrielles et commerciales		314	275
Sociétés financières en partenariat avec Santander Consumer Finance	50 %	112	-
Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd*	25 %	11	11
Activités de financement		123	11
TOTAL		437	286

* Y compris écart d'acquisition (cf. Note 11.1).

11.4. ÉLÉMENTS FINANCIERS CARACTÉRISTIQUES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les informations détaillées pour les principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes.

A. Partenariat avec Dongfeng Motor Group

PSA et Dongfeng Motor Group détiennent trois sociétés communes :

- Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) basée à Wuhan faisant l'objet d'un contrôle conjoint et qualifiée comptablement de coentreprise. Elle a pour objet la production de véhicules des marques Dongfeng Peugeot, Dongfeng Citroën en Chine et Fengshen ;

- Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Sales Co (DPCS) basée à Wuhan sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Elle a pour objet la commercialisation en Chine des véhicules produits par DPCA ;

- Dongfeng Peugeot Citroën Automobile International Co (DPCI) basée à Singapour sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Elle a pour objet la commercialisation hors Chine dans la zone ASEAN des véhicules produits par DPCA.

Une autre société qui sera chargée des activités communes de recherche et développement sous contrôle conjoint est en cours de création.

Les montants présentés ci-dessous constituent les comptes combinés de DPCA et de DPCS.

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT À 100 %

	(en millions d'euros)		(en millions RMB)	
	2015	2014	2015	2014
Chiffre d'affaires	9 864	8 701	68 991	69 874
Résultat opérationnel courant	828	651	5 805	5 251
Résultat opérationnel	843	637	5 903	5 135
<i>Dont amortissements et dépréciations</i>	(297)	(225)	(2 076)	(1 843)
Résultat financier	82	126	573	1 026
Impôt	(225)	(195)	(1 568)	(1 575)
Résultat net des activités poursuivies	700	568	4 908	4 586
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-	-	-
RÉSULTAT NET	700	568	4 908	4 586
Quote-part PSA dans le Résultat net (Résultat des mises en équivalence)	350	283		
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-		
Autres informations				
Dividende net reçu par le Groupe	332	121		

ÉLÉMENTS DE BILAN À 100 %

	(en millions d'euros)		(en millions RMB)	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Actif				
Actifs non courants	3 263	2 709	23 040	20 414
Actifs courants	3 258	3 492	23 000	26 315
<i>Dont Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	1 880	1 700	13 271	12 809
Passif				
Passifs non courants (hors capitaux propres)	(210)	(215)	(1 482)	(1 620)
<i>Dont passifs financiers non courants</i>	(88)	(215)	(622)	(1 620)
Passifs courants	(3 977)	(3 839)	(28 081)	(28 929)
<i>Dont passifs financiers courants</i>	(194)	(230)	(1 367)	(1 733)
Capitaux Propres	(2 334)	(2 147)	(16 477)	(16 180)
Tableau de passage				
Capitaux Propres	(2 334)	(2 147)		
% de participation	50 %	50 %		
Quote-part de capitaux propres	(1 167)	(1 074)		
Écart d'acquisition	(84)	(79)		
Titres mis en équivalence	(1 251)	(1 153)		

B. Partenariat avec Changan

PSA et Changan détiennent depuis 2011 une société commune Changan PSA Automobile (CAPSA) basée à Shenzhen faisant l'objet

d'un contrôle conjoint et qualifiée comptablement de coentreprise. Elle a pour objet la production et la commercialisation de véhicules de la marque DS en Chine. L'usine nouvellement créée a commencé sa production courant 2013.

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT À 100 %

	(en millions d'euros)		(en millions RMB)	
	2015	2014	2015	2014
Chiffre d'affaires	498	518	3 486	4 233
Résultat opérationnel courant	(74)	(45)	(516)	(370)
Résultat opérationnel	(71)	(44)	(496)	(359)
<i>Dont amortissements et dépréciations</i>	(32)	(39)	(224)	(317)
Résultat financier	(28)	(12)	(198)	(95)
Impôt	-	15	-	120
Résultat net des activités poursuivies	(99)	(41)	(694)	(334)
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-	-	-
RÉSULTAT NET	(99)	(41)	(694)	(334)
Quote-part PSA dans le Résultat net (Résultat des mises en équivalence)	(50)	(20)		
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-		
Autres informations				
Dividende net reçu par le Groupe	-	-		

ÉLÉMENTS DE BILAN À 100 %

	(en millions d'euros)		(en millions RMB)	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Actif				
Actifs non courants	980	822	6 918	6 195
Actifs courants	286	524	2 022	3 945
<i>Dont Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	56	96	394	724
Passif				
Passifs non courants (hors capitaux propres)	(454)	(411)	(3 211)	(3 099)
<i>Dont passifs financiers non courants</i>	(454)	(411)	(3 211)	(3 099)
Passifs courants	(572)	(618)	(4 041)	(4 659)
<i>Dont passifs financiers courants</i>	(201)	(230)	(1 418)	(1 733)
Capitaux Propres	(240)	(316)	(1 688)	(2 382)
Tableau de passage				
Capitaux Propres	(240)	(316)		
% de participation	50 %	50 %		
Quote-part de capitaux propres	(120)	(158)		
Écart d'acquisition	-	-		
Titres mis en équivalence	(120)	(158)		

C. Partenariat avec Santander Consumer Finance

Les comptes combinés de toutes les sociétés en partenariat avec Santander Consumer Finance sont présentés de manière résumée dans les tableaux ci-dessous.

Le périmètre couvert comprend pour l'essentiel au 31 décembre 2015 :

- la France et le Royaume-Uni depuis février 2015 ;
- l'Espagne et la Suisse depuis octobre 2015.

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT À 100 %

(en millions d'euros)	2015		
	11 mois	3 mois	Total
	France/Royaume-Uni	Espagne/Suisse	
Produit Net Bancaire	517	30	547
Charges générales d'exploitation et assimilées	(179)	(12)	(191)
Résultat brut d'exploitation	338	18	356
Coût du risque	(33)	(1)	(34)
Résultat d'exploitation	305	17	322
Impôt	(93)	(5)	(98)
RÉSULTAT NET	212	12	224
Quote-part PSA dans le Résultat net (Résultat des mises en équivalence)	106	6	112
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-
Autres informations			
Dividende net reçu par le Groupe	-	-	-

ÉLÉMENTS DE BILAN À 100 %

(en millions d'euros)	2015		
	France/Royaume-Uni	Espagne/Suisse	Total
Prêts et créances sur la clientèle	11 984	2 597	14 581
Autres postes de l'actif	1 377	429	1 806
TOTAL DE L'ACTIF	13 361	3 026	16 387
Dettes de financement	9 872	2 466	12 338
Autres postes du passif	2 035	132	2 167
Capitaux propres	1 454	428	1 882
TOTAL DU PASSIF	13 361	3 026	16 387

11.5. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES – SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les transactions avec ces entreprises se font sur une base de prix de marché.

Les transactions de ventes et d'achats réalisées par le Groupe avec les sociétés mises en équivalence sont les suivantes pour les activités industrielles et commerciales :

(en millions d'euros)	2015	2014
Ventes aux sociétés industrielles et commerciales ⁽¹⁾	1 369	1 719
Ventes et cessions aux sociétés en partenariat avec Santander	4 617	-
Achats ⁽²⁾	(1 846)	(1 806)

(1) Dont ventes aux sociétés en coopération avec DPCA pour 1 217 millions d'euros (1 417 millions d'euros en 2014) et à CAPSA pour 69 millions d'euros (196 millions d'euros en 2014).

(2) Dont achats à GEFCO pour 1 729 millions d'euros (1 782 millions d'euros en 2014).

Les dettes et créances vis-à-vis des sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Créances d'exploitation	282	280
Dettes d'exploitation	(312)	(276)

La nature des relations entre le Groupe et les sociétés de financement demeure pour l'essentiel inchangée à la suite de l'entrée de Santander Consumer Finance au capital des sociétés mises en partenariat.

NOTE 12 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS – ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

12.1. PRINCIPES COMPTABLES

Les principes d'évaluation des actifs et passifs financiers au sens des normes IAS 32 et IAS 39 sont décrits en Note 12.8.

12.2. RÉSULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	2015	2014
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie*	187	120
Charges de financement	(539)	(659)
Autres produits à caractère financier	108	85
Autres charges à caractère financier	(398)	(296)
RÉSULTAT FINANCIER	(642)	(750)

* Dont 182 millions d'euros pour la division Automobile et les autres activités (119 millions d'euros en 2014).

En 2015, les charges de financement comprennent une charge exceptionnelle de 57 millions d'euros au titre des rachats anticipés d'émissions obligataires par Peugeot S.A. (cf. Note 12.6.A).

A. Charges de financement

Les charges de financement correspondent aux charges engagées sous déduction de la part activée au titre des immobilisations en cours de développement.

(en millions d'euros)	2015	2014
› Frais financiers sur emprunts	(566)	(632)
› Frais financiers sur découverts bancaires	(26)	(42)
› Frais financiers sur location financement	(8)	(10)
› Résultat de change sur opérations financières	(28)	(33)
› Autres	(7)	(8)
Charges de financement engagées	(635)	(725)
<i>Dont division Automobile et Autres activités</i>	<i>(449)</i>	<i>(521)</i>
Part activée des frais financiers sur emprunts	96	66
TOTAL	(539)	(659)

Part activée des frais financiers sur emprunts

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles nécessitant au moins 12 mois de préparation avant leur mise en service sont intégrés à la valeur brute de ces actifs dits « qualifiés ». Les stocks du Groupe ne répondant pas à la définition d'un actif qualifié au sens de la norme **IAS 23 « Coûts d'emprunt »**, leur valeur brute n'est pas ajustée à ce titre.

Lorsqu'un actif qualifié est financé par un emprunt spécifique, le coût supplémentaire pris en compte dans sa valeur brute correspond aux intérêts effectivement comptabilisés sur la période, net des produits perçus sur les fonds non encore utilisés.

Lorsqu'un actif qualifié ne bénéficie pas d'un emprunt spécifique, le coût d'emprunt capitalisé correspond au taux d'endettement général moyen sur la période du secteur d'activité auquel est rattaché l'actif.

CHARGES DE FINANCEMENT ENGAGÉES, NETTES DES PRODUITS SUR PRÊTS, TITRES DE PLACEMENT ET TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	2015	2014
Charges de financement engagées	(635)	(725)
dont division Automobile et Autres activités	(449)	(521)
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	187	120
dont division Automobile et Autres activités	182	119
TOTAL	(448)	(605)
dont division Automobile et Autres activités	(267)	(402)

B. Autres produits et charges à caractère financier

(en millions d'euros)	2015	2014
Produits nets des actifs financiers sur engagements de retraite	21	10
Autres produits financiers	87	75
PRODUITS À CARACTÈRE FINANCIER	108	85
Charges nettes sur engagements de retraite	(30)	(32)
Variation de la part inefficace des instruments financiers	(101)	(42)
Autres frais financiers	(267)	(222)
CHARGES À CARACTÈRE FINANCIER	(398)	(296)

12.3. POSITION FINANCIÈRE NETTE (ENDETTEMENT NET) DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

L'endettement net des activités industrielles et commerciales est un indicateur financier non défini par les normes IFRS. Selon la définition du Groupe, il correspond aux passifs financiers, nets des actifs financiers qui sont donnés en garantie ou qui pourront être mobilisés pour le remboursement de ces passifs ainsi que ceux qui sont affectés à des dépenses spécifiques des sociétés industrielles et commerciales. Cette définition est inchangée

depuis la première application des normes IFRS dans le Groupe. La part de ces actifs financiers non mobilisables rapidement n'est pas prise en compte dans la sécurité financière (cf. Note 12.4).

La ventilation des actifs et passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté : inférieure ou supérieure à un an.

A. Composition de la position financière nette (endettement net)

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Position aux bornes des sociétés industrielles et commerciales		
Passifs financiers non courants	(4 267)	(6 463)
Passifs financiers courants	(3 229)	(2 833)
Autres actifs financiers non courants	669	696
Actifs financiers courants	570	405
Placements financiers	352	266
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 465	8 477
POSITION FINANCIÈRE NETTE (ENDETTEMENT NET) AUX BORNES DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES*	4 560	548
Dont position hors Groupe	4 061	134
Dont position vis-à-vis des sociétés de financement	499	414
* Dont division Automobile et Autres activités	5 586	2 031

Au 31 décembre 2014, si la position financière nette des activités industrielles et commerciales avait été retraitée de l'impact IFRS 5 sur la division Équipement automobile, son montant aurait été positif de 594 millions d'euros.

B. Variation de la position financière nette (endettement net)

Le Groupe a poursuivi sa gestion du risque de liquidité telle que décrite dans la Note 12.7.A visant à une politique de refinancement proactive et de gestion prudente de la trésorerie.

Les sociétés industrielles et commerciales ont fortement augmenté leur position financière nette sur l'exercice en raison de l'accroissement des flux de trésorerie liés à l'exploitation excédant les investissements de l'exercice.

Les flux d'exploitation de l'année ont représenté une ressource de trésorerie de 5 432 millions d'euros, résultant d'une marge brute d'autofinancement positive de 4 490 millions d'euros et d'une diminution des actifs et passifs d'exploitation de 942 millions d'euros. Cette réduction est analysée en note 6.4.

Les investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevés à 2 727 millions d'euros. Les autres besoins de financement de l'année s'élèvent à 50 millions d'euros.

Les autres ressources financières de l'exercice ont été les suivantes :

- le dividende de Banque PSA Finance pour 918 millions d'euros, dont 533 millions d'euros de dividende exceptionnel consécutif à la mise en place du partenariat avec Santander ;
- des augmentations de capital consécutives notamment à la souscription des salariés à l'offre « Accelerate » et à la conversion de Bons de Souscription en Actions, pour un montant de 199 millions d'euros.

L'ensemble de ces flux ont conduit à une augmentation de la position financière nette de 3 772 millions d'euros qui se décompose de la manière suivante :

- une augmentation de la trésorerie de 2 096 millions d'euros ;
- une baisse de l'endettement net hors trésorerie de 1 676 millions d'euros détaillée ci-dessous :

(en millions d'euros)	2015	2014
Augmentation des emprunts	975	186
Remboursement des emprunts et conversions d'obligations	(1 968)	(1 881)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers non courants	(9)	17
(Augmentation) Diminution des actifs financiers courants	(283)	(514)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers courants	(391)	(260)
	(1 676)	(2 452)
Flux vers les activités de financement	142	334
TOTAL	(1 534)	(2 118)

Les remboursements d'emprunts pour 1 968 millions d'euros comprennent notamment (cf. Note 12.6.A) :

- des rachats partiels d'emprunts obligataires par Peugeot S.A. effectués en juin 2015 pour un montant de 500 millions d'euros ;
- le remboursement à l'échéance juin 2015 par Peugeot S.A. d'un emprunt de 345 millions d'euros ;
- le remboursement d'emprunts par Faurecia pour un montant total de 500 millions d'euros.

Par ailleurs, les variations non cash ont représenté une baisse de l'endettement net du Groupe de 240 millions d'euros.

12.4. SÉCURITÉ FINANCIÈRE

La sécurité financière correspond à la trésorerie disponible, aux actifs financiers mobilisables rapidement et aux lignes de crédit non tirées.

Les actifs financiers courants et non courants pris en compte dans la sécurité financière s'élèvent respectivement à 57 millions d'euros (34 millions d'euros au 31 décembre 2014) et à 478 millions d'euros (486 millions d'euros au 31 décembre 2014), soit un total de 535 millions d'euros (520 millions d'euros au 31 décembre 2014).

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Trésorerie*	12.5.C	10 465	8 477
Placements financiers	12.5.B	352	266
Actifs financiers courants et non courants		535	520
Total		11 352	9 263
Lignes de crédit (non tirées) – hors Faurecia		3 000	3 000
Lignes de crédit (non tirées) – Faurecia		1 200	1 200
TOTAL SÉCURITÉ FINANCIÈRE		15 552	13 463
dont Faurecia		2 234	2 297

* Dont 318 millions d'euros sur l'Argentine (443 millions d'euros au 31 décembre 2014).

Le Groupe dispose de liquidités en Argentine pour 318 millions d'euros au 31 décembre 2015 (443 millions au 31 décembre 2014). La position financière nette constituée de ces liquidités nettes de l'endettement s'élève à 373 millions d'euros au 31 décembre 2015 (272 millions au 31 décembre 2014). Les conditions de rapatriement des fonds se sont avérées complexes en 2015 pour des raisons

réglementaires ou politiques. Suite à l'élection présidentielle de novembre 2015, une nouvelle politique visant une libéralisation progressive du change a été mise en œuvre. Elle permettra le rapatriement de la trésorerie excédentaire sur le premier semestre 2016.

Lignes de crédit syndiquées non tirées

Les sociétés industrielles et commerciales bénéficient, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2020, de possibilités d'emprunts complémentaires dans les limites suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie	3 000	3 000
Faurecia	1 200	1 200
LIGNES DE CRÉDITS CONFIRMÉES NON TIRÉES	4 200	4 200

La ligne Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie est à échéance novembre 2020 pour un montant de 2 000 millions d'euros, et novembre 2018 pour le solde de 1 000 millions d'euros avec deux options d'extension d'un an à la main des banques. À la suite de la signature d'un avenant le 10 novembre 2015, l'échéance de la ligne a été prolongée d'un an. Aucun tirage n'est effectué sur cette ligne au 31 décembre 2015.

Le tirage de cette ligne est conditionné au respect :

- d'un niveau d'endettement net des sociétés industrielles et commerciales n'excédant pas 6 milliards d'euros ;
- d'un ratio dettes nettes des sociétés industrielles et commerciales sur capitaux propres du Groupe inférieur à 1.

La dette nette des sociétés industrielles et commerciales est définie et présentée en Note 12.3. Les capitaux propres du Groupe sont ceux figurant sur la ligne « Total des capitaux propres » du passif.

Ces deux covenants étaient respectés au 31 décembre 2015.

Les possibilités d'emprunts complémentaires de Faurecia, indépendantes de celles de Peugeot S.A., résultent d'une nouvelle ligne de crédit syndiqué signée le 15 décembre 2014, d'une seule tranche de 1 200 millions d'euros à échéance décembre 2019. Au 31 décembre 2015, cette facilité de crédit n'était pas tirée.

12.5. DÉTAIL DES ACTIFS FINANCIERS

A. Autres actifs financiers non courants et courants

(en millions d'euros)	31/12/2015		31/12/2014	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Prêts et créances	269	562	295	392
Actifs financiers classés en « disponibles à la vente »	-	-	-	-
Actifs financiers classés en « juste valeur par résultat »	348	-	332	-
Instruments dérivés	52	8	69	13
TOTAL DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS (VALEURS NETTES)	669	570	696	405

B. Placements financiers

Les placements financiers sont les excédents de trésorerie dont la maturité résiduelle et l'intention de gestion sont inférieures à douze mois, pour un montant de 352 millions d'euros (266 millions d'euros au 31 décembre 2014).

C. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie correspond principalement aux liquidités sur compte courant bancaire et exclut les découverts bancaires. Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement les placements de trésorerie et les titres de créances négociables qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu, soumis à un risque négligeable de changement de valeur et détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme de moins de trois mois conformément à IAS 7.

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les éléments suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Parts d'OPCVM et titres de créances négociables	7 740	6 113
Comptes courants bancaires et caisses	2 725	2 364
Total activités industrielles et commerciales	10 465	8 477
Part déposée auprès des activités de Financement	(55)	(128)
TOTAL	10 410	8 349

La trésorerie intègre les fonds en provenance notamment des passifs financiers contractés pour assurer les besoins de financement futurs (cf. Note 12.3.A).

Au 31 décembre 2015, les équivalents de trésorerie sont composés principalement d'OPCVM monétaires pour 5 484 millions d'euros, et de dépôts bancaires et bons monétaires au jour le jour pour 1 606 millions d'euros.

Ils constituent des « Fonds monétaires Court Terme » conformément à la définition du *Committee of European Securities Regulators* (CESR).

12.6. DÉTAIL DES PASSIFS FINANCIERS

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2015		Valeur au bilan au 31/12/2014	
	Coût amorti ou juste valeur		Coût amorti ou juste valeur	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts obligataires convertibles*	1	561	768	21
Emprunts obligataires	3 323	1 315	4 328	780
Fonds de participation des salariés	2	-	2	1
Emprunts sur locations financement	138	23	148	64
Autres emprunts d'origine long terme	803	472	1 217	630
Autres financements à court terme et découverts bancaires	-	853	-	1 332
Instruments dérivés	-	5	-	5
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	4 267	3 229	6 463	2 833

* Le coût amorti de l'OCEANE s'entend après comptabilisation séparée en capitaux propres de l'option de conversion en actions.

A. Principales opérations de financement de l'exercice

La politique de gestion des risques financiers est décrite en Note 12.7.A.

Les principales opérations de l'exercice sont les suivantes :

Émissions obligataires et autres emprunts émis par les sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia)

En juin 2015, Peugeot S.A. a procédé à des rachats partiels pour un montant total 500 millions d'euros :

- 64 millions d'euros concernant l'emprunt obligataire (302 millions d'euros) à échéance mars 2016 ;
- 109 millions d'euros concernant l'emprunt obligataire (571 millions d'euros) à échéance octobre 2016 ;
- 137 millions d'euros concernant l'emprunt obligataire (516 millions d'euros) à échéance juillet 2017 ;

- 190 millions d'euros concernant l'emprunt obligataire (1 000 millions d'euros) à échéance mars 2018.

En juin 2015, Peugeot S.A. a procédé au remboursement à l'échéance d'un emprunt obligataire de 345 millions d'euros.

En mai et juin 2015, PCA Do Brasil a émis deux emprunts obligataires pour respectivement 84 millions de reais (26 millions d'euros) à échéance mai 2016, et 250 millions de reais (58 millions d'euros) à échéance juin 2016.

Émissions obligataires et autres emprunts émis par les sociétés industrielles et commerciales (Faurecia)

En mars et avril 2015, Faurecia a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 700 millions d'euros à échéance juin 2022, assortie d'un coupon annuel de 3,125 %.

En avril 2015, Faurecia a procédé au remboursement anticipé de l'emprunt obligataire de 250 millions d'euros à échéance juin 2019.

B. Caractéristiques des OCEANE Peugeot S.A. et Faurecia

Les obligations convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) émises par le Groupe sont comptabilisées en distinguant deux composantes :

- une composante dette comptabilisée au coût amorti calculé à l'aide d'un taux d'intérêt de marché estimé pour un emprunt obligataire non convertible équivalent. Elle est comptabilisée nette de sa quote-part de frais d'émission ;
- une composante option de conversion comptabilisée en capitaux propres pour un montant égal à la différence entre la valeur d'émission de l'OCEANE et la composante dette. Elle est comptabilisée nette de sa quote-part de frais d'émission et des impôts différés correspondant.

La comptabilisation en capitaux propres de l'option de conversion est imposée du fait qu'elle est à parité fixe (nombre fixe d'actions remis contre un montant fixe d'obligations). Sa valeur n'est pas réévaluée ultérieurement, sauf en cas de modification de la durée de vie estimée de l'OCEANE. Elle sera en revanche ajustée en cas de demandes de conversions. Un impôt différé passif est en outre calculé sur la base de la valeur brute de l'option et est également reconnu en capitaux propres.

OCEANE Peugeot S.A.

Le 23 juin 2009, Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'Obligations à option de Conversion et/ou d'Échange en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) pour un montant nominal de 575 millions

d'euros, soit 25,10 euros par obligation. Les 22 908 365 obligations émises sont à échéance du 4 janvier 2016 et portent intérêt à un taux nominal annuel de 4,45 %.

Au 31 décembre 2015, 1 577 974 obligations ont été converties. À l'origine, la composante dette de l'OCEANE s'élève à 441 millions d'euros et la composante capitaux propres à 125 millions d'euros. La parité de conversion est d'une OCEANE pour 1,57 action.

Au 1^{er} janvier 2016, le solde des OCEANE non converties au 31 décembre 2015 a été remboursé pour un montant de 535 millions d'euros par réduction de la dette.

OCEANE Faurecia

Le 18 septembre 2012, Faurecia a procédé à l'émission d'Obligations à option de Conversion et/ou d'Échange en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) pour un montant nominal de 250 millions d'euros, soit 19,48 euros par obligation. Les 12 833 675 obligations émises sont à échéance du 1^{er} janvier 2018 et portent intérêt à un taux nominal annuel de 3,25 %.

Faurecia a annoncé le 7 décembre 2015 son intention de rembourser au pair, le 15 janvier 2016, les Obligations à Option de Conversion et/ou d'Échange en Actions Nouvelles ou Existantes émises en septembre 2012 pour 250 millions d'euros, échéance 1^{er} janvier 2018. À la suite de l'annonce de cette opération, 94,5 % des obligations étaient converties au 31 décembre 2015, et le nominal restant des obligations en vie à cette date s'élevait à 13,7 millions d'euros.

À l'origine, la composante dette de l'OCEANE s'élève à 198 millions d'euros et la composante capitaux propres à 47 millions d'euros. Au 31 décembre 2015, compte tenu des conversions, la composante dette est de 13 millions d'euros.

C. Caractéristiques des emprunts obligataires et autres emprunts

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2015		Monnaie d'émission	Échéance
	Non courants	Courants		
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia)				
Emprunt obligataire convertible 2009 - 575 M€	-	547	EUR	T1/2016
Faurecia				
Emprunt obligataire convertible 2012 - 250 M€	-	14	EUR	T1/2018
ORA - 9 M€	1	-	EUR	T4/2016
TOTAL EMPRUNTS CONVERTIBLES	1	561		
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia)				
Emprunt obligataire 2003 - 600 M€	854	10	EUR	T3/2033
Emprunt obligataire 2010 - 312 M€	-	314	EUR	T4/2016
Emprunt obligataire 2011 - 150 M€	-	152	EUR	T4/2016
Emprunt obligataire 2011 - 238 M€	-	250	EUR	T1/2016
Emprunt obligataire 2012 - 378 M€	377	10	EUR	T3/2017
Emprunt obligataire 2013 - 810 M€	806	49	EUR	T1/2018
Emprunt obligataire 2013 - 600 M€	595	37	EUR	T1/2019
Faurecia				
Emprunt obligataire 2011 - 490 M€	-	492	EUR	T4/2016
Emprunt obligataire 2015 - 700 M€	691	1	EUR	T2/2022
TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES	3 323	1 315		
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia) – emprunts en euros				
Emprunts BEI - 200 M€*	39	41	EUR	T3/2017
Emprunts BEI - 65 M€ (125 M€)	12	13	EUR	T4/2017
Emprunts BEI - 300 M€	112	60	EUR	2014 à 2018
Emprunts FDES* - Zéro coupon	24	-	EUR	T1/2020
Emprunts divers - Espagne	156	14	EUR	2015 à 2026
Emprunts divers - République tchèque	-	-	EUR	T4/2017
Emprunts divers - Russie	51	49	EUR	2017 à 2019
Emprunts divers - Autres	-	3	EUR	nc
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia) – emprunts en devises				
Emprunts divers - Brésil	130	188	BRL	2015 à 2024
Emprunts divers - Russie	10	4	RUB	T2/2019
Autres emprunts	23	8	nc	nc
Faurecia				
Autres emprunts	246	92	EUR	2014 à 2019
TOTAL AUTRES EMPRUNTS D'ORIGINE LONG TERME	803	472		

* BEI : Banque Européenne d'Investissement ; FDES : Fonds de Développement Économique et Social.

D. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	Solde au bilan 31/12/2015	Solde au bilan 31/12/2014
Billets de trésorerie	EUR	31	438
Crédits à court terme	N/A	440	493
Banques créditrices	N/A	246	254
Paievements émis*	N/A	12	50
Dette d'affacturage sur cessions non déconsolidantes	N/A	124	97
TOTAL		853	1 332

* Il s'agit de paiements en attente de débit des comptes de banque, leur échéance correspondant aux jours bancaires non ouvrés.

E. Emprunts sur locations capitalisées

La valeur actualisée des loyers futurs des contrats de location financement, est la suivante par échéance :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Inférieur à 1 an	43	98
1 à 5 ans	43	49
Années ultérieures	82	79
	168	226
Moins frais financiers inclus	(7)	(14)
VALEUR ACTUALISÉE DES LOYERS FUTURS	161	212
Dont courant	23	64
Dont non courant	138	148

F. Financement par cessions de créances

La division Automobile et le groupe Faurecia assurent une partie de leur financement par des contrats de cessions de créances commerciales à des établissements financiers. Le financement des créances sur les réseaux de distribution de la division Automobile

auprès des sociétés financières en partenariat avec Santander s'élève à 2 573 millions d'euros, antérieurement financées par les filiales de Banque PSA Finance.

Les créances cédées sont décomptabilisées lorsqu'elles répondent aux critères décrits en note 6.2.

Les autres financements par cessions de créances sont les suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2015		31/12/2014	
	Total cédé à des institutions financières hors Groupe	Dont part cédée et maintenue à l'actif du Groupe	Total cédé à des institutions financières hors Groupe	Dont part cédée et maintenue à l'actif du Groupe
Part financée par des établissements financiers tiers				
Part financée*	1 934	-	1 682	62
› dont groupe Faurecia	665	-	637	62

* La part financée des créances correspond à celle qui a donné lieu à réception de trésorerie.

Peugeot S.A. et Faurecia ont cédé et décomptabilisé sur l'exercice une partie de leurs créances détenues sur l'État français au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), pour un total de 108 millions d'euros. La trésorerie reçue au 31 décembre 2015 s'élève à 104 millions d'euros.

Par ailleurs, Peugeot S.A. et Faurecia ont cédé et décomptabilisé sur l'exercice une partie de leurs créances détenues sur l'État français

au titre des crédits d'impôt recherche (CIR) 2014, pour un total de 122 millions d'euros. La trésorerie reçue au 31 décembre 2015 s'élève à 120 millions d'euros.

Les opérations de cession de créances constituent des financements courants.

En dehors des opérations courantes de cession de créances, aucune opération ponctuelle n'a été réalisée en décembre 2015.

12.7. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

A. Politique de gestion des risques financiers

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé à des risques de liquidité, ainsi qu'à des risques de taux, de contrepartie, de change et à d'autres risques de marché liés notamment aux variations des prix des matières premières et aux variations des marchés actions.

1) Risque de liquidité

Compte tenu de l'environnement économique actuel, afin de répondre aux besoins généraux du Groupe et notamment de financer son activité et ses projets de développement, le Groupe a poursuivi une politique de financement proactive et diversifiée, et de gestion prudente des liquidités. La stratégie de financement est définie par le Directoire, et mise en œuvre sous l'impulsion du Directeur financier du Groupe avec la Direction du corporate finance et de la trésorerie, puis présentée au Comité financier et d'audit du Conseil de Surveillance. Le Comité mensuel de trésorerie et de change présidé par le Directeur financier du Groupe suit les prévisions de trésorerie et les besoins de financement du Groupe, les charges et produits financiers, ainsi que le niveau de sécurité financière. Le plan de financement est mis en œuvre par la Direction du corporate finance et de la trésorerie.

Dans le cadre de cette politique, le Groupe :

- engage une gestion active de sa dette par des émissions ou rachats d'emprunts obligataires ;
- a recours à des emprunts bancaires en France et à l'étranger ;
- réalise des cessions de créances ;
- met en place des lignes de crédit confirmées de sécurité financière ;

- et le cas échéant, procède à l'émission d'emprunts obligataires convertibles.

Par ailleurs, le Groupe pourrait se financer par augmentation de capital.

Cette politique de financement lui permet de saisir des opportunités de marché pour se financer par anticipation et optimiser ainsi sa sécurité financière.

Au 31 décembre 2015, la position financière nette des sociétés industrielles et commerciales est de 4 560 millions d'euros contre une position financière nette de 548 millions d'euros au 31 décembre 2014. Le détail de l'endettement net est présenté en Note 12.3.A, et son évolution en Note 12.3.B. Les échéances de remboursement des passifs financiers sont présentées dans le tableau ci-après. En juin 2010, Peugeot S.A. a mis en place un programme EMTN d'une enveloppe de 5 milliards d'euros dont 2 488 millions d'euros ont été tirés à fin décembre 2015.

Au 31 décembre 2015, les sociétés industrielles et commerciales disposent d'une sécurité financière de 15 552 millions d'euros (cf. Note 12.4) contre 13 463 millions d'euros à fin décembre 2014.

Elle couvre l'ensemble des besoins de financement des douze prochains mois prévus à ce jour des activités industrielles et commerciales.

Échéancier contractuel des passifs financiers des activités industrielles et commerciales

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés des passifs financiers et instruments dérivés. Ces flux comprennent les montants nominaux ainsi que les flux futurs d'intérêts contractuels. Les flux en devises et les flux variables ou indexés sont fixés sur la base des données de marchés à la clôture.

31/12/2015 (en millions d'euros)	Valeur actif	Valeur passif	Échéancier contractuel non actualisé					
			2015	2016	2017	2018	2019	> 5 ans
Passifs financiers								
Emprunts obligataires - hors intérêts								
Hors Faurecia		(2 631)	-	-	(378)	(810)	(600)	(600)
Faurecia		(693)	-	-	-	-	-	(700)
Autres emprunts à long terme - hors intérêts								
Hors Faurecia		(937)	-	(385)	(215)	(136)	(83)	(142)
Faurecia		(338)	-	(92)	(61)	(5)	(12)	(136)
Total des emprunts obligataires et autres emprunts								
Hors Faurecia		(3 568)	-	(385)	(593)	(946)	(683)	(742)
Faurecia		(1 031)	-	(92)	(61)	(5)	(12)	(836)
Total des intérêts sur emprunts obligataires et autres emprunts								
Hors Faurecia		(1 369)	-	(1 406)	-	-	-	-
Faurecia		(507)	-	(504)	-	-	-	-
Autres financements à court terme								
		(853)	-	(853)	-	-	-	-
Emprunts sur locations financement								
		(161)	-	(43)	(14)	(11)	(7)	(86)
Fonds de participation des salariés								
		(2)	-	-	-	-	-	(2)
Instruments dérivés								
Total des instruments dérivés								
	131	(79)	-	28	(54)	(20)	-	-
TOTAL	131	(7 570)	-	(3 255)	(722)	(982)	(702)	(1 666)

Covenants

Les emprunts portés par les sociétés industrielles et commerciales hors Faurecia ne comportent pas de clauses spécifiques d'exigibilité anticipée liées à des notations de crédit minimales. Dans certains cas, les emprunts des sociétés industrielles et commerciales comportent des clauses imposant à la société emprunteuse de donner aux organismes prêteurs certaines garanties classiques dans le secteur Automobile. Il s'agit notamment :

- de clauses de *negative pledge* par lesquelles la société emprunteuse s'engage à ne pas conférer de sûretés réelles à des tiers. Ces clauses comportent néanmoins certaines exceptions ;
- de clauses de *material adverse changes* en cas de changement négatif majeur dans les conditions économiques ;
- de clauses de *pari passu* prévoyant que le prêteur bénéficie d'un traitement au moins égal à celui des autres créanciers ;
- de clauses de « défauts croisés » qui stipulent qu'un cas de défaut avéré sur un emprunt impliquerait également l'exigibilité d'autres emprunts ;
- d'obligations d'informations périodiques ;
- de respect de la législation en vigueur ;
- d'absence de changement de contrôle.

Par ailleurs, les emprunts octroyés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) sont conditionnés à la réalisation des projets qu'ils financent et impliquent, pour certains d'entre eux, le nantissement minimum d'actifs financiers.

Les emprunts convertibles (OCEANE) sont soumis à des clauses standards telles que le maintien de la cotation des actions Peugeot S.A. Toutes les clauses sont respectées en 2015.

Le tirage de ligne de crédit syndiqué signée en avril 2014 pour un montant de 3 milliards d'euros est conditionné au respect :

- d'un niveau de dette nette des sociétés industrielles et commerciales inférieur à 6 milliards d'euros ;
- d'un ratio dette nette des sociétés industrielles et commerciales sur capitaux propres du Groupe inférieur à 1.

La dette nette des sociétés industrielles et commerciales est définie et présentée en Note 12.3. Les capitaux propres du Groupe sont ceux figurant sur la ligne « total des Capitaux Propres » du Passif.

La nouvelle ligne de crédit syndiqué signée le 15 décembre 2014 par Faurecia, d'une seule tranche de 1 200 millions d'euros à échéance décembre 2019 ne contient qu'une seule clause restrictive en matière de ratios financiers.

Dette Nette ⁽¹⁾ /EBITDA ⁽²⁾ maximum	2,50
---	------

⁽¹⁾ Endettement net consolidé.

⁽²⁾ Résultat Opérationnel Courant de Faurecia, majoré des dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles, correspondant aux 12 derniers mois.

Le respect de ce ratio conditionne la disponibilité du crédit. Au 31 décembre 2015, cette condition était respectée.

Les emprunts convertibles (OCEANE) Faurecia sont soumis à des clauses standards telles que le maintien de la cotation des actions Faurecia.

2) Risque de taux

Les créances et dettes commerciales sont à court terme et leur valeur n'est pas affectée par le niveau des taux d'intérêts.

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales, hors Équipement automobile, sont pour l'essentiel centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont indexés sur des taux variables, ou sur des taux fixes.

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors Équipement automobile, correspond principalement à des ressources longues à taux fixe. La part à taux variable est de 2,5 %, calculée sur la base du nominal des emprunts.

Faurecia gère de façon autonome et centralisée la couverture du risque de taux. Cette gestion est mise en œuvre par la Direction du financement et de la trésorerie de Faurecia, sous la responsabilité de sa Direction générale. Les décisions de gestion sont prises au sein d'un comité de gestion des risques de marché qui se réunit mensuellement. Une partie significative de la dette (crédit syndiqué lorsqu'il est tiré, emprunts à court terme, billets de trésorerie) étant à taux variable, la politique de couverture mise en œuvre a pour objectif de limiter l'effet de la variation des taux courts sur le résultat du groupe. Cette couverture se fait essentiellement au moyen de swaps de taux, en euros. Afin de tirer parti de taux historiquement bas, des couvertures de taux à 2 et 3 ans ont été mises en place au premier semestre de 2015 pour couvrir contre une hausse des taux une part des intérêts d'emprunts à taux variable payables au cours de 2016 et 2017.

Depuis 2008, une partie des instruments dérivés de Faurecia sont qualifiés de couverture selon les règles définies par la norme IAS 39. Les autres instruments dérivés achetés par Faurecia, bien qu'ils correspondent économiquement à une couverture du risque de taux sur l'endettement financier, ne sont pas qualifiés de couverture au sens de la norme IAS 39.

La couverture de flux de trésorerie sur le risque de taux concerne exclusivement Faurecia.

La position nette de risque de taux pour les activités industrielles et commerciales est la suivante :

	31/12/2015				
(en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an		De 2 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	Tx Fixe	354	145	427	926
	Tx Variable	11 025	-	-	11 025
Total passifs	Tx Fixe	-	(2 382)	(1 686)	(4 068)
	Tx Variable	(3 266)	-	-	(3 266)
POSITION NETTE AVANT GESTION	TX FIXE	354	(2 237)	(1 259)	(3 142)
	TX VARIABLE	7 759	-	-	7 759
Instruments financiers dérivés	Tx Fixe	(470)	(61)	-	(531)
	Tx Variable	531	-	-	531
POSITION NETTE APRÈS GESTION	TX FIXE	(116)	(2 298)	(1 259)	(3 673)
	TX VARIABLE	8 290	-	-	8 290

	31/12/2014				
(en millions d'euros)	Du jour	le jour à 1 an	De 2 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Total actifs	Tx Fixe	601	170	416	1 187
	Tx Variable	8 535	-	-	8 535
Total passifs	Tx Fixe	(341)	(5 086)	(1 077)	(6 504)
	Tx Variable	(2 535)	-	-	(2 535)
POSITION NETTE AVANT GESTION	TX FIXE	260	(4 916)	(661)	(5 317)
	TX VARIABLE	6 000	-	-	6 000
Instruments financiers dérivés	Tx Fixe	(470)	(45)	(62)	(577)
	Tx Variable	577	-	-	577
POSITION NETTE APRÈS GESTION	TX FIXE	(210)	(4 961)	(723)	(5 894)
	TX VARIABLE	6 577	-	-	6 577

3) Risque de contrepartie et risque de crédit

Pour la division Automobile, la solvabilité des clients fait l'objet d'une attention particulière. Les relations avec les réseaux de distribution des marques Peugeot et Citroën sont gérées dans le cadre des relations avec Banque PSA Finance décrite ci-dessous. Les paiements des autres clients font l'objet de mécanismes de sécurisation avec des contreparties de premier plan validées en Comité de trésorerie.

Pour Faurecia, le risque de contrepartie porte essentiellement sur des grands constructeurs automobiles dont la solvabilité fait l'objet d'un suivi individualisé.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les opérations de produits dérivés de change, de taux ou de matières. Pour ces deux types d'opérations, ne sont retenus que des partenaires de premier plan validés en Comité de trésorerie. Les risques sont encadrés par un dispositif de limites : leur montant et leur maturité sont plafonnés selon des critères intégrant notamment le résultat d'une analyse financière propre, la notation des agences et le montant des capitaux propres.

Les placements de trésorerie sont soit engagés directement sur des titres de créances de contreparties validées, soit dans des OPCVM ou des dépôts. Les placements en titres de créances négociables portent essentiellement sur des titres émis par des établissements financiers de premier plan, et dans une moindre mesure par des entreprises non financières. Le choix des OPCVM est limité par des minima de *rating* et des maxima de maturité des sous-jacents, et le montant des placements est plafonné en fonction de l'encours sous gestion.

Les opérations de produits dérivés sont négociées dans des accords cadres de l'« *International Swaps and Derivatives Association* » (ISDA) ou de la Fédération Bancaire Française (FBF), et font, pour les contreparties les plus actives, l'objet de procédures d'appels de marge ajustés toutes les semaines.

4) Risque de change

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires. La gestion du risque de change de la division Automobile est centralisée pour l'essentiel au sein de PSA International S.A. (PSAI) sous la responsabilité de la Direction générale. Dans le cadre de sa gestion, PSAI ne souscrit que des produits standards régis par les conventions internationales de l'« *International Swaps and Derivatives Association* » (ISDA).

Cette gestion consiste à minimiser les écarts de change comptables pour la division Automobile, avec une couverture systématique dès l'enregistrement des factures libellées en devises.

La gestion du risque de change est basée sur un principe de facturation des entités de production aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières (sauf cas exceptionnel ou contrainte réglementaire). Ces facturations inter-sociétés font également l'objet de couvertures de change à terme. Sauf exception, les prêts intragroupe en devise des sociétés de la division Automobile font également l'objet de couverture.

La politique de change intègre la couverture des flux futurs pour la division Automobile. Elle consiste à couvrir les principales expositions nettes des devises G10. Des règles de gouvernance et un processus décisionnel strict encadre ces couvertures. Elles sont qualifiées de **Cash Flow Hedge** au sens des normes comptables IAS 39. L'horizon maximum de ces couvertures est de 2 ans. Les ratios de couverture dépendent de la maturité.

Au 31 décembre 2015, la division Automobile détient des couvertures de flux futurs sur les devises suivantes : GBP, CHF, USD et JPY.

Le Groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectue dans des limites strictes et contrôlées, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont les seules de cette nature réalisées par les sociétés du Groupe ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du Groupe.

La méthode utilisée pour détecter et gérer les risques de marché est celle de la Value at Risk (VAR) historique. Les données utilisées par la VAR historique sont les volatilités et les cours des différentes devises depuis début 2011. La VAR représente la perte potentielle maximale de notre portefeuille selon un niveau de confiance. Les niveaux de confiance mesurés sont de 95 % et de 99 %. Pour les deux niveaux de confiance, les résultats de la VAR historique sur le portefeuille existant au 31 décembre 2015 ont conclu à un impact non significatif sur le résultat du Groupe. Cette méthode suppose que la VAR future se comporte comme la VAR passée. Elle ne serait pas représentative de pertes dans le cas d'événements extrêmes.

Faurecia couvre de façon autonome et centralisée le risque de change de ses filiales, lié à leurs opérations commerciales, au moyen principalement d'opérations à terme ou optionnelles ainsi que de financement en devises. Les transactions futures sont couvertes sur la base des flux prévisionnels établis lors de la préparation des budgets et validés par la direction. Les instruments dérivés contractés au titre de ces transactions futures sont qualifiés de **Cash Flow Hedge**, lorsqu'il existe une relation de couverture au sens de la norme IAS 39. Les filiales hors de la zone euro bénéficient de prêts intragroupe dans leur monnaie de fonctionnement. Ces prêts étant refinancés en euros, le risque de change est couvert au moyen de swaps.

Exposition nette au risque de change des activités industrielles et commerciales pour les devises sur lesquelles des positions sont ouvertes au 31 décembre

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères par rapport à l'euro est la suivante :

	31/12/2015								
(en millions d'euros)	GBP	JPY	USD	PLN	CHF	ARS	RUB	Autres	Total
Total actifs	386	45	567	171	29	91	53	234	1 576
Total passifs	(57)	(23)	(25)	(14)	-	-	(101)	(96)	(316)
Transactions futures	469	(130)	70	(135)	140	-	37	(131)	320
Exposition sur engagements de couverture de frais fixes	-	(106)	-	-	-	-	-	-	(106)
POSITION NETTE AVANT GESTION	798	(214)	612	22	169	91	(11)	7	1 474
Instruments financiers dérivés	(797)	108	(611)	(29)	(169)	(91)	20	(43)	(1 612)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	1	(106)	1	(7)	-	-	9	(36)	(138)

	31/12/2014								
(en millions d'euros)	GBP	JPY	USD	PLN	CHF	RUB	CZK	Autres	Total
Total actifs	261	71	568	14	25	93	225	315	1 572
Total passifs	(74)	(45)	(16)	(18)	-	(151)	(301)	(2)	(607)
Transactions futures	629	8	41	(108)	38	40	(59)	237	826
Exposition sur engagements de couverture de frais fixes	-	(184)	-	-	-	-	-	-	(184)
POSITION NETTE AVANT GESTION	816	(150)	593	(112)	63	(18)	(135)	550	1 607
Instruments financiers dérivés	(816)	(36)	(594)	104	(63)	52	38	(555)	(1 870)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	-	(186)	(1)	(8)	-	34	(97)	(5)	(263)

Dans l'hypothèse d'une variation de 5 % du cours de clôture de chacune des principales devises sur lesquelles les activités industrielles et commerciales ont une exposition au risque de

change ouverte au 31 décembre 2015 (voir tableau ci-dessus), les incidences sur le résultat avant impôt et les incidences directes sur les capitaux propres seraient, respectivement, les suivantes :

(en millions d'euros)	JPY/EUR	USD/EUR	PLN/EUR	USD/CAD	CZK/EUR	USD/DZD	JPY/RUB	Autres
Hypothèses de variation du couple devises	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %
Impact sur le résultat avant impôt	-	1	1	1	-	3	-	-
Impact sur les capitaux propres	5	2	7	-	3	-	-	-

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères par rapport aux autres devises est la suivante :

	31/12/2015							
(en millions d'euros)	RUB/USD	UAH/USD	USD/CAD	UAH/RUB	USD/BRL	USD/ARS	USD/DZD	JPY/RUB
Total actifs	-	-	-	-	158	189	-	-
Total passifs	-	(1)	(11)	-	(41)	(254)	(86)	-
Transactions futures	-	-	(9)	-	-	-	-	-
Position nette avant gestion	-	(1)	(20)	-	117	(65)	(86)	-
Instruments financiers dérivés	-	-	22	-	(108)	174	-	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	-	(1)	2	-	9	109	(86)	-

	31/12/2014							
(en millions d'euros)	RUB/UAH	USD/CAD	USD/BRL	USD/ARS	USD/DZD	UAH/USD	RUB/USD	JPY/RUB
Total actifs	-	116	109	41	-	-	-	-
Total passifs	-	-	(61)	(261)	(53)	(5)	(1)	-
Transactions futures	-	(10)	-	-	-	-	-	-
Position nette avant gestion	-	106	48	(220)	(53)	(5)	(1)	-
Instruments financiers dérivés	-	(110)	(44)	221	-	-	-	-
POSITION NETTE APRÈS GESTION	-	(4)	4	1	(53)	(5)	(1)	-

5) Risque matières premières

Les risques matières encourus sont suivis pour la division Automobile conjointement par la Direction des achats et PSA International S.A. (PSAI) en charge des couvertures des risques de change et matières, et de façon autonome pour Faurecia. Pour la division Automobile, ils font l'objet d'une revue trimestrielle dans le cadre d'un Comité Métal présidé par le Directeur financier du Groupe. Le Comité Métal suit les résultats des couvertures en place, fait le point sur chacune des matières premières cotées pouvant avoir un impact significatif sur le résultat opérationnel et arrête des niveaux cibles de couverture en volume et en prix, sur un horizon pouvant aller jusqu'à trois ans. Les ratios de couverture dépendent de la maturité. La réalisation d'une opération de couverture de flux futurs est subordonnée à sa qualification à la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39.

Les coûts de production de la division Automobile et de Faurecia sont exposés aux variations de prix de certaines matières premières, soit par leurs achats directs, soit indirectement par l'impact de ces variations sur les coûts de leurs fournisseurs. Ces matières premières sont, soit des produits industriels négociés de gré à gré, tels que l'acier ou les matières plastiques, soit des produits cotés directement sur des marchés organisés, tels que l'aluminium, le cuivre, le plomb ou les métaux précieux, auquel cas les prix de transaction des matières ou des composants achetés sont fixés par référence directe aux cours cotés sur ces marchés.

Le Groupe couvre une partie du risque matières premières cotées de la division Automobile à l'aide d'instruments financiers dérivés négociés sur des marchés réglementés. Ces couvertures visent à minimiser les impacts de variation des prix des matières des opérations physiques d'achat pour les besoins de la production.

Sur l'exercice 2015, les couvertures ont concerné l'aluminium, le cuivre, le plomb, le platine et le palladium.

Pour la division Automobile, si les prix des métaux de base (Aluminium, Cuivre et Plomb) augmentaient (baissaient) de 19 % et les prix des métaux précieux (Platine et Palladium) augmentaient (baissaient) de 19 %, l'impact des instruments de couverture détenus à la clôture 2015 aurait été une hausse (baisse) de 87 millions d'euros sur les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2015 (contre 85 millions d'euros à fin 2014). Les instruments de couvertures de risque matières étant qualifiés de couverture de flux de trésorerie au sens IAS 39, le résultat du Groupe n'aurait pas été différent en cas de variation des prix des matières couvertes.

Les hypothèses de variation des prix des matières premières ont été fixées en fonction des volatilités historiques et implicites moyennes constatées sur les marchés des matières couvertes sur l'exercice écoulé.

Dans la mesure où les contrats de ventes de Faurecia avec ses clients ne prévoient pas de clauses d'indexation sur le cours des matières premières, Faurecia réduit le risque d'évolution défavorable du prix des matières premières grâce à une politique commerciale

permanente de négociation avec ses clients et une gestion stricte des stocks. Faurecia n'a pas recours à des instruments dérivés pour la couverture de ses achats de matières premières et énergétiques.

B. Instruments de couverture

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan. Ils peuvent être désignés comme instruments de couverture si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

Le Groupe utilise deux relations de couverture :

■ Couverture de juste valeur :

La variation de juste valeur du dérivé est enregistrée en compte de résultat où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure de leur efficacité.

■ Couverture de flux futurs de trésorerie :

La partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en « produits et charges comptabilisés en capitaux propres ». La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en produits (ou en charges) à caractère financier. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des éléments couverts, lorsque ces derniers impactent le compte de résultat. La part efficace des variations de juste valeur des couvertures d'achats de matières premières n'impactent pas le coût d'entrée des stocks de matières premières.

Par ailleurs, le Groupe prend des couvertures de change pour se prémunir des variations de valeur des dettes et créances en devises. La variation de juste valeur de ces dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, venant compenser la variation en résultat des dettes et créances libellées en devises. Dans les cas où le Groupe a documenté la relation de couverture, la part inefficace est enregistrée en résultat financier.

Les instruments dérivés de couverture du risque de taux et de change sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne. Les dérivés de couverture du risque matières font l'objet d'une évaluation externe.

1) Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture

(en millions d'euros)	31/12/2015					
	Valeur au bilan			Échéances		
	Actif	Passif	Notionnel	< 1 an	de 2 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
▸ Swaps de devises, options de change et contrats de change à terme	51	(5)	1 027	1 027	-	-
▸ Cross-currency swaps	-	-	8	-	8	-
Couverture de flux futurs :						
▸ Options de change et contrats de change à terme	3	(6)	483	474	9	-
▸ Cross-currency swaps	50	-	51	-	51	-
Trading ⁽¹⁾	24	(21)	2 821	2 783	38	-
Dont réciprociétés	-	-				
Total risque de change	128	(32)	4 390	4 284	106	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
▸ Swaps de taux	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
▸ Swaps de taux et options de taux	2	(2)	10	-	10	-
Trading ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-
Dont réciprociétés	-	-				
Total risque de taux	2	(2)	10	-	10	-
Risque matières						
Couverture de flux futurs :						
▸ Swaps	3	(47)	483	281	202	-
Total risque matières	3	(47)	483	281	202	-
TOTAL	133	(81)	4 883	4 565	318	-
dont :						
TOTAL COUVERTURES DE JUSTE VALEUR	51	(5)	1 035	1 027	8	-
TOTAL COUVERTURES DE FLUX FUTURS	58	(55)	1 027	755	272	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21, les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

(2) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.

Les instruments de couverture ne faisant pas l'objet de clauses de compensation en cas de défaut d'une des parties représentent une valeur non significative sur la division Automobile.

(en millions d'euros)	31/12/2014					
	Valeur au bilan			Échéances		
	Actif	Passif	Notionnel	< 1 an	de 2 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
› Swaps de devises, options de change et contrats de change à terme	12	(15)	1 256	1 256	-	-
› Cross-currency swaps	2	-	17	9	8	-
Couverture de flux futurs :						
› Options de change et contrats de change à terme	-	(14)	1 087	1 062	25	-
› Cross-currency swaps	67	-	93	-	93	-
Trading ⁽¹⁾	55	(56)	7 966	7 879	87	-
Dont réciprocity	-	-				
Total risque de change	136	(85)	10 419	10 206	213	-
Risque de Taux						
Couverture de juste valeur :						
› Swaps de taux	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
› Options de taux	2	(1)	484	470	14	-
Trading ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-
Dont réciprocity	-	-				
Total risque de taux	2	(1)	484	470	14	-
Risque matières						
Couverture de flux futurs :						
› Swaps	6	(12)	429	227	202	-
Total risque matières	6	(12)	429	227	202	-
TOTAL	144	(98)	11 332	10 903	429	-
dont :						
TOTAL COUVERTURES DE JUSTE VALEUR	14	(15)	1 273	1 265	8	-
TOTAL COUVERTURES DE FLUX FUTURS	75	(27)	2 093	1 759	334	-

(1) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21 les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

(2) Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Correspond à la juste valeur des instruments financiers de couverture économique des dettes ou titres de placement.

2) Information sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture

a) Impact des couvertures de flux futurs

(en millions d'euros)	2015	2014
Variation de part efficace en capitaux propres	(72)	241
Variation de part inefficace en résultat	(10)	-
Recyclage de part efficace en coût des biens et services vendus	(22)	57
Recyclage de part efficace en charges de financement	(2)	71

b) Impact des couvertures de juste valeur

(en millions d'euros)	2015	2014
Variation de part inefficace en résultat	(91)	(42)
IMPACT NET SUR RÉSULTAT	(91)	(42)

Le résultat des couvertures sur emprunts présenté en Note 12.2.A enregistre également le résultat des couvertures non traitées en comptabilité de couverture selon les règles définies par IAS 39.

12.8. INSTRUMENTS FINANCIERS

A. Actifs et passifs financiers – définitions

Les actifs et passifs financiers au sens d'IAS 39 comprennent les postes listés dans le tableau en Note 12.8.E.

Le fait générateur de la comptabilisation au bilan est la date de transaction (i.e. d'engagement) et non la date de règlement.

B. Opérations en devises

En application d'IAS 21, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés :

- en Résultat Opérationnel Courant pour les transactions commerciales de toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produit sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales.

C. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

La norme IAS 39 prévoit différentes méthodes d'évaluation en fonction de la nature des actifs financiers.

1) Actifs financiers classés en « Juste valeur par résultat »

Les actifs financiers en « juste valeur par résultat » sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur et toute variation de celle-ci est comptabilisée en résultat de la période.

2) Actifs financiers classés en « Prêts et Créances »

Les actifs financiers classés en « prêts et créances » sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Lorsque leurs échéances de paiement sont très

courtes, leur juste valeur est assimilée à leur valeur au bilan, y compris les éventuelles dépréciations.

3) Actifs financiers classés en « Actifs disponibles à la vente »

Les actifs financiers classés en « actifs disponibles à la vente » sont des actifs pouvant être conservés durablement ou cessibles à court terme. Ils sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur et les variations de celle-ci sont enregistrées directement en « produits et charges comptabilisés en capitaux propres ». Seules les pertes de valeurs jugées durables ou significatives sont enregistrées au compte de résultat de la période. Une perte de valeur est comptabilisée systématiquement en résultat en cas de diminution de valeur de plus de 50 % par rapport au coût d'acquisition ou sur au moins trois ans. Par ailleurs, une analyse spécifique est menée ligne à ligne en cas de diminution de valeur de plus de 30 % par rapport au coût d'acquisition ou sur au moins un an.

Les « titres de participation » sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter leur juste valeur, sauf en cas de dépréciation.

Les « autres actifs non courants » correspondent aux parts que le Groupe détient dans le Fonds d'Avenir Automobile (FAA), un Fonds Commun de Placement à Risques créé sous l'impulsion de l'État dans le cadre du Pacte Automobile signé le 9 février 2009. La juste valeur correspond à la valeur liquidative en date de clôture.

D. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont généralement évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le mode d'évaluation et de comptabilisation des obligations convertibles et échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) est décrit en Note 12.6.B.

Lorsque le Groupe obtient des emprunts à taux bonifiés, le coût amorti de l'emprunt est calculé à l'aide d'un TIE reflétant un taux de marché, tandis que la subvention est comptabilisée selon sa finalité, comme une subvention d'investissement ou d'exploitation (en application d'IAS 20).

E. Instruments financiers inscrits au bilan

(en millions d'euros)	31/12/2015		Ventilation par classe d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	669	669	348	-	267	-	54
Autres actifs non courants ⁽¹⁾	475	475	-	202	272	-	-
Clients des activités industrielles et commerciales	1 624	1 624	-	-	1 624	-	-
Autres débiteurs	1 716	1 716	-	-	1 644	-	72
Actifs financiers courants	570	570	-	-	562	-	8
Placements financiers	352	352	352	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 465	10 465	10 465	-	-	-	-
ACTIFS	15 871	15 871	11 165	202	4 369	-	134
Passifs financiers non courants ⁽²⁾	4 267	4 230	-	-	-	4 267	-
Autres passifs non courants ⁽³⁾	308	308	-	-	288	-	20
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	8 858	8 858	-	-	8 858	-	-
Autres créanciers	4 806	4 806	-	-	4 750	-	56
Passifs financiers courants	3 229	3 348	-	-	-	3 224	5
PASSIFS	21 468	21 550	-	-	13 896	7 491	81

(1) Les autres actifs non courants excluent le montant des excédents d'actifs de retraites (cf. Note 9.1) qui ne sont pas des actifs financiers au sens de la norme IAS 39.

(2) Les justes valeurs des OCEANE émises respectivement par Peugeot S.A. (599 millions d'euros) et Faurecia (32 millions d'euros) correspondent aux valeurs de cotation des emprunts à la date de clôture et intègrent donc à la fois les composantes dettes comptabilisées au coût amorti et les composantes options comptabilisées en capitaux propres.

(3) Hors dette relative aux véhicules vendus avec clauses de rachat.

(en millions d'euros)	31/12/2014		Ventilation par classe d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	696	696	332	-	295	-	69
Autres actifs non courants ⁽¹⁾	420	420	-	99	315	-	6
Clients des activités industrielles et commerciales	1 375	1 375	-	-	1 375	-	-
Autres débiteurs	1 662	1 662	-	-	1 586	-	76
Actifs financiers courants	405	405	-	-	392	-	13
Placements financiers	266	266	266	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 477	8 477	8 477	-	-	-	-
ACTIFS	13 301	13 301	9 075	99	3 963	-	164
Passifs financiers non courants ⁽²⁾	6 463	6 907	-	-	45	6 418	-
Autres passifs non courants ⁽³⁾	198	198	-	-	194	-	3
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	8 177	8 177	-	-	8 177	-	-
Autres créanciers	4 114	4 114	-	-	4 024	-	90
Passifs financiers courants	2 833	2 835	-	-	-	2 828	5
PASSIFS	21 785	22 231	-	-	12 440	9 246	98

(1) Les autres actifs non courants excluent le montant des excédents d'actifs de retraites (cf. Note 9.1) qui ne sont pas des actifs financiers au sens de la norme IAS 39.

(2) Les justes valeurs des OCEANE émises respectivement par Peugeot S.A. (595 millions d'euros) et Faurecia (370 millions d'euros) correspondent aux valeurs de cotation des emprunts à la date de clôture et intègrent donc à la fois les composantes dettes comptabilisées au coût amorti et les composantes options comptabilisées en capitaux propres.

(3) Hors dette relative aux véhicules vendus avec clauses de rachat.

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du Groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidative. La juste valeur d'instruments

financiers négociés sur un marché actif est donc basée sur les prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par le Groupe sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

F. Information sur les actifs et passifs financiers comptabilisés en juste valeur

	31/12/2015			31/12/2014		
(en millions d'euros)	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente
Juste valeur de niveau 1 : prix cotés sur un marché actif						
Autres actifs financiers non courants	-	348	-	-	332	-
Placements financiers	-	352	-	-	266	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	10 465	-	-	8 477	-
Juste valeur de niveau 2 : évaluation basée sur des données observables sur le marché						
Autres actifs financiers non courants	54	-	-	69	-	-
Autres actifs non courants	-	-	-	6	-	-
Autres débiteurs	72	-	-	76	-	-
Actifs financiers courants	8	-	-	13	-	-
Juste valeur de niveau 3 : évaluation basée sur des données non observables sur le marché						
Autres actifs financiers non courants	-	-	138	-	-	38
Autres actifs non courants	-	-	64	-	-	61
TOTAL ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS EN JUSTE VALEUR	134	11 165	202	164	9 075	99

La variation de la juste valeur de niveau 3 ne comporte pas d'éléments significatifs.

	31/12/2015			31/12/2014		
(en millions d'euros)	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Autres dettes	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Autres dettes
Juste valeur de niveau 1 : prix cotés sur un marché actif						
Juste valeur de niveau 2 : évaluation basée sur des données observables sur le marché						
Passifs financiers non courants	-	-	-	-	-	-
Autres passifs non courants	(20)	-	-	(3)	-	-
Autres créanciers	(56)	-	-	(90)	-	-
Passifs financiers courants	(5)	-	-	(5)	-	-
Juste valeur de niveau 3 : évaluation basée sur des données non observables sur le marché						
Passifs financiers non courants*	-	-	-	-	-	(45)
TOTAL PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS EN JUSTE VALEUR	(81)	-	-	(98)	-	(45)

* La variation des passifs financiers non courants évalués en juste valeur de niveau 3 est reconnue en « Produits et charges comptabilisés en capitaux propres ».

G. Information sur les actifs et passifs financiers non comptabilisés en juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2015		Niveau de juste valeur		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs					
Passifs financiers non courants	4 267	4 230	3 358	872	-
Passifs financiers courants	3 224	3 301	1 953	1 348	-

(en millions d'euros)	31/12/2014		Niveau de juste valeur		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs					
Passifs financiers non courants	6 463	6 907	5 510	1 397	-
Passifs financiers courants	2 828	2 830	803	2 027	-

H. Effet en résultat des instruments financiers

(en millions d'euros)	2015	Ventilation par classe d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	7	-	-	7	-	-
Total charge d'intérêts	(504)	-	-	-	(504)	-
Réévaluation*	(80)	180	-	(28)	1	(233)
Résultat de cession et dividendes	(224)	-	5	(229)	-	-
Dépréciation nette	(12)	-	(9)	(3)	-	-
TOTAL ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	(813)	180	(4)	(253)	(503)	(233)

* Pour les instruments classés en juste valeur par résultat, la réévaluation inclut les intérêts et dividendes reçus.

(en millions d'euros)	2014	Ventilation par classe d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	8	-	-	8	-	-
Total charge d'intérêts	(621)	-	-	-	(621)	-
Réévaluation*	(95)	101	-	(16)	(3)	(177)
Résultat de cession et dividendes	(250)	-	1	(251)	-	-
Dépréciation nette	(91)	-	(34)	(57)	-	-
TOTAL ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	(1 049)	101	(33)	(316)	(624)	(177)

* Pour les instruments classés en juste valeur par résultat, la réévaluation inclut les intérêts et dividendes reçus.

12.9. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Avals, cautions et garanties donnés	328	335
Actifs nantis, gagés ou hypothéqués	521	506
	849	841

Actifs nantis, gagés ou hypothéqués

Ce poste inclut notamment les OAT nantis en faveur de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Lorsque les échéances des OAT sont décalées par rapport à l'échéancier des prêts, la couverture s'effectue en cash.

L'échéancier des actifs nantis, gagés ou hypothéqués est présenté dans le tableau suivant :

<i>Échéancier (en millions d'euros)</i>	31/12/2015	31/12/2014
2015	-	422
2016	451	14
2017	13	13
2018	16	16
Années ultérieures	41	41
TOTAL ACTIFS NANTIS, GAGÉS OU HYPOTHÉQUÉS	521	506
Total du bilan	49 110	61 212
Pourcentage	1,1 %	0,8 %

NOTE 13 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS – ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

13.1. PRINCIPES COMPTABLES

A. Actifs et passifs financiers – définitions

Les actifs et passifs financiers des activités de financement comprennent essentiellement des prêts et créances, des titres de placement et des dettes.

B. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

1) Actifs financiers classés en « Juste valeur par résultat »

Les titres de placement sont comptabilisés en juste valeur par résultat s'ils font l'objet d'une couverture de taux. Les variations de juste valeur des titres sont comptabilisées en résultat de la période et corrigées par les variations de juste valeur des **swaps** couvrant économiquement ces titres.

2) Actifs financiers classés en « Prêts et Créances »

Ils correspondent aux encours de crédit nets accordés par Banque PSA Finance à sa clientèle. Ils comprennent hors effet de l'application de la comptabilité de couverture :

- le capital restant dû ;
- les intérêts courus non échus ;
- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes engagées pour mettre en place ces crédits, restant à étaler, qui augmentent les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques, restant à étaler, qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les frais de dossiers restant à étaler qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit-bail, qui viennent minorer l'encours financé.

Les intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel retiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

De manière générale, les encours de crédit font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat, où elle est compensée par la variation symétrique de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité (cf. Note 12.7.B).

Les encours de crédit font l'objet de tests de perte de valeur dès l'apparition d'un indicateur révélateur de risque, c'est-à-dire dès le premier impayé. La perte de valeur est évaluée par comparaison de la valeur nette comptable de la créance avec les flux de recouvrement estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif du crédit.

Pour les encours de crédits à la clientèle finale :

- une perte de valeur est constatée sur les encours sains dès le premier jour d'impayé. Elle est appréciée en fonction de la probabilité de passage de l'encours restant dû en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées ;
- la perte de valeur sur les encours douteux est évaluée en fonction d'un taux de pertes moyennes actualisées au taux d'intérêt effectif du crédit, sur la base duquel est calculée la dépréciation minorant les créances douteuses.

Pour les autres encours de crédits (essentiellement aux réseaux de distribution), dès l'apparition du premier impayé ou au plus tard lors de leur déclassement en créances douteuses du fait de leur âge (plus de 91 jours sauf statut immunisant représentatif de l'absence de risque de contrepartie, dans la limite de 451 jours), les pertes de valeur sont calculées au cas par cas. En cas de risque aggravé, un déclassement peut être fait avant le délai de 91 jours.

C. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

Se reporter à la Note 12.8.D.

13.2. IMPACT IFRS 5 SUR LES PRINCIPAUX POSTES DE RÉSULTAT ET DE BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014

Les impacts IFRS 5 sont présentés en Note 3.3.A.

13.3. ACTIFS FINANCIERS COURANTS

A. Prêts et créances des activités de financement

1) Analyse des créances

(en millions d'euros)	31/12/2015		31/12/2014	
	Actifs destinés à être repris en partenariat	Activités poursuivies	Actifs destinés à être repris en partenariat	Activités poursuivies
Encours net « Retail et Corporate & assimilés »				
Vente à crédit	2 677	261	5 533	2 950
Location longue durée	1 290	47	4 393	190
Location avec option d'achat	534	21	1 552	351
Autres créances	12	6	40	79
Comptes ordinaires et autres	(106)	(4)	(46)	42
Total encours net « Retail et Corporate & assimilés »	4 407	331	11 472	3 612
Encours net de financement de stock à la clientèle « Corporate réseaux »				
Financement aux réseaux	1 890	125	4 482	333
Autres créances	20	3	691	46
Autres	82	1	292	48
Total encours net de financement de stock à la clientèle « Corporate réseaux »	1 992	129	5 465	427
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	9	-	39
Éliminations	-	(10)	-	(4)
TOTAL	6 399	459	16 937	4 074

Les créances sur la clientèle finale (Retail et Corporate & assimilés) représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot, Citroën et DS, par les sociétés de Financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution (Corporate réseaux) comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot, Citroën et DS sur leurs réseaux de concessionnaires et certains

importateurs européens, cédées aux sociétés de Financement du Groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

Les crédits à la clientèle finale des activités poursuivies ne comprennent aucune créance de financement Automobile titrisées non décomptabilisées au 31 décembre 2015 (1 626 millions d'euros au 31 décembre 2014).

2) Créances cédées par la division Automobile

L'encours des créances de la division Automobile cédées aux sociétés de Financement dont elle prend en charge le coût de financement, s'élève à la fin de l'exercice à :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
	1 382	3 553

3) Échéanciers des prêts et créances des activités poursuivies

(en millions d'euros)	31/12/2015					Total
	Ventes à crédit	Location avec option d'achat	Location longue durée	Financement de stocks aux réseaux	Autres*	
Non réparti	11	2	5	8	(3)	23
0 à 3 mois	42	3	8	83	3	139
3 mois à 6 mois	29	2	9	25	5	70
6 mois à 1 an	50	4	14	16	-	84
2 à 5 ans	137	11	15	-	-	163
+ 5 ans	-	-	-	-	-	-
Total créances brutes	269	22	51	132	5	479
Dépôts de garantie	-	-	(1)	-	-	(1)
Dépréciations	(8)	(1)	(2)	(7)	-	(18)
TOTAL CRÉANCES NETTES	261	21	48	125	5	460

* Autres créances y compris les « comptes ordinaires » et les « éléments intégrés au coût amorti ».

4) Provisions pour dépréciation des créances

a) Encours net « Retail et Corporate & assimilés »

(en millions d'euros)	Bilan au 31/12/2014	Déclassement IFRS 5	Bilan au 31/12/2014 après déclassement	Production nette et écart de conversion	Coût du risque total au 31/12/2015	Bilan au 31/12/2015
Créances saines sans impayés	3 457	(2 864)	593	(270)	-	323
Créances saines avec impayés	119	(84)	35	(20)	-	15
Créances douteuses	150	(94)	56	(39)	(5)	12
Total encours brut « Retail et Corporate & assimilés »	3 726	(3 042)	684	(329)	(5)	350
Éléments intégrés au coût amorti	42	(50)	(8)	1	-	(7)
Dépôts de garantie	(8)	7	(1)	-	-	(1)
Dépréciations créances saines	(1)	1	-	-	-	-
Dépréciations créances saines avec impayés	(19)	14	(5)	2	1	(2)
Dépréciations créances douteuses	(128)	77	(51)	40	2	(9)
Total des dépréciations de créances	(148)	92	(56)	42	3	(11)
TOTAL ENCOURS NET « RETAIL ET CORPORATE & ASSIMILÉS »	3 612	(2 993)	619	(286)	(2)	331
Dotations aux provisions						(4)
Reprises pour utilisation						7

b) Encours net « Corporate réseaux »

(en millions d'euros)	Bilan au 31/12/2014	Déclassement IFRS 5	Bilan au 31/12/2014 après déclassement	Production nette et écart de conversion	Coût du risque total au 31/12/2015	Bilan au 31/12/2015
Créances saines sans impayés	361	(198)	163	(35)	-	128
Créances saines avec impayés	2	(2)	-	-	-	-
Créances douteuses	99	(80)	19	(8)	(3)	8
Total encours brut « Corporate réseaux »	462	(280)	182	(43)	(3)	136
Éléments intégrés au coût amorti	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie	(1)	1	-	-	-	-
Dépréciations créances saines	(4)	4	-	-	-	-
Dépréciations créances saines avec impayés	-	-	-	-	-	-
Dépréciations créances douteuses	(30)	19	(11)	1	3	(7)
Total des dépréciations de créances	(34)	23	(11)	1	3	(7)
TOTAL ENCOURS NET « CORPORATE RÉSEAUX »	427	(256)	171	(42)	-	129
Dotations aux provisions						(3)
Reprises pour utilisation						6

B. Titres de placement des activités de financement

Les placements sont constitués principalement de certificats de dépôts à court terme détenus par les fonds de titrisation.

C. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	31/12/2015		31/12/2014	
	Actifs destinés à être repris en partenariat	Activités poursuivies	Actifs destinés à être repris en partenariat	Activités poursuivies
Comptes ordinaires débiteurs*	279	67	970	362
› Comptes courants des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement	28	155	23	308
› Créances à terme qualifiées d'équivalent de trésorerie	12	12	-	641
› Obligations Assimilables du Trésor qualifiées d'équivalent de trésorerie	-	251	-	252
› OPCVM	88	1	-	47
Réserve de liquidité	128	419	23	1 248
TOTAL	407	486	993	1 610

* Ce poste représente notamment les derniers prélèvements à la clientèle de la période.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la réserve de liquidité du groupe Banque PSA Finance, qui s'élève au total à 547 millions d'euros au 31 décembre 2015 (1 271 millions d'euros au 31 décembre 2014), constituée de créances à terme pour 24 millions d'euros (641 millions d'euros au 31 décembre 2014),

de dépôts sur les comptes de banques centrales pour 183 millions d'euros (331 millions d'euros au 31 décembre 2014), d'Obligations Assimilables du Trésor pour 251 millions d'euros, et d'OPCVM pour 89 millions d'euros (47 millions d'euros au 31 décembre 2014).

13.4. DETTES DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2015			31/12/2014		
		Passifs des activités reprises en partenariat		Passifs des activités poursuivies	Passifs des activités reprises en partenariat		Passifs des activités poursuivies
		Transférés	Non transférés		Transférés	Non transférés	
Titres émis par les entités dans le cadre des titrisations	13.4.A	1 099	-	-	4 830	-	765
Autres emprunts obligataires		7	-	-	-	-	-
Autres dettes constituées par un titre	13.4.B	46	1 777	34	-	3 254	2 192
Dettes envers les établissements de crédit	13.4.C	380	522	330	280	5 423	928
		1 532	2 299	364	5 110	8 677	3 885
Dettes envers la clientèle	13.4.D	1 729	-	161	2 373	-	446
		3 261	2 299	525	7 483	8 677	4 331
Dettes envers les activités industrielles et commerciales		-	-	(171)	-	-	(363)
TOTAL		3 261	2 299	354	7 483	8 677	3 968

Les analyses détaillées ci-dessous portent sur les passifs des activités poursuivies et sur les autres passifs non transférés.

Sur les 5 423 millions d'euros de dettes envers les établissements de crédit non transférées au 31 décembre 2014, le Groupe a remboursé par anticipation 2 999 millions d'euros de *Term-loan* syndiqué le 6 février 2015 (cf. Note 13.4.G).

A. Titres émis dans le cadre des titrisations

Une partie du refinancement de Banque PSA Finance s'effectue par des opérations de titrisation de ses créances, notamment automobiles.

Au 31 décembre 2015, ces opérations conduisent à reconnaître des « titres émis par les entités ad hoc dans le cadre des titrisations » pour un montant de 1 099 millions d'euros (5 595 millions au 31 décembre 2014).

B. Autres dettes constituées par un titre

Le poste « autres dettes constituées par un titre » comprend essentiellement des EMTN/BMTN pour 1 743 millions d'euros (5 148 millions d'euros au 31 décembre 2014), en diminution notamment à la suite du remboursement de 1 230 millions d'euros au titre de la dette émise avec garantie de l'État français.

C. Dettes envers les établissements de crédit

Au 31 décembre 2015, le poste « dettes envers les établissements de crédit » se monte à 1 232 millions d'euros (6 631 millions d'euros au 31 décembre 2014). La diminution de ce poste porte essentiellement sur les dettes des activités destinées à être reprises en partenariat mais non transférées et provient du remboursement de :

- la part tirée du *Term-loan* syndiqué pour 2 999 millions d'euros (cf. Note 13.4.G) ;
- d'un montant de 1 250 millions d'euros au titre du financement de 1 300 millions d'euros obtenu dans le cadre de l'opération de financement à long terme (LTRO) conduite par la Banque Centrale Européenne ;
- la part tirée des lignes de crédit bilatérales revolving pour 228 millions d'euros (cf. Note 13.4.G).

D. Dettes envers la clientèle

L'offre de compte sur livret rémunéré à l'intention de la clientèle des particuliers représente un encours de 1 508 millions d'euros dont 1 082 millions d'euros en Allemagne pour respectivement 2 074 millions d'euros et 1 074 millions d'euros au 31 décembre 2014, sur un total de dettes envers la clientèle de 1 890 millions d'euros remboursable à tout moment (2 819 millions d'euros au 31 décembre 2014).

E. Échéancier

31/12/2015				
(en millions d'euros)	Titres émis (titrisation)	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
▷ 0 à 3 mois	-	1 000	604	1 604
▷ 3 mois à 1 an	-	487	87	574
▷ 2 à 5 ans	-	20	161	181
▷ + 5 ans	-	304	-	304
TOTAL	-	1 811	852	2 663
<i>Dont passifs sur activités poursuivies</i>	-	34	330	364
<i>Dont passifs non transférés des activités reprises en partenariat</i>	-	1 777	522	2 299

31/12/2014				
(en millions d'euros)	Titres émis (titrisation)	Autres dettes constituées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Total
▷ 0 à 3 mois	129	964	2 111	3 204
▷ 3 mois à 1 an	147	1 495	243	1 885
▷ 2 à 5 ans	489	2 781	3 997	7 267
▷ + 5 ans	-	206	-	206
TOTAL	765	5 446	6 351	12 562
<i>Dont passifs sur activités poursuivies</i>	765	2 192	928	3 885
<i>Dont passifs non transférés des activités reprises en partenariat</i>	-	3 254	5 423	8 677

F. Devises de remboursement

Les emprunts obligataires sont en euros. Les autres dettes s'analysent comme suit par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	31/12/2015			31/12/2014		
	Dettes constituées par un titre de créance	Dettes envers les établissements de crédit	Total	Dettes constituées par un titre de créance	Dettes envers les établissements de crédit	Total
EUR	13	60	73	2 274	332	2 606
Autres devises	21	270	291	683	596	1 279
TOTAL	34	330	364	2 957	928	3 885

Les dettes constituées par un titre de créance comprennent les emprunts obligataires, les titres émis dans le cadre des titrisations, et les autres dettes constituées par un titre.

G. Lignes de crédit

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Engagements des activités destinées à être reprises en partenariat		
▷ Lignes non transférées	1 382	5 200
▷ Lignes transférées	118	646
Engagements des activités poursuivies	461	518
LIGNES DE CRÉDITS CONFIRMÉES NON TIRÉES	1 961	6 364

Au 31 décembre 2014, ces lignes de crédit d'un montant total de 6 364 millions d'euros étaient les suivantes :

- 1 966 millions d'euros non tirés sur des lignes de crédit bilatérales revolving de 2 423 millions d'euros ;
- 152 millions d'euros non tirés sur les autres lignes de crédit bancaire ;
- 1 100 millions d'euros non tirés sur le *Term-loan* syndiqué de 4 099 millions d'euros ;
- des lignes de back up syndiqué pour un montant total de 3 146 millions d'euros.

Banque PSA Finance a annoncé le 6 février 2015 la mise en place d'un nouveau crédit syndiqué d'un montant de 700 millions d'euros avec une maturité de cinq ans. Cette ligne de crédit s'inscrit dans le cadre du lancement du partenariat entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance en France et au Royaume-Uni, entraînant une forte réduction des besoins de financement de Banque PSA Finance et des sécurités financières associées. Simultanément, Banque PSA Finance a remboursé et annulé le *Term-loan* syndiqué d'un montant de 4 099 millions d'euros et les lignes de back-up syndiquées de 3 146 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, les lignes de crédit d'un montant total de 1 961 millions d'euros étaient les suivantes :

- 1 088 millions d'euros non tirés sur des lignes de crédit bilatérales revolving de 1 154 millions d'euros, constituant des engagements reçus de financements, principalement à long terme ;
- 700 millions d'euros non tirés sur des lignes de back up syndiquées de 700 millions d'euros à échéance février 2020 ;
- 173 millions d'euros non tirés sur les autres lignes de crédit bancaire.

13.5. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

A. *Politique de gestion des risques financiers*

Dans le cadre de ses activités, Banque PSA Finance est exposée à des risques de liquidité, ainsi qu'à des risques de taux, de contrepartie, de change et à d'autres risques de marché.

Le financement des activités reprises en partenariat avec Santander étant assuré par ce dernier, la gestion des risques décrite ci-dessous se rapporte à l'activité propre de Banque PSA Finance.

1) **Risque de liquidité**

La stratégie de financement de Banque PSA Finance est définie sous l'impulsion des organes de gouvernance de Banque PSA Finance.

Banque PSA Finance s'appuie sur une structure de capital et un ratio de fonds propres conforme aux exigences réglementaires, confortés par la qualité des actifs de la banque.

Son financement est assuré avec une large diversification des sources de liquidité, une adéquation entre les échéances des ressources de financement et celles de ses encours de crédit, ainsi qu'une couverture complète des expositions aux risques de change et de taux.

À partir de la mise en place des partenariats locaux avec SCF, les financements ne seront plus sous la responsabilité exclusive de Banque PSA Finance. Jusqu'à leur mise en place et pour les activités non transférées, les financements sont assurés par Banque PSA Finance. Compte tenu de la mise en place le 6 février 2015 d'un nouveau crédit syndiqué et des remboursements et annulation du *Term-loan* syndiqué et des lignes back up syndiquées, le dispositif en place permet d'assurer pour les 12 prochains mois le financement des activités poursuivies ainsi que le financement des activités destinées à être reprises en partenariats jusqu'à leurs dates de mise en place.

Les financements assurés par Banque PSA Finance sont mis en place avec des maturités qui couvrent largement les échéances

du portefeuille de crédit détail. Au-delà des financements tirés, des lignes de crédit non tirées sont conclues auprès de syndicats de banques de tout premier plan ou en bilatéral. Par ailleurs la banque dispose également de réserves de liquidité de 547 millions d'euros dont 401 millions d'euros d'actifs liquides de grande qualité (« *high quality liquid assets* ») au 31 décembre 2015 (cf. Note 13.3.C).

Stratégie de financement mise en œuvre en 2015

En 2015, Banque PSA Finance a fait appel à différentes sources de financement : dépôts bancaires (livret d'épargne grand public et compte à terme), obligations, titrisations, ainsi qu'une ligne de back up syndiqué et de facilités bilatérales revolving. Le statut d'établissement de crédit agréé a en outre permis à Banque PSA Finance d'avoir accès en 2015 aux opérations de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Au 31 décembre 2015, 20 % des financements provenaient de crédits bancaires tirés, 29 % du marché des capitaux, 18 % d'opérations de titrisations sur les marchés, 7 % de financements « autres » (dont aucun d'origine publique comme la BCE), et 26 % de l'activité de dépôt bancaire.

Garantie de l'État pour 7 milliards d'euros

Selon l'article 85 de la Loi de finance rectificative du 29 décembre 2012, le Ministre chargé de l'économie est autorisé à accorder à titre onéreux la garantie de l'État sur les titres de créances émis entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2016 par Banque PSA Finance afin de lui permettre de se financer. Il s'agit d'une garantie dont le plafond en principal est de 7 milliards d'euros, ne faisant pas l'objet de transfert de trésorerie de l'État vers Banque PSA Finance. Ce n'est qu'en cas de défaut de paiement de la part de Banque PSA Finance que les créanciers de Banque PSA Finance pourraient se retourner vers l'État en appelant la garantie. L'accord définitif de la Commission européenne sur la garantie de l'État en faveur de Banque PSA Finance a été obtenu le 29 juillet 2013. Un comité de suivi de la garantie, intégrant des représentants de l'État français et du Groupe, veille à la bonne mise en œuvre de la garantie.

Cette garantie d'État a été utilisée à hauteur de 1 500 millions d'euros et bénéficie à deux émissions obligataires jusqu'à leur remboursement : 1 200 millions d'euros émis en avril 2013 et 300 millions d'euros émis en juillet 2014.

À la suite du démarrage, en France et au Royaume-Uni, des premières sociétés communes détenues à parité entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance, Banque PSA Finance a annoncé qu'elle n'utilisera plus la garantie de l'État français pour de nouvelles émissions obligataires (cf. Note 1.3). La convention relative à la garantie de l'État français conclue entre l'État et Banque PSA Finance a été ajustée pour intégrer la cessation anticipée des tirages et l'entrée de l'État au capital du Groupe, en simplifiant le dispositif de suivi et en précisant les conditions d'exercice des droits du garant.

Les deux émissions obligataires bénéficiant de la garantie de l'État ont fait l'objet d'une opération de rachat de dette en 2015. La souche à échéance avril 2016 présente un notionnel résiduel de 257 millions d'euros sur un total émis de 1 200 millions d'euros. Cette émission bénéficiera de la garantie de l'État français jusqu'à sa maturité. La souche à échéance juillet 2017 (300 millions d'euros émis) a fait l'objet d'un rachat total en deux fois : mars 2015 et novembre 2015.

Renouvellement des lignes de financement bancaire

Le détail des lignes de financement bancaire est présenté en Note 13.4.G.

Banque PSA Finance a signé le 5 février 2015 un nouveau crédit syndiqué pour un montant de 700 millions d'euros avec une maturité de cinq ans. Le même jour, Banque PSA Finance a remboursé et annulé le crédit syndiqué d'un montant de 4 099 millions d'euros et le crédit revolving d'un montant de 1,2 milliard d'euros tous deux signés le 11 janvier 2013 ainsi que le crédit syndiqué d'un montant initial de 2 milliards d'euros signé le 13 décembre 2011.

Échéancier contractuel des activités de financement

La présentation retenue pour analyser le risque de liquidité repose sur le détail des postes d'actifs et de passifs, ventilé par échéances contractuelles d'encaissement et de remboursement,

conformément aux durées restant à courir retenues dans le calcul du ratio de liquidité consolidé de Banque PSA Finance. En conséquence, les intérêts contractuels futurs ne sont pas présents dans les échéances. Les instruments dérivés de couverture, qui couvrent les intérêts futurs contractuels, ne sont pas ventilés.

Aux bornes de Banque PSA Finance (en millions d'euros)	31/12/2015	Non réparti	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	2-5 ans	> 5 ans
Actif							
Trésorerie	486	-	486	-	-	-	-
Titres de placement des sociétés de financement	96	-	96	-	-	-	-
Instruments dérivés*	14	14	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	42	-	-	-	-	-	42
Prêts et créances des activités de financement	468	11	139	70	85	163	-
TOTAL DES POSITIONS ACTIVES	1 106	25	721	70	85	163	42
Passif							
Instruments dérivés*	10	10	-	-	-	-	-
Dettes des activités de financement	524	1	315	22	33	152	1
Dettes non transférées des activités de financement destinées à être reprises en partenariat	2 604	41	1 791	487	35	20	230
TOTAL DES POSITIONS PASSIVES	3 138	52	2 106	509	68	172	231

* Les réciprocitys avec les sociétés industrielles et commerciales sont essentiellement à court terme.

Covenants

À l'occasion de la signature du nouveau crédit syndiqué, le contenu des covenants a été revu et ne comprend plus l'obligation de bénéficier de la garantie de l'État pour de futures émissions obligataires.

Les contrats signés par Banque PSA Finance concernant les dettes, y compris les dettes représentées par un titre, comportent des clauses d'exigibilité anticipée classiques pour ce type de contrat. Il s'agit notamment :

- de clauses de « negative pledge » par lesquelles la société emprunteuse s'engage à ne pas conférer de sûretés réelles à des tiers. Ces clauses comportent néanmoins des exceptions autorisant des opérations comme les titrisations ou les actifs donnés en garantie ;
- de clauses de « material adverse changes » en cas de changement négatif majeur dans les conditions économiques et financières ;
- de clauses de « pari passu » prévoyant que le prêteur bénéficie d'un traitement au moins égal à celui des autres créanciers ;
- de clauses de « défauts croisés » qui stipulent qu'un cas de défaut avéré sur un emprunt impliquerait également l'exigibilité d'autres emprunts ;
- d'obligations d'informations périodiques ;
- de respect de la législation en vigueur ;
- d'absence de changement de contrôle.

Au-delà de ces covenants correspondants aux pratiques de marché, le nouveau crédit syndiqué de 700 millions d'euros maintient la conservation du statut de banque, et donc de respecter les ratios réglementaires qui s'imposent à toute banque française, le respect d'un ratio de fonds propre « Common Equity Tier One » de 11 % minimum et l'interdiction de financer Peugeot S.A. au-delà de 250 millions d'euros.

Toutes les clauses en vigueur ont été respectées en 2015.

2) Risque de taux

Banque PSA Finance, qui consent aux clients de l'activité automobile du Groupe des prêts à taux fixe, se refinance essentiellement avec des ressources indexées à taux révisable. La politique de Banque PSA Finance vise à neutraliser l'effet de variation des taux d'intérêts par l'utilisation d'instruments financiers appropriés permettant d'assurer l'adéquation de la structure de taux à l'actif et au passif.

La mise en œuvre de cette politique est suivie par le comité de refinancement de Banque PSA Finance et animée par la trésorerie centrale du Groupe. Des limites de risques accompagnent la stratégie volontariste de couverture du risque de taux des encours de crédit : une limite de 3 % d'encours non couverts par pays et par tranches semestrielles de maturité du portefeuille est permise afin de tenir compte de la difficulté à ajuster exactement les flux d'encours à couvrir avec des dérivés.

En ce qui concerne l'actif, la couverture des encours de crédits amortissables à taux fixes est assurée par la mise en place, dès leur accord, de swaps de taux d'intérêt opérés sur le marché financier. Les crédits aux réseaux de concessionnaires sont accordés par référence à des taux court terme et la trésorerie excédentaire est elle-même également investie en référence à ces mêmes taux.

En ce qui concerne le passif, tout nouvel emprunt sensible au risque de taux est également couvert par la mise en place de dérivés adaptés, ainsi les ressources financières de la banque sont elles aussi indexées sur une structure de taux révisables à trois mois.

Afin d'assurer un coût optimum de refinancement pour les nouveaux encours de crédit à la clientèle finale, Banque PSA Finance procède de manière occasionnelle à des couvertures optionnelles (options de taux d'intérêt). Compte tenu d'un contexte de taux bas sans consensus de hausse sur un horizon de un an, aucune couverture optionnelle n'a été engagée en 2015 pour Banque PSA Finance.

La position nette de risque de taux pour les sociétés de financement est la suivante :

	31/12/2015				
(en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 2 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total	
Total actifs	Tx Fixe	2 953	2 954	-	5 907
	Tx Variable	2 000	-	-	2 000
Total passifs	Tx Fixe	(1 679)	(226)	(230)	(2 135)
	Tx Variable	(4 148)	-	-	(4 148)
POSITION NETTE AVANT GESTION	TX FIXE	1 274	2 728	(230)	3 772
	TX VARIABLE	(2 148)	-	-	(2 148)
Instruments financiers dérivés	Tx Fixe	1 245	(1 245)	-	-
	Tx Variable	(250)	23	230	3
POSITION NETTE APRÈS GESTION	TX FIXE	2 519	1 483	(230)	3 772
	TX VARIABLE	(2 398)	23	230	(2 145)

Les tests de sensibilité mis en œuvre, en prenant pour hypothèse une hausse ou une baisse de 1 % du niveau moyen des taux, montrent que l'effet positif ou négatif sur le résultat avant impôt est resté compris entre - 10 millions d'euros à + 3 millions d'euros. L'amplitude de cette sensibilité s'explique par la préparation des portefeuilles de couverture avant le transfert aux sociétés communes entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance.

3) Risque de contrepartie et risque de crédit

Le risque de crédit de Banque PSA Finance correspond au risque de perte sur une créance liée à un défaut de paiement d'un débiteur ou à un manquement de ce débiteur à ses autres obligations contractuelles. Banque PSA Finance est exposée au risque de crédit sur ses créances vis-à-vis des réseaux de distribution des marques Peugeot et Citroën, d'entreprises et de clients individuels. En cas de défaut, Banque PSA Finance a en général la possibilité de récupérer le véhicule financé pour le revendre comme véhicule d'occasion. La possibilité que la valeur de revente du véhicule d'occasion ne couvre pas le montant de la créance est prise en compte dans la détermination des pertes de valeurs comptabilisées (cf. Note 13.1.B).

Pour l'activité de financement des flottes et réseaux de distribution, les décisions de financements sont prises après examen approfondi du risque selon des règles de délégation précises soit, par des Comités de crédit locaux soit par le Comité de crédit Groupe. Le niveau des lignes de crédit dépend du bien financé, de la cotation du risque client, et enfin de l'appréciation générale du niveau de risque portée par le Comité de crédit appelé à statuer. Pour ses sociétés opérées en commun avec un partenaire, Banque PSA Finance s'assure par des mécanismes contractuels une bonne intégration dans le processus de décision et de suivi du risque.

Le département Corporate de Banque PSA Finance assure le contrôle du risque de crédit de ces activités durant tout le cycle de vie du crédit. Il s'appuie sur des systèmes de notation des contreparties construits selon les standards de la réglementation de Bâle II, dont la performance est régulièrement mesurée, et qui participent à la détermination du niveau des engagements et de délégations de même que des règles précises de gestion et de contrôle. Leur efficacité repose sur la qualité des analyses de crédit et du suivi opérationnel réalisés tant par les structures locales qu'en central, ainsi que sur les dispositifs d'alerte permettant de détecter et traiter en temps opportun les situations de risque avéré.

Pour l'activité clientèle finale, la sélection de la clientèle s'opère à partir d'un outil décisionnel local mais développé, géré et contrôlé par une structure centrale dédiée, composée d'experts. Le système décisionnel est paramétré selon les caractéristiques propres à chacun des pays afin d'en optimiser l'efficacité. L'unité centrale de contrôle du risque de crédit s'assure régulièrement de

la performance des outils ainsi mis en œuvre, et fonctionne en étroite collaboration avec les structures opérationnelles situées en France et à l'étranger, lesquelles procèdent à l'analyse régulière de la demande, de l'octroi et des incidents de paiement. Pour les filiales en partenariat, la sélection de la clientèle revient au partenaire qui utilise les outils décisionnels qu'il a développés. Toutefois les équipes de la structure centrale de Banque PSA Finance assurent un suivi précis et constant du niveau de risque de la demande et de l'octroi ainsi que des caractéristiques des dossiers en impayés.

L'ensemble des sociétés de financement est animé par une structure centrale entièrement dédiée au recouvrement qui, par ailleurs, pilote les outils communs et en anime les résultats. En outre, la structure centrale assure le suivi de deux plates-formes de recouvrement téléphoniques.

Les arriérés de paiement non dépréciés ne concernent que les encours de créances Corporate.

Les encours Corporate, lorsqu'ils présentent des impayés supérieurs à 90 jours, voire 270 jours pour les collectivités territoriales, ne sont pas déclassés en créances douteuses lorsque les impayés résultent d'incidents ou de litiges non liés à des problèmes de solvabilité des débiteurs.

Depuis 2014, compte tenu de la dépréciation statistique mise en place sur les encours de créances Corporate saines, il n'y a plus d'encours de créances Corporate saines avec impayés non dépréciés.

En matière de concentration des risques, Banque PSA Finance veille en permanence à maintenir dans des limites appropriées ses expositions les plus importantes au risque de crédit et se situe en deçà des seuils réglementaires.

Banque PSA Finance étant structurellement en position emprunteuse, les autres risques qu'elle porte sur des contreparties financières se limitent aux opérations de placement des fonds de la réserve de liquidité, aux autres excédents de trésorerie résiduelle, ainsi qu'à l'ensemble des dérivés (swaps et options) conclus dans le cadre des politiques de couverture des risques de change et de taux d'intérêt.

Les placements sont réalisés soit sous forme de Titres de Créances Négociables émis par des banques de premier plan, soit dans des dépôts auprès de banques de premier plan, soit dans des OPCVM monétaires.

Chaque contrepartie fait l'objet d'une analyse financière pour s'assurer de sa pérennité et de sa solvabilité. Cette analyse est utilisée pour fixer les plafonds de limites acceptables. À chacune des contreparties sont associées des limites par nature d'opération (placements et dérivés), en montant et durée maximale. Les

utilisations des limites sont mesurées et vérifiées quotidiennement. Les produits dérivés sont traités systématiquement dans le cadre de conventions ISDA ou FBF et font l'objet d'appels de marge avec les contreparties les plus actives. Les dérivés sont conclus avec des contreparties bancaires ayant un rôle clé dans la relation bancaire avec Banque PSA Finance.

4) Risque de change

La politique suivie n'autorise pas de position de change opérationnelle. Entité par entité, les passifs sont adossés sur les actifs dans les mêmes devises en utilisant le cas échéant, des instruments financiers appropriés. Les couvertures sont réalisées à l'aide d'instruments fermes de change (*cross currency swap*, *swap* de devises, *change à terme*).

Le Groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

La position nette des activités de financement dans les principales devises étrangères est la suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2015				
	GBP	PLN	CZK	Autres	Total
Total actifs	255	137	35	13	440
Total passifs	(213)	-	-	(472)	(685)
POSITION NETTE AVANT GESTION	42	137	35	(459)	(245)
Instruments financiers dérivés	(42)	(137)	(35)	459	245
POSITION NETTE APRÈS GESTION	-	-	-	-	-

Compte tenu de la politique de couverture, le résultat et les capitaux propres du Groupe ne seraient pas impactés de manière significative par une variation de devises sur les activités de financement.

B. Instruments de couverture des activités de financement

Les différents types de couverture et leur comptabilisation sont décrits dans la Note 12.7.B.

1) Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture

Pour une lecture plus facile des états financiers, les notionnels de sens contraire ont été nettés.

(en millions d'euros)	31/12/2015					
	Valeur au bilan			Échéances		
	Actif	Passif	Notionnel	< 1 an	de 2 à 5 ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
› Swaps de devises	107	-	410	410	-	-
Risque de taux						
Couverture de juste valeur :						
› Swaps de couverture	(94)	(9)	5 342	2 927	2 186	229
Couverture de flux futurs :						
› Swaps de couverture	-	-	-	-	-	-
Trading	1	(1)	1 318	-	1 318	-
TOTAL	14	(10)	7 070	3 337	3 504	229
Dont réciprocity	-	-	-	-	-	-
TOTAL COUVERTURES DE JUSTE VALEUR	13	(9)	5 752	3 337	2 186	229
TOTAL COUVERTURES DE FLUX FUTURS	-	-	-	-	-	-

2) Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture

a) Impact des couvertures de flux futurs

(en millions d'euros)	2015	2014
Recyclage de part efficace en coût des biens et services vendus	-	1

b) Impact des couvertures de juste valeur

(en millions d'euros)	2015	2014
Réévaluation en résultat des encours clientèle	(15)	16
Réévaluation en résultat des couvertures d'encours clientèle	12	(17)
IMPACT NET SUR RÉSULTAT	(3)	(1)
Réévaluation en résultat des passifs financiers	46	36
Réévaluation en résultat des couvertures de passifs financiers	(42)	(34)
IMPACT NET SUR RÉSULTAT	4	2

13.6. INSTRUMENTS FINANCIERS

A. Instruments financiers inscrits au bilan en activités poursuivies

(en millions d'euros)	31/12/2015		Ventilation par classe d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	42	42	42	-	-	-	-
Autres actifs non courants	11	11	-	11	-	-	-
Prêts et créances des activités de financement	468	470	-	-	468	-	-
Titres de placement des activités de financement	96	96	96	-	-	-	-
Autres débiteurs	131	131	-	-	117	-	14
Trésorerie et équivalents de trésorerie	486	486	486	-	-	-	-
ACTIFS	1 234	1 236	624	11	585	-	14
Dettes des activités de financement	525	530	-	-	-	525	-
Dettes des activités de financement non transférées des activités destinées à être reprises en partenariat	2 604	2 611	-	-	-	2 604	-
Autres créanciers	117	117	-	-	107	-	10
PASSIFS	3 246	3 258	-	-	107	3 129	10

B. Information sur les actifs et passifs financiers comptabilisés en juste valeur

Les justes valeurs des titres de placements des activités de financement sont de niveau 2.

C. Information sur les actifs et passifs financiers non comptabilisés en juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2015		Niveau de juste valeur		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs					
Prêts et créances des activités de financement	468	470	-	-	470
Passifs					
Dettes des activités de financement	362	364	33	-	331
Dettes non transférées des activités de financement destinées à être reprises en partenariat	2 299	2 306	1 779	-	527

D. Effet en résultat des instruments financiers

(en millions d'euros)	2015	Ventilation par classe d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	106	-	-	106	-	-
Total charge d'intérêts	(48)	-	-	-	(48)	-
Réévaluation*	43	(1)	-	(15)	46	13
Dépréciation nette	(1)	-	-	(1)	-	-
TOTAL ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	100	(1)	-	90	(2)	13

* Pour les instruments classés en juste valeur par résultat, la réévaluation inclut les intérêts et dividendes reçus.

Pour les activités de financement, l'ensemble des résultats dégagés par les actifs et passifs financiers définis par IAS 39 est comptabilisé en résultat opérationnel courant.

13.7. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

(en millions d'euros)	31/12/2015			31/12/2014		
	Engagements des activités reprises en partenariat		Engagements des activités poursuivies	Engagements des activités reprises en partenariat		Engagements des activités poursuivies
	Transférés	Non transférés		Transférés	Non transférés	
Engagements de financement en faveur de la clientèle	203	-	5	1 128	-	130
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle et d'établissement de crédit	-	-	-	124	2 009	132
	203	-	5	1 252	2 009	262

NOTE 14 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Conformément à la norme **IAS 12 « Impôts sur le résultat »**, des impôts différés sont évalués sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés ; les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que s'ils ont une chance raisonnable de se réaliser.

Pour ce qui est des participations dans les filiales ou les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire entre la valeur comptable des titres et leur valeur fiscale sauf :

- si le Groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera ;
- et qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

En application de ce principe :

- pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt est reconnu seulement à hauteur des impôts de distribution sur les dividendes que le Groupe a prévu de faire verser par ses filiales l'année suivante ;
- pour les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt de distribution est reconnu sur toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres ;
- les gains d'impôts courants générés par des provisions ou cessions internes ne sont pas annulés par des passifs d'impôts différés, sauf si la différence est temporaire, notamment dans le cas où la cession de la filiale concernée est envisagée.

14.1. CHARGE D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES

(en millions d'euros)

	2015	2014
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	(361)	(247)
Impôts différés		
Impôts différés de l'exercice	(147)	481
Pertes de valeur et non reconnaissance d'actifs sur déficits	(198)	(540)
TOTAL	(706)	(306)

A. Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

En France, la société Peugeot S.A. a maintenu son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code général des impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.

Par ailleurs, le Groupe applique les régimes nationaux optionnels d'intégration ou de consolidation fiscale.

B. Taux d'imposition en France

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 34,43 %, compte tenu de la contribution additionnelle.

La Loi de finances rectificative du 29 décembre 2013 portant ce taux d'imposition à 38 % est applicable jusqu'au 31 décembre 2015. La limitation de l'utilisation des déficits reportables sur bénéfices taxables de l'exercice est maintenue à 50 % en 2015.

Les impôts différés passifs à échéance 2016 et les impôts différés actifs sur déficits qui pourront être imputés sur ces derniers (dans la limite de 50 %) ont été réévalués à ce nouveau taux. L'impact est non significatif.

C. Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode comptable précisée ci-dessus. Les impôts différés ont fait l'objet d'un test de perte de valeur sur la base des prévisions fiscales sur 5 ans cohérentes avec les tests de pertes de valeur sur l'UGT de la division Automobile.

14.2. RÉCONCILIATION ENTRE L'IMPÔT AU TAUX LÉGAL EN FRANCE ET L'IMPÔT DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Cette réconciliation porte sur l'ensemble des résultats des sociétés intégrées quel que soit leur classement au compte de résultat.

(en millions d'euros)	2015	2014
Résultat avant impôts des activités poursuivies	1 334	(631)
Résultat avant impôts des charges liées au fonctionnement des activités destinées à être reprises en partenariat	(174)	(457)
Résultat avant impôts des activités destinées à être reprises en partenariat	342	564
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	1 502	(524)
Taux d'impôt légal en France pour l'exercice	38,0 %	38,0 %
Impôt théorique calculé au taux d'impôt légal en France pour l'exercice	(571)	199
Effet impôt des éléments suivants :		
› Différences permanentes	(185)	(83)
› Résultat taxable à taux réduit	25	17
› Crédits d'impôts	13	16
› Résultat France non soumis au taux majoré	25	(45)
› Différences de taux à l'étranger et autres	154	119
Impôts sur les résultats avant perte de valeur sur l'intégration fiscale France	(539)	223
› Actifs sur déficits de l'intégration fiscale France de Peugeot S.A. générés sur l'exercice non reconnus ou dépréciés	(170)	(354)
› Autres pertes de valeur	(28)	(186)
IMPÔTS SUR L'ENSEMBLE DES RÉSULTATS	(737)	(317)
› dont charge d'impôt des activités poursuivies	(706)	(306)
› dont charge d'impôt des charges liées au fonctionnement des activités destinées à être reprises en partenariat	60	157
› dont charge d'impôt des activités destinées à être reprises en partenariat	(91)	(168)

Les crédits d'impôts comprennent des crédits d'impôt recherche n'ayant pas le caractère de subvention.

14.3. ÉVOLUTION DES POSTES D'IMPÔT AU BILAN

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Impôts courants		
Actif	119	94
Passif	(164)	(164)
	(45)	(70)
Impôts différés		
Actifs avant compensation du déficit de l'intégration fiscale France	994	750
Compensation du déficit de l'intégration fiscale France	(413)	(160)
Actifs nets	581	590
Passif	(969)	(640)
	(388)	(50)

B. Évolutions

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Impôts courants		
À l'ouverture de l'exercice	(70)	43
Déclassement IFRS 5	(6)	(38)
Charge	(361)	(247)
Capitaux propres	-	-
Règlement	385	178
Conversion et autres	7	(6)
TOTAL À LA CLÔTURE	(45)	(70)
Impôts différés		
À l'ouverture de l'exercice	(50)	(289)
Déclassement IFRS 5	(42)	219
Charge	(216)	(14)
Capitaux propres	15	17
Conversion et autres	(95)	17
TOTAL À LA CLÔTURE	(388)	(50)

14.4. IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Crédits d'impôts	10	11
Impôts différés actifs sur déficits		
Valeur brute ⁽¹⁾	5 164	5 030
Dépréciations d'actifs reconnus à l'origine	(1 643)	(1 976)
Actifs sur déficits non reconnus à l'origine ⁽²⁾	(2 939)	(2 657)
Actifs sur déficits du groupe d'intégration fiscale France compensés ⁽³⁾	(415)	(160)
Autres actifs sur déficits compensés	-	(41)
Total impôts différés actifs sur déficits	167	196
Autres impôts différés actifs	404	383
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS	581	590
Impôts différés passifs avant compensation ⁽⁴⁾	(1 384)	(800)
Passifs d'impôts différés du groupe d'intégration fiscale France compensés ⁽³⁾	415	160
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	(969)	(640)

(1) La valeur brute des impôts différés actifs sur déficits correspond à l'intégralité des impôts différés sur déficits reportables qu'ils soient reconnus ou non dans le bilan au 31 décembre 2015.

(2) Les actifs sur déficits non reconnus dépréciés concernent notamment Faurecia à hauteur de 677 millions d'euros (753 millions d'euros au 31 décembre 2014), et l'intégration fiscale France à hauteur de 1 973 millions d'euros (1 615 millions d'euros au 31 décembre 2014), dont 32 millions d'euros comptabilisés directement en contrepartie des capitaux propres.

(3) La compensation consiste à présenter au bilan une position nette d'impôt différé au sein du groupe d'intégration fiscale France, les impôts différés actifs étant couverts par les impôts différés passifs, en tenant compte de la limitation légale d'imputation des déficits fiscaux reportables (cf. Note 14.1).

(4) La capitalisation des frais de recherche et de développement et la divergence de durée ou de mode d'amortissement des immobilisations constituent les principales natures de différences temporelles à l'origine des impôts différés passifs.

Les déficits reportables de l'intégration fiscale France s'établissent à 12 309 millions d'euros au 31 décembre 2015.

NOTE 15 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

15.1. CAPITAUX PROPRES

A. Politique de gestion du capital

La gestion des capitaux propres concerne les capitaux propres tels que définis par les normes IFRS. Elle vise à sécuriser les ressources permanentes du Groupe et à optimiser le coût du capital. Elle consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel ou futur ainsi que de la distribution de dividendes.

Les capitaux propres se décomposent en part des minoritaires et part du Groupe.

Les capitaux propres part du Groupe comprennent le capital social de Peugeot S.A., diminué des actions propres détenues, ainsi que les réserves et résultats accumulés par les différents secteurs d'activité du Groupe.

La part des minoritaires est principalement constituée de la part des actionnaires hors-groupe de Faurecia. Elle varie essentiellement en fonction des évolutions du capital et des réserves du groupe Faurecia (résultat net et réserves de conversion, notamment) et de manière exceptionnelle en cas d'achats, de cessions ou de toute autre opération volontaire en capital de Peugeot S.A. sur Faurecia.

Les dettes ne sont soumises au respect d'aucun ratio financier sur les capitaux propres. Le tirage des lignes de crédit confirmées de Peugeot S.A. et du GIE PSA Trésorerie est soumis au respect d'un ratio financier basé sur les capitaux propres (cf. Note 12.4).

Par ailleurs, Banque PSA Finance se conforme aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en sa qualité d'établissement de crédit, notamment en matière de ratios prudentiels.

Le Groupe détient un certain nombre de ses propres titres avec la faculté :

- de remettre des actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital, d'attribuer des actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la Société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions ;
- de réduire le capital de la Société.

Composition du capital

(en euros)	2015	2014
Capital en début d'exercice	783 088 675	354 848 992
Augmentation de capital réservée à Dong Feng Motors et l'État français	-	428 239 683
Augmentation de capital réservée aux salariés	3 499 973	-
BSA convertis en actions	22 008 688	-
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE	808 597 336	783 088 675

Situation au 31 décembre 2015

Le capital au 31 décembre 2015 est fixé à 808 597 336 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. À la suite des augmentations de capital du premier semestre 2015, la participation de la SOGEPA, de Dong Feng Motor Group et du groupe familial Peugeot (FFP et Établissements Peugeot Frères) s'élève pour chacun à 13,7 % (14,1 % au 31 décembre 2014). Conformément à l'article 11 des statuts

En outre, le Groupe est susceptible d'avoir à procéder à des augmentations de capital au gré des demandes de conversion des détenteurs de parts de l'OCEANE émise par Peugeot S.A. au-delà des actions propres affectées à la couverture de cette OCEANE (cf. Note 15.1.C). Aucune augmentation de capital consécutive à des conversions de l'OCEANE n'a eu lieu en 2015.

B. Composition du capital

Augmentations de capital

Augmentation de capital réservée aux salariés

L'augmentation de capital réservée aux salariés qui avait été initialisée au dernier trimestre 2014 a été finalisée en janvier 2015. Plus de 15 280 collaborateurs ont participé à l'offre « Accelerate » avec une souscription très largement supérieure à l'offre d'achat d'actions. Elle s'est traduite par l'émission de 3 499 973 actions nouvelles de la Société et par la remise de 1 199 990 actions propres à titre d'abondement.

Augmentation de capital consécutive à l'exercice des Bons de Souscription d'Actions

Dans le cadre des augmentations de capital du 1^{er} semestre 2014, des BSA avaient été remis aux anciens actionnaires, exerçables à partir de la deuxième année. Au 31 décembre 2015, 62 881 270 bons ont été exercés sur un total de 342 060 365 bons émis. Cet exercice a donné lieu à la remise de 22 008 688 actions nouvelles et à une entrée de trésorerie de 142 millions d'euros. Le nombre de BSA restant à exercer au 31 décembre 2015 est de 279 179 095, correspondant à 97 712 683 d'actions à un prix d'exercice de 6,43 euros.

Attributions gratuites d'actions chez Peugeot S.A.

Le plan d'attributions gratuites d'actions sous conditions de performance mis en place au premier semestre 2015 est décrit en Note 7.2.

révisés en Assemblée Générale du 25 avril 2014, toutes les actions nominatives inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double. Dans le cadre des accords conclus à l'occasion des augmentations de capital réalisées en 2014, les sociétés du groupe familial Peugeot se sont engagées à neutraliser l'impact de leurs droits de vote double, en Assemblée Générale, en égalisant ceux-ci au niveau du nombre d'actions détenues par les sociétés DFG et SOGEPA à l'issue desdites augmentations de capital, soit 110 622 220 actions.

Le cours de Bourse au 31 décembre 2015 est de 16,21 euros.

C. Actions propres

Toutes les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. peuvent être rachetées par le Groupe. En 2015, aucun rachat d'actions n'a été effectué.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

1) Nombre d'actions détenues

(en nombre d'actions)	Notes	2015	2014
		Réalisations	Réalisations
Détentions à l'ouverture		12 788 339	12 788 627
Remise d'actions propres à l'occasion de l'augmentation de capital réservée aux salariés		(1 199 990)	-
Conversion d'OCEANE		(2 475 086)	(288)
DÉTENTIONS À LA CLÔTURE		9 113 263	12 788 339
Affectation			
› Couverture de l'émission OCEANE du 23 juin 2009		7 543 682	8 636 181
› Couverture des plans d'options en cours	7.2.A	1 569 581	2 942 961
› Couverture de l'augmentation de capital réservée aux salariés		-	1 200 000
› Titres en surnombre à affecter		-	9 197
		9 113 263	12 788 339

Aucun achat et aucune annulation d'actions n'ont été opérés sur 2014 et 2015.

2) Évolution en valeur d'acquisition

(en millions d'euros)	2015	2014
À l'ouverture de l'exercice	(296)	(351)
Droits préférentiels de souscription cédés au marché	-	55
Actions remises suite à la conversion des OCEANE	33	-
Actions remises aux salariés dans le cadre de l'augmentation de capital réservée « Accelerate »	25	-
À la clôture de l'exercice	(238)	(296)
Valeur moyenne par action en euros	26,12	

La valeur d'acquisition des actions propres est déduite des capitaux propres.

Le cours de Bourse au 31 décembre 2015 est de 16,21 euros.

D. Réserves et résultats nets consolidés – part du Groupe

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Réserve légale de Peugeot S.A.	78	35
Autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A.	12 042	8 769
Autres réserves et résultats consolidés	(2 135)	(20)
TOTAL	9 985	8 784

Les autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A. comprennent :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Réserves distribuables :		
› libres d'impôt sur les sociétés	10 974	7 701
› après déduction d'un complément d'impôt*	1 068	1 068
TOTAL	12 042	8 769
Impôt dû sur distribution	198	198

* Il s'agit de la part de la réserve des plus-values à long terme qui reste soumise à l'imposition complémentaire.

E. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent essentiellement aux intérêts des autres actionnaires de Faurecia.

15.2. RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action part du Groupe et le résultat net dilué par action part du Groupe figurent en bas de page des comptes de résultats consolidés. Ils se déterminent de la manière suivante :

A. Résultat net par action – part du Groupe

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé compte tenu des différentes évolutions du capital social, corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	2015	2014
Résultat net consolidé des activités poursuivies – part du Groupe (en millions d'euros)	648	(1 102)
Résultat net consolidé – part du Groupe (en millions d'euros)	899	(706)
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	788 956 575	611 267 664
Résultat net des activités poursuivies – part du Groupe – par action de 1 euro (en euros)	0,82	(1,80)
RÉSULTAT NET – PART DU GROUPE – PAR ACTION DE 1 EURO (en euros)	1,14	(1,15)

B. Résultat net dilué par action – part du Groupe

Le résultat net par action après effet dilutif, est calculé suivant la méthode du « rachat d'actions ». Il est calculé en prenant en compte la levée des options d'achat d'actions, les actions gratuites accordées aux salariés et la conversion des OCEANE lorsqu'elle n'est pas relative.

L'OCEANE de Peugeot S.A., les attributions gratuites d'actions (cf. Note 7.2) et les Bons de Souscription d'Actions (BSA) ont un effet de dilution potentielle au 31 décembre 2015.

Les effets du calcul sont les suivants :

1) Effet sur le nombre moyen d'actions

	Notes	2015	2014
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation		788 956 575	611 267 664
Effet dilutif suivant la méthode du « rachat d'actions » des :			
› Plans d'options d'achat d'actions	7.2.A	-	-
› OCEANE en circulation	12.6.B	33 488 703	-
› Bons de souscription d'actions	15.1.B	41 045 939	-
› Plans d'attribution d'actions gratuites	7.2.B	1 848 975	-
Nombre moyen d'actions après dilution		865 340 192	611 267 664

2) Effet de la dilution de Faurecia sur le résultat net consolidé des activités poursuivies – part du Groupe

(en millions d'euros)	2015	2014
Résultat net consolidé des activités poursuivies – part du Groupe	648	(1 102)
Effet de la dilution chez Faurecia (OCEANE, plans d'options d'achats d'actions, plans d'attribution d'actions gratuites)	(1)	-
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (APRÈS EFFET DE LA DILUTION DE FAURECIA)	647	(1 102)
Résultat net des activités poursuivies – part du Groupe – dilué par action (en euros)	0,75	(1,80)

3) Effet de la dilution de Faurecia sur le résultat net consolidé – part du Groupe

(en millions d'euros)	2015	2014
Résultat net consolidé – part du Groupe	899	(706)
Effet de la dilution chez Faurecia (OCEANE, plans d'options d'achats d'actions, plans d'attribution d'actions gratuites)	(1)	-
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (APRÈS EFFET DE LA DILUTION DE FAURECIA)	898	(706)
Résultat net – part du Groupe – dilué par action (en euros)	1,04	(1,15)

Les plans d'attribution d'actions gratuites émis par Faurecia ont un effet potentiel sur le nombre total d'actions Faurecia en circulation sans impacter le nombre d'actions détenues par le Groupe. Ainsi, la part du Groupe dans le résultat net serait potentiellement diluée.

Compte tenu des caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions de Faurecia, ces derniers n'ont pas d'impact dilutif significatif en 2014 et 2015.

NOTE 16**NOTES ANNEXES AUX TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS**

Les opérations réalisées sont présentées en fonction de leur nature entre les flux liés à l'exploitation, les flux liés aux investissements et les flux liés aux opérations financières.

Les principaux classements ayant fait l'objet d'un choix de présentation de la part du Groupe sont les suivants :

- les flux liés aux intérêts financiers maintenus en flux liés à l'exploitation ;
- les paiements reçus dans le cadre de subventions sont affectés par destination en flux d'investissements ou d'exploitation en fonction de la nature de la subvention ;
- les composantes options de conversion ou de remboursement des obligations convertibles ou remboursables en actions sont

présentées sur la ligne augmentation de capital en flux liés aux opérations de financement ;

- les contributions volontaires versées à des fonds de pensions sont enregistrées en flux liés à l'exploitation ;
- les paiements effectués au titre de la partie différée d'un achat d'immobilisation sont présentés en flux liés aux investissements de la période (« Variation des fournisseurs d'immobilisations ») ;
- les paiements d'impôts sont classés en flux liés à l'exploitation ;
- les rachats d'emprunts sont classés en flux de financement.

16.1. TRÉSORERIE NETTE PRÉSENTÉE AUX TABLEAUX DE FLUX

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Trésorerie	12.5.C	10 465	8 477
Paiements émis	12.6.D	(12)	(50)
Trésorerie nette des activités industrielles et commerciales		10 453	8 427
Trésorerie nette des activités de financement	13.3.C	893	2 603
Élimination des opérations réciproques		(55)	(128)
TOTAL		11 291	10 902

16.2. DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR AUX TABLEAUX DE FLUX

(en millions d'euros)	Notes	2015	2014
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5.2	(2 636)	(2 370)
Pertes de valeur sur :			
› écarts d'acquisition	8.1.B	-	-
› frais de développement activés	8.1.B	(58)	(20)
› immobilisations incorporelles	8.1.B	5	(1)
› immobilisations corporelles	8.2.B	205	(43)
Profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses	5.4	-	-
Autres		(8)	(37)
TOTAL		(2 492)	(2 471)

16.3. INTÉRÊTS ENCAISSÉS ET DÉCAISSÉS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Les intérêts encaissés et décaissés des activités industrielles et commerciales sont inclus dans la Marge Brute d'Autofinancement et se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	2015	2014
Intérêts reçus	175	75
Intérêts versés	(534)	(595)
ENCAISSEMENTS (DÉCAISSEMENTS) NETS D'INTÉRÊTS	(359)	(520)

16.4. DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS REPRIS EN PARTENARIAT

(en millions d'euros)	2015	2014
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	(115)	(300)
Variation des passifs liés au financement des activités destinées à être reprises en partenariat	(8 124)	(1 155)
FLUX LIÉS AUX DETTES NON TRANSFÉRÉES DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT REPRIS EN PARTENARIAT	(8 239)	(1 455)
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat	251	397
Variation des actifs et passifs des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat	599	2 092
Dividendes nets versés par les activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat	(88)	(231)
FLUX LIÉS AUX ACTIFS ET PASSIFS TRANSFÉRÉS DES ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU REPRIS EN PARTENARIAT	762	2 258

16.5. FREE CASH FLOW DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Le *Free Cash Flow* opérationnel comprend les flux de trésorerie générés par l'exploitation nets des investissements hors éléments exceptionnels. Il est déterminé de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2015	2014
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	5 432	3 728
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(2 692)	(2 259)
Dividendes reçus de Banque PSA Finance	918	228
Free Cash Flow	3 658	1 697
À déduire, flux opérationnels exceptionnels	(145)	(385)
FREE CASH FLOW OPÉRATIONNEL DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES	3 803	2 082

Les flux de trésorerie opérationnels exceptionnels concernent principalement les flux liés aux opérations de rationalisation des structures et à la partie exceptionnelle du dividende versé par Banque PSA Finance en 2015.

NOTE 17 ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

À la clôture de l'exercice, le Groupe est engagé pour les montants suivants :

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2015	31/12/2014
› Engagements donnés liés au financement	12.9	849	841
› Engagements donnés liés aux activités opérationnelles	8.4	2 722	2 737
Activités industrielles et commerciales		3 571	3 578
Activités de financement	13.7	208	3 523

17.1. PASSIFS ÉVENTUELS

Le Groupe est engagé dans des litiges survenus dans le cadre normal de ses activités. Le Groupe considère, sur la base des informations disponibles à ce jour, qu'il est peu probable que ces litiges entraînent une sortie de ressources sans contrepartie.

17.2. ENGAGEMENTS LIÉS AU GROUPE GEFCO

La cession du groupe GEFCO par le Groupe à JSC Russian Railways (RZD) le 20 décembre 2012 est assortie de clauses de garantie de

passifs en faveur de l'acquéreur. Au 31 décembre 2015, le Groupe n'a pas identifié de risques significatifs liés à ces garanties données.

Dans le cadre des accords de prestations de logistique et de transport conclus entre le groupe PSA et le groupe GEFCO, le Groupe a donné des garanties de bonne exécution des contrats logistiques et une clause d'exclusivité pour 5 ans. Au 31 décembre 2015, le Groupe n'a pas identifié de risques significatifs liés à ces garanties données.

NOTE 18 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les parties liées sont les entreprises sous influence notable consolidées par mise en équivalence, les membres des organes de Direction et les actionnaires détenant plus de 10 % du capital de Peugeot S.A.

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence sont détaillées en Note 11.5. En dehors de ces transactions, il n'existe pas d'opération significative avec les autres parties liées.

NOTE 19 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Dans le cadre du partenariat entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance (SCF et ses affiliés), la société commune en Italie a obtenu l'accord des autorités de régulation locales et européennes pour démarrer ses opérations dès début janvier 2016. Cette société assure dorénavant en Italie le financement des concessionnaires automobiles des marques Peugeot, Citroën et DS et celui de leurs clients.

Le 1^{er} février 2016, la société commune aux Pays-Bas a démarré son activité.

PSA et Iran Khodro ont signé le 28 janvier 2016 un contrat de joint-venture en vue de produire des véhicules de dernière génération en Iran. Cette société, dont le capital sera réparti à 50/50 pourra investir jusqu'à 400 millions d'euros au cours des cinq prochaines années en capacités industrielles, et en recherche et développement.

L'accord prévoit :

- la reprise des relations contractuelles concernant la fabrication des véhicules de la marque Peugeot actuellement produits en Iran ;
- la création d'une JV sur le site industriel de Téhéran pour produire de nouveaux véhicules Peugeot de dernière génération, sur la base d'une plateforme qui servira également à Iran Khodro pour développer ses propres véhicules ;
- la capacité à exporter les produits de la Joint Venture dans la région.

L'entrée en vigueur de cet accord interviendra après l'entrée en vigueur de l'accord définitif envisagée mi-2016. Les premiers véhicules sortiront des lignes de production de l'usine de Téhéran au cours du second semestre 2017.

NOTE 20 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en millions d'euros)	Mazars		Ernst & Young		PricewaterhouseCoopers	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Audit						
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
› Émetteur	0,2	0,2	0,3	0,3	-	-
› Filiales intégrées globalement	2,3	2,7	8,7	8,4	3,5	3,0
dont France	1,2	1,3	2,6	2,6	0,9	0,7
dont Étranger	1,1	1,4	6,1	5,8	2,6	2,3
Autres diligences et prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes						
› Émetteur	-	0,2	0,1	0,2	-	-
› Filiales intégrées globalement	-	-	-	0,1	-	-
dont France	-	-	-	-	-	-
dont Étranger	-	-	-	0,1	-	-
Sous total	2,5	3,1	9,1	9,0	3,5	3,0
Dont Faurecia	-	-	4,9	4,4	3,5	3,0
Hors Faurecia	2,5	3,1	4,2	4,6	-	-
	100 %	100 %	100 %	100 %	95 %	91 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement						
Juridiques, fiscales, sociales	-	-	-	-	0,1	0,3
Autres	-	-	-	-	0,1	-
Sous-total	-	-	-	-	0,2	0,3
Dont Faurecia	-	-	-	-	-	-
Hors Faurecia	-	-	-	-	0,2	0,3
					5 %	9 %
TOTAL	2,5	3,1	9,1	9,0	3,7	3,3
Dont Faurecia	-	-	4,9	4,4	3,5	3,0
Hors Faurecia	2,5	3,1	4,2	4,6	0,2	0,3

Le groupe Faurecia dispose de ses propres auditeurs, qui sont PricewaterhouseCoopers et Ernst & Young.

NOTE 21 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

Les sociétés référencées ci-dessous sont consolidées par intégration globale, à l'exception de celles identifiées par un astérisque* consolidées par mise en équivalence et deux astérisques** consolidées en tant qu'opération conjointe pour la quote-part revenant au Groupe.

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
Holding et autres activités					
FINANCIÈRE PERGOLÈSE	France	100	SARAL	Luxembourg	100
GIE PSA TRÉSORERIE	France	100	PSA INTERNATIONAL S.A.	Suisse	100
GRANDE ARMÉE PARTICIPATIONS	France	100	GROUPE GEFCO	France	25*
PEUGEOT SA	France	100	GROUPE PMTC - PEUGEOT MOTOCYCLES	France	49*
Automobile					
PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.	France	100	SOCIÉTÉ NOUVELLE ARMAND ESCALIER	France	100
PEUGEOT CITROËN SOUTH AFRICA	Afrique du Sud	100	SOCIÉTÉ PIÈCES ET ENTRETIEN AUTOMOBILE BORDELAIS	France	100
PEUGEOT ALGÉRIE SPA	Algérie	100	STÉ COMMERCIALE CITROËN	France	100
CITROËN DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	100	STÉ COMMERCIALE DE DISTRIBUTION PIÈCES DE RECHANGE ET SERVICES	France	100
PEUGEOT CITROËN DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	100	TECHNOBOOST	France	60
PEUGEOT CITROËN RETAIL DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	100	CITROËN HUNGARIA KFT	Hongrie	100
PEUGEOT DEUTSCHLAND GMBH	Allemagne	100	PEUGEOT HUNGARIA KFT	Hongrie	100
CIRCULO DE INVERSORES S.A.	Argentine	100	CITROËN ITALIA S.P.A.	Italie	100
PEUGEOT CITROËN ARGENTINE	Argentine	100	PEUGEOT AUTOMOBILI ITALIA S.P.A.	Italie	100
CITROËN ÖSTERREICH GMBH	Autriche	100	PEUGEOT CITROËN RETAIL ITALIA S.P.A.	Italie	100
PEUGEOT AUSTRIA GMBH	Autriche	100	PSA SERVICES SRL	Italie	100
PEUGEOT AUTOHAUS GMBH	Autriche	100	PEUGEOT CITROËN JAPON CO. LTD.	Japon	100
CITROËN BÉLUX	Belgique	100	PEUGEOT TOKYO	Japon	100
PEUGEOT BELGIQUE LUXEMBOURG	Belgique	100	PEUGEOT MEXIQUE	Mexique	100
S.A. PEUGEOT DISTRIB. SERVICE	Belgique	100	SERVICIOS AUTOMOTORES FRANCO-MEXICANA S DE RL DE CV	Mexique	100
CITROËN DO BRASIL	Brésil	100	CITROËN NEDERLAND B.V.	Pays-Bas	100
PCI DO BRASIL LTDA	Brésil	100	PCMA HOLDING B.V.	Pays-Bas	70
PEUGEOT CITROËN COMERCIAL EXPORTADORA LT	Brésil	100	PEUGEOT NEDERLAND N.V.	Pays-Bas	100
PEUGEOT CITROËN DO BRASIL AUTOMOVEIS LTDA	Brésil	100	CITROËN POLSKA SP.ZOO.	Pologne	100
AUTO. FRANCO CHILENA SA	Chili	100	PEUGEOT POLSKA SP. ZO. O.	Pologne	100
PEUGEOT CHILE	Chili	100	AUTOMOVEIS CITROËN S.A.	Portugal	100
PEUGEOT CITROËN (CHINA) AUTOMOTIVE TRADE CO	Chine	100	PEUGEOT CITROËN AUTOMOVEIS PORTUGAL S.A.	Portugal	99
PSA (SHANGHAI) MANAGEMENT CO. LIMITED	Chine	100	PEUGEOT PORTUGAL AUTOMOVEIS DISTRIBUCAO	Portugal	100
CITROËN HRVATSKA	Croatie	100	PEUGEOT PORTUGAL AUTOMOVEIS S.A.	Portugal	100
PEUGEOT HRVATSKA	Croatie	100	CITROËN CESKA REPUBLIKA S.R.O.	République tchèque	100
CITROËN DANMARK A/S	Danemark	100	PCA LOGISTIKA CZ	République tchèque	100
AUTOMOVILES CITROËN ESPANA S.A.	Espagne	100	PEUGEOT CESKA REPUBLIKA S.R.O.	République tchèque	100
COMERCIAL CITROËN	Espagne	97	ASTON LINE MOTORS LTD	Royaume-Uni	100
HISPANOMOCION S.A.	Espagne	100	BOOMCITE LTD	Royaume-Uni	100

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
PCA ESPANA SA	Espagne	100	CITROËN UK LTD	Royaume-Uni	100
PEUGEOT ESPANA S.A.	Espagne	100	MELVIN MOTORS (BISHOPBRIGGS) LTD	Royaume-Uni	100
PEUGEOT CITROËN RUSSIE	Fédération de Russie	100	PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILE UK	Royaume-Uni	100
AUTOMOBILES CITROËN	France	100	PEUGEOT CITROËN RETAIL GROUP LTD	Royaume-Uni	100
AUTOMOBILES PEUGEOT	France	100	PEUGEOT MOTOR COMPANY	Royaume-Uni	100
CENTRAUTO	France	100	ROOTES LTD	Royaume-Uni	100
CITROËN ARGENTEUIL	France	100	WARWICK WRIGHT MOTORS CHISWICK LTD	Royaume-Uni	100
CITROËN CHAMP DE MARS	France	100	CITROËN SLOVAKIA S.R.O.	Slovaquie	100
CITROËN DUNKERQUE	France	100	PCA SLOVAKIA	Slovaquie	100
CONCEPTION D'ÉQUIPEMENTS PEUGEOT CITROËN	France	100	PEUGEOT SLOVAQUIE	Slovaquie	100
DJ 56	France	100	PSA SERVICES CENTRE EUROPE	Slovaquie	100
FRANÇAISE DE MÉCANIQUE	France	100	CITROËN SLOVENIJA D.O.O.	Slovénie	100
GEIE SEVELIND	France	100	PEUGEOT SLOVENIJA D.O.O.	Slovénie	100
MÉCANIQUE ET ENVIRONNEMENT SAS	France	100	CITROËN SVERIGE AB	Suède	100
PEUGEOT CITROËN MÉCANIQUES EST SNC	France	100	CITROËN (SUISSE)	Suisse	100
PEUGEOT CITROËN MÉCANIQUES N-OUEST SNC	France	100	LÖWEN-GARAGE AG BERNE	Suisse	97
PEUGEOT CITROËN PIÈCES DE RECHANGE	France	100	PEUGEOT CITROËN GESTION INTERNATIONAL	Suisse	100
PEUGEOT MÉDIA PRODUCTION	France	100	PEUGEOT SUISSE S.A.	Suisse	100
PEUGEOT SAINT DENIS AUTOMOBILES	France	100	PEUGEOT OTOMOTIV PAZARLAMA	Turquie	100
PEUGEOT-CITROËN AULNAY SNC	France	100	TEKOTO ANKARA AS	Turquie	100
PEUGEOT-CITROËN MULHOUSE SNC	France	100	TEKOTO BURSA AS	Turquie	100
PEUGEOT-CITROËN RENNES SNC	France	100	TEKOTO ISTANBUL AS	Turquie	100
PEUGEOT-CITROËN SOCHAUX SNC	France	100	PEUGEOT CITROËN UKRAINE LLC	Ukraine	100
PRINCE GARAGE DES PETITS PONTS	France	100	PCMA AUTOMOTIV RUS OOO	Fédération de Russie	70**
PSA INNOVATION ET DESIGN	France	100	SOCIETA EUROPEA VEICOLI LEGGERI S.P.A.	Italie	50**
S.I.A. DE PROVENCE	France	100	TOYOTA PCA CZECH	République tchèque	50**
SABRIE	France	100	CHANGAN PSA AUTOMOBILE LIMITED	Chine	50*
SEVELNORD	France	100	DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES	Chine	50*
SNC PEUGEOT POISSY	France	100	DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES INTERNATIONAL PTE LTD	Chine	50*
SOCIÉTÉ COMMERCIALE AUTOMOBILE	France	100	DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES SALES COMPANY LTD	Chine	50*
SOCIÉTÉ DE PIÈCES ET SERVICES AUTOMOBILE DE L'OUEST	France	100	WUHAN SHELONG HONGTAI AUTOMOTIVE KO LTD	Chine	10*
SOCIÉTÉ LILLOISE DE SERVICES ET DE DISTRIBUTION DE PIÈCES DE RECHANGE	France	100	STAFIM	Tunisie	34*
SOCIÉTÉ LYONNAISE DE PIÈCES ET SERVICES AUTOMOBILE	France	100	STAFIM-GROS	Tunisie	34*
SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE DE L'EST	France	100			
Équipement automobile					
FAURECIA	France	47	FAURECIA SIÈGES D'AUTOMOBILES SAS	France	47
E.C.T. S.A. CAPE TOWN	Afrique du Sud	47	FAURECIA SYSTÈMES D'ÉCHAPPEMENTS	France	47
FAURECIA EXHAUST SYSTEMS SOUTH AFRICA LTD	Afrique du Sud	47	HAMBACH AUTOMOTIVE EXTERIORS SAS	France	47

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
FAURECIA INTERIOR SYST. PRETORIA (PROPRIETARY) LTD	Afrique du Sud	47	SIEBRET	France	47
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS SOUTH AFRICA (PTY) LTD	Afrique du Sud	47	SIEDOUBS	France	47
EMCON TECH. GERMANY AUGSBURG	Allemagne	47	SIELEST	France	47
EMCON TECH. GERMANY FINNENTROP	Allemagne	47	SIEMAR	France	47
EMCON TECH. GERMANY NOVAFERRA	Allemagne	47	TRECIA SAS	France	47
FAURECIA ABGASTECHNIK GMBH	Allemagne	47	EMCON TECHNOLOGIES KFT	Hongrie	47
FAURECIA ANGELL-DEMMELE GMBH	Allemagne	47	EMCON TECHNOLOGIES INDIA PVT LIMITED	Inde	34
FAURECIA AUTOMOTIVE GMBH	Allemagne	47	FAURECIA AUTOMOTIV SEATING INDIA PRIVATE	Inde	47
FAURECIA AUTOSITZE GMBH	Allemagne	47	FAURECIA AZIN PARS COMPANY	Inde	23
FAURECIA EXTERIORS GMBH	Allemagne	47	FAURECIA EMISSIONS CONTROL TEC	Inde	47
FAURECIA KUNSTOFFE AUTOMOBILSYSTEME	Allemagne	47	FAURECIA TECHNOLOGY CENTER INDIA PTY LTD	Inde	47
SAI AUTOMOTIVE PEINE GMBH	Allemagne	47	FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES ITALY SRL	Italie	47
FAURECIA ARGENTINA SA	Argentine	47	FAURECIA JAPAN K.K.	Japon	47
FAURECIA EXTERIORS ARGENTINA	Argentine	47	HOWA INTERIOR'S	Japon	23
FAURECIA SISTEMAS DE ESCAPE ARGENTINA	Argentine	47	FAURECIA AST LUXEMBOURG SA	Luxembourg	47
AUTOMOTIVE EXTERIORS BELGIUM	Belgique	47	FAURECIA HICOM EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES (M) SDN BHD	Malaisie	30
FAURECIA AUTOCOMPONENT EXTERIOR SYSTEMS HOLDING	Belgique	47	FAURECIA ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES MAROC	Maroc	47
FAURECIA AUTOMOTIVE BELGIUM	Belgique	47	EMCON TECH. HLDGS 2 S. DE RL	Mexique	47
FAURECIA INDUSTRIE N.V.	Belgique	47	EXHAUST SERVICES MEXICANA SA	Mexique	47
FAURECIA AUTOMOTIVE DO BRASIL	Brésil	47	FAURECIA HOWA INTERIORS DE MEXICO SA DE CV	Mexique	24
FAURECIA SISTEMAS DE ESCAPAMENTO DO BRASIL LTDA	Brésil	47	FAURECIA SISTEMAS AUTOMOTRICES DE MEXICO	Mexique	47
FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING CANADA LTD	Canada	47	SERVICIOS CORPORATIVOS DE PERSONAL ESPECIALIZADO	Mexique	47
FAURECIA EMISSIONS CTRL TECHN. CANADA LTD	Canada	47	EMCON TECHNOLOGIES DUTCH HLDGS BV	Pays-Bas	47
CHANGCHUN FAURECIA XUYANG AUTOMOTIVE SEAT CO	Chine	28	FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING B.V.	Pays-Bas	47
CHANGSHA FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES CO. LTD	Chine	47	FAURECIA EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES NETHERLANDS B.V.	Pays-Bas	47
CHENGDU FAURECIA LIMIN AUTOMOTIVE SYSTEMS COMPANY LIMITED	Chine	37	FAURECIA NETHERLANDS HOLDING B.V.	Pays-Bas	47
CHONGQING GUANGNENG FAURECIA INTERIOR SYST. COMPANY LTD	Chine	23	FAURECIA AUTOMOTIVE POLSKA SPOLKA AKCYJNA	Pologne	47
CUMMINGS BEIJING	Chine	47	FAURECIA GORZOW SP ZOO	Pologne	47
DONGFENG FAURECIA AUTOMOTIVE INTERIOR SYSTEMS CO. LTD	Chine	23	FAURECIA GROJEC R&D CENTER SP Z.O.O.	Pologne	47
EMCON EMMI TECH. CHONGQING CO LIMITED	Chine	34	FAURECIA LEGNICA SP Z.O.O.	Pologne	47
EMCON ENV TECH. YANTAI CO LIMITED	Chine	47	FAURECIA WALBRZYCH SPZ.O.O.	Pologne	47
EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES (SHANGAI) CO LIMITED	Chine	31	EDA ESTOFAGEM DE ASSENTOS	Portugal	47
EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES FOSHAN COMPANY LIMITED	Chine	24	FAURECIA ASSENTOS DE AUTOMOVEL	Portugal	47
EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES NINGBO HANGZHOU BAY NEW DISTRICT	Chine	31	FAURECIA SISTEMAS DE ESCAPE	Portugal	47

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
FAURECIA (CHANGCHUN) AUTOMOTIVE SYSTEMS	Chine	47	FAURECIA SISTEMAS DE INTERIOR DE PORTUGAL	Portugal	47
FAURECIA (CHINA) HOLDING CO. LTD	Chine	47	SASAL	Portugal	47
FAURECIA (GUANGZHOU) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO	Chine	47	FAU JIT AND SEQUENCING KOREA	République de Corée	47
FAURECIA (NANJING) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO	Chine	47	FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING KOREA LIMITED	République de Corée	47
FAURECIA (QUINGDAO) EXHAUST SYSTEMS CO LTD	Chine	47	FAURECIA EMISSIONS CONTROL SYSTEMS KOREA	République de Corée	47
FAURECIA (SHANGAI) AUTOMOTIVE SYSTEMS	Chine	47	FAURECIA SHIN SUNG CO LTD	République de Corée	28
FAURECIA (SHENYANG) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO LTD	Chine	47	FAURECIA TRIM KOREA LTD	République de Corée	47
FAURECIA (WUHAN) AUTOMOTIVE COMPONENTS SYSTEMS CO	Chine	47	EMCON TECH. CZECH REPUBLIC	République tchèque	47
FAURECIA (WUHAN) AUTOMOTIVE SEATING CO LTD	Chine	47	FAURECIA AUTOMOTIVR CZECH REPUBLIC	République tchèque	47
FAURECIA (WUHU) EXHAUST SYSTEMS CO LTD	Chine	47	FAURECIA COMPONENTS PISEK S.R.O	République tchèque	47
FAURECIA (WUXI) SEATING COMPONENTS CO LTD	Chine	47	FAURECIA EXHAUST SYSTEMS MORAVIA S.R.O	République tchèque	47
FAURECIA (YANCHENG) AUTOMOTIVE SYSTEMS COMPANY LIMITED	Chine	47	FAURECIA EXHAUST SYSTEMS S.R.O.	République tchèque	47
FAURECIA CHANGCHUNG XUYANG INTERIORS SYSTEMS CO	Chine	28	FAURECIA INTERIOR SYSTEMS BOHEMIA S.R.O.	République tchèque	47
FAURECIA EMISS. CTRL TECH. DEVELOP. (SHANGHAI) CY LTD	Chine	47	FAURECIA INTERIORS PARDUBICE S.R.O	République tchèque	47
FAURECIA EMISSIONS CTRL TECHNOLOGIES (CHENGDU) CO	Chine	24	EURO AUTOMOTIVE PLASTIC SYSTEMS	Roumanie	23
FAURECIA EXHAUST SYSTEMS CHANGCHUN COMPANY LTD	Chine	24	FAURECIA SEATING TALMACIU S.R.L.	Roumanie	47
FAURECIA HONGHU EXHAUST SYSTEMS SHANGAI COMPANY LTD	Chine	31	EMCON TECHNOLOGIES UK LIMITED	Royaume-Uni	47
FAURECIA NHK (XIANGYANG) AUTOMOTIVE SEATING CO LTD	Chine	24	FAURECIA AUTOMOTIV SEATING UK LTD	Royaume-Uni	47
FAURECIA TONGDA EXHAUST SYSTEM (WUHAN) COMPANY LTD	Chine	23	FAURECIA MIDLANDS LTD	Royaume-Uni	47
FAURECIA-GSK AUTOMOTIVE SEATING CO LTD	Chine	24	SAI AUTOMOTIVE FRADLEY	Royaume-Uni	47
FOSHAN FAURECIA XUYANG INTERIOR SYST. CNY LIMITED	Chine	28	SAI AUTOMOTIVE WASHINGTON LIMITED	Royaume-Uni	47
NANCHANG	Chine	24	FAURECIA SLOVAKIA S.R.O.	Slovaquie	47
NINGBO	Chine	42	FAURECIA INTERIOR SYSTEMS SWEDEN AB	Suède	47
POWERGREEN EMISSIONS CONTROL TECHNOLOGIES CO. LTD	Chine	42	E.C.T. CO LIMITED	Thaïlande	47
SHANGHAI FAURECIA AUTOMOTIVE SEATING CO LTD	Chine	26	FAURECIA & SUMMIT INTERIOR SYSTEMS	Thaïlande	23
ASIENTOS DE CASTILLA LEON	Espagne	47	FAURECIA INTERIOR SYSTEMS THAILAND	Thaïlande	47
ASIENTOS DE GALICIA S.L.	Espagne	47	FAURECIA INFORMATIQUE TUNISIE	Tunisie	47
ASIENTOS DEL NORTE	Espagne	47	STÉ TUNISIENNE D'ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES	Tunisie	47
EMCON TECHNOLOGIES SPAIN SL	Espagne	47	FAURECIA POLIFLEKS OTOMOTIV SANAYI VE TICARET ANONIM SIRKETI	Turquie	47
FAURECIA ASIENTOS PARA AUTOMOVIL ESPANA	Espagne	47	FAURECIA AUTOMITIVE DEL URUGAY	Uruguay	47
FAURECIA AUTOMOTIVE ESPANA	Espagne	47	SAS AUTOSYSTEMTECHNIK GMBH AND CO KG	Allemagne	23*
FAURECIA AUTOMOTIVE EXTERIORS ESPANA S.A.	Espagne	47	SAS AUTOSYSTEMTECHNIK VERWALTUNG GMBH	Allemagne	23*

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS ESPANA	Espagne	47	SAS AUTOMOTRIZ ARGENTINA SA	Argentine	23*
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS SALC ESPANA S.L.	Espagne	47	SAS AUTOMOTIVE BELGIUM	Belgique	23*
FAURECIA SISTEMAS DE ESCAPE ESPANA	Espagne	47	FMM PERNAMBUCO COMPONENTES AUTOMOTIVOS LTDA	Brésil	16*
INCALPLAS S.L.	Espagne	47	SAS AUTOMOTIVE DO BRASIL	Brésil	23*
TECNOCONFORT	Espagne	23	CHANGCHUN FAURECIA XUYANG AUTOMOTIVE COMPONENTS TECHNOLOGIES R&D	Chine	21*
VALENCIA MODULOS DE PUERTA SL	Espagne	47	CHANGCHUN HUAXIANG FAURECIA AUTO. PLASTIC COMPONENTS CO	Chine	23*
FAURECIA AUTOMOTIV SEATING INC	États-Unis d'Amérique	47	DONGFENG FAURECIA AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LIMITED	Chine	23*
FAURECIA E.C.T. USA LLC	États-Unis d'Amérique	47	DONGFENG FAURECIA AUTOMOTIVE PARTS SALES CO. LTD	Chine	23*
FAURECIA EXHAUST SYSTEMS INC	États-Unis d'Amérique	47	DONGGUAN CSM FAURECIA AUTOMOTIVE SYSTEMS COMPANY LIMITED	Chine	23*
FAURECIA INTERIOR LOUISVILLE LLC	États-Unis d'Amérique	47	FAURECIA CHANGCHUN XUYANG FAURECIA ACOUSTICS & SOFT TRIM CO LTD	Chine	19*
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS HOLDINGS LLC	États-Unis d'Amérique	47	JINAN FAURECIA LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS COMPANY LIMITED	Chine	23*
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS INC	États-Unis d'Amérique	47	LANZHOU FAURECIA LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS COMPANY	Chine	23*
FAURECIA INTERIOR SYSTEMS SALINE LLC	États-Unis d'Amérique	47	SAS (WUHU) AUTOMOTIVE SYSTEMS CO LTD	Chine	23*
FAURECIA MADISON AUTOMOTIVE SEATING INC	États-Unis d'Amérique	47	WUHAN HONGTAI CHANGPENG AUTOMOTIVE COMPONENTS CO. LIMITED	Chine	23*
FAURECIA NORTH AMERICA HOLDINGS LLC	États-Unis d'Amérique	47	XIANGTAN FAURECIA LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS CNY LTD	Chine	23*
FAURECIA USA HOLDINGS, INC	États-Unis d'Amérique	47	ZHEJIANG FAURECIA LIMIN INTERIOR & EXTERIOR SYSTEMS CNY LTD	Chine	23*
FNK NORTH AMERICA	États-Unis d'Amérique	47	AMMINEX EMISSIONS SYSTEMS APS	Danemark	20*
FAURECIA AUTOCOMPONENT EXTERIOR SYSTEMS	Fédération de Russie	47	COMPONENTES DE VEHICULOS DE GALICIA	Espagne	23*
FAURECIA AUTOMOTIVE DEVELOPMENT	Fédération de Russie	47	COPO IBERICA	Espagne	23*
FAURECIA METALLO PRODUCKCIA EXHAUST SYSTEMS	Fédération de Russie	33	INDUSTRIAS COUSIN FRÈRES S.L.	Espagne	23*
OOO FAURECIA AUTOMOTIV	Fédération de Russie	28	SAS AUTOSYSTEMTECHNIK SA	Espagne	23*
AUTOMOTIVE SANDOUILLE	France	47	FAURECIA DMS LEVERAGE LENDER LLC	États-Unis d'Amérique	21*
ETUD. ET CONSTR. SIÈGES PR L'AUTOMOBILE	France	47	FAURECIA JV IN DETROIT	États-Unis d'Amérique	21*
FAURECIA ADP HOLDING	France	28	SAS AUTOMOTIVE USA INC	États-Unis d'Amérique	23*
FAURECIA AUTOMOTIVE HOLDINGS INC	France	47	AUTOMOTIVE PERFORMANCE MATERIALS (APM)	France	23*
FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE	France	47	COCKPIT AUTOMOTIVE SYSTEMS DOUAI	France	23*
FAURECIA AUTOMOTIVES COMPOSITES	France	47	SAS AUTOMOTIV FRANCE	France	23*
FAURECIA BLOC AVANT	France	47	NHK F. KRISHNA INDIA AUTOMOTIVE SEATING PRIVATE LIMITED	Inde	9*
FAURECIA EXHAUST INTERNATIONAL	France	47	FAURECIA NHK CO LIMITED	Japon	23*
FAURECIA EXTERIORS INTERNATIONAL	France	47	FAURECIA SAS AUTOMOTIVE SYSTEMS & SERVICES SA DE CV	Mexique	23*
FAURECIA INDUSTRIE	France	47	FAURECIA SAS AUTOMOTIVE SYSTEMS SA DE CV	Mexique	23*
FAURECIA INTÉRIEUR INDUSTRIE	France	47	SAS AUTOSYSTEM DE PORTUGAL UNIPESSOAL LTDA	Portugal	23*

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
FAURECIA INTÉRIEURS MORNAC	France	47	VANPRO ASSENTOS LIMITADA	Portugal	23*
FAURECIA INTÉRIEURS SAINT QUENTIN	France	47	KWANG JIN FAURECIA LIMITED	République de Corée	23*
FAURECIA INVESTISSEMENT	France	47	SAS AUTOSYSTEMTECHNIK SRO	République tchèque	23*
FAURECIA METALLOPRODUCKIA HOLDING	France	33	FAURECIA AUTOMOTIVE SRO	Slovaquie	23*
FAURECIA SEATING FLERS	France	47	SAS OTOSISTEM TECKNIT TICARET VE LIMITED	Turquie	23*
FAURECIA SERVICES GROUPE	France	47	TEKNIK MALZEME TVSAS	Turquie	23*
Financement et assurances					
BANQUE PSA FINANCE	France	100	PSA FINANCIAL SERVICES NEDERLAND B.V.	Pays-Bas	100
BPF ALGÉRIE	Algérie	100	PSA FINANCE POLSKA SP.ZO.O.	Pologne	100
AUTO ABS DFP MASTER COMPARTMENT GERMANY 2013	Allemagne	100	PSA FINANCE CESKA REPUBLIKA S.R.O.	République tchèque	100
AUTO ABS GERMAN LEASE MASTER	Allemagne	100	ECONOMY DRIVE CARS LIMITED	Royaume-Uni	100
AUTO ABS GERMAN LOANS MASTER	Allemagne	100	VERNON WHOLESALE INVESTMENT COMPANY LTD	Royaume-Uni	100
FCT AUTO ABS - COMPARTIMENT 2013-1	Allemagne	100	PSA FINANCE SLOVAKIA S.R.O.	Slovaquie	100
FCT AUTO ABS GERMAN LOANS - COMPARTIMENT 2011-2	Allemagne	100	BPF FINANCIRANJE D.O.O.	Slovénie	50
PSA FINANCE ARGENTINA COMPANIA FINANCIERA S.A.	Argentine	50	BPF PAZARLAMA A.H.A.S.	Turquie	100
PSA FINANCE BELUX	Belgique	100	DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTO FINANCE COMPANY LTD	Chine	25*
BANCO PSA FINANCE BRASIL S.A.	Brésil	100	FTA AUTO ABS - COMPARTIMENT 2012-3	Espagne	50*
FONDS D'INVESTISSEMENTS EN DROITS DE CRÉANCES	Brésil	100	PSA FINANCIAL SERVICES SPAIN E.F.C. S.A.	Espagne	50*
PSA ARRANDAMENTO MERCANTIL S.A.	Brésil	100	AUTO ABS DFP MASTER COMPARTMENT FRANCE 2013	France	50*
PSA FINANCIAL D.O.O.	Croatie	100	AUTO ABS FCT2 2013-A	France	50*
BANK PSA FINANCE RUS	Fédération de Russie	100	CIE POUR LA LOCATION DE VÉHICULES - CLV	France	50*
PSA ASSURANCE S.A.S.	France	100	CREDIPAR	France	50*
PSA FINANCE HUNGARIA ZRT.	Hongrie	100	FCT AUTO ABS - COMPARTIMENT 2011-1	France	50*
ABS ITALIAN LOANS MASTER S.R.L.	Italie	100	FCT AUTO ABS - COMPARTIMENT 2012-1	France	50*
AUTO ABS S.R.L. - COMPARTIMENT 2012-2	Italie	100	FCT AUTO ABS - COMPARTIMENT 2013-2	France	50*
PSA FACTOR ITALIA S.P.A.	Italie	100	FCT AUTO ABS FRENCH LOANS MASTER	France	50*
PSA RENTING ITALIA S.P.A.	Italie	100	FCT AUTO ABS3 - COMPARTIMENT 2014-01	France	50*
PSA INSURANCE LTD	Malte	100	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE BANQUE - SOFIB	France	50*
PSA INSURANCE MANAGER LTD	Malte	100	PSA INSURANCE EUROPE LTD	Malte	50*
PSA LIFE INSURANCE LTD	Malte	100	PSA LIFE INSURANCE EUROPE LTD	Malte	50*
PSA SERVICES LTD	Malte	100	AUTO ABS UK LOANS PLC - COMPARTIMENT 2012-5	Royaume-Uni	50*
BANQUE PSA FINANCE MEXICO SA DE CV SOFOM	Mexique	100	PSA FINANCE UK LTD	Royaume-Uni	50*
PEUGEOT FINANCE INTERNATIONAL N.V.	Pays-Bas	100	AUTO ABS SWISS LEASE 2013 GMBH	Suisse	50*
PSA FINANCE NEDERLAND B.V.	Pays-Bas	100	PSA FINANCE SUISSE S.A.	Suisse	50*
PSA FINANCIAL HOLDING B.V.	Pays-Bas	100			

5.7. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Peugeot S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lors de l'arrêté des comptes, votre Groupe est conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses concernant notamment certains postes d'actif, de passif, de produits et de charges. Ces principaux sujets sont recensés dans la Note 2.2 « Utilisations d'estimations et d'hypothèses » de l'annexe aux comptes consolidés. Pour l'ensemble de ces éléments, nous avons vérifié le caractère approprié des règles et méthodes comptables appliquées et des informations données dans cette Note de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons également examiné la cohérence des hypothèses retenues, la traduction de celles-ci dans la documentation disponible et procédé, sur ces bases, à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées.

La Note 8.3 « Pertes de valeur sur actifs immobilisés » de l'annexe aux comptes consolidés indique les modalités de réalisation des tests de perte de valeur. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations et des hypothèses utilisées, revu les calculs conduisant à la dépréciation comptabilisée et vérifié que cette Note de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

En application des modalités décrites dans la Note 14 « Impôts sur les résultats » de l'annexe aux comptes consolidés, le bilan enregistre des impôts différés actifs et passifs. Cette Note indique notamment que, sur la base de prévisions fiscales cohérentes avec les tests de perte de valeur sur l'UGT de la division Automobile, les impôts différés sur les déficits de l'intégration fiscale France existants au 31 décembre 2015 non imputés sur des impôts différés passifs n'ont pas été reconnus. Nous avons examiné les prévisions fiscales du Groupe, les échéanciers des impôts différés des actifs et des passifs, et la cohérence d'ensemble des hypothèses retenues.

Nous avons revu les informations relatives au partenariat entre votre Groupe et la société Santander Consumer Finance mentionnées dans la Note 3.3 A « Partenariat avec Santander » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons vérifié les reclassements, les retraitements des exercices comparatifs, l'évaluation des actifs et des passifs destinés à être cédés ou être apportés en partenariat et la présentation de ces impacts en application de la norme IFRS 5 décrite dans la Note 3.3 « Actifs et activités destinés à être cédés ou repris en partenariat » de l'annexe aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 24 février 2016
Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Louis Simon

Jérôme de Pastors

Christian Mouillon

Marc Stoessel

COMPTES DE PEUGEOT S.A. 2015

6.1.	COMPTES DE RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2015	262	6.5.	TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES	283
6.2.	BILANS AU 31 DÉCEMBRE 2015	263	6.6.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	284
6.3.	TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE	264	6.7.	RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS	285
6.4.	NOTES ANNEXES AUX COMPTES DE PEUGEOT S.A.	265			



6.1. COMPTES DE RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2015

(en millions d'euros)	Exercice 2015	Exercice 2014
Produits d'exploitation	182,2	143,2
Charges d'exploitation	(196,2)	(221,6)
Résultat d'exploitation (Note 20)	(14,0)	(78,4)
Produits financiers de participations	1 114,0	581,0
Autres intérêts et produits assimilés	13,8	10,8
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 395,8	155,3
Produits financiers	3 523,6	747,1
Dotations financières aux amortissements et provisions	(4,9)	(201,0)
Intérêts et charges assimilés	(250,0)	(327,0)
Charges financières	(254,9)	(528,0)
Résultat financier	3 268,7	219,1
Résultat courant avant impôts	3 254,7	140,7
Sur opérations de gestion	-	0,3
Sur opérations en capital	11,1	22,7
Reprises sur provision et dépréciations et transfert de charges	40,9	35,2
Produits exceptionnels	52,0	58,2
Sur opérations de gestion	(1,7)	(4,7)
Sur opérations en capital	(150,8)	(49,8)
Dotations aux provisions et dépréciations et transfert de charges	-	(4,2)
Charges exceptionnelles	(152,5)	(58,7)
Résultat exceptionnel (Note 22)	(100,5)	(0,5)
Intéressement des salariés	-	-
Impôts sur les sociétés (Note 23)	160,8	160,0
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	3 315,0	300,2

6.2. BILANS AU 31 DÉCEMBRE 2015

ACTIF	31/12/2015			31/12/2014
	Montants bruts	Amortissements et dépréciations	Montants nets	Montants nets
<i>(en millions d'euros)</i>				
Immobilisations incorporelles	0,1	-	0,1	0,1
Immobilisations corporelles (Note 4)	3,2	(3,2)	-	-
Immobilisations financières				
Participations (Note 5)	16 565,9	(1 612,0)	14 953,9	8 700,8
Créances rattachées à des participations (Note 6)	3 148,2	-	3 148,2	4 076,5
Autres titres immobilisés (Note 7)	382,0	(129,3)	252,7	223,4
Prêts et autres immobilisations financières (Note 8)	63,6	(1,1)	62,5	86,9
	20 159,7	(1 742,4)	18 417,3	13 087,6
Total actif immobilisé (Note 3)	20 163,0	(1 745,6)	18 417,4	13 087,7
Actif circulant				
Créances clients	17,2	(1,5)	15,7	18,9
Autres créances, avances et acomptes versés (Note 9)	421,0	-	421,0	364,6
Valeurs mobilières de placement (Note 10)	89,6	(7,6)	82,0	113,2
Placements de trésorerie (Note 12)	1 661,9	-	1 661,9	4 450,0
Banques, caisses et comptes rattachés	0,2	-	0,2	0,1
Total actif circulant	2 189,9	(9,1)	2 180,8	4 946,8
Charges constatées d'avance	0,1	-	0,1	1,7
Primes de remboursement des emprunts	5,3	-	5,3	9,1
TOTAL DE L'ACTIF	22 358,3	(1 754,7)	20 603,6	18 045,3

PASSIF	31/12/2015	31/12/2014
<i>(en millions d'euros)</i>		
Capitaux		
Capital social (Note 14)	808,6	783,1
Primes d'émission	3 505,3	3 362,8
Écarts de réévaluation	454,5	454,5
Réserves		
Réserves et report à nouveau	8 805,1	8 504,9
Résultat de l'exercice	3 315,0	300,2
Provisions réglementées	1,2	1,2
Total capitaux propres (Note 15)	16 889,7	13 406,7
Provisions (Note 13)	89,3	118,1
Emprunts et dettes assimilées		
Autres emprunts obligataires (Note 16)	3 134,5	4 059,4
Emprunts et dettes financières diverses (Note 16)	17,8	17,8
	3 152,3	4 077,2
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24,4	30,0
Dettes fiscales et sociales	116,9	57,5
	141,3	87,5
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (Note 17)	75,4	78,6
Dettes diverses	250,3	267,9
Total dettes	3 619,3	4 511,2
Produits constatés d'avance	5,3	9,3
TOTAL DU PASSIF	20 603,6	18 045,3

6.3. TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice 2015	Exercice 2014
Résultat net de l'exercice	3 315,0	300,2
Variations nettes des provisions	(2 419,4)	15,4
Résultats sur cessions d'actifs immobilisés	139,8	(49,4)
Autres résultats exceptionnels et financiers	(6,2)	-
Marge brute d'autofinancement	1 029,2	266,2
Variation du besoin en fonds de roulement	(6,4)	(13,1)
Flux financiers liés à l'exploitation	1 022,8	253,1
(Acquisitions)/cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Cessions de titres de participation	11,0	267,4
Acquisitions de titres de participation	(4 075,6)	(113,3)
Flux financiers liés aux investissements	(4 064,6)	154,1
Dividendes versés	-	-
Augmentation de capital	168,0	2 934,3
(Acquisitions)/cessions d'actions propres	12,0	84,3
Augmentation/(diminution) des autres dettes long terme	(845,2)	(1 041,8)
(Augmentation)/diminution des prêts et créances long terme	884,7	1 041,8
Variation autres actifs et passifs financiers	34,2	94,2
Flux des opérations financières	253,7	3 112,8
Variation de la trésorerie	(2 788,1)	3 520,0
Trésorerie au début de l'exercice	4 450,1	930,1
Trésorerie en fin d'exercice	1 662,0	4 450,1
Détail de la trésorerie en fin d'exercice		
Placements de trésorerie (Note 12)	1 661,9	4 450,0
Banques débitrices	0,1	0,1
Banques créditrices	-	-
TOTAL	1 662,0	4 450,1

6.4. NOTES ANNEXES AUX COMPTES DE PEUGEOT S.A.

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015



SOMMAIRE DE NOTES

NOTE 1	Règles et méthodes comptables	266	NOTE 16	Emprunts et dettes assimilées	275
NOTE 2	Événements majeurs de l'exercice	267	NOTE 17	Échéances des créances et des dettes	276
NOTE 3	Actif immobilisé au 31 décembre 2015	268	NOTE 18	Produits à recevoir et charges à payer	277
NOTE 4	Immobilisations corporelles et incorporelles	268	NOTE 19	Éléments concernant les parties liées et les participations	277
NOTE 5	Participations	268	NOTE 20	Détail des produits et charges d'exploitation	278
NOTE 6	Créances rattachées à des participations	269	NOTE 21	Chiffre d'affaires	278
NOTE 7	Autres titres immobilisés	269	NOTE 22	Détail des produits et des charges exceptionnels	279
NOTE 8	Prêts et autres immobilisations financières	270	NOTE 23	Impôts sur les Sociétés	279
NOTE 9	Autres créances, avances et acomptes versés	270	NOTE 24	Engagements financiers	280
NOTE 10	Valeurs mobilières de placement	271	NOTE 25	Engagements de retraite	280
NOTE 11	Actions propres, plan d'attributions gratuites et plans de stock-options	272	NOTE 26	Situation fiscale latente	280
NOTE 12	Placements de trésorerie	273	NOTE 27	Rémunérations des dirigeants	281
NOTE 13	Provisions inscrites au bilan	273	NOTE 28	Effectifs inscrits à fin décembre	281
NOTE 14	Composition du capital social	274	NOTE 29	Événements postérieurs à la clôture	281
NOTE 15	Variations des capitaux propres	274	NOTE 30	Filiales et participations	282

ANNEXE

Les informations ci-après constituent l'Annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dont le total est de 20 603,6 millions d'euros et au Compte de Résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, qui dégage un bénéfice de 3 315,0 millions d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

Les notes présentées ci-après en millions d'euros, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice 2015 y compris les notes aux états financiers ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 15 février 2016, la Note 29 tenant compte des événements survenus jusqu'au Conseil de Surveillance du 23 février 2016.

Les comptes de la société Peugeot S.A. sont inclus dans les comptes consolidés du groupe PSA.

NOTE 1 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables, qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise, ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ; et
- conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes (règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014, homologué par un arrêté du 8 septembre 2014).

Le mode d'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celui des coûts historiques.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

A. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations), à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation légale. Ces immobilisations sont amorties en totalité suivant le mode linéaire sur une durée de vie estimée à 10 ans.

B. PARTICIPATIONS

Depuis l'exercice 2007, Peugeot S.A. a pris l'option de comptabiliser les frais d'acquisitions dans le coût d'achat des titres.

Avant cette date, la valeur brute des participations était constituée par leur coût d'achat hors frais accessoires à l'exception des titres de participation acquis avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de la réévaluation légale.

Les participations sont estimées à leur valeur d'utilité, fondée généralement sur la valeur économique des capitaux propres consolidés de l'activité qu'elles représentent et à défaut sur la quote-part de capitaux propres, établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En cas de baisse durable de la valeur d'utilité et si celle-ci est inférieure à la valeur brute comptable, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

Lorsque la valeur d'utilité est négative, et si la situation le justifie, une provision pour risques est constituée.

En cas de cession, les titres sont valorisés suivant la méthode du coût moyen pondéré (CMP).

C. AUTRES TITRES IMMOBILISÉS*Actions propres*

Les actions propres affectées à la couverture d'obligations liées à des titres de créances donnant accès au capital (OCEANE), sont comptabilisées en autres titres immobilisés à leur coût d'achat.

Une dépréciation est comptabilisée à la clôture lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'achat des titres.

Parts de Fonds Commun de Placement

Les parts de Fonds Commun de Placement à Risques sont comptabilisées en Autres titres immobilisés pour l'intégralité du montant souscrit en contrepartie des dettes sur immobilisations et comptes rattachés. Cette dette s'éteint au fur et à mesure des versements effectués. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur liquidative des parts est inférieure à leur valeur brute comptable.

D. PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont valorisés à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée en cas de perte probable.

E. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT*Actions propres*

Les actions propres affectées à la couverture des plans d'options d'achat, sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement à leur coût d'achat.

Elles sont affectées à des sous catégories distinctes en fonction de l'appréciation du caractère probable ou non probable de la levée des options d'achat par les bénéficiaires.

Les titres affectés aux plans d'options d'achat dont l'exercice est probable, font l'objet d'une provision pour charge inscrite au passif si le prix d'exercice est inférieur à la valeur comptable. La probabilité de levée d'option s'apprécie plan par plan, compte tenu des dispositions de chaque plan. La reconnaissance de la provision est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits des bénéficiaires. La charge correspondante est présentée au compte de résultat en charge de personnel par transfert de charges.

Les titres, qui ne sont pas affectés aux plans d'options dont l'exercice est probable, font l'objet d'une provision pour dépréciation si leur valeur de marché est inférieure à la valeur nette comptable.

Autres valeurs mobilières de placement

Les autres valeurs mobilières de placement correspondent à des titres de créances négociables pris en pension. Les intérêts perçus en rémunération sont comptabilisés en produits financiers. Ces titres ne font pas l'objet de dépréciation lorsqu'il n'y a pas de probabilité tangible de défaillance du cédant, ni de perte attendue au moment du rachat par les tiers (engagement ferme de rachat à une date convenue).

F. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent principalement les plus-values réinvesties sur titres de participation (ancien article 40 du Code général des impôts).

G. EMPRUNTS

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts ne font pas l'objet d'une inscription à l'actif du bilan de Peugeot S.A. et sont constatés en charges en totalité dès l'année d'émission.

Les emprunts obligataires non convertibles dont la valeur nominale est supérieure au montant encaissé par la société Peugeot S.A., font l'objet d'une prime d'émission amortie sur la durée de l'emprunt.

Les OCEANE (Obligations à option de Conversion ou d'Échange en Actions Nouvelles et/ou Existantes) donnent droit aux porteurs de demander la conversion de leurs obligations en actions de la société, l'émetteur ayant la possibilité de leur attribuer soit des actions nouvelles, soit des actions déjà existantes rachetées sur le marché. Elles sont comptabilisées initialement en emprunts obligataires pour leur valeur nominale. La valeur de la dette est diminuée du montant nominal des obligations converties durant l'exercice, l'écart entre la valeur nominale de l'obligation convertie et la valeur de l'action étant comptabilisé en prime de conversion.

H. ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société Peugeot S.A. accorde aux salariés de l'entreprise, des indemnités de départ à la retraite et des compléments de retraite à travers des régimes à cotisations ou à prestations définies.

La société Peugeot S.A. n'a pas opté pour la comptabilisation de ses engagements de retraite qui font l'objet d'une information complémentaire en Note 25.

I. IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

Peugeot S.A. a opté pour le régime d'intégration fiscale des filiales françaises contrôlées à plus de 95 %, prévu par l'article 223A du Code général des impôts.

Pour la société Peugeot S.A., l'effet d'impôt au titre de l'exercice, inscrit au compte de résultat est composé :

- du produit global égal à la somme des impôts dus par les filiales bénéficiaires ;
- de la charge nette d'impôt, ou du produit de la créance de crédits d'impôts, résultant de la déclaration d'intégration fiscale ;
- du produit d'impôt correspondant aux éventuels remboursements des filiales bénéficiaires, ayant antérieurement obtenu des reversements d'économie d'impôt ;
- des régularisations éventuelles sur la charge d'impôt d'exercices antérieurs ;
- des provisions pour risques constituées pour faire face aux charges nettes d'impôt estimées, consécutives aux contrôles fiscaux périodiques des filiales.

J. CHANGEMENTS DE MÉTHODE D'ÉVALUATION

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

NOTE 2 ÉVÉNEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

2.1 OPÉRATIONS RELATIVES AU CAPITAL

A. Augmentation de capital réservée aux salariés

L'augmentation de capital réservée aux salariés qui avait été initialisée au dernier trimestre 2014 a été finalisée le 29 janvier 2015. Elle s'est traduite par l'émission de 3 499 973 actions nouvelles à 1 euro de valeur nominale souscrites avec un abondement de 1 199 990 actions autodétenues.

B. Exercice des Bons de Souscription d'Actions (BSA)

Dans le cadre de l'augmentation de capital de 2014, les actionnaires de l'époque se sont vu attribués des bons de souscriptions d'actions à raison d'un BSA par action détenue. Depuis le 29 avril 2015, les actionnaires ont la possibilité d'exercer leur BSA, 10 BSA permettant de souscrire à 3,5 actions nouvelles au prix de 6,43 euros par action. Le montant total d'actions nouvelles pouvant être créées est de 119 721 128.

Au 31 décembre 2015, 62 881 270 BSA ont été exercés sur un total de 342 060 365 bons émis, générant la création de 22 008 688 actions nouvelles pour un montant de 141,5 millions d'euros.

2.2 CRÉDIT SYNDIQUÉ

Peugeot S.A. a signé le 10 novembre 2015, un avenant au crédit syndiqué conclut le 8 avril 2014 venant modifier les conditions

financières et allonger la maturité du crédit (Note 20). La structure à deux tranches est maintenue :

- la tranche A de 2,0 milliards d'euros d'une durée de cinq ans est prolongée jusqu'en 2020 (soit le 10 novembre 2020) ; et
- la tranche B de 1,0 milliard d'euros repart pour une durée de trois ans, jusqu'en 2018 avec le maintien des deux possibilités d'extension d'un an.

2.3 REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Dans le cadre de la gestion de sa dette, Peugeot S.A. a procédé au rachat anticipé de plusieurs emprunts obligataires pour 500,0 millions d'euros (Note 16).

2.4 SOUSCRIPTION À L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE PCA

Le 26 novembre 2015, Peugeot S.A. a souscrit à l'augmentation de capital de PCA à hauteur de 4 288 239 actions, pour un montant de 4 052,4 millions d'euros.

2.5 VALEUR D'INVENTAIRE DES FILIALES AUTOMOBILES

Compte tenu de l'évolution de la valeur économique des titres de la division Automobile au 31 décembre 2015, une reprise de provision pour dépréciation a été constatée à hauteur de 2 186,0 millions d'euros.

NOTE 3 ACTIF IMMOBILISÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en millions d'euros)	Participations (Note 5)	Créances rattachées à des participations (Note 6)	Autres titres immobilisés (Note 7)	Prêts et autres immobilisations financières (Note 8)
Valeur brute au début d'exercice	12 636,9	4 076,5	376,0	88,0
› augmentations	4 075,6	-	49,8	11,4
› diminutions	(146,6)	(928,3)	(43,8)	(35,8)
Valeur brute en fin d'exercice	16 565,9	3 148,2	382,0	63,6
Valeur d'origine hors réévaluation ⁽¹⁾	16 096,2	3 148,2	382,0	63,6
Dépréciations au début d'exercice	(3 936,1)	-	(152,6)	(1,1)
› dotations	-	-	-	-
› reprises	2 324,1	-	23,3	-
› autres mouvements	-	-	-	-
Dépréciations en fin d'exercice	(1 612,0)	-	(129,3)	(1,1)
VALEUR NETTE EN FIN D'EXERCICE	14 953,9	3 148,2	252,7	62,5

(1) Réévaluation légale de 1976.

NOTE 4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Aucune opération d'entrée ou de sortie d'immobilisations corporelles ou incorporelles n'a été réalisée au cours de l'exercice 2015.

NOTE 5 PARTICIPATIONS

A. VALEURS BRUTES

Au cours de l'exercice, Peugeot S.A. a souscrit aux augmentations de capital des filiales suivantes :

- PSA Services S.R.L. : en octobre 2015, Peugeot S.A. a participé à la recapitalisation pour 0,6 million d'euros.
- Peugeot Citroën Automobiles : en novembre 2015, Peugeot S.A. a souscrit à l'augmentation de capital de PCA à hauteur de 4 288 239 actions suite aux opérations de restructuration de ses capitaux propres pour un montant de 4 052,4 millions d'euros.
- DS Automobiles : à l'occasion de la création de la société DS, en novembre 2015, Peugeot S.A. a souscrit à l'intégralité du capital pour 0,5 million d'euros.

En vertu de la proposition annoncée lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2015 de la société Faurecia, Peugeot S.A. a opté pour un paiement en actions de ses dividendes 2014, d'un montant de 22,2 millions d'euros lié à l'acquisition de 579 497 actions. (Note 5.B).

B. VALEURS D'INVENTAIRE

1) Division Automobile

Peugeot S.A. détient les filiales automobiles au travers de cinq sociétés pivots – PCA, Automobiles Peugeot, Automobiles Citroën, Conception d'Équipements Peugeot Citroën et DS Automobiles – qui sont indissociables. Les titres pris ensemble ont une valeur brute de 13 836,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.

À fin 2015, la valeur nette comptable des titres de ces sociétés pivots qui s'élève à un montant de 10 678,3 millions d'euros a été comparée à la valeur économique cumulée des activités Division Automobile hors Chine et des activités en Chine.

Sur la base de cette comparaison, une reprise de provision pour dépréciation a été constatée pour 2 186,0 millions d'euros. L'augmentation de la valeur économique en 2015 résulte principalement des flux de trésorerie dégagés en 2015.

2) Faurecia

Au 31 décembre 2015, la valeur des titres Faurecia est de 1 609,4 millions d'euros. La participation de Peugeot S.A. (63 960 006 actions et 127 277 956 droits de vote) représente au 31/12/2015 46,62 % du capital et 63,21 % des droits de vote.

La valorisation boursière des titres Faurecia détenus par Peugeot S.A. s'élève au 31 décembre 2015 à 2 367,2 millions d'euros. Elle est représentative des transactions entre minoritaires sans prise de contrôle.

Cette valeur étant largement supérieure à leur valeur comptable, aucune dépréciation n'a été constatée.

3) Grande Armée Participations

Au 31 décembre 2015, la valeur des titres de cette filiale a été évaluée sur la base de ses capitaux propres retraités. Une reprise de provision de 4,6 millions d'euros a été comptabilisée, portant la dépréciation des titres à 338,4 millions d'euros.

4) Peugeot Motocycles (Peugeot Scooters)

Le 19 janvier 2015, le Groupe a signé un accord de partenariat stratégique avec le groupe Mahindra & Mahindra à l'issue duquel Peugeot S.A. a perdu le contrôle exclusif de Peugeot Motocycles et ne détient plus que 49 % des titres, soit 300 415 actions.

C. NANTISSEMENT DE TITRES

Au 31 décembre 2015, aucun titre ne fait l'objet de nantissement.

NOTE 6 CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS

A. GIE PSA TRÉSORERIE

Les principales opérations de l'exercice sont les suivantes :

- Remboursement de 63,9 millions d'euros sur le prêt de 302 millions d'euros échéance 30 mars 2016, qui porte intérêts à un taux nominal de 6,875 %.
- Remboursement de 108,9 millions d'euros correspondant aux prêts de 571 millions d'euros échéance 28 octobre 2016 qui porte intérêts à un taux fixe initial de 5 % et qui englobent le prêt de 421 millions d'euros émis le 28 octobre 2010 et le prêt complémentaire de 150 millions émis le 26 janvier 2011.
- Remboursement de 137,2 millions d'euros sur le prêt de 516 millions d'euros échéance 11 juillet 2017 qui porte intérêts à un taux nominal de 5,625 %.
- Remboursement de 189,9 millions d'euros sur le prêt de 1 000 millions d'euros échéance 6 mars 2018 qui porte intérêts à un taux nominal de 7,375 %.
- Le 29 juin 2015, le prêt de juin 2010 de 500 millions d'euros est arrivé à échéance et a été remboursé pour 345,2 millions d'euros.
- Au 31 décembre 2015, la conversion de 1 576 481 obligations de l'emprunt Océane génère un remboursement de 39,5 millions d'euros du prêt accordé au GIE.

Pour rappel, les opérations réalisées en 2014 :

- Remboursement de 114,8 millions d'euros sur le prêt de 460 millions d'euros échéance 29 juin 2015 qui porte intérêts à un taux fixe initial de 5,625 %.
- Remboursement de 95,6 millions d'euros sur le prêt de 397 millions d'euros échéance 30 mars 2016, qui porte intérêts à un taux nominal de 6,875 %.
- Remboursement de 79,3 millions d'euros correspondant aux prêts de 650 millions d'euros échéance 28 octobre 2016 qui portent intérêts à un taux fixe initial de 5 % qui englobent le prêt de 500 millions d'euros émis le 28 octobre 2010 et le prêt complémentaire de 150 millions d'euros émis le 26 janvier 2011.
- Remboursement de 84,4 millions d'euros sur le prêt de 600 millions d'euros échéance 11 juillet 2017 qui porte intérêts à un taux nominal de 5,625 %.

B. AUTRES PRÊTS

À la clôture, 124,8 millions d'euros d'intérêts courus ont été comptabilisés au titre de l'ensemble des prêts consentis par Peugeot S.A., contre 168,4 millions au 31 décembre 2014.

NOTE 7 AUTRES TITRES IMMOBILISÉS

Ainsi que précisé en Note 11, les actions propres détenues font l'objet d'affectations décidées par le Directoire. Compte tenu de ces affectations, les actions sont classées soit au poste « Autres titres immobilisés », soit en « Titres de placement » (Note 10.A).

(en millions d'euros)	Actions Propres (Note 7.A)	Autres Titres (Note 7.B)	Solde au 31/12/2015
Valeur brute au début d'exercice	190,4	185,6	376,0
› augmentations	49,2	-	49,2
› diminutions	(33,4)	(9,8)	(43,2)
Valeur brute en fin d'exercice	206,2	175,8	382,0
Dépréciations au début d'exercice	(102,1)	(50,5)	(152,6)
› dotations	-	-	-
› reprises	14,5	8,8	23,3
Dépréciations en fin d'exercice	(87,6)	(41,7)	(129,3)
VALEUR NETTE EN FIN D'EXERCICE	118,6	134,1	252,7

A. ACTIONS PROPRES

Mouvements 2015 des actions propres affectées dans la catégorie « Autres titres immobilisés » :

(en millions d'euros)	Couverture d'un futur contrat de liquidité		Couverture des obligations liées à l'émission obligataire convertible 2009	
	Nombre	Valeur brute	Nombre	Valeur brute
Total à l'ouverture de l'exercice	-	-	8 636 181	190,4
› augmentation de capital : cession des droits préférentiels de souscription	-	-	-	-
› actions affectées à l'abondement Accelerate	-	-	-	-
› actions réaffectées : transfert de catégorie ⁽¹⁾	-	-	1 382 587	49,2
› actions couvrant les conversions d'obligations ⁽²⁾	-	-	(2 475 086)	(33,4)
Total à la clôture de l'exercice	-	-	7 543 682	206,2
Dépréciations au début d'exercice	-	-	-	(102,1)
› dotations	-	-	-	-
› actions réaffectées dans d'autres catégories : reclassement en valeur nette	-	-	-	(49)
› reprises ⁽³⁾	-	-	-	63,5
DÉPRÉCIATIONS EN FIN D'EXERCICE	-	-	-	(87,6)

(1) Transferts entre catégories décidés par le Directoire.

(2) Au 31 décembre 2015, l'emprunt Océane arrivant à échéance, a donné lieu à 2 475 086 conversions.

(3) Reprise de dépréciation constatée sur la base du cours moyen de bourse du mois de la clôture soit 16,158 € par action.

B. PARTS DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT À RISQUES

Peugeot S.A. détient des parts dans le Fonds Avenir Automobiles, un Fonds Commun de Placement à Risques, créé sous l'impulsion de l'État, dans le cadre du Pacte Automobile signé le 9 février 2009. Ces parts sont évaluées à leur valeur d'utilité, c'est-à-dire à leur valeur liquidative en date de clôture. Celle-ci reflète la valeur d'utilité des investissements réalisés par le fonds. Dans l'hypothèse où ils ne sont pas cotés, leur valeur est estimée à leur coût sur les douze premiers mois suivant leur acquisition (ajustée le cas échéant en cas de survenance d'un événement postérieur défavorable). Au-delà, elle est estimée par la méthode des multiples de résultats.

Au 31 décembre 2015, la valorisation du fonds pour la partie appelée est de 63,1 millions d'euros. La provision totale des titres FAA s'élève à 41,7 millions d'euros. Une reprise de dépréciation de 8,7 millions d'euros a ainsi été comptabilisée sur l'exercice.

Les parts non appelées s'élèvent à 70,9 millions d'euros au 31 décembre 2015 et leur contrepartie est comptabilisée en dettes sur immobilisations et comptes rattachés (Note 1.C).

Fiscalement, les titres relèvent des dispositions fiscales prévues pour les FCPR (Fonds Commun de Placement à Risque) et bénéficient à ce titre du régime des plus ou moins-values à long terme.

NOTE 8 PRÊTS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Le dépôt de 30 millions effectué le 20 décembre 2012 par Peugeot S.A., dans le cadre du programme de titrisation de créances commerciales du Groupe a fait l'objet d'un remboursement de 15,0 millions d'euros, le 26 mars 2015 le ramenant à un solde de 15 millions d'euros.

Un remboursement de 20,75 millions d'euros portant sur un dépôt auprès de la Banque Européenne d'Investissements (en garantie de prêts accordés par cet établissement à des filiales du Groupe), a été enregistré sur l'exercice.

NOTE 9 AUTRES CRÉANCES, AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
État et comptes rattachés ⁽¹⁾	221,8	197,6
Groupe et associés ⁽²⁾	199,2	166,9
Divers	-	0,1
TOTAL	421,0	364,6

(1) Dont créances nées sur l'état au titre du Crédit d'Impôts Recherche pour 113,3 millions d'euros en 2015 contre 84,1 millions d'euros en 2014 et du Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi pour 86,7 millions d'euros en 2015 contre 93,1 millions d'euros en 2014.

(2) Dont créances liées à la consolidation de TVA de décembre 2015 pour 104,8 millions d'euros, contre 66,0 millions d'euros en 2014.

NOTE 10 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

(en millions d'euros)	Actions propres (Note 10.A)	Autres valeurs mobilières de placement (Note 10.B)	Solde au 31/12/2015
Valeur brute au début d'exercice	97,5	70,8	168,3
› augmentations	-	-	-
› diminutions	(65,4)	(13,3)	(78,7)
Valeur brute en fin d'exercice	32,1	57,5	89,6
Dépréciations au début d'exercice	(55,1)	-	(55,1)
› dotations	-	(0,9)	(0,9)
› reprises	48,4	-	48,4
Dépréciations en fin d'exercice	(6,7)	(0,9)	(7,6)
VALEUR NETTE EN FIN D'EXERCICE	25,4	56,6	82,0

A. ACTIONS PROPRES

Mouvements 2015 des actions propres affectées dans la catégorie « Valeurs mobilières de placement » :

(en millions d'euros)	Couverture plans de stock-option		Autres affectations	
	Nombre	Valeur brute	Nombre	Valeur brute
Total à l'ouverture de l'exercice	2 942 961	81,0	1 209 197	16,5
› augmentation de capital : cession des droits préférentiels de souscription	-	-	-	-
› actions affectées à l'abondement Accelerate	-	-	(1 199 990)	(16,2)
› actions réaffectées : transfert de catégorie ⁽¹⁾	(1 373 380)	(48,9)	(9 207)	(0,3)
TOTAL À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 569 581	32,1	-	-
Dépréciations au début d'exercice	-	(51,1)	-	(3,9)
› dotations	-	-	-	-
› reprises ⁽²⁾	-	44,4	-	3,9
› transferts de catégorie	-	-	-	-
DÉPRÉCIATIONS EN FIN D'EXERCICE	-	(6,7)	-	-

(1) Transferts entre catégories décidées par le Directoire.

(2) Correspond à la reprise de dépréciation constatée sur la base du cours moyen de bourse du mois de la clôture soit 16,158 € par action.

B. AUTRES VALEURS MOBILIÈRES ET CRÉANCES ASSIMILÉES

La majorité des titres de créances négociables détenus par Peugeot S.A. au 31 décembre 2015 (Obligations Assimilables du Trésor) est prise en pension dans le cadre de nantissements au profit de la Banque Européenne d'Investissement en garantie de prêts accordés par cet établissement à des filiales du Groupe.

Ces pensions de titres (à échéances trimestrielles renouvelables) sont comptabilisées en autres valeurs mobilières et créances assimilées, pour un montant au 31 décembre 2015 de 57,5 millions d'euros.

NOTE 11 ACTIONS PROPRES, PLAN D'ATTRIBUTIONS GRATUITES ET PLANS DE STOCK-OPTIONS

A. ACTIONS PROPRES

Situation au 31 décembre 2015

À la clôture, les actions propres détenues, soit 9 113 263 titres pour une valeur brute de 238,3 millions d'euros, se répartissent en fonction de leur affectation dans les deux catégories suivantes :

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Catégorie « autres titres immobilisés » (Note 7)				
Titres affectés à la couverture de l'Océane 23/06/2009	7 543 682	206,2	(87,6)	118,6
Titres affectés à la mise en place d'un futur contrat de liquidité	-	-	-	-
Sous-total Catégorie « autres titres immobilisés »	7 543 682	206,2	(87,6)	118,6
Catégorie « valeurs mobilières de placement » (Note 10)				
Titres réservés à la couverture des plans de stock-options	1 569 581	32,1	(6,7)	25,4
Autres affectations	-	-	-	-
Sous-total Catégorie « valeurs mobilières de placement »	1 569 581	32,1	(6,7)	25,4
TOTAL À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	9 113 263	238,3	(94,3)	144,0

L'application des règles d'évaluation propres à chaque catégorie de titres telles que décrites en Note 1.E ainsi que les transferts liés à la réaffectation et à la radiation de certaines options, ont conduit à une reprise nette de 14,5 millions d'euros en autres titres immobilisés et une reprise nette de 48,4 millions d'euros en valeurs mobilières de placement.

Le montant total de la dépréciation sur actions propres s'élève ainsi à 94,3 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 157,2 millions d'euros au 31 décembre 2014.

soumise à une condition de présence au sein du Groupe à l'issue de la période d'acquisition.

L'acquisition définitive est soumise à des conditions de performance en termes de Free Cash-Flow Opérationnel (FCF) cumulé des sociétés industrielles et commerciales des exercices 2014 à 2016, de la position financière nette des sociétés industrielles et commerciales en 2016 et de Résultat Opérationnel Courant (ROC) de la Division Automobile en 2016.

Le Directoire se réserve le droit d'ajuster ou de modifier certaines conditions de performance.

Conformément à la décision du Directoire du 17 février 2015, l'attribution gratuite d'actions se fera par émission d'actions nouvelles, sauf décision contraire du Directoire. Ainsi, aucune charge de rémunération n'a été constatée au titre de l'avantage accordé au personnel, la charge résultant de l'opération étant assimilée à une charge de dilution supportée par les actionnaires préexistants. Seule la contribution patronale a été comptabilisée dans les comptes de l'exercice.

B. PLAN D'ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS

Faisant suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale extraordinaire le 24 avril 2013 et à celle du Conseil de Surveillance du 17 février 2015, le Directoire de Peugeot S.A. a adopté un plan d'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance en date du 27 février 2015. Pour les résidents fiscaux en France, les actions gratuites de performance seront définitivement acquises par les bénéficiaires au 31 mars 2017 et devront être conservées jusqu'au 31 mars 2019. Pour les autres bénéficiaires, la période d'acquisition s'étendra jusqu'au 31 mars 2019 et aucune période de conservation n'est imposée par la suite. Cette attribution est

C. PLANS D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Aucun plan n'a été ouvert sur l'exercice et aucune option n'a été levée.

Les caractéristiques de ces plans sont les suivantes :

	Date de décision du Directoire	Date de maturité	Date d'expiration	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options accordées
Plan 2007	22/08/2007	22/08/2010	21/08/2015	169	39,43	1 155 000
Plan 2008	20/08/2008	22/08/2011	19/08/2016	194	21,58	1 345 000

Les droits d'exercice des options par les bénéficiaires sont, en principe, soumis à une condition de présence dans l'entreprise à la date de maturité des plans.

Pour l'ensemble de ces plans, l'évolution du nombre d'options (actions de 1 euro) en cours de validité est la suivante :

(en nombre d'options)	31/12/2015	31/12/2014
Total à l'ouverture de l'exercice	2 942 961	3 259 035
Ajustement du nombre d'options attribuées suite à l'augmentation de capital *	-	1 007 080
Options attribuées	-	-
Options levées	-	-
Options radiées	(32 188)	(20 312)
Options non exercées à l'échéance	(1 341 192)	(1 302 842)
TOTAL À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 569 581	2 942 961
Dont options pouvant être exercées	1 569 581	2 942 961

* Conformément aux dispositions des articles R. 228-91 al. 1° a) et R. 225-140 du Code de commerce.

NOTE 12 PLACEMENTS DE TRÉSORERIE

Les placements de trésorerie correspondent aux excédents de liquidités confiés à la gestion du GIE PSA Trésorerie, organisme de centralisation de la trésorerie des filiales industrielles et commerciales du Groupe. Ces fonds sont disponibles immédiatement pour les besoins de trésorerie quotidiens de la société Peugeot S.A. et rémunérés sur la base de l'EONIA moyen mensuel.

Ces liquidités sont utilisées par le GIE PSA Trésorerie pour couvrir les besoins de trésorerie des filiales du Groupe. Les placements externes sont constitués de parts d'OPCVM monétaires bénéficiant d'une garantie de capital et de rendement, de certificats de dépôt à court terme et de bons monétaires au jour le jour.

Au 31 décembre 2015, les fonds placés auprès du GIE PSA Trésorerie s'élèvent à 1 661,9 millions d'euros.

NOTE 13 PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions (en millions d'euros)	Ouverture	Dotations de l'exercice	Utilisations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres mouvements	Clôture
Provisions						
Provisions pour litiges fiscaux	115,4	-	-	(40,5)	-	74,9
Autres provisions	2,7	12,9	(1,1)	(0,1)	-	14,4
	118,1	12,9	(1,1)	(40,6)	-	89,3
Dépréciations des immobilisations financières						
Titres de participations (Note 5.B)	3 936,1	-	-	(2 324,1)	-	1 612,0
Créances rattachées à des participations (Note 6)	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés (Note 7)	152,6	-	-	(23,3)	-	129,3
Prêts	1,1	-	-	-	-	1,1
	4 089,8	-	-	(2 347,4)	-	1 742,4
Dépréciations de l'actif circulant						
Valeurs mobilières de placement (Note 10.A)	55,1	0,9	-	(48,4)	-	7,6
Créances douteuses	1,1	0,4	-	-	-	1,5
	56,2	1,3	-	(48,4)	-	9,1
TOTAL	4 264,1	14,2	(1,1)	(2 436,4)	-	1 840,8
Dont dotations et reprises :						
› d'exploitation		13,3	(0,7)	-	-	
› financières		0,9	-	(2 395,8)	-	
› exceptionnelles		-	(0,4)	(15,0)	-	
› d'impôts sur résultat (Note 23)		-	-	(25,6)	-	

NOTE 14 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(en nombre d'actions)	31/12/2015	31/12/2014
Capital social au début de l'exercice	783 088 675	354 848 992
Augmentations de capital	25 508 661	428 239 683
CAPITAL SOCIAL À LA FIN DE L'EXERCICE	808 597 336	783 088 675

AUGMENTATION DE CAPITAL

En 2015, les demandes de conversion d'obligations ont été satisfaites par la remise d'actions existantes.

Les 25 508 661 actions nouvellement créées se décomposent en :

- 3 499 973 actions souscrites par les salariés dans le cadre de l'augmentation de capital leur étant réservée ;
- 22 008 688 actions nouvelles créées suite à l'exercice des BSA (Bons de Souscription d'Actions) attribués dans le cadre de l'augmentation de capital de 2014. (Note 2.1B). Au 31 décembre 2015, 62 881 270 BSA ont été exercés sur un total de 342 060 365 bons émis pour un montant de 141,5 millions d'euros. Le nombre de BSA restant à exercer au 31 décembre 2015 est de 279 179 095, correspondant à 97 712 683 actions à un prix d'exercice de 6,43 euros.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2015

Le capital au 31 décembre 2015 est fixé à 808 597 336 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. A la suite des augmentations de capital du premier semestre 2015, la participation de la SOGEPA, de Dongfeng Motor Group et du groupe familial Peugeot (FFP et Établissements Peugeot Frères) s'élève pour chacun à 13,7 % (14,1 % au 31 décembre 2014). Conformément à l'article 11 des statuts révisés en Assemblée Générale du 25 avril 2014, toutes les actions nominatives inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double. À la clôture, le nombre de titres bénéficiant du droit de vote double est de 103 264 870. Dans le cadre des accords conclus à l'occasion des augmentations de capital réalisées en 2014, les sociétés du groupe familial Peugeot se sont engagées à neutraliser l'impact de leurs droits de vote double, en Assemblée Générale, en égalisant ceux-ci au niveau du nombre d'actions détenues par les sociétés DFG et SOGEPA à l'issue desdites augmentations de capital, soit 110 622 220 actions.

Le cours de Bourse au 31 décembre 2015 est de 16,21 euros.

NOTE 15 VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Solde au 31/12/14	Augmentation de capital	Décision d'affectation AGO 25/04/2014	Autres mouvements de l'exercice	Solde au 31/12/15
Capital social	783,1	25,5	-	-	808,6
Primes d'émission	3 362,8	142,5	-	-	3 505,3
Écarts de réévaluation *					-
Titres de participation	454,6	-	-	-	454,6
	454,6	-	-	-	454,6
Réserves et report à nouveau					
Réserve légale	35,5	-	42,8	-	78,3
Réserves de plus values à long terme	1 068,5	-	-	-	1 068,5
Autres réserves	4 751,4	-	-	-	4 751,4
Report à nouveau	2 649,5	-	257,4	-	2 906,9
	8 504,9	-	300,2	-	8 805,1
Résultat de l'exercice	300,2	-	(300,2)	3 315,0	3 315,0
Provisions réglementées	1,1	-	-	-	1,1
TOTAL	13 406,7	168,0	-	3 315,0	16 889,7

* Réévaluation légale de 1976.

NOTE 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Autres emprunts obligataires	3 134,5	4 059,4
Emprunts et dettes financières	17,8	17,8
TOTAL	3 152,3	4 077,2

Peugeot S.A. émet des emprunts obligataires dans le cadre d'un programme EMTN, met des lignes de crédit confirmées de sécurité financière et le cas échéant, procède à une augmentation de capital et à l'émission d'emprunts obligataires convertibles.

Peugeot S.A. et le GIE PSA Trésorerie disposent depuis avril 2014, d'une ligne de crédit confirmée, d'un montant de 3 milliards d'euros dont la maturité a été allongée le 10 novembre 2015. Elle est composée d'une tranche A de 2 milliards d'euros prolongée jusqu'en 2020 et d'une tranche B de 1 milliard d'euros prolongée jusqu'en 2018 avec le maintien des deux options d'extension d'un an. Cette facilité était non tirée au 31 décembre 2015.

Le tirage de cette ligne est conditionné au respect :

- d'un niveau d'endettement net des sociétés industrielles et commerciales n'excédant pas 6 milliards d'euros ;
- d'un ratio dettes nettes des sociétés industrielles et commerciales sur capitaux propres du Groupe inférieur à 1.

La dette nette des sociétés industrielles et commerciales est définie et présentée en Note 12.3. Les capitaux propres du Groupe sont ceux figurant sur la ligne « Total des capitaux propres » du passif.

Ces deux covenants étaient respectés au 31 décembre 2015.

ÉMISSIONS OBLIGATAIRES PAR PEUGEOT S.A.

Les principales opérations réalisées au cours de l'exercice sont les suivantes :

Le 19 juin 2015, Peugeot S.A. a effectué un rachat partiel d'émissions obligataires pour 500 millions d'euros.

Le 29 juin 2015, Peugeot S.A. a procédé au remboursement de l'emprunt obligataire de juin 2010 de 500 millions d'euros arrivé à échéance et remboursé pour 345,2 millions d'euros.

À la clôture, 124,8 millions d'euros d'intérêts courus ont été comptabilisés au titre de ces emprunts, contre 168,4 millions au 31 décembre 2014.

DÉTAIL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES PAR ÉCHÉANCE

(en millions d'euros)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total au 31/12/15
Emprunts obligataires	700,0	378,0	810,0	600,0	-	-	2 488,0
OCEANE	535,0	-	-	-	-	-	535,0
TOTAL	1 235,0	378,0	810,0	600,0	-	-	3 023,00

Caractéristiques de l'émission OCEANE :

Le 23 juin 2009 Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'Obligations Convertibles et/ou Échangeables en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) pour un montant nominal de 575 millions d'euros, soit 25,10 euros par obligation. Les 22 908 365 obligations émises sont

à échéance du 1^{er} janvier 2016 et portent intérêt à un taux nominal annuel de 4,45 %.

Au 31 décembre 2015, 1 577 974 obligations ont été converties depuis l'origine, dont 1 576 481 durant l'exercice, pour un montant de 39,5 millions d'euros. La parité de conversion est d'une OCEANE pour 1,57 action.

NOTE 17 ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

État des créances (en millions d'euros)	Montants bruts	À moins d'un an	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations	3 148,2	1 263,3	1 884,9
Prêts ⁽¹⁾	63,6	11,3	52,3
Actif immobilisé	3 211,8	1 274,6	1 937,2
Créances clients	17,2	17,1	0,1
Autres créances, avances et acomptes versés			
‣ Impôt sur les sociétés	-	-	-
‣ Filiales	199,2	199,2	-
‣ Autres	221,8	221,8	-
‣ Total	421,0	421,0	-
Valeurs mobilières de placement	89,6	11,8	77,8
Placements de trésorerie	1 662,1	1 662,1	-
Actif circulant	2 189,9	2 112,0	77,9
Charges constatées d'avance	0,1	0,1	-
TOTAL	5 401,8	3 386,7	2 015,1

(1) Dépôt-gage sur programme de titrisation des créances commerciales du Groupe et prêt 1 % construction.
Les dépréciations d'actif sont décrites en Note 13.

État des dettes (en millions d'euros)	Montants bruts	À moins d'un an	À plus d'un an
Emprunts et dettes assimilées	3 152,3	1 267,4	1 884,9
Dettes d'exploitation	141,3	141,3	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	75,4		75,4
Groupe et associés	250,0	250,0	-
Autres	0,3	0,3	-
Dettes diverses	250,3	250,3	-
TOTAL DETTES	3 619,3	1 659,0	1 960,3
Produits constatés d'avance	5,3	-	5,3

Au 31 décembre 2015, il n'y a pas de dette dont l'échéance est de plus de cinq ans.

Parmi les 75,4 millions d'euros de dettes sur immobilisations, 70,9 millions d'euros sont affectés aux montants non appelés des versements FAA au 31 décembre 2015.

NOTE 18 PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES À PAYER

Montants des produits à recevoir et charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Produits à recevoir		
Créances rattachées à des participations	124,8	168,4
Créances clients	13,0	18,5
Autres créances, avances et acomptes versés	-	-
Valeurs mobilières de placement	14,9	0,9
Placements de trésorerie	-	-
TOTAL	152,7	187,8

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Charges à payer		
Emprunts et dettes assimilées	124,8	168,4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24,2	28,9
Dettes fiscales et sociales	23,7	14,1
Dettes diverses	-	-
Placements de trésorerie	4,1	0,7
TOTAL	176,8	212,1

NOTE 19 ÉLÉMENTS CONCERNANT LES PARTIES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

(en millions d'euros)	Montants concernant les parties liées ⁽¹⁾
Postes du bilan	
Actif	
Participations (Note 5)	16 565,9
Créances rattachées à des participations (Note 6)	3 148,2
Clients	17,2
Autres créances, avances et acomptes versés	199,2
Placements de trésorerie (Note 12)	1 661,9
Passif	
Emprunts et dettes assimilées	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,3
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1,7
Dettes diverses	250,0
Postes du compte de résultat	
Charges financières	4,1
Dépréciation des titres de participations : dotations (Note 5)	2 324,0
Produits financiers de participation	905,9
Dépréciation des titres de participation et créances rattachées : reprises (Notes 5 et 6)	4,6
Autres produits financiers	214,4

(1) Parties liées comprenant notamment les filiales entrant dans le périmètre de consolidation du groupe PSA, y compris les sociétés mises en équivalence, les membres des organes de Direction et les actionnaires détenant plus de 10 % du capital de Peugeot S.A.

En dehors de ces transactions, il n'existe pas d'opération significative avec les autres parties liées.

NOTE 20 DÉTAIL DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Chiffre d'affaires (Note 21)	179,8	139,0
Autres produits	-	-
Transferts de charges	1,7	3,8
Reprises de provisions pour risques et charges	0,7	0,4
Produits d'exploitation	182,2	143,2
Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	(101,3)	(155,6)
Impôts, taxes et versements assimilés	(7,9)	(6,9)
Salaires et traitements	(47,2)	(40,3)
Charges sociales	(25,3)	(16,2)
Autres charges	(1,3)	(1,5)
Dotation provisions pour risques et charges	(13,2)	(1,1)
Charges d'exploitation	(196,2)	(221,6)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(14,0)	(78,4)

(1) Ce poste inclut notamment les éléments suivants :

- le contrat de bail portant sur l'immeuble situé au 75 avenue de la Grande-Armée à Paris, suite à la cession de celui-ci en 2011. Le loyer annuel en 2015 est de 15,6 millions d'euros ;
- les commissions et courtages sur emprunts s'élevant à 65,2 millions d'euros dont 55,4 millions d'euros liées aux opérations réalisées sur les emprunts et 9,5 millions d'euros suite à la renégociation du crédit syndiqué.

NOTE 21 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de l'exercice se répartit comme suit :

A. PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Prestations de services ⁽¹⁾	170,1	129,4
Loyers immobiliers	9,7	9,6
TOTAL	179,8	139,0

(1) Les prestations de services sont composées essentiellement d'une participation aux frais d'études, de gestion et de fonctionnement du Groupe facturées par la Société mère à ses filiales pour 110,2 millions d'euros et des frais d'emprunts refacturés au GIE PSA Trésorerie pour 55,4 millions d'euros.

B. PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES

La quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisée en France.

NOTE 22 DÉTAIL DES PRODUITS ET DES CHARGES EXCEPTIONNELS

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Produits de cession d'actifs corporels	-	-
Produits de cession des actions propres (Note 14)	-	-
Produits de cession de titres de participation	11,0	22,4
Reprises de provision litiges et contrôles fiscaux	15,0	30,8
Reprise réserve de réévaluation (Note 15)	-	0,3
Divers	26,0	4,7
Produits exceptionnels	52,0	58,2
Pénalités sur litiges et contrôles fiscaux	(1,7)	(4,5)
Valeur comptable des actifs cédés	(4,2)	-
Valeur comptable des titres de participation cédés	(146,6)	(17,7)
Valeur comptable des actions propres cédées	-	-
Résultat de cession des droits préférentiels de souscription	-	(32,0)
Divers	-	(4,5)
Charges exceptionnelles	(152,5)	(58,7)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(100,5)	(0,5)

NOTE 23 IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

Compte tenu du régime fiscal de groupe (Note 1.J), les charges et produits d'impôts constatés en résultat s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Impôts dus à Peugeot S.A. par les filiales intégrées bénéficiaires ⁽¹⁾	(73,8)	(32,0)
Retour d'économie d'impôt, antérieurement versée par Peugeot S.A. par les filiales intégrées bénéficiaires	28,5	17,3
Produit de l'intégration fiscale	206,1	180,7
Régularisations sur charge d'impôt	-	(7,4)
Variation de la provision pour économie d'impôt à reverser	-	-
Variation de la provision pour risques fiscaux	-	1,4
EFFET NET D'IMPÔT	160,8	160,0

(1) En 2015, l'impôt dû à Peugeot S.A. par ses filiales intégrées est de 73,8 millions d'euros du fait, selon les règles de l'intégration fiscale, de l'imputation des Crédits d'impôts.

Au titre de l'exercice 2015, le résultat d'ensemble du Groupe fiscalement intégré se traduit par une perte de 347,1 millions d'euros au taux normal et un bénéfice de 153,2 millions d'euros au taux réduit. En 2015, le montant des déficits fiscaux reportables au niveau du groupe intégré s'élève à 12 308,9 millions d'euros.

NOTE 24 ENGAGEMENTS FINANCIERS

(en millions d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Engagements reçus		
Crédit syndiqué ⁽¹⁾	3 000,0	3 000,0
Cautions bancaires	10,1	4,0
Réallocations d'IS ⁽²⁾	28,5	17,3
TOTAL	3 038,6	3 021,3
Engagements donnés		
Avals et cautions accordés en garantie d'emprunts contractés par :		
› Filiales de Peugeot S.A. ⁽³⁾	1 152,2	1 443,7
› Autres entreprises	-	-
Autres engagements donnés en faveur de :		
› Filiales de Peugeot S.A. ⁽⁴⁾	435,1	650,5
TOTAL	1 587,3	2 094,2
Ces engagements concernent les parties liées pour :		
› Engagements reçus	38,6	21,3
› Engagements donnés	1 587,3	2 094,2

Les engagements reçus comprennent :

(1) Le 10 novembre 2015, Peugeot S.A. a signé un avenant sur le nouveau crédit syndiqué d'un montant de 3,0 milliards d'euros (acté en 2014) prolongeant sa maturité. Il est composé d'une tranche A de 2,0 milliards d'euros à maturité cinq ans (10 novembre 2020) et d'une tranche B de 1,0 milliard d'euros à maturité trois ans (2018) avec le maintien des deux options d'extension d'un an.

(2) Allocations d'IS antérieurement versées par Peugeot S.A. à certaines filiales, que celles-ci se sont engagées à rembourser à Peugeot S.A. lorsque leurs résultats fiscaux redeviendront bénéficiaires.

Les engagements donnés comprennent :

(3) 600 millions d'euros en 2011 correspondent aux garanties données par Peugeot S.A. dans le cadre de l'émission par le GIE PSA Trésorerie d'un emprunt obligataire de 600 millions d'euros à échéance septembre 2033. L'essentiel des autres cautions portent sur des emprunts contractés par des filiales auprès de la Banque Européenne d'Investissement et la BERD.

241,6 millions d'euros correspondent aux garanties données en 2012 par Peugeot S.A. dans le cadre des emprunts contractés par PCMA Russie.

(4) 75,6 millions d'euros correspondent aux encours de financement des filiales du Groupe auprès de Banque PSA Finance au 31 décembre 2015, pour lesquels Peugeot S.A. s'est engagé à se substituer aux dites filiales, en cas de défaillance.

116,5 millions d'euros correspondent à l'encours des lettres d'intentions de Peugeot S.A. afin de garantir les loyers qui seraient dus au titre des baux contractés par le Retail France et UK.

112,9 millions d'euros correspondent à des garanties fiscales auprès de l'administration italienne.

NOTE 25 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Pour plus de détail, se référer à la Note 7.1 des comptes consolidés.

Au 31 décembre 2015, la valeur actuelle des prestations pour services rendus s'élève à 54,4 millions d'euros.

Les prestations pour services rendus sont couvertes à hauteur de 39,5 millions d'euros par des versements à des fonds externes.

Les membres des organes de Direction bénéficiaient d'un régime de retraite supplémentaire à prestations définies garantissant un

complément de retraite, représentant au maximum 30 % de la rémunération de référence. Sur proposition du Président du Directoire, le Conseil de Surveillance de PSA a validé en décembre 2015 le principe de mettre fin à ce régime. Un nouveau système de retraite à cotisations définies est mis en place à compter du 1^{er} janvier 2016. Ainsi l'entreprise ne garantira plus un certain niveau de retraite mais versera un montant annuel directement lié aux résultats du Groupe et à sa performance.

NOTE 26 SITUATION FISCALE LATENTE

Au 31 décembre 2015, le décalage dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et charges représente un actif d'impôt différé de 232,6 millions d'euros qui se décompose

en 139,6 millions d'euros sur les reports déficitaires et 93,0 millions d'euros sur les différences temporelles. Il n'existe aucun passif d'impôt différé.

NOTE 27 RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS

La direction du Groupe est assurée par le Directoire.

Les membres du Directoire, avec les autres membres de la Direction générale, constituent le Comité de direction générale. Les membres de ce comité constituent les organes de Direction du Groupe.

Les rémunérations sont détaillées dans la Note 7.3 des comptes consolidés.

Les actions de performance attribuées en 2015 et les options d'achat d'actions de la société Peugeot S.A. attribuées aux membres des organes de Direction par le passé et qui sont toujours exerçables, sont présentées ci-dessous :

<i>(en nombre d'options)</i>	31/12/2015	31/12/2014
Actions de performance détenues à la clôture	865 000	-
Options d'achat d'actions détenues à la clôture	168 601	309 615

Les membres des organes de Direction du Groupe bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire à cotisations définies qui remplacera à compter du 1^{er} janvier 2016 le précédent régime de retraite supplémentaire à prestations définies (cf. Note 7.1.A des comptes consolidés).

Par ailleurs, les membres des organes de Direction n'ont bénéficié d'aucun avantage à long terme en dehors du régime de retraite supplémentaire et des attributions gratuites d'actions évoqués ci-dessus, ni d'autres formes de paiements directs en action, ni d'indemnités de fin de contrat en tant que dirigeant.

NOTE 28 EFFECTIFS INSCRITS À FIN DÉCEMBRE

<i>(en nombre)</i>	31/12/2015	31/12/2014
Cadres	270	304
Etams	58	55
TOTAL	328	359

NOTE 29 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

L'émission d'Obligations Convertibles et/ou Échangeables en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) du 23 juin 2009 au nominal de 575 millions d'euros est arrivée à échéance, le 1^{er} janvier

2016. Le remboursement a été effectué le 4 janvier 2016 pour un montant de 535 millions d'euros correspondant au solde du net des obligations préalablement converties de 40 millions d'euros.

NOTE 30 FILIALES ET PARTICIPATIONS

(En milliers d'euros ou en milliers d'unités de monnaies nationales)

Sociétés ou groupes de sociétés			Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
	Capital	Capitaux propres autres que le capital		Brute	Nette						
I – Renseignements détaillés sur les titres dont la valeur brute excède 1 % du capital social :											
A – Filiales (50 % au moins du capital détenu par la Société)											
Peugeot Citroën Automobiles route de Gisy, 78 VELIZY	300 177	467 281	100,00	12 559 342		-	419 924	52 104 939	459 024	-	
Automobiles Citroën 12, rue Fructidor, Paris 17 ^e	159 000	49 998	100,00	625 654		-	8 336	6 828 075	31 635	156 000	
Automobiles Peugeot 75, avenue de la Grande-Armée, Paris 16 ^e	172 712	153 457	100,00	480 545		-	8 336	11 403 270	271 383	-	
Conception d'Équipements Peugeot Citroën 9, avenue du Maréchal Juin, 92 Meudon la Forêt	22 954	18 174	84,54	170 304		-	-	149 229	1 967	4 532	
DS Automobiles 75 avenue de la Grande-Armée, Paris 16 ^e	500		100,00	500		-	-	-	-	-	
TOTAL FILIALES DE LA DIVISION AUTOMOBILE				13 836 345	12 864 046						
Grande Armée Participations 75, avenue de la Grande-Armée, Paris 16 ^e	60 435	10 079	100,00	408 923	70 513	-	-	0	4 021	-	
Banque PSA Finance 75, avenue de la Grande-Armée, Paris 16 ^e	177 408	1 545 468	74,93	380 084	380 084	-		714 595	526 930	687 902	
PSA International S.A. 62, quai Gustave Ador, 1207 Genève (Suisse)	CHF	5 979	220 254	-	-	-	-	24 379	19 949		1 EUR = 1,0833 CHF
	EUR	5 519	203 318	99,93	6 844	6 844	-	-	22 504	18 415	29 545
Société Anonyme de Réassurance Luxembourgeoise 6 B Route de Trèves L2633 Senningerberg – Luxembourg	10 500	132 374	100,00	11 267	11 267	-	-	30 363	-	-	
B – Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)											
PSA Assurances SAS	49 290	7 924	10,00	2 574	2 574			634	108	-	
Faurecia 2, rue Hennape, 92 Nanterre	960 349	2 058 363	46,62	1 609 405	1 609 405	-	-	339 567	224 065	22 183	
GEFCO 77 à 81, rue des Lilas d'Espagne, Courbevoie (Hauts de Seine)	8 000	250 561	24,96	8 094	8 094	-	-	34 205	44 181	5 715	
Peugeot Motocycles rue du 17 Novembre – 25 Mandeure	9 809	(1 374)	49,00	301 597	-	-	-	94 041	(24 038)	-	
II – Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital social :											
A – Filiales non reprises au paragraphe I :											
a) Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	15	15	-	600 000	-	-	-	
b) Filiales étrangères (ensemble)	-	-	-	587	587	-	-			40	
B – Participations non reprises au paragraphe I :											
a) Dans des sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble)	-	-	-	212	212	-	-	-	-	-	

6.5. TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en euros)	2015	2014	2013	2012	2011
I – Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social ⁽¹⁾	808 597 336	783 088 675	354 848 992	354 848 992	234 049 344
b) Nombre d'actions émises	808 597 336	783 088 675	354 848 992	354 848 992	234 049 344
II – Résultat global des opérations de l'exercice					
a) Produits des activités courantes hors taxes	730 869 845	796 836 770	1 555 591 599	816 142 657	618 615 747
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	109 199 914	293 062 589	1 884 037 150	663 823 877	199 298 390
c) Participation des salariés (charge de l'exercice)	-	-	-	-	-
d) Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	159 993 931	98 941 511	1 284 142 729	45 029 722	180 892 567
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	300 166 206	453 603 708	61 213 741	444 119 935	647 883 601
f) Dividendes ⁽⁴⁾					
III – Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	0,33	0,50	8,93	2,00	1,62
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0,37	0,58	0,17	1,25	2,77
c) Dividende attribué à chaque action :					
‣ Dividende net distribué	-	-	-	-	-
‣ Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)	-	-	-	-	-
= Revenu global	-	-	-	-	-
IV – Personnel					
a) Effectif moyen des salariés	328	359	324	341	344
b) Montant de la masse salariale	41 760 374	38 646 265	32 337 988	33 613 058	40 951 996
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.)	25 349 667	16 192 375	14 424 534	11 183 125	17 307 884

(1) 2015 : Les mouvements sur le capital résultent de l'augmentation de capital en 2015, des BSA et des conversions d'obligations en actions dans le cadre de l'emprunt OCEANE entre 2009 et 2015.

(2) Depuis le 1^{er} janvier 1990, la société a opté pour le régime de l'intégration fiscale, articles 223 A et suivants du CGI, applicable aux filiales françaises contrôlées à plus de 95 %. Tous les mouvements d'impôt sur les bénéfices sont enregistrés sur la ligne impôts sur les bénéfices y compris les variations de provisions pour impôts.

6.6. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Peugeot S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses « Participations » et « Autres titres immobilisés » selon les méthodes décrites dans les notes 1B et 1C de l'annexe aux comptes annuels et constate des dépréciations lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, comme précisé dans les Notes 5 et 7 de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans l'annexe aux comptes annuels et leur correcte application ainsi que le caractère raisonnable des hypothèses et des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 24 février 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Louis Simon

Jérôme de Pastors

Christian Mouillon

Marc Stoessel

6.7. RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Engagements réglementés pris à l'égard des membres du Directoire (suppression du régime de retraite à prestations définies et mise en place d'un nouveau dispositif de retraite)

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. a autorisé lors de la séance du 15 décembre 2015 la conclusion des conventions suivantes :

- la dénonciation du régime actuel de retraite à prestations définies applicable aux membres du Directoire avec effet au 31 décembre 2015 comprenant la suppression de l'avantage de ce régime pour les bénéficiaires ;
- la mise en place d'un nouveau dispositif de retraite les concernant à compter du 1^{er} janvier 2016 qui prévoit :
 - le versement d'un abondement annuel dédié à la retraite, égal à 25 % de la somme de la rémunération fixe et de la rémunération variable de l'année. Cet abondement est composé à 50 % de cotisations versées à un organisme tiers dans le cadre d'un régime de retraite à cotisations définies à adhésion facultative (article 82) et à 50 % d'une somme en numéraire (compte tenu d'un dispositif reposant sur une fiscalisation à l'entrée),
 - l'attribution d'un solde de droits, compte tenu des droits accumulés à fin 2015 par les bénéficiaires au titre du régime de retraite à prestations définies auquel le Conseil de Surveillance a mis fin. Ce solde applique aux droits ainsi constitués une décote fonction de l'âge, de l'ancienneté dans le régime et de l'ancienneté dans le Groupe ; il est composé à 50 % de cotisations versées à un organisme tiers et à 50 % en numéraire. Le versement du solde de droits s'étalera sur trois années, ce qui représente par an pour les membres du Directoire : 470 000 euros pour M. Tavares, 332 000 euros pour M. de Chatillon, 486 667 euros pour M. Olivier et 510 000 euros pour M. Quémard (montants soumis à charges et impôt sur le revenu, soit en net environ 50 % du montant ci-dessus). Ces versements seront conditionnés à la présence dans l'entreprise à la fin de chacune des années concernées.

Les décisions du Conseil de Surveillance ont été prises en considération des avantages et des inconvénients liés au régime de retraite à prestations définies par rapport au nouveau dispositif envisagé, notamment le fait que ce dernier soit beaucoup moins coûteux pour le Groupe.

2. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPRouvÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions conclues avec une société ayant des dirigeants communs ou actionnaire à plus de 10 % de votre société

2.1. Conventions conclues dans le cadre des opérations de prise de participations minoritaires par DongFeng Motor Group Company Ltd et l'État français au capital de la société Peugeot S.A.

Le Conseil de Surveillance avait autorisé, lors des séances du 18 février 2014 (autorisation portant sur le « Memorandum of Understanding ») et du 18 mars 2014 (autorisation portant sur le « Master Agreement » ainsi que sur les autres conventions ci-dessous mentionnées) la conclusion des conventions suivantes :

- Un « Memorandum of Understanding » en date du 18 février 2014, avec DongFeng, l'État français, les sociétés EPF et FFP ayant pour objet, d'une part, de formaliser les principes applicables aux opérations sur capital envisagées dans le cadre des prises de participation de DongFeng et de l'État français, ainsi qu'aux règles de gouvernance à mettre en place à l'issue de la réalisation desdites opérations sur capital et, d'autre part, d'encadrer les discussions et travaux à mener en vue d'aboutir à la mise en œuvre des opérations envisagées, cette mise en œuvre étant soumise à la signature ultérieure d'une documentation juridique définitive ;
- Un « Master Agreement » en date du 26 mars 2014, avec DongFeng, l'État français, les sociétés EPF et FFP en application du « Memorandum of Understanding », et ayant vocation à se substituer à ce dernier, ayant pour objet de détailler les termes, conditions et modalités des opérations sur capital ainsi que les règles de gouvernance applicables à l'issue de la réalisation de ces opérations.

En application des dispositions du « Master Agreement », les accords suivants dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé ont été signés par Peugeot S.A. le 28 avril 2014 :

- Pacte d'actionnaires (« Shareholders Agreement »), signé avec DongFeng, l'État français, les sociétés EPF et FFP, ayant pour objet de fixer les règles et principes applicables entre les parties à l'issue de l'entrée de DongFeng et de l'État français au capital de Peugeot S.A., en matière de gouvernance et d'acquisition ou cession de titres. Les règles et principes contenus dans le pacte d'actionnaires sont ceux qui ont fait l'objet de la présentation figurant au chapitre 22 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2014 ;
- Lettre-accord, signée avec les sociétés EPF et FFP relative à l'engagement pris par les sociétés EPF et FFP de neutraliser, pendant deux ans à compter de la réalisation de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, l'impact de leurs droits de vote double au niveau du nombre d'actions détenues à l'issue de cette augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription. Au titre de cette lettre-accord, il est convenu que Peugeot S.A. veille à l'application pratique de l'engagement des sociétés EPF et FFP et ce, à l'occasion de toute Assemblée Générale se tenant dans le délai précité de deux ans.

Actionnaires à plus de 10 % concernés : Établissements Peugeot Frères et FFP

Dirigeants concernés au moment de l'autorisation de la convention : Madame Marie-Hélène Peugeot Roncoroni et Messieurs Thierry Peugeot, Jean-Philippe Peugeot et Robert Peugeot.

Dirigeants concernés à la date du présent rapport : Madame Marie-Hélène Peugeot Roncoroni et Monsieur Robert Peugeot.

2.2. Convention conclue dans le cadre du soutien accordé par l'État français sous la forme d'une garantie de certaines émissions de titres de créances de la société Banque PSA Finance

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé, lors de sa séance du 16 décembre 2014, la conclusion le 23 décembre 2014 avec la société Banque PSA Finance (« BPF ») et l'État français du protocole relatif au soutien accordé par l'État à BPF sous la forme d'une garantie de certaines émissions de titres de créance.

Ce protocole se substituait au protocole signé entre les mêmes parties en date du 28 octobre 2013, et ce afin de tenir compte de l'entrée de l'État au capital de Peugeot S.A. en mai 2014 ainsi que de la conclusion en 2014 d'un accord-cadre entre BPF et Santander Consumer Finance portant sur la constitution d'un partenariat en Europe dans le domaine du financement automobile, qui permet d'envisager un refinancement de BPF sans recours à la garantie de l'État et, par conséquent, une renonciation anticipée à toute émission future d'emprunts obligataires garantis par l'État.

Dans le cadre de ce protocole, il est prévu :

- un dispositif de suivi de la garantie octroyée par l'État, consistant en un comité de suivi composé de représentants du groupe PSA et de l'État et comportant pour les sociétés Peugeot S.A. et BPF des engagements d'informations périodiques de l'État sur la situation financière de BPF ;
- la nécessité pour Peugeot S.A. d'obtenir l'accord préalable de l'État, en cas de non-atteinte par BPF de certains ratios de solvabilité et de liquidité, pour procéder à des distributions de dividendes, réserves, primes ou tout autre actif, à des rachats d'actions ou réductions de capital et pour consentir aux membres du Directoire de Peugeot S.A. des rémunérations variables, primes ou indemnités de départ, options de souscription ou d'achat d'actions, actions gratuites ou autres titres donnant accès au capital.

Grâce aux sociétés communes entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance ayant démarré leurs activités en février 2015 en France et au Royaume-Uni, Banque PSA Finance a pu annoncer qu'elle n'utiliserait plus la garantie de l'État français pour de nouvelles émissions obligataires.

Au 31 décembre 2015, le montant des dettes de Banque PSA Finance garanties par l'État français s'élève à 257 millions d'euros.

Dirigeant concerné au moment de l'autorisation de la convention : Monsieur Bezard.

Dirigeant concerné à la date du présent rapport : Monsieur Bezard.

2.3. Cautions et garanties consenties envers la Banque Européenne d'Investissement (« BEI ») dans le cadre de financements octroyés à Peugeot Citroën Automobiles S.A. (« PCA »)

- Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors des séances du 30 juillet 2013 (autorisation portant sur le cautionnement) et du 22 octobre 2013 (autorisation portant sur le nantissement de titres) la conclusion avec la BEI d'une convention de cautionnement et d'une convention de nantissement de titres dans le cadre d'un financement de 300 millions d'euros octroyé par cette banque à la société PCA (projet « Euro 6.2 R&D »). Ce prêt a fait l'objet d'un remboursement partiel de 60 millions d'euros en 2014 et 60 millions d'euros en 2015.

Par ces conventions, votre société s'est portée caution solidaire et indivisible de sa filiale PCA, envers la BEI, pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI, d'une part, et s'est engagée à nantir en faveur de la BEI des titres en garantie des obligations de paiement et de remboursement de PCA, d'autre part, le nantissement devant couvrir 20 % de 110 % de l'encours du financement.

La commission facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2015 s'est élevée à 356 500 euros.

Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Varin, Faury et Chasseloup de Chatillon.

Dirigeant commun à la date du présent rapport : Monsieur Tavares.

- Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 27 juillet 2010 la conclusion avec la BEI d'une convention de cautionnement dans le cadre d'un financement de 200 millions d'euros octroyé par cette banque à la société PCA (projet « voiture Hybride »). Ce prêt a fait l'objet d'un remboursement partiel de 40 millions d'euros en 2013, 40 millions d'euros en 2014 et 40 millions d'euros en 2015.

Par cette convention, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA, envers la BEI, pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI.

La commission facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2015 s'est élevée à 152 500 euros.

Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Varin, Faury et Saint-Geours.

Dirigeant commun à la date du présent rapport : Monsieur Tavares.

- Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 26 juillet 2011 la conclusion avec la BEI d'une convention de cautionnement dans le cadre d'un financement de 125 millions d'euros octroyé par cette banque à la société PCA (projet « Small cars convergence area »). Ce prêt a fait l'objet d'un remboursement partiel de 25 millions en 2013, 25 millions d'euros en 2014 et 49 millions d'euros en 2015.

Par cette convention, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA envers la BEI pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI.

La commission facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2015 s'est élevée à 74 763 euros.

Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Varin, Faury et Saint-Geours.

Dirigeant commun à la date du présent rapport : Monsieur Tavares.

- Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 12 février 2013, la conclusion avec la BEI d'une convention de nantissement de compte dans le cadre des financements susmentionnés octroyés par cette banque à la société PCA (300 millions d'euros pour le projet « Euro 6.2 R&D », 200 millions d'euros pour le projet « voiture Hybride » et 125 millions d'euros pour le projet « Small cars convergence area »).

Par cette convention, votre société a mis en place un nantissement de compte en faveur de la BEI, à hauteur d'un montant initial égal à 132 millions d'euros (34,25 millions au 31 décembre 2015), en garantie du remboursement par PCA des emprunts contractés auprès de cette banque.

Aucune commission n'a été facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2015.

Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Varin, Faury et Chasseloup de Chatillon.

Dirigeant commun à la date du présent rapport : Monsieur Tavares.

2.4. Constitution d'un gage-espèces en garantie d'obligations de paiement des sociétés Automobile Peugeot S.A. (« AP »), Automobile Citroën S.A. (« AC ») et Peugeot Citroën Automobiles S.A. (« PCA »)

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé, lors de sa séance du 18 décembre 2012, la constitution d'un gage-espèces en garantie d'obligations de paiement des sociétés AP, AC et PCA.

Dans le cadre d'un programme de cession de créances commerciales arrangé par Crédit Agricole Corporate and Investissement Bank et auquel participent les sociétés PCA, AP et AC, Peugeot S.A. a constitué en faveur de la société Ester Finance Titrisation, cessionnaire des créances, un gage-espèces afin de garantir notamment les obligations de paiement de PCA, d'AP et d'AC au titre de la documentation du programme.

À cet effet, une convention de gage-espèces, intitulée « Cash Collateral Agreement » a été conclue en date du 20 décembre 2012, entre Peugeot S.A., Crédit Agricole Corporate and Investissement Bank et Ester Finance Titrisation. Le gage-espèces, d'un montant initial de 30 millions d'euros, s'élève au 31 décembre 2015 à 15 millions d'euros.

La commission de garantie perçue par Peugeot S.A. sur l'exercice 2015 s'élève à 9 282 euros pour chacune des sociétés (PCA, AP et AC).

Dirigeants communs à la date de signature de la convention : Messieurs Varin, Faury, Chasseloup de Chatillon et Saint-Geours.

Dirigeants communs à la date du présent rapport : Messieurs Tavares et Chasseloup de Chatillon.

2.5. Participation aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe

Les sommes reçues par votre société au titre de la participation des filiales aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe se sont élevées pour l'exercice 2015 à 100 010 171 euros.

Dirigeants communs à la date du présent rapport :

- Pour PCA : Monsieur Tavares.
- Pour AP et AC : Monsieur Chasseloup de Chatillon.
- Pour Banque PSA Finance « BPF » : Messieurs Tavares et Chasseloup de Chatillon.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 24 février 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Louis Simon

Jérôme de Pastors

Christian Mouillon

Marc Stoessel

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

7.1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ	290	7.3. ACTIONNARIAT	296
7.1.1. Dénomination de la Société	290	7.3.1. Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2015	296
7.1.2. Siège social – Réglementation – Forme juridique	290	7.3.2. Droits de vote différents	297
7.1.3. Date de constitution et durée de vie	290	7.3.3. Pacte d'actionnaires	298
7.1.4. Lieu et numéro d'enregistrement de la Société	290	7.3.4. Mesures prises par la Société en vue d'assurer que le contrôle ne soit exercé de manière abusive	298
7.1.5. Statuts	290		
7.2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CAPITAL	292	7.4. MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ	299
7.2.1. Capital social et droits de vote	292		
7.2.2. Historique du capital social	292		
7.2.3. Titres non représentatifs du capital social	292		
7.2.4. Modification du capital social	292		
7.2.5. Options d'achat d'actions et actions de performance	293		
7.2.6. Capital potentiel	293		
7.2.7. État des autorisations et des utilisations	294		
7.2.8. Descriptif du programme de rachat	295		



7.1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

7.1.1. Dénomination de la Société

La dénomination de la Société est Peugeot S.A.

Le nom générique de « PSA Peugeot Citroën » est utilisé pour désigner l'ensemble du Groupe constitué autour de la société holding Peugeot S.A.

7.1.2. Siège social – Réglementation – Forme juridique

SIÈGE SOCIAL ET ADMINISTRATIF

75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris – France.

Le numéro de téléphone de la Société est le + 33 (0)1 40 66 55 11.

FORME JURIDIQUE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, régie par le Code de commerce.

LÉGISLATION

Législation française.

7.1.3. Date de constitution et durée de vie

La Société a été créée en 1896. La durée de la Société expirera le 31 décembre 2058, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

7.1.4. Lieu et numéro d'enregistrement de la Société

La Société est inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 100 554. Son code APE est 7010Z.

7.1.5. Statuts

L'intégralité des statuts de la Société est disponible sur le site www.psa-peugeot-citroen.com, rubrique **Gouvernance**.

7.1.5.1. OBJET SOCIAL

(Résumé de l'article 3 des statuts)

La Société a pour objet de participer, directement ou indirectement, à toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, en France ou à l'étranger, pouvant se rattacher :

- à la fabrication, la vente et la réparation de tous véhicules ;
- à la fabrication et la vente de tous produits sidérurgiques, de tous outils et outillages ;
- à la fabrication et la vente de tous matériels se rapportant à l'industrie et à la construction mécanique et électrique ;

- au crédit à la consommation ou à court, moyen et long terme, à l'achat et à la vente de toutes valeurs mobilières et à toutes opérations financières et bancaires ;
- à toutes activités de prestations de services, et notamment de transport ;
- à l'acquisition par tous moyens de tous immeubles et droits immobiliers ;

et plus généralement, de réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant, directement ou indirectement, à l'un des objets ci-dessus précités et à tous objets qui seraient de nature à favoriser ou à développer les affaires de la Société.

7.1.5.2. EXISTENCE DE SEUILS STATUTAIRES DEVANT ÊTRE DÉCLARÉS À LA SOCIÉTÉ

(Extrait de l'article 7 des statuts)

Outre l'obligation légale d'information portant sur la détention d'actions de la Société, toute personne physique ou morale qui vient à posséder, directement ou indirectement, un nombre de titres représentant une fraction égale ou supérieure à 2 % du capital social ou des droits de vote est tenue d'en informer la Société par écrit, dans un délai de quatre jours de Bourse à compter du franchissement de ce seuil, en indiquant le nombre total d'actions et de droits de vote en sa possession à la date de la déclaration. Au-delà du seuil susvisé de 2 %, l'obligation de déclaration prévue à l'alinéa précédent s'applique, dans le même délai et selon les mêmes modalités, chaque fois qu'un seuil supplémentaire de 1 % du capital social ou des droits de vote est franchi, y compris au-delà des seuils de déclaration prévus par les dispositions légales et réglementaires. Pour l'application de ces dispositions, sont assimilées aux actions ou aux droits de vote possédés les actions ou droits de vote énumérés à l'article L. 233-9-I du Code de commerce.

En cas de non-respect de la présente obligation statutaire d'information, l'actionnaire défaillant sera privé du droit de vote pour la partie excédant la fraction qui aurait dû être déclarée si, à l'occasion d'une Assemblée Générale, le défaut de déclaration ayant été constaté, un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 5 % au moins du capital en font la demande consignée dans le procès-verbal de cette Assemblée Générale. La privation du droit de vote s'appliquera pour toute Assemblée d'actionnaires se tenant jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la déclaration.

Il n'existe aucune autre clause statutaire de limitation du droit de vote.

7.1.5.3. IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES

(Article 7 des statuts)

La Société est en droit de demander l'identification des détenteurs des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées, ainsi que les quantités détenues, le tout dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

7.1.5.4. DROITS, PRIVILÈGES ET RESTRICTIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

(Article 8 des statuts)

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit dans les bénéfices et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Toutes les actions sont entièrement assimilées sur le plan fiscal et donnent droit en conséquence au règlement de la même somme nette, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance lors de toutes répartitions ou de tous remboursements effectués pendant la durée de la Société lors de sa liquidation.

7.1.5.5. GOUVERNANCE

(Articles 9 et 10 des statuts)

Pour toute information détaillée concernant les organes de Direction et de Surveillance, il convient de se référer au chapitre 3 ci-avant.

7.1.5.6. ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES

(Résumé de l'article 11 des statuts)

Les modalités particulières relatives à la participation des actionnaires aux assemblées sont décrites dans l'article 11 des statuts relatif aux Assemblées Générales.

Les réunions ont lieu au siège social ou dans tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Un droit de vote double est attribué aux actions nominatives entièrement libérées, inscrites au nom d'un même titulaire depuis deux ans au moins.

Le vote à distance s'exerce dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Les actionnaires peuvent notamment, adresser le formulaire de procuration et de vote par correspondance soit sous forme papier, soit par télétransmission, y compris Internet.

Les modalités de participation à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 avril 2016 sont détaillées dans l'avis de réunion publié au moins trente-cinq jours avant l'Assemblée au Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires et sur le site Internet du Groupe.

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées en justifiant d'une inscription en compte de ses titres au nominatif ou au porteur par un intermédiaire habilité, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Il est précisé que le vote par internet est mis en place pour l'Assemblée Générale 2016.

7.1.5.7. EXERCICE SOCIAL

(Résumé de l'article 12 des statuts)

Chaque exercice social, d'une durée d'une année, commence le 1^{er} janvier et expire le 31 décembre.

Le bénéfice distribuable, tel qu'il est défini par la loi, est à la disposition de l'Assemblée Générale. Sauf exceptions résultant des dispositions légales, l'Assemblée Générale décide souverainement de son affectation.

7.2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CAPITAL

7.2.1. Capital social et droits de vote

Au 31 décembre 2015, le capital social du Groupe s'élève à 808 597 336 euros, divisé en 808 597 336 actions de nominal 1 euro, entièrement libérées et toutes de même catégorie. Les actions sont nominatives ou au porteur suivant le choix de l'actionnaire.

Conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, les droits de vote sont présentés selon leur calcul « théorique », sur la base de l'ensemble des actions auxquelles est attaché un droit de vote, y compris les actions privées de droit de vote (autodétention). Ces droits de vote théoriques sont retenus pour le calcul des franchissements de seuils de participation.

7.2.2. Historique du capital social

(en euros)	2015	2014	2013
Capital en début d'exercice	783 088 675	354 848 992	354 848 992
Augmentation de capital réservée à DFG et l'État français		428 239 683	-
Augmentation de capital réservée aux salariés	3 499 973	-	-
BSA convertis en actions	22 008 688	-	-
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE	808 597 336	783 088 675	354 848 992

BSA : bon de souscription d'actions.

Suivant la décision du Directoire du 8 février 2016, le capital social a été porté à 808 623 429 euros suite à l'exercice de BSA.

7.2.3. Titres non représentatifs du capital social

Il n'existe pas de titres non représentatifs du capital social.

7.2.4. Modification du capital social

Les statuts ne prévoient pas de conditions statutaires spécifiques concernant les modifications du capital et des droits sociaux.

7.2.5. Options d'achat d'actions et actions de performance

Aucune option d'achat d'actions n'a été distribuée depuis 2009.

Pour retrouver les caractéristiques des plans d'options d'achat, l'évolution du nombre d'options en cours de validité ainsi que la valorisation moyenne pondérée des options et des actions attachées, il convient de se reporter à la Note 7.2 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6. ci-avant.

Le nombre d'options non encore exercées s'élevait à 1 569 581 au 31 décembre 2015.

Un plan d'attribution d'actions gratuites sous condition de performance a été mis en œuvre le 27 février 2015, conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale extraordinaire du 24 avril 2013 et à celle du Conseil de Surveillance du 17 février 2015. Les modalités sont détaillées à la Note 7.2 aux États financiers consolidés 2015 et au chapitre 3.4. ci-avant, page 132.

7.2.6. Capital potentiel

Le capital potentiel est composé d'obligations convertibles ou échangeables en actions (OCEANE) et de bons de souscription d'actions (BSA) :

OBLIGATIONS CONVERTIBLES OU ÉCHANGEABLES EN ACTIONS (OCEANE) :

Le Groupe pouvait procéder à des augmentations de capital au gré des demandes de conversion des détenteurs de parts d'OCEANE émises par Peugeot S.A. en 2009 (cf. Notes 12.6.B et 15.1.C aux États financiers consolidés 2015). Le nouveau ratio d'attribution d'actions avait été porté, à compter du 26 mai 2014, de 1,35 action à 1,57 action Peugeot pour 1 OCEANE (communiqué du 23 mai 2014).

L'OCEANE a été remboursée en numéraire à son échéance, le 4 janvier 2016, pour un montant de 535 millions d'euros ; le solde de cette opération, soit 40 millions d'euros a donné lieu à l'émission cumulée de 2 476 686 actions, dont 2 476 140 actions sur l'exercice, livrées par utilisation d'actions autodétenues par le Groupe. Le remboursement final de l'OCEANE a été sans impact sur la dilution des actionnaires du Groupe.

BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS (BSA) :

En avril 2014, une attribution gratuite de 342 060 365 BSA a été réalisée au bénéfice des actionnaires de Peugeot S.A., à raison d'un BSA par action détenue, exerçable à partir de la deuxième année. Le montant maximal de l'augmentation des capitaux propres susceptible de résulter de cette émission s'élève à 770 millions d'euros pour 119 721 128 actions nouvelles, compte tenu de l'ajustement du ratio d'attribution à 3,5 actions consécutif aux augmentations de capital du premier semestre 2014. Entre le 30 juin 2015 et le 31 décembre 2015, les détenteurs de BSA ont exercé 9,65 millions de BSA déclenchant la création de 3,38 millions d'actions.

Pour plus de détails, il convient de se reporter à la Note 15.1.B aux États financiers consolidés 2015.

7.2.7. État des autorisations et des utilisations

Les autorisations financières ci-dessous ont été consenties par l'Assemblée Générale des actionnaires au bénéfice du Directoire.

Conformément aux statuts de la Société, les opérations sur capital et les émissions obligataires sont soumises à autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES AUTORISATIONS FINANCIÈRES EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2015 ET UTILISATION AU TITRE DE L'EXERCICE 2015

	Autorisation	Durée	Du	Jusqu'au	Utilisation en 2015
1 – Assemblée Générale ordinaire					
Opérations sur ses propres titres (9 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition de 67 070 516 actions au plus dans la limite de 10 % du capital Prix maximum d'achat : 20 euros 	18 mois	29 avril 2015	29 octobre 2016	Aucune
2 – Assemblée Générale extraordinaire					
Réduction du capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la Société, dans la limite de 10 % du capital (10 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Dans la limite de 10 % du capital par périodes de 24 mois 	24 mois	29 avril 2015	29 avril 2017	Aucune
Attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société, sous conditions de performance (11 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Dans la limite de 10 % du capital par périodes de 24 mois 	26 mois	29 avril 2015	29 juin 2017	Aucune
Émission d'actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du DPS, donnant directement ou indirectement accès au capital, par incorporations de réserves, bénéfices, primes ou autres (12 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Dans la limite d'un montant nominal global d'augmentation de capital de 196 647 162 euros Dans la limite d'un plafond nominal global d'endettement de 2 100 millions d'euros en cas d'émission de titres de créances 	26 mois	29 avril 2015	29 juin 2017	Aucune
Émission, avec suppression DPS, d'actions et/ou valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital, par offre au public ou placement privé (13 ^e et 14 ^e résolutions de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Dans la limite d'un plafond nominal global d'augmentation de capital de 78 658 865 euros Dans la limite d'un plafond nominal global d'endettement de 2 100 millions d'euros en cas d'émission de titres de créances 	26 mois	29 avril 2015	29 juin 2017	Aucune
Augmentation du nombre de titres à émettre, avec ou sans DPS, en cas d'option de surallocation (15 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre de titres à émettre lors des émissions des résolutions 12, 13 et 14 de l'Assemblée Générale du 29 avril 2015 dans la limite des plafonds prévus par ces résolutions et de 15 % de l'émission initiale 	26 mois	29 avril 2015	29 juin 2017	Aucune
Émission d'actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital sans DPS, en rémunération de titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société sur les titres d'une autre société (16 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Dans la limite d'un plafond nominal global d'augmentation de capital de 78 658 865 euros Dans la limite d'un plafond nominal global d'endettement de 2 100 millions d'euros en cas d'émission de titres de créances 	26 mois	29 avril 2015	29 juin 2017	Aucune
Émission d'actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital sans DPS, en rémunération d'apports en nature, hors le cas d'une offre publique d'échange initiée par la Société (17 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Dans la limite de 10 % du capital social 	26 mois	29 avril 2015	29 juin 2017	Aucune
Limitation globale du montant des augmentations du capital susceptibles d'être effectuées en vertu des 12 ^e à 17 ^e et 19 ^e résolution (18 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Dans la limite d'un montant nominal global d'augmentation de capital de 283 171 914 euros 				
Augmentation(s) du capital social réservée(s) aux salariés, sans DPS (19 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Dans la limite d'un plafond nominal d'augmentation de capital de 7 865 887 euros 	26 mois	29 avril 2015	29 juin 2017	Aucune
Émission de bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la Société (20 ^e résolution de l'AG 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de capital résultant de l'exercice de bons limitée à 393 294 324 euros 	18 mois	29 avril 2015	29 octobre 2016	Aucune

AG : Assemblée Générale.

DPS : droit préférentiel de souscription.

7.2.8. Descriptif du programme de rachat

En application de l'article 241-2 du règlement général de l'AMF, le présent paragraphe constitue le descriptif de programme de rachat qui sera soumis à l'Assemblée Générale du 27 avril 2016.

NOMBRE DE TITRES AUTODÉTENUS ET AFFECTATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Peugeot S.A. détient 9 113 263 actions propres au 31 décembre 2015, représentant 1,13 % du capital.

Au 31 décembre 2015, ces actions font l'objet des affectations suivantes :

- 7 543 682 affectées à la couverture de l'émission OCEANE du 23 juin 2009 ;
- 1 569 581 affectées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions en cours.

Pour plus de détails, se reporter à la Note 15.1.C aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6. ci-avant.

OBJECTIFS DU PROGRAMME DE RACHAT

Les objectifs des opérations pourraient être :

- la réduction du capital de la Société par voie d'annulation d'actions ;
- la couverture des plans d'options d'achat d'actions ;

- l'attribution gratuite d'actions sous conditions de performance ;
- la cession ou la remise d'actions dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié ;
- la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital ;
- le recours à un prestataire de services d'investissement afin d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la Société ;
- ou la remise dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport.

Conformément à la loi, la Société s'engage à rester en permanence dans la limite de détention directe ou indirecte de 10 % du capital.

L'autorisation porte sur un nombre maximum de 71 749 079 actions, avec un prix maximum d'achat fixé à 30 euros par action et est donnée pour une période de 18 mois, soit jusqu'au 27 octobre 2017. En 2015, aucun rachat d'actions n'a été effectué.

Le projet de la 13^e résolution qui sera proposée à l'Assemblée Générale du 27 avril 2016 figure au chapitre 8 du présent document de référence, page 303.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et aux articles 241-1 à 242-7 du règlement général de l'AMF, toute opération sur les titres, fera l'objet, le cas échéant, d'une information sur le site internet www.psa-peugeot-citroen.com, rubrique « Information réglementée AMF ».

7.3. ACTIONNARIAT

7.3.1. Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2015

Principaux actionnaires identifiés ⁽¹⁾	31 décembre 2015				31 décembre 2014				31 décembre 2013			
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote exerçables	% des droits de vote théoriques	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote exerçables	% des droits de vote théoriques	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote exerçables	% des droits de vote théoriques
Groupe familial Peugeot (EPF/FFP) ⁽²⁾	110 622 220	13,68	22,19 ⁽³⁾	21,97 ⁽³⁾	110 622 220	14,13	22,96 ⁽³⁾	22,62 ⁽³⁾	89 685 461	25,27	37,89	36,77
Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Limited (DMHK)	110 622 220	13,68	12,25	12,13	110 622 220	14,13	12,68	12,49	-	-	-	-
État français (SOGEPa)	110 622 220	13,68	12,25	12,13	110 622 220	14,13	12,68	12,49	-	-	-	-
Autres Individuels ⁽⁴⁾	60 624 740	7,50	7,24	7,16	67 529 371	8,62	8,00	7,88	48 453 904	13,65	11,71	11,36
Salariés	19 167 349	2,37	3,08	3,05	15 494 610	1,98	2,91	2,87	12 664 902	3,57	4,50	4,37
Autres institutionnels français	84 501 518	10,45	9,36	9,27	95 019 246	12,13	10,89	10,73	46 048 734	12,98	11,04	10,71
Autres institutionnels étrangers	303 323 805	37,51	33,63	33,29	260 390 378	33,25	29,89	29,46	145 207 364	40,93	34,86	33,82
Autodétention	9 113 263	1,13	-	1,00	12 788 410	1,63	-	1,44	12 788 627	3,60	-	2,97
TOTAL	808 597 336	100	100	100	783 088 675	100	100	100	354 848 992	100	100	100

(1) Source Euroclear TPI 31 décembre 2015 et Nasdaq.

(2) EPF (Établissements Peugeot Frères) est une holding patrimoniale détenue au plus haut niveau par des personnes physiques membres de la famille Peugeot. FFP est contrôlée par la société EPF.

(3) Ce tableau ne prend pas en compte l'engagement par les déclarants de neutraliser l'impact de leurs droits de vote double jusqu'au 23 mai 2016, en égalisant ces derniers au niveau du nombre d'actions détenues à l'issue de l'augmentation de capital de mai 2014 – soit 110 622 220 droits de vote.

(4) Comptes individuels et autres (par différence).

Les actionnaires DMHK, SOGEPa et FFP/EPF détiennent chacun une participation de 13,68 % du capital de Peugeot S.A.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés dans le tableau ci-dessus ne détient directement ou indirectement plus de 5 % du capital ou des droits de vote de Peugeot S.A.

PSA a mis en place une offre diversifiée d'épargne salariale dans différents pays. La participation des salariés au capital ressort à 2,37 % à fin décembre 2015, ce qui représente près de 52 000 salariés ou anciens salariés du Groupe.

Le Groupe (hors Faurecia) a organisé le plan « Accelérate », première augmentation de capital du Groupe réservée aux salariés qui a été

réalisée le 29 janvier 2015. Pour tout complément, veuillez vous référer au paragraphe 2.4.3.5.

Depuis 2013, le Conseil de Surveillance comprend un représentant des salariés actionnaires (pour plus détails, se reporter au chapitre 3.2. page 119).

FRANCHISSEMENTS DE SEUIL LÉGAL AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Au cours de l'exercice 2015, aucun franchissement de seuil légal n'a été déclaré.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS STATUTAIRES DÉCLARÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Actionnaire	Date du franchissement de seuil	Sens du seuil	Seuil franchi	Nombre d'actions après franchissement	% du capital après franchissement	% droits de vote après franchissement
Alken Luxembourg S.A.	14 janvier 2015	Hausse	2 % en droits de vote	17 748 239		2,005 %
FCPE « des salariés du groupe PSA »	13 février 2015	Hausse	2 % en capital	15 588 648	2,016 %	
FCPE « des salariés du groupe PSA »	17 mars 2015	Baisse	2 % en capital	15 727 625	1,9995 %	
FCPE « des salariés du groupe PSA »	30 avril 2015	Hausse	2 % en capital	15 938 025	2,026 %	
Amundi AM	19 mai 2015	Hausse	2 % en capital	16 188 265	2,05 %	
FCPE « des salariés du groupe PSA »	16 juin 2015	Baisse	2 % en capital	15 727 325	1,96 %	
Amundi AM	20 juillet 2015	Hausse	2 % en droits de vote	17 836 554		2,0 %
Alken Luxembourg S.A.	3 août 2015	Hausse	3 % en droits de vote	27 387 823		3,02 %
AQR Capital Management, LLC	25 septembre 2015	Hausse	2 % en capital	16 203 524	2,01 %	

7.3.2. Droits de vote différents

Un droit de vote double est attribué aux actions nominatives entièrement libérées, inscrites au nom d'un même titulaire depuis deux ans au moins.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, le droit de vote double sera conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Il est rappelé que, conformément à la loi, le droit de vote

double cesse pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété, sauf si ce transfert résulte d'une succession, d'une liquidation de communauté entre époux ou d'une donation au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Le droit de vote double peut être supprimé par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire et après ratification de l'Assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires (statutaires).

7.3.3. Pacte d'actionnaires

Le pacte d'actionnaires conclu entre DFG, DMHK, l'État français, SOGEPA, EPF/FFP et la Société en vigueur depuis le 29 avril 2014 contient les principes ci-après :

- DMHK (et DFG), SOGEPA (et l'État français) et EPF/FFP s'engagent individuellement à ne pas acquérir, directement ou indirectement, seul ou de concert avec tout tiers (c'est-à-dire toute personne autre que les parties précitées ainsi que les affiliés de celles-ci), de titres de la Société au-delà du nombre de titres qu'ils détiendraient respectivement à l'issue des opérations d'augmentation de capital de mai 2014 en ce compris les titres à provenir de l'exercice des BSA par EPF/FFP (étant précisé que le nombre de titres de capital de la Société détenu par EPF/FFP au titre de cet engagement de plafonnement ne comprend pas les BSA qui leur sont attribués par PSA). Ce plafond est susceptible d'être ajusté en cas de souscriptions à titre irréductible à des émissions de titres de la Société avec DPS ou avec droit de priorité ou en cas de distribution ou d'attribution gratuite d'actions ou de titres de capital. Cette obligation de plafonnement individuel pourra être levée sous réserve d'obtenir l'accord de chaque actionnaire partie au pacte d'actionnaires représentant individuellement au moins 5 % du capital de la Société ainsi que celui du Conseil de Surveillance de la Société. À cet égard, la mise en œuvre de cette clause résulte d'un engagement individuel par chacun des trois actionnaires ;
- les BSA détenus par EPF/FFP à l'issue de l'attribution gratuite sont soumis à un engagement de conservation à hauteur de 100 % des BSA attribués pendant la première année et à hauteur de 50 % des BSA attribués à compter du premier anniversaire de leur date d'émission jusqu'au deuxième anniversaire de leur date d'émission ;
- DMHK, SOGEPA et EPF/FFP sont libres de transférer tout ou partie de leurs titres. Préalablement à tout transfert de titres sur le marché par ceux-ci, l'(es) actionnaire(s) concerné(s) doit(vent) informer et s'entretenir avec les dirigeants de la Société afin de limiter l'impact d'un tel transfert sur le cours de l'action. Sous cette réserve, DMHK, SOGEPA et EPF/FFP n'ont aucune contrainte sur la cession de leurs titres. Il n'existe aucune clause de préemption, ni de sortie conjointe ;

- le pacte d'actionnaires a été conclu pour une durée de dix ans ;
- DMHK (et DFG), SOGEPA et EPF/FFP n'agissent pas de concert vis-à-vis de la Société. Il est notamment précisé que ce pacte, conclu par chacun des actionnaires pour protéger son investissement et ses intérêts propres en tant qu'actionnaire de la Société, n'a pas pour objet la mise en œuvre d'une politique commune à l'égard de la Société au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce. La stratégie du Groupe a en effet vocation à être déterminée par le Directoire, sous le contrôle du Conseil de Surveillance. La conclusion du *Framework Agreement* entre la Société et DFG constitue quant à elle un renforcement du partenariat historique existant entre les deux groupes et en aucun cas une réorientation de la stratégie du Groupe.

À la connaissance de la Société, il n'existe à ce jour aucun autre accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle de la Société ou pourrait avoir pour effet de retarder, différer ou d'empêcher un changement de contrôle.

Il est rappelé que les sociétés du groupe familial Peugeot, principalement composé par EPF et FFP agissent de concert vis-à-vis de la Société. Par ailleurs, elles ont pris des engagements collectifs de conservation dans le cadre du dispositif « Dutreil ». Elles ont signé en date des 11 juin 2012 et 19 décembre 2012 des engagements de conservation portant sur les actions Peugeot S.A. détenues par elles et d'autres actionnaires familiaux qui leur sont liés et qui se sont ajoutés à des engagements de conservation signés en 2010. Ces engagements de conservation d'une durée de deux ans ont été conclus en application des articles 787 B et 885 I Bis du Code général des impôts. La Société a été informée de la participation le 23 avril 2014 de membres du Directoire (MM. Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon et Grégoire Olivier) à ces engagements collectifs de conservation (pour les développements relatifs à l'absence de conflits d'intérêts, se reporter au chapitre 3.1. page 106). Ces engagements de conservation ne comportent aucun droit préférentiel de cession en faveur des signataires. Les informations détaillées sur les engagements de conservation figurent sur le site internet du Groupe (www.psa-peugeot-citroen.com, rubrique « analystes et investisseurs – information réglementée », année 2012).

7.3.4. Mesures prises par la Société en vue d'assurer que le contrôle ne soit exercé de manière abusive

Aucun actionnaire, ne détient, directement ou indirectement, seul ou de concert, le contrôle de la Société. Des mesures ont été mises en place afin de s'assurer que les actionnaires ayant proposé la désignation de membres au sein du Conseil de Surveillance n'abusent pas de leur pouvoir lors de prises de décisions : présence

de membres indépendants au sein du Conseil et de ses comités, présence d'un membre référent indépendant et procédures de gestion des conflits d'intérêts (cf. développements au chapitre 3.2. du présent document de référence).

7.4. MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ

PLACE DE COTATION DE L'ACTION PEUGEOT S.A.

L'action Peugeot S.A. est cotée sur l'Euronext-compartiment A de la Bourse Euronext Paris et est éligible au Service de Règlement Différé (SRD).

FICHE SIGNALÉTIQUE DE L'ACTION PEUGEOT S.A.

Code valeur ISIN	FR0000121501
Places de cotation	Négociation en continu sur l'Euronext – compartiment A de la Bourse Euronext Paris Ticker UGFP (Bloomberg) Autres places de négociation du titre : ► Europe : coté sur le marché SEAQ International à Londres
Présence dans les principaux indices	CAC40, CAC ALL-TRADABLE, CAC LARGE 60, DJ Euro Stoxx Auto (sectoriel), ASPI (Développement durable), FTSE4Good (Développement durable)
Éligibilité de l'action	SRD (service de règlement différé) et PEA (plan d'épargne en actions)
Valeur nominale	1 euro
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2015	808 597 336
Cours au 31 décembre 2015	16,205 euros
Capitalisation boursière au 31 décembre 2015	13,10 milliards d'euros

INFORMATIONS BOURSIÈRES DÉTAILLÉES

(Source : Euronext)

COURS

(en euros)	2015			2014			Variation en % 2015/2014 du dernier cours de l'année
	Plus haut	Plus bas	31/12/2015	Plus haut	Plus bas	31/12/2014	
Action	19,705	9,637	16,205	11,750	6,904	10,220	+ 58,6 %
Indice CAC 40	5 283,71	4 076,16	4 637,06	4 598,65	3 789,11	4 272,75	+ 8,5 %

TRANSACTIONS

	2015		2014	
	Total	Moyenne journalière	Total	Moyenne journalière
En nombre d'actions	1 420 031 510	5 546 998	1 153 289 630	4 522 704
En capitaux (en millions d'euros)	22 388,13	87,46	12 290,16	48,19

MARCHÉ DE L'ACTION PEUGEOT S.A. SUR LA BOURSE DE PARIS (SERVICE DE RÈGLEMENT DIFFÉRÉ)

	Cours de l'action (en euros)			Volumes échangés		
	Plus bas	Plus haut	Dernier	En nombre de titres par mois	En capitaux par mois (en millions d'euros)	Moyenne journalière (en millions d'euros)
2014						
Janvier	7,825	9,760	9,425	96 469 475	1 039,92	47,22
Février	9,012	11,282	10,629	81 284 654	1 003,73	50,19
Mars	10,219	11,567	11,327	61 025 801	799,65	38,08
Avril	9,032	10,877	10,550	75 702 803	1 002,29	50,11
Mai	9,075	10,750	10,380	177 522 067	1 729,58	82,36
Juin	9,868	11,390	10,795	89 915 856	943,86	44,95
Juillet	10,435	11,750	11,210	102 884 193	1 142,40	49,67
Août	9,577	11,160	10,690	76 202 331	799,04	38,05
Septembre	9,876	11,260	10,155	79 483 811	837,23	38,06
Octobre	8,210	10,515	9,458	154 348 414	1 445,10	62,83
Novembre	8,729	10,325	10,300	86 005 577	810,31	40,52
Décembre	9,350	10,990	10,220	72 444 648	737,05	35,10
2015						
Janvier	9,637	13,200	12,855	108 530 594	1 238,16	58,96
Février	12,495	15,015	14,965	106 546 011	1 473,32	73,66
Mars	14,505	16,940	15,590	153 257 154	2 392,09	108,73
Avril	15,375	17,645	16,900	104 280 539	1 720,76	86,03
Mai	16,160	19,705	19,000	99 371 567	1 771,13	88,55
Juin	16,955	19,450	18,445	125 699 870	2 283,35	103,78
Juillet	16,960	19,455	18,245	142 462 916	2 602,84	113,16
Août	13,870	18,995	15,400	121 752 543	2 014,78	95,94
Septembre	11,680	16,235	13,455	170 946 445	2 428,83	110,40
Octobre	12,925	16,480	16,025	126 530 079	1 872,69	85,12
Novembre	15,425	16,910	16,910	78 140 634	1 257,61	59,88
Décembre	15,285	17,130	16,205	82 513 158	1 332,62	60,57
2016						
Janvier	13,045	15,980	13,660	101 254 244	1 438,19	71,91
Février	11,710	14,670	13,880	121 218 172	1 580,97	75,28

Source : Euronext février 2016.

COUPONS EN COURS DE VALIDITÉ

DIVIDENDES

		Nombre d'actions	Valeur nominale	Numéro du coupon	Date de mise en paiement	Date de prescription	Dividende net distribué	Impôts déjà payés au Trésor (avoir fiscal)	Revenu global par action
Actions	2010	234 049 225	1 euro	49	7 juin 2011	7 juin 2016	1,10 euro	*	*
	2011	234 049 344	1 euro	-	n/a	n/a	-	n/a	n/a
	2012	354 848 992	1 euro	-	n/a	n/a	-	n/a	n/a
	2013	354 848 992	1 euro	-	n/a	n/a	-	n/a	n/a
	2014	783 088 675	1 euro	-	n/a	n/a	-	n/a	n/a
	2015	808 597 336	1 euro	-	n/a	n/a	-	n/a	n/a

* À compter des dividendes perçus en 2005, l'avoir fiscal est supprimé et remplacé, dans certaines conditions, par un crédit d'impôt.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDE

Le Groupe distribue un dividende, soumis à l'approbation du Conseil de Surveillance, lorsque sa performance le permet, en cohérence avec l'objectif d'amélioration structurelle de cette rentabilité.

La reconstruction économique du Groupe s'achevant cette année, le Conseil de Surveillance a approuvé la proposition du Directoire de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2015. Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 avril 2016 de ne pas verser de dividende. À partir de l'exercice 2016, une politique de dividende en ligne avec celles du secteur sera présentée.

AUTRE DROIT

	Nombre d'actions	Valeur nominale	Numéro du coupon	Date de détachement	Nature de l'opération
Actions	18 479 370	70 FRF	26	15 juillet 1987	Droit d'attribution gratuite (1 action pour 5 anciennes)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 AVRIL 2016



8.1.	RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 27 AVRIL 2016	304
8.1.1.	Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale ordinaire	304
8.1.2.	Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale extraordinaire	311
8.2.	ORDRE DU JOUR ET TEXTE DES PROJETS DE RÉSOLUTIONS	316
8.2.1.	Ordre du jour	316
8.2.2.	Texte des projets de résolutions	317
8.3.	RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	324
	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre	324
	Rapport des Commissaires aux Comptes sur le projet d'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la Société	325
	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation du capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe	326



8.1. RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 27 AVRIL 2016

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale mixte (ordinaire et extraordinaire) afin de vous prononcer sur les projets de résolutions ayant pour objet les points ci-après présentés.

Nous vous rappelons que les différentes informations devant figurer dans le rapport financier annuel et dans le rapport de gestion du Directoire sont incluses dans le document de référence 2015 qui sera déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et mis à votre disposition conformément aux dispositions légales et réglementaires, notamment sur le site Internet du Groupe (www.psa-peugeot-citroen.com). Pour de plus amples détails, nous vous invitons à vous reporter aux tables de concordance figurant dans le document de référence 2015.

8.1.1. Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale ordinaire

I. APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2015 ET AFFECTATION DES RÉSULTATS

(Première, deuxième et troisième résolutions)

Nous vous proposons d'approuver les comptes sociaux (**première résolution**) et consolidés (**deuxième résolution**) de PEUGEOT S.A. (la « Société ») au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels qu'ils vous auront été présentés.

Les comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 font ressortir un bénéfice de 3 315 010 316,90 euros, contre un bénéfice de 300 166 206,28 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, soit une progression de + 3 014 millions d'euros. Cette progression s'explique notamment par les reprises de provisions pour dépréciation des titres de participations et des actions propres pour un montant de 2 396 millions d'euros (dont 2 186 millions d'euros sur les titres des filiales de la division Automobile).

Les comptes consolidés font ressortir un résultat net part du Groupe positif à hauteur de 899 millions d'euros, contre un résultat négatif de 706 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, soit une progression de + 1 605 millions d'euros. Le résultat net par action est positif à 1,14 euro par action contre un montant négatif de - 1,15 euros par action en 2014.

Les informations détaillées concernant les comptes annuels pour l'exercice 2015, ainsi que la marche des affaires sociales au cours de l'exercice 2015, figurent dans le document de référence 2015 qui sera déposé à l'AMF.

La **troisième résolution** a pour objet de décider de l'affectation du résultat de l'exercice 2015, qui fait ressortir un bénéfice de 3 315 010 316,90 euros.

Compte tenu de la reconstruction économique du Groupe s'achevant cette année, il ne vous est pas proposé de verser de dividende au titre de l'exercice 2015. Afin de satisfaire la nécessité de doter la réserve légale conformément aux dispositions de l'article L. 32-10 du Code de commerce, il vous est proposé de doter la réserve légale à hauteur de 2 550 866,10 euros et d'affecter le solde du bénéfice au compte « Report à nouveau », dont le solde bénéficiaire serait porté à 6 219 312 987,86 euros.

Il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des exercices 2014, 2013 et 2012.

II. APPROBATION D'ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS – APPROBATION DE LA SUPPRESSION DU RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES APPLICABLE AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DE LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU DISPOSITIF DE RETRAITE

(Quatrième résolution)

La **quatrième résolution** porte sur l'approbation d'engagements réglementés, au sens des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce, qui ont été autorisés par le Conseil de Surveillance et conclus par la Société au cours de l'exercice 2015.

Ces engagements réglementés consistent en la suppression du régime de retraite supplémentaire à prestations définies dont bénéficiaient les dirigeants mandataires sociaux (i.e. membres du Directoire) et les membres du Comité Exécutif du Groupe, avec effet au 31 décembre 2015, et la mise en place d'un nouveau système de retraite à compter du 1^{er} janvier 2016.

Ainsi, la Société ne garantira plus un certain niveau de retraite mais versera un montant annuel directement lié aux résultats du Groupe et à sa performance. Ce dispositif prévoit le versement d'un abondement annuel dédié à la retraite, composé à 50 % de cotisations versées à un organisme tiers dans le cadre d'un régime de retraite à cotisations définies à adhésion facultative (article 82 du Code général des impôts) et à 50 % d'une somme en numéraire (compte tenu d'un dispositif reposant sur une fiscalisation à l'entrée).

L'abondement annuel sera égal à 25 % de la somme de la rémunération fixe et de la rémunération variable de l'année. Il dépend ainsi des performances de l'entreprise par l'assiette de calcul qui intègre la part variable liée aux résultats du Groupe. Le cumul des abondements annuels et du solde des droits ci-après ne pourra pas dépasser un montant égal à 8 plafonds annuels de la Sécurité Sociale multipliés par 23 (coefficient actuariaire correspondant au nombre moyen d'années de rentes).

Compte tenu des droits liés aux caractéristiques du régime de retraite à prestations définies auquel il a été mis fin ⁽¹⁾, et accumulés par les bénéficiaires à fin 2015, le Conseil de Surveillance a attribué un solde de droits aux bénéficiaires ; ce solde applique aux droits ainsi constitués une décote fonction de l'âge, de l'ancienneté dans le régime et de l'ancienneté dans le Groupe. Il est composé à 50 % de cotisations versées à un organisme tiers et à 50 % en numéraire.

(1) Les droits potentiels liés aux caractéristiques du régime de retraite à prestations définies auquel il a été mis fin auraient représenté 7 % de son revenu de référence pour M. Tavares et 30 % pour MM. de Chatillon, Olivier et Quémard compte tenu de l'atteinte du plafond du régime par ces derniers (revenu de référence = somme de la moyenne des 3 dernières années de rémunération fixe et de la moyenne des 8 dernières années de rémunération variable projetées à la retraite).

Le versement du solde de droits s'étalera sur 3 années, ce qui représente par an pour les membres du Directoire : 470 000 euros pour M. Tavares, 332 000 euros pour M. de Chatillon, 486 667 euros pour M. Olivier et 510 000 euros pour M. Quémard (montants soumis à charges et impôt sur le revenu, soit en net environ 50 % des montants ci-dessus). Ces versements seront conditionnés à la présence dans l'entreprise à la fin de chacune des années concernées.

Ce nouveau dispositif a généré une économie de 34 millions d'euros dans les comptes consolidés 2015, nette du coût de passage d'un dispositif à l'autre. Il sera par la suite moins coûteux pour le Groupe. Pour les quatre membres du Directoire, la charge du nouveau dispositif (incluant le coût du passage d'un dispositif à l'autre) représente 40 % de celle du dispositif précédent ; à titre d'exemple la charge pour le Président du Directoire sera divisée par plus de trois. Par ailleurs, le Directoire a décidé de redistribuer à l'ensemble des salariés les économies ainsi réalisées portant sur le régime de retraite des dirigeants. Cette redistribution vient en complément des dispositifs actuels de rémunération et d'association aux résultats du Groupe.

Sollicité préalablement à sa mise en place, le Haut Comité de Gouvernement d'Entreprise a considéré ce nouveau dispositif conforme sur le fond aux recommandations du code AFEP-MEDEF. Le Comité d'Entreprise de Peugeot S.A. a, par ailleurs, émis un avis unanime favorable sur ce nouveau dispositif.

À la suite de ces avis, l'ensemble du dispositif a été autorisé par le Conseil de Surveillance conformément à la procédure des conventions et engagements réglementés. Ces engagements pris à l'égard des membres du Directoire sont présentés dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés, qui figure dans la présente brochure.

III. MANDATS DE MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(Cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième résolutions)

Ratification de la cooptation de Madame Catherine Bradley et renouvellement de son mandat

(Cinquième et sixième résolutions)

Le Conseil de Surveillance, réuni le 23 février 2016, a procédé à la cooptation de Mme Catherine Bradley, en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour la durée restant à courir du mandat de Mme Dominique Reiniche, démissionnaire, soit jusqu'à l'issue de la présente Assemblée Générale.

La **cinquième résolution** a pour objet de soumettre à votre approbation la ratification de cette cooptation, conformément à l'article L. 225-78 du Code de commerce.

Mme Catherine Bradley a en outre été nommée au Comité financier et d'audit du Conseil de Surveillance. Le Conseil de Surveillance, sur avis du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, considère que Mme Catherine Bradley est indépendante au sens du code AFEP-MEDEF.

Le mandat de Mme Catherine Bradley venant à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, il vous est demandé, par la **sixième résolution**, et sur proposition du Conseil de Surveillance, de renouveler le mandat de Mme Catherine Bradley en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour une durée de quatre ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Ratification de la cooptation de M. Zhu Yanfeng et de la société Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Limited

(Septième et huitième résolutions)

Le Conseil de Surveillance, réuni le 4 juin 2015, a procédé à la cooptation de M. Zhu Yanfeng, en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour la durée restant à courir du mandat de M. Xu Ping, démissionnaire, soit jusqu'à l'Assemblée Générale ayant statué appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice écoulé.

M. Zhu Yanfeng a été coopté sur proposition de Dongfeng, conformément aux dispositions du pacte d'actionnaires signé le 28 avril 2014 entre les trois actionnaires de référence et la Société. À ce titre, M. Zhu Yanfeng ne peut être qualifié d'indépendant au sens du code AFEP-MEDEF.

Par la suite, pour des raisons liées à la réglementation chinoise, le groupe Dongfeng a souhaité voir désigner directement la société Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Ltd, en tant que membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de M. Zhu Yanfeng, démissionnaire, et désigner ce dernier représentant permanent de Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Ltd au sein du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance, réuni le 15 décembre 2015, a ainsi procédé à la cooptation de Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Limited, en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour la durée restant à courir du mandat de M. Zhu Yanfeng, démissionnaire, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Conformément au pacte d'actionnaires, M. Zhu Yanfeng a été nommé vice-Président du Conseil de Surveillance. Il a également été nommé au Comité stratégique et au Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance du Conseil de Surveillance.

La **septième résolution** et la **huitième résolution** ont pour objet de soumettre à votre approbation la ratification de ces cooptations, conformément à l'article L. 225-78 du Code de commerce.

Nomination d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance (Mme Helle Kristoffersen en remplacement de Mme Patricia Barbizet, démissionnaire)

(Neuvième résolution)

La **neuvième résolution** a pour objet de soumettre à votre approbation la nomination de Mme Helle Kristoffersen en qualité de membre du Conseil de Surveillance pour une durée de 4 ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice écoulé, en remplacement de Mme Patricia Barbizet, qui a fait part de sa démission avec effet à l'issue de la présente Assemblée.

Le Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance a examiné la situation de cette candidature et a apprécié notamment que Mme Helle Kristoffersen pourrait faire bénéficier le Conseil de Surveillance de ses compétences financières. Le Conseil de Surveillance, sur avis du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance, considère que Mme Helle Kristoffersen est indépendante au sens du code AFEP-MEDEF.

Les renseignements relatifs à l'expérience professionnelle et au nombre d'actions que détiennent les personnes dont la cooptation, le renouvellement ou la nomination sont détaillés dans la présente brochure.

IV. FIXATION DU MONTANT GLOBAL MAXIMUM DES JETONS DE PRÉSENCE

(Dixième résolution)

Sur proposition du Conseil de Surveillance, la **dixième résolution** est soumise à votre approbation à l'effet de porter le montant global maximum des jetons de présence de 1 million d'euros à 1,1 million d'euros pour l'exercice 2016 et les exercices suivants jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement.

Cette révision du montant global maximum tient compte de la nomination de deux nouveaux censeurs en application du pacte d'actionnaires signé le 28 avril 2014 entre les trois actionnaires de référence et la Société. Il vise également, si nécessaire, à favoriser la présence de profils internationaux au sein du Conseil de Surveillance. À cet effet, le Conseil de Surveillance pourrait instaurer dans la répartition des jetons une distinction selon que le membre du Conseil réside ou non en dehors de l'Europe afin de prendre en compte les contraintes liées à un temps de déplacement significativement plus long pour assister physiquement aux séances du Conseil.

V. AVIS SUR LES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2015 À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

(Onzième et douzième résolutions)

Conformément aux recommandations du code AFEP-MEDEF révisé en novembre 2015 (§24.3), code auquel la Société se réfère en application de l'article L. 225-68 du Code de commerce, sont soumis à l'avis des actionnaires les éléments suivants de la rémunération due ou attribuée à chaque dirigeant mandataire social de la Société au titre de l'exercice écoulé :

- la part fixe ;
- la part variable annuelle et, le cas échéant, la part variable pluriannuelle avec les objectifs contribuant à la détermination de cette part variable ;
- les rémunérations exceptionnelles ;
- les options d'actions, les actions de performance et tout autre élément de rémunération de long terme ;
- les indemnités liées à la prise ou à la cessation des fonctions ;
- le régime de retraite supplémentaire ;
- les avantages de toute nature.

Il vous est par conséquent proposé d'émettre un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 aux dirigeants mandataires sociaux, et ce dans le cadre de deux résolutions distinctes, conformément aux recommandations précitées du code AFEP-MEDEF, à savoir :

- une résolution relative aux éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à M. Carlos Tavares, Président du Directoire (**onzième résolution**) ;
- une résolution relative aux éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 aux autres membres du Directoire, MM. Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon, Grégoire Olivier et Jean-Christophe Quémard (**douzième résolution**).

Vous trouverez ci-après les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 qui sont ainsi soumis à votre avis, étant précisé que l'ensemble des éléments de rémunération de chaque dirigeant mandataire social sont détaillés au chapitre 3.4 du document de référence 2015.

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2015
À **M. CARLOS TAVARES**, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

Éléments de rémunération	Montants ou valorisation comptable soumis à avis	Présentation
Rémunération fixe	1 300 000 euros	Rémunération fixe brute arrêtée par le Conseil de Surveillance du 25 novembre 2013, et confirmée par celui du 17 février 2015, sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la Gouvernance.
Rémunération variable annuelle	1 930 500 euros	<p>Rémunération variable annuelle brute arrêtée par le Conseil de Surveillance du 23 février 2016 sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance.</p> <p>Le Conseil a examiné le degré de réalisation des objectifs qu'il avait fixés dans sa séance du 16 décembre 2014 et a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ l'atteinte du double seuil de déclenchement du paiement de la part variable (résultat opérationnel courant de la division Automobile et <i>free cash flow</i> opérationnel 2015 des SIC supérieurs à 0) ; ▸ l'atteinte à hauteur de 100 % des objectifs économiques communs aux membres du Directoire (<i>free cash flow</i> opérationnel Groupe 2014 et 2015 pour 40 % de la part variable maximale ; résultat opérationnel courant 2015 PSA pour 40 %) ; ▸ l'atteinte à hauteur de 95 % des objectifs propres de M. Carlos Tavares (sécurité au travail et qualité des véhicules pour 20 % de la part variable maximale). <p>En conséquence, Le Conseil de Surveillance a ainsi estimé que M. Carlos Tavares avait rempli ses objectifs 2015 à hauteur de 99 % et lui a attribué une rémunération variable de 1 930 500 euros, soit 148,50 % de sa rémunération fixe, pour une cible de 150 %.</p> <p>Pour plus de détails, se reporter au chapitre 34 du DDR 2015 (page 132).</p>
Rémunération variable différée	N/A	Il n'existe pas de rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Il n'existe pas de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	N/A	Il n'existe pas de rémunération exceptionnelle.
Options d'action, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Options = N/A Actions = 130 000 valorisées 2 011 100 euros (juste valeur estimée selon les normes IFRS appliquées pour l'établissement des comptes consolidés)	<p>Aucune attribution.</p> <p>Le Conseil de Surveillance du 17 février 2015 a décidé de procéder à une attribution d'actions de performance pour les membres du Directoire conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 24 avril 2013.</p> <p>Cette attribution s'est inscrite dans un plan d'ensemble portant sur plusieurs centaines de cadres dirigeants et supérieurs du Groupe, pour un total de 2 465 000 actions (représentant 0,31 % du capital à la date de la décision d'attribution).</p> <p>Les actions ne sont définitivement acquises qu'au terme d'une période de deux ans. Les actions, une fois définitivement acquises, devront être conservées par les membres du Directoire pendant une durée de deux ans à compter de la date de leur acquisition définitive.</p> <p>L'acquisition définitive a été soumise à des conditions de performance en termes de <i>free cash flow</i> opérationnel des sociétés industrielles et commerciales 2014-2016 cumulé, de position financière nette des sociétés industrielles et commerciales en 2016 et de résultat opérationnel courant automobile en 2016. Le système est additif (un tiers au titre du FCF + un tiers au titre de la position financière + un tiers au titre du ROC auto). Pour plus de détails, se reporter au chapitre 34 du DDR 2015 (page 132).</p>
Jetons de présence	N/A	Il n'existe pas de jetons de présence pour les membres du Directoire.
Valorisation des avantages de toute nature	2 840 euros (valorisation comptable) 743 euros (Cotisations patronales)	<p>Voiture de fonction</p> <p>Couverture médicale</p>
Indemnité de prise de fonction	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de prise de fonction
Indemnité de départ	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Aucun montant dû ou versé	M. Carlos Tavares ne bénéficie plus du régime de retraite à prestations définies auquel il a été mis fin au 31 décembre 2015. Un nouveau dispositif de retraite a été mis en place à compter du 1 ^{er} janvier 2016. Ce nouveau dispositif prévoit le versement d'un abondement annuel dédié à la retraite. La suppression du régime de retraite à prestations définies et la mise en place du nouveau dispositif de retraite sont soumises à votre approbation au titre des engagements réglementés lors de la présente Assemblée (4 ^e résolution).

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2015
À **M. JEAN-BAPTISTE CHASSELOUP DE CHATILLON**, MEMBRE DU DIRECTOIRE

Éléments de rémunération	Montants ou valorisation comptable soumis à avis	Présentation
Rémunération fixe	618 000 euros	Rémunération fixe brute arrêtée par le Conseil de Surveillance du 18 décembre 2012 et maintenue par celui du 17 février 2015, sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance.
Rémunération variable annuelle	679 800 euros	<p>Rémunération variable annuelle brute arrêtée par le Conseil de Surveillance du 23 février 2016, sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance.</p> <p>Le Conseil a examiné le degré de réalisation des objectifs qu'il avait fixés dans sa séance du 16 décembre 2014 et a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> › l'atteinte du double seuil de déclenchement du paiement de la part variable (résultat opérationnel courant de la division Automobile et <i>free cash flow</i> opérationnel 2015 des SIC supérieurs à 0) ; › l'atteinte à hauteur de 100 % des objectifs économiques communs aux membres du Directoire (<i>free cash flow</i> opérationnel Groupe 2014 et 2015 pour 40 % de la part variable maximale ; résultat opérationnel courant 2015 PSA pour 40 %) ; › l'atteinte à hauteur de 100 % des objectifs propres de M. Jean-Baptiste de Chatillon (Résultats activité Pièces et Services et Banque PSA Finance sécurité au travail et qualité des véhicules pour 20 % de la part variable maximale). <p>En conséquence, Le Conseil de Surveillance a ainsi estimé que M. Jean-Baptiste de Chatillon avait rempli ses objectifs 2015 à hauteur de 100 % et lui a attribué une rémunération variable de 679 800 euros, soit la cible fixée à 110 % de sa rémunération fixe.</p> <p>Pour plus de détails, se reporter au chapitre 3.4 du DDR 2015 (page 132).</p>
Rémunération variable différée	N/A	Il n'existe pas de rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Il n'existe pas de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	N/A	Il n'existe pas de rémunération exceptionnelle.
Options d'action, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Options = N/A Actions = 65 000 valorisées 1 005 550 euros (juste valeur estimée selon les normes IFRS appliquées pour l'établissement des comptes consolidés)	<p>Aucune attribution.</p> <p>Le Conseil de Surveillance du 17 février 2015 a décidé de procéder à une attribution d'actions de performance pour les membres du Directoire conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 24 avril 2013.</p> <p>Cette attribution s'est inscrite dans un plan d'ensemble portant sur plusieurs centaines de cadres dirigeants et supérieurs du Groupe, pour un total de 2 465 000 actions (représentant 0,31 % du capital à la date de la décision d'attribution).</p> <p>Les actions ne sont définitivement acquises qu'au terme d'une période de deux ans. Les actions, une fois définitivement acquises, devront être conservées par les membres du Directoire pendant une durée de deux ans à compter de la date de leur acquisition définitive.</p> <p>L'acquisition définitive a été soumise à des conditions de performance en termes de <i>free cash flow</i> opérationnel des sociétés industrielles et commerciales 2014-2016 cumulé, de position financière nette des sociétés industrielles et commerciales en 2016 et de résultat opérationnel courant automobile en 2016. Le système est additif (un tiers au titre du FCF + un tiers au titre de la position financière + un tiers au titre du ROC auto). Pour plus de détails, se reporter au chapitre 3.4 du DDR 2015 (page 132).</p>
Jetons de présence	N/A	Il n'existe pas de jetons de présence pour les membres du Directoire.
Valorisation des avantages de toute nature	2 880 euros (valorisation comptable) 743 euros (Cotisations patronales)	<p>Voiture de fonction</p> <p>Couverture médicale</p>
Indemnité de prise de fonction	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de prise de fonction
Indemnité de départ	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Aucun montant dû ou versé	M. Jean-Baptiste de Chatillon ne bénéficie plus du régime de retraite à prestations définies auquel il a été mis fin au 31 décembre 2015. Un nouveau dispositif de retraite a été mis en place à compter du 1 ^{er} janvier 2016. Ce nouveau dispositif prévoit le versement d'un abondement annuel dédié à la retraite. La suppression du régime de retraite à prestations définies et la mise en place du nouveau dispositif de retraite sont soumises à votre approbation au titre des engagements réglementés lors de la présente Assemblée (4 ^e résolution).

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2015
À M. GRÉGOIRE OLIVIER, MEMBRE DU DIRECTOIRE

Éléments de rémunération	Montants ou valorisation comptable soumis à avis	Présentation
Rémunération fixe	618 000 euros	Rémunération fixe brute arrêtée par le Conseil de Surveillance du 18 décembre 2012 et maintenue par celui du 17 février 2015, sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance.
Prime d'expatriation	216 300 euros	M. Grégoire Olivier exerce son activité depuis la Chine. Auparavant, il bénéficiait d'une prime d'éloignement correspondant à 50 % de sa rémunération fixe. À compter de 2015, il s'agit d'une prime d'expatriation dont le montant sera dégressif : 35 % de sa rémunération fixe puis 10,5 % à compter de 2018.
Rémunération variable annuelle	598 224 euros	<p>Rémunération variable annuelle brute arrêtée par le Conseil de Surveillance du 23 février 2016, sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance.</p> <p>Le Conseil a examiné le degré de réalisation des objectifs qu'il avait fixés dans sa séance du 16 décembre 2014 et a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ l'atteinte du double seuil de déclenchement du paiement de la part variable (résultat opérationnel courant de la division Automobile et <i>free cash flow</i> opérationnel 2015 des SIC supérieurs à 0) ; ▸ l'atteinte à hauteur de 100 % des objectifs économiques communs aux membres du Directoire (<i>free cash flow</i> opérationnel Groupe 2014 et 2015 pour 40 % de la part variable maximale ; résultat opérationnel courant 2015 PSA pour 40 %) ; ▸ l'atteinte à hauteur de 40 % des objectifs propres de M. Grégoire Olivier (résultats DPCA pour 20 % de la part variable maximale). <p>En conséquence, Le Conseil de Surveillance a ainsi estimé que M. Grégoire Olivier avait rempli ses objectifs 2015 à hauteur de 88 % et lui a attribué une rémunération variable de 598 224 euros, soit 96,80 % de sa rémunération fixe, pour une cible de 110 %.</p> <p>Pour plus de détails, se reporter au chapitre 3.4 du DDR 2015 (page 132).</p>
Rémunération variable différée	N/A	Il n'existe pas de rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Il n'existe pas de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	N/A	Il n'existe pas de rémunération exceptionnelle.
Options d'action, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Options = N/A Actions = 65 000 valorisées 876 850 euros (juste valeur estimée selon les normes IFRS appliquées pour l'établissement des comptes consolidés)	<p>Aucune attribution.</p> <p>Le Conseil de Surveillance du 17 février 2015 a décidé de procéder à une attribution d'actions de performance pour les membres du Directoire conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 24 avril 2013.</p> <p>Cette attribution s'est inscrite dans un plan d'ensemble portant sur plusieurs centaines de cadres dirigeants et supérieurs du Groupe, pour un total de 2 465 000 actions (représentant 0,31 % du capital à la date de la décision d'attribution).</p> <p>Les actions ne sont définitivement acquises qu'au terme d'une période de deux ans. Les actions, une fois définitivement acquises, devront être conservées par les membres du Directoire pendant une durée de deux ans à compter de la date de leur acquisition définitive.</p> <p>L'acquisition définitive a été soumise à des conditions de performance en termes de <i>free cash flow</i> opérationnel des sociétés industrielles et commerciales 2014-2016 cumulé, de position financière nette des sociétés industrielles et commerciales en 2016 et de résultat opérationnel courant automobile en 2016. Le système est additif (un tiers au titre du FCF + un tiers au titre de la position financière + un tiers au titre du ROC auto). Pour plus de détails, se reporter au chapitre 3.4 du DDR 2015 (page 132).</p>
Jetons de présence	N/A	Il n'existe pas de jetons de présence pour les membres du Directoire.
Valorisation des avantages de toute nature	2 880 euros (valorisation comptable) 743 euros (Cotisations patronales)	<p>Voiture de fonction</p> <p>Couverture médicale</p>
Indemnité de prise de fonction	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de prise de fonction
Indemnité de départ	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Aucun montant dû ou versé	M. Grégoire Olivier ne bénéficie plus du régime de retraite à prestations définies auquel il a été mis fin au 31 décembre 2015. Un nouveau dispositif de retraite a été mis en place à compter du 1 ^{er} janvier 2016. Ce nouveau dispositif prévoit le versement d'un abondement annuel dédié à la retraite. La suppression du régime de retraite à prestations définies et la mise en place du nouveau dispositif de retraite sont soumises à votre approbation au titre des engagements réglementés lors de la présente Assemblée (4 ^e résolution).

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2015
À **M. JEAN-CHRISTOPHE QUÉMARD**, MEMBRE DU DIRECTOIRE

Éléments de rémunération	Montants ou valorisation comptable soumis à avis	Présentation
Rémunération fixe	618 000 euros	Rémunération fixe brute arrêtée par le Conseil de Surveillance du 18 décembre 2012 et maintenue par celui du 17 février 2015, sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance.
Rémunération variable annuelle	679 800 euros	<p>Rémunération variable annuelle brute arrêtée par le Conseil de Surveillance du 23 février 2016, sur proposition du Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance.</p> <p>Le Conseil a examiné le degré de réalisation des objectifs qu'il avait fixés dans sa séance du 16 décembre 2014 et a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> › l'atteinte du double seuil de déclenchement du paiement de la part variable (résultat opérationnel courant de la division Automobile et <i>free cash flow</i> opérationnel 2015 des SIC supérieurs à 0) ; › l'atteinte à hauteur de 100 % des objectifs économiques communs aux membres du Directoire (<i>free cash flow</i> opérationnel Groupe 2014 et 2015 pour 40 % de la part variable maximale ; résultat opérationnel courant 2015 PSA pour 40 %) ; › l'atteinte à hauteur de 100 % des objectifs propres de M. Jean-Christophe Quémard (résultat de la région Moyen-Orient Afrique pour 20 % de la part variable maximale). <p>En conséquence, Le Conseil de Surveillance a ainsi estimé que M. Jean-Christophe Quémard avait rempli ses objectifs 2015 à hauteur de 100 % et lui a attribué une rémunération variable de 679 800 euros, soit la cible fixée à 110 % de sa rémunération fixe.</p> <p>Pour plus de détails, se reporter au chapitre 3.4 du DDR 2015 (page 132).</p>
Rémunération variable différée	N/A	Il n'existe pas de rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Il n'existe pas de rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	N/A	Il n'existe pas de rémunération exceptionnelle.
Options d'action, actions de performance ou tout autre élément de rémunération de long terme	Options = N/A Actions = 65 000 valorisées 1 005 550 euros (juste valeur estimée selon les normes IFRS appliquées pour l'établissement des comptes consolidés)	<p>Aucune attribution.</p> <p>Le Conseil de Surveillance du 17 février 2015 a décidé de procéder à une attribution d'actions de performance pour les membres du Directoire conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 24 avril 2013.</p> <p>Cette attribution s'est inscrite dans un plan d'ensemble portant sur plusieurs centaines de cadres dirigeants et supérieurs du Groupe, pour un total de 2 465 000 actions (représentant 0,31 % du capital à la date de la décision d'attribution).</p> <p>Les actions ne sont définitivement acquises qu'au terme d'une période de deux ans. Les actions, une fois définitivement acquises, devront être conservées par les membres du Directoire pendant une durée de deux ans à compter de la date de leur acquisition définitive.</p> <p>L'acquisition définitive a été soumise à des conditions de performance en termes de <i>free cash flow</i> opérationnel des sociétés industrielles et commerciales 2014-2016 cumulé, de position financière nette des sociétés industrielles et commerciales en 2016 et de résultat opérationnel courant automobile en 2016. Le système est additif (un tiers au titre du FCF + un tiers au titre de la position financière + un tiers au titre du ROC auto). Pour plus de détails, se reporter au chapitre 3.4 du DDR 2015 (page 132).</p>
Jetons de présence	N/A	Il n'existe pas de jetons de présence pour les membres du Directoire.
Valorisation des avantages de toute nature	2 880 euros (valorisation comptable) 743 euros (Cotisations patronales)	<p>Voiture de fonction</p> <p>Couverture médicale</p>
Indemnité de prise de fonction	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de prise de fonction
Indemnité de départ	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas d'indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Aucun montant dû ou versé	M. Jean-Christophe Quémard ne bénéficie plus du régime de retraite à prestations définies auquel il a été mis fin au 31 décembre 2015. Un nouveau dispositif de retraite a été mis en place à compter du 1 ^{er} janvier 2016. Ce nouveau dispositif prévoit le versement d'un abondement annuel dédié à la retraite. La suppression du régime de retraite à prestations définies et la mise en place du nouveau dispositif de retraite sont soumises à votre approbation au titre des engagements réglementés lors de la présente Assemblée (4 ^e résolution).

VI. AUTORISATION DONNÉE AU DIRECTOIRE POUR PERMETTRE À LA SOCIÉTÉ D'OPÉRER SUR SES PROPRES ACTIONS DANS LA LIMITE DE 10 % DU CAPITAL

(Treizième résolution)

Par la **treizième résolution**, il vous est proposé de renouveler l'autorisation de rachat d'actions de la Société, qui avait été donnée par l'Assemblée Générale mixte du 29 avril 2015 dans sa dixième résolution et qui vient à expiration cette année, étant précisé que cette précédente autorisation n'a pas été mise en œuvre par le Directoire.

Cette autorisation porterait sur un maximum de 71 749 079 actions, ce qui correspond au nombre de titres qui pourraient être rachetés au regard du plafonnement légal des titres en auto-détention (10 % du capital), compte tenu du montant du capital et du nombre de titres détenus par la Société au 8 février 2016. À cette date, la Société détenait 9 113 263 actions, soit environ 1,12 % du capital.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de cette autorisation serait fixé à 30 euros par action, le montant maximal alloué à ce programme de rachat s'élevant à 2 152 472 370 euros.

Les opérations pourraient être réalisées à tout moment, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société, et par tous moyens, en bourse ou de gré à gré, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et aux règles édictées par l'AMF.

Les finalités de ces opérations de rachat d'actions pourraient être : la réduction du capital de la Société par voie d'annulation d'actions, la couverture des plans d'options d'achat d'actions, l'attribution gratuite d'actions sous conditions de performance, la cession ou la remise d'actions dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié, la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital, le recours à un prestataire de services d'investissement afin d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la Société ou la remise dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport.

Cette autorisation serait consentie pour une durée maximale de dix-huit mois.

8.1.2. Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale extraordinaire

VII. AUTORISATION DONNÉE AU DIRECTOIRE À L'EFFET DE PROCÉDER À L'ATTRIBUTION D'ACTIONS DE PERFORMANCE, EXISTANTES OU À ÉMETTRE, AUX SALARIÉS ET AUX DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ ET DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

(Quatorzième résolution)

Par la **quatorzième résolution**, il vous est proposé de renouveler l'autorisation de procéder à des attributions gratuites d'actions sous conditions de performance, qui avait été conférée au Directoire par l'Assemblée Générale mixte du 29 avril 2015.

En vertu de cette autorisation, la Société aurait la possibilité de procéder en une ou plusieurs fois à des attributions gratuites d'actions, existantes ou à émettre, de la Société, sous conditions de performance, au profit de membres du personnel salarié et/ou de mandataires sociaux de la Société ou de sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Finalités du renouvellement de cette autorisation

Le renouvellement par anticipation de cette autorisation permettrait au Groupe d'aligner les plans d'actions de performance (i) sur le nouveau plan stratégique du Groupe et (ii) sur le nouveau régime juridique et fiscal issu des dispositions de la loi Macron du 6 août 2015.

- Alignement des plans d'actions de performance sur le nouveau plan stratégique

La mise en place de plans d'actions de performance permet à la Société d'associer plus étroitement les dirigeants et collaborateurs à la performance économique du Groupe et de fidéliser les talents du Groupe.

Compte tenu de sa reconstruction financière, le Groupe annoncera le 5 avril 2016 un nouveau plan stratégique succédant à Back in the Race.

Il est primordial pour le Groupe d'aligner les objectifs des dirigeants et des collaborateurs avec ceux de ce nouveau plan stratégique, à la fois sur la nature des objectifs et sur leur durée (i.e. la période de performance des plans d'actions de performance passera de 2 à 3 ans à ce titre).

- Alignement avec le nouveau régime juridique et fiscal issu des dispositions de la loi Macron du 6 août 2015.

Le renouvellement de cette autorisation permet, conformément aux termes de la loi Macron, d'aligner les futurs plans d'actions de performance avec le nouveau régime juridique et fiscal institué par cette loi, dont les principaux apports sont résumés ci-après :

	Régime précédent	Régime « loi Macron »
Période minimale d'acquisition des actions	2 ans	1 an
Période de conservation des actions	« 2 + 2 » minimum (2 ans acquisition + 2 ans conservation) ou « 4 + 0 » (4 ans acquisition, 0 conservation)	Période de conservation facultative. Période d'acquisition + période de conservation égales au minimum à 2 ans.
Contribution patronale	30 % payables le mois suivant la décision d'attribution	20 % payables le mois suivant l'acquisition des actions (donc sur la base des actions réellement acquises)
Régime fiscal du gain d'acquisition pour les bénéficiaires	Impôt sur le revenu, catégorie traitements et salaires + prélèvements sociaux (8 %)	Impôt sur le revenu, régime des plus-values de cession de valeurs mobilières (avec abattement en fonction de la durée de détention) + prélèvements sociaux (15,5 %)
Contribution salariale due par les bénéficiaires	10 % payables lors de la cession des actions	Suppression de la contribution salariale

Il est dans l'intérêt social et dans celui des bénéficiaires (qui sont clefs pour la réussite de la performance du Groupe) de s'aligner sur ce nouveau régime.

Modalités de l'autorisation renouvelée

Le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement dans le cadre de cette autorisation ne pourrait représenter au total plus de 0,85 % du capital social tel que constaté au jour de la décision du Directoire, et le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées aux membres du Directoire ne pourrait représenter au total plus de 0,15 % du capital social, ce plafond de 0,15 % étant inclus dans, et s'imputant sur, le plafond susmentionné de 0,85 %.

Les plafonds sont inchangés par rapport à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale mixte du 29 avril 2015, qui n'a pas été utilisée à ce jour. Cette nouvelle autorisation remplacerait et annulerait celle de 2015 pour une durée identique de 26 mois. L'effet dilutif pour les actionnaires ne serait donc pas augmenté.

En cas de mise en œuvre de cette autorisation, l'attribution des actions gratuites à leurs bénéficiaires ne pourra devenir définitive qu'au terme d'une période d'acquisition dont la durée, qui sera fixée par le Directoire, ne pourra être inférieure à trois ans (contre deux ans auparavant), et la détermination du nombre définitif d'actions attribuées sera appréciée sur une période de performance de trois exercices consécutifs. Le Directoire sera libre de fixer ou non une période de conservation.

En outre, l'acquisition définitive des actions attribuées gratuitement sera soumise, pour l'ensemble des bénéficiaires, d'une part, à une condition de présence effective dans le Groupe à l'issue de la période d'acquisition, sauf cas légaux de sortie anticipée (incluant les cas de décès et d'invalidité) et sauf exceptions le cas échéant décidées par le Directoire et, d'autre part, à des conditions de performance qui seront déterminées par le Directoire en accord avec le Conseil de Surveillance, évaluées sur plusieurs années et fixées par référence à des objectifs internes et/ou externes au Groupe. Ces conditions de performance porteraient sur l'atteinte d'objectifs issus du nouveau plan stratégique du Groupe.

Ainsi, l'acquisition définitive des actions à chaque bénéficiaire pourra être nulle, partielle ou totale, en fonction du niveau d'atteinte des objectifs qui seront définis dans le ou les plan(s) d'attribution d'actions gratuites.

Conformément à la réglementation applicable, pour toute éventuelle attribution gratuite d'actions aux membres du Directoire, le Conseil de Surveillance, soit déciderait que ces actions ne pourront pas être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit fixerait la quantité de ces actions qu'ils seraient tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Projet de plan d'attribution de performance 2016

Suivant sa décision du 23 février 2016, le Conseil de Surveillance a arrêté les principes et les modalités d'un nouveau plan d'attribution d'actions de performance pour les membres du Directoire qui sera mis en œuvre à l'issue de la présente Assemblée.

L'attribution au Président du Directoire portera sur 130 000 actions de performance et aux autres membres du Directoire sur 60 000 actions de performance. Cette attribution s'inscrira dans un plan d'ensemble portant sur plusieurs centaines de cadres dirigeants et supérieurs du Groupe, pour un total de 2 100 000 actions (représentant 0,26 % du capital).

La période d'acquisition sera divisée en deux parties : 50 % des actions initialement attribuées ne seront définitivement acquises qu'au terme d'une période d'acquisition de trois ans ; et les autres 50 % qu'au terme d'une période d'acquisition de quatre ans.

La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de chaque période d'acquisition sera appréciée sur une période de performance de trois exercices consécutifs (2016-2018).

Il n'y aura pas de période de conservation dans le cadre de ce plan. L'acquisition définitive sera soumise à deux conditions de performance du nouveau plan stratégique du Groupe. La nature des objectifs de performance sera communiquée à la date de publication du nouveau plan stratégique (i.e. le 5 avril 2016)

La structure des conditions de performance est présentée dans le tableau ci-après.

Fractions des actions initialement attribuées (représentant chacune 50 % de l'attribution)	Nature d'objectif de performance	Seuil de déclenchement	Cible
Fraction 1	Objectif 1 du nouveau plan stratégique	Principe : seuil de déclenchement égal à l'objectif de performance du nouveau plan stratégique. 50 % des actions de la fraction seront acquises en cas d'atteinte de ce seuil de déclenchement. Si ce seuil de déclenchement n'est pas atteint, aucune action ne sera acquise au titre de cette fraction, ni de la Fraction 2.	Principe : cible supérieure à l'objectif 1 du nouveau plan stratégique. Au-delà du seuil de déclenchement, l'acquisition des actions variera de façon linéaire jusqu'à l'acquisition de 100 % des actions de la fraction en cas d'atteinte de la cible.
Fraction 2	Objectif 2 du nouveau plan stratégique	Principe : seuil de déclenchement proche l'objectif de performance du nouveau plan stratégique. 50 % des actions de la fraction seront acquises en cas d'atteinte de ce seuil de déclenchement. Si ce seuil de déclenchement n'est pas atteint, aucune action ne sera acquise au titre de la Fraction 2.	Principe : cible supérieure à l'objectif 2 du nouveau plan stratégique. Au-delà du seuil de déclenchement, l'acquisition des actions variera de façon linéaire jusqu'à l'acquisition de 100 % des actions de la fraction en cas d'atteinte de la cible.

Cette attribution sera assortie pour chaque membre du Directoire :

- d'une obligation de conserver, au nominatif et jusqu'à la cessation de ses fonctions, au moins 25 % du nombre d'actions définitivement acquises (en fonction de l'atteinte des conditions de performance) à l'issue de la période d'acquisition ;
- d'une obligation d'acquérir, à la date de disponibilité des actions attribuées, un nombre d'actions équivalent à 5 % du nombre d'actions définitivement acquises (en fonction de l'atteinte des conditions de performance) à l'issue de la période d'acquisition ; et
- d'un engagement de ne pas recourir à des opérations de couverture de leur risque sur les actions attribuées.

Les obligations de conservation et d'acquisition susmentionnées, applicables à chaque membre du Directoire, cesseront dès lors qu'il détiendra au nominatif un nombre d'actions correspondant à plus de deux années de sa rémunération fixe brute. Elles redeviendront toutefois applicables au cas où le niveau cible ne serait plus

respecté par la suite. Le calcul sera effectué en prenant en compte le cours de l'action lors de l'acquisition définitive pour les actions de performance.

Il est rappelé que les membres du Directoire n'ont pas bénéficié d'attribution d'options ou d'actions de performance entre 2009 à 2014. Le plan d'actions de performance mis en place en février 2015 (détaillé dans le document de référence 2015) est en cours de période d'acquisition et, à la date du présent rapport, les informations relatives à l'acquisition définitive des actions ne sont donc pas disponibles.

Le Groupe a, par le passé, montré qu'il définissait des critères de performances très élevés. À titre d'exemple, lors du plan d'attribution gratuite d'actions sous conditions de performance mis en place par le Groupe en 2010 concernant 816 000 actions existantes au profit des cadres dirigeants et d'un certain nombre de cadres supérieurs du Groupe (les membres du Directoire n'en bénéficiaient pas), les conditions cumulées des années 2010, 2011 et 2012 ⁽¹⁾ n'ayant pas été atteintes, aucune action n'avait été remise au titre de ce plan.

RÉCAPITULATIF DES PLANS D' ACTIONS DE PERFORMANCE ET DES PLANS D' OPTIONS

Année	Plan	Bénéficiaires	Nombre de titres attribués	Pourcentage du capital des titres attribués (à la date d'attribution)	Réalisation des conditions de performance
2015	Plan d'actions de performance	Membres du Directoire, Cadres dirigeants et supérieurs du Groupe	2 465 000 (dont 130 000 pour les membres du Directoire)	0,31 % (dont 0,04 % pour les membres du Directoire)	Période d'acquisition en cours
2014	Aucun plan				
2013	Aucun plan				
2012	Aucun plan				
2011	Aucun plan				
2010	Plan d'actions de performance	Cadres dirigeants et supérieurs du Groupe	816 000	0,34 %	Non
2009	Aucun plan				
2008	Plan d'options	Membres du Directoire, Cadres dirigeants et supérieurs du Groupe	1 916 820	0,81 %	N/A

Il est enfin rappelé que, comme cela avait déjà été le cas lors des dernières Assemblées Générales mixtes, il n'est pas proposé à l'Assemblée Générale de résolution visant à conférer au Directoire l'autorisation de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société.

En application des dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, un rapport du Directoire rendra compte, le cas échéant, des opérations intervenues en exécution de cette autorisation.

(1) Conditions de performance liées au résultat opérationnel courant du Groupe cumulé sur ces trois années, hors Faurecia mais incluant la part des activités menées en Chine, mises en équivalence dans les résultats.

VIII. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DONNÉE AU DIRECTOIRE À L'EFFET D'ÉMETTRE DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS EN PÉRIODE D'OFFRE PUBLIQUE PORTANT SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

(Quinzième résolution)

Par la **quinzième résolution**, il vous est proposé, en application de l'article L. 233-32 II du Code de commerce, de déléguer au Directoire la compétence d'émettre au profit des actionnaires, en période d'offre publique non sollicitée portant sur les titres de la Société, des bons de souscription d'action à conditions préférentielles et à les attribuer gratuitement aux actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique.

Cette délégation vise à permettre au Directoire de renchérir la valeur de la Société dans l'hypothèse où le prix proposé dans le cadre de l'offre publique serait considéré comme insuffisant, et d'inciter l'initiateur de l'offre à renchérir le prix de son offre ou à renoncer à son offre.

Le Directoire considère qu'il doit pouvoir disposer de la faculté d'émettre de tels bons dans les conditions prévues par la loi, en présence d'une offre publique qu'il jugerait contraire aux intérêts de la Société et de ses actionnaires.

Ces bons, s'ils étaient émis, deviendraient caducs de plein droit dès que l'offre ou toute autre offre concurrente éventuelle échouerait, deviendrait caduque ou serait retirée.

Le montant nominal maximum prévu pour l'augmentation de capital qui pourrait résulter de l'exercice des bons de souscription d'actions, s'ils étaient émis, serait de 404 311 714 euros, soit 50 % du capital social constaté au 8 février 2016, et le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis ne pourrait excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons.

Cette délégation serait donnée pour une durée expirant à la fin de la période d'offre de toute offre publique visant la Société et déposée dans les 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale.

IX. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À L'EFFET DE PROCÉDER À UNE OU DES AUGMENTATIONS DU CAPITAL SOCIAL RÉSERVÉES AUX SALARIÉS

(Seizième résolution)

La présente Assemblée Générale ayant à se prononcer, dans le cadre de la quinzième résolution, sur une délégation de compétence relative à une ou des augmentations de capital (résultant de l'exercice des bons de souscription d'actions), il vous est soumis, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 1^{er} du Code de commerce, une résolution ayant pour objet de déléguer au Directoire la compétence de décider la réalisation d'une ou plusieurs augmentation(s) de capital réservée(s) aux salariés (**seizième résolution**).

Dans le cadre de cette délégation, le Directoire disposerait de la faculté de réaliser une ou plusieurs augmentation(s) de capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite d'un montant nominal maximum de 8 086 234 euros, soit environ 1 % du capital constaté au 8 février 2016, ce pourcentage étant identique à celui qui figurait dans la délégation conférée au Directoire par l'Assemblée Générale mixte du 29 avril 2015 dans sa dix-neuvième résolution.

Les augmentations de capital seraient réservées aux salariés et personnes éligibles conformément aux dispositions légales, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la

Société ou des sociétés françaises et étrangères qui lui sont liées au sens des articles L. 225-180 du Code de commerce et L. 3344-1 du Code du travail. La délégation de compétence emporterait de plein droit renonciation, de la part des actionnaires, à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient ainsi émises.

Conformément à l'article L. 3332-19 du Code de travail, le prix d'émission des actions ne pourrait être ni supérieur à la moyenne des derniers cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur au montant résultant de l'application à cette moyenne de la décote prévue à ce même article L. 3332-19 du Code de travail.

Dans le cadre de cette délégation, le Directoire pourrait procéder à l'attribution aux bénéficiaires, à titre gratuit, d'actions existantes, ou d'actions à émettre par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, au titre de l'abondement qui pourrait être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe et/ou au titre de la décote, sous réserve que leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'ait pour effet de dépasser les limites prévues par la réglementation.

Cette délégation de compétence serait octroyée pour une durée de 26 mois.

Il est rappelé que, conformément aux statuts de la Société, la réalisation par le Directoire de toute augmentation de capital en vertu de cette délégation serait soumise à autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Directoire, s'il faisait usage de cette délégation, établirait au moment de cette utilisation un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération ainsi que son incidence sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, en particulier en ce qui concerne leur quote-part des capitaux propres. Ce rapport ainsi que le rapport complémentaire du Commissaire aux Comptes seraient mis à disposition des actionnaires dans les conditions définies par le Code de commerce.

X. MODIFICATION DES STATUTS AFIN DE SUPPRIMER L'OBLIGATION POUR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE DÉTENIR 25 ACTIONS

(Dix-septième résolution)

Il est rappelé que la loi n'impose plus depuis le 1^{er} janvier 2009 de prévoir dans les statuts de la Société un nombre minimum d'actions à détenir par les membres du Conseil de Surveillance.

Il vous est donc proposé, par la **dix-septième résolution**, de modifier l'article 10 des statuts afin de supprimer l'obligation pour les Membres du Conseil de Surveillance de détenir 25 actions de la Société.

En revanche, depuis 2014, le règlement intérieur du Conseil de Surveillance impose aux membres du Conseil de détenir 1 000 actions (à l'exception des représentants de l'État, du/des représentant(s) des salariés et du représentant des salariés actionnaires, conformément aux dispositions législatives particulières qui leur sont applicables) et de faire inscrire celles-ci au nominatif pur ou administré. Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance est disponible dans son intégralité sur le site Internet du Groupe (www.psa-peugeot-citroen.com/Rubrique_Finance/Gouvernement_d'entreprise).

XI. MODIFICATION DES STATUTS AFIN DE PERMETTRE LEUR MISE EN HARMONIE AVEC LES NOUVELLES DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES RELATIVES À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DE LA LISTE DES PERSONNES HABILITÉES À PARTICIPER AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES D'ACTIONNAIRES, APPELÉE « RECORD DATE »

(Dix-huitième résolution)

La **dix-huitième résolution** porte sur la mise en harmonie des statuts avec les nouvelles dispositions légales et réglementaires relatives à la date d'établissement de la liste des personnes habilitées à participer aux Assemblées Générales d'actionnaires, appelée « record date ». La record-date est passée de trois à deux jours ouvrés précédant l'Assemblée Générale conformément à l'article L. 225-85 du Code de commerce modifié par le décret n°2014-1466

du 8 décembre 2014. Il est proposé de modifier l'article 11 des statuts afin de mettre en harmonie le délai prévu pour recevoir les révocations de formulaires de vote exprimées avant l'Assemblée avec le nouveau délai légal prévu pour la record-date.

XII. POUVOIRS

(Dix-neuvième résolution)

La **dix-neuvième résolution** est une résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publicités et des formalités légales.



Nous vous remercions de bien vouloir approuver par votre vote celles des résolutions ci-dessus agréées par le Directoire.

Le Directoire

8.2. ORDRE DU JOUR ET TEXTE DES PROJETS DE RÉSOLUTIONS

8.2.1. Ordre du jour

A. ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2015 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2015 ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2015 ;
- Approbation d'engagements réglementés – approbation de la suppression du régime de retraite à prestations définies applicable aux membres du Directoire et de la mise en place d'un nouveau dispositif de retraite ;
- Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de Surveillance (Mme Catherine Bradley) ;
- Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (Mme Catherine Bradley) ;
- Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Zhu Yanfeng) ;
- Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de Surveillance (Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co. Ltd.) ;
- Nomination d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance (Mme Helle Kristoffersen en remplacement de Mme Patricia Barbizet, démissionnaire) ;
- Fixation du montant global maximum des jetons de présence ;
- Avis consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée à M. Carlos Tavares, Président du Directoire ;
- Avis consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée à MM. Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon, Grégoire Olivier et Jean-Christophe Quémard, membres du Directoire ;
- Autorisation donnée au Directoire à l'effet de permettre à la Société d'opérer sur ses propres actions dans la limite de 10 % du capital dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce, suspension en période d'offre publique.

B. ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

- Autorisation à donner au Directoire à l'effet de procéder à l'attribution d'actions de performance, existantes ou à émettre, aux membres du personnel salariés et/ou aux Dirigeants Mandataires Sociaux de la Société ou des sociétés liées, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription ;
- Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique portant sur les titres de la Société, montant nominal maximal de l'augmentation de capital en résultant ;
- Délégation de compétence à donner au Directoire pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des salariés ;
- Modification de l'article 10 des statuts pour supprimer l'obligation pour les membres du Conseil de Surveillance de détenir 25 actions ;
- Modification de l'article 11 alinéa 10 des statuts afin de permettre la mise en conformité avec les nouvelles dispositions légales et réglementaires relatives à la date d'établissement de la liste des personnes habilitées à participer aux Assemblées Générales d'actionnaires, appelée « record date » ;
- Pouvoirs pour formalités.

8.2.2. Texte des projets de résolutions

A. ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2015

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes annuels, des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et du Président du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport établi par les Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015, approuve les comptes sociaux de l'exercice 2015 tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels se soldent par un bénéfice de 3 315 010 316,90 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2015

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes consolidés, des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2015, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice 2015

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015 comme suit :

- résultat de l'exercice : 3 315 010 316,90 euros ;
- dotation à la réserve légale : 2 550 866,10 euros.

Le solde de 3 312 459 450,80 euros est affecté au poste « Report à nouveau » dont le solde créditeur se trouve ainsi porté à un montant de 6 219 312 987,86 euros.

Il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des exercices 2014, 2013, et 2012.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation d'engagements réglementés – approbation de la suppression du régime de retraite à prestations définies applicable aux membres du Directoire et de la mise en place d'un nouveau dispositif de retraite

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes en application de l'article L. 225-88 du Code de commerce sur les conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants dudit Code sur les conventions et engagements réglementés, approuve la suppression du régime de retraite à prestations définies applicable aux membres du Directoire et la mise en place d'un nouveau dispositif de retraite, tel que visé à la section 1 dudit rapport.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de Surveillance (Mme Catherine Bradley)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, ratifie la décision du Conseil de Surveillance du 23 février 2016 de coopter Madame Catherine BRADLEY en qualité de membre du Conseil de Surveillance en remplacement de Madame Dominique REINICHE, démissionnaire, pour la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'à l'issue de la présente Assemblée.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (Mme Catherine Bradley)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Catherine BRADLEY pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice écoulé.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Zhu Yanfeng)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, ratifie la décision du Conseil de Surveillance du 4 juin 2015 de coopter Monsieur ZHU Yanfeng en qualité de membre du Conseil de Surveillance en remplacement de Monsieur XU Ping, démissionnaire, pour la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice écoulé.

HUITIÈME RÉSOLUTION

Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de Surveillance (DONGFENG MOTOR (HONG KONG) INTERNATIONAL CO., LIMITED)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, ratifie la décision du Conseil de Surveillance du 15 décembre 2015 de coopter DONGFENG MOTOR (HONG KONG) INTERNATIONAL CO., LIMITED, société de droit hongkongais, dont le siège est sis 2/F Kam Chung Comm. Bldg, 19-21 Hennessy Rd Wanchai, Hong Kong, en qualité de membre du Conseil de Surveillance en remplacement de Monsieur ZHU Yanfeng, démissionnaire, pour la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice écoulé.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

Nomination d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance (Mme Helle Kristoffersen en remplacement de Mme Patricia Barbizet démissionnaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, nomme en qualité de membre du Conseil de Surveillance Madame Helle KRISTOFFERSEN pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2020 sur les comptes de l'exercice écoulé.

DIXIÈME RÉSOLUTION

Montant global maximum des jetons de présence

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale ordinaire, décide de porter d'un million d'euros à un million cent mille (1 100 000 euros) euros la rémunération globale maximale des membres du Conseil de Surveillance pour l'exercice en cours et chacun des exercices suivants jusqu'à nouvelle décision.

ONZIÈME RÉSOLUTION

Avis consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée à M. Carlos Tavares, Président du Directoire

L'Assemblée Générale, consultée en application des recommandations du code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées (paragraphe 24.3), statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Monsieur Carlos TAVARES, Président du Directoire, tels que figurant à la section V du rapport du Directoire sur les projets de résolutions.

DOUZIÈME RÉSOLUTION

Avis consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée à MM. Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon, Grégoire Olivier et Jean-Christophe Quémard, membres du Directoire

L'Assemblée Générale, consultée en application des recommandations du code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées (paragraphe 24.3), statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2015 à Messieurs Jean-Baptiste CHASSELOUP de CHATILLON, Grégoire OLIVIER et Jean-Christophe QUEMARD, tels que figurant à la section V du rapport du Directoire sur les projets de résolutions.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire à l'effet de permettre à la Société d'opérer sur ses propres actions dans la limite de 10 % du capital dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce, suspension en période d'offre publique

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, et conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce :

1. Autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation, à acquérir ou faire acquérir, en une ou plusieurs fois et aux époques que le Directoire déterminera, des actions de la Société, dans la limite de 71 749 079 actions, étant précisé que la Société ne pourra à aucun moment détenir plus de 10 % de son capital ;
2. Décide que ces actions pourront être acquises et conservées, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables, en vue :
 - (a) de réduire le capital de la Société par voie d'annulation d'actions, conformément à l'autorisation conférée à la dixième résolution à caractère extraordinaire de l'Assemblée Générale mixte du 29 avril 2015,
 - (b) de céder des actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la Société ou de sociétés et/ou de groupements qui lui sont liés dans les conditions légales et réglementaires, lors de l'exercice d'options d'achat d'actions,
 - (c) de procéder à l'attribution gratuite d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux et/ou de la Société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés dans les conditions légales et réglementaires,
 - (d) de procéder à des opérations d'actionnariat salarié réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, réalisée dans les conditions des articles L. 3331-1 et suivants du Code du travail par cession des actions acquises préalablement par la Société dans le cadre de la présente résolution, ou prévoyant une attribution gratuite de ces actions au titre d'un abondement en titres de la Société et/ou en substitution de la décote,
 - (e) de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des titres financiers donnant droit, par conversion, remboursement, échange ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la Société,

- (f) d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par la réglementation,
 - (g) de remettre des actions (à titre de paiement, d'échange ou d'apport) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, dans les limites fixées par la réglementation applicable ;
3. Décide que l'acquisition de ces actions, ainsi que leur cession ou transfert, pourront être effectués par tous moyens et à toute époque, sauf en période d'offre publique sur le capital de la Société, dans les limites permises par la réglementation en vigueur, sur le marché ou hors marché, y compris par acquisition ou cession de blocs ou l'utilisation de tous instruments financiers optionnels ou dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat ;
 4. Décide que le prix maximum d'achat est fixé à trente (30) euros par action, le Directoire ayant la faculté d'ajuster ce montant en cas d'opérations sur le capital de la Société, notamment d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription ou par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions ordinaires aux actionnaires, de division ou de regroupement des actions ordinaires. Le montant maximal que la Société pourra affecter à la mise en œuvre de la présente résolution est fixé à 2 152 472 370 (deux milliards cent cinquante-deux millions quatre cent soixante-douze mille trois cent soixante-dix) euros ;
 5. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, passer tous ordres sur tous marchés ou procéder à toute opération hors marché, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes démarches, déclarations et formalités auprès de toutes autorités et de tous organismes, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs dans les conditions légales et réglementaires applicables et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des décisions qui auront été prises par le Directoire dans le cadre de la présente autorisation ;
 6. Fixe à dix-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente autorisation, laquelle remplace et prive d'effet à compter de ce jour, pour la partie non utilisée et la période non écoulée, toute autorisation de même objet précédemment conférée par l'Assemblée Générale.

B. ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

QUATORZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire à l'effet de procéder à l'attribution d'actions de performance, existantes ou à émettre, aux membres du personnel salariés et/ou aux Dirigeants mandataires Sociaux de la Société ou des sociétés liées, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. Autorise le Directoire à procéder, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des salariés, ou de certains d'entre eux, ainsi que des

mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, à des attributions gratuites d'actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société sous conditions de performance ;

2. Décide que le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 0,85 % du capital social de la Société, tel que constaté au jour de la décision d'attribution par le Directoire, étant précisé que :

- (a) le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées aux membres du Directoire ne pourra représenter plus de 0,15 % du capital social de la Société, tel que constaté au jour de la décision d'attribution par le Directoire, ce plafond s'imputant sur le plafond ci-dessus mentionné de 0,85 % du capital social ;
- (b) les plafonds et sous-plafonds ci-dessus mentionnés ne tiennent pas compte du nombre d'actions qui pourraient être attribuées aux bénéficiaires en supplément des actions initialement attribuées, au titre des ajustements qui seraient à effectuer pour préserver les droits desdits bénéficiaires en cas d'opération sur le capital de la Société intervenant durant la période d'acquisition visée au paragraphe 3 de la présente résolution ;

3. Décide que :

- (a) l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Directoire, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à trois ans (pour autant que de besoin, il est rappelé que le Directoire pourra prévoir une durée de période d'acquisition supérieure à cette durée minimale) ;
- (b) le cas échéant, la durée de l'obligation de conservation desdites actions sera fixée par le Directoire ;
- (c) par dérogation à ce qui précède, l'attribution définitive pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité sociale, et que, dans une telle hypothèse, les actions deviendront alors immédiatement librement cessibles ;

4. Prend acte que toute attribution gratuite d'actions aux membres du Directoire devra être autorisée par le Conseil de Surveillance et que, lors de chaque projet d'attribution, le Conseil de Surveillance pourra soit décider que les actions ainsi attribuées ne pourront être cédées avant la cessation de leurs fonctions, soit fixer la quantité des actions devant être conservées au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;

5. conditionne expressément l'attribution définitive des actions en vertu de la présente autorisation, y compris pour les membres du Directoire, au respect d'une condition de présence et à l'atteinte de plusieurs conditions de performance déterminées par le Directoire lors de la décision de leur attribution, sur autorisation du Conseil de Surveillance, et appréciées sur une période minimale de trois exercices consécutifs ;

6. Prend acte que, en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre par la Société, la présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires desdites attributions d'actions à émettre, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure de l'attribution définitive des actions et à tout droit aux actions attribuées gratuitement sur le fondement de la présente autorisation ;

7. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les limites et conditions légales et réglementaires, pour la mise en œuvre de la présente autorisation, et notamment :

- arrêter la liste des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux,
 - déterminer si les actions à attribuer gratuitement consisteront en des actions à émettre ou en des actions existantes et, le cas échéant, modifier son choix avant l'attribution définitive,
 - fixer les conditions et critères d'attribution des actions, et notamment les conditions de performance à satisfaire pour que l'attribution devienne définitive,
 - fixer et, le cas échéant, modifier, toutes les dates et modalités des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation,
 - prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements applicables,
 - prévoir la faculté de procéder, selon les modalités qu'il déterminera, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, à tous ajustements de manière à préserver les droits des bénéficiaires en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société, et en particulier déterminer les conditions dans lesquelles le nombre d'actions attribuées gratuitement sera ajusté,
 - en cas d'émission d'actions nouvelles, augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, déterminer la nature et les montants des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital en vue de la libération desdites actions et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, constater la réalisation des augmentations de capital, procéder aux modifications statutaires consécutives, et
 - plus généralement, faire le nécessaire en vue de la bonne fin des opérations ;
8. Fixe à vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale la durée de validité de la présente autorisation, laquelle remplace et prive d'effet à compter de ce jour, pour la partie non utilisée et la période non écoulée, toute autorisation de même objet précédemment conférée par l'Assemblée Générale.

QUINZIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires en cas d'offre publique portant sur les titres de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

1. Délègue au Directoire, en application des dispositions de l'article L. 233-32 II du Code de commerce, la compétence d'émettre, en une ou plusieurs fois, en cas d'offre publique portant sur les titres de la Société, des bons permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la Société et d'attribuer gratuitement lesdits bons à tous les actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera ;
2. Fixe à 404 311 714 euros le plafond du montant nominal de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice desdits bons, étant précisé que ce montant sera le cas échéant majoré du montant correspondant à la valeur nominale des titres nécessaires à la réalisation des ajustements susceptibles d'être effectués conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de ces bons, et décide que le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis en vertu de la présente délégation ne pouvant excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons ;
3. Prend acte que les bons émis au titre de la présente délégation ne seront pas exerçables et deviendront caducs de plein droit dès que l'offre et toute offre concurrente éventuelle échoueraient, deviendraient caduques ou seraient retirées, et décide que, dans ce cas, la présente délégation sera réputée n'avoir pas été utilisée et conservera en conséquence tous ses effets, les bons ainsi devenus caducs n'étant pas pris en compte pour le calcul du nombre maximum de bons, tel qu'indiqué au point 2 ci-dessus, pouvant être émis au titre d'une utilisation ultérieure de la présente délégation ;
4. Prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les bons de souscription émis en vertu de la présente résolution donneraient droit ;
5. Donne tous pouvoirs au Directoire pour la mise en œuvre de la présente délégation, et notamment pour :
 - (a) fixer les conditions relatives à l'émission et à l'attribution gratuite de ces bons, avec faculté d'y surseoir ou d'y renoncer, et le nombre de bons à émettre,
 - (b) fixer les conditions d'exercice de ces bons, qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute offre concurrente éventuelle, ainsi que les autres caractéristiques de ces bons, et notamment le prix d'exercice ou les modalités de détermination de ce prix,
 - (c) fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des bons, conformément aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles,
 - (d) fixer les conditions de toute augmentation de capital résultant de l'exercice de ces bons, fixer la date de jouissance des actions à émettre et, s'il le juge opportun, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital sur le montant des primes correspondantes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
 - (e) constater les augmentations du capital social résultant de l'exercice des bons, procéder aux modifications corrélatives des statuts de la Société, accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités et, plus généralement, faire le nécessaire ;
6. Fixe la durée de validité de la présente délégation à une durée expirant à la fin de la période d'offre de toute offre publique visant la Société et déposée dans les dix-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée, la présente délégation remplaçant et privant d'effet à compter de ce jour, pour la partie non utilisée et la période non écoulée, toute délégation de même objet précédemment conférée par l'Assemblée Générale.

SEIZIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence à donner au Directoire pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des salariés

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, statuant en application des articles L. 225-129-6, L. 225-138-1 et L. 228-92 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. Délégué sa compétence au Directoire à l'effet, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établis par la Société et/ou les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail ;
2. Supprime en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente délégation ;
3. Fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de cette délégation ;
4. Limite le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente délégation à 8 086 234 euros, ce montant s'imputant sur le montant du plafond global d'augmentation de capital fixé à la dix-huitième

résolution à caractère extraordinaire de l'Assemblée Générale mixte du 29 avril 2015. À ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société ;

5. Décide que le prix des actions à émettre, en application du 1/ de la présente délégation, ne pourra être ni inférieur de plus de 20 %, ou de 30 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans, à la moyenne des premiers cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision du Directoire relative à l'augmentation de capital et à l'émission d'actions correspondante, ni supérieur à cette moyenne ;
6. Décide, en application des dispositions de l'article L. 3332-21 du Code du travail, que le Directoire pourra prévoir l'attribution aux bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote ;
7. Prend acte que la présente délégation prive d'effet à compter de ce jour, pour la partie non utilisée et la période non écoulée, toute délégation antérieure ayant le même objet conférée par l'Assemblée Générale.

Le Directoire pourra ou non mettre en œuvre la présente délégation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 10 des statuts afin de supprimer l'obligation pour les membres du Conseil de Surveillance de détenir 25 actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire :

1. décide de modifier l'article 10 des statuts de la Société afin de procéder à la suppression de l'article 10-II, de procéder à des ajustements de numérotation afin de tenir compte de la suppression de l'article 10-II, de procéder à la suppression de l'actuel 3^e alinéa de l'article 10-I, B), (v), et de procéder à la suppression de l'actuel 7^e alinéa de l'article 10-I, C), (v) ;
2. décide en conséquence que l'article 10 des Statuts de la Société sera rédigé comme suit, étant précisé que les autres dispositions (non citées) de l'article 10 demeureront inchangées :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
I – B) Membre(s) du Conseil de Surveillance représentant les salariés (v) Le mandat du membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés est effectif dès sa désignation pour une durée de quatre ans expirant à l'Assemblée plénière annuelle du Comité Européen du Groupe tenue au cours de cette quatrième année.	(inchangé)
Cependant, son mandat prend fin de plein droit, avec effet immédiat, en cas de perte de la qualité de salarié de la Société ou d'une de ses filiales directes ou indirectes.	(inchangé)
Les dispositions de l'article 10 – II des statuts relatives au nombre d'actions que doit posséder chaque membre du Conseil de Surveillance pendant la durée de son mandat ne sont pas applicables au membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés.	(supprimé)
Le mandat du membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés est régi par l'ensemble des dispositions statutaires de la Société et par les dispositions légales et réglementaires applicables à tout membre du Conseil de Surveillance, sous réserve des dispositions légales spécifiques et de celles prévues au présent article 10 – I B) des statuts.	(inchangé)
C) Membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires (v) La durée des fonctions du membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires est identique à la durée visée à l'article 10 – I A) des présents statuts.	(inchangé)
Cependant, son mandat prend fin de plein droit, avec effet immédiat, en cas de perte de la qualité de salarié de la Société ou d'une société qui lui est liée au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, en cas de perte de la qualité de membre d'un Conseil de Surveillance de FCPE ou de perte de la qualité de porteur de parts d'un FCPE.	(inchangé)
En cas de vacance du poste de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, l'ensemble des conseils de surveillance des FCPE sera spécialement réuni afin de procéder à la désignation des candidats à son remplacement dans les conditions prévues au présent article 10.1 – I C) des statuts.	(inchangé)
Si la désignation des candidats survient trois mois ou plus avant la plus prochaine Assemblée Générale, la nomination du remplaçant sera soumise au vote de ladite plus prochaine Assemblée Générale ordinaire.	(inchangé)
Si la désignation des candidats survient moins de trois mois avant la plus prochaine Assemblée Générale, la nomination du remplaçant sera soumise au vote de l'Assemblée Générale suivante. Toutefois, dans la mesure où un seul candidat serait désigné par les conseils de surveillance des FCPE pour pourvoir au remplacement et dans la mesure où il serait possible de pourvoir à ce remplacement par voie de cooptation, le Conseil de Surveillance pourra nommer ce candidat comme membre du Conseil de Surveillance, sous réserve de ratification de cette nomination par la plus proche Assemblée Générale.	(inchangé)
Jusqu'à la nomination d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, le Conseil de Surveillance se réunira et délibérera valablement.	(inchangé)
Les dispositions l'article 10 – II des statuts relatives au nombre d'actions que doit posséder chaque membre du Conseil de Surveillance pendant la durée de son mandat ne sont pas applicables à ce membre du Conseil de Surveillance.	(supprimé)
Le mandat du membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires est régi par l'ensemble des dispositions statutaires de la Société et par les dispositions légales et réglementaires applicables à tout membre du Conseil de Surveillance, sous réserve des dispositions spécifiques du présent article 10 – I C) des statuts.	(inchangé)
II – Pendant la durée de leur mandat, chaque membre du Conseil de Surveillance doit être propriétaire de vingt-cinq actions.	(supprimé)

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 11 alinéa 10 des statuts afin de permettre la mise en conformité avec les nouvelles dispositions légales et réglementaires relatives à la date d'établissement de la liste des personnes habilitées à participer aux Assemblées Générales d'actionnaires, appelée *record date*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide de mettre les statuts en conformité avec l'article R. 225-85 du Code de commerce et de modifier en conséquence l'alinéa 10 de l'article 11 des statuts comme suit :

- Remplacer le mot « troisième » par « deuxième » de sorte que cet alinéa est désormais rédigé comme suit :

« La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'Assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de transfert de propriété de titres intervenant avant le **deuxième** jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure. »

DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

8.3. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre

(Quatorzième résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des salariés, ou de certains d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de votre société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le nombre d'actions susceptibles d'être ainsi attribuées ne pourra représenter plus de 0,85 % du capital social constaté au jour de la décision d'attribution par le Directoire, étant précisé que :

- le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées aux membres du Directoire ne pourra représenter plus de 0,15 % du capital social, tel que constaté au jour de la décision d'attribution par le Directoire, ce plafond s'imputant sur le plafond ci-dessus mentionné de 0,85 % du capital social ;
- les plafonds et sous-plafonds ci-dessus mentionnés ne tiennent pas compte du nombre d'actions qui pourraient être attribuées aux bénéficiaires en supplément des actions initialement attribuées, au titre des ajustements qui seraient à effectuer pour préserver les droits desdits bénéficiaires en cas d'opération sur le capital de votre société intervenant durant la période d'acquisition fixée par le Directoire.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de vingt-six mois à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre sous conditions de performance.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Directoire s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 24 février 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Jean-Louis Simon

Jérôme de Pastors

ERNST & YOUNG et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le projet d'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la Société

(Quinzième résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la Société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée expirant à la fin de la période d'offre de toute offre publique visant la Société et déposée dans les dix-huit mois à compter de la présente assemblée, dans le cadre de l'article L. 233-32 II du Code de commerce, la compétence à l'effet de :

- décider l'émission de bons soumis au régime de l'article L. 233-32 II du Code de commerce permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la Société, ainsi que leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique ;
- fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques desdits bons.

Le montant nominal maximal des actions qui pourraient être ainsi émises ne pourra dépasser le plafond de 404 311 714 euros et le nombre maximal de bons qui pourraient être émis ne pourra excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'émission de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la Société.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Directoire.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 24 février 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Jean-Louis Simon

Jérôme de Pastors

ERNST & YOUNG et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation du capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe

(Seizième résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Directoire de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés et personnes éligibles conformément aux dispositions légales, adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société ou des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens des articles L. 225-180 du Code de commerce et L. 3344-1 du Code du travail, pour un montant nominal maximum de 8 086 236 euros, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal maximal de l'augmentation du capital susceptible de résulter de cette émission s'élève à 8 086 234 euros, étant précisé que ce montant viendra s'imputer sur le montant du plafond global d'augmentation du capital visé à la dix-huitième résolution de l'Assemblée Générale mixte du 29 avril 2015.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois, la compétence pour décider une augmentation du capital et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du Directoire.

Les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation du capital serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Directoire.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 24 février 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Jean-Louis Simon

Jérôme de Pastors

ERNST & YOUNG et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

9.1. PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT	328	9.4. RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	330
Responsable du document de référence 2015	328	9.4.1. Commissaires aux Comptes titulaires	330
Attestation du responsable du document de référence 2015	328	9.4.2. Commissaires aux Comptes suppléants	330
Responsable de l'information financière	328	9.4.3. Honoraires des Commissaires aux Comptes	330
9.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES	329	9.5. TABLES DE CONCORDANCE	331
Pour l'exercice 2014	329	9.5.1. Table de concordance avec les informations requises dans le rapport de gestion	331
Pour l'exercice 2013	329	9.5.2. Table de concordance avec les informations requises dans le rapport financier annuel	332
Date des dernières informations financières	329	9.5.3. Table de concordance avec les rubriques de l'annexe 1 du Règlement Européen 809/2004	333
9.3. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	329		



9.1. PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT

Responsable du document de référence 2015

Carlos Tavares

Président du Directoire de Peugeot S.A.

Attestation du responsable du document de référence 2015

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion dont les différentes rubriques sont mentionnées pages 331 et 332 du présent document de référence présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 présentés dans le document de référence déposé le 28 mars 2015 à l'AMF sous le numéro de visa D.15-0215 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant aux pages 263 et 264 dudit document, qui contient une observation. L'observation du rapport sur les comptes consolidés est la suivante.

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Principes comptables » et la note 3.4 « Modification aux comptes antérieurement publiés » de l'annexe aux comptes consolidés qui exposent l'incidence de la première application des normes IFRS 10 et IFRS 11 relatives aux états financiers consolidés et aux partenariats. »

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013 présentés dans le document de référence déposé le 2 avril 2014 à l'AMF sous le numéro de visa D.14-0269 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant aux pages 280 et 281 dudit document, qui contient une observation. L'observation du rapport sur les comptes consolidés est la suivante.

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, dans le contexte de l'environnement économique et financier du Groupe, tel qu'exposé dans le rapport de gestion du Groupe, nous attirons votre attention sur les notes suivantes des comptes consolidés :

- la Note 2.4 qui précise les postes comptables pour lesquels les estimations et les hypothèses retenues sont particulièrement sensibles ;
- la Note 9.1 sur les tests de valeur des actifs de la division Automobile qui ont conduit à enregistrer une dépréciation de 1 009 millions d'euros. Cette note précise que les tests ont été réalisés sur la base d'un plan à moyen termes dont les modalités de financement n'étaient pas définitivement arrêtées au 31 décembre 2013. Elle souligne que le Groupe est confiant sur sa capacité à mettre en place les financements correspondants ;
- la Note 40 sur les événements postérieurs à la clôture. Elle indique en particulier que le Directoire et le Conseil de Surveillance ont décidé, le 18 février 2014, de soumettre à la prochaine Assemblée générale des actionnaires une augmentation de capital de 3 milliards d'euros. Elle précise que cette augmentation de capital devrait permettre notamment le financement du plan à moyen terme actuel du Groupe et la relance de son développement ;
- la Note 36 qui expose la situation de liquidité du Groupe et de Banque PSA Finance ;
- la Note 3 qui expose l'incidence de la première application de la norme IAS 19 révisée relative aux avantages au personnel. »

Carlos Tavares
Président du Directoire de Peugeot S.A.

Responsable de l'information financière

Frédéric Brunet

Directeur de la communication financière et des relations investisseurs

Tél. : 01 40 66 42 59

9.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission, les informations suivantes sont incorporées par référence dans le présent document de référence :

Pour l'exercice 2014

Les informations requises dans le rapport de gestion figurent à la page 345, les comptes consolidés figurent aux pages 170 à 262 et le rapport des Commissaires aux Comptes correspondant figure aux pages 263 et 264 du document de référence de l'exercice 2014 qui a été enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 28 mars 2015, sous le numéro de dépôt D. 15-0215.

Pour l'exercice 2013

Les informations requises dans le rapport de gestion figurent à la page 484, les comptes consolidés figurent aux pages 282 à 386 et le rapport des Commissaires aux Comptes correspondant figure aux pages 280 et 281 du document de référence de l'exercice 2013 qui a été enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 2 avril 2014, sous le numéro de dépôt D. 14-0269.

Date des dernières informations financières

31 décembre 2015

9.3. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Sont notamment disponibles sur le site Internet de la Société (www.psa-peugeot-citroen.com) les documents suivants :

- le présent document de référence 2015 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers ;
- les communiqués financiers ;
- les statuts de la société Peugeot S.A. ;
- les informations financières historiques de Peugeot S.A. et de ses filiales ;
- la présentation des résultats annuels 2015.

Les documents et renseignements relatifs à la Société peuvent être consultés au siège social de la Société, 75 avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

9.4. RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

9.4.1. Commissaires aux Comptes titulaires

ERNST & YOUNG ET AUTRES

(Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles)

Messieurs Christian Mouillon et Marc Stoessel

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Début du premier mandat : Assemblée Générale ordinaire du 31 mai 2011.

Expiration du mandat actuel : à l'issue de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2016.

MAZARS

(Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles)

Messieurs Jérôme de Pastors et Jean Louis Simon

61, rue Henri-Regnault
92400 Courbevoie

Début du premier mandat : Assemblée Générale ordinaire du 25 mai 2005.

Expiration du mandat actuel : à l'issue de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2016.

9.4.2. Commissaires aux Comptes suppléants

SOCIÉTÉ AUDITEX

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Début du premier mandat : Assemblée Générale ordinaire du 31 mai 2011.

Expiration du mandat actuel : à l'issue de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2016.

PATRICK DE CAMBOURG

61, rue Henri-Regnault
92400 Courbevoie

Début du premier mandat : Assemblée Générale ordinaire du 25 mai 2005.

Expiration du mandat actuel : à l'issue de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2016.

9.4.3. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des Commissaires aux Comptes et de leur réseau sont présentés dans la Note 20 aux États financiers consolidés 2015, chapitre 5.6, page 253.

9.5. TABLES DE CONCORDANCE

9.5.1. Table de concordance avec les informations requises dans le rapport de gestion

Le document de référence comprend tous les éléments du rapport de gestion du Groupe et de la Société mère prévu par les articles L. 225-100 et L. 225-100-2 du Code de commerce.

Vous trouverez ci-après les références aux chapitres du document de référence correspondant aux différentes parties du rapport de gestion du Groupe ou de la Société mère.

Rubriques	Chapitre du DDR	Pages
Activité et évolution des affaires/Résultats/Situation financière et indicateurs de performance	1.1. Chiffres clés	4 et 5
	1.4. Activités et stratégie	9 à 19
	4.1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés	146 à 149
	4.2. Situation financière et trésorerie	150 et 151
	4.3. Résultats de la Société mère	152 et 153
	5. États financiers consolidés 2015	164 à 259
	6. États financiers de Peugeot S.A. 2015	262 à 283
Utilisation des instruments financiers par la Société, lorsque cela est pertinent pour l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes et profits	5. États financiers consolidés 2015 (Notes 12 et 13)	213 à 243
Description des principaux risques et incertitudes	1.5. Facteurs de risques	20 à 30
Prises de participation significatives dans des sociétés ayant leur siège en France	5. États financiers consolidés 2015 (Note 21 liste des sociétés consolidées)	254 à 259
Faits postérieurs à la clôture/Perspectives d'avenir	4.6. Événements récents et perspectives	161 et 162
	5. États financiers consolidés 2015 (Note 19 Événements postérieurs à la clôture)	252
	6.4. États financiers de Peugeot S.A. 2015 (note 29)	281
Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	7.4. Marchés des instruments financiers de la Société – Dividendes	301
Informations sur les risques encourus en cas de variation de taux d'intérêt, de taux de change ou de cours de Bourse	1.5.2. Facteurs de risques-Risques relatifs aux marchés financiers	25
	5. États financiers consolidés 2015 (Note 13.5)	238 à 242
Achats et ventes d'actions propres	5. États financiers consolidés 2015 (Note 15.1.C Actions propres)	248
	7.2.8. Descriptif du programme de rachat	295
Rémunération des mandataires sociaux	3.4. Rémunération des mandataires sociaux	132 à 144
	5. États financiers consolidés 2015 (Note 7.3 Rémunération des dirigeants)	199
Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres	3.1.3. Opérations réalisées par les dirigeants et leurs proches sur les titres de la Société	118
Mandats et fonctions des mandataires sociaux	3.1. Organes de Direction et de Surveillance	106 à 116
Dispositifs ayant une incidence en cas d'offre publique	7.2. Renseignements concernant le capital	292 à 295
	7.3. Actionnariat	296
Actionnariat	7.3. Actionnariat	296 à 298
Ajustement des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital	5. États financiers consolidés 2015 (Note 7.2 Paiement fondé sur les actions, Note 12.6.B Caractéristiques des OCEANES)	198 et 199
	7.2. Renseignements concernant le capital	292 à 295
	7.3. Actionnariat	296 à 298
Informations sociales et environnementales	2. La responsabilité d'entreprise : les actions en faveur du développement durable	31 à 104
Activités en matière de recherche et de développement	4.5. Investissements et Recherche & Développement	154 à 161
Conventions conclues entre une filiale et un actionnaire détenant plus de 10 % de ses droits de vote	4.3 Résultats de la Société mère	152 et 153
Informations sur les délais de paiement des fournisseurs	4.3 Résultats de la Société mère	153

Rubriques	Chapitre du DDR	Pages
Annexes		
Tableau de suivi des délégations en matière d'augmentation de capital	7.2.7. État des autorisations et des utilisations	294
Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices	6. États financiers de Peugeot S.A. 2015	283
Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne et de gestion des risques	3.2. Rapport du Président du Conseil de Surveillance	119 à 130

9.5.2. Table de concordance avec les informations requises dans le rapport financier annuel

Informations requises dans le rapport financier annuel	Pages
Attestation du responsable du document	328
Rapport de gestion	
Analyse des résultats, de la situation financière et des risques de la Société mère et de l'ensemble consolidé (article L. 225-100 et L. 225-100-2 du Code de commerce)	20 à 29 ; 146 à 162
Informations relatives à la structure du capital et aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (article L. 225-100-3 du Code de commerce)	292 à 298
Informations relatives aux rachats d'actions (article L. 225-211, alinéa 2, du Code de commerce)	248 et 249 ; 295
États financiers et rapports	
Comptes annuels	262 à 283
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	284
Comptes consolidés	164 à 259
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	260

9.5.3. Table de concordance avec les rubriques de l'annexe 1 du Règlement Européen 809/2004

Rubriques	Pages
1. Personnes responsables	328
2. Contrôleurs légaux des comptes	330
3. Informations financières sélectionnées	
3.1. Informations historiques	4 et 5 ; 329
3.2. Informations intermédiaires	n/a
4. Facteurs de risques	20 à 30
5. Informations concernant l'émetteur	
5.1. Histoire et évolution de la Société	6
5.2. Investissements	154 à 161
6. Aperçu des activités	
6.1. Principales activités	9 à 19
6.2. Principaux marchés	9 à 19 ; 161 à 162
6.3. Événements exceptionnels	n/a
6.4. Dépendance éventuelle aux brevets, licences, contrats industriels, commerciaux, ou financiers, ou aux nouveaux procédés de fabrication	28
6.5. Position concurrentielle	9 à 19 ; 162
7. Organigramme	
7.1. Description sommaire	7
7.2. Liste des filiales importantes	8 ; 254 à 259
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	14 et 15
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	23 ; 44 à 58
9. Examen de la situation financière et du résultat	
9.1. Situation financière	150 et 151
9.2. Résultat d'exploitation	146 à 149
10. Trésorerie et capitaux	
10.1. Capitaux de l'émetteur	168 et 169
10.2. Source et montant des flux de trésorerie	150 et 151 ; 170 et 171
10.3. Conditions d'emprunt et structure de financement	151
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	247
10.5. Sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements mentionnés aux points 14.1.1.5. et 4.5	151
11. Recherche et développement, brevets et licences	154 à 161
12. Information sur les tendances	161 et 162
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction générale	
14.1. Organes d'administration et de direction	106 à 118
14.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction	117
15. Rémunérations et avantages	
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	132 à 144 ; 199
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	280

Rubriques	Pages
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	106 à 116 ; 120
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	117
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	125 à 126
16.4. Gouvernement d'entreprise	119
17. Salariés	
17.1. Nombre de salariés	75
17.2. Participations et stock-options	83; 272 et 273 ; 293
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur	83
18. Principaux actionnaires	
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social et des droits de vote	296
18.2. Existence de droits de vote différents	297
18.3. Contrôle de l'émetteur	298
18.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	298
19. Opérations avec des apparentés	285 à 288
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	
20.1. Informations financières historiques	4 et 5 ; 329
20.2. Informations financières pro forma	n/a
20.3. États financiers	163 à 283
20.4. Vérification des informations historiques annuelles	260 ; 284
20.5. Date des dernières informations financières	329
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	n/a
20.7. Politique de distribution des dividendes	301
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	27
20.9. Changement significatif de la situation commerciale ou financière	161 et 162 ; 252 ; 281
21. Informations complémentaires	
21.1. Capital social	292 à 294
21.2. Acte constitutif et statuts	290 et 291
22. Contrats importants	154
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	97 à 99
24. Documents accessibles au public	329
25. Informations sur les participations	254 à 259

Crédits photos : CITROËN COMMUNICATION / Laurent Nivalle
CITROËN COMMUNICATION / Christoph Schonbach
MÉDIATHÈQUE PSA PEUGEOT CITROËN / Mohamed Ech Charqi
MÉDIATHÈQUE PSA PEUGEOT CITROËN – Direction de la communication

Couverture :  VERBE
ASL GROUP

Conception & réalisation  LABRADOR +33 (0)1 53 06 30 80

PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 808 623 429 €

Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée
75116 Paris - France

R.C.S. Paris B 552 100 554 – Siret 552 100 554 00021

Tél. : + 33 (0)1 40 66 55 11 – Fax : + 33 (0)1 40 66 54 14
psa-peugeot-citroen.com